

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

**DEMANDE DE PROPOSITION
POUR LA
MISE EN ŒUVRE DU
PROJET D'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (PEIS)**

VOLUME 3

**CONTRAT SUBSÉQUENT POUR LE
SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES (SOSA)
DE L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT**

“CE BESOIN COMPORTE DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ”

(Voir article 3.0 du volume 3)

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 8 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
 - 1.1 Énoncé des travaux
 - 1.2 Autorisation des travaux (AT)
 - 1.2.1 Outils d'AT
 - 1.2.2 Limite d'AT
 - 1.2.3 Processus d'autorisation de tâches et des achats de pièces de rechanges (APR)
 - 1.2.4 Autorisation de tâches - ministère de la Défense nationale
 - 1.3 Description du type de services
 - 1.3.1 Réparations effectuées à l'usine
 - 1.3.2 Entretien du logiciel
 - 1.3.3 Approvisionnement en pièces de rechange
 - 1.3.4 Initiatives d'amélioration de l'EIS
 - 1.4 Biens et (ou) services optionnels
2. Clauses et conditions uniformisées
 - 2.1 Conditions générales
 - 2.2 Conditions générales supplémentaires
3. Exigence en matière de sécurité pour entrepreneur canadien
4. Durée du contrat
 - 4.1 Période du contrat
 - 4.2 Option de prolongation du contrat
 - 4.3 Jours ouvrables
 - 4.4 Besoins urgents – Livraison accélérée
5. Responsables
 - 5.1 Autorité contractante
 - 5.2 Responsable de la commande
 - 5.3 Chargé de projet et Responsable technique
 - 5.4 Responsable de l'assurance de la qualité
 - 5.5 Responsable en matière de retombées industrielles et régionales (RIR)
 - 5.6 Représentant(s) de l'entrepreneur
6. Paiement
 - 6.1 Base de paiement
 - 6.1.1 Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)
 - 6.1.2 Base de paiement - limitation des dépenses
 - 6.1.3 Base de paiements qui concerne les autorisations de tâches et les APR
 - 6.2 Modalités de paiement
 - 6.2.1 Modalités de paiement - Paiements progressifs (sans retenue)
 - 6.2.2 Modalités de paiement qui concerne les autorisations de tâches et les APR
 - 6.3 Taux de change
 - 6.3.1 Taux de change/Demande de paiement progressif

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

TABLE DES MATIÈRES (Suite)

- 6.3.2 Taux de change/paiements d'étape
- 6.4 Limitation des dépenses
- 6.5 Clauses du guide des CCUA
 - 6.5.1 Général
 - 6.5.2 Droits et taxes
 - 6.5.3 État des coûts
 - 6.5.4 Vérification
 - 6.5.5 Vérification du temps
- 6.6 Ajustement des prix
- 6.7 Négociation de prix
- 6.8 Définitions de « coût réel »
- 6.9 Travaux en cours
- 7. Inspection, expédition, livraison et acceptation
 - 7.1 Instructions d'expédition
 - 7.2 Assurance de la qualité
 - 7.3 Documents de sortie – distribution
- 8. Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif
- 9. Attestations
- 10. Lois applicables
- 11. Ordre de priorité des documents
- 12. Contrat de défense
- 13. Ressortissants étrangers
- 14. Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes
- 15. Appareillage électrique
- 16. Marchandises excédentaires
- 17. Programme des marchandises contrôlées
- 18. Exigences en matière d'assurances
- 19. Biens et services de l'État
 - 19.1 Biens gouvernementaux
 - 19.2 Information fournie par le gouvernement (IFG)
 - 19.3 Équipement fourni par le gouvernement (EFG)
 - 19.4 Retour de l'IFG et de l'EFG
- 20. Experts-conseils et autres entrepreneurs
- 21. Assurance qualité
- 22. Sans objet
- 23. Services indépendants d'aide professionnelle
- 24. Substitutions de produits livrables et solutions de rechange
- 25. Services d'élaboration ou de modification de logiciels
- 26. Logiciel sous Licence
- 27. Préservation des supports électroniques
- 28. Accès aux biens et aux installations du Canada
- 29. Locaux

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

TABLE DES MATIÈRES (Suite)

- 30. Dessin de camouflage canadien (DCamC TM)
- 31. Rapports d'utilisation périodiques - Contrats avec autorisation de tâches
- 32. Marchandises dangereuses/produits dangereux
- 33. Élimination de déchets dangereux
- 34. Environnement santé et sécurité
- 35. Document de contrôle des interfaces

Liste des Modules et Annexes:

Module A

- Annexe AA Exigences en matière d'assurance
- Annexe AB Feuille de présentation de la soumission financière pour le SOSA-EIS
 - Appendice 1 (Demande de rajustement du taux de change);
- Annexe AC Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
- Annexe AD Entente de confidentialité

Module B

- Annexe BA Contrat des retombées industrielles et régionales (RIR)
 - Appendice BA1 – Plans, transactions et tableaux;
 - Appendice BA2 – Certificat de conformité;
 - Appendice BA3 – Feuille de transaction de RIR;
 - Appendice BA4 – Liste améliorée des technologies prioritaires;
 - Appendice BA5 – LDEC RIR
 - Appendice BA6 – Description de données RIR

Module C

- Annexe CA Énoncé de travail (ÉDT)
 - Appendice 1 Concept de Soutien;
 - Appendice 2 Exigences en personnel;
 - Appendice 3 Processus d'autorisation de tâche;
 - Appendice 4 Processus d'acquisition des pièces de rechanges;
 - Appendice 5 CETFC Poches génériques et plateforme pour le SMTc;
- Annexe CB Exigences axées sur le rendement
- Annexe CC Liste des données essentielles au contrat et description des éléments de données
 - Appendice 1 Liste des données essentielles au contrat (LDEC);
 - Appendice 2 Description des éléments de données (DED);
- Annexe CD Modalités des accords de prêt pour les entrepreneurs
- Annexe CE Références, acronymes et lexique

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

PART 8 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes, découlant de la demande de soumissions, s'appliquent à tout contrat subséquent pour le Soutien optimisé des systèmes d'armes de l'équipement intégré du soldat (SOSA-EIS) et en font partie intégrante.

1. Besoin

1.1. Énoncé des travaux

1.1.1 L'entrepreneur doit fournir au ministère de la Défense nationale (MDN) un soutien optimisé des systèmes d'armes (SOSA) pour l'EIS canadien conformément aux conditions générales du contrat. Le contrat de SOSA (SOSA-EIS) comporte deux volets principaux, soit le soutien en service de l'EIS et les initiatives d'amélioration de l'EIS.

1.1.2 Dans le cadre du soutien en service de l'EIS, l'entrepreneur doit fournir les services qui suivent : gestion de programme, recherche et appui technique, reconstitution, réparations effectuées à l'usine, gestion de configuration, gestion de données techniques, gestion d'un environnement d'information électronique, formation, entreposage de systèmes d'EIS de rechange et approvisionnement en pièces de rechange.

1.1.3 Dans le cadre des initiatives d'amélioration de l'EIS, l'entrepreneur doit fournir les services suivants : services techniques dans le cadre des initiatives d'amélioration de l'EIS engagées par le MDN consistant en la conception et la mise en œuvre incrémentielles à la configuration initiale de l'EIS, au fur et à mesure des besoins.

1.1.4 Sans limiter les autres obligations liées à ce contrat, l'entrepreneur doit :

- a. Effectuer le travail en conformité au Module C du contrat.
- b. Engendrer des retombées industrielles et régionales (RIR) en conformité avec les engagements énoncés au Module B du contrat.

1.1.5. L'entrepreneur convient d'accepter et de se conformer à l'interprétation que le Canada attache aux devis.

1.2. Autorisation des travaux (AT)

1.2.1. Outils d'AT

Ce contrat renferme l'exigence pour le MDN d'autoriser l'entrepreneur à effectuer les travaux sous réserves d'une, et selon la demande, en conformité avec les conditions générales du contrat. Le MDN émettra différents types d'autorisations de travaux (AT), par exemple : des relevés des avis de sélection et des demandes prioritaires de réparation (RASDPR), des demandes de

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

matériel réparable (RMR), des autorisations de tâches MDN626 et des commandes de pièces de rechange, afin d'autoriser l'exécution des travaux.

1.2.2. Limite d'AT:

1.2.2.1. Limite des RASDPR et des RMR :

Le MDN détient les pleins pouvoirs pour attribuer les travaux de réparation (RASDPR et RMR) à l'entrepreneur. L'approbation des travaux par le MDN se fera en conformité avec l'article pertinent des Instructions spéciales du MDN aux entrepreneurs de réparation et de révision (A-LM-184-001/JS-001).

1.2.2.2. Limite sur les achats de pièces de rechanges (APR):

Le MDN n'est pas autorisé à émettre des commandes de pièces de rechange. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) doit approuver toutes les commandes de pièces de rechange.

1.2.2.3. Limite des AT :

Le MDN peut autoriser les autorisations de tâches individuelles d'une valeur allant jusqu'à 125 000 \$CAN (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse), y compris toutes les révisions. Toute AT qui dépasse cette limite doit être approuvée par l'autorité contractante avant d'être émise. De plus, l'autorité contractante doit approuver toutes les AT dont le coût estimatif du matériel dépasse 25 000 \$CAN (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse), y compris toutes les révisions.

1.2.3. Processus d'autorisation de tâches et des achats de pièces de rechanges (APR):

Le processus à suivre pour émettre de telles autorisations et des commandes de pièces de rechange est le suivant :

- i. Le responsable technique prépare un EDT présentant la description des travaux;
- ii. Le responsable des demandes d'achat du MDN vérifie que le travail requis est compris dans la portée du contrat;
- iii. Le responsable des demandes d'achat du MDN soumet un EDT à l'entrepreneur et demande une proposition de tâches;
- iv. Dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception des travaux proposés, l'entrepreneur doit fournir une proposition ou aviser le responsable des demandes d'achat du MDN de l'état de la proposition pour le travail proposé. Si les quinze (15) jours ouvrables ne sont pas suffisants, l'entrepreneur doit soumettre la proposition dans un délai acceptable pour l'autorité adjudicatrice du MDN et l'entrepreneur.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- v. L'entrepreneur revoit ou prépare et soumet par écrit une proposition d'EDT, au besoin, définissant la portée des travaux, les dates de début et de fin, les livraisons graduelles de blocs de tâches et les produits livrables ainsi que le niveau d'effort (NE) nécessaire à la réalisation des travaux, notamment les détails des catégories de main-d'œuvre à l'égard de la demande d'achat du MDN, à l'aide des outils financiers offerts dans le contrat. De plus, l'entrepreneur doit, s'il y a lieu, signaler les répercussions des travaux sur le projet entier en ce qui a trait à la portée, au calendrier, aux coûts et aux engagements en matière de RIR. L'entrepreneur ne sera pas payé pour fournir la soumission ou d'autres renseignements requis pour préparer et émettre l'AT;
- vi. Le responsable des demandes d'achat du MDN étudie la soumission sur le NE, négocie avec l'entrepreneur et insère dans le formulaire d'AT les « Prix et Modalités de paiement » appropriés, conformément aux articles 6.1.3 et 6.2.2 du contrat.
- vii. Le responsable des demandes d'achat du MDN étudie avec le responsable technique la soumission relativement au NE et obtient l'approbation de procéder;
- viii. Si la soumission sur le NE respecte le plafond d'approbation de travail du MDN, le responsable des demandes d'achat du MDN signe l'AT et envoie des copies à l'entrepreneur et à l'agent de négociation des contrats de TPSGC;
- ix. Si la soumission dépasse le plafond d'approbation des travaux du responsable des demandes d'achat du MDN, le formulaire d'AT doit être transmis à l'agent de négociation de TPSGC afin qu'il l'examine, l'approuve et le signe avant que le MDN puisse le remettre à l'entrepreneur;
- x. Pour modifier le formulaire d'AT, un formulaire de modifications d'AT doit être rempli. Le responsable des demandes d'achat de MDN approuve l'AT, là où la valeur modifiée se situe sous le seuil établi à l'article 1.2.2. du contrat. Toute modification qui dépasse ce seuil doit être transmise à l'agent de négociation de contrats de TPSGC pour qu'il l'étudie, l'approuve et la signe avant que le MDN puisse le remettre à l'entrepreneur;
- xi. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu le formulaire d'AT approuvé.

1.2.4. Autorisation de tâches - ministère de la Défense nationale

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par l'autorité de commande. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

1.3. Description du type de services

Le besoin comprend, sans s'y limiter, le type de services qui suit :

1.3.1. Réparations effectuées à l'usine

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

1.3.1.1. L'entrepreneur doit seulement réparer les éléments pour lesquels il a reçu une autorisation. L'entrepreneur doit également suivre les instructions applicables contenues dans le document A-LM-184-001/JS-001 et les autres procédures en matière d'approvisionnement qu'il peut être recommandé d'utiliser à l'occasion en ce qui a trait aux demandes, à la manutention, à l'emballage, à l'expédition et à l'enregistrement de l'équipement et du matériel du MDN en sa possession. Les priorités en matière de réparation conformément à l'information fournie dans le RASDPR (qui sera émis une fois le contrat adjugé).

1.3.1.2. Les réparations effectuées à l'usine comprennent l'isolement et la correction de ces défauts particuliers qui altèrent le rendement du matériel, de sorte qu'il ne satisfait plus à la norme ou à la spécification requise par les Forces canadiennes. La ou les correction(s) peuvent comprendre : la restauration ou le remplacement de pièces ou d'éléments de matériel rendu nécessaire à cause de l'usure normale, de dommages, de défaillances de pièces ou autres, en vue de maintenir le matériel en condition de marche; et l'intégration des modifications approuvées. Des activités d'inspection, d'essais, d'entretien, de calibrage ainsi que de classification en ce qui concerne l'état de fonctionnement, les réparations et la reconstruction.

1.3.1.3. Définitions

Le terme « matériel » désigne la totalité de l'équipement, des matériaux, des choses et des objets que l'entrepreneur doit fournir, maintenir et soutenir, selon le cas, conformément au contrat (y compris les câbles et les autres articles complémentaires). Le terme « matériel » désigne également les micrologiciels, s'il en est, mais il ne comprend pas les logiciels ou les services. Sauf indication contraire du contexte, le terme « matériel » comprend tout matériel loué. De plus, sauf indication contraire du contexte, chaque fois que le terme « matériel » est utilisé, il est entendu qu'il s'applique aussi à chaque EIS-S;

Le terme « micrologiciel » désigne tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, une mémoire morte ou d'autres dispositifs compris dans le matériel;

Le terme « modifications » signifie ce qui suit :

- i. Les modifications apportées au matériel, effectuées expressément par l'entrepreneur, ou l'intégration de bulletins d'entretien optionnel de l'entrepreneur, pour lesquelles le MDN est d'accord.
- ii. Les modifications « involontaires », même si elles doivent être connues et approuvées par le MDN, ne constituent pas des « modifications techniques » Elles doivent plutôt être codifiées comme étant des réparations. Exemples :

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- (1) remplacement d'une pièce qui n'est plus produite par une nouvelle pièce de rechange de l'entrepreneur;
- (2) intégration de bulletins d'entretien obligatoire;
- (3) mise à jour d'une configuration antérieure à la norme de référence actuelle de l'entrepreneur.

Le terme « remplacement » signifie le remplacement de pièces ou de composants de matériel par des nouvelles pièces ou composants identiques de matériel (produits identiques) ou, par une pièce ou un composant de rechange ou une autre solution de rechange, ou par de nouveaux produits qui sont un prolongement de la gamme de produits existants. Pour en savoir plus, veuillez lire l'article 24 du contrat. Le mot « remplacement » est utilisé dans le contexte de pièces ou de composants du matériel envoyés pour réparation, qui sont irréparables et qui doivent être remplacés, et non dans le contexte d'un remplacement systématique de pièces ou de composants de matériel qui sont en bon état de marche.

1.3.1.4. Demande de matériel réparable (RMR)

Les éléments réparables qui sont reçus, mais qui ne sont pas expressément désignés dans le RASDPR, doivent être réparés dans le cadre du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer à travailler sur un article de cette catégorie avant d'avoir soumis une estimation pour le travail de réparation et d'avoir reçu une autorisation du responsable des demandes d'achat pour procéder à la réparation. L'entrepreneur doit aviser le responsable des demandes d'achat par écrit de la situation et mettre le matériel de côté en attendant de recevoir des instructions sur ce qu'il faut faire avec le matériel. Le message envoyé au responsable des demandes d'achat doit contenir le numéro de nomenclature OTAN (NNO), le coût de la réparation, le coût du remplacement et tout autre renseignement pertinent.

1.3.1.5. Pièces de rechange

Il incombe à l'entrepreneur de fournir toutes les pièces et tous les composants nécessaires à la prestation des services requis par le Canada. Les pièces de rechange et les sous-ensembles fournis par l'entrepreneur doivent être neufs ou de la même qualité qu'un article neuf et de fonction équivalente aux pièces d'équipement originales. Les pièces remplacées doivent devenir la propriété de l'entrepreneur, à l'exception de tout média ou composant électronique qui contient de l'information confidentielle du Canada. Cette information doit être effacée avec la contribution et la permission du Canada.

1.3.2. Entretien du logiciel

L'entrepreneur doit faire, sous réserves d'une, et selon la demande du Canada, et à l'aide d'une autorisation de tâches, l'entretien du logiciel, ce qui comprend la fourniture de versions de maintenance de logiciel, expressément effectuée par l'entrepreneur, avec l'accord du MDN. «

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

versions de maintenance » désigne l'ensemble des améliorations, des extensions, des mises à niveau, des mises à jour, des versions, des renommages, des réécritures, des améliorations croisées, des composants et des mises à niveau inférieur ou toute autre modification apportée au logiciel sous licence élaboré ou publié par l'entrepreneur ou son ayant droit; de leur propre initiative.

1.3.3. Approvisionnement en pièces de rechange

L'entrepreneur doit fournir, sous réserves d'une, et selon la demande du Canada, et à l'aide de commandes de pièces de rechange, toutes les pièces et tous les composants commandés par le Canada au point de livraison précisé dans les commandes de pièces de rechange.

1.3.4. Initiatives d'amélioration de l'EIS

1.3.4.1. L'entrepreneur doit fournir, sous réserves d'une, et selon la demande du Canada, à l'aide d'une autorisation de tâches, une analyse de la conception des modifications et une proposition de modification technique (PMT) pour l'équipement ou le système, à la demande expresse du MDN.

1.3.4.2. L'entrepreneur doit effectuer, sous réserves d'une, et selon la demande du Canada, des modifications à l'équipement ou au système, à la demande expresse du MDN.

1.3.4.3. Les activités d'amélioration qui sont nécessaires pour l'adaptation aux changements apportés à l'environnement d'exploitation et au déploiement et pour l'amélioration et le perfectionnement basés sur les leçons acquises par les utilisateurs en cours d'utilisation.

1.4. Biens et (ou) services optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable, en conformité avec les conditions générales de ce contrat, d'acheter des pièces de rechange aux prix établis dans le catalogue de pièces de rechange (EDT, article 4.2.2). Cette option peut être exercée en tout temps pendant la période du contrat, autant de fois que le Canada le souhaite. Cette option peut être exercée par l'autorité contractante et sera reflétée par une modification au contrat.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/index.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

2.1. Conditions générales

2.1.1. 2030 2011-05-16, Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante;

2.1.2. Garantie - Entrepreneur responsable de tous les frais

L'article 22 intitulé Garantie des conditions générales 2030 est modifié en supprimant les paragraphes 3 et 4 et en les remplaçant par ce qui suit:

« 3. Les travaux ou toute partie des travaux jugés défectueux ou non conformes seront retournés aux locaux de l'entrepreneur en vue de leur remplacement, de leur réparation ou de leur rectification. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.

4. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur conformément au paragraphe 3. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur. »

2.2. Conditions générales supplémentaires

2.2.1. 4002 :

2.2.1.1. 4002 2010-08-16, Services d'élaboration ou de modification de logiciels, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2.2.1.2. Subsection 8 3 of 4002, Software Development or Modification Services, is amended as follows:

EFFACER " trente (30)"
INSÉRER " Quatre-vingt-dix (90)"

EFFACER ", à son choix et à ses frais:
 a) livrer le code source de ce logiciel au Canada; ou"
INSÉRER ", à ses frais:"

2.2.2. 4003 :

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

2.2.2.1. 4003 2010-08-16, Logiciels sous licence, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante;

2.2.2.2. La section 12 des conditions générales supplémentaires 4003 est modifié comme suit:

EFFACER dans sont entier: 12 3 (b);

2.2.2.3. Les sections 14 et 15 des conditions générales supplémentaires 4003 sont modifiées comme suit:

EFFACER “quatre-vingt-dix (90) jours”;
INSÉRER “ un (1) an”;

2.2.3. 4006 2010-08-16, L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Exigence en matière de sécurité pour entrepreneur canadien

3.1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau **SECRET**, délivrés par la Direction de la sécurité industrielle canadienne de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et un compte COMSEC au niveau **SECRET**, délivrée par la Direction générale des services d'Infotechnologies (DGSIT), TPSGC.

3.2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS (NON-RESTREINT)**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé **doivent TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE peuvent AVOIR ACCÈS** aux renseignements et/ou biens de nature délicate **PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS**, de plus, ils **NE peuvent PAS PÉNÉTRER** sur les lieux où ces renseignements ou biens sont entreposés sans une escorte.

3.3. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS (RESTREINT)**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens du Canada où des États Unis et doivent TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Tant que les autorisations de sécurité du personnel de

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE peuvent AVOIR ACCÈS** aux renseignements et/ou biens de nature délicate **PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS**, de plus, ils **NE peuvent PAS PÉNÉTRER** sur les lieux où ces renseignements ou biens sont entreposés sans une escorte.

3.4. Les membres du personnel de l'entreprise qui doivent avoir accès aux biens ou aux renseignements **OTAN NON-CLASSIFIÉS** n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité; toutefois, l'entrepreneur doit s'assurer que de tiers n'auront pas accès aux renseignements **OTAN NON-CLASSIFIÉS** et que le principe du "besoin de savoir", sera appliqué.

3.5. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS ÉTRANGER**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent **TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE peuvent AVOIR ACCÈS** aux renseignements et/ou biens de nature délicate **PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS ÉTRANGER**, de plus, ils **NE peuvent PAS PÉNÉTRER** sur les lieux où ces renseignements ou biens sont entreposés sans une escorte.

3.6. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **COMSEC**, **doivent être citoyens du Canada** et détenir une cote de sécurité du personnel valable proportionné avec les renseignements ou les biens qui seront accédés, avoir un besoin de connaître et ont été soumis à une séance d'information COMSEC et ont signé un certificat de séance d'information **COMSEC**. L'accès par des étrangers nationale ou des résidents étrangers doit être approuvé par les Services à la Clientèle Chef de TI a CSTC sur une base de cas-par-cas.

3.7. Le traitement électronique de données **PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS** dans l'établissement de l'entrepreneur, n'est **PAS** autorisé dans le cadre de ce contrat.

3.8. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE** doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

3.9. L'entrepreneur doit respecter les dispositions

- (a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe AC;
- (b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

NOTÉ: Le matériel de saisie de données et les périphériques connexes portant (ou destinés à porter) la mise en garde «CRYPTO» sont soumis en permanence à des mises en garde particulières, à savoir: entreposage en vrac, sous garde dans les établissements des utilisateurs; en cours d'utilisation; ou en attente de destruction. Le matériel de saisie de

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

données doit être entreposé dans une armoire de sécurité approuvée et fermant à clé, dans une zone protégée par des gardiens de sécurité ou par un système de détection des intrusions lorsqu'ils sont laissés sans surveillance par un personnel du compte COMSEC ou les utilisateurs autorisés.

4. Durée du contrat

4.1. Période du contrat

4.1.1. La période du contrat s'étend de la date d'attribution du contrat apparaissant à la page 1 de ce contrat jusqu'à la date de début du contrat, plus cinq ans. La date de début du contrat est le ____ (Date) ____ (*REMARQUE: Le Canada devra inscrire la date de début du contrat*). La date de début du contrat correspond à la date de modification du contrat d'A-EIS (contrat numéro W8476-112965/001/RA) qui exerce l'option de procéder à la phase B du contrat d'A-EIS. La prestation de services conformément à ce contrat ne commencera pas avant la date de début du contrat. Dans le contrat, le terme « année » est la période comprise entre la date anniversaire du début du contrat et la prochaine date anniversaire du contrat, moins un jour.

4.1.2 Réservé.

4.2. Option de prolongation du contrat

4.2.1. L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois (3) période(s) supplémentaire(s) de 2 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

4.2.2. Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 15 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

4.3. Jours ouvrables:

Un jour ouvrable est un jour consacré normalement au travail par opposition aux samedis, dimanches et aux jours fériés au Canada. Les heures normales d'un jour ouvrable sont de 7,5 heures, ce qui ne comprend pas les pauses-repas, et elles s'échelonnent de 7 h à 18 h, du lundi au vendredi.

4.4. Besoins urgents – Livraison accélérée

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Dans le cas d'un besoin urgent, l'entrepreneur sera avisé directement par l'AC de TPSGC ou par le responsable technique du MDN ou par le responsable des demandes d'achat du MDN afin qu'il puisse y répondre plus rapidement. L'entrepreneur accepte de faire tous les efforts pour accélérer l'exécution des travaux requis sur une base urgente, sans que des coûts additionnels ne soient imputés au Canada.

5. Responsables

5.1. Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

M. Bernard Juteau
 Chef d'équipe d'approvisionnement
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Direction générale des approvisionnements
 Division des Projets terrestres et de Systèmes de communication
 8C2 Place du Portage, Phase III
 11, rue Laurier
 Gatineau, Québec
 K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-0532
 Télécopieur: (819) 956-0636
 Courriel: bernard.juteau@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2. Responsable de la commande

Le responsable des demandes d'achat, aussi appelé l'autorité adjudicatrice, pour le contrat est :

«

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

»

Il incombe au responsable des demandes d'achat d'effectuer le contrôle financier et administratif de la gestion du projet du MDN dans le cadre du contrat. Les termes « autorité adjudicatrice » et « responsable des demandes d'achat » sont interchangeables.

5.3. Chargé de projet et Responsable technique

Le gestionnaire de projet pour le contrat est :

«

»

Le gestionnaire de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le gestionnaire de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.4. Responsable de l'assurance de la qualité

Le responsable de l'assurance de la qualité pour le contrat est:

«

»

Il incombe au responsable de l'assurance de la qualité d'effectuer les contrôles de qualité pour tous les travaux effectués en fonction de ce contrat.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

5.5. Responsable en matière de retombées industrielles et régionales (RIR)

Le responsable des RIR pour le contrat est :

“

”

Le responsable des RIR est la personne désignée par le ministre de l'Industrie pour agir en son nom. Il incombe au responsable des RIR d'évaluer, de surveiller et d'accepter les RIR et d'évaluer le rendement des RIR de l'entrepreneur en conformité de ce contrat.

5.6. Représentant(s) de l'entrepreneur

L'entrepreneur a nommé monsieur ou madame (nom, numéros de téléphone et de télécopieur, adresse électronique) _ (*REMARQUE : Les soumissionnaires doivent insérer autant de représentants que possible, par exemple, le gestionnaire de projet, le gestionnaire du contrat, le gestionnaire de la conception des systèmes, le gestionnaire du plan de soutien logistique intégré (SLI), le gestionnaire des finances, etc.*) en tant que seule(s) personne(s)-ressource(s) pour toutes les demandes ou problèmes soulevés par le consignataire ou l'autorité contractante pendant l'exécution des travaux.

6. Paiement

6.1. Base de paiement

6.1.1. Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, en accord avec la Base de paiements à l'Annexe AB, pour tous les items identifiés par le code « FP » de la Base de paiement (BP) (Voir l'annexe AB de la Base de paiement, colonne intitulée « Code BP »), selon un montant total de _____ \$ (*REMARQUE: Le Canada doit insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane exclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.1.2. Base de paiement - limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe AB, pour tous les items identifiés par le code « LE » de la Base de paiement (BP) (Voir l'annexe AB de la Base de paiement, colonne intitulée « Code BP »), selon un montant total de _____\$
(REMARQUE: Le Canada doit insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane exclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

6.1.3. Base de paiements qui concerne les autorisations de tâches et les APR

L'entrepreneur peut soumettre une proposition à "**Prix ferme**", à "**Prix plafond**" ou à "**Limitation des dépenses**" au responsable de la commande du MDN. L'entrepreneur sera payé conformément à l'annexe AB de la Base de paiement de ce contrat. Pour chacun des cas ci-dessus, les clauses suivante doivent être complètes et ajoutées au formulaire d'autorisation des tâches.

6.1.3.1. Pour une soumission de type « **Prix Ferme** »:

Clause du manuel CCUA C0207C 2011-05-16, Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s); et
Clause du manuel CCUA C6000C 2011-05-16, Limite de prix;

6.1.3.2. Pour une soumission de type « **Prix Plafond** »:

Clause du manuel CCUA C1200C 2008-05-12, Base de paiement - prix plafond;
et
Clause du manuel CCUA C6000C 2011-05-16, Limite de prix;

6.1.3.3. Pour une soumission de type « **Limitation des dépenses** »:

Clause du manuel CCUA C0206C 2011-05-16, Base de paiement - limitation des dépenses; et
Clause du manuel CCUA C6001C 2011-05-16, Limitation des dépenses;

6.2 Modalités de paiement

6.2.1. Modalités de paiement - Paiements progressifs (sans retenue)

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

6.2.1.1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, si:

(a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;

(b) le montant réclamé est conforme à la base de paiement;

(c) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.

6.2.1.2. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

6.2.2. Modalités de paiement qui concerne les autorisations de tâches et les APR

L'entrepreneur peut soumettre une proposition à "**Prix ferme**", à "**Prix plafond** " ou à "**Limitation des dépenses** " au responsable de la commande du MDN. L'entrepreneur sera payé conformément à l'annexe AB de la Base de paiement de ce contrat. Pour chacun des cas ci-dessus, les clauses suivantes doivent être complétées et ajoutées au formulaire d'autorisation des travaux (AT).

6.2.2.1. Pour une soumission de type « **Prix Ferme** », certaines des clauses suivantes peuvent s'appliquer:

Clause du guide des CCUA H1000C 2008-05-12, Paiement unique;

Ou

Clause du guide des CCUA H1001C 2008-05-12, Paiements multiples;

Ou

Clause du guide des CCUA H3010C 2010-01-11, Paiements d'étape; et

Clause du guide des CCUA H4012C 2010-01-11, Calendrier des étapes;

6.2.2.2. Pour une soumission de type "**Prix plafond**" ou "**Limitation des dépenses**", certaines des clauses suivantes peuvent s'appliquer:

Clause du guide des CCUA H1000C 2008-05-12, Paiement unique;

Ou

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Clause du guide des CCUA H1003C 2010-01-11, Paiements progressifs; (sans options, effacer les paragraphes 1. (c) et 2., 0% de retenue)

6.3. Taux de change

6.3.1. Taux de change/ Demande de paiement progressif

6.3.1.1. Le prix en monnaie canadienne comprend le montant en monnaie étrangère pour les biens, les services ou les deux provenant de l'extérieur du Canada, tel que précisé à l'appendice 1 Demande de rajustement du taux de change de l'annexe "AB" base de paiement.

6.3.1.2. Le prix doit être rajusté à la hausse ou à la baisse en fonction des coûts engagés, calculés selon le taux de change réel de la monnaie étrangère obtenu par l'entrepreneur au moment du versement de la somme au fournisseur ou au sous-traitant établi à l'étranger pour les biens, les services ou les deux.

6.3.1.3. Sur chaque demande de paiement progressif présentée en vertu du contrat, l'entrepreneur doit indiquer, de façon distincte, la valeur de la monnaie étrangère ou le facteur de rajustement du taux de change (taux à la hausse, à la baisse ou stable). Il doit aussi fournir la preuve qu'il a payé le sous-traitant ou le fournisseur établi à l'étranger pour les biens, les services ou les deux inclus dans le montant réclamé.

6.3.1.4. Le Canada pourra vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de cette clause.

6.3.2. Taux de change/paiements d'étape

6.3.2.1. Le prix en monnaie canadienne comprend le montant en monnaie étrangère pour les biens, les services ou les deux provenant de l'extérieur du Canada, tel que précisé à l'appendice 1 de l'annexe « AB », Demande de rajustement du taux de change. Si une ou plusieurs étapes comporte(nt) un montant en monnaie étrangère qui devient payable au terme de l'étape, il faut remplir pour chacune de ces étapes un formulaire PWGSC-TPSGC 9411 distinct et le joindre à la facture.

6.3.2.2. Si une étape comporte l'importation de biens, de services ou les deux au Canada, le taux de change utilisé pour calculer le rajustement sera celui appliqué par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à la date de l'importation. Dans le cas d'une étape qui ne comporte pas l'importation de biens, de services ou les deux, mais qui comprend un montant en monnaie étrangère, le taux de change utilisé pour calculer le rajustement sera le taux de change de la Banque du Canada en vigueur à midi, à la date à laquelle le paiement d'étape devient exigible.

6.3.2.3. Aucun rajustement de prix résultant directement de l'application des dispositions de la présente clause ne sera effectué si les augmentations ou les diminutions du taux de

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

change sont de l'ordre de plus ou moins 2 p. 100 du(des) taux de change mentionné(s) ci-dessus, ou équivalent à plus ou moins 100 \$ du montant total cumulatif demandé en guise de rajustement du taux de change en vertu du contrat.

6.3.2.4. Sur chaque facture ou demande de paiement d'étape présentée en vertu du contrat, l'entrepreneur doit indiquer, de façon distincte, le facteur de rajustement du taux de change (à la hausse, à la baisse ou stable). Si des biens, des services ou les deux sont livrés, il doit joindre à la facture ou au formulaire de demande de paiement d'étape une copie du formulaire B3-3, Douanes Canada - Formule de codage, de l'ASFC. Lorsque les biens, les services ou les deux n'ont pas été importés, l'entrepreneur doit prouver, à la satisfaction du Canada, que le montant réclamé doit être payé en monnaie étrangère par l'entrepreneur.

6.3.2.5. Le Canada pourra vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de cette clause.

6.4. Limitation des dépenses

6.4.1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$(*REMARQUE: Le Canada doit insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane exclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

6.4.2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- (a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- (b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- (c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

6.4.3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.4.4. Financement par année financière

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Malgré le coût estimatif total (Limitation des dépenses) précisé au contrat et à moins d'une autorisation écrite à l'effet contraire de l'autorité contractante, le montant maximum qui pourra être payé pour les travaux complétés pour la période prenant fin le 31 mars de chaque année est établi comme suit :

Année contractuelle 1: \$_____ (REMARQUE: Le Canada doit insérer le montant au moment de l'attribution du contrat)

Année contractuelle 2: \$_____ (REMARQUE: Le Canada doit insérer le montant au moment de l'attribution du contrat)

Année contractuelle 3: \$_____ (REMARQUE: Le Canada doit insérer le montant au moment de l'attribution du contrat)

Année contractuelle 4: \$_____ (REMARQUE: Le Canada doit insérer le montant au moment de l'attribution du contrat)

Année contractuelle 5: \$_____ (REMARQUE: Le Canada doit insérer le montant au moment de l'attribution du contrat)

6.5. Clauses du guide des CCUA:

6.5.1. Général:

Clause du guide des CCUA B9031C 2011-05-16, Obligation du Canada - Portion des travaux réalisée au moyen d'autorisations de tâches;
 Clause du guide des CCUA A9117C 2007-11-30, T1204 - demande directe du ministère client;
 Clause du guide des CCUA H4500C 2010-01-11, Droit de rétention - article 427 de la Loi sur les banques;

6.5.2. Droits et taxes:

Entrepreneur établi à l'étranger:

Clause du guide des CCUA C2608C 2010-08-16, Documentation des douanes canadiennes; et
 Clause du guide des CCUA C2610C 2007-11-30, Droits de douane - MDN est l'importateur; et
 Clause du guide des CCUA C2000C 2007-11-30, Taxes - entrepreneur établi à l'étranger; et
 Clause du guide des CCUA C2605C 2008-05-12, Droits de douane et taxes de vente du Canada - entrepreneur établi à l'étranger; et
 Clause du guide des CCUA C2604C 2010-01-11, Droits de douane, taxes d'accise et TPS ou TVH - non résident

6.5.3. État des coûts:

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Clause du guide des CCUA C0305C 2008-05-12, État des coûts;

Clause du guide des CCUA C0307C 2008-05-12, État des coûts;

6.5.4. Vérification:

Clause du guide des CCUA C0705C 2010-01-11, Vérification discrétionnaire des comptes;

6.5.5. Vérification du temps:

Clause du guide des CCUA C0710C 2007-11-30, Vérification du temps et du prix contractuel;

6.6. Ajustement des prix

Les prix applicables pour l'année qui suit seront calculés pendant le dernier mois de l'année précédente, pour laquelle des prix fermes étaient indiqués au contrat, et ils consisteront dans les prix fermes de cette année précédente ajustés en fonction des fluctuations de l'économie canadienne au cours de la période la plus récente de 12 mois consécutifs pour laquelle des indicateurs économiques sont disponibles. Le(s) prix ajusté(s) pour l'année qui suit devra(ont) rester ferme(s) pendant cette période, sauf pour la condition énoncée à l'article 6.6.6. Ainsi, dans le contrat, le terme « année » est la période comprise entre la date anniversaire du début du contrat et la prochaine date anniversaire du contrat, moins un jour. L'ajustement des prix sera calculé en fonction de ce qui suit.

6.6.1. Taux horaires fermes :

L'indicateur économique devant être utilisé pour tenir compte des fluctuations réelles de l'économie est l'indice des prix à la consommation du Canada (IPC). Aux fins de cet article, l'IPC du plus récent catalogue mensuel de Statistique Canada, « 62-001-X », sera utilisé. L'IPC applicable est tiré des tableaux statistiques, plus précisément du Tableau 1 – « L'Indice des prix à la consommation, composantes principales et agrégats spéciaux, Canada, non désaisonnalisé ». L'IPC pour « Tous les éléments (2002=100) » doit être utilisé à la colonne « Variation (en pourcentage) du mois z de l'année y au mois z de l'année x ». L'indexation est calculée comme suit :

- a) Variation en pourcentage = Variation en pourcentage de l'IPC, du (mois z) de l'année y au (mois z) de l'année x + 1 %;
- b) Taux horaires fermes applicables pour la prochaine période de 12 mois = Taux horaires fermes de la période de 12 mois précédente du contrat multipliés par (1 + « variation en pourcentage »);
- c) Les taux horaires fermes applicables pour la prochaine période de 12 mois seront arrondis à 2 décimales à la valeur supérieure (Exemple: 2,571\$ or 2,579\$ seront arrondis à la valeur supérieure 2,58\$)

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

6.6.2. Prix ferme, prix unitaires fermes ou prix par lot fermes :

Les prix pour la prochaine année ne doivent pas excéder le moins élevé des prix suivants :

a) Indexation des prix :

L'indicateur économique devant être utilisé pour tenir compte des fluctuations réelles de l'économie est l'indice des prix à la consommation du Canada (IPC). Aux fins de cet article, l'IPC du plus récent catalogue mensuel de Statistique Canada, « 62-001-X », sera utilisé. L'IPC applicable est tiré des tableaux statistiques, plus précisément du Tableau 1 – « L'Indice des prix à la consommation, composantes principales et agrégats spéciaux, Canada, non désaisonnalisé ». L'IPC pour « Tous les éléments (2002=100) » doit être utilisé à la colonne « Variation (en pourcentage) du mois z de l'année y au mois z de l'année x ». L'indexation est calculée comme suit :

- i) Variation en pourcentage = Variation en pourcentage de l'IPC, du (mois z) de l'année y au (mois z) de l'année x;
- ii) Les prix fermes applicables pour la prochaine période de 12 mois = Les prix fermes de la période de 12 mois précédente du contrat multipliés par $(1 + \text{« variation en pourcentage »})$;
- iii) Les prix fermes applicables pour la prochaine période de 12 mois seront arrondis à 2 décimales à la valeur supérieure (Exemple: 2,571\$ or 2,579\$ seront arrondis à la valeur supérieure 2,58\$)

ou

- b) le prix commercial publié actuel de l'entrepreneur, moins les escomptes pour l'année en question;

6.6.3. Taux de majoration

Aucun ajustement ne sera apporté aux taux de majoration fermes contenus dans l'annexe AB de la Base de paiement.

6.6.4 Si l'IPC mentionné aux articles 6.6.1 et 6.6.2 n'est plus en vigueur ou si la manière de signaler l'indicateur est modifiée à la date d'attribution du marché ou avant, le ministre devra immédiatement établir des indices de remplacement, ou formuler des ajustements, conformes à l'intention de ceux définis dans ces articles.

6.6.5. Si l'entrepreneur publie ou annonce publiquement une diminution de ses prix, ou a des escomptes sur quantités, il doit faire en sorte que le Canada profite de cet avantage.

6.7. Négociation de prix:

En certaines circonstances, les prix fermes peuvent ne pas être disponibles dans la base de paiement du contrat, ou des articles peuvent y être ajoutés de façon continue pour l'achat de

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

certaines biens et services. Un examen des prix proposés par l'entrepreneur devra être faite par le Canada. Des données détaillées de soutien pourraient être requises pour valider les prix et autres charges proposées. La négociation des coûts et profits avec l'entrepreneur se fera conformément aux politiques du gouvernement du Canada.

6.8. Définitions de « coût réel » :

6.8.1. Pour les pièces fabriquées par l'entrepreneur, le « coût réel » représente les coûts des matières directes, les coûts de main-d'œuvre de fabrication directe et les coûts indirects de main-d'œuvre de fabrication directe, calculés en accord avec les Principes des coûts contractuels de TPSGC 1031-2; sauf les coûts généraux et administratifs et les profits.

6.8.2. Pour les pièces acquises par l'entrepreneur, le « coût réel » est le coût en magasin encouru par le fournisseur pour acquérir un produit en particulier afin de le revendre au Canada. Ce coût comprend le coût facturé (moins les remises) et les frais de transport à l'achat, les droits de douane, sauf les coûts généraux et administratifs, les frais fixes, les frais de manutention et les profits..

6.9. Travaux en cours:

Les prix pour l'exécution de travaux après la date d'expiration du contrat seront calculés conformément aux articles 6.6 et 6.7 du contrat.

7. Inspection, expédition, livraison et acceptation

7.1. Instructions d'expédition

Clause du guide des CCUA D0035C 2010-01-11, Instructions d'expédition (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger (*REMARQUE: Le Canada doit compléter la clause au moment de l'attribution du contrat*);

OU

Clause du guide des CCUA D0037C 2011-05-16, Instructions d'expédition (MDN) - entrepreneur établi au Canada (*REMARQUE: Le Canada doit compléter la clause au moment de l'attribution du contrat*);

7.2. Assurance de la qualité:

Entrepreneur établi au Canada:

Clause du guide des CCUA D5510C 2011-05-16, Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi au Canada; et

Clause du guide des CCUA D5606C 2007-11-30, Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi au Canada.

OU

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis:

Clause du guide des CCUA D5515C 2010-01-11, Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis; et

Clause du guide des CCUA D5604C 2008-12-12, Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger; ou

Clause du guide des CCUA D5605C 2010-01-11, Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi aux États-Unis.

ET

Clause du guide des CCUA D5540C 2010-08-16, ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q)

Clause du guide des CCUA D5505C 2007-11-30, Document d'assurance de la qualité

Clause du guide des CCUA D5545C 2010-08-16, ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C)

7.3. Documents de sortie – distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit:

(a) exemplaire 1 : envoyé par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;

(b) exemplaires 2 et 3 : avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;

(c) exemplaire 4 : à l'autorité contractante;

(d) exemplaire 5:

Quartier général de la Défense nationale

Édifice Mgén George R. Pearkes

101, promenade Colonel By

Ottawa (ON) K1A 0K2

À l'attention de: A/DLP 2-2-2

(e) exemplaire 6: au représentant de l'assurance de la qualité;

(f) exemplaire 7: à l'entrepreneur;

(g) exemplaire 8 pour les entrepreneurs non-canadiens:

DAQ/Administration des contrats

Quartier général de la Défense nationale

Édifice Mgén George R. Pearkes

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

101, promenade Colonel By
Ottawa, ON K1A OK2
Courriel: ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

8. Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif

8.1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPGSC 1111, Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter:

- (a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
- (b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- (c) une liste de toutes les dépenses, des détails sur les articles réparés incluant le NNO, une description de l'article, les heures de main-d'œuvre, les coûts des matériaux, les autres coûts applicables, les numéros de MDN626 ou de commandes de travail, l'avis de changement de code d'inventaire et le numéro du document;
- (d) la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.

Chaque demande doit être appuyée par:

- (a) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- (b) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
- (c) une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux;

8.2. La taxe sur les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH), selon le cas, doit être calculée pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de TPS/TVH à payer car celle-ci a été réclamée et est payable sous les demandes de paiement progressif précédentes.

8.3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer au « chargé de projet » ou « responsable technique » ou « responsable de l'inspection ») identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

Le «Responsable de la commande» fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

8.4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

9. Attestations

9.1. Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

10. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*REMARQUE: Le Canada doit insérer le nom de la province ou du territoire au moment de l'attribution du contrat tel que précisé par le soumissionnaire dans la DDP article 2.4 du Volume 1*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) Module A;
- (c) les conditions générales supplémentaires 4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels tel qu'amendé à l'article 2.2.1;
- (d) les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence tel qu'amendé à l'article 2.2.2;
- (e) les conditions générales supplémentaires 4006 (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- (f) les conditions générales 2030 (2011-05-16), Conditions générales - besoins plus complexes de biens tel qu'amendé à l'article 2.1;
- (g) Module B;
- (h) Module C;
- (i) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- (J) la soumission de l'entrepreneur pour les Sections I, VI, VII, VIII et IX datée du _____ (*REMARQUE: Le Canada doit insérer la date au moment de l'attribution du contrat*);

12. Contrat de défense

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Clause du guide des CCUA A9006C 2008-05-12 Contrat de défense

Clause du guide des CCUA C2801C 2011-05-16 Cote de priorité - entrepreneurs établis au Canada

Clause du guide des CCUA C2800C 2011-05-16 Cote de priorité

13. Ressortissants étrangers

Entrepreneur canadien:

Clause du guide des CCUA A2000C 2006-06-16, Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

OU

Ressortissants étrangers:

Clause du guide des CCUA A2001C 2006-06-16, Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

14. Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

Clause du guide des CCUA A9068C 2010-01-11 Règlements concernant les emplacements du gouvernement

15. Appareillage électrique

Clause du guide des CCUA B1501C 2006-06-16, Appareillage électrique

16. Marchandises excédentaires

Clause du guide des CCUA B7500C 2006-06-16 Marchandises excédentaires

17. Programme des marchandises contrôlées

Clause du guide des CCUA A9131C 2011-05-16, Programme des marchandises contrôlées

Clause du guide des CCUA B4060C 2011-05-16, Marchandises contrôlées

18. Exigences en matière d'assurances

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe AA.
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat.
Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

19. Biens et services de l'État

19.1. Biens gouvernementaux

19.1.1. Le titre des biens de l'État demeurera dévolu au Canada en tout temps et l'entrepreneur ne consentira pas un privilège, une charge ou une servitude pour un bien de l'État qu'il a en sa possession.

19.1.2. L'entrepreneur doit emballer et livrer ces articles conformément aux bonnes pratiques commerciales à l'égard du point de destination indiqué dans les instructions de livraison fournies à l'entrepreneur par l'autorité contractante.

19.1.3. L'inventaire annuel et les examens d'utilisation des biens de l'État peuvent être menés à la discrétion de l'autorité contractante, et l'entrepreneur pourrait devoir rendre des comptes au besoin.

19.1.4. Le Canada accepte que les biens de l'État fournis à l'entrepreneur en vertu du présent document soient appropriés, adaptés, convenables et suffisants aux fins du présent contrat. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante, dans les trente (30) jours qui suivent la découverte d'une défectuosité, du fonctionnement défectueux non conforme ou d'une erreur de précision d'un bien de l'État. L'autorité contractante et l'entrepreneur détermineront ensemble les mesures correctives à apporter par l'une ou l'autre des parties et, s'il y a lieu, les répercussions sur la date de livraison et le prix contractuel.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

19.1.5. Afin qu'il puisse retransférer les biens de l'État (IFG et EFG) assujettis à l'*International Traffic in Arms Regulations* (ITAR) ou à d'autres contrôles d'exportation nationaux, le Canada obtiendra l'approbation ou les licences applicables de retransfert requis et les maintiendra.

19.2. Information fournie par le gouvernement (IFG)

19.2.1. Les documents de référence du Canada (données) mentionnés aux articles 1.1 à 1.4 de l'annexe CE sont disponibles auprès de l'autorité contractante sur demande.

19.2.2. Tous les droits, titres et intérêts du Canada liés à une IFG demeureront dévolus au Canada en tout temps, et l'entrepreneur les maintiendra libres et quittes de tout privilège, réclamation, charge et servitude.

19.2.3. Si, pendant la durée du présent contrat, l'entrepreneur a besoin de renseignements disponibles auprès du Canada, il peut soumettre des demandes pour les obtenir à l'autorité contractante. L'autorité contractante déterminera si ces renseignements peuvent être fournis et les modalités selon lesquelles ils peuvent être fournis et en avisera l'entrepreneur. Le Canada s'efforcera de fournir à l'entrepreneur de tels renseignements au moment et à l'endroit et selon les autres modalités convenus.

19.2.4. Avant de recevoir de l'IFG, un exemplaire original de l'entente de confidentialité dûment remplie qui se trouve à l'annexe AD doit être soumis à l'autorité contractante (voir l'article 5.1) par écrit, par courriel ou par lettre, et doit comprendre l'adresse postale à laquelle les données doivent être envoyées.

19.3. Équipement fourni par le gouvernement (EFG)

19.3.1. L'EFG sera fourni comme il est indiqué dans l'appendice 3 de l'annexe CA.

19.3.2. L'EFG sera fourni à l'entrepreneur conformément à un accord de prêt (annexe CD) pour exécuter les travaux.

19.3.3. Si, pendant la durée du présent contrat, l'entrepreneur a besoin d'équipement additionnel nécessaire à l'exécution du contrat, il fera une demande officielle au Canada. Le Canada déterminera si cet équipement peut être fourni et les conditions de ce prêt, et il en avisera l'entrepreneur. Si un tel prêt est consenti, le Canada fournira à l'entrepreneur de tels renseignements au moment et à l'endroit et selon les autres modalités convenus.

19.3.4. Comme l'exige l'ITAR, si des accords d'assistance technique, des permis d'exportation ou des documents semblables sont requis pour exécuter les travaux de PEIS, l'entrepreneur doit s'assurer que les documents applicables sont valides pendant toute la durée du contrat.

19.4. Retour de l'IFG et de l'EFG

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

19.4.1. L'entrepreneur retournera l'ensemble de l'IFG et de l'EFG fourni par le Canada pendant la durée du contrat dans les six (6) mois qui suivront la clôture du contrat, ou à un moment antérieur si l'autorité contractante en fait la demande.

20. Experts-conseils et autres entrepreneurs

20.1. Le ministre peut conclure des contrats distincts avec des experts-conseils et d'autres entrepreneurs pour aider le Canada pendant l'exécution du présent contrat. Sur avis du ministre, l'entrepreneur doit fournir aux experts-conseils et aux autres entrepreneurs l'accès aux travaux, à ses employés et à toute chose ou à tout renseignement nécessaire lié aux travaux afin de leur permettre de remplir leurs obligations contractuelles, de la même manière que l'entrepreneur est tenu de le faire pour tout représentant autorisé du ministre. Ces experts-conseils et autres entrepreneurs, pendant qu'ils sont sur les lieux de l'entrepreneur ou d'un de ses sous-traitants, seront en tout temps assujettis aux règles et règlements, ce qui comprend les permis requis, en vigueur dans ces lieux et régissant la conduite des employés et des visiteurs. Le ministre devra, à la demande raisonnable de l'entrepreneur, retirer des lieux les experts-conseils et les autres entrepreneurs qui auront commis une infraction à ces règles et règlements, ou dont la conduite ne correspond pas à celle qu'on attend des employés de l'entrepreneur ou des visiteurs.

20.2. À titre de condition pour un tel accès, le ministre exigera que cet expert-conseil ou un autre entrepreneur du ministre signe une entente de confidentialité avec l'entrepreneur ou le dernier sous-traitant concerné; cette entente requise par l'entrepreneur devra être raisonnable.

21. Assurance Qualité

21.1. Assurance Qualité

21.1.1. Tous les travaux doivent faire l'objet d'une assurance de la qualité du gouvernement aux installations de l'entrepreneur ou du(des) sous-traitant(s) et au site d'installation, qui sera réalisée par la personne suivante :

Directeur de l'assurance de la qualité
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (Ont.) K1A 0K2
Courriel : ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

21.1.2. La norme de la Défense nationale D-02-006-008/SG-001 « Procédure de modification/écart par rapport au modèle et demande d'exemption » s'applique au contrat. On peut se procurer un exemplaire de la norme au bureau le plus près.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

21.1.3. L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer tous les essais et les inspections nécessaires pour confirmer que le matériel ou les services fournis sont conformes aux exigences du contrat.

21.1.4. L'entrepreneur doit fournir, sans frais additionnels, toutes les données d'essai pertinentes, toutes les données techniques, les pièces d'essai et les échantillons pouvant raisonnablement être demandés par le RAQ pour vérifier s'ils sont conformes aux exigences du contrat.

L'entrepreneur doit expédier, à ses frais, ces données et pièces d'essai de même que ces échantillons à l'endroit indiqué par le RAQ.

21.1.5. Les registres de contrôle de la qualité, d'inspection et d'essai faisant état de la conformité aux exigences spécifiées, ainsi que les registres des mesures correctives, doivent être conservés par l'entrepreneur pendant trois (3) ans après la date d'exécution ou de résiliation du contrat, et présentés sur demande au RAQ.

22. Sans objet

23. Services indépendants d'aide professionnelle

23.1. Le Canada a l'intention de conclure un contrat avec une ou des parties indépendantes, l'entrepreneur (ou les entrepreneurs) de services d'aide professionnelle, pour obtenir des services pour soutenir le bureau du PEIS du MDN. L'entrepreneur doit contribuer au bon rendement de l'entrepreneur de services d'aide professionnelle. Les exigences en matière de communication sont les suivantes :

- 1) L'entrepreneur de services d'aide professionnelle relève seulement du responsable technique du MDN, qui, lui seul, lui donne des instructions. L'entrepreneur de services d'aide professionnelle ne fait de recommandations qu'au responsable technique;
- 2) L'entrepreneur de services d'aide professionnelle doit désigner une personne-ressource pour le personnel de services d'aide professionnelle de l'entrepreneur et devra aviser le Canada par écrit de tout changement;
- 3) l'entrepreneur de services d'aide professionnelle ne sera pas tenu de fournir des plans de travail ou des calendriers, ou toute autre forme de documentation ou d'information, à l'entrepreneur.

23.2. L'entrepreneur doit fournir à l'entrepreneur de services d'aide professionnelle un lieu de travail temporaire pour un maximum de trois (3) personnes et il doit lui donner accès au matériel de travail du projet, par exemple, la documentation, le logiciel et les calendriers, qui sont habituellement fournis au personnel de l'assurance qualité de l'entrepreneur.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

23.3. Le Canada s'assurera que le personnel de services d'aide professionnelle détient toutes les autorisations de sécurité nécessaires.

23.4. L'entrepreneur de services d'aide professionnelle doit manipuler le matériel de l'entrepreneur de la façon suivante :

- 1) L'entrepreneur de services d'aide professionnelle ne doit retirer du site de l'entrepreneur aucun élément du matériel appartenant à celui-ci, à moins d'obtenir une autorisation écrite de la personne-ressource de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur de services d'aide professionnelle doit traiter tout renseignement, donnée et élément du matériel de l'entrepreneur comme étant des renseignements confidentiels d'entreprise. Dans ce contexte, «renseignements confidentiels d'entreprise » signifie que le personnel de services d'aide professionnelle ne doit pas divulguer de renseignements à aucune personne qui ne fait pas partie du personnel de l'entrepreneur ou qui n'est pas un représentant du gouvernement du Canada, qui ont "besoin de connaître ces renseignements » aux seules fins de permettre à l'entrepreneur de services d'aide professionnelle de s'adonner à ses activités de services d'aide professionnelle.

24. Substitutions de produits livrables et solutions de rechange

24.1. L'entrepreneur peut proposer un produit de remplacement ou une solution de rechange pour un produit existant décrit dans le contrat, à condition que ce produit ou cette solution soit égal ou supérieur au produit remplacé et que son prix ne dépasse pas:

- (a) le prix ferme (ou le prix plafond, s'il y a lieu) du produit offert initialement dans la soumission de l'entrepreneur qui a donné lieu à l'attribution de ce contrat;
- (b) le prix inscrit sur la liste actuelle des prix publiés du produit de remplacement, moins tout rabais applicable au gouvernement; ou
- (c) le prix du produit de remplacement sur le marché,

selon le plus bas prix.

24.2. Le produit de remplacement peut faire l'objet d'une étude comparative, et toutes les dépenses liées à cette étude (p. ex., le transport, coût de l'étude, etc.) seront aux frais de l'entrepreneur.

24.3. Le produit de remplacement ou la solution de rechange ne peut être expédié avant d'avoir reçu l'autorisation formelle de l'autorité contractante, une fois que le responsable technique en a certifié l'acceptabilité. L'acceptation ou le rejet du produit sera à l'entière discrétion du Canada. Si le Canada refuse le produit de remplacement ou la solution de rechange proposée, l'entrepreneur a l'obligation de continuer à livrer le produit de départ. Si accepté, le remplacement sera consigné pour répondre aux besoins administratifs du Canada en apportant

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

une modification au contrat, en y retirant le produit existant et en le remplaçant par le produit de remplacement. Si accepté, l'ajout de la solution de rechange sera consigné pour répondre aux besoins administratifs du Canada en apportant une modification au contrat pour y ajouter la solution de rechange en tant que produit dans le cadre du contrat. Une fois que la solution de rechange est ajoutée au contrat, le Canada peut acheter à son choix un des deux produits.

24.4. Le fait de pouvoir proposer un produit de remplacement ou une solution de rechange ne libère l'entrepreneur d'aucune de ses obligations à livrer le produit existant, sur demande, durant la période établie dans le contrat, que le produit de remplacement proposé soit approuvé ou non et quel que soit le moment de cette approbation.

25. Services d'élaboration ou de modification de logiciels

25.1. En vertu des dispositions des Conditions générales supplémentaires 4002:

Responsabilité du Canada	Canada will be responsible for the installation of all custom software.
--------------------------	---

26. Logiciel sous Licence

26.1. En vertu des dispositions des Conditions générales supplémentaires 4003:

Langue du logiciel sous licence (4003 2.5)	Les logiciels sous licences doivent être livrés comme suit: <ul style="list-style-type: none"> Le Système de gestion du combat (SGC) de la Suite de l'équipement intégré du soldat (S-EIS) doit être en français et en anglais; Le logiciel de configuration des applications de la S-EIS doit être en français et en anglais; Le Système de gestion du combat (SGC) pour les ordinateurs portables CF31 doit être en français et en anglais; et La Suite de Planification et exploitation de système (PES-S) pour les ordinateurs portables CF31 doit être anglais seulement;
Type de licence octroyée (4003 04, 05, 06)	Licence d'appareil.
Support d'information sur lequel le logiciel sous licence doit être livré (4003 10)	Chaque PES-S et SGC, pour utilisation sur les ordinateurs portables CF31, doit être livré au ministère de la défense sur un support d'information tel que CD-ROM/DVD.
Durée de la licence (4003 11)	Licence perpétuelle comme déjà mentionné dans 4003
Responsabilité du Canada	Le Canada sera responsable de l'installation de toutes les corrections d'erreurs, des fiches d'entretien et des mises à jour.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

27. Préservation des supports électroniques

27.1. L'entrepreneur doit soumettre à la détection électronique, à l'aide d'un progiciel mis à jour à intervalles réguliers, l'ensemble des supports électroniques utilisés dans l'exécution des travaux pour les virus électroniques et les autres codes visant à causer des défauts, avant de s'en servir sur l'équipement du Canada. Il devra informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé dans le cadre des travaux renferme des virus informatiques ou d'autres codes visant à causer des défauts.

27.2. Si, pendant le transport entre l'établissement de l'entrepreneur et le point de livraison précisé ou pendant qu'ils se trouvaient sous la garde de ce dernier, des renseignements et/ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus, l'entrepreneur devra les remplacer à ses frais.

28. Accès aux biens et aux installations du Canada

Les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur doit y avoir accès, il doit le signaler au responsable technique. Sauf lorsque précisé dans le contrat, le Canada n'a aucune obligation envers l'entrepreneur de lui fournir l'accès.

29. Locaux

L'entrepreneur doit mettre à la disposition des représentants du Canada, les locaux et l'équipement de bureau, le téléphone et les installations sanitaires, que peut, à l'occasion et raisonnablement demander l'inspecteur ou l'autorité contractante, au chantier naval de l'entrepreneur.

30. Dessin de camouflage canadien (DCamC™)

30.1. Les dessins et les données techniques du DCamC^{MC} sont protégés par les lois canadiennes sur les droits d'auteur et sont brevetés pour Sa Majesté la Reine du chef du Canada pour l'usage exclusif du ministère de la Défense nationale du Canada (MDN).

30.2. L'entrepreneur peut uniquement acheter du tissu à dessin de camouflage canadien (DCamC^{MC}) en quantité conforme aux exigences du contrat. L'utilisation de tissu DCamC^{MC} à l'extérieur d'un contrat avec le MDN pourrait faire l'objet de poursuites judiciaires.

30.3. Tous les biens fabriqués par l'entrepreneur comportant le dessin et les couleurs du DCamC doivent être réservés à l'usage exclusif du MDN. L'entrepreneur ne doit pas fabriquer

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

des biens comportant le dessin et les couleurs du DCamC pour une personne ou entité autre que le MDN, ni les vendre à une telle personne ou entité. L'entrepreneur doit jeter tout bien de qualité inférieure produit, matière première excédentaire ou restant du procédé de fabrication comportant le dessin et les couleurs du DCamC, conformément à ce qui suit :

- Rognures de coupe – elles doivent être transformées en chiffons;
- Matériel résiduel (rouleaux partiels de tissu DCamC non utilisé) – le propriétaire du matériel peut essayer d'obtenir une licence conventionnelle auprès de la Direction – Administration du programme de l'équipement du soldat du MDN afin de pouvoir utiliser le matériel excédentaire pour fabriquer d'autres biens, essayer de revendre le matériel au fabricant original de matériel (FOM) ou transformer le matériel en chiffons;
- Les vestes éliminées de la production régulière pour cause de qualité insuffisante doivent être détruites conformément au Manuel d'approvisionnement des Forces canadiennes, A-LM-007-014/AG-001, volume 3, chapitre 10, annexe D, appendice 13 – Vêtements.

30.4. Le tissu DCamC^{MC} peut uniquement être fourni à des fabricants de vêtements ou d'équipement ayant signé un contrat avec la Couronne pour de l'équipement, des vêtements, ou des projets militaires du MDN. Afin d'assurer la qualité du DCamC^{MC} produit par les fabricants de tissu DCamC^{MC}, les fabricants d'articles finaux doivent fournir aux fabricants de tissu DCamC^{MC} la preuve que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) leur a accordé un contrat pour la prestation de biens DCamC^{MC} au MDN. Les fabricants de tissu DCamC^{MC} sont autorisés à fournir des échantillons de tissu DCamC^{MC} aux fabricants d'articles finaux pour qu'ils puissent faire des soumissions au MDN.

30.5. L'entrepreneur doit s'assurer que tout sous-traitant nécessitant des biens comportant le dessin et les couleurs du DCamC pour l'exécution des travaux est lié par les conditions du présent article.

31. Rapports d'utilisation périodiques - Contrats avec autorisation de tâches

31.1. L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention " NÉANT ".

Les données doivent être présentées tous trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

31.2. Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées. Le dossier peut comprendre:

31.2.1. Pour chaque autorisation de tâches autorisée:

- a. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- b. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- c. le coût estimatif total précisé dans l'autorisation de tâches autorisée de chaque tâche, TPS ou TVH en sus;
- d. le montant total, TPS ou TVH en sus, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque autorisation de tâches autorisée;
- e) selon le cas, lorsqu'une tâche est terminée, le montant engagé à cette fin doit être déduit afin de refléter les dépenses réelles, et ces changements doivent figurer dans le relevé des autorisations de tâches;
- f. dates de début et de fin de chaque autorisation de tâches autorisée; and
- g. l'état actuel de chaque autorisation de tâches autorisée, (s'il y a lieu).

31.2.2. Pour toutes les autorisation de tâches autorisées:

- a. Le montant (TPS ou TVH en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâches autorisées;
- b. le montant total, TPS ou TVH en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisation de tâches autorisées.

32. Marchandises dangereuses/produits dangereux

32.1. Clause du guide des CCUA D3015C 2007-11-30, Marchandises dangereuses/produits dangereux

32.2. La Partie II du Code canadien du travail ordonne que les matières les moins dangereuses soient utilisées dans le lieu de travail. Par conséquent, l'entrepreneur doit s'efforcer d'utiliser les

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

produits qui répondent aux exigences de rendement nécessaires les moins dangereux. L'entrepreneur doit indiquer dans le Rapport sur l'environnement, la santé et la sécurité (RESS) les fiches signalétiques (FS) pour tous les produits et matériaux qui sont utilisés dans l'exécution et l'entretien des travaux, et qui sont assujettis à la *Loi sur les produits dangereux*, S.E.C. 1985, ch. H-3 et la réglementation ci-dessous conformément à ladite *Loi* et au règlement afférent.

33. Élimination de déchets dangereux

Clause du guide des CCUA A9016C 2011-05-16, Élimination de déchets dangereux

34. Environnement santé et sécurité

34.1. Généralités

34.1.1. De nouveaux documents d'appui ou des documents d'appui modifiés, notamment l'Instruction technique des Forces canadiennes (ITFC), doivent intégrer les avertissements et les directives en matière d'environnement, de santé et de sécurité (ESS) qui concernent directement les risques ESS présentés dans les contenus.

34.1.2. L'entrepreneur doit se conformer aux politiques, ordres, directives, instructions et meilleures pratiques du MDN lorsqu'il accède à des terres, des bâtiments ou du matériel appartenant au MDN ou contrôlés par celui-ci.

34.2. Conformité

34.2.1. L'entrepreneur doit respecter à tous les égards les lois sur l'environnement, sur la santé et sur la sécurité, notamment la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, la *Loi sur les produits dangereux*, la *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses*, le *Code canadien du travail* ainsi que leurs règlements en vigueur concernant la fourniture de services. Lorsque les articles de ces lois sont mis en œuvre par l'entremise d'ententes volontaires ou de codes de pratique, l'entrepreneur doit se conformer à de tels ententes ou codes de pratique comme s'ils avaient été intégrés à la législation canadienne liée aux ententes volontaires citées dans la documentation relative au contrat. Il incombe à l'entrepreneur de se conformer aux lois applicables à l'exécution de ce contrat, qu'elles soient ou non nommées dans la documentation relative au contrat. L'entrepreneur doit fournir la preuve qu'il se conforme à de telles lois au Canada, au moment où le Canada peut raisonnablement en faire la demande.

34.3. Produits dangereux

34.3.1. La Partie II du Code canadien du travail ordonne que les matières les moins dangereuses soient utilisées dans le lieu de travail. Par conséquent, l'entrepreneur doit s'efforcer d'utiliser les

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

produits qui répondent aux exigences de rendement nécessaires les moins dangereux. L'entrepreneur doit indiquer dans le Rapport sur l'environnement, la santé et la sécurité (RESS) les fiches signalétiques (FS) pour tous les produits et matériaux qui sont utilisés dans l'exécution et l'entretien des travaux, et qui sont assujettis à la *Loi sur les produits dangereux*, S.R.C. 1985, ch. H-3 et la réglementation ci-dessous conformément à ladite *Loi* et au Règlement afférent.

34.4. Produits contrôlés

34.4.1. Les produits contrôlés sont des produits qui contiennent des substances chimiques qui sont interdites, qui sont graduellement éliminées ou qui sont réglementées par la loi. Les produits et les substances réglementés ou d'usage restreint touchés notamment par les programmes qui suivent :

- Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (1998);
- Règlement fédéral sur les halocarbures;
- Règlement sur le 2-butoxyéthanol;
- Règlements sur les BPC;
- Règlement sur certaines substances toxiques interdites (2005);
- Plan de gestion des produits chimiques du gouvernement du Canada;
- Inventaire national des rejets de polluants (INRP);
- Accélération de la réduction/élimination des toxiques;
- Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, annexe 1, Liste des substances toxiques.

35. Document de contrôle des interfaces

35.1 L'ÉIS-S de l'entrepreneur doit se brancher aux radios du Système de soutien du commandement de la Force terrestre (PRC 117,148,152), au récepteur GPS avancé de la Défense (si l'ÉIS-S possède une capacité GPS militaire au moyen d'une connexion au récepteur GPS avancé de la Défense en service des Forces canadiennes) et à la plateforme CORAL du Centre de recherches sur les communications Canada. Cette fonctionnalité devra être maintenue et améliorée par le soutien optimisé des systèmes d'armes lié à l'ÉIS, conformément à l'annexe CA du volume 3.

35.2 Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir du fabricant d'équipement d'origine des radios du Système de soutien du commandement de la Force terrestre (PRC 117,148,152) et du récepteur GPS avancé de la Défense (si l'ÉIS-S possède une capacité GPS militaire au moyen d'une connexion au récepteur GPS avancé de la Défense en service des Forces canadiennes) les documents de contrôle des interfaces et l'aide requis à l'appui des efforts de maintenance et d'ingénierie, ce qui permettra à l'entrepreneur d'exécuter les activités de soutien en service et d'amélioration de l'ÉIS.

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

MODULE A

DU

VOLUME 3

ANNEXE AA du Volume 3

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants:

- (a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- (c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- (d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- (e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- (f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- (g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

ANNEXE AA du Volume 3 (Suite)

- (h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- (i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- (j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- (m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- (n) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur Direction du droit des affaires,
 Bureau régional du Québec (Ottawa)
 Ministère de la Justice
 284, rue Wellington, pièce SAT-6042
 Ottawa (Ontario) K1A 0H8

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

ANNEXE AA du Volume 3 (Suite)

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

ANNEXE AB du Volume 3

FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE POUR LE SOSA-EIS

(Cette annexe commence à la page suivante)

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

33 **2.0 Documentation**

34 Pour la fourniture des éléments de données ci-dessous, tel qu'il est prévu à l'annexe CA - EDT, et pour tous les autres coûts ou dépenses de quelque nature que ce soit qu'engage l'entrepreneur pour l'exécution des travaux, le Canada doit lui verser, suite à la livraison et à l'acceptation ou à l'approbation, selon le cas, de tous les éléments de données, le prix de lot ferme suivant :

35								
36	PF	2.1	Jeu de documents:	Lot	1		\$	
37		2.1.1	Plan de gestion de programme (PGP) (Annexe CA Statement of Work (ÉDT) para. 4.1.1.0-3, LDEC PM-101)					
38		2.1.2	Listes de la propriété intellectuelle (PI) (ÉDT para. 4.1.6.0-1, LDEC PM-108)					
39		2.1.3	Rapport des biens du gouvernement (ÉDT para. 4.1.12.0-2, LDEC PM-110)					
40		2.1.4	Catalogue des pièces de rechange de l'EIS (ÉDT para. 4.2.2.0-1, LDEC LS-104)					
41		2.1.5	Liste de candidats de la réparation et la révision (ÉDT para. 4.2.3.0-1, LDEC LS-105)					
42		2.1.6	Plan de gestion de la documentation technique (PGDT) révisé (ÉDT para. 4.1.5.0-2, LDEC DM-101)					
43		2.1.7	Plan de gestion de la systémique (PGS) révisé (ÉDT para. 4.4.1.0-2, LDEC SE-101)					
44		2.1.8	Programme d'assurance de la qualité (PAQ) révisé (ÉDT para. 4.1.1.0-8, LDEC PM-102)					
45		2.1.9	Plan de gestion de la configuration (PGC) révisé (ÉDT para. 4.1.4.1.0-1, LDEC CM-101)					
46								
47								

48 **3.0 Gestion et entretien des Services d'environnement d'information électronique (EIE): (ÉDT para 4.1.7)**

49								
	PF		Pour la gestion et l'entretien des données relatives à l'environnement d'information électronique (EIE) et à l'infrastructure informatique, le Canada doit verser à l'entrepreneur, suite à la livraison et à l'acceptation, un prix ferme mensuel comme suit :	Mois	60		\$	

52 **4.0 Réparations effectuées à l'usine (voir le para. 4.2.3 de l'EDT)**

53 Dans le cas de réparations ou de démontage en pièces autorisés à l'usine au cours des heures normales de travail, biens exclus, le Canada doit verser à l'entrepreneur les taux horaires fermes mixtes, tel qu'il est précisé aux présentes.

54 DESCRIPTION (catégories de main-d'oeuvre)

55 4.1 Catégories de main-d'oeuvre relativement à la réparation et aux révisions (R et R) :

56	4.1.1		\$
57	4.1.2		\$
58	4.1.3		\$
59	4.1.4		\$
60	4.1.5		\$
61	4.1.6		\$
62	4.1.7		\$
63	4.1.8		\$
64	4.1.9		\$
65	4.1.10		\$
66	4.1.11		\$
67	4.1.12		\$
68	4.1.13		\$
69	4.1.14		\$
70	4.1.15		\$
71	4.1.16		\$
72	4.1.17		\$
73	4.1.18		\$
74	4.1.19		\$
75	4.1.20		\$
76			
77			

78	4.2	Taux mixte moyen au cours des heures normales de travail pour R et R		\$
79	LD	4.3 Total de la charge de travail prévue pendant les heures normales de travail	Hrs 53500	\$

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

81	4.4	En dehors des heures normales de travail (du lundi au vendredi) :					
82		Si l'entrepreneur y est autorisé, le Canada doit verser à l'entrepreneur les taux horaires fermes précisés à l'élément 4.1					
		de la présente annexe, en plus de la majoration pour des heures supplémentaires :					
83							
84	4.4.1	Majoration pour des heures supplémentaires (du lundi au vendredi)					
85 LD	4.4.2	Charge de travail prévue pendant les heures supplémentaires	Hrs	8000	\$		\$
86							
87	4.5	En dehors des heures normales de travail (samedi et dimanche) :					
88		Si l'entrepreneur y est autorisé, le Canada doit verser à l'entrepreneur les taux horaires fermes précisés à l'élément 4.1					
		de la présente annexe, en plus de la majoration pour des heures supplémentaires :					
89							
90	4.5.1	Majoration pour des heures supplémentaires (samedi et dimanche)					
91 LD	4.5.2	Charge de travail prévue pendant les heures supplémentaires	Hrs	8000	\$		\$
92							
93							
94	5.0	Services de reconstitution (para. 4.3.3 de l'EDT)					
95		Pour les services de reconstitution autorisés, le Canada doit payer l'entrepreneur, tel qu'il est précisé aux présentes :					
96							
97	5.1	Dans le cas des activités de R et R, l'entrepreneur doit se voir payer selon l'élément 4.0 de la présente annexe.					
98	5.2	Dans le cas de l'entreposage et de la sécurité du matériel reçu par l'entrepreneur, depuis la date de réception jusqu'à					
		la livraison après reconstitution, celui-ci doit être payé au tarif journalier ferme suivant par équipement intégré du soldat					
LD		- Suite (EIS-S) :	Jour	21500	\$		\$
99							
100							
101	6.0	Services de soutien (para. 4.3 et 4.4 de l'EDT)					
102		Si l'entrepreneur y est autorisé - pour la prestation des services de soutien au moyen des catégories de main-d'oeuvre					
		possédant les compétences obligatoires minimales, tel qu'il est prévu à l'appendice 2 de l'annexe CA, le Canada doit verser					
		à l'entrepreneur les taux horaires fermes précisés aux présentes :					
103							
104	6.1	Heures normales de travail					
105							
106		DESCRIPTION (catégories de main-d'oeuvre) :					
107 LD	6.1.1	Gestionnaire principal de projet	Hrs	5200	\$		\$
108 LD	6.1.2	Administrateur de projet	Hrs	5200	\$		\$
109 LD	6.1.3	Ingénieur intermédiaire de système logiciel	Hrs	13000	\$		\$
110 LD	6.1.4	Spécialiste intermédiaire en logiciel	Hrs	15600	\$		\$
111 LD	6.1.5	Gestionnaire de la configuration	Hrs	3900	\$		\$
112 LD	6.1.6	Ingénieur principal d'essai des logiciels	Hrs	7800	\$		\$
113 LD	6.1.7	Représentant des services techniques (poste bilingue)	Hrs	3900	\$		\$
114 LD	6.1.8	Instructeur de la gestion des systèmes	Hrs	3900	\$		\$
115 LD	6.1.9	Spécialiste de soutien logistique intégré intermédiaire	Hrs	9100	\$		\$
116 LD	6.1.10	Spécialiste intermédiaire d'essais	Hrs	7800	\$		\$
117 LD	6.1.11	Technologue intermédiaire de systèmes	Hrs	11700	\$		\$
118 LD	6.1.12	Ingénieur intermédiaire de matériel	Hrs	5200	\$		\$
119 LD	6.1.13	Ingénieur principal de système	Hrs	10400	\$		\$
120 LD	6.1.14	Ingénieur subalterne de système	Hrs	13000	\$		\$
121 LD	6.1.15	Ingénieur intermédiaire en logiciels et micrologiciels	Hrs	7800	\$		\$
122 LD	6.1.16	Spécialiste principal de la qualité	Hrs	1300	\$		\$
123 LD	6.1.17	Spécialiste principal du soutien à la gestion du cycle de vie du matériel (poste bilingue)	Hrs	5200	\$		\$
124							
125	6.1.18	Total de la charge de travail prévue pendant les heures normales de travail		130000			

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

127	6.2	En dehors des heures normales de travail (du lundi au vendredi) :				
128		Si l'entrepreneur y est autorisé, le Canada doit verser à l'entrepreneur les taux horaires fermes précisés à l'élément 6.1 de la présente annexe, en plus de la majoration pour des heures supplémentaires :				
129						
130	6.2.1	Majoration pour des heures supplémentaires (du lundi au vendredi)				
131 LD	6.2.2	Charge de travail prévue pendant les heures supplémentaires	Hrs	20000	\$	\$
132						
133	6.3	En dehors des heures normales de travail (samedi et dimanche) :				
134		Si l'entrepreneur y est autorisé, le Canada doit verser à l'entrepreneur les taux horaires fermes précisés à l'élément 6.1 de la présente annexe, en plus de la majoration pour des heures supplémentaires :				
135						
136	6.3.1	Majoration pour des heures supplémentaires (samedi et dimanche)				
137 LD	6.3.2	Charge de travail prévue pendant les heures supplémentaires	Hrs	20000	\$	\$
138						
139						
140	7.0	Équipement de soutien recommandé pour le SOSA-EIS (para. 4.2.2 de l'annexe CA de l'EDT)				
141		La performance de l'équipement de soutien doit respecter toutes les exigences techniques du contrat d'acquisition du ÉIS (A-ÉIS). Les prix des équipement de soutien doivent comprendre une garantie d'une période minimum de un (1) an sur le matériel et les logiciels, suivi par des Services de maintenance et de soutien des logiciels d'une période minimum de un (1) an.				
142		Pour la fourniture d'équipement de soutien, sous réserves d'une, et selon la demande, suite à la livraison et à l'acceptation, à l'exclusion des frais de livraisons, le Canada doit payer l'entrepreneur comme suit:				
143						
144	7.1	Quand l'équipement de soutien pour le SOSA-EIS est déjà inclus dans l'appendice 2 de cette annexe, le Canada doit verser à l'entrepreneur les prix fermes unitaires précisés dans cette appendice.				
145						
146	7.2	Quand de l'équipement de soutien pour le SOSA-EIS est ajoutés a l'appendice 2 de cette annexe, leurs prix unitaire ferme doit être négociés conformément aux articles 6.7 et 6.8 du contrat et sera le coût réel plus la majoration suivante:				
147 LD	7.2.1	Pièces manufacturés par l'entrepreneur (PME)	\$	875,000.00 \$	%	\$
148 LD	7.2.2	Pièces achetées par l'entrepreneur (PAE)	\$	875,000.00 \$	%	\$
149						
150						
151	8.0	Articles consommables et en vrac destinés au SOSA-EIS (para. 4.2.2 de l'annexe CA de l'EDT)				
152		La performance des articles consommables et en vrac doit respecter toutes les exigences techniques de l'A-EIS. Les prix des articles consommables et en vrac doivent comprendre une garantie d'une période minimum de un (1) an sur le matériel et les logiciels, suivi par des Services de maintenance et de soutien des logiciels d'une période minimum de un (1) an.				
153		Pour la fourniture des articles consommables et en vrac, sous réserves d'une, et selon la demande, suite à la livraison et à l'acceptation, à l'exclusion des frais de livraisons, le Canada doit payer l'entrepreneur comme suit:				
154						
155	8.1	Quand les articles consommables et en vrac pour le SOSA-EIS sont déjà inclus dans l'appendice 2 de cette annexe, le Canada doit verser à l'entrepreneur les prix fermes unitaires précisés dans cette appendice.				
156						
157	8.2	Quand des articles consommables et en vrac pour le SOSA-EIS sont ajoutés a l'appendice 2 de cette annexe, leurs prix unitaire ferme doit être négociés conformément aux articles 6.7 et 6.8 du contrat et sera le coût réel plus la majoration suivante:				
158 LD	8.2.1	Pièces fabriquées par l'entrepreneur	\$	680,000.00 \$	%	\$
159 LD	8.2.2	Pièces achetées par l'entrepreneur	\$	680,000.00 \$	%	\$

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

9.0 Pièces de rechange pour l'EIS destinées au SOSA-EIS (para. 4.2.2 de l'annexe CA de l'EDT)

La performance des Pièces de rechange doit respecter toutes les exigences techniques de l'A-EIS. Les prix des Pièces de rechange doivent comprendre une garantie d'une période minimum de un (1) an sur le matériel et les logiciels, suivi par des Services de maintenance et de soutien des logiciels d'une période minimum de un (1) an.

Pour la fourniture des Pièces de rechange, sous réserves d'une, et selon la demande, suite à la livraison et à l'acceptation, à l'exclusion des frais de livraisons, le Canada doit payer l'entrepreneur comme suit:

9.1 Équipement principal: (Annexe CA ÉDT de l'A-EIS (ÉDT de l'A-EIS) para. 3.3.1.1.0-6)

9.1.1 Équipement Intégré du Soldat - Suite électroniques (ÉIS-SE) (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-6.0-1)

LD	9.1.1.1	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.2	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.3	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.4	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.5	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.6	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.7	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.8	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.9	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.10	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.11	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.12	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.13	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.14	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.15	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.16	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.17	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.18	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.19	Chacun	1680	\$	\$
LD	9.1.1.20	Chacun	1680	\$	\$

9.1.2 Écouteurs intra-auriculaires universels (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-6.0-3)

Chacun 1680 \$ \$

9.1.3 Ensemble des batteries de l'équipement intégré du soldat: (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-6.0-5)

9.1.3.1 Ensemble des batteries rechargeables de l'EIS : (ÉDT para. 3.3.1.1.0-6.0-5.0-2)

Chacun 1680

9.1.3.1.1 (Domaine énergétique 1) Ensemble des batteries rechargeables:

9.1.3.1.1.1 Bloc-batteries rechargeable de domaine énergétique: (ÉDT para. 3.3.1.1.0-6.0-4.0-4)

LD 9.1.3.1.1.1 Batterie (Type) Chacun \$ \$

LD 9.1.3.1.1.2 Dispositif de chargement et de stockage de batteries (ÉDT para. 3.3.1.1.0-6.0-6) Chacun \$ \$

LD 9.1.3.1.1.2 Nombre de blocs-batteries rechargeables de domaine énergétique (ÉDT para. 3.3.1.1.0-6.0-4.0-5) Chacun \$ \$

9.1.3.1.2 (Domaine énergétique 2) Ensemble des batteries rechargeables:

9.1.3.1.2.1 Bloc-batteries rechargeable de domaine énergétique:

LD 9.1.3.1.2.1 Batterie (Type) Chacun \$ \$

LD 9.1.3.1.2.2 Dispositif de chargement et de stockage de batteries Chacun \$ \$

9.1.3.1.2.2 Nombre de blocs-batteries rechargeables de domaine énergétique Chacun

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

204	9.1.3.1.3	(Domaine énergétique 3) Ensemble des batteries rechargeables:				
205	9.1.3.1.3.1	Bloc-batteries rechargeable de domaine énergétique:				
206 LD	9.1.3.1.3.1.1	Batterie (Type)	Chacun	---	\$	\$
207 LD	9.1.3.1.3.1.2	Dispositif de chargement et de stockage de batteries	Chacun	---	\$	\$
208	9.1.3.1.3.2	Nombre de blocs-batteries rechargeables de domaine énergétique	Chacun	---		
209						
210	9.1.3.1.4	(Domaine énergétique 4) Ensemble des batteries rechargeables:				
211	9.1.3.1.4.1	Bloc-batteries rechargeable de domaine énergétique:				
212 LD	9.1.3.1.4.1.1	Batterie (Type)	Chacun	---	\$	\$
213 LD	9.1.3.1.4.1.2	Dispositif de chargement et de stockage de batteries	Chacun	---	\$	\$
214	9.1.3.1.4.2	Nombre de blocs-batteries rechargeables de domaine énergétique	Chacun	---		
215						
216	9.1.3.1.5	(Domaine énergétique 5) Ensemble des batteries rechargeables:				
217	9.1.3.1.5.1	Bloc-batteries rechargeable de domaine énergétique:				
218 LD	9.1.3.1.5.1.1	Batterie (Type)	Chacun	---	\$	\$
219 LD	9.1.3.1.5.1.2	Dispositif de chargement et de stockage de batteries	Chacun	---	\$	\$
220	9.1.3.1.5.2	Nombre de blocs-batteries rechargeables de domaine énergétique	Chacun	---		
221	9.1.3.2	Ensemble des batteries non rechargeables de l'EIS : (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-6.0-5.0-1)	Chacun	6800		
222	9.1.3.2.1	(Domaine énergétique 1) Ensemble des batteries non rechargeables:				
223	9.1.3.2.1.1	Bloc-batteries non rechargeable de domaine énergétique: (ÉDT para. 3.3.1.1.0-6.0-4.0-2)				
224 LD	9.1.3.2.1.1.1	Batterie (Type)	Chacun	---	\$	\$
225 LD	9.1.3.2.1.1.2	Dispositif de chargement et de stockage de batteries (ÉDT para. 3.3.1.1.0-6.0-6)	Chacun	---	\$	\$
226	9.1.3.2.1.2	Nombre de blocs-batteries non rechargeables de domaine énergétique (ÉDT para. 3.3.1.1.0-6.0-4.0-3)	Chacun	---		
227						
228	9.1.3.2.2	(Domaine énergétique 2) Ensemble des batteries non rechargeables::				
229	9.1.3.2.2.1	Bloc-batteries non rechargeable de domaine énergétique:				
230 LD	9.1.3.2.2.1.1	Batterie (Type)	Chacun	---	\$	\$
231 LD	9.1.3.2.2.1.2	Dispositif de chargement et de stockage de batteries	Chacun	---	\$	\$
232	9.1.3.2.2.2	Nombre de blocs-batteries non rechargeables de domaine énergétique	Chacun	---		
233						
234	9.1.3.2.3	(Domaine énergétique 3) Ensemble des batteries non rechargeables::				
235	9.1.3.2.3.1	Power Domain Non-Rechargeable Battery Pack:				
236 LD	9.1.3.2.3.1.1	Batterie (Type)	Chacun	---	\$	\$
237 LD	9.1.3.2.3.1.2	Dispositif de chargement et de stockage de batteries	Chacun	---	\$	\$
238	9.1.3.2.3.2	Nombre de blocs-batteries non rechargeables de domaine énergétique	Chacun	---		
239						
240	9.1.3.2.4	(Domaine énergétique 4) Ensemble des batteries non rechargeables::				
241	9.1.3.2.4.1	Power Domain Non-Rechargeable Battery Pack:				
242 LD	9.1.3.2.4.1.1	Batterie (Type)	Chacun	---	\$	\$
243 LD	9.1.3.2.4.1.2	Dispositif de chargement et de stockage de batteries	Chacun	---	\$	\$
244	9.1.3.2.4.2	Nombre de blocs-batteries non rechargeables de domaine énergétique	Chacun	---		
245						
246	9.1.3.2.5	(Domaine énergétique 5) Ensemble des batteries non rechargeables::				
247	9.1.3.2.5.1	Power Domain Non-Rechargeable Battery Pack:				
248 LD	9.1.3.2.5.1.1	Batterie (Type)	Chacun	---	\$	\$
249 LD	9.1.3.2.5.1.2	Dispositif de chargement et de stockage de batteries	Chacun	---	\$	\$
250	9.1.3.2.5.2	Nombre de blocs-batteries non rechargeables de domaine énergétique	Chacun	---		

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

252	9.1.4	Système Modulaire de Transport des Charges (SMTC) : (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-6.0-7)					
253 LD	9.1.4.1	Plate forme SMTC (Small size) (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-6.0-7.0-1)	Chacun	1531	\$		\$
254 LD	9.1.4.2	Plate forme SMTC (Medium size) (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-6.0-7.0-1)	Chacun	653	\$		\$
255	9.1.4.3	Ensemble des pochettes de l'EIS de la STCM : (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-6.0-7.0-2)					
256 LD	9.1.4.3.1		Chacun	1680	\$		\$
257 LD	9.1.4.3.2		Chacun	1680	\$		\$
258 LD	9.1.4.3.3		Chacun	1680	\$		\$
259 LD	9.1.4.3.4		Chacun	1680	\$		\$
260 LD	9.1.4.3.5		Chacun	1680	\$		\$
261 LD	9.1.4.3.6		Chacun	1680	\$		\$
262 LD	9.1.4.3.7		Chacun	1680	\$		\$
263 LD	9.1.4.3.8		Chacun	1680	\$		\$
264 LD	9.1.4.3.9		Chacun	1680	\$		\$
265 LD	9.1.4.3.10		Chacun	1680	\$		\$
266	9.2	Accessoires: (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-7)					
267 LD	9.2.1	Câble d'interface pour le Récepteur GPS avancé de la Défense (RGAD) (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-7.0-1)	Chacun	348	\$		\$
268 LD	9.2.2	Câble d'interface du Coral-CR-C (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-7.0-2)	Chacun	108	\$		\$
269	9.2.3	Ensemble de câbles d'interface radio pour le système d'aide au commandement terrestre (SACT) (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-7.0-3)					
270 LD	9.2.3.1		Chacun	348	\$		\$
271 LD	9.2.3.2		Chacun	348	\$		\$
272 LD	9.2.3.3		Chacun	348	\$		\$
273 LD	9.2.3.4		Chacun	348	\$		\$
274 LD	9.2.3.5		Chacun	348	\$		\$
275 LD	9.2.3.6		Chacun	348	\$		\$
276 LD	9.2.3.7		Chacun	348	\$		\$
277 LD	9.2.3.8		Chacun	348	\$		\$
278 LD	9.2.3.9		Chacun	348	\$		\$
279 LD	9.2.3.10		Chacun	348	\$		\$
280	9.3	Documents techniques: (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-8.0-1)					
281		(SANS OBJET)					
282	9.4	Équipement de soutien: (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-8.0-2)					
283	9.4.1	Équipement de soutien recommandé: (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-8.0-2.0-1)					
284		(SANS OBJET)					
285	9.4.2	Logiciel de Suite de Planification et exploitation de système (PES-S) (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-8.0-2.0-2)					
286		(SANS OBJET)					
287	9.4.3	Logiciel de Système de gestion du combat (SGC) dans un ordinateur portable des FC (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-8.0-2.0-3)					
288		(SANS OBJET)					
289	9.4.4	Ensemble de Chargeur de batteries: (ÉDT de l'A-EIS para. 3.3.1.1.0-8.0-2.0-4)					
290		Voici la répartition des équipement connexe concernant l'achat de chargeurs de batteries visant à soutenir un bloc de 1680 EIS-SE selon les définitions de « chargeur de batteries » figurant au paragraphe 3.3.1.1.0-8.0-2.0-4 de ÉDT de l'A-EIS :					
291	9.4.4.1.	(Domaine énergétique 1) Chargeur de batterie:					
292 LD	9.4.4.1.1		Chacun	—	\$		\$
293 LD	9.4.4.1.2		Chacun	—	\$		\$
294 LD	9.4.4.1.3		Chacun	—	\$		\$
295 LD	9.4.4.1.4		Chacun	—	\$		\$
296 LD	9.4.4.1.5		Chacun	—	\$		\$
297	9.4.4.2.	(Domaine énergétique 2) Chargeur de batterie:					
298 LD	9.4.4.2.1		Chacun	—	\$		\$
299 LD	9.4.4.2.2		Chacun	—	\$		\$
300 LD	9.4.4.2.3		Chacun	—	\$		\$
301 LD	9.4.4.2.4		Chacun	—	\$		\$
302 LD	9.4.4.2.5		Chacun	—	\$		\$

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

303	9.4.4.3. (Domaine énergétique 3) Chargeur de batterie:					
304 LD	9.4.4.3.1	Chacun	—	\$		\$
305 LD	9.4.4.3.2	Chacun	—	\$		\$
306 LD	9.4.4.3.3	Chacun	—	\$		\$
307 LD	9.4.4.3.4	Chacun	—	\$		\$
308 LD	9.4.4.3.5	Chacun	—	\$		\$
309	9.4.4.4. (Domaine énergétique 4) Chargeur de batterie:					
310 LD	9.4.4.4.1	Chacun	—	\$		\$
311 LD	9.4.4.4.2	Chacun	—	\$		\$
312 LD	9.4.4.4.3	Chacun	—	\$		\$
313 LD	9.4.4.4.4	Chacun	—	\$		\$
314 LD	9.4.4.4.5	Chacun	—	\$		\$
315	9.4.4.5. (Domaine énergétique 5) Chargeur de batterie:					
316 LD	9.4.4.5.1	Chacun	—	\$		\$
317 LD	9.4.4.5.2	Chacun	—	\$		\$
318 LD	9.4.4.5.3	Chacun	—	\$		\$
319 LD	9.4.4.5.4	Chacun	—	\$		\$
320 LD	9.4.4.5.5	Chacun	—	\$		\$
321	9.5 Quand des Pièces de rechange pour le SOSA-EIS sont ajoutés à l'appendice 2 de cette annexe, leurs prix unitaire ferme doit être négociés conformément aux articles 6.7 et 6.8 du contrat et sera le coût réel plus la majoration suivante:					
322 LD	9.5.1 Pièces fabriquées par l'entrepreneur	\$	2,500,000.00	%		\$
323 LD	9.5.2 Pièces achetées par l'entrepreneur	\$	2,500,000.00	%		\$
324						
325						
326	10.0 Substitutions de produits livrables et solutions de rechange:					
327	Dans le cas de la fourniture, durant la période du contrat, d'un produit de substitution ou d'un produit de rechange à un produit existant indiqué dans le contrat, conformément à l'article 24 de celui-ci, on doit négocier les prix unitaires fermes après l'attribution du contrat. La négociation du prix, suivant l'attribution du marché, sera régie comme suit :					
328						
329	10.1 Prix unitaires fermes à négocier conformément aux articles 6.7 et 24 du contrat.					
330						
331						
332	11.0 Commandes de pièces de rechange :					
333						
334	DESCRIPTION des commandes de pièces de rechange					
335						
336	11.1 Pour la fourniture de pièces de rechange, tel qu'il est précisé dans la pièce jointe à <u>déterminer</u> de l'appendice 3 de l'annexe AB, le Canada doit verser à l'entrepreneur, suite à la livraison et à l'acceptation, le prix de lot ferme à <u>déterminer</u> .					
337	La date de commande est à <u>déterminer</u> . Les produits livrables doivent tous être livrés au plus tard le à <u>déterminer</u> .					
338						
339	11.2 À déterminer					
340						
341						
342	12.0 Ensemble d'écouteurs intra-auriculaires adaptés (para. 4.3.2.0-4 de l'EDT)					
343						
344	Pour la fourniture, sous réserves d'une, et selon la demande, d'ensembles d'écouteurs intra-auriculaires adaptés, le Canada doit verser à l'entrepreneur, à l'exclusion des Frais de déplacement et de subsistance, les coûts précisé aux présentes :					
345	12.1 Pour la prestation de services d'audiologiste ou de technologue sur le terrain, l'entrepreneur doit se voir payer le taux horaire suivant :	Hrs	5200	\$		\$
346	12.2 Pour la fourniture d'ensembles écouteurs intra-auriculaires adaptés, l'entrepreneur doit se voir payer le prix unitaire ferme suivant par ensemble d'écouteurs :	Chacun	2512	\$		\$

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

349 **13.0 Frais de déplacement et de subsistance:**
350 Sur autorisation - L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution de travaux en dehors de la portée de l'annexe CA ÉDT, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité contractante. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement. Le Coût estimatif est:

LD	\$	50,000.00 \$	50,000.00 \$
----	----	--------------	--------------

351

352

353

354 **14.0 PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION POUR LES TRAVAUX DU SOSA-EIS**

355

356 TPSE/TVHE = Taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée exclue

\$
TPSE/TVHE

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

APPENDICE 1 DE L'ANNEXE AB du Volume 3

FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE POUR LE SOSA-EIS

(Demande de rajustement du taux de change)

(Cet appendice commence à la page suivante)

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

ANNEXE AB du Volume 3
FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE POUR LE SOSA-EIS
APPENDICE 1 (Demande de rajustement du taux de change)

No. ligne	DESCRIPTIONS DES ÉLÉMENTS	Colonne D1	Colonne D2	Colonne D3	Colonne D4	Colonne D5	Colonne E	Colonne F	Colonne G1	Colonne G2	Colonne G3	Colonne G4	Colonne G5	Colonne B1	Colonne B2	Colonne B3	Colonne B4	Colonne B5
		Prix unitaire en devises étrangères					Currency	Facteur de conversion (Initial)	Prix en monnaie canadienne					Prix unitaire applicable à la base de paiement				
		(Année 1)	(Année 2)	(Année 3)	(Année 4)	(Année 5)			(Année 1)	(Année 2)	(Année 3)	(Année 4)	(Année 5)	(Année 1)	(Année 2)	(Année 3)	(Année 4)	(Année 5)
1	9.0 Pièces de rechange pour l'EIS destinées au SOSA-EIS																	
2																		
3	9.1 Équipement principal :																	
4	9.1.1 Équipement Intégré du Soldat - Suite électroniques (EIS-SE)																	
5	9.1.1.1 (EIS-SE Élément remplaçable sur place (LRU) 1)																	
6	a) Montant en devise canadienne (MDC):	\$1.00					CAD	1.00	1.00 \$									
7	b) Montant en devise étrangère (MDE):																	
8	i) Dollars US	\$1.00					USD	1.0199	1.02 \$									
9	ii) Europe EURO	€ 1.00					EUR	1.2631	1.26 \$									
10	iii) Livre sterling RU	£1.00					GBP	1.6290	1.63 \$									
11	iv) Israël nouveau shekel	ILS 1.00					ILS	0.28	0.28 \$									
12	9.1.1.1x (EIS-SE LRU x)																	
13	...																	
14	9.1.2 Écouteurs intra-auriculaires universels																	
15	a) Montant en devise canadienne (MDC):	\$1.00					CAD	1.00	1.00 \$									
16	b) Montant en devise étrangère (MDE):																	
17	i) Dollars US	\$1.00					USD	1.0199	1.02 \$									
18	ii) Europe EURO	€ 1.00					EUR	1.2631	1.26 \$									
19	iii) Livre sterling RU	£1.00					GBP	1.6290	1.63 \$									
20	iv) Israël nouveau shekel	ILS 1.00					ILS	0.28	0.28 \$									
21	9.1.3 Ensemble des piles de l'équipement intégré du soldat:																	
22	9.1.3.1 Ensemble des piles rechargeables de l'EIS :																	
23	9.1.3.1.1 (Domaine énergétique 1) Ensemble des piles rechargeables:																	
24	9.1.3.1.1.1 Bloc-piles rechargeable de domaine énergétique:																	
25	9.1.3.1.1.1.1 Pile (Type)																	
26	a) Montant en devise canadienne (MDC):	\$1.00					CAD	1.00	1.00 \$									
27	b) Montant en devise étrangère (MDE):																	
28	i) Dollars US	\$1.00					USD	1.0199	1.02 \$									
29	ii) Europe EURO	€ 1.00					EUR	1.2631	1.26 \$									
30	iii) Livre sterling RU	£1.00					GBP	1.6290	1.63 \$									
31	iv) Israël nouveau shekel	ILS 1.00					ILS	0.28	0.28 \$									
32	9.1.3.1.1.2 Dispositif de chargement et de stockage de piles:																	
33	a) Montant en devise canadienne (MDC):	\$1.00					CAD	1.00	1.00 \$									
34	b) Montant en devise étrangère (MDE):																	
35	i) Dollars US	\$1.00					USD	1.0199	1.02 \$									
36	ii) Europe EURO	€ 1.00					EUR	1.2631	1.26 \$									
37	iii) Livre sterling RU	£1.00					GBP	1.6290	1.63 \$									
38	iv) Israël nouveau shekel	ILS 1.00					ILS	0.28	0.28 \$									
39	9.1.3.1x (Domaine énergétique x) Ensemble des piles rechargeables:																	
40	...																	
41	9.1.3.2 Ensemble des piles non rechargeables de l'EIS :																	
42	...																	
43	9.1.4 ETC...																	

Annexe AC du Volume 3

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS);

Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8476112965002/RA - Amdmt #1

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction ADM/MAT/DGLEPMDSSPM	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Under the subject contract, the Contractor will be required to perform the Optimized Weapons System Support (OWSS) services for qty 1800 to 10000 Integrated Soldier Systems. The OWSS contract will include provision of Integrated Logistic Support (ILS) services such as training, Repair and Overhaul and technical investigation. The OWSS contract will also include product improvement activities with incremental design and implementation of additional capability and capacity to the initial ISS-S basic configuration provided under the Acquisition contract.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c.)	<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input checked="" type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input checked="" type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: Canada and USA	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input checked="" type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>
SECRET / SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET / SECRET <input checked="" type="checkbox"/>
TOP SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS

Canada

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

Annexe AC du Volume 3 (Suite)



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8476112965/002/RA - Amend #1

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS

PART A (continued) / PARTIE A (suite)			
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui			
If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité : Secret			
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :			
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)			
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis			
<input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITE	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			
Special comments: Commentaires spéciaux :			
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.			
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui			
If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui			
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)			
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS			
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui			
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui			
PRODUCTION			
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)			
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			

TBS/SC 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS

Canada

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

Annexe AC du Volume 3 (Suite)



Contract Number / Numéro du contrat

W8476112965/002/RA - Amdmt #1

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET COMSEC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production					✓										✓	
IT Media / Support IT																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS

Canada

ANNEXE AD du Volume 3

Entente de confidentialité

PROJET D'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (PEIS)

La présente entente a été rédigée en double exemplaire le _____ jour de _____ 201__.
(jour du mois) (mois) (année)

ENTRE Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (la « Couronne »)

ET _____ recevant les renseignements non classifiés
(nom légal au complet de l'organisme, en caractères d'imprimerie)
est une organisation constituée en vertu des lois _____
(Inscrire les lois en caractères d'imprimerie)

et possède un établissement d'affaires à _____ (le « destinataire »).
(adresse complète en caractères d'imprimerie)

Attendu que la Couronne a émis le contrat numéro W8476-112965/002/RA, pour fournir un contrat de soutien optimisé des systèmes d'armes pour l'équipement intégré du soldat;

Attendu qu'en conformité avec les dispositions du contrat la Couronne a permis la divulgation de certains renseignements énumérés dans l'appendice 1 de cette entente de confidentialité (l'« information »);

Attendu que le destinataire souhaite recevoir l'information à la seule fin de l'exécution du contrat;

Par conséquent, eu égard aux clauses et conventions réciproques, aux conditions et accords contenus dans cette entente, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Sous réserve des dispositions de la présente entente, la Couronne consent à divulguer l'information au destinataire, au besoin.
2. Le destinataire convient d'utiliser l'information fournie à la seule fin de l'exécution du contrat et pour aucune autre raison.
3. Le destinataire reconnaît que ces informations peuvent être sujettes à certains droits afférents à la propriété intellectuelle de diverses entités et qu'elles ne doivent pas être utilisées par le destinataire ni ne doivent être divulguées à quiconque, en aucun temps, sauf aux fins de cette entente et en conformité avec celle-ci et pour aucun autre usage, et qu'il doit s'assurer que son personnel fait de même.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

ANNEXE AD du Volume 3 (Suite)

4. Le destinataire ne doit divulguer aucune information à quiconque jusqu'à ce que le destinataire à qui il se propose de divulguer les informations ait signé une entente identique à la présente entente, mais comportant les changements nécessaires afin que soient indiqués sur ladite entente, son nom, son adresse, son lieu d'affaires et autres. Ces informations ne doivent être divulguées qu'à de nouveaux destinataires qui ont le besoin de connaître et à la seule fin de l'exécution du contrat.
5. Le destinataire ne doit pas photocopier ou reproduire de quelque façon que ce soit l'information ou un renseignement révélateur de l'information, en tout ou en partie, ni permettre à d'autres personnes de le faire à une autre fin que l'exécution du contrat, à moins que la Couronne ait donné au préalable son autorisation expresse et écrite.
6. Que l'information soit stockée ou utilisée, le destinataire doit la protéger pour éviter la divulgation publique, avec la même diligence que s'il s'agissait de sa propre propriété intellectuelle d'une égale importance, mais en aucun cas, à un niveau inférieur à la diligence raisonnable.
7. Le destinataire doit retourner l'information lorsqu'elle n'est plus nécessaire à l'exécution du contrat, lorsque le Canada lui demande de le faire. De la même façon, le destinataire doit retourner toute copie qu'il aurait eu l'autorisation de produire et qui est stockée sur un support qui peut être envoyé après l'expiration du contrat, et doit détruire toute autre copie ou tout renseignement lié à l'information, quel que soit leur support. Il doit aussi s'assurer que toute personne à qui l'information a été divulguée fait de même.
8. Les obligations de cette entente continueront de s'appliquer après l'expiration du contrat et devront demeurer pleinement en vigueur par la suite.
9. Cette entente doit être interprétée et la relation entre les parties déterminées, conformément aux lois en vigueur dans la province de _____ (*REMARQUE : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix*), au Canada.

EN FOI DE QUOI, cette entente a été signée par les représentants dûment autorisés de

(Nom du récipiendaire en caractères d'imprimerie)

(REMARQUE: Insérer le nom du récipiendaire en caractères d'imprimerie)

Par : _____
(Nom de l'agent dûment autorisé en caractères d'imprimerie) (Titre de l'agent dûment autorisé en caractères d'imprimerie)

(Signature de l'agent dûment autorisé)

(Date en caractères d'imprimerie)

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

ANNEXE AD du Volume 3 (Suite)

Entente de confidentialité

PROJET D'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (PEIS)

Appendice 1

Inscription des documents de référence demandés

<u>Item</u>	<u>Référence</u>	<u>Titre</u>
-------------	------------------	--------------

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

MODULE B

DU

VOLUME 3

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

ANNEXE BA du Volume 3

Contrat des retombées industrielles et régionales (RIR)

Table des matières

1. Définitions
2. Énoncé des travaux - Engagements et responsabilités en matière de RIR
3. Rapports de RIR
4. Valeur du contenu canadien (VCC)
5. Critères d'admissibilité des transactions de RIR
6. Coopération en matière de technologie et de compétences
7. Investissements au Canada
8. Investissements /Fonds de capital-risque de tiers pour des petites entreprises
9. Investissements au moyen d'un consortium
10. Transactions indirectes
11. Transactions de RIR directes
12. Plans stratégiques
13. Cadre d'investissement (CI)
14. Commandes valides
15. Échange et réduction mutuelle
16. Mise en banque
17. Remplacement des importations
18. Multiplicateurs
19. Mandat de produit mondial
20. Petites et moyennes entreprises
21. Liste améliorée des technologies prioritaires
22. Annonces
23. Modification d'une transaction de RIR
24. Modifications des prix indiqués au contrat
25. Vérification et accès aux documents
26. Dépassement des engagements en matière de RIR
27. Défaut de réaliser les engagements en matière de RIR
28. Responsabilités des parties
29. Règlement des différends - Résolution des écarts
30. Organismes gouvernementaux
31. Contingences/Frais Liés au succès
32. Liste des parties admissibles
33. Liste des plateformes de la chaîne de valeur mondiale approuvées

List des Appendices

- Appendice BA1 – Plans, transactions et tableaux
- Appendice BA2 – Certificat de conformité
- Appendice BA3 – Feuille de transaction de RIR
- Appendice BA4 – Liste améliorée des technologies prioritaires
- Appendice BA5 – LDEC RIR
- Appendice BA6 – Description de données RIR

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Définitions

- 1.1. Aux fins de la présente partie, à moins d'indication contraire dans le contexte, les définitions suivantes s'appliquent :
 - 1.1.1. « réaliser », « réalisé » ou « réalisation » lié à tout engagement en matière de retombées industrielles et régionales (RIR) désigne la réalisation de la totalité ou d'une partie d'un engagement de RIR;
 - 1.1.2. « période de réalisation » ou « période de réalisation des RIR » signifie la période débutant le 29 mai, 2009 et se terminant avec la fin du présent contrat;
 - 1.1.3. « transaction de RIR mise en banque » signifie une transaction de RIR déposée à la Banque des RIR qui a été approuvée par écrit par l'autorité des RIR et qui respecte les critères d'admissibilité des RIR : la causalité, l'effet d'accroissement, la valeur du contenu canadien et la partie admissible;
 - 1.1.4. « entreprise canadienne » ou « société canadienne » désigne une entreprise commerciale établie et exploitée au Canada, constituée en personne morale, enregistrée ou reconnue comme telle en vertu d'une loi fédérale ou provinciale, qui exerce des activités commerciales continues au Canada;
 - 1.1.5. « valeur du contenu canadien » ou « VCC » selon la description de l'article 4, Valeur du contenu canadien;
 - 1.1.6. « capital investi » désigne la valeur totale des actions émises d'une entreprise à laquelle est ajoutée la valeur associée aux instruments pouvant être convertis en actions. Pour les sociétés cotées en bourse, cette valeur correspond au nombre total d'actions émises multiplié par le prix du marché, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Pour les sociétés fermées, il s'agit du nombre total d'actions émises multiplié par leur prix de vente le plus récent, additionné de la valeur réelle nette des instruments financiers dérivés, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada;
 - 1.1.7. « causalité » signifie le critère de la Politique des RIR qui stipule qu'un ensemble de travaux proposé ou une « transaction de RIR » découle d'une obligation de RIR à l'égard du Canada selon l'article 5, Critères d'admissibilité des transactions de RIR;
 - 1.1.8. « engagement » ou « engagement de RIR » désigne l'obligation contractuelle de l'entrepreneur d'atteindre la VCC dans les transactions de RIR, selon l'article 2, Énoncé des travaux - Engagements et responsabilités en matière de RIR;
 - 1.1.9. « consortium » désigne un partenariat public-privé établi dans l'intention de réaliser des activités liées à la recherche et au développement, qui doivent respecter les critères énoncés dans l'article 9, Investissements dans le consortium;
 - 1.1.10. « régions désignées du Canada » soit : la « région de l'Atlantique », consistant en les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse; la « région du Québec », consistant en la province de Québec; la « région du Nord de l'Ontario », consistant en la partie de la province de l'Ontario s'étendant au nord des limites sud des districts de Nipissing et de Parry Sound et à l'ouest de la rivière des Outaouais; et la « région de l'Ouest », consistant en les provinces du Manitoba, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 1.1.11. « transaction de RIR directe » « directe » ou « RIR directe » désigne une transaction de RIR qui a trait à l'exécution de toute partie des travaux visés par le présent contrat et comprend le travail sur les plateformes de la chaîne de valeur mondiale (CVM) approuvées, selon l'article 1.1.15 ;
- 1.1.12. « critères d'admissibilité » désigne les critères, selon l'article 5, Critères d'admissibilité des transactions de RIR, que doit respecter une transaction de RIR pour être acceptée par l'autorité des RIR;
- 1.1.13. « partie admissible » désigne le fournisseur de la RIR, soit : l'entrepreneur, sa société mère et toutes ses filiales, divisions et sous-divisions ; et les fournisseurs de premier niveau liés à l'exécution de toute partie des travaux visés par le présent contrat ; les sociétés canadiennes ayant moins de 500 employés (y compris les fournisseurs de premier niveau) ne seront pas considérées comme des parties admissibles sans l'approbation écrite de l'autorité des RIR;
- 1.1.14. « Liste améliorée des technologies prioritaires » ou « LATP » désigne la liste jointe à l'appendice BA4 qui cerne les technologies dont a besoin le Canada pour répondre aux besoins à long terme du ministère de la Défense nationale;
- 1.1.15. « chaîne de valeur mondiale » désigne une plateforme qui est similaire à la plateforme proposée pour le projet d'équipement intégré du soldat, a un potentiel de marché (mesuré selon la taille et la longévité du marché) égal ou supérieur à la plateforme proposée pour le projet d'équipement intégré du soldat et offre d'importantes possibilités de progrès technologique, de croissance au chapitre de l'intégration des systèmes et de participation des petites et moyennes entreprises (PME), et comporte des possibilités d'acquisition/de soutien de grande envergure et durables;
- 1.1.16. « remplacement des importations » désigne la production ou la fabrication d'un bien ou la prestation d'un service au Canada, qui était précédemment fabriqué ou fourni par des sources d'approvisionnement étrangères;
- 1.1.17. « effet d'accroissement » fait référence au critère d'admissibilité exposé dans l'article 5.3, Critères d'admissibilité des transactions de RIR, qui stipule qu'une activité de RIR indirecte doit comprendre de nouveaux travaux au-dessus d'un niveau de référence d'activité commerciale antérieure similaire menée par l'entrepreneur avec le bénéficiaire;
- 1.1.18. « transaction de RIR indirecte », « indirecte » ou « RIR indirecte » désigne une transaction de RIR mise en œuvre dans le cadre d'une activité commerciale qui n'est pas liée à l'exécution d'une partie des travaux visée par le présent contrat;
- 1.1.19. « retombée industrielle et régionale », « RIR » ou « transaction de RIR » désigne une activité commerciale mise en œuvre au moyen d'un contrat, y compris une commande, un contrat de vente, un contrat de licence, une lettre d'accord ou un autre document écrit analogue, qui a une valeur pécuniaire précise, qui respecte les critères d'admissibilité établis dans le présent contrat et qui a été approuvée par l'autorité des RIR;
- 1.1.20. « autorité des RIR » désigne le ministre de l'Industrie ou toute autre personne désignée par le ministre de l'Industrie pour agir en son nom. L'autorité des RIR est chargée d'évaluer, de contrôler, de vérifier et d'accepter les RIR, ainsi que d'évaluer le rendement de l'entrepreneur en matière de RIR dans le cadre du présent contrat;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 1.1.21. « crédit de RIR » ou « crédit », dans le cadre de tout engagement de RIR, désigne l'avis écrit envoyé par l'autorité des RIR confirmant que la RIR a été réalisée en tout ou en partie et l'obligation de l'entrepreneur à cet égard a été remplie;
- 1.1.22. « investissement en RIR » désigne une transaction de RIR qui représente un investissement effectué au Canada d'un montant vérifiable favorisant la production de biens ou la prestation de services par des citoyens ou des résidents permanents du Canada, au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés de 2001*, ch. 27, et qui respecte les critères établis dans l'article 7, Investissements au Canada;
- 1.1.23. « Plans de RIR » désignent les Plans de RIR préparés par l'entrepreneur qui font partie du présent contrat : Plan de gestion des RIR, daté du **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**, portant le numéro de référence **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**; Plan de développement régional des RIR, daté du **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**, portant le numéro de référence **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**; et Plan de développement des petites et moyennes entreprises, daté du **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**, portant le numéro de référence **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**;
- 1.1.24. « période de rapport des RIR » ou « période de rapport » désigne : la période 1, qui débute la première journée de la période de réalisation et se termine le dernier jour du douzième mois suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, et toute période de douze mois supplémentaires consécutifs suivant la période 1 (les périodes 2, 3, etc.), jusqu'à la fin de la période de réalisation des RIR;
- 1.1.25. « obligé important » désigne une entreprise qui détient des engagements contractuels au titre d'obligations de RIR à l'égard du Canada dépassant un milliard de dollars;
- 1.1.26. « réduction mutuelle » ou « swap de RIR » désigne une réduction de l'obligation de RIR de l'entrepreneur en échange de la réduction des obligations d'une entreprise canadienne à l'égard d'une autorité de compensation étrangère;
- 1.1.27. « dépassement », dans le cadre d'un engagement de RIR, désigne la mesure dans laquelle le crédit de RIR de l'entrepreneur, mesuré selon la VCC et accordé durant la période de réalisation des RIR pour une transaction de RIR, est supérieur à l'engagement de RIR au titre de cette transaction de RIR;
- 1.1.28. « regroupement » désigne l'acte d'appliquer un crédit de RIR obtenu au titre d'une transaction de RIR unique à deux ou plusieurs obligations de RIR discrétionnaires;
- 1.1.29. « insuffisance », dans le cadre d'un engagement de RIR, désigne le montant de la VCC non atteint par l'entrepreneur au titre de son engagement pendant les périodes de rapport des RIR;
- 1.1.30. « petite ou moyenne entreprise » ou « PME » désigne une entreprise de fabrication ou de services indépendante établie et exploitée au Canada qui compte moins de 250 employés à plein temps au moment où elle conclut une transaction de RIR admissible. Les agents et les distributeurs de biens ou de services étrangers ainsi que les filiales de grandes entreprises ne sont pas considérés comme de petites ou moyennes entreprises;
- 1.1.31. « produits semi-transformés » désignent les produits qui sont transformés à partir de matières premières à l'état naturel, au moyen d'une méthode spécialisée, afin de les rendre prêts à l'emploi ou à l'assemblage pour former un produit final;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 1.1.32. « plan stratégique » désigne un document qui décrit les plans de développement des affaires globaux de l'entrepreneur au Canada et la façon dont ces plans peuvent se traduire en activités de RIR stratégiques, selon l'article 12 des Plans stratégiques;
- 1.1.33. « coopération technologique », « coopération en matière de technologie et de compétences », « coopération technologique en matière de RIR » et « transfert de technologie » désignent l'octroi d'une licence et la transmission d'un ensemble de connaissances utilisables à une entreprise canadienne. La coopération technologique ne se voit accorder aucune valeur au titre du développement, mais elle est mesurée en fonction de la VCC des ventes futures découlant de la production en coopération du bénéficiaire des RIR et doit respecter les critères établis dans l'article 6, Coopération en matière de technologie et de compétences;
- 1.1.34. « fonds de capital-risque » ou « FCR » désigne un regroupement d'investissements visant à favoriser la croissance des petites entreprises canadiennes, qui est géré par un tiers et qui doit respecter les critères établis dans l'article 8, Investissements/Fonds de capital-risque de tiers pour des petites entreprises;
- 1.1.35. « mandat de produit mondial » désigne la relation d'approvisionnement à long terme qui existe entre l'entrepreneur ou une partie admissible et une entreprise canadienne aux termes de laquelle l'entreprise canadienne est légalement autorisée à mener, pour en assumer l'entière responsabilité, des activités particulières, dont la conception, le développement, la propriété intellectuelle, la fabrication et le marketing liés à la fourniture de produits, de composants, de modules ou de services destinés aux marchés national et international. La VCC du produit est calculée de la façon décrite dans l'article 19, Mandat de produit mondial.
- 1.1.36. « **Investissement du CI admissible** » - Concernant les contributions en espèces, un investissement du CI admissible désigne : une subvention; ou l'achat d'actions ordinaires ou d'actions privilégiées. Elles ne comprennent pas l'achat d'obligations non garanties ou les emprunts remboursables. En ce qui concerne les contributions en nature, un investissement du CI admissible désigne : une licence de propriété intellectuelle (autorisation d'utiliser du matériel homologué); l'équipement (équipement, logiciels ou systèmes pour développer des biens ou services nouveaux ou améliorés); le transfert des connaissances (permettant à un employé d'utiliser des compétences techniques ou gestionnelles); ou le marketing et le soutien des ventes (permettant à un employé d'effectuer des activités de marketing ou de vente et de communiquer des renseignements liés au marché; ou une licence relative à une marque ou à des marques de commerce).
- 1.1.37. « **Activité de commercialisation** » désigne un processus grâce auquel une valeur économique est attribuée à la connaissance, par la production et la vente de produits et services nouveaux ou considérablement améliorés. Il peut également s'agir de publicité, de promotion des ventes et d'autres activités de marketing. Les activités de commercialisation particulières sont les suivantes : planification relative aux affaires et au marché; études de faisabilité de projet; définition des besoins des clients; prospection de marchés et tests; recherche fondamentale et appliquée; développement expérimental; analyse de rentabilité et financement; et publicité de lancement.
- 1.1.38. « **Cadre d'investissement** » ou « **CI** » désigne la méthode pour évaluer, coter et calculer les crédits liés aux investissements ayant trait à l'innovation effectués directement dans les PME canadiennes, tel qu'il est établi à l'article 10.
- 1.1.39. « **Plan d'affaires du CI** » désigne un plan terminé et bien étayé qui : comprend un résumé; fournit des renseignements détaillés sur l'entreprise et les états financiers; décrit le projet du CI ; détaille les activités particulières, les objectifs et la durée quant au CI; et indique les

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

marchés et risques principaux et les points à prendre en considération concernant la diligence requise.

- 1.1.40. « **Activité de recherche et de développement (R et D)** » désigne une étude scientifique qui porte sur le développement de nouveaux biens et services, sur de nouveaux intrants à la production, sur de nouvelles méthodes de production ou sur de nouvelles façons d'exploiter ou de diriger des entreprises. Les activités particulières de R et D consistent en les suivantes : test ou mesure ou analyse normatif(ve); rapport de test, de mesure ou d'analyse; projets d'élaboration de méthode d'analyse thermomécanique déterminée; conception ou ingénierie en matière de produit ou de processus; projet d'élaboration de produit, de processus ou de technologie adapté(e); évaluations et études de faisabilité connexes; projets de recherche appliquée liés aux concepts de nouveaux produits, à de nouvelles plateformes technologiques et à des tests, à des mesures ou à des analyses nouveaux(elles); recherche scientifique fondamentale pour mieux comprendre et saisir de nouveaux phénomènes; recherche favorisant la connaissance scientifique avec ou sans application pratique visée; travaux de soutien de l'ingénierie, de la conception, des activités de recherche, de l'analyse mathématique, de l'informatique, de la collecte de données, et d'essais ou de recherche.

2. Énoncé des travaux - Engagements et responsabilités en matière de RIR

- 2.1. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de gestion des RIR, du Plan de développement régional des RIR et du Plan de développement des petites et moyennes entreprises, détaillés dans l'article 1.1.23, l'entrepreneur doit, d'ici la fin de la période de réalisation :
- 2.1.1. atteindre, pour les transactions de RIR directes et indirectes, un montant de \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur - au moins 100 p. 100 de la valeur du contrat)** en VCC, comme le précise la proposition du soumissionnaire;
 - 2.1.2. atteindre un montant de \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)** en VCC comme transactions de RIR directes liées au projet d'équipement intégré du soldat, comme le précise la proposition du soumissionnaire;
 - 2.1.3. atteindre un montant de \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)** en VCC comme transactions de RIR indirectes liées au projet d'équipement intégré du soldat, comme le précise la proposition du soumissionnaire;
 - 2.1.4. atteindre un montant de \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)** en VCC, comme transactions directes et indirectes dans les régions du Canada, comme le précise la proposition du soumissionnaire, comme suit :
 - 2.1.4.1. Atlantique, \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**
 - 2.1.4.2. Québec, \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**
 - 2.1.4.3. Nord de l'Ontario, \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**
 - 2.1.4.4. Ontario (excluant le Nord de l'Ontario), \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**
 - 2.1.4.5. Ouest, \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**
 - 2.1.4.6. montant de \$ non alloué **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)**;
 - 2.1.5. atteindre un montant de \$ **(à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur)** en VCC pour les transactions de RIR directes et indirectes des petites et moyennes entreprises, comme le précise la proposition du soumissionnaire;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 2.1.6. atteindre \$ (à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur – au moins 5 % de la valeur du contrat) en VCC pour les transactions de RIR directes et indirectes comme précisé dans l'appendice BA1, dans des domaines technologiques liés à la Liste améliorée des technologies prioritaires (LATP), jointe à l'appendice BA4;
- 2.1.7. mener à bien chacune des transactions de RIR conformément aux feuilles de transaction de RIR jointes à l'appendice BA1;
- 2.1.8. s'engager à l'égard de RIR non allouées évaluées à \$ (à inscrire selon la proposition de l'entrepreneur) et à les réaliser durant la période de réalisation des RIR. Comme les transactions de RIR nouvelles ou non allouées sont déterminées par l'entrepreneur et approuvées par l'autorité des RIR, les engagements de RIR directs, indirects, régionaux et auprès des petites et moyennes entreprises et de la LATP indiqués dans les alinéas 2.1.2, 2.1.3, 2.1.4, 2.1.5 et 2.1.6 seront ajustés au besoin;
- 2.1.9. présenter à l'autorité des RIR, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat, des transactions de RIR acceptables qui sont détaillées, pleinement décrites et qui portent le total cumulatif des transactions de RIR acceptables déterminées à au moins à 60 p. 100 de la valeur du contrat, mesurée en VCC;
- 2.1.10. présenter à l'autorité des RIR, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, des transactions de RIR acceptables qui sont détaillées, pleinement décrites et qui portent le total cumulatif des transactions de RIR acceptables déterminées à 100 p. 100 de la valeur du contrat, mesurée en VCC.
- 2.2. L'entrepreneur doit soumettre à l'autorité des RIR, par l'entremise de l'autorité contractante de TPSGC, les rapports annuels sur les RIR fondés sur les résultats obtenus au cours des périodes de rapport des RIR définies dans le présent contrat. Ces rapports doivent être présentés soixante (60) jours civils après la fin de la période annuelle des rapports de RIR.
 - 2.2.1. Pour prouver qu'il a respecté ses engagements à l'égard des RIR, l'entrepreneur doit fournir, en annexe des rapports annuels des RIR, un certificat de conformité, exposé dans l'appendice BA2 du présent contrat, signé par le contrôleur général de l'entreprise, pour chaque transaction de RIR pour laquelle il y a eu de l'activité au cours de la période de rapport des RIR. Ce certificat de conformité englobe aussi les réalisations de RIR des sous-traitants de l'entrepreneur ou de ses parties admissibles.

3. Rapports de RIR

- 3.1. Chaque rapport annuel de RIR doit comprendre quatre parties, comme il est indiqué dans les sous-paragraphe suivants :
 - 3.1.1. Partie A : La VCC totale obtenue depuis le début de la période de réalisation des RIR, pour chacun des tableaux figurant à l'appendice BA1;
 - 3.1.2. Partie B : La VCC obtenue depuis le dernier rapport annuel de RIR, pour chacun des tableaux figurant à l'appendice BA1 ;
 - 3.1.3. Partie C : Pour chaque transaction de RIR faisant l'objet d'un rapport, la description des réalisations importantes, des activités, des retards et des problèmes qui pourraient influencer sur la mise en œuvre de la partie des RIR du contrat et le plan d'action pour résoudre les difficultés;
 - 3.1.4. Partie D : Un résumé qui comprend les éléments suivants :

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 3.1.4.1. le montant total des demandes d'acomptes ou des factures soumises par l'entrepreneur pour les travaux réalisés depuis la date d'entrée en vigueur;
- 3.1.4.2. une prévision des réalisations en matière de RIR;
- 3.1.4.3. une description des activités de développement des petites et moyennes entreprises menées pendant la période de rapport;
- 3.1.4.4. une explication de toute insuffisance en matière de réalisation des RIR, appuyée par les données de la partie A, ainsi qu'un plan d'action pour résoudre le problème;
- 3.1.4.5. une liste des transactions de RIR approuvées par l'autorité en la matière qui ont été annulées, interrompues, ajoutées ou sensiblement modifiées durant la période de rapport; le détail de toutes les modifications demandées, l'état de la modification du contrat les concernant et leur justification;
- 3.1.4.6. une brève description, à titre exceptionnel, de tout développement notable à l'égard des petites et moyennes entreprises;
- 3.1.4.7. une description et une explication de toute modification apportée au Plan de gestion des RIR.

4. Valeur du contenu canadien (VCC)

- 4.1. La valeur du contenu canadien (VCC) de toute transaction directe ou indirecte doit être calculée à l'aide de la méthode d'évaluation au prix de vente net ou celle des coûts agrégés.
 - 4.1.1. Méthode d'évaluation au prix de vente net : il est possible de déterminer la VCC d'un produit dont le prix de vente est justifié comme suit :
 - 4.1.1.1. le prix de vente net correspond au prix de vente total du produit moins les droits de douane, les taxes d'accise, la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) applicable et toutes les taxes de vente provinciales;
 - 4.1.1.2. la VCC correspond au prix de vente net, moins tous les frais engagés, comme l'indique le paragraphe 4.2.
 - 4.1.2. Méthode des coûts agrégés : pour tout produit, tout service ou toute activité auquel il n'est pas possible d'attribuer un prix de vente justifié, la VCC équivaut au montant agrégé des éléments suivants :
 - 4.1.2.1. le coût des pièces produites au Canada et le coût des matières dans la mesure où elles sont d'origine canadienne, qui sont intégrées à l'équipement à l'usine du fabricant au Canada, y compris les pièces ou les matières dans la mesure où l'autorité des RIR peut vérifier qu'elles sont d'origine canadienne et ont été exportées du Canada, puis importées au Canada comme pièces ou produits finis;
 - 4.1.2.2. les frais de transport, y compris les frais d'assurance, engagés pour le transport entre les installations d'un fournisseur canadien ou le bureau d'entrée frontière et l'usine du fabricant au Canada, des pièces et des matières qui feront partie intégrante de l'équipement, dans la mesure où ces frais ne sont pas inclus dans les frais indiqués au paragraphe précédent;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

4.1.2.3. toute partie des frais suivants, à l'exception de la TPS, de la TVH, de toute taxe de vente provinciale, des taxes d'accise, des redevances et des frais de licence versés à l'extérieur du Canada, s'il est raisonnable de les imputer à la production de l'équipement, à la prestation d'un service ou à la réalisation d'une activité;

4.1.2.3.1. les rémunérations et les salaires de la main-d'œuvre directe et indirecte affectée ou non à la production, versés à des citoyens ou à des résidents permanents du Canada, au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés de 2001*, ch. 27;

4.1.2.3.2. les matières utilisées dans le cadre des travaux, mais qui ne sont pas intégrées dans les produits finaux;

4.1.2.3.3. l'éclairage, le chauffage, l'électricité et l'eau;

4.1.2.3.4. les cotisations pour l'indemnisation des accidentés du travail et à l'assurance-emploi, les primes d'assurance collective, les cotisations aux régimes de pension et les autres dépenses semblables engagées pour la main-d'œuvre visée au paragraphe 4.1.2.3.1 ci-dessus;

4.1.2.3.5. l'impôt foncier sur les terrains et les immeubles situés au Canada;

4.1.2.3.6. les primes d'assurance incendie et d'autres types d'assurance couvrant les stocks affectés à la production, l'usine de production et son équipement, versées à une entreprise autorisée par les lois fédérales ou d'une province à faire affaire au Canada ou dans cette province;

4.1.2.3.7. les assurances achetées précisément auprès d'une entreprise autorisée par les lois fédérales ou d'une province à faire affaire au Canada ou dans cette province;

4.1.2.3.8. les frais de location d'un bureau ou d'une usine versés à un propriétaire inscrit au Canada;

4.1.2.3.9. les frais d'entretien et de réparation des immeubles, de la machinerie et de l'équipement utilisés aux fins de la production au Canada;

4.1.2.3.10. les outils, les matrices, les gabarits, les accessoires et les autres installations matérielles semblables, de nature non permanente, qui ont été conçus, développés ou fabriqués au Canada;

4.1.2.3.11. les services techniques et professionnels, les travaux d'expérimentation et de développement de produits ou de processus effectués et terminés au Canada;

4.1.2.3.12. les divers frais indirects de production et frais de bureau pertinents, tels que les frais généraux d'administration, y compris les bénéfices réalisés au Canada, l'amortissement de l'outillage de production et de l'équipement d'usine permanent, les frais d'installation de cet outillage et de cet équipement, et les amortissements fiscalement autorisés qui ne dépassent pas 5 p. 100 du total de la mise de fonds affectés aux immeubles situés au Canada et appartenant au producteur des travaux;

4.1.2.3.13. les frais payés pour des services non mentionnés ailleurs;

4.1.2.3.14. les bénéfices nets avant impôt sur lesquels un impôt est versé ou payable au Canada.

4.2. Coûts ou activités commerciales qui ne sont pas admissibles au crédit de RIR :

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 4.2.1. la valeur des matières, de la main-d'œuvre et des services importés au Canada;
- 4.2.2. dans le cas de RIR indirectes, la valeur des matières premières et des produits semi-transformés exportés du Canada;
- 4.2.3. la valeur des frais de subsistance et de réinstallation ainsi que la rémunération versée à des personnes qui ne sont pas des citoyens du Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du projet;
- 4.2.4. le montant de la taxe d'accise et des droits d'importation exigés par le Canada, de la taxe de vente fédérale, de la taxe de vente provinciale, de la taxe de vente harmonisée et d'autres droits exigibles au Canada;
- 4.2.5. la valeur des biens et des services pour lesquels l'entrepreneur ou les parties admissibles ont obtenu un crédit ou en ont fait la demande au Canada dans le cadre d'un engagement de RIR;
- 4.2.6. les frais liés à la préparation de la proposition ou de la soumission;
- 4.2.7. tous les frais de transport non prévus à l'alinéa 4.1.2.2;
- 4.2.8. les obligations du gouvernement fédéral, p. ex. l'équipement fourni par le gouvernement;
- 4.2.9. les frais de licence payés par le bénéficiaire canadien des RIR et tout versement courant de redevances;
- 4.2.10. les transactions de RIR déclarées par un entrepreneur et qui relèvent de son influence, ou de celle de l'une de ses parties admissibles, à l'égard du ministère ou de l'agent d'approvisionnement de leur pays ou d'un autre pays;
- 4.2.11. les frais d'intérêts associés aux lettres de crédit ou à d'autres instruments financiers à l'appui des investissements de RIR;
- 4.2.12. les honoraires payés aux lobbyistes (au sens de la *Loi sur le lobbying*);
- 4.2.13. les honoraires payés à des experts-conseils ou agents tiers pour le travail lié à l'obtention d'un crédit de RIR dans le cadre du présent contrat. Cela comprend notamment donner des conseils sur la politique des RIR, préparer une transaction ou des rapports de RIR, représenter les intérêts de l'entrepreneur auprès de l'autorité des RIR et chercher des entreprises bénéficiaires possibles.

5. Critères d'admissibilité des transactions de RIR

Généralité : Lorsque possible, l'autorité des RIR confirmera l'admissibilité de RIR avant qu'une transaction de RIR soit acceptée dans le contrat.

- 5.1.1. L'autorité des RIR se réserve le droit de valider l'admissibilité de RIR pour une ou toutes les transactions RIR cernées dans l'appendice BA1 pendant l'année qui suit l'attribution du contrat. L'autorité des RIR doit soumettre à l'entrepreneur pendant l'année qui suit l'attribution du contrat un avis écrit au sujet des transactions de RIR que l'autorité des RIR souhaite valider. Lorsque la demande est présentée, l'entrepreneur a 60 jours civils pour présenter un dossier en appui à leur revendication d'admissibilité de leur RIR.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 5.1.2. Si l'entrepreneur n'était pas en mesure de convaincre l'autorité des RIR que la transaction de RIR répond aux critères d'admissibilité, les futurs crédits de RIR ne seront pas accordés et des transactions de RIR de remplacement seront demandées de la part de l'entrepreneur.
- 5.1.3. L'entrepreneur doit noter que toutes les transactions de RIR doivent faire l'objet de rapport et de vérification annuels avant que les crédits de RIR soient confirmés. Si de nouveaux renseignements apparaissent pendant la vérification qui remettent sérieusement en question l'admissibilité d'une transaction RIR, l'autorité des RIR examinera la question et mènera une enquête le plus rapidement possible.
- 5.2. **Causalité** - Chaque transaction relative aux RIR doit de manière claire et démontrable être attribuable soit à l'entrepreneur ou à une des parties admissibles de l'entrepreneur et découler d'une obligation en matière de RIR actuelle ou prévue à l'égard du Canada. Elle ne doit pas être une transaction que l'on aurait probablement conclue s'il n'y avait pas d'obligation en matière de RIR. La causalité peut être démontrée en regard d'un projet précis ou de façon plus vaste en ce qui a trait à l'obligation en matière de RIR générale d'une entreprise.
- 5.2.1 La responsabilité qui consiste à démontrer l'existence de liens de causalité incombe à l'entrepreneur ou à sa partie admissible, et non au bénéficiaire des RIR.
- 5.2.2 Compte tenu du grand volume d'acquisitions concernant du matériel de défense, les entrepreneurs et leurs parties admissibles participent souvent à la planification de RIR et à l'exécution de plusieurs projets comportant des obligations en matière de RIR. La causalité peut par conséquent être démontrée en regard d'un projet précis ou de façon plus vaste en ce qui a trait à l'obligation en matière de RIR générale d'une entreprise.
- 5.2.2.1 L'entrepreneur ou la partie admissible doit démontrer l'existence d'un lien de causalité au-delà des énoncés génériques qui apparaissent sur la feuille de transaction. Il doit fournir un énoncé clair en matière de causalité qui fait état des détails liés à sa décision en ce qui a trait à une activité d'acquisition ou d'investissement.
- 5.2.2.2 Puisque les activités relatives aux RIR doivent être justifiées sur le plan des affaires pour l'entrepreneur ou la partie admissible, la disposition en matière de causalité n'exige pas que l'obligation en matière de RIR soit le seul facteur examiné par une entreprise lors de la prise d'une décision. Cela dit, l'entrepreneur ou sa partie admissible doit démontrer qu'il existe un lien entre la politique concernant les RIR du Canada et ses décisions en ce qui a trait à l'activité liée aux RIR.
- 5.2.2.3 Pour démontrer davantage la causalité dans le cadre de ce contrat, l'entrepreneur doit obtenir, en son nom et en celui des parties admissibles et des bénéficiaires canadiens, l'approbation écrite de l'autorité des RIR relativement à la transaction relative aux RIR proposée, avant de faire une annonce publique, d'informer les médias ou de diffuser un communiqué de presse sur les activités commerciales proposées. S'il ne l'obtient pas, l'activité commerciale peut être rejetée à titre de RIR aux termes du présent contrat.
- 5.2.3 L'entrepreneur ou ses parties admissibles doivent fournir des éléments de preuve établissant clairement l'existence d'un lien de causalité. L'absence de preuves suffisantes du lien de causalité aura pour effet de rendre inadmissible la transaction relative aux RIR.
- 5.2.3.1 Les preuves de l'existence d'un lien de causalité comprennent un historique des événements survenus lors de l'élaboration d'une transaction relative aux RIR ainsi que tout document écrit à l'appui. L'entrepreneur ou sa partie admissible devrait fournir un maximum de documents détaillés appuyant la déclaration sur la causalité au moment de la

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

soumission de la transaction relative aux RIR. Ces documents peuvent comprendre, sans toutefois y être limités : des courriels internes, des lettres officielles, des notes relatives à des réunions, des présentations organisationnelles, etc. L'autorité des RIR cherche à obtenir des preuves documentaires qui permettent d'établir un lien entre les décisions concernant la transaction relative aux RIR et l'obligation en matière de RIR du donateur.

- 5.3. **Calendrier** - Les transactions de RIR doivent être mises en œuvre pendant la période de réalisation. Les transactions de RIR ou les transactions de RIR de remplacement déterminées après la date d'entrée en vigueur ne seront acceptées que si l'activité répond aux critères d'admissibilité des RIR et qu'elle ne se déroule pas avant la date d'identification de la transaction de RIR.
- 5.4. **Effet d'accroissement** – Il s'agit d'une transaction de RIR indirecte pour l'achat de biens ou de services auprès d'une source canadienne, et de tels biens ou services sont similaires à ceux que l'acheteur a acquis au Canada avant la date de détermination de la transaction de RIR.
- 5.4.1. La VCC de la transaction de RIR doit être établie seulement à l'égard de l'augmentation qu'elle procurera par rapport au montant moyen des commandes placées par cet acheteur pour acquérir ces biens ou services auprès de la source canadienne durant les trois années précédant la date de détermination de la transaction de RIR.
- 5.5. **Partie admissible** - Les transactions de RIR doivent être réalisées par une partie admissible au sens du présent contrat. Dans tous les cas, cependant, l'entrepreneur demeure entièrement responsable des engagements de RIR, même si ils sont confiés à des parties admissibles. Une liste des parties admissibles approuvées pour le projet EIS figure dans l'article 32.

6. Coopération en matière de technologie et de compétences

- 6.1. Pour qu'une activité soit considérée comme une transaction de RIR liée à la coopération en matière de technologie et de compétences, elle doit répondre aux critères suivants :
- 6.1.1. la technologie doit être suffisamment complète pour permettre au bénéficiaire canadien d'appliquer les connaissances à des produits ou à des processus nouveaux ou existants;
- 6.1.2. la technologie doit être exclusive, actuelle et équivalente ou supérieure à la technologie utilisée dans le cadre du projet;
- 6.1.3. les licences et les permis requis pour faciliter la vente de produits ou de services sur les marchés intérieurs ou d'exportation doivent être fournis;
- 6.1.4. le cédant doit fournir l'aide et les conseils techniques requis pour exploiter et mettre à jour la technologie transférée et toute l'information qui y est associée (les dessins, les méthodes d'application, etc.);
- 6.1.5. l'entreprise canadienne doit avoir accès aux marchés intérieurs et extérieurs et disposer des ressources nécessaires pour exploiter la technologie sur ces marchés;
- 6.1.6. la technologie doit être exploitable, en ce sens que l'entreprise canadienne doit avoir les capacités (financières et techniques) d'utiliser et de mettre à jour la technologie;
- 6.1.7. à la demande de l'autorité des RIR, l'entrepreneur doit fournir l'entente conclue avec le bénéficiaire canadien. Le fait de ne pas fournir cette entente entraînera le rejet de la transaction de RIR liée à la coopération en matière de technologie et de compétences.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

6.2. La valeur du contenu canadien (VCC) de la coopération en matière de technologie et de compétences sera mesurée au moyen des ventes futures, des ventes à l'exportation ou du remplacement d'importations, des biens ou services effectués par l'entreprise canadienne par suite de la coopération en matière de technologie et de compétences. De plus, l'entrepreneur peut se voir octroyer un crédit pour les frais raisonnables engagés dans le cadre d'une coopération en matière de technologie et de compétences lorsque les résultats des ventes futures dépassent les coûts associés à la coopération en matière de technologie et de compétences. Les frais raisonnables engagés comprennent :

6.2.1. les frais de formation;

6.2.2. les coûts de mise en place de l'infrastructure nécessaire pour exploiter la technologie;

6.2.3. tous les autres frais considérés comme raisonnables par l'autorité des RIR.

6.3. Les RIR sous forme de coopération en matière de technologie et de compétences avec des entreprises canadiennes peuvent comprendre les activités suivantes

6.3.1. la participation à la conception, au développement et à la fabrication de systèmes nouveaux ou améliorés;

6.3.2. la fourniture de nouvelles technologies de systèmes qui amélioreront les capacités de l'industrie canadienne en ce qui concerne leurs gammes actuelles de produits et leur potentiel d'exportation;

6.3.3. la fourniture de licences qui permettront aux entreprises canadiennes de fabriquer des composants, nouveaux ou existants, de systèmes importants en vue de la vente à l'exportation ou du remplacement des importations.

6.4. Tous les coûts engagés pour le développement de la technologie ne sont pas admissibles aux crédits de RIR.

7. Investissements au Canada

7.1. Les RIR peuvent découler d'activités diverses telles qu'un investissement au Canada. Outre le respect des critères d'admissibilité des RIR, les investissements doivent être effectués directement par l'entrepreneur ou les parties admissibles et engagés directement dans l'entreprise bénéficiaire canadienne.

7.1.1. L'entrepreneur se verra octroyer un crédit pour la VCC des ventes futures découlant de cet investissement ainsi que pour le montant de l'investissement lorsque les résultats des ventes dépasseront le montant de l'investissement initial. Une fois que les crédits de RIR acceptés dépassent le montant de l'investissement total, le crédit pour les ventes futures sera établi au prorata en multipliant le montant des ventes applicables selon le ratio d'investissement direct de l'entrepreneur dans l'entreprise par rapport à son capital investi lors de l'investissement.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Crédit des ventes futures =

Ventes applicables x investissement direct de l'entrepreneur dans le bénéficiaire canadien
capital investi du bénéficiaire canadien lors de cet investissement

- 7.2. L'investissement doit servir à l'achat d'actions, comme des actions ordinaires ou privilégiées. L'utilisation de l'investissement pour acheter des débentures n'est pas autorisée.
- 7.3. L'investissement effectuée par l'entrepreneur ou les parties admissibles doit demeurer dans l'entreprise bénéficiaire canadienne pendant au moins trois (3) ans à compter de la date de placement des fonds dans l'entreprise. Sinon, l'autorité des RIR annulera immédiatement tous les crédits de RIR approuvés pour la transaction visée. Aucun autre crédit ne sera approuvé pour cette transaction.
- 7.4. Si l'entrepreneur ou une partie admissible investit dans ses propres installations au Canada, l'investissement et les ventes supplémentaires découlant de cet investissement sont admissibles à un crédit de RIR à condition que l'investissement soit lié aux obligations de RIR de l'entrepreneur ou de la partie admissible. De plus, il faut que l'investissement se traduise par un avantage net pour le Canada et que la transaction n'entraîne pas de surcapacité, de fermetures d'entreprises ou de pertes de ventes prospectives de sociétés existantes au Canada.
- 7.5. Le capital servant à l'acquisition d'une entreprise canadienne qui est considérée comme une « entreprise en exploitation » ne constitue pas un investissement admissible aux fins des RIR. Par contre, si l'investissement vise une entreprise canadienne qui a fait faillite, il peut être comptabilisé aux fins des RIR.
- 7.6. Les transactions en matière d'investissement peuvent comprendre ce qui suit
 - 7.6.1. l'établissement ou l'amélioration d'une installation ou d'un projet au Canada qui permettra le développement des secteurs de technologie de pointe et la création de capacités inexistantes au Canada. L'admissibilité de la transaction de RIR proposée sera aussi fondée sur le fait que la transaction entraîne ou non la surcapacité ou la fermeture d'entreprises ou des pertes de ventes prospectives par des sociétés existantes au Canada ;
 - 7.6.2. la création de coentreprises avec des entreprises canadiennes, ce qui contribuera à leur viabilité à long terme et augmentera leurs ventes sur les marchés tant nationaux qu'internationaux.

8. Investissements /Fonds de capital-risque de tiers pour des petites entreprises

- 8.1. Cette clause explique la méthode de calcul des crédits pour les investissements où l'entrepreneur ou la partie admissible n'investit pas directement dans l'entreprise du bénéficiaire canadien, mais qu'il fait appel à un tiers pour la gestion de ces investissements. Tout organisme de gestion des investissements, qu'il s'agisse entre autres d'une banque, d'une société de fiducie, d'un fonds de capital-risque ou d'une société de placement, ne sera pas une partie admissible au contrat, mais sera réputé être un tiers. Une partie de l'investissement de l'entrepreneur peut provenir de placements effectués dans un fonds de capital-risque (FCR) visant à favoriser la croissance des petites entreprises canadiennes grâce au développement et à l'exploitation de nouvelles technologies. Le crédit de RIR multiplié pour ces investissements ne doit pas dépasser 5 p. 100 de la valeur de l'engagement de RIR. Les contributions visant à aider les petites entreprises canadiennes sont autorisées selon les paramètres suivants :

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

8.1.1. Calendrier

8.1.1.1. Le crédit de RIR peut être demandé lorsque :

8.1.1.1.1. l'entrepreneur fait une contribution financière dans un FCR admissible. À ce moment-ci, seule la valeur nominale de la contribution, mesurée en dollars canadiens, peut être considérée aux fins des RIR;

8.1.1.1.2. le gestionnaire du FCR investit les fonds dans une petite entreprise canadienne et que les fonds demeurent engagés dans l'entreprise bénéficiaire canadienne pendant au moins trois (3) ans, à partir de la date de placement des fonds. Sinon, l'autorité des RIR annulera immédiatement tous les crédits de RIR demandés ou approuvés pour la transaction de RIR visée.

8.1.1.2. Avant d'être acceptés, tous les crédits de RIR relatifs à des FCR, demandés par l'entrepreneur, sont assujettis à la vérification et à l'approbation de l'autorité des RIR.

8.1.2. Portée

8.1.2.1. Les petites entreprises bénéficiaires (fermées) des investissements d'un FCR doivent compter au plus 50 employés (industries de services) ou au plus 100 employés (industries de fabrication) au début de l'investissement.

8.1.2.2. Les investissements initiaux par le gestionnaire du FCR, y compris les coinvestissements, dans les petites entreprises admissibles ne peuvent pas dépasser un million de dollars.

8.1.2.3. Généralement, les petites entreprises bénéficiaires prendront part au développement, à la fabrication ou à la commercialisation d'un produit ou service de technologie de pointe dans l'un des secteurs suivants :

- 8.1.2.3.1. sciences de la vie (biotechnologie, matériel médical et produit pharmaceutique),
- 8.1.2.3.2. santé,
- 8.1.2.3.3. matériaux de pointe,
- 8.1.2.3.4. fabrication de pointe,
- 8.1.2.3.5. environnement,
- 8.1.2.3.6. technologies de l'information et des communications,
- 8.1.2.3.7. aérospatiale et défense.

8.1.2.4. Seuls les FCR inscrits et gérés au Canada qui soutiennent les secteurs d'activité ci-dessus seront acceptés. L'entrepreneur devra fournir la preuve qu'un pourcentage élevé des investissements effectués par le fonds retenu est engagé dans les entreprises œuvrant dans les secteurs indiqués ci-dessus.

8.1.3. Multiplicateur aux fins du crédit de RIR

8.1.3.1. Le multiplicateur aux fins du crédit de RIR est de 5 pour 1 (5:1). Le crédit de RIR pour la contribution initiale sera accordé au moment du dépôt des fonds dans le FCR par l'entrepreneur. Le crédit de RIR pour les multiplicateurs restants sera offert lorsque le gestionnaire du FCR ou affecte les fonds à une petite entreprise canadienne et que les fonds y demeurent engagés pendant au moins trois (3) ans, à partir de la date de placement des fonds. Le crédit de RIR multiplié maximum pour le projet se chiffre à 5 p. 100 de la valeur des engagements de RIR.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

8.1.4. Limite des investissements et des fonds de capital de risque de tiers dans des petites entreprises

8.1.4.1. Lorsqu'une petite entreprise atteint le stade du premier appel public à l'épargne, l'autorité des RIR n'accordera aucun autre crédit de RIR pour d'autres investissements effectués dans cette entreprise par un FCR.

8.1.5. Garanties d'exécution

8.1.5.1. La valeur multipliée des contributions proposées au FCR figure sur les feuilles de transaction de RIR liées à un FCR admissible. Cette valeur multipliée fait partie de l'engagement total de l'entrepreneur au titre des RIR, et, à ce titre, est visée par les garanties d'exécution stipulées dans le présent contrat.

8.1.5.2. Si l'entrepreneur n'exécute pas la transaction de RIR approuvée à laquelle participe un FCR, la valeur totale « multipliée » de son engagement de RIR doit être complétée par d'autres activités de RIR qui répondent aux critères d'admissibilité des RIR. Le multiplicateur ne s'applique pas aux transactions de remplacement.

9. Investissements au moyen d'un consortium

9.1. Cette clause explique la méthode de calcul des crédits pour les investissements où l'entrepreneur ou une partie admissible investit dans la recherche et le développement par l'entremise d'un consortium. Un consortium doit consister en une association des entités suivantes : l'entrepreneur ou sa partie admissible, au moins une (1) entreprise canadienne et au moins un (1) établissement canadien d'enseignement postsecondaire ou établissement de recherche du secteur public. Les investissements permis prendront la forme de dons en espèces ou de contributions en nature.

9.1.1. Calendrier

9.1.1.1. Le crédit de RIR peut être demandé lorsque :

9.1.1.1.1. l'entrepreneur verse une contribution financière à un consortium admissible;

9.1.1.1.2. les partenaires du consortium contribuent au consortium.

9.1.1.2. Les crédits de RIR liés au consortium demandés par l'entrepreneur sont assujettis à un processus de rapport, de vérification et d'approbation annuel par l'autorité en matière de RIR avant que les crédits de RIR soient approuvés.

9.1.2. Portée

9.1.2.1. Le consortium est considéré comme étant une association entre l'(les)entrepreneur(s), une(des) entreprise(s) canadienne(s) et un(des) établissement(s) de recherche canadien(s). L'association doit comprendre au moins les entités suivantes :

9.1.2.1.1. l'entrepreneur ou sa partie admissible;

9.1.2.1.2. au moins une (1) société canadienne, ouverte ou fermée;

9.1.2.1.3. au moins un (1) établissement d'enseignement postsecondaire ou établissement de recherche publique.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 9.1.2.2. La participation d'entreprise(s) étrangère(s) dans le consortium est permise. Les investissements combinés totaux de sources étrangères ne peuvent dépasser cinquante (50) pour cent de la valeur du consortium.
- 9.1.2.3. L'entrepreneur ne peut pas déclarer que ses partenaires du consortium sont ses parties admissibles au présent contrat. Dans les cas où une partie admissible au présent contrat participe à un consortium, il faut présenter une feuille de transaction de RIR distincte, décrivant la participation de la partie admissible au consortium, pour pouvoir demander des crédits au titre des contributions de la partie admissible. En aucun cas l'entrepreneur et la partie admissible ne peuvent demander des crédits pour les mêmes contributions.
- 9.1.2.4. En plus de démontrer la causalité, l'entrepreneur a la responsabilité de démontrer en quoi sa participation au consortium a permis d'obtenir des investissements des autres parties.
- 9.1.2.5. L'entrepreneur peut choisir d'investir dans un consortium existant et sera crédité pour son investissement dans le consortium. Pour demander des crédits au regard des fonds investis par d'autres entreprises, l'entrepreneur doit démontrer que les fonds supplémentaires investis dans le consortium sont le résultat de sa participation. L'entrepreneur ne recevra pas de crédit pour les fonds déjà détenus par le consortium avant sa participation.
- 9.1.2.6. L'entrepreneur ne pourra pas demander de crédits de RIR pour les fonds recueillis par d'autres parties et appliqués à d'autres obligations de RIR. Dans le cas où plusieurs entrepreneurs qui ont des obligations de RIR participent à un consortium, chacun de ces entrepreneurs pourra recevoir des crédits de RIR au regard de leur propre contribution et de celles des partenaires qu'ils ont convaincus de participer au consortium.
- 9.1.2.7. Les contributions au consortium peuvent prendre la forme de dons en nature. Ces dons ne seront pas admissibles à un multiplicateur. Lorsqu'il s'agit d'équipement, d'outils ou d'autres biens finaux, les crédits seront accordés après une évaluation par un tiers au contrat, et cette évaluation sera payée par l'entrepreneur. Les dons qui ne peuvent être évalués par un tiers peuvent être crédités pour les coûts raisonnables engagés. Le coût de ces évaluations ne sera pas admissible au crédit de RIR.
- 9.1.2.8. Les ventes futures qui peuvent découler de la participation du consortium ne seront pas considérées aux fins de crédit de RIR. Advenant que l'entrepreneur acquiert des biens et des services auprès du consortium, l'acquisition sera considérée comme une transaction de RIR distincte. Aucun multiplicateur ne pourra être appliqué à ces ventes futures.
- 9.1.3. Multiplicateur aux fins du crédit de RIR
- 9.1.3.1. Le multiplicateur aux fins du crédit de RIR sera crédité comme suit. La valeur initiale sera la somme des éléments suivants :
- 9.1.3.1.1. la valeur des contributions en espèces versées par l'entrepreneur au consortium,
- 9.1.3.1.2. la valeur des contributions en espèces des autres participants admissibles, obtenues grâce à la participation de l'entrepreneur au consortium, jusqu'à concurrence d'une valeur égale à celle de la contribution de l'entrepreneur ;
- 9.1.3.2. Toutefois, les éléments suivants ne sont pas admissibles à un crédit de RIR

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 9.1.3.2.1. les contributions des établissements d'enseignement postsecondaire et des établissements de recherche publics ne pourront être comptabilisées au regard des obligations de l'entrepreneur;
- 9.1.3.2.2. les contributions directes au consortium de tous les ordres de gouvernement.
- 9.1.3.3. Une fois la valeur initiale établie, l'entrepreneur pourra appliquer un multiplicateur à coefficient cinq (5) à la valeur initiale.
- 9.1.3.4. Lorsqu'il soumet une transaction de RIR pour le consortium, l'entrepreneur doit indiquer de quelle manière il propose de calculer la répartition entre les régions. L'entrepreneur peut répartir les engagements régionaux en fonction de l'origine du financement du consortium, en proportion du financement canadien total. Il peut aussi répartir les engagements régionaux en fonction du lieu où les travaux du consortium sont réalisés. Quel que soit le cas, une fois que l'entrepreneur aura choisi un mode de calcul de la répartition régionale, il devra le conserver.
- 9.1.4. Garanties d'exécution
 - 9.1.4.1. La valeur multipliée des contributions proposées du consortium figure sur les feuilles de transaction de RIR liées au consortium admissible. Cette valeur multipliée fait partie de l'engagement total de l'entrepreneur au titre des RIR, et, à ce titre, est visée par les garanties d'exécution stipulées dans le présent contrat.
 - 9.1.4.2. Si l'entrepreneur ne parvient pas à réaliser une transaction de RIR approuvée à laquelle participe un consortium, la valeur « multipliée » totale de son engagement de RIR doit être constituée d'autres activités de RIR qui répondent aux critères d'admissibilité des RIR. Les transactions de remplacement ne seront pas automatiquement assujetties à un multiplicateur.

10. Transactions indirectes

- 10.1. Des RIR indirectes sous la forme d'un achat de biens et de services, qui ne seront pas expressément utilisés dans le cadre des travaux, doivent comporter un niveau de technologie équivalant à celui du projet et donner lieu à des applications dans les secteurs canadiens de technologie de pointe. Le crédit pour ces achats équivalra à leur VCC selon les conditions suivantes
 - 10.1.1. si la VCC est inférieure à 30 p. 100 du contenu total pour une activité donnée, alors cette activité ne sera pas considérée comme une transaction de RIR;
 - 10.1.2. si la VCC égale ou supérieure à 30 p. 100, alors cette activité sera considérée comme une transaction de RIR.

11. Transactions de RIR directes

- 11.1. Les transactions de RIR directes sont celles qui ont trait à la fourniture des biens et services nécessaires à la réalisation du projet d'équipement intégré du soldat ou qui portent sur la fourniture de biens et/ou services pour les plateformes approuvées de la chaîne de valeur mondiale (CVM).
- 11.2. Des ressources canadiennes devraient être utilisées dans la plus grande mesure possible, pour élaborer, produire, intégrer et mener à bien le projet d'équipement intégré du soldat. Les domaines admissibles sont le matériel informatique et les logiciels, la gestion de projet, la

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

conception de systèmes, l'ingénierie et l'intégration, la programmation et la validation indépendante, la vérification, l'ingénierie d'installation et l'installation sur le site, ainsi que le transport.

11.3. Une plateforme de CVM admissible doit être semblable à la plateforme proposée dans le cadre du projet d'équipement intégré du soldat, avoir un potentiel de marché (mesuré selon la taille et la longévité du marché) égal ou supérieur à la plateforme proposée pour le projet d'équipement intégré du soldat, et offrir d'importantes possibilités d'avancement technologique, de croissance en matière d'intégration de système, de participation des petites et moyennes entreprises (PME), en plus de possibilités d'acquisition/soutien de grande envergure et durables.

11.4. Les activités liées aux plateformes de CVM comprennent notamment les activités de précommercialisation (p. ex., la création de technologie en collaboration et les projets de démonstration), les activités de production (p. ex., définition, conception et fabrication) et les activités de soutien en service.

11.5. Une liste des plateformes de CVM approuvées figure dans l'article 33.1. L'autorité des RIR se réserve le droit de valider l'admissibilité des plateformes de CVM trouvées à l'article 33.1, pendant l'année qui suit l'attribution du contrat. L'autorité des RIR doit soumettre à l'entrepreneur pendant l'année qui suit l'attribution du contrat un avis écrit des plateformes de CVM que l'autorité des RIR souhaite valider. Lorsque la demande est présentée, l'entrepreneur a 60 jours civils pour présenter un dossier en appui à leurs revendications d'admissibilité de leurs CVM. Si on déterminait qu'une plateforme CVM ne répond pas aux critères pour les CVM (présentés à l'article 11.3), toutes les transactions RIR comprenant cette plateforme ne pourraient pas être utilisées afin de répondre à l'exigence directe minimale présentée à l'article 2.1.2.

12. Plans stratégiques

12.1. Les obligés importants à l'égard du Canada sont tenus de soumettre chaque année un Plan stratégique à l'autorité des RIR. Si l'entrepreneur est un obligé important, tel que défini à l'article 1.1.25, alors :

12.1.1 L'entrepreneur et l'autorité des RIR se rencontreront une fois par année pour mettre à jour, examiner et discuter du Plan stratégique de l'entreprise.

12.1.2 Les représentants aux niveaux supérieurs de l'entreprise et aux niveaux supérieurs d'Industrie Canada seront disponibles pour des réunions annuelles.

12.2. Le Plan stratégique de l'entreprise devrait comprendre :

12.2.1. une description des plans globaux de l'entrepreneur au Canada à moyen terme (3-5 ans) et à long terme (5+ ans);

12.2.2. la façon dont ces plans d'affaires peuvent se traduire en activités de RIR;

12.2.3. un aperçu des obligations de RIR actuelles et prévues de l'entrepreneur à l'égard du Canada;

12.2.4. les partenariats de RIR établis avec les fournisseurs de niveau un ou d'autres parties admissibles.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 12.3. Les entrepreneurs qui ont des obligations de RIR multiples totalisant moins de un milliard de dollars peuvent aussi soumettre un Plan stratégique à l'autorité des RIR. Toutefois, ni l'autorité des RIR ni l'entrepreneur ne seront tenus de se rencontrer une fois par année pour discuter du Plan stratégique.
- 12.4. Les entrepreneurs qui soumettent un Plan stratégique peuvent être autorisés à « regrouper » des activités de RIR commerciales stratégiques à valeur élevée.
- 12.5. Les transactions de RIR regroupées doivent répondre aux critères suivants :
- 12.5.1. respecter les critères d'admissibilité aux RIR décrits dans l'article 5, Critères d'admissibilité des transactions de RIR;
- 12.5.2. avoir une valeur de plus de 100 millions de dollars mesurée en VCC;
- 12.5.3. donner lieu à une incidence à long terme sur le bénéficiaire canadien, y compris le soutien de la R-D, le premier achat de technologies canadiennes innovatrices, le leadership sur le marché, un mandat de produit mondial, des activités de chaîne de valeur mondiale ou le progrès technologique.

13. CADRE D'INVESTISSEMENT (CI)

- 13.1. Les transactions de RIR peuvent concerner la R et D ou les investissements en matière de commercialisation effectués directement dans une PME canadienne. Les méthodes pour évaluer, coter et créditer ces investissements sont décrites en détail dans la présente disposition.
- 13.2. Les activités du CI proposées seront examinées, approuvées et octroyées par le responsable de RIR en employant le processus d'étape suivant :
- Étape 1 – Admissibilité de la fiche des modalités
Étape 2 – Évaluation de l'investissement
Étape 3 – Calcul des crédits de RIR et approbation de la feuille de transaction
Étape 4 – Suivi et octroi des crédits de RIR
- 13.2.1. Étape 1 – Admissibilité de la feuille de transaction – Les activités du CI proposées doivent satisfaire à chacun des six critères d'admissibilité suivants :
- 13.2.1.1. L'investissement doit être lié à la recherche et au développement (R et D) et/ou à des activités de commercialisation, tel qu'il est établi dans le présent contrat;
- 13.2.1.2. L'investissement doit être effectué dans une PME canadienne, tel qu'il est établi dans le présent contrat;
- 13.2.1.3. L'investissement doit satisfaire aux critères d'admissibilité liés aux RIR, tel qu'il est établi au présent contrat;
- 13.2.1.4. L'investissement doit être un investissement du CI admissible, tel qu'il est établi au présent contrat;
- 13.2.1.5. L'activité du CI doit durer au moins cinq (5) années consécutives, période qui commence à la date à laquelle est effectué l'investissement;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

13.2.1.6. Un plan d'affaires du CI complet, tel qu'il est établi au présent contrat, doit être soumis au responsable des RIR.

13.2.2. Étape 2 – Évaluation de l'investissement - Les activités du CI seront évaluées selon la méthode suivante :

13.2.2.1. Les investissements en espèces seront acceptés tels quels.

13.2.2.2. Les investissements en nature seront évalués par un tiers possédant une désignation d'expert en évaluation d'entreprises (ou une désignation similaire) qui observe les règlements, le code d'éthique et les normes de pratique de l'organisation qui régit cette profession. Les rapports d'évaluation seront détaillés et exhaustifs et seront conformes aux types de rapport et de méthodes d'évaluation normatifs généralement reconnus et tireront une conclusion relative à l'évaluation conciliant les trois approches. L'entrepreneur ou sa partie admissible assumeront tous les coûts d'obtention du rapport d'évaluation. Le rapport d'évaluation est valide pour 12 mois.

13.2.3. Étape 3 - Détermination des crédits liés aux RIR - Les multiplicateurs suivants seront appliqués à la valeur de l'investissement du CI admissible :

13.2.3.1. Trésorerie pour les activités de R et D; ou licence de PI – neuf (9)

13.2.3.2. Trésorerie pour achat, transfert en nature, d'équipement – sept (7)

13.2.3.3. Transfert en nature de connaissances et/ou soutien du marketing ou des ventes – quatre (4)

13.2.4. Étape 4, Surveillance et octroi des crédits liés aux RIR –

13.2.4.1. Les crédits multipliés liés aux RIR issus de l'activité du CI seront octroyés selon le calendrier suivant :

- 50 pour 100 sur-le-champ, une fois que l'activité d'investissement faite selon le plan d'affaires sera indiquée au responsables des RIR et qu'il l'aura vérifiée;
- 50 pour 100 au cours des années restantes du projet du CI, au fur et à mesure qu'il sera satisfait aux exigences annuelles de reddition de comptes du CI

13.2.4.2. L'entrepreneur sera considéré comme ayant respecté les exigences annuelles de reddition de comptes, lorsqu'il :

- aura rendu compte de ses activités du CI selon les exigences annuelles de reddition de comptes liées aux RIR définies à l'article 3 – Rapport de RIR.
- aura inclus dans son rapport annuel sur les RIR chaque année un rapport d'activité du CI déterminé et complet, en se servant du modèle fourni à l'annexe B du présent contrat- Rapport annuel sur les activités liées au Cadre d'investissement.

13.3. Le total des crédits de RIR liés aux activités du CI ne peut pas être supérieur à cinq (5) pour cent de l'obligation totale liée aux RIR précisée au contrat, à l'article 2.1.1.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 13.4. L'investissement doit être effectué dans les 12 mois suivant l'une ou l'autre des dates suivantes : l'approbation de la transaction finale par le responsable des RIR (espèces); ou le rapport d'évaluation du tiers (en nature).
- 13.5. L'investissement doit demeurer dans la PME pendant au moins cinq (5) années consécutives et servir aux fins précisées dans le plan d'affaires.
- 13.6. Les crédits de RIR peuvent être refusés ou révoqués par le responsable des RIR dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
- 13.6.1. la non-prestation d'un rapport annuel sur les activités liées au CI détaillé à chaque année du projet du CI;
- 13.6.2. le retrait, complet ou partiel, d'un investissement du CI de la PME avant la fin de la période de cinq années consécutives;
- 13.6.3. l'utilisation de l'investissement du CI à d'autres fins que celles définies dans le plan d'affaires du CI.
- 13.7. Un Guide des déposants, disponible sur le site web des RIR (www.ic.gc.ca/irb), fournit des renseignements supplémentaires sur les processus, délais et livrables du CI. Ce guide contient également des modèles à utiliser par l'entrepreneur ou sa partie admissible durant le processus de soumission du CI.

14. Commandes valides

- 14.1. La mesure dans laquelle chaque transaction de RIR sera admissible dépendra uniquement des commandes ou des contrats valides exécutés avant la fin de la période de réalisation des RIR.

15. Échange et réduction mutuelle

- 15.1. L'échange de crédits de RIR n'est pas permis.
- 15.2. La réduction mutuelle n'est pas permise.

16. Mise en banque

- 16.1. Au total, 50 p. 100 de la valeur de l'engagement de RIR peut être utilisée avec les transactions de RIR mises en banque dans la Banque des RIR.

17. Remplacement des importations

- 17.1. Le remplacement d'importation attribuable à un transfert de travaux au Canada peut être comptabilisé aux fins des RIR.

18. Multiplicateurs

- 18.1. Les multiplicateurs peuvent s'appliquer uniquement : aux transactions de RIR qui comprennent une contribution en espèces à des universités canadiennes en vue de la recherche universitaire ou de la création d'une chaire universitaire, aux investissements dans le développement de compétences en technologie de pointe par l'entremise d'établissements d'enseignement postsecondaire publics, à la recherche collaborative avec des instituts de recherche publics (p.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

ex. le Conseil national de recherches ou d'autres instituts de recherche fédéraux ou provinciaux), aux contributions à des fonds de capital-risque axés sur le développement des petites entreprises et aux contributions en espèces à la recherche et au développement par l'entremise d'un consortium. Les multiplicateurs ne dépasseront pas cinq (5 :1).

19. Mandat de produit mondial

- 19.1. Lorsqu'un produit conçu, développé et fabriqué par une entreprise canadienne fait l'objet d'un mandat de produit mondial et qu'il est reconnu comme tel dans la transaction de RIR indirecte, qu'il existe une relation à long terme entre l'entrepreneur ou une partie admissible et une entreprise canadienne, grâce à laquelle l'entreprise canadienne a été autorisée légalement à mener les activités susmentionnées, et que la VCC du produit se révèle égale ou supérieure à 70 p. 100, la valeur totale du contrat de la transaction sera réputée être la VCC.

20. Petites et moyennes entreprises

- 20.1. Au profit des petites et moyennes entreprises et pour réduire leur fardeau administratif, si au moins soixante-dix (70) pour cent de la valeur d'une transaction de RIR inférieure à 100 000 dollars est la VCC, ce contrat sera réputé avoir 100 p. 100 de VCC à des fins de rapport et de vérification seulement.

21. Liste améliorée des technologies prioritaires

- 21.1 La version 1.0 de la LATP est jointe en tant qu'appendice BA4 et s'applique à ce contrat. L'autorité des RIR évaluera les transactions de la LATP pour déterminer si elles sont : pertinentes en ce qui concerne la version 1.0 de la liste LATP et si elles sont d'une nature unique ou évolutive relativement à l'offre globale existante de produits. Toutes les transactions de la LATP doivent répondre aux critères d'admissibilité des RIR présentés à l'article 5.
- 21.2 L'autorité des RIR peut publier des versions mises à jour de la LATP. Une telle version publiée subséquentement serait considérée comme remplaçant la version 1.0 dans ce contrat. Le remplacement de la LATP nécessiterait une entente entre l'autorité des RIR et l'entrepreneur, dans le cadre d'une proposition de changement de contrat soumise à l'autorité contractante.
- 21.3 Si la version 1.0 de la LATP était remplacée avec une version subséquente, toute transaction des RIR qui aurait déjà été acceptée par l'autorité des RIR comme étant admissible en vertu de la version 1.0 ne serait pas touchée par l'adoption d'une nouvelle version.
- 21.4 L'entrepreneur peut choisir de soumettre une transaction liée à la LATP mise en banque pour ce projet EIS. (Veuillez consulter l'article 15 – Mise en banque). Pour ce qui est d'une transaction LATP mise en banque, la version de la LATP qui est en vigueur au moment de l'acceptation de la transaction dans la banque de RIR peut être différente que la version applicable au projet EIS. Dans ce cas, la transaction LATP mise en banque peut néanmoins être comptée pour les exigences en matière de LATP pour ce projet projet d'équipement intégré du soldat.
- 21.5 L'autorité des RIR se réserve le droit de demander la validation de l'admissibilité des transactions LATP trouvées à l'appendice BA1 pendant l'année qui suit la date d'entrée en vigueur du contrat. L'autorité des RIR devrait soumettre à l'entrepreneur pendant l'année suivant l'entrée en vigueur du contrat un avis écrit des transactions de la LATP que l'autorité des RIR souhaite valider. Lorsqu'une demande est présentée, l'entrepreneur aurait 60 jours civils pour présenter un dossier en appui à leur déclaration d'admissibilité des transactions LATP. Si on déterminait qu'une transaction de la LATP ne répondait pas aux critères pour la LATP (présentés à l'article 21.1),

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

elle ne pourrait pas être utilisée pour répondre aux exigences minimales pour la LATP présentées à l'article 2.1.6.

- 21.6 L'autorité des RIR est le point de liaison unique entre l'industrie et le gouvernement en ce qui concerne la LATP. Toutes les questions au sujet de la LATP doivent être dirigées à l'autorité des RIR.

22. Annonces

- 22.1. Industrie Canada se réserve le droit d'annoncer publiquement les protocoles d'entente conclus ou signés relativement à des transactions de RIR. Les annonces comprendront le nom des entreprises, la description générale des travaux proposés et l'estimation de la VCC.

23. Modification d'une transaction de RIR

- 23.1. L'entrepreneur ne doit pas modifier les engagements de RIR indiqués à l'appendice BA1 A à moins que :
- 23.1.1. l'entrepreneur n'ait présenté une proposition de modification à l'autorité des RIR par l'entremise de l'autorité contractante;
- 23.1.2. l'autorité des RIR n'ait donné, par l'entremise de l'autorité contractante, son approbation écrite à l'entrepreneur et qu'elle ait demandé à l'autorité contractante de modifier le contrat en conséquence.
- 23.2. L'entrepreneur peut proposer la modification ou le remplacement de l'une ou l'autre des transactions de RIR indiquées à l'appendice BA1, et l'autorité des RIR peut accepter ces propositions si, à son avis :
- 23.2.1. les circonstances à l'origine de la modification sont exceptionnelles et pourraient causer des difficultés indues à l'entrepreneur si aucune modification n'est apportée;
- 23.2.2. les obligations relatives à l'énoncé des travaux dans le cadre du présent contrat sont maintenues, c.-à-d. que tous les engagements à l'égard des régions et des petites et moyennes entreprises sont maintenus;
- 23.2.3. les modifications ou les remplacements proposés répondent aux critères d'admissibilité des RIR énoncés dans le présent contrat;
- 23.2.4. la valeur de la transaction de RIR proposée en remplacement n'est pas inférieure à celle de la transaction de RIR à remplacer pour ce qui est de la VCC et du niveau de savoir-faire technologique associé aux travaux à exécuter;
- 23.2.5. l'industrie canadienne bénéficiera de retombées directes maximales, de grande qualité et à faible risque, par suite de la réalisation des travaux;
- 23.2.6. l'industrie canadienne bénéficiera de retombées indirectes, de grande qualité et à faible risque, du même niveau technologique que les retombées directes.

24. Modifications des prix indiqués au contrat

- 24.1. En cas de diminution ou d'augmentation de la valeur du contrat, les engagements en matière de RIR de l'entrepreneur doivent être soit diminués, soit augmentés en conséquence.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

25. Vérification et accès aux documents

- 25.1. L'entrepreneur doit mettre en œuvre les pratiques et les procédures liées aux RIR, comme elles sont décrites dans le Plan de gestion des RIR. Toutes les modifications apportées au Plan de gestion des RIR nécessitent l'approbation de l'autorité des RIR.
- 25.2. L'entrepreneur doit conserver les documents appropriés et toute la documentation relative à la détermination de la VCC des travaux réalisés dans le cadre du présent contrat, y compris les factures et les preuves de paiement. L'entrepreneur ne doit pas, sans l'approbation écrite de l'autorité des RIR, disposer de ces documents ou de cette documentation dans les deux (2) ans qui suivent le paiement final versé dans le cadre du présent contrat ou le règlement des demandes ou des différends en suspens, selon la dernière éventualité. En tout temps durant la période de conservation indiquée ci-dessus, ces documents et cette documentation doivent être accessibles aux fins de vérification, d'inspection et d'examen par l'autorité des RIR ou son délégué, qui pourront faire des copies de ces documents et en tirer des extraits.
- 25.3. De plus, l'autorité des RIR peut demander de temps à autre à l'entrepreneur de lui transmettre par courriel ou courrier des copies de tous ces renseignements, à titre d'échantillon aléatoire des transactions de RIR.
- 25.4. Si l'autorité des RIR détermine que l'information contenue dans le rapport annuel et attestée par le certificat de conformité doit être vérifiée, l'entrepreneur doit permettre à l'autorité des RIR d'avoir accès, à tout moment raisonnable après un avis de 60 jours civils, à ses comptes et aux documents visés. L'entrepreneur doit également, en prévoyant les mêmes engagements dans les contrats de sous-traitance des parties admissibles, prendre les mêmes dispositions en ce qui concerne les sous-traitants et les fournisseurs chargés de l'exécution des travaux.
- 25.5. Lorsque, par suite de la vérification effectuée conformément à cette clause, l'autorité des RIR détermine que les documents sont insuffisants pour permettre la vérification des réalisations de l'entrepreneur dans le cadre de tout engagement de RIR, l'entrepreneur doit fournir les renseignements supplémentaires demandés par l'autorité des RIR.
- 25.6. Lorsqu'il est impossible de vérifier si une transaction de RIR a permis d'obtenir les RIR déclarées, la partie des RIR qui ne peut pas être vérifiée sera considérée comme non réalisée, et l'autorité des RIR en informera l'entrepreneur par l'entremise de l'autorité contractante.
- 25.7. Si l'entrepreneur est en désaccord avec la décision rendue conformément au paragraphe précédent, il pourra faire appel de cette décision. Pour ce faire, dans les vingt (20) jours suivant la réception de la décision, il transmettra un avis à l'autorité contractante dans lequel il décrira en détail le problème, tous les éléments pertinents et les raisons de son désaccord avec la décision rendue. Après l'examen des éléments entourant le désaccord, l'autorité des RIR rendra une décision finale en précisant le montant de la partie des RIR réalisées.
- 25.8. Si l'autorité des RIR détermine qu'il existe une insuffisance importante par rapport à l'engagement total de l'entrepreneur relativement aux RIR et qu'elle considère que l'entrepreneur ne respectera pas cet engagement, elle peut, par l'intermédiaire de l'autorité contractante, aviser l'entrepreneur et lui demander de présenter une proposition sur la manière dont il entend corriger ces lacunes. L'entrepreneur présentera sa proposition dans les soixante (60) jours civils suivant la réception de cet avis. Si l'autorité des RIR juge la proposition inacceptable, elle peut demander à l'autorité contractante de résilier le contrat.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 25.9. Les engagements, les demandes et les réalisations globaux de l'entrepreneur en matière de RIR sont des renseignements auxquels le Parlement a accès et sont considérés par le gouvernement canadien comme une information pouvant être rendue publique. Cependant, les renseignements précis d'entreprise et de transactions de l'entrepreneur sont considérés comme des secrets des affaires, et leur réception, entreposage et protection sont régis par les lois et les processus fédéraux applicables. On encourage les entrepreneurs à marquer clairement leurs documents pour indiquer que chaque page leur appartient et contient des renseignements confidentiels couverts par le secret des affaires

26. Dépassement des engagements en matière de RIR

- 26.1. Pour tout engagement donné, l'entrepreneur peut réaliser une VCC supérieure à la valeur indiquée dans les transactions de RIR sans qu'il ait à obtenir une approbation préalable. Dans un tel cas, le montant du dépassement peut être affecté à une insuffisance ou à une partie non répartie des transactions de RIR, sous réserve de l'approbation préalable par écrit de l'autorité des RIR et pour autant que les engagements régionaux et ceux envers les petites et moyennes entreprises aient été réalisés. Un dépassement des engagements dans une région ne pourra pas être utilisé pour compenser une insuffisance dans une autre région.

27. Défaut de réaliser les engagements en matière de RIR

27.1. Dommages-intérêts liquidés

- 27.1.1. S'il n'a pas réalisé tous les engagements prévus aux clauses 2.1.1 à 2.1.8 (Énoncé des travaux de RIR) à la fin de la période de réalisation des RIR, l'entrepreneur doit immédiatement verser au Canada des dommages-intérêts liquidés équivalant à 10 p. 100 de la valeur de l'insuffisance.
- 27.1.2. Dans le cas où des dommages-intérêts liquidés concernent plusieurs engagements en matière de RIR, l'entrepreneur sera responsable uniquement à l'égard de l'engagement qui entraîne les dommages-intérêts liquidés les plus élevés.
- 27.1.3. L'ensemble des engagements en matière de RIR comprend les engagements non répartis.

27.2. Retenue/arrêt des paiements :

- 27.2.1. Si à la fin de la période 2 de rapport des RIR, il est confirmé par la présentation et l'évaluation des transactions que l'entrepreneur n'est pas parvenu à déterminer 60 p. 100 de la valeur des engagements de RIR en transactions de RIR admissibles à la fin de la période de rapport 1, comme il est indiqué dans l'article 2.1.9, la retenue appliquée à tous les paiements subséquents, qui deviendra payable après un avis par écrit de l'autorité chargée du contrat, sera de 15 p. 100. La retenue sera uniquement versée une fois que l'entrepreneur aura déterminé 60 p. 100 de la valeur des engagements de RIR en transactions de RIR admissibles, à la satisfaction du Canada.
- 27.2.2. En ce qui concerne la retenue énoncée dans la sous-section 27.2.1, une période de grâce de trente (30) jours civils, commençant le jour où l'avis de défaut a été envoyé par l'autorité en matière de RIR, s'écoule avant que la retenue ne prenne effet. Pendant cette période, l'entrepreneur peut prendre des mesures correctives. Un an après l'expiration du contrat, si aucune mesure corrective n'a été entreprise par l'Entrepreneur, la retenue appliquée aux paiements est perdue par forfait.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 27.2.3. Si, à la fin de la période 4 de rapport des RIR, il est confirmé par la présentation et l'évaluation des transactions que l'entrepreneur n'est pas parvenu à déterminer 100 p. 100 de la valeur des engagements de RIR en transactions de RIR admissibles à la fin de la période de rapport 3, comme il est inscrit à l'article 2.1.10, le Canada interrompra les paiements prévus au contrat jusqu'à ce que la situation ait été corrigée.
- 27.2.4. En ce qui a trait à la suspension des paiements énoncée au paragraphe 27.2.3, une période de grâce de trente (30) jours civils, commençant le jour où l'avis de défaut a été envoyé par l'autorité en matière de RIR, s'écoule avant que la suspension des paiements ne prenne effet. Pendant cette période, l'entrepreneur peut prendre des mesures correctives.
- 27.3. Lorsque le contrat est résilié pour Manquement de la part de l'entrepreneur, l'entrepreneur versera immédiatement au Canada un montant équivalant aux dommages-intérêts liquidés payables conformément à la clause 27.1.1, en fonction du manquement à l'égard des engagements qui, selon l'annexe BA1 (Plans, transactions et tableaux), devaient être réalisés avant la date de résiliation. Une fois le paiement versé, l'entrepreneur n'aura aucune autre responsabilité à assumer à l'égard des exigences du présent contrat en matière de RIR.
- 27.4. Lorsque le contrat est résilié pour des raisons de commodité conformément à la Résiliation pour raisons de commodité, l'entrepreneur n'aura aucune autre obligation. Dans le cas d'une résiliation partielle du contrat, l'entrepreneur sera libéré des parties résiliées de ses engagements et ne sera plus assujéti aux dispositions de l'article 2 (Énoncé des travaux – Engagements et responsabilités en matière de RIR) concernant les parties résiliées.
- 27.5. Si, durant le déroulement du contrat, une modification des travaux apportée par la Couronne fait en sorte que l'entrepreneur n'est plus en mesure de s'approvisionner auprès d'une entreprise canadienne et que, en conséquence, les engagements indiqués dans l'Énoncé des travaux de RIR ne peuvent plus être respectés, l'entrepreneur doit immédiatement en aviser l'autorité des RIR par l'intermédiaire de l'autorité contractante. L'entrepreneur doit décrire en détail le problème, fournir toutes les données à l'appui, y compris un exposé complet des tentatives pour acheter de sources canadiennes et les réponses des fournisseurs canadiens, ainsi qu'une analyse des facteurs techniques, commerciaux ou autres qui expliquent son incapacité à s'approvisionner au Canada.
- 27.6. Avant d'avoir droit au dernier paiement d'étape versé par le Canada après l'achèvement des travaux, l'entrepreneur doit fournir au Canada une garantie sous forme de lettre de crédit, couvrant la somme qui pourrait être exigible à titre de dommages-intérêts liquidés, conformément à la clause des dommages liquidés, si l'entrepreneur n'obtient pas d'autres crédits de RIR après la date du dernier paiement d'étape. Cette lettre de crédit doit être :
- 27.6.1. émise par une institution financière membre de l'Association canadienne des paiements;
 - 27.6.2. jugée satisfaisante par le ministre en ce qui a trait à la forme et au fond;
 - 27.6.3. établie aux seuls frais de l'entrepreneur;
 - 27.6.4. annulée selon ce qui est établi ci-dessous;
 - 27.6.5. inconditionnelle et irrévocable;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- 27.6.6. assujettie aux Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), définies dans la publication no 600, juillet 2007.
- 27.7. La lettre de crédit doit demeurer en vigueur jusqu'à la première des éventualités suivantes
- 27.7.1. la réalisation des engagements;
- 27.7.2. six mois après la présentation du rapport final sur les RIR, moment où la lettre de crédit sera annulée en entier et retournée par le Canada à l'entrepreneur.
- 27.8. L'obligation de paiement de la part de l'institution financière en conformité avec la lettre de crédit sera exécutée à la suite d'un avis signé soit par le ministre ou le sous-ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. L'avis, transmis à la banque émettrice, indique que l'entrepreneur est en défaut dans le cadre du contrat pour manquement à ses engagements durant la période de réalisation des RIR, que le Canada a fait une demande de paiement des dommages-intérêts liquidés conformément à la clause sur les dommages-intérêts liquidés et que l'entrepreneur n'a pas versé au Canada les dommages-intérêts liquidés conformément à cette même clause. Aucun autre événement n'exigera un paiement relativement à la lettre de crédit.
- 27.9. Conformément à cet article, l'autorité contractante aura le droit en tout temps de retenir, de rembourser, de déduire et de compenser les sommes dues par la Couronne à l'entrepreneur et les dommages exigibles dans le cadre du contrat qui égalent 10 p. 100 de la valeur du manquement.
- 27.10. Rien dans cet article ne sera interprété comme une limitation des droits et des recours dont dispose par ailleurs l'autorité contractante en ce qui a trait à toute dérogation au présent article de la part de l'entrepreneur, y compris le droit de résilier le contrat pour défaut.

28. Responsabilités des parties

- 28.1. Les parties au présent contrat conviennent de ce qui suit
- 28.1.1. Le Canada est responsable de l'économie du pays et, afin de développer son économie, il a mis en place des politiques et des programmes visant à promouvoir et à améliorer le développement des assises industrielles canadiennes, y compris l'industrie régionale et les petites entreprises ;
- 28.1.2. L'attribution du présent contrat à l'entrepreneur découle d'un processus concurrentiel dans le cadre duquel l'entrepreneur s'est engagé à respecter les engagements en matière de VCC exposés dans l'article 2, Énoncé des travaux – Engagements et responsabilités en matière de RIR.
- 28.1.3. Il incombe à l'entrepreneur de faire en sorte qu'il soit en mesure d'exécuter les transactions de RIR et qu'elles ne soient pas limitées par les lois, règlements, politiques ou normes applicables ;
- 28.1.4. Les dommages réels que subirait le Canada dans le cas où l'entrepreneur dérogerait aux dispositions du présent contrat sur les engagements en matière de VCC seraient pratiquement impossibles ou extrêmement complexes à calculer ou à évaluer sur le plan commercial; les parties conviennent donc que les dispositions touchant aux dommages-intérêts liquidés constituent la meilleure évaluation juste et raisonnable de tels dommages

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

réels et que les moyens prévus aux présentes pour exécuter et percevoir les dommages-intérêts liquidés sont également justes et raisonnables.

29. Règlement des différends - Résolution des écarts

- 29.1. Si, concernant une transaction de RIR proposée ou approuvée, l'autorité des RIR et l'entrepreneur ne parviennent pas à s'entendre après avoir négocié de bonne foi, la décision de l'autorité des RIR prévaudra.
- 29.2. Si l'entrepreneur est en désaccord avec la décision rendue par l'autorité des RIR, il peut, dans les vingt-huit (28) jours civils suivant la réception de la décision du Canada, présenter une demande à l'autorité contractante afin que l'autorité des RIR reconsidère la question. Dans cette demande, l'entrepreneur doit décrire de façon complète et détaillée le problème, tous les éléments pertinents et les motifs de son désaccord. Industrie Canada rendra, dans les vingt-huit (28) jours civils suivant la réception de la demande, une décision finale, en fournissant les motifs qui la justifient.

30. Organismes gouvernementaux

- 30.1. Il incombe à l'entrepreneur de se familiariser avec les ministères et les organismes gouvernementaux, dont les suivants qui sont responsables du développement industriel et régional : Industrie Canada, le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO), l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) et Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC-Q).

31. Respect de la *Loi sur le lobbying*

- 31.1. L'entrepreneur et ses parties admissibles déclarent et garantissent ce qui suit :
 - 31.1.1. qu'ils ont transmis en vertu de la *Loi sur le lobbying* toutes les déclarations nécessaires à l'égard des personnes employées par eux qui communiquent ou organisent des réunions avec des titulaires de charge publique dans le cadre de leurs fonctions, et qu'ils continueront de les transmettre;
 - 31.1.2. qu'ils n'ont pas passé de contrat avec personne pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique contre une rémunération qui est ou serait conditionnelle de quelque façon que ce soit au succès d'une telle personne à organiser des réunions avec des titulaires de charge publique, ou à l'approbation et à l'octroi d'un crédit de RIR en vertu du présent contrat;
 - 31.1.3. qu'ils ne passeront pas de contrat avec personne pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique contre une rémunération qui est ou serait conditionnelle au succès d'une telle personne à organiser des réunions avec des titulaires de charge publique, ou à l'approbation et à l'octroi d'un crédit de RIR en vertu du présent contrat;
 - 31.1.4. que toutes les personnes avec qui ils ont passé un contrat pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique à l'égard du présent contrat respectent intégralement les exigences en matière d'enregistrement et les autres exigences de la *Loi sur le lobbying*;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

31.1.5. qu'ils s'assureront en tout temps que toutes les personnes avec qui ils ont passé un contrat pour communiquer ou organiser des réunions avec des titulaires de charge publique à l'égard du présent contrat respectent intégralement les exigences de la *Loi sur le lobbying*.

31.1.6. Lorsqu'ils soumettent un rapport annuel sur les RIR, l'entrepreneur et ses parties admissibles doivent fournir à l'autorité des RIR un rapport à jour qu'elle juge satisfaisant et portant sur tous les engagements, garanties et déclarations ci-énoncés.

32. Liste des parties admissibles

32.1. Les parties admissibles dans le cadre du présent contrat comprennent les entreprises et leurs coordonnées indiquées ci-dessous :

(La liste sera jointe une fois que le contrat aura été octroyé.)

33. Liste des plateformes de la chaîne de valeur mondiale approuvées

33.1. Les plateformes approuvées pour la CVM sont énumérées ci-dessous :

(La liste sera jointe une fois que le contrat aura été octroyé.)

Appendice BA1

Plans relatifs aux RIR – à prélever dans la proposition de RIR de l'entrepreneur et à joindre au présent document

Transactions relatives aux RIR – à prélever dans la proposition de RIR de l'entrepreneur et à joindre au présent document

Tableaux relatifs aux RIR – voir les gabarits ci-dessous, à des fins de présentation de rapports sur les RIR

Tableau I – Total des transactions de RIR par période et par région

Région	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Période 5	Totaux par région
Atlantique						
Québec						
Ouest						
Nord de l'Ontario						
Ontario						
Non allouée						
Totaux par période						

Tableau II – Total des transactions de RIR directes par période et par région

Région	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Période 5	Totaux par région
Atlantique						
Québec						
Ouest						
Nord de l'Ontario						
Ontario						
Non allouée						
Totaux par période						

Tableau III – Total des transactions de RIR indirectes par période et par région

Région	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Période 5	Totaux par région
Atlantique						
Québec						
Ouest						
Nord de l'Ontario						
Ontario						
Non allouée						
Totaux par période						

Tableau IV – Liste et résumé des transactions de RIR – par période

Description de la transaction	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Période 5	Total
RIR directes						
001						
002						
003						
Sous-total RIR directes						
RIR indirectes						
001						
002						
003						
Sous-total						

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Description de la transaction	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Période 5	Total
RIR indirectes						
Total						

Tableau V – Liste et résumé des transactions de RIR – par région

Description de la transaction	Atlantique	Québec	Ontario	Nord de l'Ontario	Ouest	Total
RIR directes						
001						
002						
003						
Sous-total RIR directes						
RIR indirectes						
001						
002						
003						
Sous-total partiel RIR indirectes						
Total						

Tableau VI – Liste et résumé des transactions de RIR pour les petites et moyennes entreprises – par période

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

Description de la transaction	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Période 5	Total
RIR directes						
001						
002						
003						
Sous-total RIR directes						
RIR indirectes						
001						
002						
003						
Sous-total RIR indirectes						
Total						

Tableau VII – Liste et résumé des transactions de RIR pour les petites et moyennes entreprises – par région

Description de la transaction	Atlantique	Québec	Ontario	Nord de l'Ontario	Ouest	Total
RIR directes						
001						
002						
003						
Sous-total RIR directes						
RIR indirectes						
001						

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Description de la transaction	Atlantique	Québec	Ontario	Nord de l'Ontario	Ouest	Total
002						
003						
Sous-total RIR indirectes						
Total						

Appendice BA2

Certificat de conformité

Aux fins de déclaration des retombées industrielles et régionales (RIR)

ATTENDU QUE Sa Majesté la Reine, au droits du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (appelé ci-après le « ministre »), a conclu le _____ jour de _____ un contrat avec _____ aux fins du projet.

ET ATTENDU QUE ce contrat exige comme preuve de la réalisation de la valeur du contenu canadien des transactions et des engagements en matière de retombées industrielles et régionales (RIR) que l'entrepreneur présente à cet effet un certificat de conformité à l'autorité des RIR;

POUR CES MOTIFS, l'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit

- i) l'information contenue dans les documents ci-joints, qui concerne les rapports des périodes de transactions de RIR, est, à notre connaissance, complète, vraie et exacte;
- ii) l'information contenue dans les documents ci-joints est conforme à l'information figurant sur les certificats de conformité présentés à l'entrepreneur par les autres parties admissibles;
- iii) les valeurs du contenu canadien indiquées dans les documents ci-joints ont été déterminées conformément à l'article 4 (Valeur du contenu canadien) du volume 3 module B du contrat.

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ A ÉTÉ SIGNÉ CE _____ JOUR DE _____ PAR LE CONTRÔLEUR PRINCIPAL DÛMENT AUTORISÉ À CET EFFET.

Signature

NOM ET TITRE DU CONTRÔLEUR PRINCIPAL

A: _____

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

Appendice BA3

Feuille de transaction de RIR

Exemple de feuille détaillée de transaction de RIR

1. N° de la transaction de RIR :

2. Titre de la transaction de RIR (court titre décrivant la nature de la transaction) :

3a) Transaction de RIR indirecte, directe ou non allouée :

Type d'activité :

3b) Transaction de RIR mise en banque

Oui / Non

4. Valeur de la transaction

Valeur totale de la transaction :

Valeur en % du contenu canadien :

Valeur totale du contenu canadien :

5. Région de provenance

Région :

Ville, province :

6. Petite ou moyenne entreprise – le bénéficiaire est-il une petite ou moyenne entreprise?

Oui/Non :

7. Entreprise fournissant les RIR (mandant)

Entreprise :

Adresse :

Personne-ressource :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

8. Entreprise bénéficiant des RIR (bénéficiaire)

Entreprise :
 Adresse :
 Personne-ressource :
 Téléphone :
 Télécopieur :
 Courriel :

9. Secteur industriel, technologie et expertise du bénéficiaire des RIR

Secteur industriel :

Classe fédéral d'approvisionnement (CFA) – si connu :

Liste améliorée des technologies prioritaires (LATP) : Oui/Non

Si OUI :

Version de la LATP :

Secteur :

Catégorie :

Décrire et documenter la pertinence de l'activité pour la version 1.0 de la LATP et sa nature unique ou évolutive par rapport à l'offre globale existante de produits :

Description de l'expertise du bénéficiaire des RIR

10. Description de la transaction de RIR et du bénéficiaire canadien de la transaction de RIR

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

11. Qualité des RIR

Fournir une description de la qualité de la transaction individuelle. Par exemple, l'augmentation du nombre d'emplois, de la commercialité de l'entreprise bénéficiaire, de sa visibilité internationale, de l'expérience des nouvelles technologies, etc.

12. Justifier et démontrer l'admissibilité comme transaction de RIR valide (causalité, calendrier, effet d'accroissement, partie admissible et VCC) :

13. Aide du gouvernement canadien

Est-ce qu'elle s'applique? Si oui, fournir une description d'autres types d'aide du gouvernement du Canada.

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendement No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3

14. Échelonnement de la transaction de RIR									
Valeur contractuelle totale de la transaction En \$		VCC totale En \$		VCC en %		Dommages-intérêts liquidés: 10 %			
Période	Préalables à l'attribution du contrat	1	2	3	4	5	6	7	Total
Atlantique									
Québec									
Ontario									
Nord de l'Ontario									
Ouest									
Non allouée									
VCC totale									
Étranger									
Total									
15. Tout autre commentaire relatif à la transaction									

Appendice BA4

Liste améliorée des technologies prioritaires – Version 1.0

Secteur	Catégorie	Description
Navires	Défense	Capacités de détection et aides à la décision
	Gestion de la signature	Réduction de la détectabilité
Cyber	Surveillance du réseau	Détection et suivi des comportements anormaux qui menacent les capacités de défense du réseau
	Défense du réseau	Outils de soutien des réponses dynamiques visant à isoler, à surveiller et à faire échec aux cyberintrusions
Aérospatiale	Sensibilisation à l'Arctique et au domaine maritime	Systèmes de surveillance et suivi aérospatiaux abordables
	Réduction de la vulnérabilité	Capacités de navigation et de suivi de précision qui réduisent les vulnérabilités des systèmes actuels comme le GPS
Systèmes du soldat	Puissance et énergie	Sources de haute énergie légères et portables
	Protection en spectre continu	Protection omnidirectionnelle antidétonante et balistique
	Plateformes de vêtements	Électrotextiles multifonctions intégrés
	Systèmes d'armes adaptables	Systèmes d'armes à effets dans des environnements non létaux et létaux
	Connaissance de la situation	Systèmes C3 intégrés, portables, légers, multifonctions, sans fil et sécurisés

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Appendice BA5

LDEC RIR

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																												
A. Description de l'annexe Appendice BA5 au module B du volume 3			B. Numéro du contrat / DP W4x-09ISSP/A																									
C. Identificateur de l'ÉDT		D. Catégorie de données		E. Entrepreneur																								
1. Numéro d'élément RIR-001		2. Titre Rapport annuel sur les retombées industrielles et régionales (RIR)		3. Sous-titre																								
4. Numéro de l'élément de données RIR-001 Rapport annuel sur les retombées industrielles et régionales (RIR)		5. Référence Termes et conditions de RIR, articles 2.2 et 3 du module B volume 3		6. Bureau technique Responsable des RIR, Industrie Canada																								
7. Inspection N/A		8. Code d'approbation A		9. Période d'examen																								
10. Fréquence ANNLY																												
11. Date (délai) La date d'entrée en vigueur du contrat		12. Date de la première présentation 14 mois après la date d'entrée en vigueur du contrat		13. Date de la présentation subséquente ANNLY																								
14. Remarques Les rapports annuels sur les retombées industrielles et régionales seront examinés par Industrie Canada		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="2">Draft</th> <th colspan="2">FINAL</th> </tr> <tr> <th>Hard Copy</th> <th>Soft Copy</th> <th>Hard Copy</th> <th>Soft Copy</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>TPSGC</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>IC RIR</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>TOTAL</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>2</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Draft		FINAL		Hard Copy	Soft Copy	Hard Copy	Soft Copy	TPSGC	0	0	0	1	IC RIR	0	0	0	1	TOTAL	0	0	0	2
Addressee	Draft		FINAL																									
	Hard Copy	Soft Copy	Hard Copy	Soft Copy																								
TPSGC	0	0	0	1																								
IC RIR	0	0	0	1																								
TOTAL	0	0	0	2																								
16. Préparé par Industrie Canada		17. Date de préparation 20 janvier 2012		18. Approuvé par Industrie Canada																								
				19. Date d'approbation 20 janvier 2012																								

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																													
A. Description de l'annexe Appendice BA5 au module B du volume 3			B. Numéro du contrat / DP W4x-09ISSP/A																										
C. Identificateur de l'ÉDT		D. Catégorie de données		E. Entrepreneur																									
1. Numéro d'élément RIR-002		2. Titre Deuxième Tranche des transactions de RIR proposées		3. Sous-titre																									
4. Numéro de l'élément de données RIR-002 La deuxième Tranche des transactions de RIR proposées		5. Référence Termes et conditions de RIR, article 2.1.9 du module B volume 3		6. Bureau technique Responsable des RIR, Industrie Canada																									
7. Inspection N/A	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 12 mois	10. Fréquence Un fois																										
11. Date (délai) 12 mois après la date d'entrée en vigueur du contrat		12. Date de la première présentation		13. Date de la présentation subséquente																									
14. Remarques Période d'examen par IC – 12 mois		15. Distribution																											
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="2">Draft</th> <th colspan="2">FINAL</th> </tr> <tr> <th>Hard Copy</th> <th>Soft Copy</th> <th>Hard Copy</th> <th>Soft Copy</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>TPSGC</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>1</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>IC RIR</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>5</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>TOTAL</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>6</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table>				Addressee	Draft		FINAL		Hard Copy	Soft Copy	Hard Copy	Soft Copy	TPSGC	0	0	1	0	IC RIR	0	0	5	1	TOTAL	0	0	6	1
		Addressee	Draft		FINAL																								
			Hard Copy	Soft Copy	Hard Copy	Soft Copy																							
		TPSGC	0	0	1	0																							
		IC RIR	0	0	5	1																							
TOTAL	0	0	6	1																									
16. Préparé par Industrie Canada		17. Date de préparation 20 janvier 2012		18. Approuvé par Industrie Canada																									
				19. Date d'approbation 20 janvier 2012																									

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																													
A. Description de l'annexe Appendice BA5 au module B du volume 2			B. Numéro du contrat / DP W4x-09ISSP/A																										
C. Identificateur de l'ÉDT		D. Catégorie de données		E. Entrepreneur																									
1. Numéro d'élément RIR-003		2. Titre Troisième Tranche des transactions de RIR proposées		3. Sous-titre																									
4. Numéro de l'élément de données RIR-003 La troisième Tranche des transactions de RIR proposées		5. Référence Termes et conditions de RIR, article 2.1.10 du module B volume 2		6. Bureau technique Responsable des RIR, Industrie Canada																									
7. Inspection N/A	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 12 mois	10. Fréquence Un fois																										
11. Date (délai) 36 mois après la date d'entrée en vigueur du contrat		12. Date de la première présentation		13. Date de la présentation subséquente																									
14. Remarques Période d'examen par IC – 12 mois		15. Distribution																											
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="2">Draft</th> <th colspan="2">FINAL</th> </tr> <tr> <th>Hard Copy</th> <th>Soft Copy</th> <th>Hard Copy</th> <th>Soft Copy</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>TPSGC</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>1</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>IC RIR</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>5</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>TOTAL</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>6</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table>				Addressee	Draft		FINAL		Hard Copy	Soft Copy	Hard Copy	Soft Copy	TPSGC	0	0	1	0	IC RIR	0	0	5	1	TOTAL	0	0	6	1
		Addressee	Draft		FINAL																								
			Hard Copy	Soft Copy	Hard Copy	Soft Copy																							
		TPSGC	0	0	1	0																							
		IC RIR	0	0	5	1																							
TOTAL	0	0	6	1																									
16. Préparé par Industrie Canada		17. Date de préparation 20 janvier 2012		18. Approuvé par Industrie Canada																									
				19. Date d'approbation 20 janvier 2012																									

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

Appendice BA6

Description de données RIR

1. TITLE – TITRE Rapport annuel sur les retombées industrielles et régionales (RIR)		2. IDENTIFICATION NUMBER – NUMÉRO D'IDENTIFICATION RIR-001	
3. DESCRIPTION / PURPOSE – DESCRIPTION / OBJET Le Rapport sur les RIR compare les réalisations en matière de RIR aux engagements contractuels..			
4. APPROVAL DATE DATE D'APPROBATION 20 janvier 2012	5. OFFICE OF PRIMARY INTEREST (OPI) BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ (BPR) Responsable des RIR, Industrie Canada		6. GIDEP APPLICABLE – PROGRAMME D'ÉCHANGE DE DONNÉES PERTINENT
7. APPLICATION / INTERRELATIONSHIP – APPLICATION / INTERDÉPENDANCE Termes et conditions de RIR, articles 2.2 et 3 du module B volume 3			
8. ORIGINATOR – AUTEUR Responsable des RIR, Industrie Canada		9. APPLICABLE FORMS – FORMULES PERTINENTS	
10. PREPARATION INSTRUCTIONS – INSTRUCTIONS SUR LA PRÉSENTATION DES DONNÉES <p>10.1 L'entrepreneur doit soumettre à l'autorité des RIR, par l'entremise de l'autorité contractante de TPSGC, les rapports annuels sur les RIR fondés sur les résultats obtenus au cours des périodes de rapport des RIR définies dans le présent contrat. Ces rapports doivent être présentés soixante (60) jours civils après la fin de la période annuelle des rapports de RIR. Chaque rapport annuel de RIR doit comprendre quatre parties :</p> <p>10.2 Partie A : Cette partie donne: la valeur en contenu canadien (VCC) réalisée depuis le début de l'exécution du contrat pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les retombées totales; (ii) les retombées directes; (iii) les retombées indirectes; (iv) chacune des périodes (v) chacune des régions; (vi) le développement de petites et moyennes entreprises; (vii) chaque transaction. <p>Partie B : la VCC réalisée depuis le dernier Rapport annuel sur les RIR pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les retombées totales (ii) les retombées directes; (iii) les retombées indirectes; (iv) chacune des régions; (v) le développement de petites et moyennes entreprises; (vi) chaque transaction. <p>Partie C : pour chacune transaction reportée, une description des réalisations, activités, retards ou problèmes importants susceptibles d'influer sur la mise en œuvre du volet des retombées industrielles et régionales du contrat, et le plan d'action permettant de résoudre les difficultés.</p> <p>Partie D: Cette partie donne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le montant total des paiements demandés ou des factures présentées par l'entrepreneur pour les travaux accomplis dans le cadre du contrat depuis sa date d'entrée en vigueur; 			

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

- b) une prévision des réalisations en matière de RIR;
- c) une description des activités de développement des petites et moyennes entreprises menées pendant la période de rapport
- d) une explication du déficit de RIR, selon les données de la partie A, et un plan d'action permettant de régler le problème;
- e) une liste des transactions de RIR approuvées par le responsable des RIR qui ont été annulées, résiliées, ajoutées ou profondément modifiées au cours de la période de référence, les détails des changements demandés, la façon dont ces changements s'inscrivent dans une modification du contrat, et les raisons de ces changements;
- f) une brève description, à titre exceptionnel, de tout développement notable à l'égard des petites et moyennes entreprises;
- g) une description et une explication des changements proposés du Plan de gestion des RIR;

10.3 Certificat de conformité

Cette partie ou cette appendice comprend un certificat de conformité, signé par le contrôleur principal de l'entreprise relativement à chaque transaction de RIR pour laquelle il y a eu de l'activité au cours de la période de référence. Ce certificat de conformité vise également les réalisations en matière de RIR des sous-traitants de l'entrepreneur ou des parties admissibles.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

DATA ITEM DESCRIPTION – DESCRIPTION DE DONNÉES

1. TITLE – TITRE La deuxième Tranche des transactions de RIR proposées		2. IDENTIFICATION NUMBER – NUMÉRO D'IDENTIFICATION RIR-002	
3. DESCRIPTION / PURPOSE – DESCRIPTION / OBJET L'entrepreneur doit présenter au responsable des RIR, le 12 ^e mois après la date d'entrée en vigueur du contrat, une description complète et détaillée de transactions de RIR acceptables, portant le total cumulatif des transactions de RIR acceptables à 60 % de la valeur du contrat, mesurée en VCC.			
4. APPROVAL DATE DATE D'APPROBATION 20 janvier 2012	5. OFFICE OF PRIMARY INTEREST (OPI) BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ (BPR) Responsable des RIR, Industrie Canada	6. GIDEP APPLICABLE – PROGRAMME D'ÉCHANGE DE DONNÉES PERTINENT	
7. APPLICATION / INTERRELATIONSHIP – APPLICATION / INTERDÉPENDANCE Termes et conditions de RIR, article 2.1.9 du module B volume 3			
8. ORIGINATOR – AUTEUR Responsable des RIR, Industrie Canada		9. APPLICABLE FORMS – FORMULES PERTINENTS	
10. PREPARATION INSTRUCTIONS – INSTRUCTIONS SUR LA PRÉSENTATION DES DONNÉES L'entrepreneur doit présenter au responsable des RIR, le 12 ^e mois après la date d'entrée en vigueur du contrat, une description complète et détaillée de transactions de RIR acceptables, portant le total cumulatif des transactions de RIR acceptables à 60 % de la valeur du contrat, mesurée en VCC. Pour chaque transaction de RIR, les renseignements fournis doivent être de la même façon que dans la proposition de RIR présentée à la date de clôture des soumissions.			

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3

DATA ITEM DESCRIPTION – DESCRIPTION DE DONNÉES

1. TITLE – TITRE La troisième Tranche des transactions de RIR proposées		2. IDENTIFICATION NUMBER – NUMÉRO D'IDENTIFICATION RIR-003	
3. DESCRIPTION / PURPOSE – DESCRIPTION / OBJET L'entrepreneur doit présenter au responsable des RIR, le 36 ^e mois après la date d'entrée en vigueur du contrat, une description complète et détaillée de transactions de RIR acceptables, portant le total cumulatif des transactions de RIR acceptables à 100 % de la valeur du contrat, mesurée en VCC.			
4. APPROVAL DATE DATE D'APPROBATION 20 janvier 2012	5. OFFICE OF PRIMARY INTEREST (OPI) BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ (BPR) Responsable des RIR, Industrie Canada	6. GIDEP APPLICABLE – PROGRAMME D'ÉCHANGE DE DONNÉES PERTINENT	
7. APPLICATION / INTERRELATIONSHIP – APPLICATION / INTERDÉPENDANCE Termes et conditions de RIR, article 2.1.10 du module B volume 3			
8. ORIGINATOR – AUTEUR Responsable des RIR, Industrie Canada		9. APPLICABLE FORMS – FORMULES PERTINENTES	
10. PREPARATION INSTRUCTIONS – INSTRUCTIONS SUR LA PRÉSENTATION DES DONNÉES L'entrepreneur doit présenter au responsable des RIR, le 36 ^e mois après la date d'entrée en vigueur du contrat, une description complète et détaillée de transactions de RIR acceptables, portant le total cumulatif des transactions de RIR acceptables à 100 % de la valeur du contrat, mesurée en VCC. Pour chaque transaction de RIR, les renseignements fournis doivent être de la même façon que dans la proposition de RIR présentée à la date de clôture des soumissions.			

MODULE C

DU

VOLUME 3

(Ce module C du volume 3 se trouve après cette page. Le module C a une structure, une numérotation des pages et un format qui lui sont propres.)

ANNEXE CA AU VOLUME 3

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

DU

SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES (SOSA)

POUR

L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (ÉIS)

23 JANVIER 2013

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CA

MODIFICATIONS

Révision	Date	Description

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction.....	5
1.1	Portée	5
1.1.1	ÉIS – Soutien optimisé des systèmes d’armes.....	5
1.2	Contexte	5
1.3	Concepts directeurs	5
1.3.1	Concept d’optimisation	5
1.3.2	Objectifs du soutien	6
1.3.3	Évaluation axée sur le rendement.....	6
1.3.4	Équipement pris en compte	6
1.3.5	Durée estimée du service.....	7
1.3.6	Concept de soutien	7
1.4	Inutilisé.....	7
1.5	Structure de l’ÉDT	7
2	Documents applicables, acronymes et lexique	8
2.1	Documents applicables	8
2.2	Normes, spécifications et publications	8
2.3	Acronymes et lexique.....	8
3	Exigences	8
3.1	Exigences quant aux services de soutien	8
3.2	Activités de base et activités axées sur les tâches.....	9
3.2.1	Activités de base.....	9
3.2.2	Activités axées sur les tâches	9
4	Services de soutien	10
4.1	Gestion de programme	10
4.1.1	Coordination et gestion.....	10
4.1.2	Système de gestion du rendement de programme	14
4.1.3	Gestion des tâches et rendement.....	17
4.1.4	Gestion de la configuration (GC)	18
4.1.4.1	Plan de gestion de la configuration.....	19
4.1.4.2	Identification de la configuration.....	19
4.1.4.3	Contrôle de la configuration	19
4.1.4.4	Documentation sur l’état de la configuration (DÉC).....	20
4.1.4.5	Vérification de la configuration.....	20
4.1.4.6	Données techniques	21
4.1.4.7	Rendement	21
4.1.5	Gestion des données (GD).....	21
4.1.5.1	Données livrables.....	21
4.1.5.2	Livraison de données	22
4.1.5.3	Livraison de données par le biais de l’environnement d’information électronique (EIE) ...	22
4.1.5.4	Gestion des données.....	22
4.1.5.5	Avis de livraison de données	24
4.1.5.6	Rendement	24
4.1.6	Propriété intellectuelle.....	24

4.1.7	Environnement d'information électronique (EIE).....	24
4.1.7.1	Portée	24
4.1.7.2	Caractéristiques générales	25
4.1.7.3	Accès par navigateur Web	25
4.1.7.4	Accès à l'EIE	25
4.1.7.5	Besoins de fonctions rehaussées	26
4.1.8	Gestion de la qualité	26
4.1.9	Système de gestion de problèmes techniques	26
4.1.9.1	Gestion des problèmes techniques (GPT).....	26
4.1.9.2	Gestion des problèmes techniques	28
4.1.9.3	Rendement	28
4.1.10	Gestion de l'obsolescence (GO).....	28
4.1.11	Soutien de l'environnement santé et sécurité (ESS)	29
4.1.12	Gestion des biens du gouvernement.....	37
4.2	Soutien en approvisionnement.....	38
4.2.1	Services de gestion du soutien en approvisionnement	38
4.2.2	Fourniture de pièces de rechange	38
4.2.3	Réparation et révision (R et R)	39
4.3	Soutien technique.....	42
4.3.1	Formation technique	42
4.3.2	Services de soutien technique.....	43
4.3.3	Reconstitution	44
4.3.4	Conditionnement, manutention, stockage et transport	44
4.3.5	Élimination	44
4.3.6	Rendement	45
4.4	Soutien en ingénierie.....	45
4.4.1	Gestion en ingénierie.....	46
4.4.2	Soutien en ingénierie systémique et de conception.....	47
4.4.3	Ingénierie de la sécurité.....	48
4.4.4	Génie logistique.....	49
4.4.5	Publications techniques	50
4.4.6	Rendement	51

1	1 Introduction
1.1	1.1 Portée
1.1.1	1.1.1 ÉIS – Soutien optimisé des systèmes d’armes
1.1.1.0-1	Le présent énoncé des travaux (ÉDT) définit la portée des services de soutien optimisé des systèmes d’armes (SOSA) nécessaires à la maintenance et à l’amélioration du nouvel équipement intégré du soldat (ÉIS) pendant la durée de vie utile.
1.2	1.2 Contexte
1.2.0-1	L’ÉIS est destiné principalement aux forces opérationnelles déployées à des endroits éloignés du Canada. Bien que l’ÉIS vise à assurer un degré élevé de fiabilité et de disponibilité opérationnelle, le système de soutien global doit pouvoir s’adapter au rythme de l’instruction préalable au déploiement ainsi qu’à l’intensité et à la robustesse des combats imprévisibles et optimiser l’efficacité de l’ÉIS afin que celui-ci permette de composer avec les menaces en évolution. Le système intégral de soutien logistique du combat, qui permet d’intervenir sur-le-champ afin que l’équipement retrouve sa disponibilité opérationnelle, doit être accompagné de toute la gamme des services de soutien sur mesure nécessaires à l’ÉIS pendant son cycle de vie.
1.2.0-2	Le contrat de soutien optimisé des systèmes d’armes rehausse la capacité de soutien logistique du combat du MDN et fournit un soutien de base adapté aux tâches pendant tout le cycle de vie. Le contrat du SOSA sera modifié avec le temps en fonction du travail supplémentaire à exécuter selon les directives sur les tâches et les changements contractuels correspondants.
1.2.0-3	Pendant l’exécution du contrat du SOSA, les activités d’amélioration de produit autorisées entraîneront la conception et la mise en œuvre de capacités supplémentaires, notamment un soutien logistique intégré (SLI) provisoire, sous réserves d’une, et selon la demande, pour la configuration ÉIS-S fournie en vertu du contrat d’acquisition. Les activités d’amélioration de produit sont intégrées au contrat du SOSA.
1.3	1.3 Concepts directeurs
1.3.1	1.3.1 Concept d’optimisation
1.3.1.0-1	Afin de fournir un soutien optimisé pour l’ÉIS, l’entrepreneur doit tenir compte de la relation d’équipe qui sera établie entre lui et le Canada et qui évoluera pendant toute la durée du contrat. Cette relation ne constitue nullement un partenariat juridique. Dans le contexte du SOSA, la relation d’équipe signifie que le Canada et l’entrepreneur s’entendent pour faire preuve de souplesse et collaboration en cas de changement apporté aux lois, aux règlements, aux politiques, aux organisations, au secteur privé, à la

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	technologie et aux exigences opérationnelles.
1.3.2	1.3.2 Objectifs du soutien
1.3.2.0-1	Les objectifs de l'autorité technique (AT) pour le soutien en service sont les suivants :
1.3.2.0-1.0-1	○ gestion et maintenance des éléments de référence de l'ÉIS en service;
1.3.2.0-1.0-2	○ livraison et déploiement adéquats des améliorations apportées aux produits de l'ÉIS;
1.3.2.0-1.0-3	○ règlement rapide des problèmes spécifiques à l'environnement visé et aux exigences propres à la mission;
1.3.2.0-1.0-4	○ gestion responsable des ressources conformément aux objectifs relatifs au délai, au budget et à la qualité.
1.3.3	1.3.3 Évaluation axée sur le rendement
1.3.3.0-1	Pour s'acquitter correctement de sa tâche, l'entrepreneur doit réaliser adéquatement toutes les activités qui correspondent aux objectifs de l'AT. Le rendement de l'entrepreneur sera évalué en fonction des modèles de rendement définis dans le présent ÉDT ainsi qu'à l'annexe CB du contrat. Le rendement de base établi au départ fera l'objet d'un suivi constant, et les résultats serviront à donner des directives sur les points à améliorer pendant la durée du contrat.
1.3.4	1.3.4 Équipement pris en compte
1.3.4.0-1	Dans le présent ÉDT, le terme « ÉIS » désigne la configuration de référence approuvée en vue de la production et la configuration de référence approuvée de l'ÉIS qui résultera et qui sera livrée à la suite des améliorations apportées au produit. L'équipement pris en compte comprendra également tous les articles nécessaires au soutien de l'ÉIS, notamment :
1.3.4.0-1.0-1	○ les périphériques connexes de l'ÉIS, le cas échéant;
1.3.4.0-1.0-2	○ l'équipement de soutien externe, par exemple les systèmes de chargeur de batteries et (ou) les modules d'installation sur véhicule;
1.3.4.0-1.0-3	○ tous les outils et équipement d'essai propres au soutien de l'ÉIS;
1.3.4.0-1.0-4	○ la suite de planification et d'exploitation de système (PES-suite);
1.3.4.0-1.0-5	○ les logiciels et (ou) micrologiciels, le cas échéant, propres à l'ÉIS, notamment le système de gestion du combat et les logiciels opérationnels de soutien s'il y a lieu; et

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

1.3.4.0-1.0-6	<ul style="list-style-type: none"> ○ tout autre équipement connexe qui n'a pas encore été défini et qui découlera des activités d'amélioration du produit.
1.3.5	1.3.5 Durée estimée du service
1.3.5.0-1	La durée de vie prévue de l'ÉIS est de huit ans à partir de sa mise en service. On aura besoin d'une période supplémentaire pour effectuer la transition et la mise en service du système de remplacement et éliminer l'ÉIS initial. Ainsi, on prévoit que le contrat du SOSA sera d'une durée de 11 ans.
1.3.6	1.3.6 Concept de soutien
1.3.6.0-1	Les buts du concept de soutien sont indiqués ci-dessous.
1.3.6.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fournir à l'entrepreneur de l'ÉIS un document à utiliser pour le développement du programme de soutien logistique intégré. Ce document donne des renseignements sur les cycles de mission, l'utilisation prévue ainsi que les processus et programmes de soutien internes du MDN. Il n'est pas conçu comme un guide de procédures; il formera plutôt le point de départ de l'élaboration par l'entrepreneur et le MDN des processus complémentaires et de soutien en service de l'ÉIS.
1.3.6.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fournir aux intervenants du MDN une vue d'ensemble de l'utilisation et du soutien de l'ÉIS pendant tout le cycle de vie de celui-ci. L'équipe de gestion de l'équipement utilisera le concept de soutien pendant la durée de vie de l'ÉIS afin d'élaborer les plans de soutien du MDN.
1.3.6.0-2	Le document du concept de soutien se trouve ci-joint à l' appendice 1 .
1.4	1.4 Inutilisé
1.5	1.5 Structure de l'ÉDT
1.5.0-1	La structure de l'ÉDT du SOSA est présentée ci-après.
1.5.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ La section 1 renferme une introduction qui donne des renseignements sur le contexte et la durée du projet.
1.5.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ La section 2 comprend des renseignements de nature administrative : références (documents, normes, spécifications et publications applicables), acronymes et lexique..
1.5.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ La section 3 définit les exigences relatives aux travaux à accomplir et les besoins quant aux activités de base et à l'attribution des tâches.
1.5.0-1.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ La section 4 définit les travaux à exécuter et les capacités connexes.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

2	2 Documents applicables, acronymes et lexique
2.1	2.1 Documents applicables
2.1.0-1	Les documents énumérés à l' annexe CE du contrat contiennent des renseignements à l'appui du présent ÉDT; ces renseignements constituent de l'information supplémentaire s'ils ne sont pas indiqués spécifiquement dans le texte.
2.1.0-2	En cas de divergence entre le texte du présent ÉDT et les références mentionnées, le texte de l'ÉDT a priorité.
2.1.0-3	Si une incohérence est relevée dans l'ÉDT, il faut communiquer avec l'autorité technique pour obtenir des précisions.
2.2	2.2 Normes, spécifications et publications
2.2.0-1	Les spécifications, normes et publications s'appliquent dans la mesure précisée aux présentes et sont énumérées à l' annexe CE du contrat. (À moins d'indication contraire, il s'agit de normes et de spécifications internationales ou du gouvernement canadien ou américain.)
2.2.0-2	Le Canada communiquera l'information fournie par le gouvernement (IFG), mentionnée aux sections 1.1 à 1.4 de l'annexe CE à la demande de l'entrepreneur.
2.2.0-3	Les normes, lignes directrices, spécifications et publications nationales, internationales et du secteur privé peuvent être consultées d'emblée par le public et par le secteur commercial et elles ne seront pas fournies par le Canada.
2.3	2.3 Acronymes et lexique
2.3.0-1	Une liste d'acronymes et un lexique sont présentés à l' annexe CE du contrat.
3	3 Exigences
3.1	3.1 Exigences quant aux services de soutien
3.1.0-1	L'entrepreneur doit notamment fournir les services suivants :
3.1.0-1.0-1	○ gestion de programme;
3.1.0-1.0-2	○ soutien de l'approvisionnement;
3.1.0-1.0-3	○ soutien technique;
3.1.0-1.0-4	○ soutien en ingénierie.

3.1.0-2	Ressources disponibles. L'entrepreneur doit disposer à tout le moins des catégories de main-d'œuvre précisées à l' appendice 2 afin d'exécuter les travaux décrits dans le présent ÉDT.
3.1.0-3	Qualifications. L'entrepreneur doit veiller à ce que les exigences minimales quant aux études et à l'expérience soient respectées dans le cas des catégories de main-d'œuvre minimales.
3.1.0-4	Exigences en matière de bilinguisme. L'entrepreneur doit offrir des services bilingues dans le cas des postes suivants :
3.1.0-4.0-1	○ représentant des services techniques;
3.1.0-4.0-2	○ spécialiste principal du soutien à la gestion du cycle de vie du matériel.
3.2	3.2 Activités de base et activités axées sur les tâches
3.2.1	3.2.1 Activités de base
3.2.1.0-1	Il s'agit des activités essentielles minimales qui sont nécessaires à la gestion et à la maintenance de l'équipement mis en service et au soutien des exigences opérationnelles de manière continue durant la période d'exécution du contrat. De façon générale, les activités de base ont trait à la surveillance, au contrôle et à la production de rapports.
3.2.1.0-2	L'entrepreneur doit exécuter les activités de base stipulées dans le présent ÉDT.
3.2.2	3.2.2 Activités axées sur les tâches
3.2.2.0-1	Les activités axées sur les tâches sont, selon les termes du présent ÉDT, des activités à exécuter "sous réserves d'une, et selon la demande". Pour exécuter ces activités, l'entrepreneur doit avoir recours à une Autorisation des tâches (DND 626) en suivant le processus défini à l' appendice 3 du présent ÉDT.
3.2.2.0-2	Il s'agit entre autres des activités suivantes :
3.2.2.0-2.0-1	○ Améliorations de produit (logiciels, micrologiciels et matériel), y compris la conception, l'intégration, la vérification et validation, la modification des documents fournis à l'appui, nécessaires pour satisfaire aux exigences de l'utilisateur qui découlent :
3.2.2.0-2.0-1.0-1	• des exigences opérationnelles et techniques initiales auxquelles l'acquisition du système ne répond pas et qui ont trait au rendement du système, à la consommation d'énergie, à la capacité de recharge ainsi qu'aux fonctions de détection et à l'intégration,
3.2.2.0-2.0-1.0-2	• des commentaires du groupe opérationnel sur les améliorations à apporter au

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	produit et les mises au point, d'après les leçons retenues par l'utilisateur durant l'utilisation,
3.2.2.0-2.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> des modifications nécessaires pour adapter les changements à l'environnement opérationnel et au déploiement, et
3.2.2.0-2.0-1.0-4	<ul style="list-style-type: none"> des modifications nécessaires pour exécuter l'intégration des transferts d'information vocale et digitale avec la dernière version en référence du Système de Soutien du Commandement de la Force Terrestre (SSCFT), résultant du programme de prolongation de vie du SSCFT, et des projets d'amélioration du Poste radio tactique (PRT) et à la nouvelle famille des véhicules de combat terrestre (FVCT); ces modifications peuvent inclure les changements à la solution de messagerie et aux protocoles de communication, à l'intégration d'une solution inter-domaine et à l'intégration d'une radio de Type 1.
3.2.2.0-2.0-2	<ul style="list-style-type: none"> Services d'enquête et d'appui techniques et d'enquêtes spéciales et études techniques;
3.2.2.0-2.0-3	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et exécution de réparations et d'essais sur l'équipement;
3.2.2.0-2.0-4	<ul style="list-style-type: none"> Enquête et recommandations sur les rapports de défectuosité technique et les rapports d'état non satisfaisant présentés par l'AT;
3.2.2.0-2.0-5	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des défaillances des articles réparables et traités en usine de même que surveillance et consignation des tendances quant aux défaillances, y compris les rapports de constatation et les solutions recommandées; et
3.2.2.0-2.0-6	<ul style="list-style-type: none"> Reconstitution d'équipement.
3.2.2.0-3	L'entrepreneur ne doit commencer une activité axée sur une tâche qu'après avoir reçu l'Autorisation des tâches (DND 626) approuvée par l'AA.
4	4 Services de soutien
4.1	4.1 Gestion de programme
4.1.1	4.1.1 Coordination et gestion
4.1.1.0-1	Gestionnaire de programme de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit nommer officiellement un gestionnaire de programme chevronné qui aura la tâche de gérer et de coordonner toutes les activités techniques et liées au programme qui ont trait aux services précisés dans le présent ÉDT.
4.1.1.0-2	Point de contact unique. Le gestionnaire de programme de l'entrepreneur doit agir en qualité de point de contact unique pour la gestion du SOSA de l'ÉIS.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.1.1.0-3	Plan de gestion de programme. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit élaborer un plan de gestion de programme et le livrer conformément à la liste des données essentielles au contrat (LDEC) PM-101 .
4.1.1.0-4	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit mettre à jour le plan de gestion de programme pendant toute la durée du contrat.
4.1.1.0-5	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit :
4.1.1.0-5.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ réaliser et gérer les travaux conformément au plan de gestion de programme approuvé et aux plans subordonnés;
4.1.1.0-5.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ gérer tous les risques relevés conformément au plan de gestion de programme approuvé; et
4.1.1.0-5.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ présenter un rapport sur tous les risques que lui et le Canada auront relevés et dont ils auront convenu au moyen du rapport mensuel de l'état des services décrit au paragraphe 4.1.1.0-11 ci-après.
4.1.1.0-6	Dans le cadre du plan de gestion de programme, l'entrepreneur doit décrire la façon dont toutes les activités du SOSA et les résultats qui figurent dans l'ÉDT seront réalisés et gérés. La description doit comprendre tous les livrables indiqués dans le présent ÉDT, qui doivent être subdivisés en fonction des activités de base et des activités axées sur les tâches.
4.1.1.0-7	Le plan de l'entrepreneur doit indiquer, en nombre d'heures par mois, le niveau d'effort (NE) en rapport avec le plan de gestion de programme, subdivisé en fonction des activités.
4.1.1.0-8	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit préparer, en vue de le faire approuver, un programme d'assurance de la qualité et le livrer conformément à la LDEC PM-102 .
4.1.1.0-9	Communication. Il importe de maintenir des communications constantes entre l'entrepreneur et le Canada, particulièrement pendant un déploiement opérationnel des FC. Les échanges d'information doivent être fréquents et permettre de donner des avertissements dans la mesure du possible. La majeure partie des échanges d'information se feront à l'aide de réunions périodiques ou de correspondance écrite découlant des activités du programme.
4.1.1.0-10	Rapports d'incident d'importance. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit aviser sans délai l'AT au sujet de tout événement qui peut avoir des répercussions importantes sur l'ÉIS et le SOSA. Des rapports doivent être préparés et transmis conformément à la LDEC PM-103 . L'AT consignera et surveillera tous les Rapports d'incident d'importance depuis la réception de ceux-ci jusqu'au règlement de l'incident.
4.1.1.0-11	Rapport mensuel de l'état des services. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	<p>rédiger des rapports mensuels de l'état des services et les livrer conformément à la LDEC PM-104.</p>
4.1.1.0-12	<p>Réunions. Les réunions organisées pendant l'exécution du contrat doivent se dérouler en conformité avec les modalités générales indiquées ci-après.</p>
4.1.1.0-12.0-1	<p>Les réunions doivent avoir lieu aux installations de l'entrepreneur, à moins d'indication contraire dans l'ÉDT, ou encore à l'endroit convenu par l'entrepreneur et par le Canada.</p>
4.1.1.0-12.0-2	<p>L'entrepreneur doit fournir une installation qui dispose de l'autorisation de sécurité appropriée et de taille suffisante pour accueillir les participants.</p>
4.1.1.0-12.0-3	<p>Les réunions doivent être coprésidées par le Canada et l'entrepreneur, à moins d'indication contraire.</p>
4.1.1.0-12.0-4	<p>On encourage le recours aux vidéoconférences et aux conférences téléphoniques plutôt qu'aux réunions en personne, et l'entrepreneur et le Canada peuvent les organiser d'un commun accord.</p>
4.1.1.0-12.0-5	<p>Dans la mesure du possible, il faut modifier le calendrier des réunions en personne afin de le faire coïncider avec les autres événements qui exigent la présence du personnel du Canada.</p>
4.1.1.0-12.0-6	<p>L'entrepreneur doit veiller à ce que le personnel responsable des travaux dont on discute soit présent aux réunions, y compris les sous-traitants au besoin, et que la documentation à l'appui dont on a besoin est offert à l'avance dans la mesure du possible.</p>
4.1.1.0-12.0-7	<p>À titre d'activité de base, l'ordre du jour de réunion doit être préparé et livré conformément à la LDEC PM-105.</p>
4.1.1.0-12.0-8	<p>À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit produire le procès-verbal de réunion et le livrer conformément à la LDEC PM-106.</p>
4.1.1.0-12.0-9	<p>À titre d'activité de base, les mesures à prendre précisées dans les procès-verbaux des réunions doivent être adjointes à un registre de suivi des mesures (RSM) préparé et mis à jour par l'entrepreneur; une copie du registre doit être livrée conformément à la LDEC PM-107. L'état de ces mesures à prendre doit être passé en revue à chaque réunion d'examen de l'avancement des travaux (REAT). Le RSM doit être offert en ligne, par l'entremise de l'EIE décrit ci-après à la section 4.1.7.</p>
4.1.1.0-13	<p>Réunions trimestrielles d'examen de l'avancement des travaux. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit tenir chaque trimestre des REAT du programme. L'entrepreneur, l'AC, l'AT et l'AA doivent être adéquatement représentés.</p>
4.1.1.0-14	<p>À chaque REAT, on doit aborder à tout le moins les points ci-dessous :</p>

4.1.1.0-14.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ l'état de l'avancement des travaux du programme, la progression des tâches autorisées, l'examen des incidents d'importance, l'état des commandes de pièces de rechange et l'état de la R et R;
4.1.1.0-14.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ les risques et les mesures d'atténuation;
4.1.1.0-14.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ l'état des propositions de tâches;
4.1.1.0-14.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ les problèmes – génie, SLI, GC/GD, EIE, AQ, GO, ESS, pièces de rechange, R et R;
4.1.1.0-14.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ l'état des mesures;
4.1.1.0-14.0-6	<ul style="list-style-type: none"> ○ les questions financières;
4.1.1.0-14.0-7	<ul style="list-style-type: none"> ○ les examens de l'évaluation du rendement de l'entrepreneur (examens trimestriels et annuels).
4.1.1.0-15	Réunion inaugurale. La première REAT sera une réunion inaugurale officielle, qui aura lieu dans les deux semaines après le début du contrat. Au cours de cette réunion, on doit aborder à tout le moins les points ci-dessous :
4.1.1.0-15.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ exposé de l'entrepreneur sur l'organisation prévue par celui-ci pour la gestion du contrat;
4.1.1.0-15.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ rôles et responsabilités du personnel clé et points de contact;
4.1.1.0-15.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ modalités clés du contrat et objectifs du programme;
4.1.1.0-15.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ échéanciers;
4.1.1.0-15.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ livrables;
4.1.1.0-15.0-6	<ul style="list-style-type: none"> ○ communications – méthodes de suivi et de production de rapports sur l'avancement des travaux;
4.1.1.0-15.0-7	<ul style="list-style-type: none"> ○ procédures de gestion des risques et des problèmes;
4.1.1.0-15.0-8	<ul style="list-style-type: none"> ○ procédures d'administration et de modification du contrat;
4.1.1.0-15.0-9	<ul style="list-style-type: none"> ○ cadre d'évaluation axée sur le rendement.
4.1.1.0-16	L'entrepreneur et/ou le Canada peuvent prévoir des réunions/examens, par exemple des conférences, des exposés et des réunions techniques, afin de faciliter le respect des exigences du contrat. Ces réunions/examens consisteront en des audioconférences ou des vidéoconférences, selon ce que conviennent l'entrepreneur et le Canada.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.1.1.0-17	Suivi des mesures. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit :
4.1.1.0-17.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ veiller à ce que toutes les mesures précisées durant les réunions auxquelles participent l'entrepreneur et le Canada soient entrées dans le RSM pendant la réunion et qu'on s'entende à leur sujet avant la fin de la réunion;
4.1.1.0-17.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ intervenir afin de prendre en compte et d'exécuter les mesures qui lui sont assignées, en respectant l'échéance convenu;
4.1.1.0-17.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ demander l'approbation du Canada afin de classer une mesure ou encore d'indiquer qu'une mesure est terminée.
4.1.1.0-18	Rendement. L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin d'obtenir les résultats ci-dessous.
4.1.1.0-18.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Gestion des travaux conformément au plan de gestion de programme précisé au paragraphe 4.1.1.0-4 (CB-A1 n° 1).
4.1.1.0-18.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Préparation et présentation des éléments de la LDEC, conformément aux DÉD de l'annexe CC qui sont précisées aux paragraphes 4.1.1.0-3, 8, 10, 11 et 12 (CB-A1 n° 3).
4.1.1.0-18.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Envoi d'un avis à l'AT au sujet des rapports d'incident d'importance conformément aux précisions du paragraphe 4.1.1.0-10 (CB-A1 n° 7).
4.1.1.0-18.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Gestion des réunions selon les indications des paragraphes 4.1.1.0-12, 13, 14, 15 et 16 (CB-A1 n° 6).
4.1.1.0-18.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ Préparation et mise à jour du RSM d'après les indications des paragraphes 4.1.1.0-12.0-9 et 4.1.1.0-17 (CB-A1 n° 5).
4.1.2	4.1.2 Système de gestion du rendement de programme
4.1.2.0-1	<p>Système de gestion du rendement de programme. Un objectif important du SOSA porte sur l'établissement et la mise à jour d'un système de gestion du rendement de programme. Les niveaux de rendement initiaux sont précisés dans les besoins axés sur le rendement (annexe CB). Ces besoins indiquent le rendement de base en vue de la mise en œuvre du programme. Les besoins axés sur le rendement comportent des éléments qualitatifs et mesurables. Une fois établis, ces éléments de base feront partie d'un processus officiel qui consistera à mesurer le rendement en fonction de ces éléments de base. Les évaluations du rendement qui en résulteront pourront faciliter le processus décisionnel du MDN en ce qui a trait à l'adjudication d'années d'option au contrat, à l'augmentation de l'effort de travail ou à l'élargissement des services et des tâches d'après les efficacités et les capacités démontrées en plus de fournir de l'information sur les points où le rendement devrait être amélioré. Ces résultats d'évaluation du rendement constituent la base des leçons retenues</p>

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	auxquelles le MDN pourra faire appel pour les besoins futurs liés aux aspects qui ne font pas déjà l'objet d'un contrat (cycle 3 durant lequel un processus d'acquisition distinct par voie concurrentielle sera lancé).
4.1.2.0-2	Gestion du rendement de programme. L'entrepreneur doit veiller à respecter les objectifs de rendement convenus qui sont précisés dans le présent ÉDT et à l' annexe CB associée. Plus particulièrement, l'entrepreneur doit atteindre les objectifs de rendement indiqués dans les besoins axés sur le rendement pour la mise en œuvre et l'exécution du programme. La fonction de gestion du programme de l'entrepreneur est responsable de l'atteinte du niveau de rendement convenu. La gestion du programme de l'entrepreneur doit faire en sorte que l'apport des autres unités fonctionnelles de l'entrepreneur, des sous-traitants ou des autres fournisseurs soit transparent.
4.1.2.0-3	Niveau de référence de rendement. Il s'agit des besoins axés sur le rendement qui sont décrits à l' annexe CB du présent contrat. Ces besoins constituent l'élément de référence du processus de surveillance du rendement. Les besoins axés sur le rendement évoluent pendant la durée du contrat au fur et à mesure que des modifications sont apportées au contrat de SOSA; ces changements sont pris en compte dans le processus de surveillance du rendement.
4.1.2.0-4	Processus de surveillance du rendement. Il importe, pour garantir l'efficacité globale du contrat de SOSA, d'avoir une vue commune du niveau prévu de rendement, de disposer d'une méthode convenue de mesure et de s'entendre sur les résultats. Les deux parties ont pour tâche d'effectuer une évaluation indépendante d'après les indications qui figurent aux paragraphes ci-après.
4.1.2.0-5	Évaluation du rendement de l'entrepreneur. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit lancer le processus de surveillance du rendement en effectuant une auto-évaluation de son rendement au travail, chaque trimestre, d'après les critères de référence en vigueur. Les indications quant à la mesure sont décrites à l' annexe CB, appendice 1 . L'entrepreneur présentera ses résultats avec l'ordre du jour de la REAT trimestrielle correspondante.
4.1.2.0-6	Évaluation de l'AT. L'AT effectuera également, à chaque trimestre, une évaluation du rendement de l'entrepreneur pour la même période, d'après les mêmes critères de référence, et il communiquera à l'entrepreneur les conclusions de cette évaluation afin que celui-ci les examine.
4.1.2.0-7	Règlement des divergences quant au rendement. Si les conclusions des évaluations réalisées par les parties respectives diffèrent, on doit discuter de ces différences et remédier à la situation durant la REAT trimestrielle.
4.1.2.0-8	Évaluation annuelle du rendement. Une évaluation annuelle du rendement de l'entrepreneur sera faite; à cet égard, on regroupera tous les critères qui découlent des évaluations trimestrielles. On procèdera ainsi en vue d'un examen dans le cadre d'une réunion annuelle d'examen du rendement convoquée par le Canada et l'entrepreneur, pour

	chaque période d'exécution du contrat, soit un an à partir de la date d'anniversaire du début du contrat jusqu'au prochain anniversaire de début du contrat moins un jour. Cet examen annuel se fondera sur les évaluations trimestrielles cumulatives, conformément à l'appendice 1 de l'annexe CB , et il sera présenté à la première REAT qui a lieu après la fin de l'année.
4.1.2.0-9	Amélioration du rendement. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit élaborer et mettre en œuvre des initiatives en vue de l'exécution de mesures correctives et d'amélioration du rendement afin de rehausser la satisfaction du client au besoin. Le travail d'une de ces initiatives ne doit pas nuire au respect, par l'entrepreneur, de sa responsabilité en matière de rendement dans d'autres domaines. L'entrepreneur est également incité à recommander les changements à apporter aux besoins axés sur le rendement qui peuvent améliorer l'efficacité et entraîner des économies. Les points à améliorer et les propositions spécifiques doivent être présentés au même moment que l'évaluation annuelle du rendement. Afin de faciliter ce travail, la partie II du tableau 1 de l'appendice 1 de l'annexe CB invite à formuler des suggestions en vue d'améliorations.
4.1.2.0-10	Rendement exceptionnel en matière de soutien des opérations. L'ÉIS est un système d'armes déployable. Bien que les besoins axés sur le rendement du SOSA doivent correspondre à ces circonstances et prendre en compte un large éventail de scénarios de rendement, à l'occasion, le rythme accru des opérations entraîne la demande d'un niveau plus élevé d'intervention (service). En tel cas, les évaluations comporteront des points supplémentaires qui porteront sur le rendement des services de soutien fournis dans le cadre des opérations.
4.1.2.0-11	Liste d'exception du rendement du SOSA (LERS). Dans certains cas, l'entrepreneur peut ne pas être en mesure de respecter les exigences en matière de rendement en raison de changements apportés aux priorités et aux processus du MDN. Dans ces situations, selon ce qui est convenu d'un commun accord, l'AT peut accorder à l'entrepreneur une dérogation au chapitre du rendement au cas par cas, pourvu que l'entrepreneur soit en mesure de démontrer qu'il déploie tous les efforts possibles. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit tenir une liste globale (LERS) des exceptions convenues et adjoindre celle-ci au rapport mensuel de l'état des services. Chaque élément de la LERS doit être pris en compte à l'aide d'un plan d'action particulier, pour lequel on assigne un BPR et on fixe une date d'achèvement. Si le nombre d'éléments de la LERS est anormalement élevé, selon les observations du Canada, cette situation fera l'objet d'une REAT.
4.1.2.0-12	Examen annuel du niveau d'effort (NE). Pendant la période du contrat, une fois par année à la REAT qui a lieu après la fin de la période de rapport de l'examen annuel de l'évaluation du rendement, l'entrepreneur doit présenter à l'AT l'ensemble de l'utilisation des ressources de l'année précédente pour but de vérification par le Canada. Ce NE est associé directement à la subdivision du NE établie au départ au paragraphe 4.1.1.0-7.
4.1.2.0-13	Rendement. L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l'annexe CB ,

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	appendice 1 , afin de produire le résultat ci-dessous.
4.1.2.0-13.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Élaboration et mise en œuvre d'un processus d'amélioration du rendement d'après les indications du paragraphe (CB-A1 n° 2).
4.1.3	4.1.3 Gestion des tâches et rendement
4.1.3.0-1	Les travaux, le cas échéant, qui relèvent du contrat et qui ne sont pas pris en compte dans le présent ÉDT à titre d'activité de base seront exécutés à l'aide du processus d'Autorisation des tâches (DND 626) décrit à l' appendice 3 du présent ÉDT. Une description détaillée du travail à effectuer sera communiquée par le MDN à l'aide d'une demande de tâche. Une fois que l'AT accepte une proposition de tâche de l'entrepreneur, celui-ci se voit assigner une Autorisation des tâches (DND 626) : les travaux peuvent alors débuter.
4.1.3.0-2	Propositions de tâche. La proposition de tâche de l'entrepreneur doit aborder tous les éléments de la demande de tâche associée et décrire les hypothèses avancées, les heures de travail, le matériel, le calendrier, le risque, les livrables et la ventilation des coûts. Si une proposition comporte un prix fixe, celui-ci doit être indiqué clairement à ce titre dans la lettre de la proposition. La proposition avec prix fixe doit être accompagnée des jalons et de la ventilation détaillée des coûts.
4.1.3.0-3	Autorisations des tâches et livrables. Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur devra lancer et exécuter les tâches en fonction des besoins précisés, qui seront définies pendant toute la durée du contrat du SOSA et qui relèvent du contrat. L'entrepreneur ne doit commencer les activités qu'après avoir reçu une Autorisation des tâches (DND 626) dûment approuvée. L'entrepreneur doit gérer les tâches conformément aux procédures d'assignation de tâche décrites à l' appendice 3 du présent ÉDT.
4.1.3.0-4	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit dresser et tenir à jour la liste des tâches autorisées, en précisant notamment le numéro d'élément, le titre, une courte description, l'état actuel et la date de livraison. Cette liste doit être passée en revue à chaque REAT, afin qu'on repère les écarts le cas échéant; elle doit être tenue à jour et offerte en vue d'une consultation par le biais de l'EIE.
4.1.3.0-5	Le rendement de l'entrepreneur quant aux tâches sera passé en revue durant la REAT normale.
4.1.3.0-6	Priorité et délai d'intervention. L'AT doit assigner une priorité à chaque tâche, selon la nature et la criticité du besoin concernant la tâche. Malgré le besoin précisé à l' appendice 3 du présent ÉDT, dans les cas où une tâche fait suite à un rapport de problème, le degré d'intervention du traitement doit tenir compte du niveau de priorité du règlement du problème. Si une tâche de soutien urgent s'avère nécessaire, l'entrepreneur doit envisager le report d'autres tâches, qui entraîne l'apport de modifications aux tâches. Les priorités des tâches sont définies ci-après.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.1.3.0-6.0-1	○ P1 – Identique à P1 pour les rapports sur les problèmes techniques (RPT) définis au paragraphe 4.1.9.1.6 ci-après.
4.1.3.0-6.0-2	○ P2 – Identique à P2 pour les RPT définis au paragraphe 4.1.9.1.6 ci-après.
4.1.3.0-6.0-3	○ P3 – Identique à P3 pour les RPT définis au paragraphe 4.1.9.1.6 ci-après.
4.1.3.0-6.0-4	○ P4 – Identique à P4 pour les RPT définis au paragraphe 4.1.9.1.6 ci-après.
4.1.3.0-6.0-5	○ P5 – Niveau d'activité normal de la mise en œuvre d'une tâche qui n'a pas trait à un RPT ou qui se rapporte à un RPT auquel une priorité P5 a été attribuée. Le délai d'intervention doit être conforme au délai décrit à l' appendice 3 du présent ÉDT.
4.1.3.0-7	Rendement. L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin de produire les résultats ci-dessous.
4.1.3.0-7.0-1	○ Communication des propositions de tâche conformément aux indications des paragraphes 4.1.3.0-2 et 4.1.3.0-6 (CB-A1 n ^{os} 9 et 10).
4.1.3.0-7.0-2	○ Exécution des tâches conformément aux indications des paragraphes 4.1.3.0-3 et 4.1.3.0-6 (CB-A1 n ^o 8).
4.1.3.0-7.0-3	○ Élaboration et tenue à jour de la liste des tâches autorisées conformément aux indications du paragraphe 4.1.3.0-4 (CB-A1 n ^o 11).
4.1.4	4.1.4 Gestion de la configuration (GC)
4.1.4.0-1	Pendant tout le contrat de soutien en service et à titre d'activité de base, l'entrepreneur doit maintenir le programme de gestion de la configuration (GC) établi durant l'exécution du contrat d'achat de l'ÉIS.
4.1.4.0-2	Le programme de GC doit veiller à ce que la documentation corresponde en tout temps au produit approuvé et visé par le soutien, malgré tous les changements apportés et l'évolution mise en œuvre sous forme d'activités axées sur les tâches pendant l'exécution du contrat.
4.1.4.0-3	À titre d'activité de base, le programme établi de gestion de la configuration doit continuer à prendre en compte, à tout le moins, les points suivants :
4.1.4.0-3.0-1	○ plan de gestion de la configuration;
4.1.4.0-3.0-2	○ identification de la configuration;
4.1.4.0-3.0-3	○ contrôle de la configuration;
4.1.4.0-3.0-4	○ documentation sur l'état de la configuration;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.1.4.0-3.0-5	○ vérification de la configuration;
4.1.4.0-3.0-6	○ données techniques.
4.1.4.1	4.1.4.1 Plan de gestion de la configuration
4.1.4.1.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit mettre à jour et livrer un plan de gestion de la configuration (PGC) qui précise les politiques, les procédures et le personnel qui doit s'assurer que la configuration de l'ÉIS est correctement contrôlée et décrite. Le PGC doit être préparé et présenté conformément à la LDEC CM-101 .
4.1.4.2	4.1.4.2 Identification de la configuration
4.1.4.2.0-1	Si un nouvel élément de configuration (ÉC) ne comportant pas de numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO) est adjoint pendant l'exécution du contrat, l'entrepreneur doit, sous réserves d'une, et selon la demande, préparer et fournir les données techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS) conformément à la LDEC LS-101 .
4.1.4.3	4.1.4.3 Contrôle de la configuration
4.1.4.3.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit préparer et présenter des propositions de modification technique (PMT) conformément à la LDEC CM-102 afin de demander l'autorisation d'apporter des changements à la configuration de produit de base approuvée ou encore à un rendement particulier ou à une exigence de conception du contrat, d'une spécification ou d'un document. Si elle est approuvée, la PMT est mise en œuvre et constitue une activité axée sur les tâches.
4.1.4.3.0-2	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit présenter une analyse des incidences sur les coûts, l'échéancier, le SLI, l'ergonomie, l'environnement ainsi que sur la santé et la sécurité de chaque PMT qui modifie une ou plusieurs des caractéristiques suivantes : installation, adaptation, fonction ou rendement qui figure à l'extérieur des limites précisées. Une PMT qui ne change pas l'installation, l'adaptation, la fonction ou le rendement n'exige pas l'approbation du MDN, mais elle doit être communiquée à titre d'information sans une analyse complète des incidences.
4.1.4.3.0-3	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit préparer et présenter des demandes de dérogation (DDD) et/ou des demandes de renonciation (DDR) conformément à la LDEC CM-103 . Une DDD décrit une dérogation demandée par rapport à une exigence du contrat pour une période particulière et/ou un nombre d'unités précisé. Une DDR sert à obtenir l'autorisation de livrer un matériel non conforme qui peut ne pas respecter la documentation prescrite, mais qui convient à une utilisation telle quelle ou après une réparation et/ou un rajustement.
4.1.4.3.0-4	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit préparer et présenter un avis de modification

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	(AM) conformément à la LDEC CM-104 , afin de décrire les changements apportés à une spécification, en même temps que la préparation d'une PMT associée, pour chaque spécification qui exige une révision si la PMT est approuvée. L'AM ne doit préciser que le changement détaillé proposé à la spécification.
4.1.4.3.0-5	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit préparer et présenter un avis de révision (NOR) conformément à la LDEC CM-105 afin de décrire avec précision le ou les changements à apporter à chaque dessin, liste associée ou au ou aux autres documents touchés si ceux-ci sont désignés comme exigence en matière de données dans le contrat. Un NOR doit normalement être produit dans les cas où le ou les documents touchés par une PMT ne sont pas contrôlés dans le cadre de l'activité de préparation de la PMT.
4.1.4.4	4.1.4.4 Documentation sur l'état de la configuration (DÉC)
4.1.4.4.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit préparer des rapports de DÉC et fournir ceux-ci conformément à la LDEC CM-106 . Les rapports de DÉC doivent être présentés avec le rapport mensuel de l'état des services (paragraphe 4.1.1.11).
4.1.4.4.0-2	Sous réserves d'une, et selon la demande, pour les ÉC de logiciel, l'entrepreneur doit mettre à jour et traiter les documents de la description de la version du logiciel (DDVL) à la LDEC CM-107 dans le cas d'une nouvelle version de logiciel.
4.1.4.5	4.1.4.5 Vérification de la configuration
4.1.4.5.0-1	Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur doit déterminer les vérifications suivantes de la configuration, en établir le calendrier et les exécuter :
4.1.4.5.0-1.0-1	○ vérification de la configuration fonctionnelle (VCF);
4.1.4.5.0-1.0-2	○ vérification des configurations physiques (VCP).
4.1.4.5.0-2	Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur doit produire un plan de vérification de la configuration pour chaque VCF et VCP réalisée. Les plans doivent être préparés et communiqués conformément à la LDEC CM-108 .
4.1.4.5.0-3	Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur doit préparer et présenter un rapport de vérification de la configuration devant être approuvé par le MDN, conformément à la LDEC CM-109 après la réalisation des vérifications respectives.
4.1.4.5.0-4	Pour chaque vérification réalisée et suite à l'approbation du rapport de vérification, et à la fin des mesures à prendre (MP) associées, sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur doit préparer, selon son propre format, une certification devant être approuvée par le BP du PÉIS. La trousse de certification comprend :
4.1.4.5.0-4.0-1	○ la preuve de la fin des MP;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.1.4.5.0-4.0-2	○ les éléments de référence mis à jour;
4.1.4.5.0-4.0-3	○ la feuille de certification finale.
4.1.4.6	4.1.4.6 Données techniques
4.1.4.6.0-1	L'entrepreneur doit donner accès à ses données techniques (dessins techniques, liste de données et documents de référence) qui décrivent le produit de l'ÉIS livré, à la demande de l'AT en vue d'une consultation.
4.1.4.7	4.1.4.7 Rendement
4.1.4.7.0-1	L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin d'obtenir les résultats ci-dessous.
4.1.4.7.0-1.0-1	○ Préparation et présentation des éléments de la LDEC conformément aux DÉD de l'annexe CC, d'après les indications des paragraphes 4.1.4.1.0-1, 4.1.4.2.0-1, 4.1.4.3.0-1, -3, -4, -5, 4.1.4.4.0-1, -2, 4.1.4.5.0-2 et -3 (CB-A1 n° 3).
4.1.4.7.0-1.0-2	○ Présentation d'une analyse des incidences d'après les indications du paragraphe 4.1.4.3.0-2 (CB-A1 n° 12).
4.1.5	4.1.5 Gestion des données (GD)
4.1.5.0-1	Pendant la période du contrat de soutien en service et à titre d'activité de base, l'entrepreneur doit maintenir le programme de gestion de données établi durant l'exécution du contrat d'acquisition, afin de contrôler l'accès aux données livrables du contrat et la livraison de ces données.
4.1.5.0-2	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit mettre à jour et conserver son plan de gestion de la documentation technique (PGDT) préparé au préalable, fourni et approuvé dans le cadre de l'exécution du contrat d'acquisition. Ce plan précise les politiques, les procédures et le personnel responsable qui doit s'assurer que la gestion des données de l'ÉIS est correctement contrôlée et décrite. La préparation et la livraison doivent être conformes à la LDEC DM-101 .
4.1.5.1	4.1.5.1 Données livrables
4.1.5.1.0-1	L'entrepreneur doit préparer et fournir, en vue d'une approbation et d'une acceptation par le MDN, toutes les données précisées dans la liste des données essentielles au contrat (LDEC), conformément aux instructions qui sont contenues dans chaque description des éléments de données (DÉD) qui figure à l' annexe CC .
4.1.5.1.0-2	Au besoin, l'entrepreneur doit réviser et présenter à nouveau tous les éléments de données au plus tard 15 jours ouvrables après avoir reçu les commentaires du MDN, à moins

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	d'indication contraire.
4.1.5.1.0-3	L'entrepreneur doit mettre à jour et réviser tous les éléments de données sous réserves d'une, et selon la demande, d'après les changements à apporter au contrat qui ont été approuvés.
4.1.5.2	4.1.5.2 Livraison de données
4.1.5.2.0-1	L'AT indiquera à l'entrepreneur dans les 15 jours ouvrables à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat, les points de livraison des données livrables. Cet avis précisera le nom, l'organisation, le titre du poste, l'adresse postale et l'adresse de courriel ainsi que les numéros de téléphone et de télécopieur. L'AT peut, à l'aide d'un avis, modifier les adresses de livraison en tout temps.
4.1.5.2.0-2	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit indiquer à l'AT, au plus tard 15 jours ouvrables à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat, les points de livraison des réponses de l'AT. Cet avis doit préciser le nom, l'organisation, le titre du poste, l'adresse postale et l'adresse de courriel ainsi que les numéros de téléphone et de télécopieur. L'AT peut, à l'aide d'un avis, modifier les adresses de livraison en tout temps.
4.1.5.2.0-3	L'entrepreneur doit produire et livrer les éléments de données dans un format compatible avec MS Office 2003, pour les documents, et dans un format compatible avec MS Project 2003 pour les échéanciers/calendriers.
4.1.5.2.0-4	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit mettre à la disposition de l'AT toutes ses politiques et procédures ou encore les autres données qui sont mentionnées dans le présent ÉDT ou dans les éléments de données de l'entrepreneur, lorsque l'AT lui fait parvenir une demande à cet égard. L'entrepreneur doit offrir les données demandées au plus tard cinq jours ouvrables après la réception de la demande en question.
4.1.5.3	4.1.5.3 Livraison de données par le biais de l'environnement d'information électronique (EIE)
4.1.5.3.0-1	Les éléments de données doivent être livrés par l'entremise de l'EIE décrit à la section suivante. L'EIE a pour but de garantir une livraison et un accès rapide et sans délai à l'information nécessaire.
4.1.5.3.0-2	L'entrepreneur doit aviser l'AT lorsqu'un élément de données ne peut pas être livré par l'intermédiaire de l'EIE et proposer une solution de rechange pour la livraison. Le recours à un autre mode de livraison ne doit pas nuire au respect de la date de livraison des données en question. L'entrepreneur doit reporter les données dans l'EIE dès que possible.
4.1.5.4	4.1.5.4 Gestion des données
4.1.5.4.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit gérer les données livrables du PÉIS et les

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	autres données connexes, dans l'EIE.
4.1.5.4.0-2	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit gérer l'information fournie par le gouvernement conformément aux modalités de l'accord de prêt aux entrepreneurs qui figure à l' annexe CD .
4.1.5.4.0-3	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit préparer et tenir à jour un registre d'éléments de la liste des données essentielles au contrat auquel on peut accéder par le biais de l'EIE.
4.1.5.4.0-4	Ce registre doit comporter les champs ci-dessous, qui sont définis à l' annexe CC , ainsi que l'historique des transactions de chaque LDEC :
4.1.5.4.0-4.0-1	○ numéro d'élément;
4.1.5.4.0-4.0-2	○ numéro de présentation (numéro de révision);
4.1.5.4.0-4.0-3	○ type d'élément présenté (original ou révision);
4.1.5.4.0-4.0-4	○ titre;
4.1.5.4.0-4.0-5	○ événement ou jalon associé;
4.1.5.4.0-4.0-6	○ date promise;
4.1.5.4.0-4.0-7	○ date d'envoi;
4.1.5.4.0-4.0-8	○ référence de la documentation de l'entrepreneur;
4.1.5.4.0-4.0-9	○ numéro de document de l'entrepreneur;
4.1.5.4.0-4.0-10	○ date du document de l'entrepreneur;
4.1.5.4.0-4.0-11	○ date promise pour les commentaires de l'AT;
4.1.5.4.0-4.0-12	○ date de réception des commentaires de l'AT;
4.1.5.4.0-4.0-13	○ code d'approbation, Ap (approbation), Ac (acceptation) ou R (examen);
4.1.5.4.0-4.0-14	○ référence de la réponse de l'AT; et
4.1.5.4.0-4.0-15	○ remarques.
4.1.5.4.0-5	À titre d'activité de base, le gestionnaire des données de l'entrepreneur doit passer en revue avec le gestionnaire de la configuration du MDN, selon une fréquence convenue d'un commun accord, l'état des éléments de la LDEC et le registre des éléments de la LDEC afin de déterminer si ceux-ci sont complets, exacts et clairs, en plus d'apporter les

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	modifications requises.
4.1.5.4.0-6	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit mettre le registre d'éléments de la LDEC à la disposition de l'AT en vue d'un examen par celui-ci, par l'entremise de l'EIE, dans les deux mois après le début du contrat (MADC) et maintenir cette disponibilité pendant toute la durée du contrat.
4.1.5.5	4.1.5.5 Avis de livraison de données
4.1.5.5.0-1	L'entrepreneur doit indiquer à l'AC et à l'AT que les données livrables sont offertes sur l'EIE en vue d'un examen, d'une approbation, d'une acceptation ou à titre d'information selon le cas.
4.1.5.5.0-2	L'entrepreneur doit adjoindre les renseignements ci-dessous dans son avis :
4.1.5.5.0-2.0-1	○ numéro d'élément de la LDEC;
4.1.5.5.0-2.0-2	○ numéro de révision du document et la date de celle-ci;
4.1.5.5.0-2.0-3	○ titre du document;
4.1.5.5.0-2.0-4	○ numéro du contrat.
4.1.5.6	4.1.5.6 Rendement
4.1.5.6.0-1	L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin d'obtenir les résultats ci-dessous.
4.1.5.6.0-1.0-1	○ Préparation et présentation des éléments de la LDEC conformément aux DED de l'annexe CC, d'après les indications des paragraphes 4.1.5.0-2, 4.1.5.1.0-1 (CB-A1 n° 3); et
4.1.5.6.0-1.0-2	○ Présentation des éléments révisés de la LDEC d'après les indications du paragraphe 4.1.5.1.0-2 (CB-A1 n° 4).
4.1.6	4.1.6 Propriété intellectuelle
4.1.6.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit préparer et présenter des listes de la propriété intellectuelle (PI) qui indiquent la propriété intellectuelle utilisée dans le cadre du contrat et élaborée en vertu de celui-ci, conformément à la LDEC PM-108 . Les listes de la propriété intellectuelle indiquent la propriété intellectuelle d'arrière-plan et de premier plan utilisée et élaborée par l'entrepreneur durant l'exécution du contrat.
4.1.7	4.1.7 Environnement d'information électronique (EIE)
4.1.7.1	4.1.7.1 Portée

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.1.7.1.0-1	L'entrepreneur doit continuer à gérer et à mettre à jour (à titre d'activité de base) ainsi qu'à faire évoluer (à titre d'activité axée sur les tâches) le système de l'EIE fourni au départ dans le cadre de l'exécution du contrat d'acquisition, afin que le MDN puisse continuer à accéder en toute sécurité aux contrats de SOSA et aux données de l'ÉIS.
4.1.7.1.0-2	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit offrir aux utilisateurs autorisés un accès aux données requises afin qu'ils puissent exécuter leurs activités en appui au soutien en service de l'ÉIS.
4.1.7.2	4.1.7.2 Caractéristiques générales
4.1.7.2.0-1	À partir du début du contrat, l'EIE peut évoluer afin d'offrir des fonctions accrues. L'évolution découlera des tâches autorisées.
4.1.7.2.0-2	À titre d'activité de base, le contenu (données) doit au départ être offert conformément aux indications de l'ÉDT de l'acquisition. L'EIE doit offrir un accès aux données associées aux produits.
4.1.7.2.0-3	L'EIE doit offrir un accès bidirectionnel à distance, entre le MDN et l'entrepreneur, aux éléments de données du contrat pour toutes les activités de soutien en service.
4.1.7.3	4.1.7.3 Accès par navigateur Web
4.1.7.3.0-1	L'EIE doit offrir aux utilisateurs un accès aux données, par le recours à l'application de navigateur Internet normalisé du MDN; il s'agit actuellement de Windows Internet Explorer 7.
4.1.7.4	4.1.7.4 Accès à l'EIE
4.1.7.4.0-1	<u>À titre d'activité de base</u> , l'entrepreneur doit offrir et maintenir des services de gestion de compte afin d'établir et d'administrer des comptes d'utilisateur de l'EIE.
4.1.7.4.0-2	L'accès à l'EIE doit être contrôlé à l'aide mots de passe, que l'entrepreneur gérera à titre d'activité de base.
4.1.7.4.0-3	L'EIE doit être mis à la disposition des membres autorisés de l'équipe de soutien de l'AT, dans le cadre de l'exécution de leurs activités 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf pendant la période d'arrêt prévue par l'entrepreneur.
4.1.7.4.0-4	L'EIE doit offrir un accès aux dernières révisions des données techniques diffusées.
4.1.7.4.0-5	L'EIE doit permettre à un utilisateur d'accéder à une copie électronique des LDEC, ainsi que de transférer celle-ci et de la reporter, en plus des éléments de données (ÉD), des données sur le cycle de vie, des données de gestion du projet, du processus de changements techniques, des examens de conception et d'autres données, selon les besoins, pour permettre l'examen et l'utilisation des données par l'AT dans le cadre de

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	l'exécution de ses activités.
4.1.7.5	4.1.7.5 Besoins de fonctions rehaussées
4.1.7.5.0-1	L'entrepreneur doit faciliter l'évolution de l'EIE à l'aide de fonctions rehaussées, par l'utilisation d'autorisations de tâche.
4.1.8	4.1.8 Gestion de la qualité
4.1.8.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit mettre en œuvre un système de gestion de la qualité pour l'exécution du travail, conformément à son plan de gestion de programme et son système interne de gestion de la qualité.
4.1.8.0-2	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit effectuer la gestion de la qualité conformément au programme d'assurance de la qualité approuvé.
4.1.8.0-3	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit offrir au représentant de l'assurance de la qualité (RAQ) du MDN l'accès au système qualité, au plus tard 48 heures après la réception d'une demande de visite, dans le but de veiller à ce que les activités exécutées par l'entrepreneur soient conformes aux processus et les procédures indiquées dans le programme d'assurance de la qualité.
4.1.8.0-4	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit proposer des mesures correctives pour tous les cas de non-conformité repérés par le RAQ du MDN. Ces mesures doivent s'attaquer à la non-conformité par rapport aux procédures prescrites ou décrites ou aux cas de pratiques médiocres qui risquent d'avoir une incidence négative sur la qualité de l'ÉIS.
4.1.9	4.1.9 Système de gestion de problèmes techniques
4.1.9.1	4.1.9.1 Gestion des problèmes techniques (GPT)
4.1.9.1.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit offrir et maintenir une fonction de GPT adaptée à la situation, afin de faciliter le repérage, l'étude et le règlement des problèmes techniques de l'ÉIS.
4.1.9.1.0-2	L'entrepreneur doit offrir ce service au plus tard à la date de livraison du premier équipement de l'ÉIS.
4.1.9.1.0-3	L'entrepreneur doit s'acquitter des tâches ci-après.
4.1.9.1.0-3.0-1	<ul style="list-style-type: none"> À titre d'activité de base, recueillir, surveiller et analyser l'information sur les défauts techniques des produits et les lacunes au chapitre du rendement, les cas de non-conformité par rapport aux exigences relatives au rendement technique et aux spécifications techniques, les exigences contractuelles et l'état des stocks. Cette information comprend les renseignements des sous-traitants le cas échéant. Toute divergence doit être notée dans les rapports sur les problèmes techniques

	(RPT), c'est-à-dire l'information fournit par l'entrepreneur ainsi que celle provenant de l'AT.		
4.1.9.1.0-3.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Pour les problèmes exigeant un règlement et à titre d'activité de base, classer ceux-ci d'après les catégories et en ordre de priorité, en collaboration avec l'AT. 		
4.1.9.1.0-3.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ À titre d'activité de base, déterminer les solutions possibles ou les plans d'action, par exemple en recommandant une surveillance accrue, ainsi que les ressources techniques adéquates qui s'avèrent nécessaires. 		
4.1.9.1.0-3.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Si une activité axée sur les tâches découle des étapes ci-dessus, il s'agit, suite à la réception d'une autorisation de tâche, de faire enquête de même que d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de mesures correctives. 		
4.1.9.1.0-3.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ À titre d'activité de base, faire le suivi du règlement des problèmes. 		
4.1.9.1.0-4	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit présenter tous les RPT à l'AT, afin d'en obtenir son accord.		
4.1.9.1.0-5	Une fois que l'AT a donné son accord, une demande d'activité axée sur les tâches peut être produite par l'AT en vue du lancement des travaux d'étude et de l'élaboration d'un plan de mesures correctives, afin de régler un problème technique signalé et de prévenir la réapparition de celui-ci.		
4.1.9.1.0-6	Priorité et temps de réponse. Les plans de mesures correctives doivent tenir compte du niveau de priorité assigné au problème technique, qui déterminera également la priorité de la tâche. L'intervention de l'entrepreneur en rapport avec le problème technique doit être conforme aux priorités précisées au tableau ci-après.		
4.1.9.1.0-7	Priorité	Définition	Temps de réponse
	1	Tout problème qui empêche la réalisation d'une capacité opérationnelle ou critique et qui met en péril la sécurité ou toute autre exigence jugée cruciale. Il peut s'agir d'un problème qui cause ou risque de causer une panne qui entraîne la défaillance complète d'une capacité.	L'entrepreneur doit intervenir dans les 24 heures en proposant une solution technique qui résout le problème ou, à tout le moins, il doit offrir une solution de rechange raisonnable qui rétrograde le problème au niveau de priorité 3.
	2	Tout problème qui entraîne la perte ou empêche l'utilisation d'une fonction d'une capacité opérationnelle ou critique, pour lequel il n'existe pas, à ce moment,	L'entrepreneur doit intervenir dans les 48 heures en proposant une solution technique qui résout le problème ou, à tout le moins, il doit offrir une solution de rechange

		de solution de rechange raisonnable.	raisonnable qui rétrograde le problème au niveau de priorité 3.
	3	Tout problème qui entraîne la perte ou empêche l'utilisation d'une fonction particulière d'une capacité, pour lequel il existe une solution de rechange raisonnable.	L'entrepreneur doit intervenir dans les 10 jours ouvrables en proposant une solution technique qui règle le problème.
	4	Tout problème qui entraîne des inconvénients ou une contrariété pour l'utilisateur ou l'opérateur, mais qui n'empêche pas celui-ci d'exécuter une fonction.	L'entrepreneur doit intervenir dans les 20 jours ouvrables en proposant une solution technique qui règle le problème.
	5	Tout autre problème ou défectuosité.	L'entrepreneur doit intervenir dans les 65 jours ouvrables en proposant une solution technique qui règle le problème.
4.1.9.2	4.1.9.2 Gestion des problèmes techniques		
4.1.9.2.0-1	À titre d'activité axée sur les tâches, l'entrepreneur doit élaborer une proposition de tâche concernant une solution ou un plan d'action de mesures correctives recommandé avec une proposition de modification technique adéquate, au besoin, pour les problèmes techniques auxquelles le MDN est associé en tout ou en partie.		
4.1.9.3	4.1.9.3 Rendement		
4.1.9.3.0-1	Rendement. L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin d'obtenir le résultat ci-dessous.		
4.1.9.3.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> Le temps de réponse au sujet des problèmes techniques est précisé au paragraphe 4.1.9.1.0-6 (CB-A1 n° 10). 		
4.1.10	4.1.10 Gestion de l'obsolescence (GO)		
4.1.10.0-1	Soutien de la gestion de l'obsolescence (GO). À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit fournir des services de gestion de l'obsolescence pour l'ÉIS. L'obsolescence est la non-disponibilité actuelle ou imminente du dernier fabricant ou fournisseur connu de matières premières, pièces de production ou pièces de rechange. La GO comprend les activités nécessaires à la surveillance et l'analyse des problèmes d'obsolescence et la production de rapports à cet effet. Sous réserves d'une, et selon la demande, la mise en œuvre d'une solution de GO doit être effectuée en vertu d'une tâche à l'aide d'une commande de pièces de rechange correspondante.		

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.1.10.0-2	Liste de candidats de la GO. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit tenir à jour et fournir à titre d'information une liste des candidats de la gestion de l'obsolescence (LCGO) conformément à la LDEC LS-102 .
4.1.10.0-3	Rapport des questions de GO. À titre de tâche axée sur les activités, l'entrepreneur doit fournir à l'AT un rapport des questions de gestion de l'obsolescence (RQGO) conformément à la LDEC LS-103 . Ce rapport doit préciser les détails d'une question en suspens qui a trait aux sous-systèmes et aux composantes qui présentent le risque le plus important et le plus élevé sur le plan de l'obsolescence. Une composante présente un risque élevé si elle apparaît dans la LCGO et devient désuète dans un an ou moins. D'après la recommandation de l'entrepreneur, l'AT peut demander qu'une résolution soit exécutée en vertu d'une tâche autorisée ou par l'achat de pièces de rechange.
4.1.10.0-4	Rendement. L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin d'obtenir les résultats ci-dessous.
4.1.10.0-4.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fourniture d'un système de GO efficace d'après les indications du paragraphe 4.1.10.0-1 (CB-A1 n° 13).
4.1.10.0-4.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Préparation et présentation des éléments de la LDEC, conformément aux DÉD de l'annexe CC, d'après les indications des paragraphes 4.1.10.0-2 et 3 (CB-A1 n° 3).
4.1.11	4.1.11 Soutien de l'environnement santé et sécurité (ESS)
4.1.11.0-1	L'entrepreneur doit fournir, sur une base continue, les services de soutien de l'ESS qui suivent.
4.1.11.1	4.1.11.1 Généralités
4.1.11.1.0-1	L'entrepreneur doit examiner et documenter l'ESS, en plus d'intégrer celles-ci au processus décisionnel, pendant toute la durée du SOSA.
4.1.11.1.0-2	L'entrepreneur ne doit accroître ni le risque ni le nombre de substances réglementées lorsqu'il apporte des modifications à la configuration existante, autorisées par l'AT, sans augmenter de façon mesurable le rendement du matériel. Lorsqu'il propose des modifications, l'entrepreneur doit examiner la liste du matériel inscrit dans le SAFC afin d'y trouver un produit existant qui convient avant de recommander l'introduction d'un nouveau produit à l'inventaire du SAFC.
4.1.11.1.0-3	Qu'ils soient nouveaux ou modifiés, les documents à l'appui, comme les ITFC, doivent renfermer des avertissements et des instructions en matière d'ESS qui sont appropriés et en lien direct avec les risques associés à l'ESS indiqués dans la table des matières.
4.1.11.1.0-4	En tant qu'activité de base, l'entrepreneur doit autoriser le MDN à inspecter les documents relatifs à l'ESS et à surveiller leur application pendant toute la durée du contrat et il doit

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	faire le nécessaire à cette fin.
4.1.11.1.0-5	L'entrepreneur doit respecter les politiques, les ordres, les directives, les instructions et les pratiques exemplaires du MDN lorsqu'il accède à des territoires, des édifices ou du matériel détenus ou contrôlés par le MDN.
4.1.11.1.0-6	L'entrepreneur sera tenu responsable des dommages qu'il a causés par l'emballage, l'étiquetage ou le transport inapproprié des marchandises ou des produits.
4.1.11.1.0-7	L'entrepreneur doit veiller à ce que le devis, les normes, les documents à l'appui et les programmes de tests soient révisés afin qu'ils tiennent compte de l'ESS. L'entrepreneur doit incorporer dans les publications techniques des avertissements et des instructions en matière d'ESS qui sont appropriés et en lien direct avec les nouveaux risques qui y sont associés.
4.1.11.1.0-8	En tant qu'activité de base, l'entrepreneur doit informer l'AT et obtenir son approbation avant d'intégrer du nouveau matériel qui a des conséquences sur l'ESS. Le PMT (4.1.4.3.0-1) doit s'occuper d'un tel changement.
4.1.11.1.0-9	À la demande de l'AT, l'entrepreneur doit effectuer les modifications par rapport au modèle ou les modifications aux processus ou à d'autre matériel indiquées afin de réduire les conséquences et dangers environnementaux. L'entrepreneur peut proposer des mesures additionnelles.
4.1.11.1.0-10	L'AT peut demander à l'entrepreneur d'incorporer les modifications au matériel ou au matériel et aux services des programmes afin de donner suite à l'adoption de dispositions législatives en matière d'ESS ou de politiques ou de directives du MDN, nouvelles ou modifiées.
4.1.11.1.0-11	L'entrepreneur doit fournir les fiches signalétiques des matières dangereuses contenues dans le matériel, conformément aux directives de l'AT.
4.1.11.2	4.1.11.2 Conformité
4.1.11.2.0-1	Dans le cadre de la prestation des services, l'entrepreneur doit respecter à tous égards l'ensemble des lois et des règlements sur l'environnement, la santé et la sécurité qui sont en vigueur, comme la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)</i> , la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> , la <i>Loi sur les produits dangereux</i> , la <i>Loi sur le transport des marchandises dangereuses</i> et le <i>Code canadien du travail</i> . Lorsque les dispositions de l'une ou l'autre de ces lois sont mises en œuvre au moyen d'accords volontaires ou de codes de pratique, l'entrepreneur doit respecter ces accords ou ces codes de pratique comme s'ils étaient incorporés aux lois du Canada, sous réserve des accords volontaires cités dans les documents d'appel d'offres. L'entrepreneur doit se conformer aux lois qui s'appliquent à l'exécution du contrat, qu'elles soient mentionnées ou pas dans l'appel d'offres. Sur demande raisonnable du Canada, l'entrepreneur doit fournir une

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	preuve de conformité aux lois canadiennes applicables.
4.1.11.2.0-2	L'entrepreneur doit s'assurer que la prestation des biens et des services est entièrement conforme aux lois et aux règlements du Canada. L'entrepreneur doit informer le MDN de toute inobservation de la loi.
4.1.11.3	4.1.11.3 Produits dangereux
4.1.11.3.0-1	La partie II du <i>Code canadien du travail</i> impose l'utilisation des matières les moins dangereuses en milieu de travail. L'entrepreneur doit donc s'efforcer d'utiliser le produit le moins dangereux qui satisfait aux exigences de rendement.
4.1.11.3.0-2	L'entrepreneur doit inclure dans l'évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (ÉESS) les fiches signalétiques (FS) de tous les produits et le matériel utilisés pour l'exécution et l'entretien des travaux et qui sont visés par la <i>Loi sur les produits dangereux</i> , LRC 1985, c H-3 et les règlements y afférents, conformément à la loi et à ses règlements.
4.1.11.4	4.1.11.4 Produits contrôlés
4.1.11.4.0-1	Les produits contrôlés sont définis comme étant des produits qui contiennent des substances :
4.1.11.4.0-1,0-1	○ réglementées et dont la réglementation en vertu de la LCPE est proposée;
4.1.11.4.0-1,0-2	○ inscrites à la Liste des substances toxiques, Annexe 1 de la LCPE;
4.1.11.4.0-1,0-3	○ chimiques déclarées aux fins de l'Inventaire national des rejets de polluants;
4.1.11.4.0-1,0-4	○ visées par le Plan de gestion des produits chimiques, Liste de toutes les substances du Défi;
4.1.11.4.0-1,0-5	○ visées par le Programme d'accélération de la réduction/élimination des toxiques.
4.1.11.4.0-2	Toute utilisation de produits contrôlés dans le cadre des travaux visés par le présent contrat doit être préalablement soumise à l'examen et à l'approbation de l'AT. L'utilisation de produits contrôlés doit être examinée avec l'AT afin de déterminer s'ils peuvent être remplacés par des produits moins dangereux (conformément à la partie II du <i>Code canadien du travail</i>) qui satisfont aux exigences de rendement, et, dans l'affirmative, de les remplacer par des produits moins dangereux. Le MDN pratique une politique de restriction ou d'élimination de l'utilisation de produits contrôlés. L'adoption de dispositions législatives, de règlements, de politiques ou de directives, nouveaux ou modifiés, pendant la durée du présent contrat peut nécessiter la modification des processus et des activités de soutien. Ces modifications doivent être intégrées, au besoin, afin de s'assurer de leur conformité pendant toute la durée du contrat.

4.1.11.4.0-3	Liste des produits contrôlés. Tout sous-contrat établi par l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution des travaux doit renfermer une clause relative à l'utilisation du produit contrôlé le moins dangereux qui permet de maintenir l'efficacité des activités. Les produits contrôlés qui sont interdits ne doivent pas être utilisés. Dans les cas où un produit contrôlé doit être utilisé, l'entrepreneur doit en justifier l'utilisation et obtenir l'approbation de l'AT avant de l'utiliser. L'entrepreneur doit fournir à l'AT les fiches signalétiques de tous les produits et les matières dangereux inscrits.
4.1.11.4.0-4	L'entrepreneur doit présenter à l'AT une demande d'autorisation d'utiliser tout produit contrôlé. L'utilisation de produits contrôlés doit être examinée avec l'AT afin de déterminer s'ils peuvent être remplacés par des produits moins dangereux (conformément à la partie II du <i>Code canadien du travail</i>) qui satisfont aux exigences de rendement, et, dans l'affirmative, de les remplacer par des produits moins dangereux. Le MDN pratique une politique de restriction ou d'élimination de l'utilisation de produits contrôlés.
4.1.11.4.0-5	Lorsque c'est possible et en fonction des exigences réglementaires, l'entrepreneur doit éviter d'utiliser des produits et des substances contrôlés dans le cadre des travaux visés au présent contrat.
4.1.11.4.0-6	Instructions concernant les produits contrôlés : L'entrepreneur doit veiller à ce que les instructions appropriées concernant la manutention, l'utilisation, le transport, l'entreposage et l'élimination des produits contrôlés soient incorporées aux documents relatifs à l'ESS.
4.1.11.4.0-7	L'entrepreneur est responsable du remplacement de tout produit utilisé dans la prestation des biens et des services qui n'est pas conforme aux lois et aux règlements du Canada, à ses frais.
4.1.11.5	4.1.11.5 Restrictions relatives aux matières dangereuses
4.1.11.5.0-1	Les restrictions qui suivent s'appliquent aux substances dangereuses particulières suivantes.
4.1.11.5.0-1,0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'entrepreneur ne doit pas utiliser les hydrocarbures halogénés indiqués à l'annexe 1, soit les articles 1 à 9, 11 et 12 du <i>Règlement fédéral sur les halo carbures</i>.
4.1.11.5.0-1,0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Les hydrocarbures halogénés mentionnés dans le <i>Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone</i> ne doivent pas être intégrés à la fabrication, à l'exploitation ou à l'entretien de l'équipement, des produits ou des services de soutien.
4.1.11.5.0-1,0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'amiante et les diphenyles polychlorés (BPC) ne doivent pas être intégrés à la fabrication, à l'exploitation ou à l'entretien de l'équipement, des produits ou des services de soutien.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.1.11.5.0-1.0-4	○ Consignes relatives au mercure.
4.1.11.5.0-1.0-4.0-1	<ul style="list-style-type: none"> • L'entrepreneur doit se conformer à tous les règlements sur le mercure en vigueur pendant toute la durée de l'exécution des travaux.
4.1.11.5.0-1.0-4.0-2	<ul style="list-style-type: none"> • Les produits renfermant du mercure doivent respecter les limites de teneur en mercure précisées dans les règlements sur le mercure promulgués. <p>Source, Environnement Canada : http://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2011/2011-02-26/html/reg4-fra.html</p>
4.1.11.5.0-1.0-4.0-3	<ul style="list-style-type: none"> • L'équipement contenant du mercure, quel qu'en soit la forme ou l'état, qui a été utilisé dans la fabrication, l'exploitation ou l'entretien de l'équipement, des outils de soutien, des produits ou du matériel utilisés ou consommés, doit être identifié et associé à l'endroit où il est utilisé dans la zone des travaux. L'entrepreneur doit fournir à l'AT les renseignements suivants sur chaque produit contenant du mercure, sous forme de tableau : <ul style="list-style-type: none"> i. le NNO du matériel (contenant du mercure); ii. la description du matériel; iii. le NNO ou l'identificateur unique de l'article contenant du mercure du SIGRD (s'il existe); iv. le nom du fabricant de l'article contenant du mercure; v. la date de fabrication de l'article contenant du mercure; vi. le numéro de pièce assigné par le fabricant de l'article contenant du mercure; vii. le code OTAN des fabricants (NSCM) de l'article contenant du mercure et(ou) le code CAGE (Commercial and Government Entity Code des États-Unis); viii. la description de l'article contenant du mercure; ix. l'état du mercure (p. ex. liquide, vapeur, amalgame, halogénure métallisé); x. la quantité de mercure (en kilogrammes); xi. le volume de mercure (l) et sa teneur en partie par million (ppm) [exprimée en nombre d'unités de masse ou en volume/teneur, mais pas les deux]; xii. l'endroit où se trouvent l'article ou les articles contenant du mercure; xiii. la quantité d'articles contenant du mercure par matériel signalé; xiv. la quantité totale de mercure que contient le matériel signalé (en

	<p>kilogrammes et en volume/teneur);</p> <p>xv. la fiche signalétique, lorsque c'est possible.</p>
4.1.11.5.0-1.0-4.0-4	<ul style="list-style-type: none"> • L'entrepreneur doit s'assurer que les articles consommables et les matières consommables qui contiennent du mercure portent une étiquette bien visible. Les renseignements doivent être inscrits en caractères d'au moins 3 mm de hauteur, lisibles et indélébiles, soit en creux, en relief ou d'une couleur contrastant avec celle du produit ou du fond de l'étiquette, le cas échéant. Les renseignements doivent être encadrés par une bordure et être faciles à distinguer de tout autre signe graphique apparaissant sur le produit ou sur son emballage. L'étiquette doit être rédigée dans les deux langues et comprendre les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"> i. la mention « CAUTION/MISE EN GARDE » en caractères d'au moins 4 mm de hauteur; ii. une mention selon laquelle le produit contient du mercure ainsi que la teneur en mercure du produit exprimée en milligrammes ou, dans le cas d'un produit mentionné au tableau des « Substances contenues dans certains produits » du règlement sur le mercure cité au paragraphe 4.1.11.5.0-1.0-4.0-2., une mention selon laquelle la quantité de la substance toxique est inférieure ou égale à la quantité maximale mentionnée au tableau; iii. des renseignements sur les mesures à prendre en cas de bris accidentel et une description des risques associés à l'utilisation du produit, l'adresse d'un site Web où ces renseignements peuvent être obtenus ou les coordonnées d'une personne qui peut les fournir; iv. des renseignements sur les choix possibles en matière d'élimination et de recyclage du produit, selon les règles de droit du lieu de l'élimination ou du recyclage, l'adresse d'un site Web où ces renseignements peuvent être obtenus ou les coordonnées d'une personne qui peut les fournir; v. un avertissement indiquant que le produit devrait être éliminé ou recyclé conformément aux règles de droit applicables; vi. le symbole Hg doit figurer à un endroit bien en vue sur le produit, dans un cercle, en caractères d'au moins 3 mm de hauteur, lisibles et indélébiles, soit en creux, en relief ou d'une couleur contrastant avec celle du produit ou du fond de l'étiquette, le cas échéant. Remarque : le symbole Hg représente le mercure.
4.1.11.5.0-1.0-4.0-5	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas d'un produit trop petit pour porter les renseignements, ceux-ci doivent être inscrits : <ul style="list-style-type: none"> i. à un endroit bien en vue sur l'emballage dans lequel le produit est vendu ou mis en vente;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	<p>ii. en cas d'absence d'emballage, ou dans le cas où celui-ci est également trop petit, dans un avis attaché au produit ou dans un manuel accompagnant le produit;</p> <p>iii. les renseignements doivent être présentés dans les deux langues officielles.</p>
4.1.11.5.0-2	La documentation technique doit comprendre des mises en garde relatives à l'équipement contenant du mercure ainsi que des procédures de travail en ce qui a trait à la manipulation sécuritaire du mercure, notamment l'EPI, le nettoyage de contamination accidentelle et son élimination.
4.1.11.6	4.1.11.6 Santé et sécurité au travail
4.1.11.6.0-1	La fabrication, la conception, l'acquisition, l'installation, l'exploitation et l'entretien de l'équipement et des biens d'équipement principal doivent être conformes aux dispositions des normes, des lois et des pratiques exemplaires, plus particulièrement à celles de la partie II du <i>Code canadien du travail</i> , du <i>Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail</i> et de toute norme citée en référence. Dans les cas où il existe une norme plus rigoureuse (soit une norme internationale), celle-ci doit être considérée comme la norme de base afin de s'assurer que toutes les considérations relatives à la santé et à la sécurité sont incorporées aux règlements et conformes à ceux-ci.
4.1.11.6.0-2	En tant qu'activité de base, l'entrepreneur doit tenir à jour un système de gestion en santé et sécurité au travail (SGSST) dont les principes sont compatibles à ceux énoncés dans le SGSST 18001 pendant toute la durée du SOSA.
4.1.11.6.0-3	Le MDN et les FC pratiquent une politique de maintien d'un Programme de sécurité générale qui permet d'assurer que des mesures de sécurité s'appliquent à chaque aspect des opérations ministérielles, y compris les activités de formation et de soutien.
4.1.11.6.0-4	L'entrepreneur doit satisfaire les exigences du Programme de sécurité générale en ce qui a trait à l'élaboration, l'entretien et l'exécution du projet. Lorsque les travaux sont effectués dans des installations appartenant au gouvernement, l'entrepreneur doit mettre en œuvre un programme de sécurité générale des activités de projet relatives au SOSA qui est conforme aux publications suivantes, lesquelles renferment les principaux instruments réglementaires sur la santé et la sécurité au travail dont l'application a été approuvée dans l'ensemble du MDN et des FC :
4.1.11.6.0-4.0-1	○ A-GG-040-004/AG-001, Programme de sécurité générale du MDN, volume 1, Politique et programme;
4.1.11.6.0-4.0-2	○ C-02-040-007/TS-001, Mesures générales de sécurité;
4.1.11.6.0-4.0-3	○ C-02-040-009/AG-000, Normes de sécurité générale du MDN;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.1.11.6.0-4.0-4	○ la partie II du <i>Code canadien du travail</i> .
4.1.11.7	4.1.11.7 Système de gestion de l'environnement, la santé et la sécurité (SGESS)
4.1.11.7.0-1	En tant qu'activité de base, l'entrepreneur doit conserver pendant toute la durée du SOSA un système de gestion qui lui permet de contrôler les conséquences de ses activités, produits ou services sur l'environnement, la santé et la sécurité. La norme ISO 14001 Système de management environnemental - Spécifications et lignes directrices pour son utilisation - est une référence en matière de système de gestion de l'environnement (SGE) efficace qui s'applique aux organisations de tout type et toute taille. Une certification à cette norme est préférable sans être obligatoire. L'entrepreneur doit toutefois avoir mis en place un ensemble formel de procédures et de mesures de contrôle afin de satisfaire les exigences des présents travaux tout en assurant la protection de l'environnement, de la santé et de la sécurité ainsi que la prévention de la pollution. L'exigence relative à la disposition d'un SGE s'applique à l'entrepreneur. L'AT doit être autorisé à effectuer des examens et des vérifications des travaux, des mécanismes de contrôle ainsi que des infrastructures relatifs au SGESS au moment où il jugera bon de le faire.
4.1.11.7.0-2	L'exigence relative à la disposition d'un SGE s'applique à l'entrepreneur et à tous les sous-traitants qui peuvent l'appuyer dans la satisfaction des exigences du contrat. L'entrepreneur doit faire un effort raisonnable pour s'assurer que tous les sous-traitants respectent les lois et les règlements sur l'environnement qui s'appliquent.
4.1.11.7.0-3	L'entrepreneur doit conserver des dossiers d'ESS exacts et complets qui doivent, à la demande de l'autorité technique ou de l'inspection, être mis à leur disposition aux fins de consultation uniquement. Pendant l'exécution du contrat et toute période de temps prévue ultérieurement dans celui-ci, les demandes de copies de document seront adressées officiellement à l'entrepreneur.
4.1.11.8	4.1.11.8 Considérations de conception relatives à l'environnement, santé et sécurité
4.1.11.8.0-1	La norme internationale ECMA-341, « Environmental design considerations for ICT and CE products » (<< http://www.ecma-international.org/publications/files/ECMA-ST/ECMA-341.pdf >>) (en anglais) doit être incorporée afin de réduire les conséquences du produit sur l'environnement et de faciliter son élimination en fin de vie utile lorsque c'est possible et lorsqu'elle est compatible avec les dispositions des autres textes cités dans l'énoncé des travaux.
4.1.11.8.0-2	L'entrepreneur doit respecter les dispositions du guide intitulé <i>Limites d'exposition humaine à l'énergie électromagnétique radioélectrique dans la gamme de fréquences de 3 kHz à 300 GHz</i> , couramment appelé le Code de sécurité 6.
4.1.11.9	4.1.11.9 Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité
4.1.11.9.0-1	Si des changements autorisés ayant des conséquences sur l'ESS se produisent durant le

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	SOSA, l'entrepreneur doit, en tant qu'activité de base, mettre à jour une évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (ÉESS) modifiée qu'il soumettra à l'approbation de l'AT, conformément au formulaire LDEC PM-109 . Ces évaluations de l'ESS sont des documents contrôlés que l'entrepreneur doit conserver pendant toute la durée du SOSA, y compris les documents associés à toute option exercée en vertu du contrat, et fournir, sur demande.
4.1.11.10	4.1.11.10 Élimination
4.1.11.10.0-1	En tant qu'activité axée sur les tâches, l'entrepreneur doit définir des plans d'élimination et rédiger des instructions relatives à la mise hors service et à l'élimination, suivant les directives de l'AT ou l'approbation de ce dernier. Outre les considérations d'ordre opérationnel, technique et administratif nécessaires, ces plans et ces instructions doivent comprendre des considérations en matière d'ESS afin d'assurer la protection des humains et de l'environnement et d'atténuer les conséquences des activités de mise hors service et d'élimination sur l'ESS. Une évaluation de la mise hors service et de l'élimination sur l'ESS doit être réalisée préalablement à l'exécution de toute activité de mise hors service et d'élimination afin de s'assurer que les mesures d'atténuation appropriées ont été ciblées et que les instructions et les plans sont en conformité avec les lois, les règlements, les politiques et les directives en matière d'ESS alors en vigueur.
4.1.11.11	4.1.11.11 Performance
4.1.11.11.0-1	L'entrepreneur doit procéder conformément à l' Annexe CB, Appendice 1 , afin d'obtenir le résultat suivant :
4.1.11.11.0-1.0-1	Préparation et présentation des articles inscrits à la LDEC conformément à l'identificateur univoque de données présenté à l'annexe CC, conformément au paragraphe 4.1.11.9.0-1 (CB-A1 n° 3).
4.1.12	4.1.12 Gestion des biens du gouvernement
4.1.12.0-1	Le Canada mettra à la disposition de l'entrepreneur l'équipement fourni par le gouvernement (ÉFG) et l'information fournie par le gouvernement, qui seront utilisés en appui au travail de l'ÉDT, conformément à la liste de l' annexe CD et de l' annexe CE (sections 1.1 à 1.4) du contrat de SOSA.
4.1.12.0-2	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit préparer et fournir des rapports des biens du gouvernement conformément à la LDEC PM-110 après la réalisation des vérifications physiques. Les rapports doivent être offerts par l'intermédiaire de l'EIE.
4.1.12.0-3	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit aider le Canada à réaliser des vérifications physiques de tous les biens du gouvernement sélectionnés en vue d'une utilisation par l'entrepreneur.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.2	4.2 Soutien en approvisionnement
4.2.1	4.2.1 Services de gestion du soutien en approvisionnement
4.2.1.0-1	L'entrepreneur doit fournir des services de gestion du soutien en approvisionnement en appui à la fourniture de pièces de rechange et de services de réparation et de révision. Les services de gestion du soutien (administration et gestion) décrits à la présente section constituent des activités de base. Les coûts des pièces de rechange et des réparations et révisions seront pris en compte par des propositions de modification de contrat et/ou des activités liées à une tâche (DND 626).
4.2.2	4.2.2 Fourniture de pièces de rechange
4.2.2.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit fournir un catalogue de pièces de rechange de l'ÉIS qui présente tous les articles nécessaires désignés pour les tâches de maintenance de l'ÉIS du MDN, conformément à la LDEC LS-104 . Pour le catalogue des pièces de rechange, l'entrepreneur doit se fonder sur la liste des pièces de rechange recommandées (LPRR), la liste d'articles consommables et en vrac (LACV) et la liste des besoins d'équipement de soutien recommandé (LBÉSR), qui ont toutes été approuvées par l'AT pendant l'exécution du contrat d'acquisition.
4.2.2.0-2	Propositions de pièces de rechange. Dès la communication d'un besoin concernant des pièces de rechange pour l'ÉIS, sauf pour les articles consommables et le matériel courant, l'entrepreneur doit, à titre d'activité de base, préparer et présenter une proposition de prix avec un calendrier de livraison. L'entrepreneur doit faire référence au catalogue des pièces de rechange de l'ÉIS approuvé par l'AT. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit surveiller toutes les propositions et faire rapport chaque mois, dans le cadre du rapport mensuel de l'état des services, sur la condition de chaque proposition. Le rapport mensuel de l'état des services doit comprendre, s'il y a lieu, un plan d'action recommandé pour résoudre les difficultés rencontrées. Des précisions sur la proposition pourront être demandées.
4.2.2.0-3	Mise à jour du catalogue de pièces de rechange. Afin de faciliter le choix des pièces de rechange et à titre d'activité de base, l'entrepreneur doit tenir à jour le catalogue des pièces de rechange de l'ÉIS. En cas de mise à jour du catalogue en raison de l'apport de changements par les fournisseurs ou d'erreurs dans le catalogue, un avis doit être envoyé à l'AT afin que celui-ci donne son acceptation.
4.2.2.0-4	Validité du catalogue de pièces de rechange. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit veiller à ce que le catalogue des pièces de rechange soit valide jusqu'à la fin de la première année du contrat de SOSA. Pour chaque année subséquente du contrat, l'entrepreneur doit présenter à l'AT, au plus tard deux mois avant le début de la nouvelle année du contrat, le nouveau catalogue mis à jour pour son acceptation.
4.2.2.0-5	Commande de pièces de rechange. Après un examen de la proposition de pièces de

	rechange de l'entrepreneur, l'AC pourra donner à l'entrepreneur des commandes à l'aide du processus officiel décrit à l' appendice 4 du présent ÉDT – Processus d'acquisition de pièces de rechange . À intervalles réguliers, des changements de contrat regroupant toutes les commandes seront apportés par l'AC pour les pièces de rechange convenues, incluant prix et calendrier de livraison. Ces pièces de rechange seront incluses dans le contrat à titre de livrables.
4.2.2.0-6	Matériel fourni. L'entrepreneur doit s'assurer que le matériel fourni est neuf. Exceptionnellement, et sur approbation de l'AT et de l'AC, un matériel qui n'est pas neuf ou qui est remis à neuf pourra être acheté. En tel cas, l'entrepreneur doit remettre une certification indiquant que ce matériel est conforme aux spécifications de rendement du constructeur du matériel. L'entrepreneur doit aviser l'AT et l'AC si un article est remplacé ou désuet, conformément au présent ÉDT. L'entrepreneur doit obtenir l'approbation pour pouvoir engager d'autres frais touchant le traitement d'une commande d'article remplacé ou désuet.
4.2.2.0-7	Ensembles incomplets. L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets relativement à un besoin, sauf s'il a obtenu de l'AT une autorisation préalable à cet égard, conformément au présent ÉDT.
4.2.2.0-8	Livraison à temps de pièces de rechange. L'entrepreneur doit livrer les pièces de rechange conformément à la date de livraison convenue. Une fois qu'une commande a été passée, l'entrepreneur doit immédiatement aviser l'AC et l'AT au sujet de tout retard par rapport à la date de livraison convenue.
4.2.2.0-9	Commandes urgentes de pièces de rechange. L'entrepreneur peut être sollicité, à l'occasion, à remplir des commandes urgentes de pièces de rechange. En tel cas, on demandera à l'entrepreneur d'accélérer la livraison, pour laquelle des modalités particulières pourront alors s'appliquer.
4.2.2.0-10	Rendement. L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin d'obtenir les résultats ci-dessous.
4.2.2.0-10.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Communication de propositions de pièces de rechange ou de précisions à l'AC selon les indications qui figurent aux paragraphes 4.2.2.0-2 et 4.2.2.0-5 (CB-A1 n° 15).
4.2.2.0-10.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Livraison de pièces de rechange d'après les indications qui figurent au paragraphe 4.2.2.0-8 (CB-A1 n° 16).
4.2.2.0-11	Le rendement de l'entrepreneur quant à la fourniture de pièces de rechange sera examiné dans le cadre des REAT périodiques. On discutera également à ce moment des difficultés associées et de leur règlement.
4.2.3	4.2.3 Réparation et révision (R et R)

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.2.3.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit présenter une liste de candidats à la réparation et révision (R et R) en vue d'une approbation par l'AT, conformément à la LDEC LS-105 .
4.2.3.0-2	Services de réparation et de révision. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit fournir des services de réparation et de révision (R et R) pour tous les articles réparables au dépôt correspondants qui sont indiqués par l'entrepreneur dans la LDEC LS-105 approuvée. Cette liste d'articles servira à préparer le relevé des avis de sélection et des demandes prioritaires de réparation (RASDPR) du MDN, qui précisera les procédures concernant les articles réparables. L'AT remettra le RASDPR à l'entrepreneur et celui-ci sera mis à jour/révisé au besoin.
4.2.3.0-3	Les services de R et R de l'entrepreneur doivent être conformes aux instructions qui figurent dans le document A-LM-184-001/JS-001, Instructions spéciales du MDN aux entrepreneurs de réparation et de révision.
4.2.3.0-4	Le MDN enverra les articles pour fin de R et R à une adresse au Canada seulement. S'il y a lieu, le dédouanement sera la responsabilité de l'entrepreneur. Le délai nécessaire au dédouanement doit être inclus dans le délai d'exécution (DDE).
4.2.3.0-5	Tout le matériel qui est envoyé en vue d'une R et R sera comptabilisé dans le compte du matériel réparable (CMR) qui est assigné par l'AT ou son représentant autorisé.
4.2.3.0-6	Demande de matériel réparable. Pour le matériel réparable qui est reçu mais qui n'est pas décrit spécifiquement dans le RASDPR, l'entrepreneur doit, à titre d'activité de base, produire une demande de matériel réparable (RMR) et celle-ci doit être approuvée par l'AT. L'entrepreneur ne doit commencer l'entretien d'un article de cette catégorie qu'après avoir présenté, à titre d'activité de base, une estimation du travail de réparation et avoir reçu une autorisation de l'AT au sujet des travaux en question. L'entrepreneur doit aviser l'AT par écrit à cet égard et conserver le matériel dans l'attente des instructions sur l'utilisation. Le message envoyé à l'AT doit préciser le NNO, le coût des réparations, le coût de remplacement et tout autre renseignement utile.
4.2.3.0-7	L'entrepreneur sera responsable de l'approvisionnement de pièces, de matériel, d'équipement et de données techniques afin d'effectuer la R et R. Dans les cas où la réparation de l'équipement de l'ÉIS exigera des pièces de rechange, l'entrepreneur doit fournir toutes les pièces et les composantes nécessaires à l'activité de R et R. Le prix de ces pièces de rechange doit être conforme au catalogue de pièces de rechange approuvé au préalable.
4.2.3.0-8	L'entrepreneur s'assurera que l'acquisition de pièces de rechange n'a pas de répercussions négatives sur le rendement auquel l'entrepreneur s'est engagé quant au DDE de la R et R.
4.2.3.0-9	Les pièces de rechange et les sous-ensembles fournis par l'entrepreneur doivent être neufs ou d'une qualité semblable à celle d'articles neufs et leur fonction doit être équivalente à

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	celle des pièces d'origine.
4.2.3.0-10	Dans le cadre de la tâche autorisée, l'entrepreneur doit envoyer à l'AT la liste des pièces remplacées accompagnée d'une demande concernant les instructions d'élimination. Toutes les pièces fournies par l'entrepreneur et la main-d'œuvre associée doivent jouir d'une garantie minimale de 90 jours.
4.2.3.0-11	Dans le cadre de la tâche autorisée, l'entrepreneur doit s'assurer que tous les assemblages ou composantes de l'équipement, après la révision ou une remise à neuf, comporte à nouveau l'information qui doit figurer sur la pièce et une étiquette CF 942 attachée à l'équipement qui comporte les renseignements correspondants :
4.2.3.0-11.0-1	○ code de stock;
4.2.3.0-11.0-2	○ description;
4.2.3.0-11.0-3	○ numéro de série (le cas échéant);
4.2.3.0-11.0-4	○ numéro du CMR;
4.2.3.0-11.0-5	○ date de la réparation;
4.2.3.0-11.0-6	○ signature du technicien.
4.2.3.0-12	Réparation non rentable. Les articles qui, selon ce qui est indiqué, exigent une réparation non rentable conformément au coût de réparation maximal convenu doivent être signalés à l'AT, qui doit communiquer les instructions d'élimination. Dans le cadre de la tâche autorisée, l'entrepreneur doit alors fournir les services d'élimination du matériel appartenant au MDN.
4.2.3.0-13	Fournisseurs tiers de services de R et R. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit gérer les articles de R et R du MDN qui sont envoyés à un fournisseur tiers de R et R.
4.2.3.0-14	Délai d'exécution (DDE). Pour évaluer le rendement de la R et R, le terme « délai d'exécution » se définit ainsi : le temps écoulé de la réception au quai de l'entrepreneur jusqu'à la production du bordereau de prélèvement du MDN une fois que l'article est prêt à être renvoyé au MDN.
4.2.3.0-15	Retour des candidats de la R et R selon un délai adéquat. L'entrepreneur doit retourner les candidats de la R et R conformément au DDE convenu, qui est décrit au point 17 de l' attachement 1 de l'appendice 1 de l'annexe CB du présent contrat.
4.2.3.0-16	À l'occasion, lorsque l'AT en fait la demande, l'entrepreneur doit disposer de toutes les capacités nécessaires pour permettre un retour plus rapide des candidats de la R et R (par exemple pour les activités de reconstitution). Des modalités particulières peuvent alors s'appliquer.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.2.3.0-17	Rapport du rendement de la R et R. L'entrepreneur doit préparer et présenter, selon les indications de l' annexe CC , les rapports de R et R ci-dessous :
4.2.3.0-17.0-1	○ LDEC PM-104 – rapports mensuels de l'état des services;
4.2.3.0-17.0-2	○ LDEC PM-111 – rapports annuels du rendement de la R et R.
4.2.3.0-18	Mise à jour de la liste de candidats de la R et R. sous réserves d'une, et selon la demande et/ou en appui à une PMT ou une PMC, l'entrepreneur doit mettre à jour les informations de la LDEC LS-105 – Liste des candidats de la réparation et révision (R&R).
4.2.3.0-19	Rendement. L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin d'obtenir les résultats ci-dessous.
4.2.3.0-19.0-1	○ Prestation des services de R et R précisés aux paragraphes 4.2.3.0-1 à 4.2.3.0-13, conformément, dans la mesure du possible, au principe de priorisation de « PEPS » (premier entré, premier sorti) (CB-A1 n° 14).
4.2.3.0-19.0-2	○ Respect du délai d'exécution (DDE) de la R et R qui est précisé aux paragraphes 4.2.3.0-14 et 4.2.3.0-15 (CB-A1 n° 17).
4.2.3.0-19.0-3	○ Préparation et présentation des éléments de la LDEC conformément aux DÉD de l'annexe CC, selon les indications des paragraphes 4.2.3.0-1, -17 et -18 (CB-A1 n° 3).
4.2.3.0-20	Le rendement de l'entrepreneur quant à la prestation des services de R et R sera passé en revue dans le cadre des REAT périodiques. À ce moment, on discutera également des concerns connexes et de leur règlement.
4.3	4.3 Soutien technique
4.3.1	4.3.1 Formation technique
4.3.1.0-1	Prestation de services de formation. Sous réserves d'une, et selon la demande de l'AT, l'entrepreneur doit offrir une formation sur l'ÉIS conformément aux exigences de la tâche autorisée. L'entrepreneur doit donner la formation à l'endroit indiqué dans l'autorisation de tâche. Il doit donner la formation des instructeurs ainsi qu'une formation qui correspond aux fonctions d'opérateur, de maintenance et de gestion de système de l'ÉIS.
4.3.1.0-2	Services de développement de la formation. Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur doit assurer le développement de la formation, qui comprend l'analyse, la conception, le développement et la prestation de la formation sur l'ÉIS. Lorsque l'AT lui en fait la demande, l'entrepreneur doit exécuter des activités de développement de la formation afin de modifier la formation en place ou encore élaborer une nouvelle

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	formation, dans le but de satisfaire aux exigences opérationnelles en constante évolution.
4.3.2	4.3.2 Services de soutien technique
4.3.2.0-1	Sous réserves d'une, et selon la demande de l'AT, l'entrepreneur doit offrir des services de soutien technique. Ces services comprennent les éléments ci-dessous.
4.3.2.0-1.0-1	○ Services d'enquête et d'appui techniques.
4.3.2.0-1.0-2	○ Enquêtes spéciales et études techniques.
4.3.2.0-1.0-3	○ Enquête et recommandation sur les rapports d'état non satisfaisant.
4.3.2.0-1.0-4	○ Soutien pour l'exécution de la maintenance préventive et corrective (y compris le dépannage et la réparation), ainsi que l'application de modifications à l'équipement.
4.3.2.0-1.0-5	○ Analyse des défaillances, surveillance des tendances quant aux dossiers de défaillances et recommandation de solutions au sujet des défaillances répétées.
4.3.2.0-1.0-6	○ Mise à jour des données de référence technique et du matériel de formation.
4.3.2.0-1.0-7	○ Déploiement aux sites du MDN.
4.3.2.0-2	Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur doit fournir un représentant des services techniques sur place (RST) afin de satisfaire à une exigence de l'AT pour une expertise technique sur le terrain. Le représentant des services techniques peut avoir pour tâche :
4.3.2.0-2.0-1	○ d'appuyer la formation de l'unité hors site et les activités de préparation opérationnelle (au Canada et à l'étranger);
4.3.2.0-2.0-2	○ d'effectuer de la maintenance, des mises à niveau sur le terrain et des modifications à l'ÉIS déployé;
4.3.2.0-2.0-3	○ de fournir un soutien dans les théâtres d'opérations.
4.3.2.0-3	Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur devra fournir un soutien accéléré pour les services de soutien technique indiqués ci-dessus.
4.3.2.0-4	Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur devra fournir des services d'ajustement sur mesure des écouteurs intra-auriculaires de taille spéciale et utilisés avec des casques d'écoute et qui accompagnent l'ÉIS déployé. À titre d'activité de base, ce service comprend la tenue des dossiers des écouteurs intra-auriculaires en cas de demande de remplacement.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.3.3	4.3.3 Reconstitution
4.3.3.0-1	L'entrepreneur devra, sous réserves d'une, et selon la demande, fournir des services de reconstitution en appui aux objectifs opérationnels du MDN.
4.3.3.0-2	Par le biais d'une autorisation de tâche de l'AT, l'entrepreneur recevra des envois en vrac d'équipement ÉIS-S et il exécutera les services ci-après.
4.3.3.0-2.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nettoyage et inspection de l'aptitude au service et de l'état de la configuration de l'équipement retourné.
4.3.3.0-2.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Rapport sur les exigences en matière de réparation, de mise à niveau et/ou de remplacement.
4.3.3.0-2.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Suite à l'examen par l'AT des besoins et la communication d'une tâche autorisée distincte, reconstitution de l'équipement de l'ÉIS-S.
4.3.3.0-2.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Préparation de l'équipement en vue de l'envoi selon les instructions d'expédition fournies par l'AT.
4.3.3.0-3	Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur sera responsable de l'entreposage et de la sécurité de l'équipement reconstitué jusqu'à la communication des instructions d'expédition par l'AT en vue d'une livraison à un emplacement désigné du MDN.
4.3.4	4.3.4 Conditionnement, manutention, stockage et transport
4.3.4.0-1	Les méthodes de conditionnement, de manutention, de stockage et de transport (CMST) de l'entrepreneur doivent être conformes aux exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant et aux procédés de conditionnement des Forces canadiennes (D-LM-008-001/SF-001).
4.3.4.0-2	Une exception à la règle générale prévaut, soit la méthode de CMST de la plate-forme du SMTC, qui doit être conforme au CETFC-ISS-MLCS, dont une copie figure à l' appendice 5 de la présente annexe.
4.3.5	4.3.5 Élimination
4.3.5.0-1	Conformément au document A-LM-007-014/AG-001, <i>Manuel d'approvisionnement des Forces canadiennes</i> , volume 3, procédures du Système d'approvisionnement des Forces canadiennes (SAFC), chapitre 10 aux instructions spéciales d'élimination du matériel excédentaire et au document A-LM-184-001/JS-001, <i>Instructions spéciales – Entrepreneurs de réparation et de révision</i> , à titre d'activité de base, l'entrepreneur doit surveiller tous les articles de l'ÉIS en vue d'une élimination.
4.3.5.0-2	L'élimination consiste à retirer le matériel des stocks du SAFC qui n'est plus utile au

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	MDN. Cette situation peut se présenter dans les cas suivants :
4.3.5.0-2.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ un matériel qui n'a plus de valeur en raison d'une détérioration (durée de conservation terminée), qui n'est plus réparable ou dont la réparation est non rentable (RNR);
4.3.5.0-2.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ changements technologiques (obsolescence) qui rendent l'équipement et les stocks de soutien désuets;
4.3.5.0-2.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ stocks excédentaires en raison d'une anomalie des contrôles d'approvisionnement destinés à garantir une utilisation optimale des biens du système ou d'une sur-programmation.
4.3.5.0-3	Suite à la définition d'un besoin d'élimination d'équipement appartenant au MDN, à titre d'activité de base, l'entrepreneur doit informer l'AT au sujet de cette situation et demander des instructions. L'entrepreneur ne doit entreprendre aucune activité tant qu'il n'a pas reçu d'autorisation de tâche à cet effet.
4.3.5.0-4	Mise au rebut d'équipement. Le matériel dont la réparation a été jugée non rentable (RNR) doit être mis en quarantaine et mis au rebut une fois qu'on a reçu une autorisation de tâche à cet égard.
4.3.5.0-5	Considérations regardant les HAZMAT, l'ITAR et les marchandises contrôlées. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit s'assurer que tous les règlements qui ont trait au transport et à l'élimination des HAZMAT, de l'ITAR et des marchandises contrôlées sont respectés.
4.3.6	4.3.6 Rendement
4.3.6.0-1	L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin d'obtenir les résultats ci-dessous.
4.3.6.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fourniture d'un représentant des services techniques qualifié selon les indications du paragraphe 4.3.2.0-2 sous réserves d'une, et selon la demande (CB-A1 n° 20).
4.3.6.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fourniture d'un représentant des services techniques qualifié afin de respecter les exigences de rapidité précisées au paragraphe 4.3.2.0-3 (CB-A1 n° 21).
4.3.6.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Prestation de services de reconstitution selon les indications des paragraphes 4.3.3.0-1 et -2 (CB-A1 n° 19).
4.3.6.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ Prestation de services d'élimination selon les indications du paragraphe 4.3.5.0-1 (CB-A1 n° 18).
4.4	4.4 Soutien en ingénierie

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.4.1	4.4.1 Gestion en ingénierie
4.4.1.0-1	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit continuer à maintenir le programme en ingénierie établi conformément aux exigences de travail du présent contrat. À moins d'indication contraire, les activités de gestion en ingénierie constituent des activités de base.
4.4.1.0-2	La mise en œuvre du plan de gestion de la systémique (PGS) élaboré, livré et approuvé lors de l'exécution du contrat d'acquisition, qui décrit le programme en ingénierie, doit se poursuivre. À titre d'activité de base, il doit être mis à jour au besoin en fonction du travail du présent ÉDT et être livré conformément à la LDEC SE-101 .
4.4.1.0-3	En qualité d'autorité de conception, l'entrepreneur conserve la responsabilité de l'ensemble de la conception du système, de la systémique et de l'intégration du système, afin de s'assurer que tous les sous-systèmes, lorsqu'ils sont réunis et fonctionnent sous forme de système complet, respectent les exigences globales de l'ÉIS.
4.4.1.0-4	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit gérer tous les éléments de conception et de développement techniques (CDT) du travail, en appui au présent ÉDT, y compris les activités supplémentaires axées sur les tâches. Les activités de gestion doivent comprendre la liaison avec :
4.4.1.0-4.0-1	○ l'AT;
4.4.1.0-4.0-2	○ les organisations qui présentent des considérations inter-programme;
4.4.1.0-4.0-3	○ les manufacturiers d'équipement original, les sous-traitants et les fournisseurs, s'il y a lieu.
4.4.1.0-5	Rapports d'ingénierie. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit inclure, dans le rapport mensuel de l'état des services, l'état des nouvelles activités d'ingénierie, le cas échéant, entreprises en vertu du présent contrat.
4.4.1.0-6	Soutien des propositions liées à des demandes de tâches. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit appuyer la préparation de propositions en réponse aux demandes de tâche produites par l'AT, conformément au processus décrit à l' appendice 3 du présent ÉDT . L'entrepreneur peut également préparer et présenter des propositions spontanées. Ces propositions ne sont pas du ressort des travaux prévus, mais elles peuvent être converties en tâche officielle si l'AT indique de procéder ainsi.
4.4.1.0-7	Soutien des propositions de tâche et changements au contrat. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit revoir les tâches et les propositions de modification du contrat en ce qui a trait à la conformité à l'exigence de rendement de l'AT. L'entrepreneur doit veiller à ce que le niveau adéquat d'analyse technique, de recommandations de soutien et de plans d'essai soit prévu. À titre d'activité de base qui garantit une valeur adéquate, une structure

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	de répartition de travail (SRT) détaillée et dont le prix est indiqué, ainsi qu'un calendrier du projet, doivent appuyer le niveau d'effort recommandé.
4.4.1.0-8	Analyse de rentabilisation. En appui à une activité d'ingénierie qui a trait à un nouveau besoin éventuel et à titre d'activité de base exigée par l'AT, l'entrepreneur doit préparer et présenter à l'AT une analyse de rentabilisation en précisant les renseignements suivants : le contexte, l'objectif, la mise en œuvre proposée (le cas échéant), les exigences techniques, l'évaluation des risques (le cas échéant), le motif du projet et toute information supplémentaire jugée importante. L'AT passera en revue l'analyse de rentabilisation et pourra demander une proposition de tâche à l'aide d'une demande de tâche.
4.4.1.0-9	Demandes d'information et de précisions. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit répondre aux demandes d'information technique et de précisions de l'AT sur le produit livré, au plus tard deux jours ouvrables après la demande.
4.4.1.0-10	Gestion des priorités. L'entrepreneur doit respecter les priorités du MDN en matière de services de soutien en ingénierie qui sont indiquées par l'AT.
4.4.1.0-11	Réunions du groupe de travail d'ingénierie. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit convoquer des réunions du groupe de travail d'ingénierie afin de passer en revue le rendement de l'entrepreneur quant à la prestation des services d'ingénierie ainsi que de discuter et résoudre les problèmes existant. Ces réunions doivent respecter l'ordre du jour de réunion préparé et communiqué conformément à la LDEC PM-105 . Ces réunions doivent avoir lieu selon les besoins et, dans la mesure du possible, conjointement avec les REAT. L'entrepreneur, l'AC, l'AT et l'AR doivent être adéquatement représentés.
4.4.1.0-12	À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit produire les procès-verbaux des réunions et fournir ceux-ci conformément à la LDEC PM-106 .
4.4.1.0-13	L'entrepreneur doit incorporer les mesures à prendre précisées dans ces procès-verbaux, à titre d'activité de base, au RSM préparé et livré conformément à la LDEC PM-107 . L'état de ces mesures à prendre doit être passé en revue à chaque REAT.
4.4.2	4.4.2 Soutien en ingénierie systémique et de conception
4.4.2.0-1	Soutien et intégration de système. L'entrepreneur est responsable de l'intégration de tout le système, des sous-systèmes et des composantes de l'ÉIS, y compris tout le matériel, les micrologiciels et les logiciels. À l'occasion, à titre d'activité axée sur les tâches, le soutien en ingénierie systémique peut s'avérer nécessaire pour la réalisation des enquêtes techniques, des lacunes, des cas d'obsolescence et d'autres problèmes de soutien, dans le but de s'assurer que l'ÉIS respecte toujours les exigences des spécifications de rendement correspondantes après l'application de modifications ou une mise à niveau.
4.4.2.0-2	Fiabilité et rendement. Sous réserves d'une, et selon la demande de l'AT, l'entrepreneur doit se pencher sur les problèmes de fiabilité et de rendement du système et des sous-

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	<p>systèmes et intervenir au sujet des problèmes repérés par l'AT. L'entrepreneur doit analyser les problèmes de fiabilité et de rendement, y compris les données des rapports opérationnels. L'entrepreneur doit recommander à l'AT les mesures et changements qui conviennent.</p>
4.4.2.0-3	<p>Examen de la conception. sous réserves d'une, et selon la demande de l'AT, l'entrepreneur doit effectuer un examen de la conception du système (ECS) et une analyse.</p>
4.4.3	<p>4.4.3 Ingénierie de la sécurité</p>
4.4.3.0-1	<p>À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit maintenir le programme d'ingénierie de la sécurité établi lors de l'exécution du contrat d'acquisition.</p>
4.4.3.0-2	<p>Sous réserves d'une, et selon la demande de l'AT, le programme d'ingénierie de la sécurité de l'entrepreneur doit continuer à offrir les services ci-dessous sous réserves d'une, et selon la demande de l'AT.</p>
4.4.3.0-2.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Évaluation de toutes les demandes de modification technique concernant l'intégration avec l'ÉIS ou la connexion avec un environnement cryptographique de système à autorisation SECRET et de type 1 afin de déterminer l'incidence sur TEMPEST.
4.4.3.0-2.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Examen de toutes les demandes de modification technique concernant l'intégration de l'ÉIS avec un environnement cryptographique de système à autorisation SECRET et de type 1 afin de déterminer l'incidence sur l'INFOSEC et de proposer des solutions afin de cerner les problèmes.
4.4.3.0-2.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Conduite d'enquêtes techniques et exécution de travaux afin d'intégrer ou de relier l'ÉIS-S à un environnement de système à autorisation SECRET tout en s'assurant que la mise en œuvre respecte les exigences de sécurité.
4.4.3.0-2.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Exécution d'essais de la sécurité sur l'équipement et les sous-systèmes, y compris l'essai d'acceptation de TEMPEST et l'essai d'intégration de produit.
4.4.3.0-2.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ Préparation et examen de plans d'essai, de procédures et de rapports.
4.4.3.0-2.0-6	<ul style="list-style-type: none"> ○ Élaboration et mise à jour d'exigences officielles en contrôle de la sécurité de l'information pour l'ÉIS.
4.4.3.0-2.0-7	<ul style="list-style-type: none"> ○ Gestion de l'ÉIS à l'aide d'une méthode axée sur le cycle de vie de développement qui comprend les considérations envers la sécurité de l'information.
4.4.3.0-2.0-8	<ul style="list-style-type: none"> ○ Offre et mise à jour des spécifications de système et de produit fonctionnelles et techniques pour toutes les mesures de sécurité technique de l'ÉIS.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.4.3.0-2.0-9	<ul style="list-style-type: none"> ○ Participation et soutien au processus de certification et d'accréditation du Ministère, de la solution du PÉIS.
4.4.4	4.4.4 Génie logistique
4.4.4.0-1	Sous réserves d'une, et selon la demande de l'AT, l'entrepreneur doit fournir un soutien en génie logistique pour l'ÉIS en utilisant les documents A-LM-505-001/AG-002 et -001 à titre de guides. Ce soutien doit être assuré notamment à l'aide des éléments ci-dessous.
4.4.4.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Analyse du coût du cycle de vie (CCV) en vue d'une réduction.
4.4.4.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fiabilité, disponibilité et facilité d'entretien (FDFE).
4.4.4.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Analyse du soutien logistique (ASL).
4.4.4.0-1.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Analyse des modes de pannes, de leurs effets et de leur criticité (AMPEC).
4.4.4.0-2	Réduction du coût du cycle de vie du système. À titre d'activité axée sur les tâches, l'entrepreneur doit déterminer les possibilités concernant la réduction du coût du cycle de vie (CCV). Ainsi, l'entrepreneur doit préparer des études des systèmes de soutien de rechange et livrer celles-ci conformément à la LDEC LS-106 . Il peut notamment s'agir d'établir de quelle façon l'utilisation de la technologie adéquate entraînera l'apport d'éventuelles améliorations au système. L'effort déployé pour formuler des recommandations quant au CCV doit comprendre le degré d'étude précisé au paragraphe 4.4.1.0-8, Analyses de rentabilisation.
4.4.4.0-3	Rapports d'analyse de la fiabilité/des tendances. À titre d'activité axée sur les tâches, l'entrepreneur doit passer en revue les données disponibles sur la gestion des systèmes d'armes fournies par les services techniques et les rapports d'analyse de la R et R, afin de cerner les tendances des défaillances qui exigent un examen plus poussé. L'entrepreneur doit préparer des rapports d'analyse des tendances et de la fiabilité et les livrer conformément à la LDEC LS-107 .
4.4.4.0-4	Analyse du soutien logistique. À titre d'activité axée sur les tâches, l'entrepreneur doit offrir une ASL continue à l'aide du document MIL-HDBK-502 Acquisition Logistics Handbook à titre de guide. Ainsi, l'entrepreneur doit élaborer une proposition d'ASL en service et présenter celle-ci conformément à la LDEC PM-112 . L'ASL comprend les éléments ci-dessous.
4.4.4.0-4.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Analyse des tâches de maintenance. À titre d'activité axée sur les tâches, l'entrepreneur doit effectuer une analyse des tâches de maintenance et décrire celles-ci dans la base de données du relevé d'analyse du soutien logistique (RASL) optimisé afin d'appuyer la mise à jour des livrables du soutien logistique (par exemple le plan de maintenance).

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

4.4.4.0-4.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Soutien de l'approvisionnement. À titre d'activité axée sur les tâches, l'entrepreneur doit fournir un soutien de l'approvisionnement et une documentation correspondante dans la base de données du RASL optimisé.
4.4.4.0-4.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Base de données du RASL optimisé. À titre d'activité axée sur les tâches, l'entrepreneur doit mettre à jour et tenir la base de données du RASL optimisé afin de représenter la configuration mise en place de l'ÉIS.
4.4.4.0-5	AMPEC. Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur doit offrir une analyse des modes de pannes, de leurs effets et de leur criticité (AMPEC) au sujet de l'ÉIS, qu'il prépare et fournit conformément à la LDEC LS-108 .
4.4.5	4.4.5 Publications techniques
4.4.5.0-1	Support. À titre d'activité de base, l'entrepreneur est responsable de la gestion et de la mise à jour des publications techniques ainsi que des données techniques correspondantes de l'ÉIS, y compris les données qui ont trait à l'ÉFG et à l'information fournie par le gouvernement. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit veiller à ce que toutes les publications et les données techniques soient stockées de manière à protéger l'intégrité de celles-ci. Les publications et les données techniques doivent être mises à la disposition de l'AT en tout temps, par l'intermédiaire de l'EIE.
4.4.5.0-2	Les publications techniques comprennent les publications commerciales et les Instructions techniques des Forces canadiennes (ITFC) qui ont été livrées dans le cadre de l'exécution du contrat d'acquisition.
4.4.5.0-3	État des publications techniques. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit faire rapport au sujet des publications techniques en décrivant l'état des mises à jour et des activités de chaque publication en révision dans le cadre du rapport mensuel de l'état des services.
4.4.5.0-4	Gestion des modifications des publications techniques. À titre d'activité de base, l'entrepreneur doit s'assurer que tous les changements autorisés par l'AT qui découlent (1) d'ordres de changement technique (ECO), (2) de commentaires du personnel sur le terrain et (3) d'autres changements requis par l'AT sont enregistrés et exécutés dans tous les documents correspondants, conformément au plan de gestion du programme. Les activités d'enregistrement et d'exécution des changements dans tous les documents correspondants sont des activités axées sur les tâches autorisées au préalable par l'AT.
4.4.5.0-5	Mise à jour des ITFC. Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur doit incorporer tous les changements approuvés par l'AT à l'ITFC correspondante. L'entrepreneur doit préparer les mises à jour des ITFC et les livrer conformément à la LDEC LS-109 .
4.4.5.0-6	Élaboration de nouvelles ITFC. Pour le nouvel équipement, sous réserves d'une, et selon

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA

	la demande et avec l'autorisation de l'AT, l'entrepreneur doit élaborer et livrer les ITFC requises en respectant le format du MDN, conformément à la LDEC LS-109 .
4.4.5.0-7	Base de données de documentation. Sous réserves d'une, et selon la demande, l'entrepreneur doit mettre à jour les fichiers sources des ITFC, dans une base de données de documentation technique stockée sur son serveur.
4.4.5.0-8	Documentation désuète. Sous réserves d'une, et selon la demande de l'AT, l'entrepreneur doit se départir de toute la documentation technique (fichiers sources) qu'il a en sa possession et qui, selon l'AT, ne s'applique plus. D'après la politique du MDN, l'entrepreneur doit déterminer et recommander des procédures en vue de la manutention de tous les documents techniques de l'équipement qui est déclaré désuet ou en surnombre.
4.4.6	4.4.6 Rendement
4.4.6.0-1	L'entrepreneur doit faire preuve d'un rendement conforme à l' annexe CB, appendice 1 , afin d'obtenir les résultats ci-dessous.
4.4.6.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Préparation et présentation d'éléments de la LDEC conformément aux DÉD de l'annexe CC, selon les indications des paragraphes 4.4.1.0-2, -11, -12 et -13, 4.4.4.0-2, -3, -4 et -6, et 4.4.5.0-5 et -6 (CB-A1 n° 3).
4.4.6.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Offre d'information technique et de précisions sur les produits selon les indications du paragraphe 4.4.1.0-9 (CB-A1 n° 24).
4.4.6.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Prestation de services de génie adaptés aux exigences de l'AT, selon les indications des paragraphes 4.4.2.0-1, -2 et -3 (CB-A1 n° 22).
4.4.6.0-1.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Disponibilité des publications techniques à jour et exactes par l'intermédiaire de l'EIE, selon les indications du paragraphe 4.4.5.0-1 (CB-A1 n° 23).

APPENDICE 1 À L'ANNEXE CA DU VOLUME 3

CONCEPT DE SOUTIEN DU SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES (SOSA) POUR L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (ÉIS)

23 JANVIER 2013

MODIFICATIONS

[illegible]

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION	5
1.1	But	5
1.2	Portée	5
1.3	Système d'armes déployable.....	5
1.4	Capacité opérationnelle initiale.....	6
1.5	Cycles de mission.....	6
1.6	Concept du soutien global.....	8
2	MISE EN SERVICE.....	8
2.1	Forces opérationnelles adaptées à la mission déployables	8
2.2	Distribution axée sur les FOAM.....	8
2.3	Cycle de l'état de préparation géré par l'Armée de terre.....	8
2.4	Composition des FOAM	9
2.5	Centres d'excellence	9
2.5.1	Opérateurs.....	9
2.5.2	Responsables de la maintenance	9
2.6	Livraison de l'ÉIS	9
2.7	Lots de l'instruction initiale	10
2.8	Lots de FOAM	10
2.9	Reconstitution	10
3	CONCEPT DU SOUTIEN DE L'APPROVISIONNEMENT	10
3.1	Concept global	10
3.2	Catalogage.....	11
3.3	Systèmes de TI et systèmes de comptabilisation de l'approvisionnement	11
3.4	Comptabilisation dans le SAFC.....	11
3.5	Codes de réparabilité.....	11
3.6	Contrôles dans le SIGRD et le SAFC	12
3.7	Suivi des stocks	12
3.8	Liste de vérification de l'équipement (LVÉ)	12
3.9	Stocks du MDN.....	12
3.10	Stocks centralisés	13
3.11	Réapprovisionnement des unités des FC	13
3.12	Comptes d'entrepreneur.....	13
3.13	Rapatriement de l'ÉIS.....	13
4	CONCEPT DU SOUTIEN DE LA MAINTENANCE	14
4.1	Principes du soutien	14
4.2	Lignes directrices sur le soutien.....	14
5	SOUTIEN DES OPÉRATIONS.....	16
5.1	Types et lignes de maintenance	16
5.1.1	Maintenance de première ligne	16
5.1.2	Atelier de réparation de deuxième ligne.....	18
5.1.3	Maintenance de troisième ligne.....	19
5.2	Distribution des outils et de l'équipement d'essai	19
5.3	Installations pour la maintenance et l'entreposage	19

5.4	Mise à jour et gestion de la configuration des logiciels.....	20
5.5	Garantie.....	20
5.6	Articles inutilisables hors garantie.....	20
5.7	Démilitarisation et élimination	20
6	CONCEPT DU SOUTIEN DE L'INSTRUCTION.....	21
6.1	Vue d'ensemble du concept de l'instruction.....	21
6.2	Instruction axée sur le rendement	21
6.3	Analyse des besoins en instruction	21
6.4	Stratégie – Formation des instructeurs.....	21
6.5	Instruction individuelle et collective.....	22
6.5.1	Généralités.....	22
6.5.2	Instruction individuelle.....	22
6.5.3	Instruction collective	22
6.5.4	Clientèle cible	23
6.6	Formation des opérateurs, en gestion de système et sur la maintenance	23
6.7	FMCII pilote et FMCII	24
6.8	Instruction de récupération (rappel).....	24
6.9	Normes de rendement	24
6.9.1	Vue d'ensemble des normes de rendement	24
6.10	Acquisition de connaissances et de compétences.....	25
6.11	Durée de conservation des connaissances et des aptitudes.....	25
6.12	Gestion de l'instruction.....	25
6.12.1	Établissement du calendrier	25
6.12.2	Qualification.....	26
6.12.3	Certification.....	26
6.12.4	Instruction de la milice et de la Réserve	26
6.12.5	Commentaires.....	26
7	Soutien optimisé des systèmes d'armes.....	27
7.1	Généralités	27
7.2	Gestion du SOSA	28

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

1	1 INTRODUCTION
1.1	1.1 But
1.1.0-1	Le présent document décrit le concept de soutien global de l'équipement intégré du soldat (ÉIS). Ce concept de soutien vise les buts ci-dessous.
1.1.0-1.0-1	Fournir à l'entrepreneur un document dont il pourra se servir pour élaborer le programme de soutien logistique intégré (SLI).
1.1.0-1.0-2	Fournir aux intervenants du ministère de la Défense nationale (MDN) une vue d'ensemble globale de l'utilisation et du soutien de l'ÉIS pendant tout le cycle de vie de celui-ci. Pendant la durée de vie de l'ÉIS, l'équipe de gestion de l'équipement (ÉGE) respectera le concept de soutien pour la mise en œuvre des plans de soutien du MDN.
1.2	1.2 Portée
1.2.0-1	Le présent document décrit le concept global de la mise en service et du soutien en service de l'ÉIS. Il donne des renseignements sur les cycles de mission, l'utilisation prévue ainsi que les processus et programmes de soutien internes du MDN.
1.3	1.3 Système d'armes déployable
1.3.0-1	L'ÉIS fait office de système d'armes déployable. Un système d'armes déployable est une plate-forme destinée à une utilisation et une maintenance dans un environnement présentant une menace. Il s'agit d'un endroit où prévaut un risque <u>élevé</u> de blessure ou de décès de militaires en raison des actes de l'ennemi. Par conséquent, le système de soutien vise à garantir une disponibilité opérationnelle <u>optimale</u> .
1.3.0-2	Afin d'assurer cette disponibilité opérationnelle optimale, le MDN :
1.3.0-2.0-1	○ <u>maintiendra</u> une capacité de maintenance et de soutien interne;
1.3.0-2.0-2	○ <u>contrôlera</u> les activités de soutien en approvisionnement entre le Canada et le théâtre d'opérations;
1.3.0-2.0-3	○ <u>exécutera</u> les activités de soutien nécessaires à la mise sur pied de forces opérationnelles (par exemple un soutien à l'entraînement préalable au déploiement, la formation des opérateurs et l'instruction sur la maintenance);
1.3.0-2.0-4	○ <u>retiendra</u> le rôle d'autorité technique (AT); (l'entrepreneur principal demeurera l'autorité de conception);

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

1.3.0-2.0-5	○ <u>conservera</u> un stock de pièces de rechange prêtes à l'emploi (stocks opérationnels et de maintenance);
1.3.0-2.0-6	○ <u>donnera</u> l'entraînement opérationnel;
1.3.0-2.0-7	○ <u>fournira</u> des conseils opérationnels;
1.3.0-2.0-8	○ <u>se réservera</u> le droit d'exécuter d'autres activités.
1.4	1.4 Capacité opérationnelle initiale
1.4.0-1	L'annonce de la capacité opérationnelle initiale (COI) constitue un jalon important de l'ÉIS. Cette capacité sera atteinte lorsque la première Force opérationnelle adaptée à la mission (FOAM) équipée de l'ÉIS est déclarée prête au déploiement sur le plan opérationnel.
1.4.0-2	La COI est le point culminant des activités de mise en service et d'entraînement concernant l'ÉIS et elle indique que la force opérationnelle (FO) est prête à un déploiement. Pour en arriver à la COI, la FO désignée doit avoir suivi l'instruction individuelle et collective, tous les éléments du SLI doivent avoir été livrés, et le système de soutien en service doit être entièrement établi pour assurer le maintien en puissance de la FO.
1.5	1.5 Cycles de mission
1.5.0-1	On décrit ci-après le cycle de mission prévu pour l'ÉIS. Un déploiement normal est précédé d'un cycle d'entraînement préalable de six mois. Ensuite, on exécute une mission d'opérations continues de six mois, c'est-à-dire des « journées champs de bataille » dans le cadre du déploiement d'une FOAM. Ensuite, on passe à un cycle de reconstitution qui comprend une période de reconstitution de trois mois et une période de trois mois d'entreposage et d'utilisation limitée par le MDN.
1.5.0-2	Le cycle d'entraînement préalable au déploiement comporte deux périodes de trois mois fondées sur le degré d'intensité de l'entraînement. Au cours de la première période, le degré d'intensité est faible, et l'ÉIS est principalement utilisé en salle de classe et dans le cadre de brefs exercices. L'utilisation normale du système est d'une durée de huit heures par jour, cinq jours par semaine. Durant la deuxième période, l'entraînement passe d'une intensité moyenne à élevée, et l'utilisation du système simule celle durant les journées de champ de bataille de la FOAM et peut atteindre 24 heures par jour, sept jours par semaine. Au cours des exercices de cette deuxième période, l'ÉIS pourra être exposé à toutes les conditions environnementales et à tous les modes d'exploitation propres au déploiement d'une FOAM.
1.5.0-3	Le cycle de déploiement de la FOAM comprend 180 journées champ de bataille consécutives. Pendant ce cycle, l'ÉIS est utilisé à l'échelle mondiale dans les zones

	climatiques de C0 à C2, de A1 à A3, de B1 à B3 et de M1 à M3 définies par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) conformément à l'accord de normalisation OTAN (STANAG) 2895, édition 1, ainsi que dans les milieux opérationnels suivants : désert, jungle, montagne, toundra, région arctique et zone urbaine à densité élevée.																																																
1.5.0-4	Le cycle de reconstitution comprend deux périodes de trois mois. La première période porte sur le retrait de l'ÉIS de la FOAM (peut-être directement du théâtre d'opérations), les réparations nécessaires et le renvoi du système à l'entrepôt du MDN. La deuxième période a trait à l'entretien de l'ÉIS et à la préparation à la redistribution.																																																
1.5.0-5	Le tableau 1 ci-dessous résume les cycles de mission.																																																
1.5.0-6	<table><tr><th colspan="6">Tableau 1 – Profil d'utilisation de l'ÉIS par cycle de mission</th></tr><tr><th>Cycle de mission</th><th>Intensité d'utilisation</th><th>Durée (mois)</th><th>Utilisation</th><th>Utilisation totale du système (heures)</th><th>Utilisation relative à la durée de vie</th></tr><tr><td>Entraînement préalable au déploiement – période 1</td><td>Faible à moyenne</td><td>3</td><td>6 semaines (faible) 7 semaines (moyenne)</td><td>400</td><td>7 %</td></tr><tr><td>Entraînement préalable au déploiement – période 2</td><td>Moyenne à élevée</td><td>3</td><td>7 semaines (moyenne) 6 semaines (élevée)</td><td>1 204</td><td>22 %</td></tr><tr><td>Déploiement de la FOAM</td><td>Moyenne à élevée</td><td>6</td><td>4 semaines (moyenne) 22 semaines (élevée)</td><td>3 548</td><td>66 %</td></tr><tr><td>Reconstitution – période 1</td><td>Non utilisé</td><td>3</td><td>Aucune</td><td>0</td><td>0 %</td></tr><tr><td>Reconstitution – période 2</td><td>Faible</td><td>3</td><td>13 semaines (faible)</td><td>260</td><td>5 %</td></tr><tr><td>Période de temps total</td><td></td><td>18</td><td></td><td>5 412</td><td></td></tr></table>	Tableau 1 – Profil d'utilisation de l'ÉIS par cycle de mission						Cycle de mission	Intensité d'utilisation	Durée (mois)	Utilisation	Utilisation totale du système (heures)	Utilisation relative à la durée de vie	Entraînement préalable au déploiement – période 1	Faible à moyenne	3	6 semaines (faible) 7 semaines (moyenne)	400	7 %	Entraînement préalable au déploiement – période 2	Moyenne à élevée	3	7 semaines (moyenne) 6 semaines (élevée)	1 204	22 %	Déploiement de la FOAM	Moyenne à élevée	6	4 semaines (moyenne) 22 semaines (élevée)	3 548	66 %	Reconstitution – période 1	Non utilisé	3	Aucune	0	0 %	Reconstitution – période 2	Faible	3	13 semaines (faible)	260	5 %	Période de temps total		18		5 412	
Tableau 1 – Profil d'utilisation de l'ÉIS par cycle de mission																																																	
Cycle de mission	Intensité d'utilisation	Durée (mois)	Utilisation	Utilisation totale du système (heures)	Utilisation relative à la durée de vie																																												
Entraînement préalable au déploiement – période 1	Faible à moyenne	3	6 semaines (faible) 7 semaines (moyenne)	400	7 %																																												
Entraînement préalable au déploiement – période 2	Moyenne à élevée	3	7 semaines (moyenne) 6 semaines (élevée)	1 204	22 %																																												
Déploiement de la FOAM	Moyenne à élevée	6	4 semaines (moyenne) 22 semaines (élevée)	3 548	66 %																																												
Reconstitution – période 1	Non utilisé	3	Aucune	0	0 %																																												
Reconstitution – période 2	Faible	3	13 semaines (faible)	260	5 %																																												
Période de temps total		18		5 412																																													
1.5.0-7	L'ÉIS doit normalement exécuter cinq de ces cycles combinés (entraînement préalable au																																																

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	déploiement, déploiement de la FOAM, reconstitution) de manière consécutive pendant sa vie utile. Ainsi, sa durée de vie prévue est de 90 mois (7,5 années), ce qui correspond à un total prévu de 27 060 heures de fonctionnement.
1.6	1.6 Concept du soutien global
1.6.0-1	Étant donné que l'ÉIS est un équipement opérationnel, le concept du soutien vise à garantir une disponibilité opérationnelle optimale. L'optimisation de la disponibilité opérationnelle a orienté la définition des paramètres de fiabilité, qui détermineront l'attribution des tâches de maintenance et des pièces de rechange au sein de la FOAM. La désignation de l'ÉIS à titre de système d'armes déployable définira également l'assignation des tâches de soutien aux Forces canadiennes (FC) d'une part et à l'intégrateur d'équipement d'origine (IÉO) et au constructeur de matériel (OEM) d'autre part. Après la mise en service, la gestion globale du cycle de vie est assurée par le Directeur général – Gestion du programme d'équipement terrestre (DGGPET)/Directeur – Administration du programme de l'équipement du soldat (DAPES) au Quartier général de la Défense nationale (QGDN). L'IÉO appuiera le DAPES en assurant un soutien optimisé continu des systèmes d'armes pendant la durée de vie du système. Les concepts de soutien respecteront les principes fondamentaux et les niveaux du soutien logistique du combat (SLC) décrits dans la doctrine du maintien en puissance de la Force terrestre de même que les principes de la structure de l'ÉGÉ du Système de gestion de l'équipement terrestre (SGÉT).
2	2 MISE EN SERVICE
2.1	2.1 Forces opérationnelles adaptées à la mission déployables
2.1.0-1	Étant donné que l'ÉIS doit être utilisé principalement par des FOAM déployables sur le plan opérationnel, sa mise en service sera en quelque sorte unique.
2.2	2.2 Distribution axée sur les FOAM
2.2.0-1	L'ÉIS est destiné à être utilisé principalement par les FOAM déployées à l'extérieur du Canada dans le cadre d'opérations. Ainsi, l'ÉIS ne sera remis à une FOAM qu'une fois que celle-ci aura été désignée en vue d'une opération ou à titre de force en disponibilité opérationnelle. L'ÉIS n'est pas censé être remis à l'Armée institutionnelle. Avant le déploiement, il faudra prévoir un entraînement afin d'atteindre l'état opérationnel visé. On fera alors appel au cycle de l'état de préparation géré par l'Armée de terre.
2.3	2.3 Cycle de l'état de préparation géré par l'Armée de terre
2.3.0-1	L'Armée de terre suit une procédure formelle afin d'informer les unités longtemps à l'avance qu'elles ont été choisies à titre de forces en disponibilité opérationnelle (afin de se préparer à un déploiement) ou affectée à une mission en cours (rotation). La mise en place de l'ÉIS se fondera sur le plan de l'état de préparation géré par l'Armée de terre qui

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	sera en place au moment de la mise en œuvre du projet.
2.3.0-2	Le cycle de cet état de préparation stipule que les unités de l'Armée de terre effectuent tous les trois ans un cycle de préparation et d'emploi en trois phases. Ces trois phases sont l'entraînement; des opérations et une préparation d'un degré élevé; la reconstitution et le soutien. On prévoit que l'instruction de qualification individuelle (instruction initiale jusqu'au niveau de compétence individuelle avec l'ÉIS) et l'instruction collective (instruction collective à l'échelle de l'équipe et du peloton au sein d'une compagnie) auront lieu durant la phase d'entraînement.
2.3.0-3	Suite à la mise en service initiale de l'ÉIS, la première FOAM désignée pourra entamer son cycle d'entraînement préalable à la rotation. Lorsque la force sera prête à être déployée, on remettra un ÉIS à la deuxième FOAM et ainsi de suite. Étant donné que le cycle actuel s'étend sur une période de six mois, la mise en service complète de l'ÉIS pourrait exiger au moins un an.
2.4	2.4 Composition des FOAM
2.4.0-1	Une FOAM comprend une unité d'infanterie de la Force terrestre, à laquelle se joignent d'autres armes de combat ainsi que des éléments de l'appui tactique et du SLC. En tout, 628 ÉIS seront déployés par FOAM.
2.5	2.5 Centres d'excellence
2.5.1	2.5.1 Opérateurs
2.5.1.0-1	Étant donné que l'Infanterie sera le principal utilisateur de l'ÉIS, l'École d'infanterie du Centre d'instruction au combat (CIC) de la Base des Forces canadiennes (BFC) Gagetown a été désignée en qualité de centre d'excellence (CE) pour l'instruction opérationnelle. Les opérateurs vont recevoir la Formation pilote des membres du cadre initial d'instructeurs (FMCII) offerte par l'entrepreneur et destinée aux instructeurs des opérateurs et de la gestion de système.
2.5.2	2.5.2 Responsables de la maintenance
2.5.2.0-1	Étant donné que le soutien technique de la gestion des systèmes et de la maintenance électronique de l'ÉIS sera assuré par les opérateurs des transmissions et les techniciens des Systèmes d'information et de communications terrestres (SICT), l'École d'électronique et des communications des Forces canadiennes (ÉÉCF) de Kingston sera le principal CE en ce qui concerne le soutien. Les responsables suivront la FMCII pilote donnée par l'entrepreneur à l'intention des instructeurs de la gestion de système et des instructeurs de maintenance.
2.6	2.6 Livraison de l'ÉIS
2.6.0-1	La livraison des ÉIS opérationnels se fera par lots au dépôt d'approvisionnement des

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	Forces canadiennes (DAFC). Les systèmes ÉIS, y compris tout le soutien nécessaire, seront remis par le dépôt au secteur/à la base de soutien une fois qu'une FO aura été désignée. L'emploi de lots a pour but de veiller à ce que le MDN ait reçu tous les composants opérationnels d'une FO complète avant la prise d'une décision quant à la mise en service. Ainsi, on s'assure que le cycle de l'état de préparation géré de l'Armée de terre ne débute qu'une fois que tous les éléments essentiels ont été reçus.
2.7	2.7 Lots de l'instruction initiale
2.7.0-1	Les premières livraisons comprendront : le lot de l'instruction initiale (1) – il s'agit des systèmes ÉIS destinés aux CE du CIC Gagetown et de l'ÉECFC Kingston – et le lot de l'instruction initiale (2) – un certain nombre de systèmes opérationnels et de pièces de rechange logistiques. La distribution des systèmes d'instruction par lots aux CE aura lieu en même temps que l'achèvement de la FMCII.
2.8	2.8 Lots de FOAM
2.8.0-1	Les prochaines livraisons se feront par lots de FO. Le premier lot de FOAM permettra la sélection, par le biais du Plan d'état de préparation géré de l'Armée de terre, de la FOAM initiale désignée. Les livraisons effectuées depuis le dépôt auront lieu en même temps que l'achèvement de la FMCII.
2.9	2.9 Reconstitution
2.9.0-1	Une fois qu'une FOAM a terminé le déploiement opérationnel et passe à la phase de reconstitution, l'ÉIS sera retiré des unités et du personnel visé. À ce moment, en vertu du contrat du soutien optimisé des systèmes d'armes, l'état de fonctionnement de l'ÉIS sera vérifié, et le cycle de réparation correspondant sera suivi, puis l'ÉIS sera retourné à l'entrepôt du MDN, où il y demeurera jusqu'à ce qu'on en ait besoin.
3	3 CONCEPT DU SOUTIEN DE L'APPROVISIONNEMENT
3.1	3.1 Concept global
3.1.0-1	Étant donné qu'il s'agit d'un système opérationnel, le concept d'approvisionnement global consistera à assurer le soutien de l'ÉIS dans le cadre des opérations et de l'entraînement préalable au déploiement à l'aide de stocks garantis, d'une intervention efficace et d'une gestion efficace des stocks des systèmes principaux, des éléments remplaçables sur place (LRU) et des pièces de rechange. Au cours de la phase d'achat, on fera l'acquisition des données essentielles fournies par l'entrepreneur, qui serviront à établir les stocks, les attributions et les contrôles d'après la structure de répartition de l'équipement (SRÉ) livré, les pièces de rechange approuvées, les outils et l'équipement de test ainsi que les articles consommables correspondants. À cet égard, on se fonde sur les données initiales fournies par l'entrepreneur, de même que sur les activités subséquentes du projet, notamment l'analyse du soutien logistique (ASL) et la réunion

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	d'approvisionnement initial (RAI).
3.1.0-2	Le soutien sera d'une importance critique. Le projet doit veiller à ce que tout le soutien nécessaire à la phase d'entraînement initiale du cycle de l'état de préparation géré de l'Armée de terre et au déploiement qui suivra soit en place en temps opportun. Tout l'équipement, toutes les pièces de rechange, tous les outils et tout l'équipement de test doivent être en place en vue du soutien de la mise en service et du soutien en service permanent.
3.2	3.2 Catalogage
3.2.0-1	L'ÉIS sera catalogué dans le Système de gestion de la Défense, qui appuiera l'ÉGÉ et les processus de soutien en service de l'entrepreneur. Les éléments suivants doivent être enregistrés dans le système : la SRÉ finale, les pièces de rechange, les articles consommables uniques ainsi que toutes les données nécessaires qui indiquent la comptabilisation (regroupement des systèmes et des sous-systèmes, contrôle et accès autorisés, attributions, codes de réparabilité et données sur la sécurité).
3.3	3.3 Systèmes de TI et systèmes de comptabilisation de l'approvisionnement
3.3.0-1	Dans le Système de gestion de la Défense, le Système d'approvisionnement des FC (SAFC) administre le matériel d'approvisionnement du MDN. Le SAFC comprend des interfaces avec d'autres applications du MDN, des rapports, des outils, des objets et des bases de données complémentaires. Chaque application automatise les opérations commerciales des FC et élimine la gestion manuelle du matériel d'approvisionnement des FC. Le SAFC est relié aux applications ci-dessous :
3.3.0-1.0-1	○ Système d'information de la gestion des ressources de la Défense (SIGRD);
3.3.0-1.0-2	○ Système national de distribution du matériel (SNDM);
3.3.0-1.0-3	○ Système d'information sur la configuration de l'équipement tactique (SICÉT).
3.4	3.4 Comptabilisation dans le SAFC
3.4.0-1	On doit établir dans le SAFC le niveau de comptabilisation qui convient à chaque article. Ce niveau dépendra du coût d'achat initial, du niveau de réparabilité assigné (que détermine l'analyse des réparations), de la nécessité du suivi de l'article (contrôle du numéro de série) et de l'attractivité. A priori, un article doit être classé à titre d'élément à comptabiliser si sa valeur est supérieure à 1 000 \$, si c'est un bien réparable essentiel ou s'il s'agit d'un article attrayant. Les articles qui ne correspondent pas à ces exigences doivent être désignés à titre d'articles consommables dans le SIGRD et le SAFC. Ce niveau de comptabilisation sera établi une fois que la phase d'analyse de la soutenabilité de la logistique et de la maintenance sera terminée.
3.5	3.5 Codes de réparabilité

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

3.5.0-1	Un code de Réparabilité sera assigné à chaque numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO) durant le processus de catalogage. Ces codes sont attribués d'après le niveau de réparation assigné à chaque composant. Exemple : le Code B (troisième ligne uniquement – entrepreneur) est en général assigné à tous les composants principaux.
3.6	3.6 Contrôles dans le SIGRD et le SAFC
3.6.0-1	Tous les NNO catalogués de l'ÉIS sont codés dans le SIGRD/SAFC, afin qu'ils ne puissent pas être distribués par le dépôt ou par l'entrepreneur sans l'autorisation du gestionnaire du cycle de vie du matériel (GCVN) et (ou) du gestionnaire de l'approvisionnement. Il s'agit d'un contrôle interne qui indique que tous les stocks relèvent du contrôle du QGDN.
3.7	3.7 Suivi des stocks
3.7.0-1	Les stocks de l'ÉIS en troisième ligne (dépôt et entrepreneur) et toutes les unités des FC feront l'objet d'un suivi dans le SAFC.
3.7.0-2	Il faudra faire le suivi des numéros de série des composantes principales pour la gestion de la configuration de l'ÉIS. Dans le cadre des opérations, les composantes et logiciels de l'ÉIS déployés doivent absolument être de la même version, et le système de soutien doit les reconnaître. On procèdera à cet égard à l'aide du SICÉT à tous les niveaux de maintenance. Dans l'avenir, le SICÉT pourrait être adjoint au SIGRD. En raison de son importance opérationnelle, l'ÉIS peut exiger un degré de suivi encore plus élevé pour la gestion des stocks opérationnels. Dans ce cas, l'ÉIS peut être désigné dans le SAFC à titre de système d'armes et ainsi être désigné comme système faisant l'objet d'un « suivi par numéro de série ».
3.7.0-3	On doit procéder à un codage à barres unique pour l'identification et le suivi des articles conformément aux directives de l'OTAN STANAG 2290 Édition 2. L'ajout de codes à barres aux composantes de l'ÉIS facilite la gestion et le suivi des stocks à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement.
3.8	3.8 Liste de vérification de l'équipement (LVÉ)
3.8.0-1	Une LVÉ regroupe les articles d'approvisionnement connexes, qu'on réunit afin de pouvoir les distribuer et les comptabiliser à l'aide d'un seul code de stock. La LVÉ de l'ÉIS comprendra des composantes principales particulières et, s'il y a lieu, certaines composantes spécialisées seront énumérés dans la liste, mais seront commandées séparément.
3.9	3.9 Stocks du MDN
3.9.0-1	Le MDN doit détenir au Canada une réserve opérationnelle suffisante de pièces de rechange pour ses systèmes d'armes de manière à pouvoir appuyer au moins 30 jours

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	d'opérations de grande intensité. On établira les quantités minimales pour les entrepôts afin de satisfaire à cette exigence.
3.9.0-2	On prévoit que des pièces de rechange supplémentaires correspondant à 60 jours d'utilisation seront conservées en théâtre d'opérations par l'Élément de soutien national (ÉSN). La distribution des systèmes opérationnels de rechange et des éléments remplaçables et réparables sur place sera déterminée par la posture opérationnelle adoptée pour les opérations dispersées et par la politique de réparation choisie dans la foulée de la phase d'analyse de la soutenabilité de la maintenance et de la logistique.
3.10	3.10 Stocks centralisés
3.10.0-1	Jusqu'à ce qu'une FOAM soit désignée en vue d'un déploiement, l'ÉIS sera conservé par le 25 ^e Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes Montréal et (ou) par le 7 ^e Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes Edmonton. On facilitera ainsi le réapprovisionnement des unités de la FOAM pendant la phase préalable au déploiement et le renouvellement des stocks opérationnels de la FOAM en théâtre d'opérations. L'ÉIS ne sera distribué à une FOAM que si le QGDN en donne la directive.
3.11	3.11 Réapprovisionnement des unités des FC
3.11.0-1	Pendant la phase préalable au déploiement, les composantes de l'ÉIS qui seront jugées non réparables sur place (NRSP) seront retournées au système d'approvisionnement afin d'être acheminées à l'entrepreneur pour qu'il les répare ou les mette au rebut. Le processus normal consistera à conserver les articles réparables jusqu'à ce qu'on puisse les expédier à un coût rentable.
3.11.0-2	Pendant le déploiement, les articles NRSP seront échangés un pour un avec l'ÉSN en théâtre d'opérations à partir des stocks opérationnels. Une fois que les niveaux de stock minimaux auront été établis, les stocks seront automatiquement renfloués à partir des stocks du dépôt du SAFC.
3.12	3.12 Comptes d'entrepreneur
3.12.0-1	Un compte de matériel réparable (CMR) est un compte du SAFC qui sert à comptabiliser l'équipement appartenant au MDN et distribué à un entrepreneur ou détenu par celui-ci à titre de stock ou en vue d'une réparation. Le MDN créera un CMR dans le SAFC/SIGRD. Ainsi, l'équipement pourra circuler librement et on pourra faire le suivi des composantes réparables entre le MDN et l'entrepreneur.
3.13	3.13 Rapatriement de l'ÉIS
3.13.0-1	Une fois qu'une FOAM est retirée d'une opération, son personnel remettra normalement tout l'ÉIS à une base d'étape intermédiaire ou à une aire de repos désignée. Étant donné le rythme opérationnel élevé, le nombre restreint de systèmes et le délai d'expédition depuis un théâtre d'opérations, il pourrait falloir envoyer les ÉIS en lot directement à

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	l'entrepreneur afin de faciliter leur réparation et révision (R et R).
4	4 CONCEPT DU SOUTIEN DE LA MAINTENANCE
4.1	4.1 Principes du soutien
4.1.0-1	Le concept du soutien respectera les notions élémentaires et les niveaux du SLC décrits dans la doctrine du maintien en puissance de la Force terrestre et sera conforme aux principes du SGÉT. Ces aspects seront adaptés, au besoin, aux sous-systèmes mis en service et au concept de l'opération (CONOPS) approuvé. Le personnel qualifié du SLC sera responsable du soutien de l'ÉIS (réapprovisionnement et maintenance) pendant l'entraînement préalable au déploiement et les opérations de déploiement.
4.1.0-2	Les principes ci-après s'appliquent à ce concept de maintenance.
4.1.0-2.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ On utilise des concepts techniques et de maintenance afin que l'ÉIS réponde de manière rentable aux besoins en matière de disponibilité opérationnelle en minimisant et en simplifiant la maintenance sans que cela n'ait d'incidence négative sur la fiabilité de l'équipement nécessaire ni les capacités opérationnelles. À cet égard, on optimise la disponibilité du système par des méthodes dès la conception (par exemple: diagnostic intégré, redondance, construction robuste, dégradation progressive, etc.).
4.1.0-2.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'opérateur et le responsable de la maintenance exécutent des activités de maintenance sans avoir à augmenter l'effectif et en réduisant au minimum la formation.
4.1.0-2.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ On réduira au minimum la nécessité de déployer des outils spéciaux et de l'équipement de soutien ainsi que du personnel de soutien et des pièces de rechange (systèmes, sous-systèmes, LRU et pièces de rechange (LoRU)).
4.1.0-2.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Tout les LRU principaux des suites seront clairement identifiés pour leur fonction et connectivité.
4.2	4.2 Lignes directrices sur le soutien
4.2.0-1	Le concept de maintenance s'articule autour des éléments ci-après.
4.2.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Même si les opérateurs doivent effectuer des inspections préliminaires et des tâches de maintenance particulières à l'utilisateur (y compris le retrait et le remplacement des LRU), seul le personnel de maintenance qualifié effectue les réparations autorisées (LRU/LoRU).
4.2.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Au sein de la FOAM, la maintenance de première et de deuxième ligne de l'équipement et des composantes C4I (commandement, contrôle, communications, informatique et renseignement) et la gestion de la configuration de l'ÉIS seront

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	effectuées par le personnel des opérations et de maintenance des signaleurs. Outre la maintenance, ces activités comprennent la configuration du système, la gestion du réseau et d'autres fonctions connexes de gestion de système.
4.2.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ En principe, dans les cas où des réparations ou des reconfigurations s'avèrent nécessaires, celles-ci seront réalisées au niveau le plus avancé possible de la chaîne de maintenance.
4.2.0-1.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Les opérateurs des SICT et les gestionnaires de système exécuteront toutes les fonctions assignées d'opérateur de l'ÉIS ainsi que de maintenance de première et de deuxième ligne. Puisque l'ÉIS doit comporter un diagnostic intégré et faire preuve d'une fiabilité supérieure, on prévoit que les FC n'auront pas besoin de ressources humaines ou de qualifications spéciales supplémentaires pour assurer le soutien de l'ÉIS.
4.2.0-1.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ Les techniciens du matériel sont responsables de l'équipement de transport de charge.
4.2.0-1.0-6	<ul style="list-style-type: none"> ○ Malgré les nombreuses mentions de l'utilisation habituelle et générale de trois lignes de maintenance, on aura recours à la maintenance préventive et corrective et aux méthodes d'entretien recommandés par l'entrepreneur, d'après l'analyse de la soutenabilité, pour les tâches de maintenance et leur attribution aux lignes de maintenance qui conviennent. En effet, il se peut que le plan de maintenance de l'entrepreneur n'exige pas de tâches de maintenance de seconde ligne. Précisons que l'entrepreneur, à titre d'IÉO de l'ÉIS, devra tenir compte des exigences ou des plans du fabricant concernant la maintenance des composants dans le plan de maintenance de l'ÉIS. Une fois ce plan approuvé, l'entrepreneur élaborera le plan initial des pièces de rechange pour les lignes de maintenance.
4.2.0-1.0-7	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le programme de maintenance corrective se fonde sur un niveau d'analyse de réparation (NAR) rentable qui accorde la priorité aux réparations au moyen du remplacement des pièces et à un solide programme de maintenance préventive. Ainsi, les réparations autorisées pourront être effectuées le plus rapidement et de la façon la plus économique possible. Les pannes causées par un manque de maintenance devraient être réduites au minimum.
4.2.0-1.0-8	<ul style="list-style-type: none"> ○ En raison du niveau d'intégration élevé prévu des composantes (matrices pré-diffusées programmables, circuits intégrés spécifiques, etc.) et des éventuels problèmes de sécurité, on ne prévoit pas tenter de changer des composantes de cartes ou de modules scellés. La maintenance sur place consistera à retirer et à remplacer les composantes endommagées, usées ou inutilisables (remplacement de LRU et réparation de LoRU autorisées).
4.2.0-1.0-9	<ul style="list-style-type: none"> ○ Quant aux articles plus complexes, comme les radios et les ordinateurs, le remplacement des LRU sur le terrain est la méthode recommandée, où l'équipement est envoyé directement au responsable du soutien de troisième ligne

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	(l'entrepreneur) afin d'être réparé.
4.2.0-1.0-10	<ul style="list-style-type: none"> ○ Dans la mesure du possible, l'entrepreneur exécutera les tâches et activités de maintenance de troisième ligne, et ces tâches seront gérées par l'entremise du DAPES. L'entrepreneur confirmera les défaillances repérées, particulièrement en ce qui concerne les logiciels et le matériel connexe (comme les cartes de circuits imprimés) et il procédera à l'assurance de la qualité.
5	5 SOUTIEN DES OPÉRATIONS
5.1	5.1 Types et lignes de maintenance
5.1.0-1	On précise ci-après les types d'unité de maintenance en plus de donner des exemples d'activités de maintenance et de préciser le personnel responsable de ces activités.
5.1.1	5.1.1 Maintenance de première ligne
5.1.1.0-1	Les opérateurs et les techniciens des unités opérationnelles exécuteront les tâches de maintenance d'opérateur et de première ligne, respectivement.
5.1.1.0-1.0-1	La <u>maintenance par l'opérateur</u> , qui devrait exiger en moyenne 15 minutes par jour, excepté le rétablissement de l'alimentation électrique, comprend les activités suivantes :
5.1.1.0-1.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ inspection et vérification pré-opérationnelles non techniques; les gestionnaires de système généreront les plans de mission à l'intention des opérateurs;
5.1.1.0-1.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ entretien périodique, rétablissement de l'alimentation, nettoyage et maintenance préventive d'après les instructions de l'entrepreneur, afin de garantir la capacité opérationnelle de l'équipement;
5.1.1.0-1.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ exécution du test intégré (BIT) au besoin;
5.1.1.0-1.0-1.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ retrait et remplacement des LRU, de l'équipement auxiliaire et des batteries, selon les autorisations accordées;
5.1.1.0-1.0-1.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ compte rendu des pannes de système et information sur l'utilisation à l'intention du personnel de maintenance;
5.1.1.0-1.0-1.0-6	<ul style="list-style-type: none"> ○ autres activités convenues entre l'entrepreneur et le MDN.
5.1.1.0-1.0-2	<u>Fonctions de technicien</u> – Les tâches de maintenance de première ligne, recommandées par l'entrepreneur et acceptées par le MDN, exigent en général jusqu'à une heure et seront exécutées par le personnel chargé de la maintenance de première ligne. Il s'agit notamment des tâches suivantes :
5.1.1.0-1.0-2.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ tenue des stocks de pièces de rechange nécessaires à l'utilisation, à l'entretien et à

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	la maintenance;
5.1.1.0-1.0-2.0-2	○ maintenance des sous-systèmes d'alimentation (par exemple des chargeurs de piles);
5.1.1.0-1.0-2.0-3	○ maintenance des sous-systèmes électro-optiques (par exemple des lunettes de vision nocturne, des micro-véhicules aériens sans pilote, des capteurs d'armes acquises et des interfaces correspondantes);
5.1.1.0-1.0-2.0-4	○ remise en état et réparation mineure de composantes textiles (par exemple les vestes et de petits sacs);
5.1.1.0-1.0-2.0-5	○ utilisation et maintenance des outils et de l'équipement d'essai spécialisés, comme l'équipement du test intégré, au besoin;
5.1.1.0-1.0-2.0-6	○ confirmation des défaillances repérées par l'opérateur et, dans le cas de défauts non identifiés, repérage et localisation des pannes;
5.1.1.0-1.0-2.0-7	○ retrait, remplacement et réparation des LRU et des LoRU défectueux, selon les autorisations. Nota : les techniciens doivent recevoir le niveau requis de formation sur la gestion de système pour pouvoir confirmer les réparations et le fonctionnement du réseau.
5.1.1.0-1.0-2.0-8	○ calibration de l'équipement et reprogrammation des logiciels et des micrologiciels;
5.1.1.0-1.0-2.0-9	○ exécution de certaines réparations des LRU/LoRU, selon les autorisations;
5.1.1.0-1.0-2.0-10	○ reconditionnement de pièces de rechange, selon les autorisations;
5.1.1.0-1.0-2.0-11	○ enregistrement des données de maintenance et de l'information sur l'utilisation en temps réel.
5.1.1.0-1.0-3	L'activité normale de maintenance consistera à renvoyer l'équipement ou le LRU défectueux à une organisation de maintenance de deuxième ligne. Les activités de maintenance de deuxième ligne recommandées par l'entrepreneur et acceptées par le MDN, qui exigent en général au plus deux heures, seront exécutées par le personnel de maintenance de deuxième ligne. Si elles sont du ressort de la FOAM, toutes les réparations autorisées seront réalisées au niveau le plus avancé possible.
5.1.1.0-1.0-4	<u>Diagnostic électronique de panne</u> – On peut faciliter le diagnostic des pannes de l'ÉIS en ayant recours à l'équipement du test intégré. Idéalement, le système indiquerait sur un écran le LRU défectueux. Si cette méthode s'avère impossible ou trop coûteuse, le diagnostic du système consistera à déterminer le LRU responsable de la panne à l'aide des outils et schémas de dépannage ainsi que de l'équipement de test courant dont on dispose à l'interne.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

5.1.1.0-1.0-5	Réparations de câbles – Étant donné qu’il s’agit d’articles à usure élevée, il sera essentiel que la continuité des câbles et l’intégrité des connecteurs fassent l’objet de vérifications pour assurer la réussite de la mission. La réparation des câbles peut comporter le remplacement ou la réparation de connecteurs, la fabrication de nouveaux câbles en théâtre d’opérations et (ou) la réparation de prises. La conception de câbles comprenant des réducteurs de tension minimisera les réparations de câbles.
5.1.2	5.1.2 Atelier de réparation de deuxième ligne
5.1.2.0-1	Le plan de maintenance de l’entrepreneur peut ne pas exiger de tâches de maintenance de deuxième ligne. Les LRU et les LoRU défectueux qui ne sont pas du ressort des responsables de la maintenance des FC seront renvoyés à l’entrepreneur pour être réparés ou remplacés selon l’autorisation accordée.
5.1.2.0-2	À l’atelier de deuxième ligne, dans le cas des unités qui n’ont pas de capacité de première ligne, les fonctions de maintenance se bornent aux tâches ci-dessous :
5.1.2.0-2.0-1	○ recherche et localisation des LRU et des LoRU défectueux;
5.1.2.0-2.0-2	○ remplacement des LRU et des LoRU défectueux;
5.1.2.0-2.0-3	○ réparation des LRU et des LoRU défectueux selon l’autorisation accordée;
5.1.2.0-2.0-4	○ consignation de l’information sur la maintenance.
5.1.2.0-3	Les composantes réparables de l’ÉIS seront réparés ou renvoyés à l’entrepreneur en vue d’une évaluation et d’une réparation en vertu du contrat de R et R. Les ateliers déployés qui disposeront des aires en béton, des outils et de l’équipement d’essai nécessaires effectueront les réparations.
5.1.2.0-3.0-1	○ Calibration de l’équipement, reprogrammation des logiciels et micrologiciels.
5.1.2.0-3.0-2	○ Localisation des pannes et réparation par le remplacement d’assemblage, de sous-assemblage et composantes.
5.1.2.0-3.0-3	○ Utilisation et maintenance des OÉES.
5.1.2.0-3.0-4	○ Inspection prévue et maintenance préventive des assemblages, des sous-assemblages et des composants d’éléments figurant dans le SAFC.
5.1.2.0-3.0-5	○ Les instructions sur la maintenance de première et de deuxième ligne se fonderont sur le plan de maintenance recommandé par l’entrepreneur et approuvé par le MDN.
5.1.2.0-4	Les techniciens des organisations de maintenance de soutien exécuteront les tâches définies de maintenance de première ligne (dans le cas des unités qui ne disposent pas

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	d'un soutien de maintenance intégral) et les tâches de deuxième ligne assignées, qui exigent en général au plus deux heures, selon ce que recommande l'entrepreneur et ce qu'a convenu le MDN.
5.1.3	5.1.3 Maintenance de troisième ligne
5.1.3.0-1	On prévoit faire appel au soutien de l'entrepreneur pour tous les autres besoins de maintenance. L'entrepreneur peut ainsi devoir, au besoin, vérifier la maintenance nécessaire et confirmer les services fournis.
5.2	5.2 Distribution des outils et de l'équipement d'essai
5.2.0-1	Les outils et l'équipement d'essai nécessaires à la maintenance de première et de deuxième lignes seront normalement réduits au minimum. On se servira des outils et de l'équipement d'essai internes dans la mesure du possible. L'entrepreneur correspondant déterminera tous les outils et l'équipement d'essai nécessaires au soutien de l'ÉIS. On pourra faire l'acquisition de l'équipement requis qui ne figure pas déjà dans les stocks du MDN selon une analyse coûts-avantages afin de soutenir les responsabilités de maintenance internes.
5.2.0-2	Ainsi, on n'achètera que peu d'outils supplémentaires, qui seront distribués aux organisations de maintenance correspondantes selon les besoins.
5.3	5.3 Installations pour la maintenance et l'entreposage
5.3.0-1	<u>Installations pour la maintenance.</u> On estime que les installations courantes du MDN conviennent à la réparation de l'ÉIS en fonction des lignes de maintenance précisées.
5.3.0-2	<u>Installations pour l'entreposage.</u> L'ÉIS peut comprendre certaines composantes qui sont des articles contrôlés en vertu du <i>Règlement canadien sur les marchandises contrôlées</i> ou d'autres règlements similaires, comme les <i>International Traffic in Arms Regulations</i> (ITAR), et des articles désignés conformément aux politiques et règlements correspondants, notamment ceux sur les matières dangereuses (HAZMAT) et les marchandises dangereuses ainsi que la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i> . Ainsi, certains articles peuvent être désignés en vue d'un entreposage contrôlé.
5.3.0-3	<u>Distribution d'équipement.</u> L'ÉIS sera distribué aux soldats avec leur trousse personnelle. Lorsque les soldats ne participent pas à des opérations, il pourrait falloir l'entreposer dans un endroit sûr, de la même façon que les armes. Le matériel peut être entreposé dans les installations existantes ou des conteneurs de sécurité.
5.3.0-4	<u>Reconstitution d'équipement.</u> Dans la mesure du possible, tout l'ÉIS renvoyé depuis un théâtre d'opérations devra faire l'objet d'un nettoyage complet si Agriculture Canada l'exige. De plus, les piles devront être enlevées et emballées séparément. Tout l'équipement sera soumis à une inspection visuelle, et l'équipement endommagé sera

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	consigné et étiqueté ou classifié selon son aptitude à l'emploi avant l'envoi au Canada ou à l'entrepreneur.
5.4	5.4 Mise à jour et gestion de la configuration des logiciels
5.4.0-1	L'ÉIS nécessite une gestion dédiée des versions du matériel du système, des logiciels et des micrologiciels.
5.4.0-2	On prévoit que l'entrepreneur fournira le soutien aux logiciels et micrologiciels et que les mises à jour requises seront envoyées au QGDN par l'entremise du gestionnaire du SLI (GSLI) du Bureau du Projet (BP) de l'ÉIS ou de l'ÉGÉ de l'ÉIS, selon le cas. Au besoin, les données mises à jour seront transmises par voie électronique à chacune des unités d'utilisateurs. On prévoit offrir plus tard à la garnison un accès à une application Web en temps réel sur le Réseau étendu de la Défense (RÉD). Les mises à jour de l'équipement du test intégré seront distribuées de la même façon.
5.5	5.5 Garantie
5.5.0-1	Le GSLI/AT du BP de l'ÉIS, conjointement avec l'entrepreneur, déterminera la validité de la garantie des différents articles de l'ÉIS et informera le Projet de l'ÉIS des articles et systèmes à renvoyer à l'entrepreneur en vue d'une réparation sous garantie. Le BP de l'ÉIS fera office de coordonnateur du renvoi à l'entrepreneur de tous les articles de l'ÉIS sous garantie.
5.6	5.6 Articles inutilisables hors garantie
5.6.0-1	Les ÉIS et les pièces d'un ÉIS inutilisables seront recueillis par le Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes, et le BP de l'ÉIS ou l'ÉGÉ sera avisé de la situation. Dépendamment de l'urgence de la situation et du caractère économique de la quantité d'articles à réparer, le BP ou l'ÉGÉ enverra l'équipement en vue d'une réparation ou d'une liquidation en vertu d'un contrat de soutien optimisé des systèmes d'armes.
5.7	5.7 Démilitarisation et élimination
5.7.0-1	Certaines composantes de l'ÉIS peuvent être désignées à titre de marchandises contrôlées en vertu des ITAR et du <i>Règlement canadien sur les marchandises contrôlées</i> et peuvent comporter cette désignation dans le système d'approvisionnement à l'aide du code de démilitarisation (CDM) « F ». L'inspection des articles doit être effectuée par une organisation de maintenance de deuxième ligne, et les articles inutilisables repérés doivent être renvoyés à l'entrepreneur en vue d'une réparation, d'une cannibalisation ou d'une mise au rebut. En ce qui concerne les composantes électroniques, on prévoit renvoyer tous les éléments récupérables à l'entrepreneur, qui procédera alors à une liquidation contrôlée. Les composantes non réparables qui ne sont pas dangereuses et ni des marchandises contrôlées, dont la liquidation n'est pas restreinte en théâtre d'opérations, peuvent être éliminées sur place. Toutes les liquidations seront gérées par le GSLI du BP de l'ÉIS et le

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	MDN ou l'ÉGE après la transition.
6	6 CONCEPT DU SOUTIEN DE L'INSTRUCTION
6.1	6.1 Vue d'ensemble du concept de l'instruction
6.1.0-1	L'ÉIS est un système d'armes déployable qui est distribué à une FOAM une fois que celle-ci a été affectée à une opération ou désignée à titre de force en disponibilité opérationnelle ou en attente. Il n'est pas distribué à l'Armée institutionnelle. Cette réalité dictera un besoin de formation devant viser à atteindre un niveau élevé de préparation au combat individuelle et collective lorsqu'une FOAM se prépare au combat. Cette préparation a lieu durant le cycle préalable au déploiement établi dans le cadre du cycle d'état de préparation géré par l'Armée de terre une fois qu'une FOAM a été désignée à cet égard.
6.1.0-2	Un autre objectif consiste à appuyer la mise en place et l'utilisation du système à l'École d'infanterie au Centre d'instruction au combat et à l'ÉECFC en vue d'une instruction technique. Précisons que l'ÉIS sera retiré des FOAM au moment du retour de celles-ci au Canada. En effet, la sélection de ces unités pour un déploiement peut n'avoir lieu que trois ans plus tard. Ainsi, les compétences des opérateurs et des responsables de la maintenance s'estompent entre les déploiements.
6.2	6.2 Instruction axée sur le rendement
6.2.0-1	L'instruction au sujet de l'ÉIS doit être axée sur le rendement et être conçue conformément au Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes (SIIÉFC). L'instruction collective doit respecter les normes d'aptitude au combat. L'évaluation des exigences de l'instruction individuelle et collective quant au rendement se fondera sur les exigences en matière de rendement opérationnel.
6.3	6.3 Analyse des besoins en instruction
6.3.0-1	L'instruction sur l'ÉIS sera déterminée par une analyse des besoins en instruction (ABI) complète. Cette ABI est un processus nécessaire pour faire l'analyse des besoins de formation, dans le but de déterminer les résultats de l'instruction une fois que celle-ci a été prescrite pour régler les problèmes de rendement. L'ABI concernant l'ÉIS sera réalisée par le Directeur – Instruction de l'Armée de terre (DIAT) avec l'aide du BP de l'ÉIS et de l'agent de développement de l'instruction du Projet de l'ÉIS. On se servira de cette analyse durant le projet pour orienter l'instruction initiale et subséquente, y compris la transition entre les besoins en instruction du projet et les besoins opérationnels à long termes.
6.4	6.4 Stratégie – Formation des instructeurs
6.4.0-1	Approche. On aura recours à la méthode de « formation des instructeurs » pour l'instruction sur le l'ÉIS. En règle générale, l'entrepreneur offrira une FMCII pilote à

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	certaines membres sélectionnés du MDN qui visera principalement à valider l'instruction.
6.4.0-2	L'entrepreneur offrira ensuite la FMCII aux représentants de la FOAM selon trois catégories : formation des opérateurs, formation en gestion de système et formation sur la maintenance.
6.4.0-3	Responsabilité. La formation subséquente des opérateurs, la formation en gestion de système et la formation sur la maintenance sera par la suite du ressort du MDN, qui offrira l'instruction de manière périodique. L'instruction sur le soutien sera offerte ainsi :
6.4.0-3.0-1	la formation des opérateurs et la formation en gestion de système sera la responsabilité du centre d'excellence du Centre d'instruction au combat;
6.4.0-3.0-2	l'ÉECFC sera responsable du personnel de maintenance.
6.4.0-4	Ces centres d'excellence fourniront des informations pour tous les autres cours qui exigent une connaissance des attributs opérationnels et techniques de l'ÉIS.
6.5	6.5 Instruction individuelle et collective
6.5.1	6.5.1 Généralités
6.5.1-1	On prévoit que l'ÉIS aura une incidence fondamentale sur la façon dont le soldat canadien livre combat. Ainsi, la formation du MDN doit prendre en compte les besoins en matière d'instruction individuelle et collective qui sont décrits dans les prochains paragraphes de la présente section.
6.5.1-2	La FMCII sera offerte au niveau individuel. Au fur et à mesure que l'ÉIS évoluera, les besoins quant à l'instruction collective seront définis et gérés par le Centre d'instruction au combat ou le centre d'excellence, notamment en ce qui concerne l'élaboration des tactiques, techniques et procédures (TTP).
6.5.1-3	De plus, le MDN doit veiller à ce que les leçons retenues soient consignées et utilisées pour définir les besoins en formation futurs.
6.5.2	6.5.2 Instruction individuelle
6.5.2.0-1	L'instruction individuelle comprend les activités, destinées aux membres des FC, qui enseignent les compétences, les connaissances et les attitudes qui sont nécessaires à l'exécution des fonctions attribuées ou en fonction desquelles on peut interpréter correctement l'information et exercer un bon jugement. Ces activités ont pour but l'attribution d'une qualification au militaire.
6.5.3	6.5.3 Instruction collective
6.5.3.0-1	L'instruction collective consiste en la formation, autre que l'instruction individuelle et

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	<p>l'éducation (II&É), qui est destinée à préparer les équipes, les unités et les autres éléments à l'exécution de tâches militaires conformément aux normes fixées. L'instruction collective comprend l'exercice d'apprentissage des procédures et l'application pratique des doctrines, des plans et des procédures qui servent à acquérir et à conserver les capacités tactiques, opérationnelles et stratégiques des différents groupes de soldats. L'instruction collective pour l'ÉIS englobe l'élaboration, par le DIAT et la Direction de la doctrine de l'Armée de terre (DDAT), des normes de l'instruction collective à adjoindre au deuxième cycle de l'instruction préalable au déploiement.</p>
6.5.4	6.5.4 Clientèle cible
6.5.4.0-1	L'instruction sur l'ÉIS doit s'adresser à une vaste clientèle en constante évolution. Les différentes caractéristiques des stagiaires peuvent découler des points ci-dessous :
6.5.4.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nécessité de connaître les nombreuses configurations d'équipement qui composent l'ÉIS et leur mode d'emploi à divers niveaux de commandement;
6.5.4.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Différents antécédents professionnels et différentes expériences de travail;
6.5.4.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Dégradation des compétences en raison d'un accès non-continue et de l'inutilisation d'une technologie analogue.
6.6	6.6 Formation des opérateurs, en gestion de système et sur la maintenance
6.6.0-1	La population cible de l'instruction à élaborer comprendra les catégories ci-dessous.
6.6.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Opérateurs</u> – L'ÉIS sera utilisé au sein d'une FOAM dans le cadre d'opérations de déploiement. Les opérateurs feront partie des Armes de combat, principalement de l'Infanterie et du soutien au combat. Une partie de l'instruction sur l'ÉIS peut s'adresser aux groupes professionnels du SLC assignés à une FOAM dans le cadre d'opérations.
6.6.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Gestionnaires de système</u> – Une catégorie spéciale d'opérateurs et (ou) de responsables de la maintenance aura la tâche d'exécuter les fonctions de gestion de système en rapport avec la planification des communications et la configuration du système.
6.6.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Responsables de la maintenance</u> – L'instruction sera axée sur les techniciens des Systèmes d'information et de communications terrestres. La formation sur les nouvelles technologies sera déterminée, s'il y a lieu, durant le processus d'analyse de la soutenabilité ou selon les indications du GSLI du BP de l'ÉIS. L'instruction sera présentée au personnel technique du Secteur en même temps que la mise en service de l'ÉIS. L'instruction sera donnée par les instructeurs de la FMCII des FC. Les trousse de formation des techniciens des FC seront mises à jour par le centre d'excellence de l'ÉECFC (Systèmes d'information et de communications

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	terrestres).
6.7	6.7 FMCII pilote et FMCII
6.7.0-1	Le personnel opérationnel désigné des FC doit être en mesure d'exécuter toutes les tâches relatives à leur groupe professionnel militaire selon la norme d'instruction établie.
6.7.0-2	<u>FMCII pilote</u> . Le personnel du MDN sélectionné dans le CE correspondant à titre d'instructeurs de l'ÉIS des FC suivra le cours de la FMCII pilote destiné aux instructeurs des opérateurs, le cours de la FMCII pilote destiné aux instructeurs des responsables de la maintenance et le cours de la FMCII pilote destiné aux instructeurs des gestionnaires de système.
6.7.0-3	<u>FMCII</u> . Les instructeurs de l'ÉIS des FC vont à leur tour former les experts en la matière (EM) qui peuvent valider le matériel d'instruction de la FMCII. La validation aura lieu après le cours FMCII pilote des instructeurs et elle mènera à l'approbation de la version définitive du matériel de cours de la FMCII.
6.7.0-4	<u>Cours pilotes de la FMCII</u> . La FMCII pilote vise à valider l'instruction initiale et comprendra la formation que l'entrepreneur offrira aux membres des FC qui seront sélectionnés d'après leurs antécédents spécialisés et leur groupe professionnel militaire.
6.7.0-5	<u>Cours de la FMCII</u> . La FMCII vise à former un petit groupe de soldats qui formera ensuite les membres de la FOAM. Afin de disposer d'un nombre suffisant de militaires qualifiés au sein des pelotons et des compagnies, seul un petit groupe de soldats devra recevoir la formation de l'entrepreneur.
6.8	6.8 Instruction de récupération (rappel)
6.8.0-1	On peut devoir se procurer d'autres cours de FMCII auprès de l'entrepreneur. On devra agir ainsi si le personnel d'instruction du CE n'a pas le temps de former la FOAM de la prochaine rotation. En tel cas, les cours se donneront à l'établissement d'instruction des FC; ce peut être une base importante ou encore un centre d'instruction de secteur. Pour s'assurer que la trousse d'instruction de la FMCII est tenue à jour, le projet peut fournir à l'entrepreneur des mises à jour de la formation selon les besoins. Le besoin de cours supplémentaires sera exprimé à l'aide des mécanismes de contrat d'acquisition et de soutien en service en place.
6.9	6.9 Normes de rendement
6.9.1	6.9.1 Vue d'ensemble des normes de rendement
6.9.1.0-1	Pour rencontrer les besoins des capacités individuelles et opérationnelles nécessaires, l'instruction sur l'ÉIS doit se fonder sur les objectifs de rendement (OREN) et des normes clairement définies. La conception et l'élaboration de l'instruction doivent être objectives, mesurables et réalistes par rapport au milieu opérationnel. Les sous-sections

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	ci-après portent sur les normes de rendement de l'instruction sur l'ÉIS.
6.10	6.10 Acquisition de connaissances et de compétences
6.10.0-1	On décrit ci-dessous les normes d'acquisition de connaissances et de compétences établies pour l'ÉIS. Un taux d'acquisition de 80 p. 100 est exigé pour l'ÉIS :
6.10.0-1.0-1	○ les instructeurs des opérateurs doivent pouvoir acquérir les connaissances et compétences requises dans un délai d'au plus cinq jours de formation normaux;
6.10.0-1.0-2	○ les opérateurs doivent pouvoir acquérir les connaissances et compétences requises dans un délai d'au plus cinq jours de formation normaux;
6.10.0-1.0-3	○ les instructeurs des techniciens doivent pouvoir acquérir les connaissances et compétences requises dans un délai d'au plus 10 jours de formation normaux;
6.10.0-1.0-4	○ les responsables de la maintenance de première ligne doivent pouvoir acquérir les connaissances et compétences requises dans un délai d'au plus cinq jours de formation normaux;
6.10.0-1.0-5	○ les responsables de la maintenance de deuxième ligne doivent pouvoir acquérir les connaissances et compétences requises dans un délai d'au plus cinq jours de formation normaux;
6.10.0-1.0-6	○ les instructeurs des gestionnaires de système doivent pouvoir acquérir les connaissances et compétences requises dans un délai d'au plus cinq jours de formation normaux;
6.10.0-1.0-7	○ les gestionnaires de système doivent pouvoir acquérir les connaissances et compétences requises dans un délai d'au plus cinq jours de formation normaux.
6.11	6.11 Durée de conservation des connaissances et des aptitudes
6.11.0-1	Tous les opérateurs de l'ÉIS, les responsables de la maintenance et les gestionnaires de système qui acquièrent les niveaux initiaux de connaissances et de compétences devraient pouvoir conserver ces niveaux sans une dégradation importante, durant une période normale d'état de préparation géré (soit environ 18 mois). Les manuels de formation, les guides de l'étudiant et les outils de formation sur ordinateur favoriseront grandement la conservation des compétences.
6.12	6.12 Gestion de l'instruction
6.12.1	6.12.1 Établissement du calendrier
6.12.1.0-1	Une instruction adéquate et en temps opportun des opérateurs, des gestionnaires de système et des responsables de la maintenance constitue l'un des facteurs cruciaux de la

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	réussite de la mise en place d'un système. Ce principe s'applique tant au niveau individuel que collectif. Ainsi, l'instruction s'adresse surtout au personnel qui s'est joint depuis peu à la FOAM et elle est également donnée dans le cadre de la phase d'instruction initiale du programme de formation de la FOAM. Le plan du programme de formation de l'entrepreneur décrit le calendrier de la formation.
6.12.1.0-2	Conformément au Système de l'état de préparation géré de l'Armée de terre, la FOAM lance, neuf mois avant le déploiement, le regroupement des ressources nécessaires à l'offre de l'instruction. Par conséquent, le GSLI du BP du PÉIS doit veiller à ce que la planification prévoie que l'équipement et les moyens d'instruction soient disponibles aux premiers stades de préparation de la FOAM. Les instructeurs devront être désignés, dès le début de ce processus, afin qu'on garantisse leur disponibilité aux premiers stades de l'instruction individuelle, comme le demande la FOAM.
6.12.2	6.12.2 Qualification
6.12.2.0-1	Une fois qu'un participant a terminé avec succès l'instruction sur l'ÉIS, on doit attribuer à celui-ci un numéro de qualification unique des FC, qui indique que le soldat en question a reçu la formation en conformité avec les normes et les plans d'instruction. Ainsi, l'instruction est plus crédible, car on précise alors qu'elle est objective et quantifiable et qu'elle fait l'objet d'un suivi consigné; on peut en outre consigner officiellement l'utilisation des ressources des FC à l'intention des ressources humaines (RH) et de la gestion des ressources matérielles. De plus, le commandant de la FOAM dispose d'éléments démontrant que les soldats ont reçu une formation adéquate.
6.12.3	6.12.3 Certification
6.12.3.0-1	À la fin de l'instruction sur l'ÉIS, il faut accorder une accréditation qui indique le moment où la formation a été suivie et la durée de sa validité afin de confirmer la compétence acquise. L'instruction sur l'ÉIS est valide pendant 18 mois après la fin des cours, conformément à la liste de contrôle de préparation au déploiement de la FOAM.
6.12.4	6.12.4 Instruction de la milice et de la Réserve
6.12.4.0-1	Aucune instruction particulière n'est prévue pour le personnel de la milice et de la Réserve. Le personnel de la Réserve auquel on fait appel pour les opérations recevra une formation sur l'ÉIS dans le cadre de l'instruction d'accréditation préalable à la rotation de la FOAM.
6.12.5	6.12.5 Commentaires
6.12.5.0-1	Le BP de l'ÉIS recueillera les commentaires à tous les stades de l'analyse, de la conception, de l'élaboration, de la prestation, de l'évaluation et de la validation de l'instruction. On invite le personnel des centres d'excellence, les opérateurs, les mentors et les superviseurs à formuler des suggestions. On analysera aussi les rapports de mission afin de dégager les leçons retenues et les commentaires adressés aux autorités

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

	correspondantes en vue de l'amélioration des TTP et de l'instruction. Les suggestions concernant les points à améliorer doivent être envoyées à l'officier de développement de l'instruction du Projet de l'ÉIS, qui les compilera et les examinera afin de prendre des mesures au besoin.
7	7 Soutien optimisé des systèmes d'armes
7.1	7.1 Généralités
7.1.0-1	Le soutien de l'ÉIS est assuré à l'aide d'un programme de soutien optimisé des systèmes d'armes. Ce programme est nécessaire, car le MDN doit fournir un soutien efficace pendant le cycle de vie des nouveaux systèmes d'armes en collaboration avec le secteur privé, particulièrement en raison des fonds et des ressources humaines limités dont on dispose.
7.1.0-2	Il est crucial, pour disposer d'un système de soutien en service optimisé, de déterminer durant la phase de définition d'un nouveau projet la méthode la plus efficace pour assurer le soutien du système d'armes pendant tout son cycle de vie en tenant compte du fait que le soutien opérationnel ne doit pas être compromis. Ainsi, on établit les tâches de soutien que l'entrepreneur est le plus apte à exécuter et on les adjoint aux exigences du système de soutien de l'ÉIS.
7.1.0-3	Par conséquent, le MDN souhaite acquérir différents services de soutien à long terme qui ne sont pas offerts à l'interne. Étant donné que le MDN ne prévoit pas acquérir tout l'ensemble de données techniques ni toute information sur la maintenance qui dépasse le cadre des tâches de deuxième ligne assignées, on aura besoin de ces services de soutien pendant la durée de vie du système.
7.1.0-4	Il se peut qu'on demande à l'entrepreneur de fournir des renforts aux capacités internes du MDN dans les domaines ci-dessous :
7.1.0-4.0-1	○ Services de base :
7.1.0-4.0-1.0-1	• accès par le MDN à l'ensemble de données techniques de l'ÉIS par l'intermédiaire d'un environnement d'information électronique (EIE);
7.1.0-4.0-1.0-2	• soutien de l'approvisionnement;
7.1.0-4.0-1.0-3	• réapprovisionnement;
7.1.0-4.0-1.0-4	• gestion des obsolescences;
7.1.0-4.0-1.0-5	• R et R;
7.1.0-4.0-1.0-6	• gestion de la configuration.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 1

7.1.0-4.0-2	○ Services axés sur les tâches :
7.1.0-4.0-2.0-1	• soutien de systémique, services d'enquête et d'appui techniques (SEAT);
7.1.0-4.0-2.0-2	• SLI;
7.1.0-4.0-2.0-3	• représentants des services techniques.
7.2	7.2 Gestion du SOSA
7.2.0-1	Durant la phase d'acquisition, le SOSA sera géré par le GSLI du BP du PÉIS dans le cadre du composant SLI du programme de gestion de contrat. Pendant la phase de service, le GSLI gérera le SOSA à titre de seul composant SLI restant du programme de gestion de contrat, jusqu'au transfert à une ÉGÉ du MDN. Un transfert semblable de responsabilités au sein de l'organisation de l'entrepreneur doit avoir lieu et devra faire l'objet d'une gestion correspondante.

APPENDICE 2 À L'ANNEXE CA DU VOLUME 3

EXIGENCES EN PERSONNEL DU SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES POUR L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT

23 JANVIER 2013

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

MODIFICATIONS

Révision	Date	Description

TABLE DES MATIÈRES

1	Résumé des besoins en personnel	5
2	Capacité bilingue	5
3	Qualifications et compétences	6
3.1	Gestionnaire principal de projet	6
3.1.1	Critères	6
3.1.1.1	Études et expérience	6
3.2	Administrateur de projet	6
3.2.1	Critères	7
3.2.1.1	Études et expérience	7
3.2.1.1.1	Études	7
3.2.1.1.2	Expérience	7
3.3	Ingénieur intermédiaire de système logiciel	7
3.3.1	Critères	7
3.3.1.1	Études et expérience	7
3.3.1.1.1	Études	7
3.3.1.1.2	Expérience	7
3.4	Spécialiste intermédiaire en logiciels	8
3.4.1	Critères	8
3.4.1.1	Études et expérience	8
3.5	Gestionnaire de la configuration	8
3.5.1	Généralités	8
3.5.2	Critères	9
3.5.2.1	Études et expérience	9
3.6	Ingénieur principal d'essai des logiciels	9
3.6.1	Généralités	9
3.6.2	Critères	9
3.6.2.1	Études et expérience	9
3.7	Représentant des services techniques	10
3.7.1	Généralités	10
3.7.2	Critères	10
3.7.2.1	Études et expérience	11
3.8	Instructeur de la gestion des systèmes	11
3.8.1	Généralités	11
3.8.2	Critères	12
3.8.2.1	Études et expérience	12
3.8.2.1.1	Études	12
3.8.2.1.2	Expérience	12
3.9	Spécialiste du soutien logistique intégré intermédiaire	12
3.9.1	Critères	12
3.9.1.1	Études et expérience	12
3.9.1.1.1	Études	13
3.9.1.1.2	Expérience	13
3.10	Spécialiste intermédiaire d'essais	13

3.10.1	Critères	13
3.10.1.1	Études et expérience.....	13
3.10.1.1.1	Études.....	13
3.10.1.1.2	Expérience.....	13
3.11	Technologue intermédiaire de systèmes	14
3.11.1	Critères	14
3.11.1.1	Études et expérience.....	14
3.12	Ingénieur intermédiaire de matériel	14
3.12.1	Critères	14
3.12.1.1	Études et expérience.....	14
3.12.1.1.1	Études.....	15
3.12.1.1.2	Expérience.....	15
3.13	Ingénieur principal de système	15
3.13.1	Critères	15
3.13.1.1	Études et expérience.....	15
3.13.1.1.1	Études.....	15
3.13.1.1.2	Expérience.....	15
3.14	Ingénieur subalterne de système	16
3.14.1	Critères	16
3.14.1.1	Études et expérience.....	16
3.14.1.1.1	Études.....	16
3.14.1.1.2	Expérience.....	16
3.15	Ingénieur intermédiaire en logiciels et en micrologiciels.....	16
3.15.1	Critères	16
3.15.1.1	Études et expérience.....	16
3.15.1.1.1	Études.....	16
3.15.1.1.2	Expérience.....	17
3.16	Spécialiste principal de la qualité	17
3.16.1	Généralités.....	17
3.16.2	Critères	17
3.16.2.1	Études et expérience.....	17
3.16.2.1.1	Études.....	17
3.16.2.1.2	Expérience.....	18
3.17	Spécialiste principal du soutien à la gestion du cycle de vie du matériel.....	18
3.17.1	Généralités.....	18
3.17.2	Critères	19
3.17.2.1	Études et expérience.....	19
3.17.2.1.1	Études.....	19
3.17.2.1.2	Expérience.....	19

1	1 Résumé des besoins en personnel
1.0-1	La liste ci-dessous résume les compétences dont on a besoin pour fournir les services de soutien décrits dans l'énoncé de travail.
1.0-1.0-1	Gestionnaire principal de projet
1.0-1.0-2	Administrateur de projet
1.0-1.0-3	Ingénieur intermédiaire de système logiciel
1.0-1.0-4	Spécialiste intermédiaire en logiciel
1.0-1.0-5	Gestionnaire de la configuration
1.0-1.0-6	Ingénieur principal d'essai des logiciels
1.0-1.0-7	Représentant des services techniques (poste bilingue)
1.0-1.0-8	Instructeur de la gestion des systèmes
1.0-1.0-9	Spécialiste de soutien logistique intégré intermédiaire
1.0-1.0-10	Spécialiste intermédiaire d'essais
1.0-1.0-11	Technologue intermédiaire de systèmes
1.0-1.0-12	Ingénieur intermédiaire de matériel
1.0-1.0-13	Ingénieur principal de système
1.0-1.0-14	Ingénieur subalterne de système
1.0-1.0-15	Ingénieur intermédiaire en logiciels et micrologiciels
1.0-1.0-16	Spécialiste principal de la qualité
1.0-1.0-17	Spécialiste principal du soutien à la gestion du cycle de vie du matériel (poste bilingue)
2	2 Capacité bilingue
2.0-1	Certaines tâches exigent que le personnel de l'entrepreneur soit en mesure de collaborer avec les membres des FC dans la langue officielle de leur unité.
2.0-2	Pour les postes bilingues ci-dessus, l'entrepreneur doit fournir un certain pourcentage

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

	d'employés qui sont aptes à communiquer oralement et par écrit dans les deux langues officielles du Canada (français et anglais).
3	3 Qualifications et compétences
3.0-1	Les qualifications et les ensembles de compétences précisés ci-après constituent le minimum exigé pour le personnel fourni par l'entrepreneur. L'énoncé des travaux, dans l'ensemble, indique l'ampleur des capacités et de l'expérience exigées du personnel de l'entrepreneur pour qu'il soit en mesure d'exécuter tout le travail demandé au moment prévu, le cas échéant. Dans le cas de certaines tâches et de certains ensembles de compétences, l'expérience exigée du personnel affecté au soutien de différents types d'équipement et de systèmes, de langages de programmation, d'applications, de cadres de travail, de systèmes d'exploitation, d'environnements et de normes sera moindre que l'expérience totale; l'expérience requise sera alors précisée. L'entrepreneur doit pouvoir fournir un personnel qui possède les capacités et l'expérience nécessaires pour exécuter le travail aux taux prévus pour l'ensemble de compétences concerné. Le titulaire du poste principal de chaque catégorie doit avoir la capacité et l'expérience démontrées nécessaires pour agir en qualité de chef d'équipe.
3.1	3.1 Gestionnaire principal de projet
3.1.1	3.1.1 Critères
3.1.1.1	3.1.1.1 Études et expérience
3.1.1.1.0-1	Le gestionnaire principal de projet doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.1.1.1.0-1.0-1	Diplôme de premier cycle universitaire en gestion de projet, en affaires, en génie, en science ou en systèmes d'information et quatre ans d'expérience en gestion de projet au cours des huit dernières années et deux ans d'expérience en qualité de responsable d'une équipe d'au moins cinq personnes; OU
3.1.1.1.0-1.0-2	Diplôme collégial un programme (de deux ou trois ans) en gestion de projet, en affaires, en génie électrique, en électronique, en télécommunications, en informatique ou en technologie de l'information et cinq ans d'expérience en gestion de projet au cours des 10 dernières années et deux ans d'expérience en qualité de responsable d'une équipe d'au moins cinq personnes; OU
3.1.1.1.0-1.0-3	Accréditation de spécialiste en gestion de projet du Project Management Institute et six ans d'expérience en gestion de projet au cours des 10 dernières années et deux ans d'expérience en qualité de responsable d'une équipe d'au moins cinq personnes.
3.2	3.2 Administrateur de projet

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.2.1	3.2.1 Critères
3.2.1.1	3.2.1.1 Études et expérience
3.2.1.1.0-1	L'administrateur de projet doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.2.1.1.1	3.2.1.1.1 Études
3.2.1.1.1.0-1	Au moins un diplôme d'études secondaires, ET
3.2.1.1.2	3.2.1.1.2 Expérience
3.2.1.1.2.0-1	Au moins 12 mois d'expérience démontrée au cours des trois dernières années en prestation directe de services de soutien à la gestion.
3.3	3.3 Ingénieur intermédiaire de système logiciel
3.3.1	3.3.1 Critères
3.3.1.1	3.3.1.1 Études et expérience
3.3.1.1.0-1	L'ingénieur intermédiaire de système logiciel doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.3.1.1.1	3.3.1.1.1 Études
3.3.1.1.1.0-1	Au moins un diplôme de premier cycle universitaire en génie logiciel, en informatique ou l'équivalent d'un programme de génie accrédité auprès du Conseil canadien des ingénieurs (CCI); OU
3.3.1.1.1.0-2	Autrement, si le diplôme en génie logiciel, en génie informatique ou le diplôme équivalent a été obtenu dans le cadre d'un programme de génie non accrédité par le CCI, les études en génie logiciel devront être jugées essentiellement équivalentes par le CCI; pour ce faire, il faut présenter une demande au Programme d'évaluation des diplômes internationaux en génie; OU
3.3.1.1.1.0-3	Finalement, comme troisième option, le diplôme en génie logiciel du candidat sera acceptable si le candidat est jugé admissible à l'inscription au titre d'ingénieur par un organisme d'accréditation provincial reconnu en raison principalement de ses études en génie logiciel ou informatique et de l'expérience qu'il a acquise; ET
3.3.1.1.2	3.3.1.1.2 Expérience
3.3.1.1.2.0-1	Au moins cinq ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants au cours des sept dernières années.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.4	3.4 Spécialiste intermédiaire en logiciels
3.4.1	3.4.1 Critères
3.4.1.1	3.4.1.1 Études et expérience
3.4.1.1.0-1	Le spécialiste intermédiaire en logiciels doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous :
3.4.1.1.0-2	Diplôme de premier cycle universitaire en génie ou en science et au moins trois ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants de logiciels ou de micrologiciels au cours des cinq dernières années; OU
3.4.1.1.0-3	Diplôme collégial dans un programme (de deux ou trois ans) en génie électrique, en électronique, en télécommunications, en informatique ou en technologie de l'information et au moins cinq ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants de logiciels ou micrologiciels au cours des huit dernières années; OU
3.4.1.1.0-4	Cours intensif en logiciels ou micrologiciels suivi avec succès comprenant au moins 600 heures d'enseignement et de travaux pratiques et au moins cinq ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants de logiciels ou de micrologiciels au cours des huit dernières années; OU
3.4.1.1.0-5	Au moins six ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants de logiciels ou de micrologiciels au cours des neuf dernières années.
3.5	3.5 Gestionnaire de la configuration
3.5.1	3.5.1 Généralités
3.5.1.0-1	Les tâches peuvent comprendre celles-ci :
3.5.1.0-1.0-1	préparation et mise en œuvre de plans, de processus et de procédures de gestion de la configuration;
3.5.1.0-1.0-2	définition des outils et techniques de gestion de la configuration;
3.5.1.0-1.0-3	définition des exigences d'identification de la configuration;
3.5.1.0-1.0-4	établissement d'un processus de contrôle des changements de la configuration;
3.5.1.0-1.0-5	comptabilisation de l'état de la configuration;
3.5.1.0-1.0-6	gestion d'une section en gestion de configuration et de données;
3.5.1.0-1.0-7	établissement de procédures de vérification de la configuration;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.5.1.0-1.0-8	planification des versions; et
3.5.1.0-1.0-9	définition des exigences de la gestion de la configuration dans l'ÉDT, la LDEC et les DÉDs.
3.5.2	3.5.2 Critères
3.5.2.1	3.5.2.1 Études et expérience
3.5.2.1.0-1	Le gestionnaire de la configuration doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous :
3.5.2.1.0-1.0-1	Diplôme de premier cycle universitaire en génie ou en science; OU
3.5.2.1.0-1.0-2	Diplôme collégial dans un programme (de deux ou trois ans) en gestion de la configuration, en génie électrique, en électronique, en télécommunications, en informatique ou en technologie de l'information; ET
3.5.2.1.0-1.0-3	Au moins quatre ans d'expérience démontrée en gestion de la configuration au cours des huit dernières années, y compris de l'expérience relativement à au moins six des activités liées à la gestion de la configuration.
3.6	3.6 Ingénieur principal d'essai des logiciels
3.6.1	3.6.1 Généralités
3.6.1.0-1	L'ingénieur principal d'essai des logiciels doit posséder l'expérience requise en gestion d'essais, en supervision directe de personnel d'essai et en exécution d'essais manuels et automatisés. L'ingénieur principal d'essai des logiciels doit également avoir l'expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie d'essai en collaboration avec l'équipe de développement de logiciel en vue de l'exécution du programme d'essai et des tâches indiqués.
3.6.2	3.6.2 Critères
3.6.2.1	3.6.2.1 Études et expérience
3.6.2.1.0-1	L'ingénieur principal d'essai des logiciels doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.6.2.1.0-1.0-1	Diplôme de premier cycle universitaire en génie informatique, en génie logiciel ou diplôme dans un domaine équivalent;
3.6.2.1.0-1.0-2	Au moins trois ans d'expérience en qualité de gestionnaire d'un programme d'essai et de personnel d'essai correspondant à au moins trois employés à temps plein; et

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.6.2.1.0-1.0-3	Au moins six ans d'expérience relativement à au moins quatre des activités indiquées ci-après.
3.6.2.1.0-1.0-3.0-1	Préparation et mise en œuvre de plans et de procédures d'essai de logiciel;
3.6.2.1.0-1.0-3.0-2	Utilisation d'outil d'essai automatisé;
3.6.2.1.0-1.0-3.0-3	Examen des besoins;
3.6.2.1.0-1.0-3.0-4	Utilisation des outils CASE (par exemple pour la gestion des besoins, gestion de la configuration, gestion des changements);
3.6.2.1.0-1.0-3.0-5	Techniques d'essai structurées et suivi des besoins;
3.6.2.1.0-1.0-3.0-6	Gestion de personnel d'essai.
3.7	3.7 Représentant des services techniques
3.7.1	3.7.1 Généralités
3.7.1.0-1	Le représentant des services techniques doit pouvoir fournir un soutien en service comprenant au moins les fonctions ci-dessous.
3.7.1.0-1.0-1	Offre d'un soutien permanent aux utilisateurs;
3.7.1.0-1.0-2	Couverture des aspects globaux de l'installation et de la maintenance;
3.7.1.0-1.0-3	Dépannage des problèmes de matériels et de système de l'ÉIS;
3.7.1.0-1.0-4	Prise de mesures pour s'assurer que le personnel approprié est au courant des problèmes;
3.7.1.0-1.0-5	Création de documents comprenant l'information pour les essais et les démonstrations;
3.7.1.0-1.0-6	Installation de nouvelles versions du matériel et des micrologiciels et retouches;
3.7.1.0-1.0-7	Mise à jour de manuels et de guides de mise en place;
3.7.1.0-1.0-8	Formulation de commentaires aux équipes de développement;
3.7.1.0-1.0-9	Consignation et communication des problèmes – génération d'une base de connaissances sur le dépannage; et
3.7.1.0-1.0-10	Soutien de la formation.
3.7.2	3.7.2 Critères

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.7.2.1	3.7.2.1 Études et expérience
3.7.2.1.0-1	Le représentant des services techniques doit avoir au moins trois ans d'expérience au cours des six dernières années qui démontrent sa capacité à fournir un soutien en service et à exécuter les fonctions ci-après.
3.7.2.1.0-1.0-1	Offre d'un soutien permanent aux utilisateurs;
3.7.2.1.0-1.0-2	Couverture des aspects globaux de l'installation et de la maintenance;
3.7.2.1.0-1.0-3	Dépannage des problèmes de matériels et de système de l'ÉIS;
3.7.2.1.0-1.0-4	Prise de mesures pour s'assurer que le personnel approprié est au courant des problèmes;
3.7.2.1.0-1.0-5	Création de documents comprenant l'information pour les essais et les démonstrations;
3.7.2.1.0-1.0-6	Installation des nouvelles versions du matériel et des micrologiciels et retouches;
3.7.2.1.0-1.0-7	Mise à jour de manuels et de guides de mise en place;
3.7.2.1.0-1.0-8	Formulation de commentaires aux équipes de développement;
3.7.2.1.0-1.0-9	Consignation et communication des problèmes – génération d'une base de connaissances sur le dépannage; et
3.7.2.1.0-1.0-10	Soutien de la formation.
3.8	3.8 Instructeur de la gestion des systèmes
3.8.1	3.8.1 Généralités
3.8.1.0-1	L'instructeur de la gestion des systèmes doit être entièrement qualifié pour pouvoir donner de la formation sur tous les aspects de l'ÉIS. Il devra à tout le moins donner de la formation aux gestionnaires de système et à d'autres employés sur les fonctions ci-après.
3.8.1.0-1.0-1	Installation et maintenance;
3.8.1.0-1.0-2	Exécution des activités normales de sauvegarde de base de données;
3.8.1.0-1.0-3	Affectation du personnel qui convient aux problèmes qui surgissent;
3.8.1.0-1.0-4	Dépannage lors des problèmes des logiciels de l'ÉIS;
3.8.1.0-1.0-5	Création de bases de données pour les essais et les démonstrations;
3.8.1.0-1.0-6	Installation des nouvelles versions des logiciel et retouches;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.8.1.0-1.0-7	Configuration de postes de travail et de serveurs;
3.8.1.0-1.0-8	Mise à jour de manuels et de guides de mise en place;
3.8.1.0-1.0-9	Formulation de commentaires aux équipes de développement;
3.8.1.0-1.0-10	Offre d'un soutien permanent aux formateurs;
3.8.1.0-1.0-11	Couverture des aspects globaux de l'installation et de la maintenance;
3.8.1.0-1.0-12	Réponse aux questions des utilisateurs;
3.8.1.0-1.0-13	Affectation du personnel qui convient aux problèmes qui surgissent;
3.8.1.0-1.0-14	Consignation et communication des problèmes – génération d'une base de connaissances sur le dépannage; et
3.8.1.0-1.0-15	Exécution des demandes spéciales des instructeurs.
3.8.2	3.8.2 Critères
3.8.2.1	3.8.2.1 Études et expérience
3.8.2.1.0-1	L'instructeur de la gestion des systèmes doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.8.2.1.1	3.8.2.1.1 Études
3.8.2.1.1.0-1	Au moins un diplôme de premier cycle universitaire en conception de formation OU
3.8.2.1.1.0-2	Au moins un diplôme de premier cycle universitaire en gestion de projet, en affaires, en génie, en science ou en systèmes d'information et deux ans d'expérience en plus de l'expérience exigée ci-après ET
3.8.2.1.2	3.8.2.1.2 Expérience
3.8.2.1.2.0-1	Au moins trois ans d'expérience démontrée au cours des cinq dernières années en conception de formation.
3.9	3.9 Spécialiste du soutien logistique intégré intermédiaire
3.9.1	3.9.1 Critères
3.9.1.1	3.9.1.1 Études et expérience
3.9.1.1.0-1	Le spécialiste du soutien logistique intégré intermédiaire doit posséder à tout le moins les

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

	qualifications ci-dessous.
3.9.1.1.1	3.9.1.1.1 Études
3.9.1.1.1.0-1	Au moins un diplôme de premier cycle en génie ou en science appliquée obtenu dans le cadre d'un programme accrédité du Conseil canadien des ingénieurs (CCI) OU
3.9.1.1.1.0-2	Autrement, si le diplôme du candidat en génie logiciel, en génie informatique ou dans un domaine équivalent a été obtenu dans le cadre d'un programme de génie non accrédité par le CCI, le diplôme en génie logiciel devra être jugé essentiellement équivalent par le CCI; pour ce faire, il faut présenter une demande au Programme d'évaluation des diplômes internationaux en génie OU
3.9.1.1.1.0-3	Finalement, comme troisième option, le diplôme d'étude en génie du candidat sera acceptable si le candidat est jugé admissible à l'inscription au titre d'ingénieur par un organisme d'accréditation provincial reconnu principalement en raison de ses études en génie et de l'expérience qu'il a acquise.
3.9.1.1.2	3.9.1.1.2 Expérience
3.9.1.1.2.0-1	Au moins cinq ans d'expérience dans un domaine lié au génie ou à la science appliquée, trois ans d'expérience en qualité de spécialiste intermédiaire de la logistique et un an d'expérience relativement aux activités de gestion de la configuration et d'établissement du coût du cycle de vie.
3.10	3.10 Spécialiste intermédiaire d'essais
3.10.1	3.10.1 Critères
3.10.1.1	3.10.1.1 Études et expérience
3.10.1.1.0-1	Le spécialiste intermédiaire d'essais doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.10.1.1.1	3.10.1.1.1 Études
3.10.1.1.1.0-1	Au moins les qualifications ci-dessous :
3.10.1.1.1.0-1.0-1	Diplôme de premier cycle universitaire en génie, en informatique ou dans un domaine équivalent OU
3.10.1.1.1.0-1.0-2	Diplôme collégial dans un programme (de deux ou trois ans) en génie électrique, en électronique, en télécommunications, en informatique ou en technologie de l'information.
3.10.1.1.2	3.10.1.1.2 Expérience

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.10.1.1.2.0-1	Au moins trois ans d'expérience relativement à au moins quatre des activités ci-dessous :
3.10.1.1.2.0-1.0-1	Préparation de plans et de procédures d'essai;
3.10.1.1.2.0-1.0-2	Utilisation d'outil d'essai automatisé;
3.10.1.1.2.0-1.0-3	Examen des besoins;
3.10.1.1.2.0-1.0-4	Utilisation des outils CASE (par exemple pour la gestion des besoins, gestion de la configuration, gestion des changements);
3.10.1.1.2.0-1.0-5	Techniques d'essai structurées et suivi des besoins; et
3.10.1.1.2.0-1.0-6	Gestion du personnel chargé des essais.
3.11	3.11 Technologue intermédiaire de systèmes
3.11.1	3.11.1 Critères
3.11.1.1	3.11.1.1 Études et expérience
3.11.1.1.0-1	Le technologue intermédiaire de système doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.11.1.1.0-1.0-1	Diplôme de premier cycle universitaire en génie ou en science et au moins trois ans d'expérience démontrée dans le soutien de système correspondant au cours des cinq dernières années OU
3.11.1.1.0-1.0-2	Diplôme collégial dans un programme (de deux ou trois ans) en génie électrique, en électronique, en télécommunications, en informatique ou en technologie de l'information et au moins cinq ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants au cours des huit dernières années OU
3.11.1.1.0-1.0-3	Cours intensif en électronique, en télécommunications ou en technologie de l'information suivi avec succès et comprenant au moins 600 heures d'enseignement et de travaux pratiques et au moins cinq ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants au cours des huit dernières années.
3.12	3.12 Ingénieur intermédiaire de matériel
3.12.1	3.12.1 Critères
3.12.1.1	3.12.1.1 Études et expérience
3.12.1.1.0-1	L'ingénieur intermédiaire de matériel doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.12.1.1.1	3.12.1.1.1 Études
3.12.1.1.1.0-1	Au moins un diplôme de premier cycle universitaire en génie électrique ou mécanique d'un programme de génie accrédité auprès du CCI OU
3.12.1.1.1.0-2	Autrement, si le diplôme du candidat en génie électrique ou mécanique a été obtenu dans le cadre d'un programme de génie non accrédité par le CCI, son diplôme en génie devra être jugé essentiellement équivalent par le CCI; pour ce faire, il faut présenter une demande au Programme d'évaluation des diplômes internationaux en génie OU
3.12.1.1.1.0-3	Comme troisième option, le diplôme en génie du candidat est estimé conforme si le candidat est jugé admissible à l'inscription au titre d'ingénieur par un organisme d'accréditation provincial reconnu en raison, principalement, de ses études en génie électrique ou mécanique et de l'expérience qu'il a acquise.
3.12.1.1.2	3.12.1.1.2 Expérience
3.12.1.1.2.0-1	Au moins cinq ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants au cours des sept dernières années.
3.13	3.13 Ingénieur principal de système
3.13.1	3.13.1 Critères
3.13.1.1	3.13.1.1 Études et expérience
3.13.1.1.0-1	L'ingénieur principal de système doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.13.1.1.1	3.13.1.1.1 Études
3.13.1.1.1.0-1	Au moins un diplôme de premier cycle universitaire dans un programme de génie accrédité auprès du CCI ; OU
3.13.1.1.1.0-2	Autrement, si le diplôme du candidat a été obtenu dans le cadre d'un programme de génie non accrédité par le CCI, son diplôme en génie devra être jugé essentiellement équivalent par le CCI; pour ce faire, il faut présenter une demande au Programme d'évaluation des diplômes internationaux en génie; OU
3.13.1.1.1.0-3	Comme troisième option, le diplôme de génie du candidat sera estimé conforme si le candidat est jugé admissible à l'inscription au titre d'ingénieur par un organisme d'accréditation provincial reconnu; ET
3.13.1.1.2	3.13.1.1.2 Expérience
3.13.1.1.2.0-1	Au moins sept ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants au

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

	cours des 10 dernières années.
3.14	3.14 Ingénieur subalterne de système
3.14.1	3.14.1 Critères
3.14.1.1	3.14.1.1 Études et expérience
3.14.1.1.0-1	L'ingénieur subalterne de système doit posséder au moins les qualifications ci-dessous.
3.14.1.1.1	3.14.1.1.1 Études
3.14.1.1.1.0-1	Au moins un diplôme de premier cycle universitaire dans un programme de génie accrédité auprès du CCI; OU
3.14.1.1.1.0-2	Autrement, si le diplôme du candidat a été obtenu dans le cadre d'un programme de génie non accrédité par le CCI, son diplôme en génie devra être jugé essentiellement équivalent par le CCI; pour ce faire, il faut présenter une demande au Programme d'évaluation des diplômes internationaux en génie; OU
3.14.1.1.1.0-3	Comme troisième option, le diplôme de génie du candidat sera estimé conforme si le candidat est jugé admissible à l'inscription au titre d'ingénieur par un organisme d'accréditation provincial reconnu; ET
3.14.1.1.2	3.14.1.1.2 Expérience
3.14.1.1.2.0-1	Au moins trois ans d'expérience démontrée dans le soutien de systèmes correspondants au cours des six dernières années.
3.15	3.15 Ingénieur intermédiaire en logiciels et en micrologiciels
3.15.1	3.15.1 Critères
3.15.1.1	3.15.1.1 Études et expérience
3.15.1.1.0-1	L'ingénieur intermédiaire en logiciels et en micrologiciels doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.15.1.1.1	3.15.1.1.1 Études
3.15.1.1.1.0-1	Au moins un diplôme universitaire de premier cycle en génie logiciel, en informatique ou dans un programme de génie équivalent accrédité auprès du CCI OU
3.15.1.1.1.0-2	Autrement, si le diplôme du candidat en génie logiciel, en génie informatique ou l'équivalent a été obtenu dans le cadre d'un programme de génie non accrédité par le CCI, son diplôme en génie devra être jugé essentiellement équivalent par le CCI; pour ce faire, il faut présenter une demande au Programme d'évaluation des diplômes internationaux en

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

	génie OU
3.15.1.1.1.0-3	Finalement, comme troisième option, le diplôme d'étude en génie logiciel du candidat sera acceptable si le candidat est jugé admissible à l'inscription au titre d'ingénieur par un organisme d'accréditation provincial reconnu principalement en raison de ses études en génie logiciel ou informatique et de l'expérience qu'il a acquise; ET
3.15.1.1.2	3.15.1.1.2 Expérience
3.15.1.1.2.0-1	Doit posséder à tout le moins cinq ans d'expérience démontrée dans le domaine du soutien de systèmes correspondants au cours des sept dernières années.
3.16	3.16 Spécialiste principal de la qualité
3.16.1	3.16.1 Généralités
3.16.1.0-1	Les tâches peuvent notamment comprendre celles ci-dessous.
3.16.1.0-1.0-1	Mise en œuvre de programmes d'amélioration de la qualité
3.16.1.0-1.0-2	Utilisation d'outils et de techniques d'assurance de la qualité
3.16.1.0-1.0-3	Préparation de plans et de procédures d'assurance de la qualité
3.16.1.0-1.0-4	Prise de mesures d'assurance de la qualité
3.16.1.0-1.0-5	Utilisation de techniques de planification des versions
3.16.1.0-1.0-6	Vérification de la mise en œuvre de normes, de plans et de procédures
3.16.1.0-1.0-7	Gestion du personnel d'assurance de la qualité
3.16.1.0-1.0-8	Vérification de la mise en œuvre de normes, de plans et de procédures d'assurance de la qualité
3.16.2	3.16.2 Critères
3.16.2.1	3.16.2.1 Études et expérience
3.16.2.1.0-1	Le spécialiste principal de la qualité doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.16.2.1.1	3.16.2.1.1 Études
3.16.2.1.1.0-1	Au moins un diplôme universitaire de premier cycle en génie ou en science.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.16.2.1.2	3.16.2.1.2 Expérience
3.16.2.1.2.0-1	Au moins les qualifications ci-dessous.
3.16.2.1.2.0-1.0-1	Cinq ans d'expérience au cours des 10 dernières années en assurance de la qualité ou dans le cadre d'un programme de qualité, y compris de l'expérience en rapport avec au moins cinq des tâches du service de soutien du spécialiste de la qualité précisés au paragraphe 3.16.1 ci-dessus; ET
3.16.2.1.2.0-1.0-2	Deux ans d'expérience au cours des quatre dernières années relativement à la norme ISO 9001:2000.
3.17	3.17 Spécialiste principal du soutien à la gestion du cycle de vie du matériel
3.17.1	3.17.1 Généralités
3.17.1.0-1	Le travail du spécialiste principal du soutien à la gestion du cycle de vie du matériel porte sur un large éventail de compétences, mais il bénéficie d'un soutien auxiliaire spécialisé offert par des ingénieurs, des technologues, des techniciens et des spécialistes.
3.17.1.0-2	Les tâches à exécuter peuvent comprendre celles ci-dessous.
3.17.1.0-2.0-1	Réalisation d'études et d'analyses de génie afin de trouver des solutions techniques aux besoins ou problèmes techniques, logistiques ou opérationnels énoncés, y compris la préparation des modifications techniques
3.17.1.0-2.0-2	Définition des normes et des critères propres à la maintenance de l'équipement ou des systèmes
3.17.1.0-2.0-3	Préparation, modification ou mise à jour de spécifications et de dessins.
3.17.1.0-2.0-4	Préparation, modification ou mise à jour de manuels de maintenance, de listes de pièces, de manuels d'utilisation ainsi que d'instructions et d'ordres techniques
3.17.1.0-2.0-5	Exécution de la gestion de la configuration
3.17.1.0-2.0-6	Analyse des données de la maintenance, des réparations et des révisions
3.17.1.0-2.0-7	Enquête sur les rapports d'état non satisfaisant et les rapports de défectuosité technique
3.17.1.0-2.0-8	Préparation d'énoncés techniques des besoins, de spécifications préliminaires et de descriptions d'achats
3.17.1.0-2.0-9	Préparation de données pour l'approvisionnement initial et la mise à l'échelle de pièces de rechange

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 2

3.17.1.0-2.0-10	Examen de la conception, de l'élaboration, de la fabrication, de l'installation et de l'essai des modifications des prototypes
3.17.1.0-2.0-11	Préparation d'une analyse d'options de coût de soutien pour les systèmes et l'équipement
3.17.1.0-2.0-12	Examen des certificats d'élimination et formulation de recommandations adéquates
3.17.2	3.17.2 Critères
3.17.2.1	3.17.2.1 Études et expérience
3.17.2.1.0-1	Le spécialiste principal du soutien à la gestion du cycle de vie du matériel doit posséder à tout le moins les qualifications ci-dessous.
3.17.2.1.1	3.17.2.1.1 Études
3.17.2.1.1.0-1	Au moins un diplôme universitaire de premier cycle en génie ou en science ou un diplôme collégial dans un programme (de deux ou trois ans) en génie électrique, en électronique, en télécommunications, en informatique ou en technologie de l'information OU
3.17.2.1.1.0-2	Au moins une qualification professionnelle 6B (QL6B) dans un domaine technique correspondant au grade d'adjudant (adj) ou à un grade supérieur des Forces canadiennes
3.17.2.1.2	3.17.2.1.2 Expérience
3.17.2.1.2.0-1	Au moins quatre ans d'expérience démontrée au cours des 10 dernières années en gestion du cycle de vie du matériel dans un domaine technique relatif à l'électronique, aux télécommunications, aux ordinateurs ou à la technologie de l'information

APPENDICE 3 À L'ANNEXE CA DU VOLUME 3

PROCESSUS D'AUTORISATION DE TÂCHE DU SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES POUR L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT

23 JANVIER 2013

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CA, Appendice 3

MODIFICATIONS

Révision	Date	Description

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CA, Appendice 3

TABLE DES MATIÈRES

1	Limites	4
2	Procédure d'assignation de tâche.....	5
3	Accord financier	7

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 3

1	1 Limites
1.0-1	Les définitions ci-après sont employées dans le présent appendice.
1.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ L' <u>Autorisation des tâches (DND 626)</u> est un document produit par l'autorité d'approvisionnement (AA) à l'intention de l'entrepreneur en vue de l'autorisation d'une tâche qui relève du champ d'application du contrat et qui en respecte les modalités.
1.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ La <u>modification de tâche</u> est une autorisation de tâche qui sert à modifier du travail déjà approuvé en vertu d'une autorisation de tâche.
1.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ La <u>demande de modification de tâche</u> est une demande de tâche qu'on utilise pour aviser l'autorité technique (AT) qu'il faut modifier une autorisation de tâche qui existe déjà.
1.0-1.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le <u>numéro de tâche</u> est un numéro attribué par l'AT qui désigne spécifiquement chaque demande de tâche. Une fois qu'une tâche aura été approuvée, l'AT utilisera ce numéro pour faire le suivi de chaque autorisation de tâche et du travail correspondant.
1.0-1.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ Une <u>demande de tâche</u> est un document qui demande à l'entrepreneur de présenter une proposition en vue de l'exécution d'une tâche qui relève du champ d'application du présent contrat. Pour de plus amples renseignements sur cette demande, reportez-vous au paragraphe 2.0-2.
1.0-2	À moins d'autres indications à cet effet dans le contrat, aucune responsabilité n'est imposée à l'entrepreneur en vertu du présent contrat sauf en ce qui concerne la production d'un formulaire d'autorisation de tâche dûment signé. Dans le cas des tâches autorisées assorties d'une limite des dépenses, on ne peut pas exiger de l'entrepreneur qu'il exécute un travail ou qu'il fournisse un service qui ferait en sorte que l'ensemble de la responsabilité de l'AT dépasse la limite financière en question, à moins qu'une augmentation ne soit autorisée à cet effet.
1.0-3	L'entrepreneur doit consulter le paragraphe 2, Procédure d'assignation de tâche, et il doit respecter la procédure de production d'autorisation de tâches en plus de se conformer aux exigences administratives correspondantes.
1.0-4	Aucune autorisation de tâche ne peut être produite si elle ne relève pas du champ d'application défini dans l'énoncé de travail.
1.0-5	Les responsables de l'assignation de tâche exécuteront les fonctions ci-dessous.
1.0-5.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'AT doit définir le travail, évaluer les propositions techniques de l'entrepreneur,

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 3

	recommander les tâches, surveiller les progrès réalisés et accepter le travail exécuté par l'entrepreneur.
1.0-5.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'AA doit approuver toutes les autorisations de tâche en rapport avec le présent contrat.
1.0-6	La participation de l'autorité contractante (AC) n'est pas nécessaire, sauf si une autorisation de tâche particulière dépasse un seuil précisé dans le contrat de TPSGC ou s'il faut apporter un changement au contrat.
2	2 Procédure d'assignation de tâche
2.0-1	L'AT fournira une description détaillée du travail à exécuter à l'aide d'une demande de tâche dans chaque cas où on demande à l'entrepreneur d'effectuer une tâche qui ne figure pas parmi les activités de base.
2.0-2	Une demande de tâche est un document qui décrit un besoin du MDN. Pour déterminer clairement en quoi consiste le travail associé à chaque tâche, l'AT collaborera étroitement avec l'entrepreneur. L'AT définira chacun des aspects suivants de la tâche avant de produire une demande de tâche :
2.0-2.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ le numéro de tâche attribué par l'AT;
2.0-2.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ la date à laquelle la demande de tâche est faite;
2.0-2.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ les exigences propres à la tâche;
2.0-2.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ l'énoncé des travaux (ÉDT) de la tâche;
2.0-2.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ le degré de priorité;
2.0-2.0-6	<ul style="list-style-type: none"> ○ la limite des dépenses ou le prix ferme pour l'exécution du travail;
2.0-2.0-7	<ul style="list-style-type: none"> ○ les jalons de la tâche et les dates d'achèvement estimées;
2.0-2.0-8	<ul style="list-style-type: none"> ○ les critères d'acceptation du travail.
2.0-3	Une fois que l'AT aura passé en revue et approuvé la demande de tâche, l'AA demandera à l'entrepreneur de présenter une proposition concernant le travail à exécuter. Une fois qu'il aura reçu la demande de tâche, l'entrepreneur doit :
2.0-3.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ envoyer à l'AA dans les cinq jours ouvrables un accusé de réception sous forme de lettre, de télécopie ou de courriel;
2.0-3.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ envoyer à l'AA une proposition dans les 15 jours ouvrables après avoir reçu la demande de tâche ou après la période convenue d'un commun accord. La

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 3

	proposition doit comporter suffisamment de détails pour faciliter l'approbation, y compris le nombre d'heures et les types de ressources nécessaires à la réalisation du travail, le coût des outils, des pièces ou des matériaux requis le cas échéant, les modalités de paiement demandés ou proposés, les taux utilisés et le coût total;
2.0-3.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ entreprendre une tâche seulement après que l'AA aura produit une autorisation de tâche dûment approuvée, concomitamment avec l'acceptation, par l'entrepreneur, du travail précisé comme l'énonce le prochain paragraphe;
2.0-3.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ établir le calendrier du travail et accepter officiellement la tâche en envoyant une lettre ou une télécopie à l'AA dans les cinq jours ouvrables après la réception de l'autorisation de tâche dûment approuvée ou après la période convenue d'un commun accord;
2.0-3.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ à tout le moins, communiquer la progression de chaque tâche à l'aide du rapport mensuel sur l'état des services décrit au paragraphe 4.1.1.0-11 du présent énoncé des travaux;
2.0-3.0-6	<ul style="list-style-type: none"> ○ une fois qu'une tâche assortie d'une limite des dépenses atteint le seuil de 75 p. 100 des dépenses allouées, aviser l'AA s'il prévoit qu'il reste suffisamment de ressources pour mener à terme la tâche. S'il lui faut des ressources supplémentaires, l'entrepreneur devra envoyer à l'AA une demande de modification de tâche. Si à tout moment l'entrepreneur établit que la limite des dépenses risque d'être dépassée, il doit aviser l'AA et faire parvenir une demande de modification de tâche. Si l'entrepreneur détermine qu'un montant important n'aura pas été utilisée à la fin de la tâche, conformément à ce qui aura été convenu, il pourra présenter à l'AA une demande afin de faire modifier le montant autorisé pour la tâche.
2.0-4	On doit avoir recours à une modification de tâche pour modifier une autorisation de tâche, et pour ce faire, l'AT ou l'entrepreneur peut envoyer une demande de modification de tâche. La modification peut porter sur la priorité, l'envergure, le degré d'effort, le prix ou tout autre point qui a trait à l'autorisation de tâche. L'entrepreneur sera informé de toute demande de modification de tâche à l'aide de la même procédure officielle que celle suivie pour les demandes de tâche et qui est décrite au paragraphe 2.0-3 ci-dessus.
2.0-5	L'AA peut demander qu'une tâche soit interrompue, et l'entrepreneur en sera alors avisé par lettre ou par télécopie. L'entrepreneur devra sans délai accuser réception de cette lettre ou télécopie et arrêter les travaux. Seule l'AA est autorisée à interrompre une tâche, à la recommandation de l'AT.
2.0-6	Une tâche sera jugée terminée lorsque tous les besoins précisés dans l'autorisation de tâche, y compris ceux relatifs aux révisions correspondantes s'il y a lieu, auront été comblés et qu'on jugera que les livrables respectent les critères d'acceptation qui figurent dans cette même autorisation de tâche. L'entrepreneur devra alors présenter à l'AA une demande de lettre de clôture de tâche. L'AA confirmera à l'AT que la tâche a été achevée

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 3

	et produira ensuite la lettre de clôture de tâche. Cette lettre doit être signée et envoyée dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la demande de lettre de l'entrepreneur, et cela mettra fin à la tâche.
3	3 Accord financier
3.0-1	L'entrepreneur doit présenter à l'AA une proposition qui précise son prix et tous les détails correspondants.

APPENDICE 4 À L'ANNEXE CA DU VOLUME 3

PROCESSUS D'ACQUISITION DE PIÈCES DE RECHANGE DU SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES POUR L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT

23 JANVIER 2013

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CA, Appendice 4

MODIFICATIONS

Révision	Date	Description

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CA, Appendice 4

TABLE DES MATIÈRES

1	Limites	4
2	Procédure de commande de pièces de rechange	5

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 4

1	1 Limites
1.0-1	Les définitions ci-après sont employées dans le présent appendice.
1.0-1.0-1	<ul style="list-style-type: none"> « Tous les détails » comprend l'information sur la sélection des fournisseurs auxiliaires de l'entrepreneur; cette information est non publique, confidentielle et exclusive et elle doit être désignée « propriété exclusive de l'entrepreneur ».
1.0-1.0-2	<ul style="list-style-type: none"> La « commande de pièces de rechange » est un document que peut produire l'autorité contractante (AC) à l'intention de l'entrepreneur pour autoriser l'achat de pièces de rechange en vertu des modalités du présent contrat.
1.0-1.0-3	<ul style="list-style-type: none"> Une « modification à une commande de pièces de rechange » sert à modifier une commande de pièces de rechange qui a déjà été approuvée.
1.0-1.0-4	<ul style="list-style-type: none"> Le « numéro de commande de pièces de rechange » désigne une commande de pièces de rechange spécifique. Ce numéro servira à faire le suivi de la progression de chacune des commandes.
1.0-1.0-5	<ul style="list-style-type: none"> La « demande de proposition concernant des pièces de rechange » est un document qui demande à l'entrepreneur de présenter une proposition au sujet de pièces de rechange qui sont nécessaires en vertu du champ d'application du contrat. Pour de plus amples renseignements sur cette demande, reportez-vous au paragraphe 2.0-2.
1.0-2	L'entrepreneur doit consulter le paragraphe 2, Procédure de commande de pièces de rechange, et respecter la procédure de production de la commande de pièces de rechange en plus de se conformer aux exigences administratives correspondantes.
1.0-3	On ne peut produire aucune commande de pièces de rechange qui ne corresponde pas au champ d'application précisé à la section 1 de l'annexe CA, Énoncé des travaux.
1.0-4	Les responsables de la commande de pièces de rechange exécuteront les fonctions ci-après.
1.0-4.0-1	<ul style="list-style-type: none"> L'autorité contractante (AC) communiquera les exigences et produira une demande de proposition à l'intention de l'entrepreneur, selon le cas.
1.0-4.0-2	<ul style="list-style-type: none"> L'entrepreneur doit présenter à l'AC une proposition de pièces de rechange, avec les détails complémentaires. Si l'AC en fait la demande, tous les détails des propositions de pièces de rechange retenues devront être communiqués dans les cinq jours. Ces renseignements ne serviront qu'à évaluer la transaction et demeureront confidentiels : ils ne seront ni divulgués ni utilisés à d'autres fins par le Canada.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 4

1.0-4.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'AC évaluera la proposition et négociera avec l'entrepreneur au besoin puis, suite à la conclusion d'un accord, elle autorisera et passera la commande de pièces de rechange.
1.0-4.0-4	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'entrepreneur ne doit remplir aucune commande de pièces de rechange sans l'autorisation écrite de l'AC.
1.0-4.0-5	<ul style="list-style-type: none"> ○ À l'occasion, l'AC modifiera le contrat afin de regrouper les commandes de pièces de rechange.
1.0-5	L'autorité d'approvisionnement (AA) est le point de contact du MDN pour l'acquisition de pièces de rechange en vue de l'exécution du contrat du Soutien optimisé des systèmes d'armes.
2	2 Procédure de commande de pièces de rechange
2.0-1	L'AC donnera une description détaillée des pièces de rechange à fournir par le recours à une demande de proposition de pièces de rechange ou à une commande de pièces de rechange en se fondant sur le catalogue des pièces de rechange de l'Équipement intégré du soldat (ÉIS).
2.0-2	Une demande de proposition de pièces de rechange est un document qui décrit la demande du MDN et qui comprend les renseignements ci-dessous.
2.0-2.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le numéro du contrat et le numéro de la commande de pièces de rechange assignés par l'AA.
2.0-2.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ La date à laquelle la demande de pièces de rechange est faite.
2.0-2.0-3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le tableur détaillé des pièces de rechange.
2.0-3	L'AC demandera à l'entrepreneur de présenter une proposition au sujet des pièces de rechange à fournir. Après avoir reçu une demande de proposition, l'entrepreneur doit :
2.0-3.0-1	<ul style="list-style-type: none"> ○ envoyer à l'AC par télécopieur ou par courriel un accusé de réception dans les cinq jours ouvrables;
2.0-3.0-2	<ul style="list-style-type: none"> ○ produire une proposition au plus tard 15 jours ouvrables après la réception de la commande. L'entrepreneur doit présenter la proposition, qui précise le prix, conformément aux modalités de paiement du contrat, et les détails correspondants, à l'AC, qui les examinera. L'entrepreneur doit indiquer un prix et présenter une proposition de livraison pour chaque pièce.
2.0-4	Dans la réponse envoyée à l'AC, il faut ajouter l'information requise dans la section de l'entrepreneur du tableur détaillé des pièces de rechange. La proposition de l'entrepreneur doit comprendre le ou les seuils suivants de quantité raisonnable rentable pour toutes les

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 4

	pièces de rechange et être suffisamment détaillée pour faciliter l'approbation.
2.0-5	L'AC évaluera la proposition et négociera avec l'entrepreneur, au besoin, puis suite à la conclusion d'un accord, elle autorisera et passera la commande de pièces de rechange.
2.0-6	L'AC peut également passer des commandes de pièces de rechange à l'aide du catalogue de pièces de rechange de l'ÉIS.
2.0-7	L'AC peut produire une modification de commande de pièces de rechange afin d'apporter des changements à une commande, et ces changements peuvent porter entre autres sur la quantité, le prix et la date de livraison. En cas de modification d'une commande, l'entrepreneur sera avisé par la même procédure officielle que celle suivie pour les commandes de pièces de rechange.
2.0-8	Une commande de pièces de rechange sera jugée terminée une fois que tous les articles commandés, ce qui comprend les modifications correspondantes, auront été livrés, inspectés, acceptés et payés par le MDN.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur : 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CA, Appendice 5

APPENDICE 5 À L'ANNEXE CA DU VOLUME 3

CETFC – POCHES GÉNÉRIQUES ET LE SMTC
POUR L'ÉIS

DU

SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES (SOSA)

POUR

L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (ÉIS)

23 JANVIER 2013

1. The Integrated Soldier System (ISS) Pouches consist of the items listed below:

	Item Description	NATO Stock Number	Unit of Issue
a	ISS Pouch Set	NSN as specified on contract	SE
b	ISS System Component Pouch		EA
c	ISS GPS Component Pouch		EA
d	ISS Display Component Pouch		EA

2. Package item(s) in a polyethylene (or other transparent film) bag or envelope, made of material not less than one (1) mil thickness. The bags shall be taped or stapled to effect closure and shall be legibly marked (labelled) as follows:

NATO Stock Number (NSN) * - As specified on contract
 Nomenclature ** - As specified on contract
 Quantity / Unit of Issue - As applicable (1 EA OR 1 SE)

For initial distribution Items (b-d) shall be consolidated into a single package → item (a)

For Depot stock Items (b-d) shall be individually packaged

3. A quantity of packages, of the same NSN, shall be packed into a corrugated fibreboard box conforming to Canadian General Standards Board (CGSB) specification CAN/CGSB-43.22-2001. The box size and content quantity shall be uniform for the duration of the contract. Suggestion as follows:

No material handling equipment required – Overall inside dimensions (length, width and depth added) shall not exceed 1.5 metres (59 inches). The maximum weight of the box and contents shall not exceed 18 kilograms (40 pounds).

Material handling equipment required – The box(es) shall be compatible with the requirements of paragraph 8.

4. Closure of the corrugated fibreboard box shall be in accordance with CGSB specification CAN/CGSB-43.22-2001 (Appendix B).
5. On one end of each corrugated fibreboard box, stencilling or labelling, in figures as large as practicable in relation to the space available, shall legibly mark the following information:

NATO Stock Number (NSN) * - As specified on contract
 Nomenclature ** - As specified on contract
 Quantity (per box) / Unit of Issue - As applicable (1 EA OR 1 SE)
 Gross Weight (nearest kg) - As applicable
 Contract Serial Number - As specified on contract

6. On one side of each corrugated fibreboard box, stencilling or labelling, in figures as large as practicable in relation to the space available, shall legibly mark the following information:

Consignee - As specified on contract
 Consignor - Supplier's name or symbol
 Case ___ of ___ cases - As applicable within each shipment

7. The last shipping container of each shipment shall have affixed to the side on which the shipping instructions are contained (paragraph 6), an envelope containing the Packing List, Release Note, etc. This water-resistant envelope shall be prominently marked "Packing List Enclosed" and shall be securely affixed to the outside wall of the container.

8. Shipments shall be palletized in uniform loads (grouped by NSN) and strapped/secured on standard 4-way entry, 48-inch by 40-inch wood or fibreboard non-returnable pallets, to be supplied by the contractor. Total height, including pallet, shall not exceed 47 inches.

* Marking shall be applied using Bar Code Symbolology GS1-128 with AI 7001, including HRI (in accordance with D-LM-008-002/SF-001)

** Bilingual format – English / French

Canadian Forces Transportation Packaging Order

CFTPO-ISS-POUCH

Date 5 mai 2011
 Sheet 1 of 2
 Nomenclature As specified on contract
 Based on As specified on contract

Draftsman
H. FraserChecker
H. FraserDesign Engineer
DSCO 5-4-3

Approval Stamp



1. Les pochettes de l'Équipement intégré du soldat (EIS) se composent des articles énumérés ci-dessous :

	Description de l'article	Numéro de nomenclature OTAN	Unité de mesure
a	Jeu de pochettes	NNO indiqué dans le contrat	SE
b	Pochette de composant système		EA
c	Pochette de composant GPS		EA
d	Pochette de composant d'affichage		EA

2. Emballer le(s) article(s) dans un sac ou une enveloppe en polyéthylène (ou une autre pellicule transparente) dont l'épaisseur est d'au moins 1 mm. Les sacs doivent être scellés à l'aide d'un ruban adhésif ou d'agrafes, et l'information suivante (inscrite sur une étiquette) doit figurer lisiblement sur chacun :

Numéro de nomenclature OTAN (NNO)* - Selon le contrat
Nomenclature ** - Selon le contrat
Quantité (par conteneur) / Unité de mesure - Selon le cas (1 EA ou 1 SE)
La distribution initiale Les articles (b-d) doivent être regroupés dans un seul paquet → l'article (a).
Le stockage à l'entrepôt Les articles (b-d) doivent être emballés individuellement.

3. Une quantité de paquets du même NNO doit être placée dans un conteneur en carton dur ondulé, conformément à la norme CAN/CGSB-43.22-2001 de l'Office des normes générales du Canada (ONGC). La taille du conteneur et la quantité contenue doivent demeurer la même pour la durée du contrat. Voici des suggestions :

Aucun équipement de manutention nécessaire – Les dimensions générales intérieures (somme de la longueur, de la largeur et de la hauteur) ne doivent pas dépasser 1,5 m (59 po). Le poids maximal du conteneur, avec son contenu, ne doit pas dépasser 18 kg (40 lb).

Équipement de manutention nécessaire – Les conteneurs doivent respecter les exigences du paragraphe 8.

4. La fermeture du conteneur en carton dur ondulé doit être conforme à la norme CAN/CGSB-43.22-2001 (appendice B) de l'ONGC.

5. Sur une extrémité de chaque conteneur en carton dur ondulé, l'information suivante doit figurer lisiblement en caractères aussi grands que permis par l'espace disponible (inscrite à l'aide d'un pochoir ou sur une étiquette) :

Numéro de nomenclature OTAN (NNO)* - Selon le contrat
Nomenclature ** - Selon le contrat
Quantité (par conteneur) / Unité de mesure - Selon le cas (1 EA ou 1 SE)
Poids brut (arrondir au kg) - Selon le cas
Numéro de série du contrat - Selon le contrat

6. Sur un côté de chaque conteneur en carton dur ondulé, l'information suivante doit figurer lisiblement en caractères aussi grands que permis par l'espace disponible (inscrite à l'aide d'un pochoir ou sur une étiquette) :

Destinataire - Selon le contrat
Expéditeur - Nom ou marque du fournisseur
Conteneur ___ de ___ - Selon chaque cargaison

7. Le dernier conteneur d'expédition de chaque cargaison doit porter sur le côté où l'on retrouve les consignes d'envoi (paragraphe 6) une enveloppe contenant le bordereau d'expédition, le bordereau de libération, etc. Cette enveloppe, résistante à l'eau, doit porter clairement les mots « bordereau d'expédition ci-inclus » et doit être bien fixée à la paroi extérieure du conteneur.

8. L'entrepreneur doit fournir des palettes standard de type perdu, en bois ou en carton dur ondulé, accessibles des quatre côtés et mesurant 48 po sur 40 po. Les conteneurs doivent y être disposés uniformément (groupés par NNO) et solidement arrimés. La hauteur totale, y compris la palette, ne doit pas dépasser 47 po.

* Les marques doivent être apposées au moyen de la symbologie code à barres GS1-128, avec le numéro d'identification d'application 7001, y compris la traduction en clair TC (conformément à la D-LM-008-002/SF-001)

** Format bilingue anglais-français

Commande d'emballage pour le transport – Forces canadiennes

CETFC-ISS-POUCH

Date	5 mai 2011
Feuille	2 de 2
Nomenclature	Selon le contrat
Basé sur	Selon le contrat

Dessinateur	H. Fraser
Vérificateur	H. Fraser
Ingénieur concepteur	DOCA 5-4-3
Sceau d'approbation	

1. The Integrated Soldier System (ISS) Modular Load Carriage System (MLCS) consists of the items listed below:

	Item Description	NATO Stock Number	Unit of Issue
a	ISS MLCS, Small	NSN as specified on contract	AY
b	ISS MLCS, Medium		AY
c	ISS MLCS, Front, Small		EA
d	ISS MLCS, Front, Medium		EA
e	ISS MLCS, Back		EA

2. Package item(s) in a polyethylene (or other transparent film) bag or envelope, made of material not less than one (1) mil thickness. The bags shall be taped or stapled to effect closure and shall be legibly marked (labelled) as follows:

NATO Stock Number (NSN) * - As specified on contract
 Nomenclature (including size) ** - As specified on contract
 Quantity / Unit of Issue - As applicable (1 EA OR 1 AY)

For initial distribution Items shall be consolidated into a single package based on size → Size small consists of items (c) & (e), size medium consists of items (d) & (e)

For Depot stock Items (c-e) shall be individually packaged

3. A quantity of packages, of the same NSN, shall be packed into a corrugated fibreboard box conforming to Canadian General Standards Board (CGSB) specification CAN/CGSB-43.22-2001. The box size and content quantity shall be uniform for the duration of the contract. Suggestion as follows:

No material handling equipment required – Overall inside dimensions (length, width and depth added) shall not exceed 1.5 metres (59 inches). The maximum weight of the box and contents shall not exceed 18 kilograms (40 pounds).

Material handling equipment required – The box(es) shall be compatible with the requirements of paragraph 8.

4. Closure of the corrugated fibreboard box shall be in accordance with CGSB specification CAN/CGSB-43.22-2001 (Appendix B).

5. On one end of each corrugated fibreboard box, stencilling or labelling, in figures as large as practicable in relation to the space available, shall legibly mark the following information:

NATO Stock Number (NSN) * - As specified on contract
 Nomenclature (including size) ** - As specified on contract
 Quantity (per box) / Unit of Issue - As applicable (1 EA OR 1 AY)
 Gross Weight (nearest kg) - As applicable
 Contract Serial Number - As specified on contract

6. On one side of each corrugated fibreboard box, stencilling or labelling, in figures as large as practicable in relation to the space available, shall legibly mark the following information:


Consignee - As specified on contract
 Consignor - Supplier's name or symbol
 Case ___ of ___ cases - As applicable within each shipment

7. The last shipping container of each shipment shall have affixed to the side on which the shipping instructions are contained (paragraph 6), an envelope containing the Packing List, Release Note, etc. This water-resistant envelope shall be prominently marked "Packing List Enclosed" and shall be securely affixed to the outside wall of the container.

8. Shipments shall be palletized in uniform loads (grouped by NSN) and strapped/secured on standard 4-way entry, 48-inch by 40-inch wood or fibreboard non-returnable pallets, to be supplied by the contractor. Total height, including pallet, shall not exceed 47 inches.

* Marking shall be applied using Bar Code Symbology GS1-128 with AI 7001, including HRI (in accordance with D-LM-008-002/SF-001)

** Bilingual format – English / French

Canadian Forces Transportation Packaging Order		CFTPO-ISS-MLCS		Date	5 May 2011
				Sheet	1 of 2
				Nomenclature	As specified on contract
				Based on	As specified on contract
Draftsman	H. Fraser	Checker	H. Fraser	Design Engineer	DSCO 5-4-3
Approval Stamp					

1. La veste de transport de charge modulaire (VTCM) de l'Équipement intégré du soldat (EIS) se compose des articles énumérés ci-dessous :

	Description de l'article	Numéro de nomenclature OTAN	Unité de mesure
a	VTCM, petite	NNO indiqué dans le contrat	AY
b	VTCM, moyenne		AY
c	VTCM, avant, petite		EA
d	VTCM, avant, moyenne		EA
e	VTCM, arrière		EA

2. Emballer le(s) article(s) dans un sac ou une enveloppe en polyéthylène (ou une autre pellicule transparente) dont l'épaisseur est d'au moins 1 mm. Les sacs doivent être scellés à l'aide d'un ruban adhésif ou d'agrafes, et l'information suivante (inscrite sur une étiquette) doit figurer lisiblement sur chacun :

Numéro de nomenclature OTAN (NNO)* - Selon le contrat
Nomenclature (comprenant la taille) ** - Selon le contrat
Quantité (par conteneur) / Unité de mesure - Selon le cas (1 EA ou 1 AY)

La distribution initiale Les articles doivent être regroupés dans un seul paquet selon leur taille → la taille petite comprend les articles (c) et (e), et la taille moyenne, les articles (d) et (e)

Le stockage à l'entrepôt Les articles (c-e) doivent être emballés individuellement.

3. Une quantité de paquets du même NNO doit être placée dans un conteneur en carton dur ondulé, conformément à la norme CAN/CGSB-43.22-2001 de l'Office des normes générales du Canada (ONGC). La taille du conteneur et la quantité contenue doivent demeurer la même pour la durée du contrat. Voici des suggestions :

Aucun équipement de manutention nécessaire – Les dimensions générales intérieures (somme de la longueur, de la largeur et de la hauteur) ne doivent pas dépasser 1,5 m (59 po). Le poids maximal du conteneur, avec son contenu, ne doit pas dépasser 18 kg (40 lb).

Équipement de manutention nécessaire – Les conteneurs doivent respecter les exigences du paragraphe 8.

4. La fermeture du conteneur en carton dur ondulé doit être conforme à la norme CAN/CGSB-43.22-2001 (appendice B) de l'ONGC.

5. Sur une extrémité de chaque conteneur en carton dur ondulé, l'information suivante doit figurer lisiblement en caractères aussi grands que permis par l'espace disponible (inscrite à l'aide d'un pochoir ou sur une étiquette) :

Numéro de nomenclature OTAN (NNO)* - Selon le contrat
Nomenclature (comprenant la taille) ** - Selon le contrat
Quantité (par conteneur) / Unité de mesure - Selon le cas (1 EA ou 1 AY)
Poids brut (arrondir au kg) - Selon le cas
Numéro de série du contrat - Selon le contrat

6. Sur un côté de chaque conteneur en carton dur ondulé, l'information suivante doit figurer lisiblement en caractères aussi grands que permis par l'espace disponible (inscrite à l'aide d'un pochoir ou sur une étiquette) :

Destinataire - Selon le contrat
Expéditeur - Nom ou marque du fournisseur
Conteneur ___ de ___ - Selon chaque cargaison

7. Le dernier conteneur d'expédition de chaque cargaison, doit porter sur le côté où l'on retrouve les consignes d'envoi (paragraphe 6) une enveloppe contenant le bordereau d'expédition, le bordereau de libération, etc. Cette enveloppe, résistante à l'eau, doit porter clairement les mots « bordereau d'expédition ci-inclus » et doit être bien fixée à la paroi extérieure du conteneur.

8. L'entrepreneur doit fournir des palettes standard de type perdu, en bois ou en carton dur ondulé, accessibles des quatre côtés et mesurant 48 po sur 40 po. Les conteneurs doivent y être disposés uniformément (groupés par NNO) et solidement arrimés. La hauteur totale, y compris la palette, ne doit pas dépasser 47 po.

* Les marques doivent être apposées au moyen de la symbologie code à barres GS1-128, avec le numéro d'identification d'application 7001, y compris la traduction en clair TC (conformément à la D-LM-008-002/SF-001)

** Format bilingue anglais-français

Commande d'emballage pour le transport – Forces canadiennes

CETFC-ISS-MLCS

Date
5 mai 2011
Feuille
2 de 2

Nomenclature
Selon le contrat

Basé sur
Selon le contrat

Dessinatrice
H. Fraser
Vérificatrice
H. Fraser
Ingénieur concepteur
DOCA 5-4-3
Sceau d'approbation


CF 798

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CB

ANNEXE CB AU VOLUME 3

EXIGENCES AXÉES SUR LE RENDEMENT POUR LE SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES (SOSA) POUR L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (ÉIS)

23 JANVIER 2013

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CB

TABLE DES MATIÈRES

1. GÉNÉRALITÉS	4
2. SUIVI TRIMESTRIEL DU RENDEMENT	4
3. EXAMEN ANNUEL DE L'ÉVALUATION DU RENDEMENT DU PROGRAMME.....	4
4. RÈGLEMENT DE CONFLIT.....	4
5. PROGRAMME D'AMÉLIORATION CONTINUE.....	4
6. MODIFICATION DE L'ÉVALUATION DU RENDEMENT DU PROGRAMME DU SOSA	5
APPENDICE 1 - ÉVALUATION DU RENDEMENT DU PROGRAMME DU SOSA.....	6
ATTACHEMENT 1 - ÉVALUATION TRIMESTRIELLE DU RENDEMENT DU PROGRAMME	9

Évaluation du rendement du programme du SOSA

1. Généralités

1.1 Un volet important du SOSA consiste à établir et à tenir à jour un système de gestion du rendement du programme afin de favoriser l'exécution efficace du contrat du SOSA et de faire en sorte que les deux parties connaissent le degré de rendement exigé, conviennent de la méthode de mesure du rendement et s'entendent sur les résultats.

2. Suivi trimestriel du rendement

2.1. En vertu de ce programme, l'entrepreneur entame le suivi du rendement en réalisant une auto-évaluation de son rendement au travail chaque trimestre d'après les indicateurs de rendement clés (IRC).

2.2 Dans le cadre de ce processus, les deux parties (le Canada et l'entrepreneur) effectuent leurs propres évaluations du rendement de l'entrepreneur, et les résultats peuvent ensuite être comparés. Il faudra éliminer toutes les divergences relevées afin que les parties comprennent bien les exigences en matière de rendement. En outre, les parties auront ainsi l'occasion de signaler les points à améliorer et ceux pour lesquels l'allocation des ressources doit être modifiée ou ajustée. Les normes et les seuils à respecter pour cette évaluation sont présentés à l'appendice 1 de la présente annexe.

3. Examen annuel de l'évaluation du rendement du programme

3.1 L'État fera un examen annuel de l'évaluation du rendement du programme du SOSA, et cet examen se fondera surtout sur les sommaires trimestriels du rendement. Cet examen figurera à l'ordre du jour de la REAT qui se tiendra après la fin de la période de rapport. La période de rapport annuelle commence à la date de début du contrat du SOSA et se termine le jour précédent sa date d'anniversaire.

3.2. Les IRC et l'échelle de notation d'après lesquels le rendement annuel de l'entrepreneur sera évalué sont présentés dans le tableau 1 de l'appendice 1 de la présente annexe.

4. Règlement de conflit

4.1 Si, pour une raison quelconque, l'entrepreneur et l'AT n'arrivent pas à s'entendre sur les résultats d'une évaluation trimestrielle, l'AC fera office « d'arbitre » pour le règlement du conflit.

5. Programme d'amélioration continue

5.1. Comme il est indiqué, la définition des points à améliorer ou des points qui pourraient tirer avantage d'un changement de procédure ou d'une réaffectation de ressources constitue un élément crucial du suivi du rendement. L'examen annuel de l'évaluation du rendement donnera l'occasion

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendement No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CB

de proposer des changements et d'établir de nouveaux indicateurs de rendement. La partie 2 des feuilles d'évaluation comporte une section où ces changements peuvent être suggérés.

6. Modification de l'évaluation du rendement du programme du SOSA

6.1 Étant donné que l'entrepreneur et l'État collaborent aux fins des évaluations du rendement du programme, il pourrait falloir de temps à autre modifier, ajouter ou supprimer des IRC et (ou) des échelles de notation pour garantir l'utilité du processus et gérer les attentes avec plus de précision. En pareil cas, selon ce qui aura été convenu, l'AT pourra apporter des changements à l'évaluation du rendement du programme en modifiant, en ajoutant ou en supprimant certains IRC et la ou les échelles de notation correspondantes.

Appendice 1 - Évaluation du rendement du programme du SOSA.

1. Généralités

1.1 But. Le présent appendice décrit le processus, les normes d'évaluation, les seuils, la notation ainsi que la liste des IRC qui composent l'évaluation du rendement du programme.

2. Processus

2.1 Évaluations trimestrielles du rendement du programme. On recueillera les données de l'évaluation du rendement du programme du SOSA (pièce jointe 1) qui seront produites chaque trimestre par le Canada et l'entrepreneur.

2.1.1 Mesures à prendre par le Canada. Le Canada remettra à l'entrepreneur sa réponse globale au sujet de l'évaluation au plus tard 10 jours ouvrables avant chaque REAT trimestrielle. Le Canada présentera une explication dans le cas de chaque activité à laquelle la mention « non » aura été accordée.

2.1.2 Mesures à prendre par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit remplir le formulaire d'évaluation afin que l'on puisse cerner rapidement les lacunes au chapitre du rendement en comparant les résultats de l'évaluation du Canada à ceux de l'évaluation de l'entrepreneur. L'entrepreneur approuvera les résultats de l'évaluation trimestrielle du Canada et déterminera s'il existe des différences avec le rendement exigé. L'objectif est que les résultats des évaluations trimestrielles du rendement de l'entrepreneur faites par les deux parties soient les mêmes.

2.1.3 Production de rapports. L'entrepreneur remplira officiellement le formulaire d'évaluation du rendement du programme (en attachement 1) et le présentera à l'État au plus tard cinq jours ouvrables avant chaque REAT trimestrielle. Les résultats de l'évaluation trimestrielle seront passés en revue durant la REAT.

2.1.3.1 Pour la livraison des pièces de rechange prévue, le représentant de l'assurance de la qualité devra signer le formulaire CF 1280 en guise d'approbation.

2.1.3.2 Le retour en temps opportun des articles de la R et R devra se faire selon les modalités définies au paragraphe 4.2.3.15 de l'annexe CA.

2.1.3.3 Le délai d'exécution de la R et R est de 45 jours ouvrables (à confirmer au départ par l'entrepreneur dont la proposition aura été retenue).

2.2 Examen annuel de l'évaluation du rendement. Le rendement global de l'entrepreneur sera évalué durant la réunion annuelle sur l'examen du rendement, conformément au paragraphe 4.1.2.0-8 de l'annexe CA, à l'aide des normes de rendement décrites à la section 3 ci-après.

3 Normes d'évaluation et notation

3.1 Processus trimestriel. L'évaluation trimestrielle globale du rendement du programme permettra d'attribuer une note qui sera en fonction de l'ensemble des indicateurs de rendement (attachement 1). La note du rendement trimestriel (N_{RT}) du programme sera déterminée à l'aide de l'équation ci-dessous :

$$N_{RT} (\%) = \frac{\text{Note trimestrielle obtenue}}{\text{Note trimestrielle maximale}} \times 100 = \frac{\sum_{n=1}^{24} S_{An}}{\sum_{n=1}^{24} S_{Y1n}} \times 100$$

Soit N_{RT} = note du rendement trimestriel
 S_{An} = note obtenue pour l'activité n
 S_{Y1n} = note obtenue grâce au respect de la norme pour l'activité n

Nota : Si l'activité 'n' n'était pas requise, $S_{An} = S_{Y1n} = 0$.

3.2 Processus annuel. La note totale de l'évaluation du rendement annuel du programme est la moyenne des notes du rendement trimestriel.

3.3 Le résultat de l'évaluation du rendement annuel de l'entrepreneur sera évalué selon les normes ci-dessous :

3.3.1 Inférieur à la norme de rendement. Le rendement ne respecte pas les modalités de la prestation des services convenues dans le contrat.

3.3.2 Conforme à la norme de rendement (Y1). Le rendement respecte les modalités de la prestation des services convenues dans le contrat.

3.3.3 Supérieur à la norme de rendement (Y2). Le rendement dépasse les modalités de la prestation des services convenues dans le contrat.

3.4 Les seuils ci-après servent à noter le rendement annuel de l'entrepreneur.

- 3.4.1 Le rendement annuel du programme de l'entrepreneur est « inférieure à la norme » si la moyenne annuelle des notes attribuées à son rendement trimestriel est $< 90 \%$.
- 3.4.2 Le rendement annuel du programme de l'entrepreneur est « conforme à la norme » si la moyenne annuelle des notes attribuées à son rendement trimestriel est $\geq 90 \%$ et $\leq 110 \%$.
- 3.4.3 Le rendement annuel du programme de l'entrepreneur « dépasse la norme » si la moyenne annuelle des notes attribuées à son rendement trimestriel est supérieure à 110% .

Attachement 1 - Évaluation trimestrielle du rendement du programme

L'évaluation vise à mesurer le rendement de l'entrepreneur relativement à l'ensemble des activités de mise en œuvre du programme.

Partie 1 – Évaluation trimestrielle du rendement du programme						
IRC	Oui	Non	Aucune activité	Échelle de notation	Note obtenue	Remarques
Gestion du programme						
1. Est-ce que l'entrepreneur gère le travail conformément au plan de gestion du programme et à ses plans subordonnés?				Oui (Y1) = 4 points Non = 0 point		
2. Est-ce qu'un programme d'amélioration de processus a été établi et mis à jour?				Oui (Y1) = 3 points Non = 0 point		
3. Est-ce que les éléments de la LDEC sont préparés conformément aux DÉD prescrites à l'annexe CC?				Oui (Y1) = 4 points Non = 0 point		
4. Est-ce que l'entrepreneur a révisé les éléments de la LDEC pour tenir compte des commentaires reçus du MDN et a-t-il présenté la révision de ces éléments dans les 15 jours ouvrables?				Oui : (Y1) 10 JO < t ≤ 15 JO = 3 points (Y2) t ≤ 10 JO = 4 points Non : t > 15 JO = 0 point		
5. Est-ce que les mesures à prendre du registre de suivi des problèmes sont menées à terme conformément à ce qui est prévu?				Oui : (Y1) à temps = 2 points (Y2) en avance = 3 points Non = 0 point		
6. Est-ce que la gestion de l'entrepreneur est conforme aux paragraphes 4.1.1.0-12, 13, 14, 15 et 16 de l'ÉDT?				Oui (Y1) = 2 points Non = 0 point		
7. Est-ce que les rapports d'incident d'importance sont présentés avec empressements?				Oui (Y1) = 4 points Non = 0 point		
8. Est-ce que les tâches autorisées sont réalisées dans les délais accordés?				Oui : (Y1) à temps = 3 points (Y2) en avance = 4 points Non = 0 point		
9. Est-ce que les propositions de tâche comprennent toute l'information nécessaire?				Oui (Y1) = 4 points Non = 0 point		
10. Est-ce que le délai d'intervention de l'entrepreneur à la suite des rapports de problème est conforme au degré de priorité assigné au problème en question?				Oui (P1) : (Y1) 12 h < t ≤ 24 h = 4 points (Y2) t ≤ 12 h = 5 points Non : t > 24 h = 0 point		
				Oui (P2) :		

Partie 1 – Évaluation trimestrielle du rendement du programme

IRC	Oui	Non	Aucune activité	Échelle de notation	Note obtenue	Remarques
				(Y1) 24 h > t ≤ 48 h = 4 points (Y2) t ≤ 24 h = 5 points Non : t > 48 h = 0 point		
				Oui (P3) : (Y1) 5 JO < t ≤ 10 JO = 4 points (Y2) t ≤ 5 JO = 5 points Non : t > 10 JO = 0 point		
				Oui (P4) : (Y1) 15 JO < t ≤ 20 JO = 4 points (Y2) t ≤ 15 JO = 5 points Non : t > 20 JO = 0 point		
11. Est-ce que l'entrepreneur tient un registre sur l'état des tâches autorisées que l'État peut consulter par le biais de l'EIE?				Oui (Y1) = 2 points Non = 0 point		
12. Est-ce que les propositions de modification technique sont accompagnées d'une analyse de l'impact suffisamment détaillée pour que l'État puisse prendre une décision?				Oui (Y1) = 4 points Non = 0 point		
13. Est-ce que l'entrepreneur dispose d'un système de gestion de l'obsolescence efficace?				Oui (Y1) = 2 points Non = 0 point		
Gestion du soutien de l'approvisionnement						
14. Est-ce que l'entrepreneur gère les services de R et R et fait rapport sur ceux-ci conformément au paragraphe 4.2.3 de l'ÉDT?				Oui (Y1) = 4 points Non = 0 point		
15. Est-ce que l'entrepreneur présente des propositions de pièces de rechange dans les 15 jours ouvrables après la réception d'une demande à cet égard?				Oui : (Y1) 10 JO < t ≤ 15 JO = 3 points (Y2) t ≤ 10 JO = 4 points Non : t > 15 JO = 0 point		
16. Est-ce que l'entrepreneur livre les pièces de rechange conformément aux commandes de pièces?				Oui : (Y1) à temps = 3 points (Y2) en avance = 4 points Non = 0 point		
17. Est-ce que les candidats de la R et R sont retournés à l'intérieur du DDE convenu?				Oui: (Y1) 45 JO < t ≤ 65 JO = 3 points		

Partie 1 – Évaluation trimestrielle du rendement du programme

IRC	Oui	Non	Aucune activité	Échelle de notation	Note obtenue	Remarques
				(Y2) $t \leq 45$ JO = 4 points Non : $t > 65$ JO = 0 point		
Gestion du soutien technique						
18. Est-ce que des services d'élimination sont fournis conformément aux documents A-LM-007-014/AG-001 et A-LM-184-001/JS-001?				Oui (Y1) = 3 points Non = 0 point		
19. Est-ce que les candidats de la reconstitution ont été retournés à l'intérieur du DDE convenu?				Oui : (Y1) $45 \text{ JO} < t \leq 65 \text{ JO} = 4$ points (Y2) $t \leq 45 \text{ JO} = 5$ points Non : $t > 65 \text{ JO} = 0$ point		
20. Est-ce que des RST ont été fournis selon les besoins en fonction de la priorité assignée aux exigences de l'AT?				Oui : (Y1) $10 \text{ JO} < t \leq 20 \text{ JO} = 4$ points (Y2) $t \leq 10 \text{ JO} = 5$ points Non : $t > 20 \text{ JO} = 0$ point		
21. Est-ce que l'entrepreneur s'est adapté à la situation en offrant des services dans des situations où le rythme est élevé?				Oui : (Y1) à temps = 4 points (Y2) en avance = 5 points Non = 0 point		
Gestion du soutien en ingénierie						
22. Est-ce que les services de soutien en ingénierie sont adaptés aux exigences de l'AT?				Oui (Y1) = 3 points Non = 0 point		
23. Est-ce que les publications techniques et les données à jour et exactes sont offertes par le biais de l'EIE?				Oui (Y1) = 3 points Non = 0 point		
24. Dans quel délai l'entrepreneur répond-il aux demandes de renseignements techniques de l'AT?				Oui (P2) : (Y1) $24 \text{ h} < t \leq 48 \text{ h} = 3$ points (Y2) $t \leq 24 \text{ h} = 4$ points Non : $t > 48 \text{ h} = 0$ point		
Note de l'évaluation trimestrielle						
Note globale du rendement mensuel (%)				$N_{RT} (\%)$		

Partie 2 – Améliorations			
	Secteur du programme	Problème et amélioration proposée	Analyse de l'incidence
1	Gestion du programme		
2	Gestion du soutien de l'approvisionnement		
3	Gestion du soutien technique		
4	Gestion du soutien en ingénierie		

POINTS : Les points sont accordés d'après les réponses de la colonne OUI uniquement. On recommande de ne pas entrer de notes partielles.

OUI

- Le rendement du programme est constant.
- L'entrepreneur s'adapte aux priorités, aux problèmes et aux exigences du Canada.
- Les points qui exigent une amélioration sont mineurs ou ils sont plus que compensés par un rendement efficace dans d'autres secteurs.
- Il n'existe aucun problème répétitif.
- L'entrepreneur prend des mesures correctives efficaces et rapides selon les besoins.

NON

- Le rendement du programme n'est pas constant.
- L'entrepreneur ne s'adapte ni aux priorités, ni aux problèmes, ni aux exigences du Canada.
- Dans bien des secteurs, il faut se pencher sur la qualité.
- L'entrepreneur ne prend pas de mesures correctives rapides selon les besoins ou il prend des mesures inefficaces.

AUCUNE ACTIVITÉ

- Si une activité n'était pas nécessaire durant le mois, la note de cette activité n'est pas comptée.
- Si une activité requise n'a pas eu lieu et si aucune exception quant au rendement n'a été autorisée, la note est « Non ».

ANNEXE CC AU VOLUME 3

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT ET DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES (DÉD)

DU

SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES

POUR

L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT

23 JANVIER 2013

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CC

MODIFICATIONS

Révision	Date	Description

TABLE DES MATIÈRES

1	PORTÉE	4
2	LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT (LDEC).....	4
2.1	Priorité de la LDEC.....	4
2.2	Disposition de la LDEC	4
2.2.1	Bloc 1.....	6
2.2.2	Bloc 8.....	7
2.2.3	Bloc 10.....	7
2.2.4	Bloc 15.....	8
3	DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES (DÉD)	8
3.1	Disposition de la DÉD	8
3.1.1	Bloc 2.....	9

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC

1	1 PORTÉE		
1.0-1	La présente annexe précise les données livrables exigées en vertu de l'énoncé des travaux (EDT) du SOSA ainsi que la livraison des données.		
1.0-2	La liste des données essentielles au contrat (LDEC) indique les données livrables exigées. La description des éléments de données (DÉD) définit le contenu des données, les consignes de préparation, le format et l'utilisation prévue des données.		
1.0-3	La LDEC est présentée à l'appendice 1, et la DÉD est présentée à l'appendice 2 de cette annexe.		
1.0-4	La section 2 présente la disposition de la LDEC, et la section 3 décrit la disposition de la DÉD.		
2	2 LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT (LDEC)		
2.1	2.1 Priorité de la LDEC		
2.1.0-1	Les exigences précisées aux blocs 8 à 15 de la LDEC ont priorité sur les exigences mentionnées, le cas échéant, dans la DÉD. Les consignes à suivre pour consigner les renseignements dans les zones de la LDEC figurent ci-après.		
2.2	2.2 Disposition de la LDEC		
2.2.0-1	On décrit ci-après la disposition et la signification des blocs de la LDEC.		
2.2.0-2	Bloc	Titre	Consignes sur l'entrée des renseignements
	A	Description de l'annexe	Entrez la désignation de l'annexe (et de l'appendice s'il y a lieu) relatif à la DP ou au contrat.
	B	Numéro du contrat / DP	Entrez le numéro de la DP ou tout autre numéro correspondant. À l'adjudication du contrat, remplacez-le par le numéro du contrat.
	C	Identificateur de l'EDT	Entrez l'identificateur de l'EDT si la DP comporte plusieurs EDT; sinon, n'entrez rien.
	D	Catégorie de données	Entrez la catégorie de données pour laquelle la LDEC est préparée.
	E	Entrepreneur	À l'adjudication du contrat, entrez le nom de l'entrepreneur et le code OTAN des fabricants de l'entrepreneur.
	1	Numéro d'élément	Entrez un numéro séquentiel selon le format AA-Xyy afin de désigner de

			manière unique la LDEC (voir le paragraphe 2.2.1).	
2	Titre		Entrez le titre de la DÉD mentionnée dans cette LDEC.	
3	Sous-titre		Si le titre exige une identification plus précise, entrez un sous-titre.	
4	Numéro d'élément de données		Entrez le numéro et le titre de la DÉD à laquelle cette LDEC se rapporte.	
5	Référence		Entrez le document correspondant en précisant le numéro du paragraphe concerné afin de faciliter la désignation du travail associé à cet élément.	
6	Bureau technique		Entrez l'autorité technique responsable qui définit le besoin et s'assure que les données ou les éléments livrés sont adéquats.	
7	Inspection		<p>Indiquez l'exigence quant à l'inspection et à l'acceptation des données ou de l'élément à l'aide des codes ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> · SS – Source, Source · DD – Destination, Destination · SD – Source, Destination · DS – Destination, Source <p>Le code indique le ou les emplacements où l'inspection et l'acceptation seront effectuées.</p> <p>Entrez le code correspondant, s'il y a lieu; sinon, entrez S.O.</p>	
8	Code d'approbation		Entrez le code d'approbation requis (voir le paragraphe 2.2.2).	
9	Période d'examen		Indiquez la période pendant laquelle les examens du MDN auront lieu (par exemple cinq jours, deux semaines).	
10	Fréquence		Mentionnez la fréquence de la livraison des données (voir le paragraphe 2.2.3).	
11	Date (délai)		Si la données ou l'élément n'est présenté qu'une seule fois, entrez la date de remise. Si cette date est tributaire d'un événement ou d'un jalon particulier, entrez cette exigence. S'il n'y a aucune date à cet égard, n'entrez rien.	
12	Date de la première présentation		Si plusieurs présentations s'avèrent nécessaires, entrez la date de la présentation initiale. Si cette date est tributaire d'un événement ou d'un jalon particulier, entrez cette exigence. N'entrez rien si les données ou les éléments ne seront livrés qu'une seule fois.	

	13	Date de la présentation subséquente	Si les données ou éléments seront présentés plus d'une fois, entrez les dates des présentations subséquentes. Si ces dates sont tributaires d'un événement ou d'un jalon particulier, indiquez-le (par exemple 15 jours après la réunion).	
	14	Remarques	Entrez tous les renseignements et toute les précisions supplémentaires.	
	15	Distribution, destinataires et support	Dans le cas des données livrables, entrez les destinataires dans la colonne correspondante. Entrez un « X » dans les colonnes « Ébauche » et « Version finale » de chaque copie dont le destinataire a besoin. Entrez le nombre de copies et le type de support dans la colonne « Support », n'entrez rien en cas d'équipement livrable et précisez la distribution dans les remarques (bloc 14) (voir le paragraphe 2.2.4).	
	16	Préparé par	Autorité technique qui a créé la LDEC	
	17	Date de préparation	Date à laquelle la LDEC a été préparée	
	18	Approuvé par	Autorité d'approbation du Canada qui a autorisé la LDEC	
	19	Date d'approbation	Date à laquelle la LDEC a été approuvée	
2.2.1	2.2.1 Bloc 1			
2.2.1.0-1	Le numéro d'élément est le numéro séquentiel assigné à l'élément de la LDEC. Certains numéros de la LDEC peuvent être « réservés », « supprimés » ou « non alloués ». La règle d'affectation des numéros employée est décrite ci-après.			
2.2.1.0-1.0-1	AA-Xyy			
2.2.1.0-1.0-2	Soit :			
2.2.1.0-1.0-2.0-1	AA – domaine d'intérêt général :			
2.2.1.0-1.0-2.0-1.0-1	PM – gestion de projet			
2.2.1.0-1.0-2.0-1.0-2	SE – systémique			
2.2.1.0-1.0-2.0-1.0-3	CM – gestion de la configuration			
2.2.1.0-1.0-2.0-1.0-4	LS – soutien logistique			
2.2.1.0-1.0-2.0-1.0-5	DM – gestion de données			
2.2.1.0-1.0-2.0-1.0-6	QA – assurance de la qualité			

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC

2.2.1.0-1.0-2.0-2	X – référence du contrat :
2.2.1.0-1.0-2.0-2.0-1	0 – acquisition – définition
2.2.1.0-1.0-2.0-2.0-2	1 – soutien optimisé des systèmes d’armes (SOSA)
2.2.1.0-1.0-2.0-3	« yy » est un numéro séquentiel à deux chiffres qui figure après le préfixe « X ».
2.2.2	2.2.2 Bloc 8
2.2.2.0-1	Le code d’approbation indique si les données doivent être présentées en vue d’une approbation, d’un examen ou à titre indicatif. Les codes ci-dessous sont utilisés :
2.2.2.0-1.0-1	A Approbation
2.2.2.0-1.0-1.0-1	Les données livrables indiquées doivent être présentées en vue de leur approbation par l’autorité contractante. L’entrepreneur doit obtenir cette approbation pour pouvoir utiliser les données.
2.2.2.0-1.0-1.0-2	L’entrepreneur doit modifier les données livrables approuvées précédemment dans les 10 jours ouvrables suivant la conclusion d’un accord au sujet d’une modification à apporter et il doit obtenir une autre approbation de l’autorité contractante avant d’utiliser ces données.
2.2.2.0-1.0-2	R Examen
2.2.2.0-1.0-2.0-1	Le Canada examinera les données livrables afin d’approuver leur format, leur clarté et leur intégralité. Une fois qu’elles auront été acceptées, les données doivent être utilisées à titre indicatif uniquement.
2.2.2.0-1.0-3	I Information
2.2.2.0-1.0-4	Les données ne sont fournies qu’à titre indicatif.
2.2.3	2.2.3 Bloc 10
2.2.3.0-1	La fréquence indique le rythme de livraison des données (ce renseignement est accompagné du bloc 13). La fréquence peut être exprimée à l’aide des codes ci-dessous :
2.2.3.0-1.0-1	Annuelle Annuellement
2.2.3.0-1.0-2	Au besoin Au besoin
2.2.3.0-1.0-3	Mensuelle Mensuellement
2.2.3.0-1.0-4	UN/R Une fois, plus les révisions

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC

2.2.4	2.2.4 Bloc 15		
2.2.4.0-1	Destinataires de la distribution, support et quantité.		
2.2.4.0-2	Les codes à utiliser pour les destinataires figurent ci-dessous :		
2.2.4.0-2.0-1	AC	Autorité contractante	
2.2.4.0-2.0-2	AT	Autorité technique	
2.2.4.0-2.0-3	BPR	Bureau de première responsabilité	
2.2.4.0-3	Pour indiquer le support et le nombre de copies à prévoir pour la livraison des données, on peut utiliser les codes ci-dessous :		
2.2.4.0-3.0-1	x HC	Copie papier	
2.2.4.0-3.0-2	x SC	Copie électronique	
2.2.4.0-3.0-3	EIÉ On doit pouvoir accéder aux données par le biais de l’environnement d’information électronique (EIÉ) pour toutes les copies électroniques nécessaires, et un avis de livraison doit être envoyé à tous les destinataires.		
2.2.4.0-3.0-4	La lettre « x » représente le nombre de copies à livrer.		
3	3 DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES (DÉD)		
3.1	3.1 Disposition de la DÉD		
3.1.0-1	La description des éléments de données est la feuille d’information qui définit les données livrables mentionnées dans un EDT ou une spécification (joint à la DP) et qui sera en bout de ligne incluse dans le contrat conclu. Les consignes sur la façon de remplir les zones du formulaire sont indiquées ci-dessous.		
3.1.0-2	Bloc	Titre	Consignes sur l’entrée des renseignements
	1	Titre	Court nom descriptif qui indique la nature de la DÉD et qui la distingue des autres DÉD
	2	Numéro de l’élément de données	Numéro assigné par l’auteur qui identifie de manière unique la DÉD à l’intention de l’auteur. La règle d’affectation des numéros des DÉD est précisée au paragraphe 3.2.
	3	Description / but	Brève description (résumé) des exigences quant au contenu des données ou l’élément concernant les produits livrables qui précise le but pour lequel la DÉD est requise.

	4	Date d'approbation	Date à laquelle la DÉD a été approuvée par l'auteur	
	5	Bureau de première responsabilité (BPR)	Direction responsable de la DÉD ou titre du poste dont le titulaire en est responsable	
	6	Application du GIDEP	Entrez un « X » si elle s'applique au programme d'échange entre le gouvernement et l'industrie (GIDEP); sinon, n'entrez rien.	
	7	Application / interrelation	Désigne les normes applicables mentionnées dans la DÉD	
	8	Auteur	Titre du poste de l'auteur de la DÉD	
	9	Formulaires applicables	Précisez les formulaires nécessaires à la préparation des données (par exemple l'état détaillé d'approbation, la fiche signalétique).	
	10	Consignes de préparation	Décrivez les exigences que l'entrepreneur doit respecter quant au contenu et au format des données. Si la DÉD concerne un produit livrable, décrivez le produit.	
3.2	3.1.1 Bloc 2			
3.2.0-1	Numéro d'identification			
3.2.0-2	Indique le numéro alphanumérique séquentiel attribué à la DÉD. Certains numéros d'élément de données peuvent être « réservés », « supprimés » ou « non alloués ». La règle d'affectation des numéros est décrite ci-après.			
3.2.0-2.0-1	AA-Xyy			
3.2.0-2.0-2	Soit :			
3.2.0-2.0-2.0-1	AA – domaine d'intérêt général :			
3.2.0-2.0-2.0-1.0-1	PM – gestion de projet			
3.2.0-2.0-2.0-1.0-2	SE – systémique			
3.2.0-2.0-2.0-1.0-3	CM – gestion de la configuration			
3.2.0-2.0-2.0-1.0-4	LS – soutien logistique			
3.2.0-2.0-2.0-1.0-5	DM – gestion de données			
3.2.0-2.0-2.0-1.0-6	QA – assurance de la qualité			

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC

3.2.0-2.0-2.0-2	X – référence du contrat :
3.2.0-2.0-2.0-2.0-1	0 – Acquisition – définition
3.2.0-2.0-2.0-2.0-2	1 – Soutien optimisé des systèmes d'armes (SOSA)
3.2.0-2.0-2.0-3	« yy » est un numéro séquentiel à deux chiffres qui figure après le préfixe « X ».

APPENDICE 1 À L'ANNEXE CC DU VOLUME 3

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT (LDEC)

DU

SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES (SOSA)

POUR

L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (ÉIS)

23 JANVIER 2013

23 janvier 2013

TABLE DES MATIÈRES

1	LDEC PM-101 Plan de gestion de programme (PGP)	4
2	LDEC PM-102 Programme d'assurance de la qualité (PAQ)	5
3	LDEC PM-103 Rapport d'incident d'importance	6
4	LDEC PM-104 Rapport mensuel de l'état des services	7
5	LDEC PM-105 Ordre du jour de réunion	8
6	LDEC PM-106 Procès-verbal de réunion	9
7	LDEC PM-107 Registre de suivi des mesures (RSM)	10
8	LDEC PM-108 Listes de la propriété intellectuelle (PI)	12
9	LDEC PM-109 Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (ÉESS)	13
10	LDEC PM-110 Rapport des biens du gouvernement	14
11	LDEC PM-111 Rapport annuel du rendement de la R et R	15
12	LDEC PM-112 Proposition d'ASL en service	16
13	LDEC SE-101 Plan de gestion de la systémique (PGS)	17
14	LDEC LS-101 Données techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS)	18
15	LDEC LS-102 Liste de candidats de la gestion de d'obsolescence (LCGO)	19
16	LDEC LS-103 Rapport des questions de gestion de l'obsolescence (RQGO)	20
17	LDEC LS-104 Catalogue des pièces de rechange de l'ÉIS	21
18	LDEC LS-105 Liste de candidats de la réparation et révision (R et R)	22
19	LDEC LS-106 Études des systèmes de soutien de rechange	24
20	LDEC LS-107 Rapports d'analyse des tendances et de la fiabilité	25
21	LDEC LS-108 Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC)	26
22	LDEC LS-109 Publications techniques	27
23	LDEC CM-101 Plan de gestion de la configuration (PGC)	28
24	LDEC CM-102 Proposition de modification technique (PMT)	29
25	LDEC CM-103 Demande de dérogation (DDD)/demande de renonciation (DDR)	30
26	LDEC CM-104 Avis de modification (AM)	31
27	LDEC CM-105 Avis de révision (NOR)	32
28	LDEC CM-106 Rapport de document sur l'état de la configuration (DÉC)	33
29	LDEC CM-107 Document de la description de la version du logiciel (DDVL)	34
30	LDEC CM-108 Plan de vérification de la configuration (PVC)	35
31	LDEC CM-109 Rapport de vérification de la configuration (RVC)	36
32	LDEC DM-101 Plan de gestion de la documentation technique (PGDT)	37

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

1 LDEC PM-101 Plan de gestion de programme (PGP)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-101		2. Titre Plan de gestion de programme (PGP)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-101 Plan de gestion de programme (PGP)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.1.0-3)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																							
7. Inspection DD	8. Code d'approbation R	9. Période d'examen 10 JO	10. Fréquence UN/R																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques Bloc 12. Le PGP provisoire doit être livré à l'AT 10 JO après la réunion inaugurale sur le SOSA. Bloc 13. L'entrepreneur doit livrer la version finale du PGP au plus tard deux mois après la date de début du contrat. Les mises à jour (qui correspondent aux changements apportés au projet) doivent être examinées dans le cadre d'une REAT. Les mises à jour proposées doivent être remises au MDN au moins 10 JO avant la REAT durant laquelle elles seront passées en revue.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC 1 HC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par OCCP BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

2 LDEC PM-102 Programme d'assurance de la qualité (PAQ)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-102		2. Titre Programme d'assurance de la qualité (PAQ)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-102 Programme d'assurance de la qualité (PAQ)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.1.0-8)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation R	9. Période d'examen 10 JO	10. Fréquence UN/R																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques Bloc 12. Le PAQ provisoire doit être livré à l'AT 10 JO après la réunion inaugurale du SOSA. Bloc 13. L'entrepreneur doit livrer la version finale du PAQ au plus tard deux mois après la date de début du contrat. Les mises à jour (qui correspondent aux changements apportés au projet) doivent être examinées dans le cadre d'une REAT. Les mises à jour proposées doivent être remises au MDN au moins 10 JO avant la REAT dans le cadre de laquelle elles seront passées en revue.		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
Draft	Final		Media																								
DND/TA	x		1 SC																								
DND/TA		x	1 SC 1 HC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par OCCP BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

3 LDEC PM-103 Rapport d'incident d'importance

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																												
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																									
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																								
1. Numéro d'élément PM-103		2. Titre Rapport d'incident d'importance		3. Sous-titre																								
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-103 Rapport d'incident d'importance		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.1.0-10)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																								
7. Inspection		8. Code d'approbation I		9. Période d'examen 1 JO																								
				10. Fréquence Au besoin																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation		13. Date de la présentation subséquente																								
14. Remarques			15. Distribution																									
			<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA				DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority				Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
			Addressee	Copies																								
				Draft	Final	Media																						
			DND/TA																									
DND/TA		x	1 SC 1 HC																									
Contracting Authority																												
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																									
16. Préparé par OCCP BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																								
				19. Date d'approbation Juin 2011																								

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

4 LDEC PM-104 Rapport mensuel de l'état des services

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-104		2. Titre Rapport mensuel de l'état des services		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-104 Rapport mensuel de l'état des services	5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.1.0-11) Annexe CA au volume 3 (para. 4.2.3.0-17.0-1)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																								
7. Inspection DD	8. Code d'approbation R	9. Période d'examen 5 JO	10. Fréquence Mensuelle																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14	13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																								
14. Remarques <p>Bloc 12. Le premier rapport mensuel de l'état des services doit être livré à l'AT 10 JO après la réunion inaugurale du SOSA et il doit porter sur tous les progrès réalisés depuis l'adjudication du contrat.</p> <p>Bloc 13. Le rapport mensuel de l'état des services doit être livré au plus tard 5 JO après la fin de chaque mois civil après la réunion inaugurale du SOSA.</p> <p>Tous les rapports mensuels de l'état des services doivent porter sur la période comprise entre le dernier rapport et la fin du mois visé par le rapport.</p>		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA				DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority				Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
Draft	Final		Media																								
DND/TA																											
DND/TA		x	1 SC 1 HC																								
Contracting Authority																											
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par OCCP BP PÉIS	17. Date de préparation Juin 2011	18. Approuvé par GP PÉIS	19. Date d'approbation Juin 2011																								

5 LDEC PM-105 Ordre du jour de réunion

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-105		2. Titre Ordre du jour de réunion		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-105 Ordre du jour de réunion		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.1.0-12.0-7) Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.1.0-11)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation A		9. Période d'examen 2 JO																							
				10. Fréquence Au besoin																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques Bloc 12. L'ordre du jour de la réunion doit être présenté en vue d'un examen au plus tard 5 JO avant chaque réunion. Bloc 13. L'ordre du jour révisé de la réunion doit être présenté en vue d'une approbation au plus tard 1 JO après la réception des commentaires du Canada.		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA				DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority				Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
Addressee	Copies																										
	Draft	Final	Media																								
DND/TA																											
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority																											
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par OCCP BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

6 LDEC PM-106 Procès-verbal de réunion**LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT**

A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA		B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA	D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-106	2. Titre Procès-verbal de réunion		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-106 Procès-verbal de réunion	5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.1.0-12.0-8) Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.1.0-12)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																							
7. Inspection DD	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen Voir le bloc 14	10. Fréquence Au besoin																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14	13. Date de la présentation subséquente																							
14. Remarques Blocs 9 et 12. Le procès-verbal des réunions doit être produit et signé, en vue d'une approbation, par l'entrepreneur et l'AT au plus tard à la fin de la réunion.		15. Distribution																								
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>		Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA				DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority				Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																							
			Draft	Final	Media																					
		DND/TA																								
DND/TA		x	1 SC 1 HC																							
Contracting Authority																										
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																							
16. Préparé par OCCP BP PÉIS	17. Date de préparation Juin 2011	18. Approuvé par GP PÉIS	19. Date d'approbation Juin 2011																							

7 LDEC PM-107 Registre de suivi des mesures (RSM)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-107		2. Titre Registre de suivi des mesures (RSM)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-107 Registre de suivi des mesures (RSM)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.1.0-12.0-9) Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.1.0-13)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation A		9. Période d'examen Voir le bloc 14																							
				10. Fréquence Au besoin																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques Blocs 9 et 12. Un registre initial de suivi des mesures, avec les questions et les mesures cernées à ce jour, doit être livré à l'AT, 5 JO après la réunion inaugurale du SOSA. Les commentaires de l'AT sur le registre initial de suivi des mesures seront remis dans les 5 JO. Bloc 13. L'entrepreneur doit mettre à jour le registre de suivi des mesures d'après les questions et mesures découlant des réunions, des examens, des réunions de groupe de travail, des réunions d'échange d'information technique et de correspondance entre le Canada et l'entrepreneur. Les mises à jour du registre de suivi des mesures seront faites d'un commun accord de la part du Canada et de l'entrepreneur.		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC
Addressee	Copies																										
	Draft	Final	Media																								
DND/TA	x		1 SC																								
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC																								
16. Préparé par OCCP BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

8 LDEC PM-108 Listes de la propriété intellectuelle (PI)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-108		2. Titre Listes de la propriété intellectuelle (PI)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-108 Listes de la propriété intellectuelle (PI)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.6.0-1)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation R		9. Période d'examen 10 JO																							
				10. Fréquence ANNUELLE																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques Bloc 12. Le rapport initial de propriété intellectuelle doit être livré à l'AT 10 JO après la réunion inaugurale du SOSA. Les commentaires de l'AT sur la présentation initiale seront remis dans les 10 JO. Bloc 13. L'entrepreneur doit livrer la version finale du rapport de propriété intellectuelle au plus tard deux mois après la date d'adjudication du contrat. Le rapport annuel à jour de propriété intellectuelle doit être livré au plus tard 10 JO après la fin de chaque année après la réunion inaugurale du SOSA.		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
Draft	Final		Media																								
DND/TA	x		1 SC																								
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par OCCP BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

9 LDEC PM-109 Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (ÉESS)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-109		2. Titre Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (ÉESS)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-109 Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (ÉESS)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.11.9.0-1)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation R	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Au besoin																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente																							
14. Remarques Bloc 12. Le ÉESS provisoire doit être présenté en vue d'un examen en cas de changement au ÉESS de la phase de qualification du système. Les mises à jour doivent être examinées durant une REAT. Les mises à jour proposées doivent être remises au MDN au moins 10 JO avant la REAT au cours de laquelle elles seront passées en revue.		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
Draft	Final		Media																								
DND/TA	x		1 SC																								
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par OCCP BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																							

10 LDEC PM-110 Rapport des biens du gouvernement

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-110		2. Titre Rapport des biens du gouvernement		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-110 Rapport des biens du gouvernement		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.12.0-2)		6. Bureau technique OCCP BP PÉIS																							
7. Inspection DD	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 10 JO	10. Fréquence ANNUELLE																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14.		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques Bloc 12. Le rapport initial des biens du gouvernement doit être livré à l'AT 10 JO après la réunion inaugurale du SOSA. Les commentaires de l'AT sur la présentation initiale seront remis dans les 10 JO. Bloc 13. L'entrepreneur doit livrer la version finale du rapport des biens du gouvernement au plus tard deux mois après la date d'adjudication du contrat. Le rapport annuel des biens du gouvernement doit être livré au plus tard 10 JO après la fin de chaque année après la réunion inaugurale du SOSA.		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
Draft	Final		Media																								
DND/TA	x		1 SC																								
DND/TA		x	1 SC 1 HC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par OCCP BP PÉIS	17. Date de préparation Juin 2011	18. Approuvé par GP PÉIS	19. Date d'approbation Juin 2011																								

11 LDEC PM-111 Rapport annuel du rendement de la R et R

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																									
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																						
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																					
1. Numéro d'élément PM-111		2. Titre Rapport annuel du rendement de la R et R		3. Sous-titre																					
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-111 Rapport annuel du rendement de la R et R		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.2.3.0-17.0-2)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																					
7. Inspection	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence ANNUELLE																						
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																					
14. Remarques Bloc 12. Le rapport initial doit être livré à l'AT au plus tard deux mois après la date d'adjudication du contrat. Les commentaires de l'AT sur le rapport initial seront remis dans les 15 JO. L'entrepreneur doit prendre en compte les commentaires de l'AT dans les rapports annuels subséquents. Bloc 13. Le rapport annuel du rendement de la R et R doit être livré au plus tard 10 JO après la fin de chaque année après la réunion inaugurale du SOSA.		15. Distribution																							
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority	
Addressee	Copies																								
	Draft	Final	Media																						
DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																						
Contracting Authority	x		1 SC																						
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																						
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																					

12 LDEC PM-112 Proposition d'ASL en service

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GP		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément PM-112		2. Titre Proposition d'ASL en service		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD PM-112 Proposition d'ASL en service		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.4.0-4)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Voir le bloc 14																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Conformément à la tâche autorisée		13. Date de la présentation subséquente 10 JO après la réception des commentaires de l'AT																							
14. Remarques Bloc 10. Il s'agit d'une activité fondée sur une tâche.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

13 LDEC SE-101 Plan de gestion de la systémique (PGS)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																									
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																						
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SE		E. Entrepreneur																					
1. Numéro d'élément SE-101		2. Titre Plan de gestion de la systémique (PGS)		3. Sous-titre																					
4. Numéro de l'élément de données DÉD SE-101 Plan de gestion de la systémique (PGS)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.1.0-2)		6. Bureau technique Ingénieur en chef du BP PÉIS																					
7. Inspection DD	8. Code d'approbation R	9. Période d'examen 10 JO	10. Fréquence UN/R																						
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																					
14. Remarques Bloc 12. Le PGS révisé doit être livré au MDN 10 JO après la réunion inaugurale du SOSA. Bloc 13. L'entrepreneur doit livrer la version finale du PGS au plus tard deux mois après la date d'adjudication du contrat. Les autres mises à jour (qui correspondent aux changements apportés au projet) doivent être examinées durant une REAT. Les mises à jour proposées doivent être remises au MDN au moins 10 JO avant la REAT au cours de laquelle elles seront passées en revue.		15. Distribution																							
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority	
Addressee	Copies																								
	Draft	Final	Media																						
DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC 1 HC																						
Contracting Authority	x		1 SC																						
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																						
16. Préparé par Ingénieur en chef BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																					

14 LDEC LS-101 Données techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SL		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément LS-101		2. Titre Données techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD LS-101 Données techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.2.0-1)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection	8. Code d'approbation R	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Voir le bloc 14																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente																							
14. Remarques Bloc 10. La LDEC ne doit être remise que si des articles fournis ne disposent pas de numéro de nomenclature OTAN. Bloc 12. La présentation doit être faite dans les 15 JO après l'établissement du besoin par l'AT ou l'entrepreneur.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC 1HC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC 1HC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

15 LDEC LS-102 Liste de candidats de la gestion de d'obsolescence (LCGO)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SL		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément LS-102		2. Titre Liste de candidats de la gestion de d'obsolescence (LCGO)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD LS-102 Liste de candidats de la gestion de d'obsolescence (LCGO)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.10.0-2)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection	8. Code d'approbation I	9. Période d'examen 5 JO	10. Fréquence Mensuelle																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente																							
14. Remarques Bloc 12. L'entrepreneur doit livrer la LCGO dans le cadre du rapport mensuel de l'état des services.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																							

16 LDEC LS-103 Rapport des questions de gestion de l'obsolescence (RQGO)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SL		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément LS-103		2. Titre Rapport des questions de gestion de l'obsolescence (RQGO)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD LS-103 Rapport des questions de gestion de l'obsolescence (RQGO)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.10.0-3)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 10 JO	10. Fréquence Voir le bloc 14																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente																							
14. Remarques Bloc 10. Ce rapport doit être produit pour tous les articles mentionnés dans la LCGO. Bloc 12. L'entrepreneur doit présenter le RQGO dans les 20 JO après la livraison de la LCGO qui précise le candidat à l'obsolescence.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

17 LDEC LS-104 Catalogue des pièces de rechange de l'ÉIS

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SL		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément LS-104		2. Titre Catalogue des pièces de rechange de l'ÉIS		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD LS-104 Catalogue des pièces de rechange de l'ÉIS		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.2.2.0-1)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection	8. Code d'approbation I	9. Période d'examen 20 JO	10. Fréquence ANNUELLE																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14	13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																								
14. Remarques Bloc 12. L'entrepreneur doit livrer le catalogue initial des pièces de rechange au plus tard 20 JO après l'approbation, par l'AT, de la LPRR, la LBÉSR, et la LACV, qui sont remis dans le cadre du contrat d'acquisition. Bloc 13. Le catalogue des pièces de rechange annuel mis à jour doit être livré au plus tard 10 JO après la fin de chaque année après la réunion inaugurale du SOSA.		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
Draft	Final		Media																								
DND/TA	x		1 SC																								
DND/TA		x	1 SC 1 HC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS	17. Date de préparation Juin 2011	18. Approuvé par GP PÉIS	19. Date d'approbation Juin 2011																								

18 LDEC LS-105 Liste de candidats de la réparation et révision (R et R)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SL		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément LS-105		2. Titre Liste de candidats de la réparation et révision (R et R)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD LS-105 Liste de candidats de la réparation et révision (R et R)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.2.3.0-2) Annexe CA au volume 3 (para. 4.2.3.0-18) Annexe CA au volume 3 (para. 4.2.3.0-1)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection		8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Au besoin																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques Bloc 12. L'entrepreneur doit livrer une liste initiale de candidats de la R et R au plus tard 20 JO après l'approbation, par l'AT, du plan de maintenance durant l'exécution de la phase de production du contrat d'acquisition. Les commentaires de l'AT sur la liste initiale seront remis dans les 15 JO après la réception de la liste. Bloc 13. La deuxième présentation, si les commentaires de l'AT l'exigent, doit être livrée 10 JO après la réception des commentaires de l'AT. Les mises à jour subséquentes auront lieu au besoin et/ou en appui aux tâches autorisées ou aux changements apportés au contrat.		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
Draft	Final		Media																								
DND/TA	x		1 SC																								
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

19 LDEC LS-106 Études des systèmes de soutien de rechange

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SL		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément LS-106		2. Titre Études des systèmes de soutien de rechange		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD LS-106 Études des systèmes de soutien de rechange		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.4.0-2)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Voir le bloc 14																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Conformément à la tâche autorisée		13. Date de la présentation subséquente 10 JO après la réception des commentaires de l'AT																							
14. Remarques Bloc 10. Il s'agit d'une activité fondée sur une tâche.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

20 LDEC LS-107 Rapports d'analyse des tendances et de la fiabilité

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SL		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément LS-107		2. Titre Rapports d'analyse des tendances et de la fiabilité		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD LS-107 Rapports d'analyse des tendances et de la fiabilité		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.4.0-3)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Au besoin																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Conformément à la tâche autorisée	13. Date de la présentation subséquente 10 JO après la réception des commentaires de l'AT																								
14. Remarques Bloc 10. Il s'agit d'une activité fondée sur une tâche.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011	18. Approuvé par GP PÉIS	19. Date d'approbation Juin 2011																							

21 LDEC LS-108 Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SL		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément LS-108		2. Titre Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD LS-108 Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.4.0-5)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Au besoin																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Conformément à la tâche autorisée		13. Date de la présentation subséquente 10 JO après la réception des commentaires de l'AT																							
14. Remarques Bloc 10. Il s'agit d'une activité fondée sur une tâche.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

22 LDEC LS-109 Publications techniques

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données SL		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément LS-109		2. Titre Publications techniques		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD LS-109 Publications techniques		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.5.0-5) Annexe CA au volume 3 (para. 4.4.5.0-6)		6. Bureau technique GSLI BP PÉIS																							
7. Inspection	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Voir le bloc 14																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Conformément à la tâche autorisée		13. Date de la présentation subséquente 10 JO après la réception des commentaires de l'AT																							
14. Remarques Bloc 10. Il s'agit d'une activité fondée sur une tâche.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GSLI BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

23 LDEC CM-101 Plan de gestion de la configuration (PGC)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GC		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément CM-101		2. Titre Plan de gestion de la configuration (PGC)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD CM-101 Plan de gestion de la configuration (PGC)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.1.0-1)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation R		9. Période d'examen 10 JO																							
				10. Fréquence UN/R																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques <p>Bloc 12. Le PGC révisé doit être livré à l'AT 10 JO après la réunion inaugurale du SOSA.</p> <p>Bloc 13. L'entrepreneur doit livrer la version finale du PGC au plus tard deux mois après la date d'adjudication du contrat.</p> <p>Les autres mises à jour (qui correspondent aux changements apportés au projet) doivent être examinées durant une REAT. Les mises à jour proposées doivent être remises au MDN au moins 10 JO avant la REAT au cours de laquelle elles seront passées en revue.</p>		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
Addressee	Copies																										
	Draft	Final	Media																								
DND/TA	x		1 SC																								
DND/TA		x	1 SC 1 HC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

24 LDEC CM-102 Proposition de modification technique (PMT)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GC		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément CM-102		2. Titre Proposition de modification technique (PMT)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD CM-102 Proposition de modification technique (PMT)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.3.0-1)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation A		9. Période d'examen 20 JO																							
				10. Fréquence Au besoin																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation En cas de besoin		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques Bloc 13. L'entrepreneur doit fournir les mises à jour 5 JO après la réception des commentaires de l'AT.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

25 LDEC CM-103 Demande de dérogation (DDD)/demande de renonciation (DDR)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GC		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément CM-103		2. Titre Demande de dérogation (DDD)/demande de renonciation (DDR)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD CM-103 Demande de dérogation (DDD)/demande de renonciation (DDR)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.3.0-3)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD	8. Code d'approbation A	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Au besoin																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation En cas de besoin		13. Date de la présentation subséquente																							
14. Remarques		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS 19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

26 LDEC CM-104 Avis de modification (AM)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GC		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément CM-104		2. Titre Avis de modification (AM)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD CM-104 Avis de modification (AM)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.3.0-4)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation R		9. Période d'examen 15 JO																							
				10. Fréquence Au besoin																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation En cas de besoin		13. Date de la présentation subséquente																							
14. Remarques		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

27 LDEC CM-105 Avis de révision (NOR)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GC		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément CM-105		2. Titre Avis de révision (NOR)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD CM-105 Avis de révision (NOR)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.3.0-5)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation R		9. Période d'examen 15 JO																							
10. Fréquence Au besoin																											
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation 10 JO après l'approbation de la PMT par l'AT		13. Date de la présentation subséquente																							
14. Remarques		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

28 LDEC CM-106 Rapport de document sur l'état de la configuration (DÉC)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GC		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément CM-106		2. Titre Rapport de document sur l'état de la configuration (DÉC)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD CM-106 Rapport de document sur l'état de la configuration (DÉC)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.4.0-1)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation R		9. Période d'examen 10 JO																							
				10. Fréquence Mensuelle																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente																							
14. Remarques Bloc 12. L'entrepreneur doit livrer le rapport de DÉC dans le cadre du rapport mensuel de l'état des services.		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA			1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority			1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA			1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority			1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

29 LDEC CM-107 Document de la description de la version du logiciel (DDVL)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GC		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément CM-107		2. Titre Document de la description de la version du logiciel (DDVL)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD CM-107 Document de la description de la version du logiciel (DDVL)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.4.0-2)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD	8. Code d'approbation R	9. Période d'examen 15 JO	10. Fréquence Au besoin																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation En cas de besoin		13. Date de la présentation subséquente 10 JO après la réception des commentaires de l'AT																							
14. Remarques		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

30 LDEC CM-108 Plan de vérification de la configuration (PVC)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GC		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément CM-108		2. Titre Plan de vérification de la configuration (PVC)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD CM-108 Plan de vérification de la configuration (PVC)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.5.0-2)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD	8. Code d'approbation R	9. Période d'examen 10 JO	10. Fréquence Au besoin																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation 15 JO avant la tenue de la vérification correspondante		13. Date de la présentation subséquente 5 JO après la réception des commentaires de l'AT																							
14. Remarques		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

31 LDEC CM-109 Rapport de vérification de la configuration (RVC)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GC		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément CM-109		2. Titre Rapport de vérification de la configuration (RVC)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD CM-109 Rapport de vérification de la configuration (RVC)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.4.5.0-3)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD	8. Code d'approbation R	9. Période d'examen 10 JO	10. Fréquence Au besoin																								
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation 10 JO après l'achèvement de la vérification correspondante	13. Date de la présentation subséquente 5 JO après la réception des commentaires de l'AT																								
14. Remarques		15. Distribution																									
		<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
DND/TA		x	1 SC																								
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011	18. Approuvé par GP PÉIS	19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Référence No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

32 LDEC DM-101 Plan de gestion de la documentation technique (PGDT)

LISTE DES DONNÉES ESSENTIELLES AU CONTRAT																											
A. Description de l'annexe Annexe CC LDEC SOSA			B. Numéro du contrat / DP Wxxxx-09ISSP/002/RA																								
C. Identificateur de l'ÉDT ÉIS SOSA		D. Catégorie de données GD		E. Entrepreneur																							
1. Numéro d'élément DM-101		2. Titre Plan de gestion de la documentation technique (PGDT)		3. Sous-titre																							
4. Numéro de l'élément de données DÉD DM-101 Plan de gestion de la documentation technique (PGDT)		5. Référence Annexe CA au volume 3 (para. 4.1.5.0-2)		6. Bureau technique GC BP PÉIS																							
7. Inspection DD		8. Code d'approbation R		9. Période d'examen 15 JO																							
				10. Fréquence UN/R																							
11. Date (délai)		12. Date de la première présentation Voir le bloc 14		13. Date de la présentation subséquente Voir le bloc 14																							
14. Remarques Bloc 12. Le PGDT révisé doit être présenté à l'AT 10 JO après la réunion inaugurale du SOSA. Bloc 13. L'entrepreneur doit livrer la version finale du PGDD au plus tard deux mois après la date d'adjudication du contrat. Les autres mises à jour (qui correspondent aux changements apportés au projet) doivent être examinées durant une REAT. Les mises à jour proposées doivent être remises au MDN au moins 10 JO avant la REAT au cours de laquelle elles seront passées en revue.		15. Distribution <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Addressee</th> <th colspan="3">Copies</th> </tr> <tr> <th>Draft</th> <th>Final</th> <th>Media</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DND/TA</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>DND/TA</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td>x</td> <td></td> <td>1 SC</td> </tr> <tr> <td>Contracting Authority</td> <td></td> <td>x</td> <td>1 SC 1 HC</td> </tr> </tbody> </table>			Addressee	Copies			Draft	Final	Media	DND/TA	x		1 SC	DND/TA		x	1 SC 1 HC	Contracting Authority	x		1 SC	Contracting Authority		x	1 SC 1 HC
		Addressee	Copies																								
			Draft	Final	Media																						
		DND/TA	x		1 SC																						
		DND/TA		x	1 SC 1 HC																						
Contracting Authority	x		1 SC																								
Contracting Authority		x	1 SC 1 HC																								
16. Préparé par GC BP PÉIS		17. Date de préparation Juin 2011		18. Approuvé par GP PÉIS																							
				19. Date d'approbation Juin 2011																							

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Référence No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CC, Appendice 1

APPENDICE 2 À L'ANNEXE CC DU VOLUME 3

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES (DÉD) DU SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES (SOSA) POUR L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (ÉIS)

23 JANVIER 2013

MODIFICATIONS

[illegible]

TABLE DES MATIÈRES

1	GESTION DU PROJET	5
1.1	DÉD PM-101 Plan de gestion de programme (PGP).....	5
1.2	DÉD PM-102 Programme d'assurance de la qualité (PAQ).....	8
1.3	DÉD PM-103 Rapport d'incident d'importance	10
1.4	DÉD PM-104 Rapport mensuel de l'état des services.....	11
1.5	DÉD PM-105 Ordre du jour de réunion.....	13
1.6	DÉD PM-106 Procès-verbal de réunion	15
1.7	DÉD PM-107 Registre de suivi des mesures (RSM).....	16
1.8	DÉD PM-108 Listes de la propriété intellectuelle (PI).....	17
1.9	DÉD PM-109 Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (ÉESS)	19
1.10	DÉD PM-110 Rapport des biens du gouvernement.....	26
1.11	DÉD PM-111 Rapport annuel du rendement de la R et R.....	27
1.12	DÉD PM-112 Proposition d'ASL en service.....	28
2	INGÉNIERIE SYSTÈME.....	29
2.1	DÉD SE-101 Plan de gestion de la systémique (PGS)	29
3	SOUTIEN LOGISTIQUE.....	32
3.1	DÉD LS-101 Données techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS).....	32
3.2	DÉD LS-102 Liste de candidats de la gestion de l'obsolescence (LCGO)	33
3.3	DÉD LS-103 Rapports des questions de gestion de l'obsolescence (RQGO).....	34
3.4	DÉD LS-104 Catalogue des pièces de rechange de l'ÉIS	35
3.5	DÉD LS-105 Liste de candidats de la réparation et révision (R et R).....	36
3.6	DÉD LS-106 Études des systèmes de soutien de rechange	37
3.7	DÉD LS-107 Rapports d'analyse des tendances et de la fiabilité	38
3.8	DÉD LS-108 Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC)	39
3.9	DÉD LS-109 Publications techniques.....	41
4	GESTION DE LA CONFIGURATION.....	46
4.1	DÉD CM-101 Plan de gestion de la configuration (PGC).....	46
4.2	DÉD CM-102 Proposition de modification technique (PMT).....	49
4.3	DÉD CM-103 Demande de dérogation (DDD)/demande de renonciation (DDR)	61
4.4	DÉD CM-104 Avis de modification (AM)	65
4.5	DÉD CM-105 Avis de révision (NOR).....	68
4.6	DÉD CM-106 Rapport de document sur l'état de la configuration (DÉC)	71
4.7	DÉD CM-107 Document de la description de la version du logiciel (DDVL)	72
4.8	DÉD CM-108 Plan de vérification de la configuration (PVC).....	75
4.9	DÉD CM-109 Rapport de vérification de la configuration (RVC).....	76
4.10	DÉD DM-101 Plan de gestion de la documentation technique (PGDT).....	77
5	FIGURES.....	78
5.1	Figure 1 – Tableau de l'incidence de l'ESS du sous-système principal	78
5.2	Figure 2 – Tableau des produits dangereux	81
5.3	Figure 3 – Articles contenant du mercure	82
5.4	Figure 4 – Matrice des effets sur l'environnement	83
5.5	Figure 5 – Fiches signalétiques (FS).....	84
5.6	Figure 6 – Modèle de PMT	85

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

5.7	Figure 7 – Formulaire de demande de dérogation/renonciation	91
5.8	Figure 8 – Formulaire de Avis de Modification (AM)	92
5.9	Figure 9 – Formulaire de Avis de révision (NOR)	93

1 GESTION DU PROJET

1.1 DÉD PM-101 Plan de gestion de programme (PGP)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Plan de gestion de projet (PGP)	2. Numéro de l'élément de données PM-101	
3. Description / but 3.0-1 Le PGP donne un aperçu des différents processus du programme et de la façon dont ces processus s'agencent pour former un système de gestion entièrement intégré pour le programme. L'entrepreneur se sert du PGP, y compris des plans subordonnés qui complètent le plan principal, pour donner à l'équipe de gestion de l'entrepreneur des directives en vue de la réalisation du travail. L'État utilise le PGP pour les raisons ci-dessous. 3.0-1.0-1 Prendre connaissance de la planification de l'entrepreneur 3.0-1.0-2 Comprendre et évaluer la méthode de gestion de l'entrepreneur pour le programme 3.0-1.0-3 Contribuer à la planification de l'État 3.0-2 Le PGP est le plan principal du contrat. Tous les autres plans qui ont trait au contrat relèvent du PGP.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.1 FORMAT 10.1.0-1 Le PGP doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. 10.2 GÉNÉRALITÉS 10.2.0-1 Le PGP doit définir les processus de gestion, les procédures administratives et la structure organisationnelle qui servira à gérer le travail de l'entrepreneur. Il doit s'agir d'un document autonome qui donne suffisamment de détails pour que le MDN puisse évaluer la compréhension de l'entrepreneur quant au travail à accomplir ainsi que sa capacité à gérer et à mener correctement à terme le travail prévu dans le contrat. Il permet de connaître la méthode de gestion du projet sans avoir à consulter d'autres documents. Il ne faut pas se contenter de faire référence à un document, à une procédure ou à une norme sans donner une vue d'ensemble des documents mentionnés. 10.3 CONTENU 10.3.0-1 Les paragraphes ci-après précisent le cadre du PGP. Ce cadre ne restreint nullement l'entrepreneur pour l'élaboration du PGP, qui doit indiquer la façon dont l'entrepreneur prévoit mettre en œuvre et gérer le contrat. Le PGP doit contenir, à tout le moins, les renseignements ci-dessous. 10.3.1 Vue d'ensemble 10.3.1.0-1 But, contexte, portée et objectifs 10.3.1.0-2 Hypothèses, contraintes et risques 10.3.1.0-3 Livrables du projet		

10.3.1.0-4 Résumé de l'organisation

10.3.1.0-5 Résumé du calendrier

10.3.2 Organisation

10.3.2.0-1 Organigramme de la gestion du projet, y compris les organisations internes et externes en rapport avec le contrat

10.3.2.0-2 Rôles et responsabilités, y compris les organisations internes et externes

10.3.2.0-3 Rapports hiérarchiques pour la transmission aux échelons supérieurs

10.3.2.0-4 Description du type d'organisation de la gestion du projet

10.3.2.0-5 Curriculum vitæ détaillé précisant l'expérience pertinente des gestionnaires des activités

10.3.3 Processus de gestion

10.3.3.0-1 Méthode et procédures de gestion du projet

10.3.3.0-2 Gestion de la portée, y compris l'élaboration et l'utilisation d'une structure de répartition du travail

10.3.3.0-3 Gestion de l'intégration et du contrôle

10.3.3.0-4 Gestion des sous-traitants, y compris des sous-traitants approuvés et à approuver accompagnée d'une description des relations et des responsabilités

10.3.3.0-5 Gestion et contrôle du calendrier et description des procédures dont l'entrepreneur va se servir pour faire le suivi du calendrier et le mettre à jour, à tout le moins :

10.3.3.0-5.0-1 Processus de suivi des tâches d'après le calendrier du projet afin de repérer les retards

10.3.3.0-5.0-2 Processus propres à des éléments critiques du cheminement

10.3.3.0-5.0-3 Processus de mise à jour du calendrier et de communication des changements apportés

10.3.3.0-5.0-4 Processus d'évaluation de l'incidence des nouvelles tâches sur le calendrier

10.3.3.0-6 Allocation des ressources

10.3.3.0-7 Contrôle du budget

10.3.3.0-8 Gestion de la qualité

10.3.3.0-9 Surveillance du rendement

10.3.3.0-10 Production de rapports sur l'avancement du travail

10.3.3.0-11 Gestion des communications

10.3.3.0-12 Repérage et règlement des problèmes

10.3.3.0-13 Clôture des tâches/éléments du travail du projet

10.3.3.0-14 Amélioration du processus

10.3.3.0-15 Gestion des risques, qui décrit la façon dont l'entrepreneur va mettre en œuvre un système de gestion des risques qui gère systématiquement et constamment les éléments qu'on estime présenter un risque élevé et qui comprend, à tout le moins :

10.3.3.0-15.0-1 Méthode de définition des risques

10.3.3.0-15.0-2 Procédures et les systèmes d'évaluation et de surveillance des risques

10.3.3.0-15.0-3 Système de règlement ou d'atténuation des situations présentant un risque

10.3.3.0-15.0-4 Système de production de rapports sur la situation actuelle des risques

10.3.3.0-15.0-5 Tous les secteurs, zones de responsabilité et domaines qui influent sur le projet (y compris l'environnement, la santé et la sécurité (ESS))

10.3.3.0-16 Gestion des données

10.3.3.0-17 Processus de contrôle des changements

10.3.3.0-18 Gestion des mesures à prendre

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

10.3.4 Transition au soutien en service

10.3.4.0-1 Processus internes et surveillance qui garantissent une transition efficace de la phase de mise en œuvre au contrat de soutien en service

10.3.4.0-2 Transfert du gestionnaire du projet au gestionnaire du soutien en service

1.2 DÉD PM-102 Programme d'assurance de la qualité (PAQ)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Programme d'assurance de la qualité (PAQ)	2. Numéro de l'élément de données PM-102	
3. Description / but 3.0-1 Le PAQ permet au Canada de disposer de renseignements sur le système qualité de l'entrepreneur et sur l'application de celui-ci en ce qui a trait au PÉIS. 3.0-2 Grâce au PAQ, le Canada connaît le programme d'assurance de la qualité de l'entrepreneur, et le PAQ sert à orienter le programme qualité pendant l'exécution du contrat.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Le PAQ est un plan subordonné du PGP. 7.0-2 Le PAQ doit respecter les normes et spécifications qui suivent, conformément aux exigences ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"> •7.0-2.0-1 ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité – Exigences •7.0-2.0-2 ISO/IEC 90003 Directives sur les logiciels et la systémique pour l'application de la norme ISO 9001:2000 aux logiciels d'ordinateur 		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le PAQ doit décrire tout le système qualité de l'entrepreneur ainsi que la façon dont ce système sera mis en œuvre pour mener à terme correctement le contrat. 10.0-2 Le PAQ doit être préparé selon le format de l'entrepreneur et renfermer les renseignements ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"> 10.0-2.0-1 Page de titre 10.0-2.0-2 Table des matières 10.0-2.0-3 Registre de contrôle des documents 10.0-2.0-4 Registre des modifications <ul style="list-style-type: none"> 10.0-2.0-4.0-1 Le document doit comporter une section décrivant chaque modification effectuée, la date d'entrée en vigueur, la version/révision qui comprend le changement en question ainsi que le titre et le motif de la modification. 10.0-2.0-5 Domaine du plan 10.0-2.0-6 Notes 10.0-2.0-7 Appendices 10.0-3 Le PAQ doit donner des détails sur les méthodes et l'organisation à l'aide desquelles l'entrepreneur mettra en œuvre un PAQ efficace. Le plan doit préciser toutes les procédures, les processus et les données de planification nécessaires à la constitution du PAQ requis. 10.0-4 Le domaine du PAQ doit être subdivisé selon les sections ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"> 10.0-4.0-1 <u>Section I – Généralités</u>. Cette section du plan doit définir la portée, le but et l'application du PAQ, les documents connexes et les mécanismes de modification du plan. 10.0-4.0-2 <u>Section II – Éléments en place</u>. Cette section doit décrire les éléments et/ou les ressources du programme d'assurance de la qualité (AQ) qui sont déjà en place et les autres 		

éléments qui s'avèrent nécessaires. Elle doit démontrer clairement que le PAQ et le système de l'entrepreneur sont conformes à la norme ISO 9001:2008, Systèmes de management de la qualité – Exigences. Si le système de gestion de la qualité de l'entrepreneur n'est pas entièrement conforme à la norme ISO 9001:2008, le PAQ doit comprendre une matrice de traçabilité des exigences qui comporte des renvois indiquant la concordance entre les éléments du PAQ de l'entrepreneur et les éléments correspondants de la norme ISO 9001:2008. La section du PAQ qui décrit la gestion de la qualité des logiciels doit être conforme à la norme ISO/IEC 90003 Directives sur les logiciels et la systémique pour l'application de la norme ISO 9001:2000 aux logiciels d'ordinateur.

10.0-4.0-3 Section III – Principaux sous-traitants. Le plan doit indiquer les principaux sous-traitants auxquels s'applique le système qualité de l'entrepreneur. Le plan doit comprendre une description du secteur de responsabilité des sous-traitants et indiquer à qui ceux-ci sont redevables.

10.0-4.0-4 Section IV – Gestion/organisation. Cette section doit décrire l'organisation d'AQ de l'entrepreneur, l'organisation d'AQ du sous-traitant, les procédures de gestion, les interfaces ainsi que les systèmes de production de rapports et de suivi établis pour le contrôle des activités d'AQ. Le plan doit préciser le gestionnaire de l'AQ de l'entrepreneur et le personnel de soutien en indiquant le nom de ces personnes dans un organigramme.

10.0-4.0-5 Section V – SRT/calendrier des activités et jalons. Inutilisée.

10.0-4.0-6 Section VI – Relations. Cette section doit décrire les relations ci-dessous.

10.0-4.0-6.0-1 Relation entre les divers éléments d'AQ de l'entrepreneur et le gestionnaire de l'AQ

10.0-4.0-6.0-2 Relation entre le gestionnaire de l'AQ de l'entrepreneur et les programmes de gestion du projet, de la systémique et des sous-traitants de l'entrepreneur

10.0-4.0-6.0-3 Relation entre l'entrepreneur et l'organisation d'AQ du ministère de la Défense nationale (MDN)

10.0-4.0-7 Section VII – Réunions et examens. Les exigences au sujet des réunions d'AQ, pendant toute la durée du projet, doivent être précisées dans le PAQ.

10.0-4.0-8 Section VIII – Acceptation de la production. Cette section doit décrire le processus qui sera mis en œuvre pour effectuer le contrôle des premiers articles de production (CPAP), les méthodes d'échantillonnage et d'inspection de chaque élément de l'équipement intégré du soldat (ÉIS) et le système ÉIS dans son ensemble avant la livraison. Il doit décrire ou mentionner les procédures qui serviront à exécuter le CPAP et l'inspection de l'échantillonnage. Elle doit donner des détails sur les contrôles fonctionnels et du rendement que l'entrepreneur va exécuter aux phases de pré-production et de production. L'entrepreneur peut devoir modifier la méthode et les procédures d'acceptation de la production en vue du règlement des problèmes de qualité cernés par l'autorité technique (AT) ou le représentant de l'assurance de la qualité (RAQ) du MDN dans le cadre du contrat.

10.0-4.0-9 Section IX – Produit non conforme. Cette section doit décrire le processus qui sera mis en œuvre pour refuser un produit non conforme, pour éliminer celui-ci et pour prendre les mesures correctives nécessaires.

1.3 DÉD PM-103 Rapport d'incident d'importance

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Rapport d'incident d'importance	2. Numéro de l'élément de données PM-103	
3. Description / but 3.0-1 Le rapport d'incident d'importance est le mécanisme dont l'entrepreneur doit se servir pour aviser sans délai le bureau du projet PÉIS au sujet d'un événement qui risque d'avoir une répercussion grave sur le PÉIS.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Format. Il est préférable que les présentations par voie électronique soient en format Microsoft Word (Office 2003). 10.0-2 Le rapport d'incident d'importance doit être fourni immédiatement après l'apparition des circonstances ou situations ci-dessous. 10.0-2.0-1 Repérage d'un problème technique (y compris de SLI) ou de qualité important 10.0-2.0-2 Prévision d'un retard important par rapport au calendrier fixé 10.0-2.0-3 Accidents portant sur l'équipement du PÉIS à livrer ou sur l'ÉFG 10.0-2.0-4 Incidents qui risquent de mettre en péril la santé du personnel du MDN ou qui peut entraîner une perte ou des dommages aux biens du MDN 10.0-3 L'entrepreneur doit préparer le rapport d'incident d'importance selon le format de l'entrepreneur. Ce rapport doit renfermer les renseignements ci-dessous. 10.0-3.0-1 Numéro du rapport 10.0-3.0-2 a Courte description du problème 10.0-3.0-3 Mesure prise pour corriger l'incident 10.0-3.0-4 Toute information importante supplémentaire		

1.4 DÉD PM-104 Rapport mensuel de l'état des services

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Rapport mensuel de l'état des services	2. Numéro de l'élément de données PM-104	
3. Description / but 3.0-1 Le rapport mensuel de l'état des services du SOSA doit résumer les progrès réalisés par l'entrepreneur quant aux jalons du contrat, aux calendriers, aux plans, aux éléments finis livrables, à la R et R et à la structure de répartition du travail de l'entrepreneur.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le rapport mensuel de l'état des services doit être préparé selon le format de l'entrepreneur et comprendre les renseignements ci-dessous. 10.0-2 Résumé des éléments importants du rapport 10.0-3 Description de la progression du calendrier des activités et brève explication des écarts avec le calendrier, le cas échéant 10.0-4 Description de la progression de l'approvisionnement en pièces de rechange et des activités de R et R 10.0-5 Le point sur les risques : i. Indication des nouveaux risques; ii. Le point sur les risques modérés et élevés; iii. Le point sur la liste des priorités des risques 10.0-6 Description des progrès réalisés par rapport aux jalons, date prévue d'atteinte des prochains jalons, points posant problème et plans de rechange au besoin 10.0-7 Le point sur les progrès quant aux principaux contrats de sous-traitance 10.0-8 Situation de la production de chaque livrable important, stade des étapes importantes de la production et stade des activités d'essai, de vérification, de démonstration et d'acceptation qui exigent une participation ou une surveillance de la part du MDN 10.0-9 État de tous les problèmes techniques, logistiques et de gestion, des mesures prises ou prévues pour régler ces problèmes et des répercussions de ceux-ci 10.0-10 Rapport sur la situation des éléments finis livrables indiqués dans les LDEC 10.0-11 Situation des propositions de modification du contrat, des propositions de modification technique (PMT) et des demandes de dérogation et de renonciation s'il y a lieu 10.0-12 Mesures en suspens et nouveaux problèmes et questions et tout autre point présentant un problème, un intérêt ou de l'importance 10.0-13 Rapport détaillé des activités de gestion de base et RAPSIT sur les activités propres aux tâches qui ont eu lieu depuis le dernier rapport mensuel de l'état des services 10.0-14 Situation financière globale 10.0-15 Activités prévues au cours de la prochaine période de rapport 10.0-16 Auto-évaluation du rendement de l'entrepreneur (appendices 1 et 2 à l'annexe CB du contrat de SOSA)		

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

1.5 DÉD PM-105 Ordre du jour de réunion

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Ordre du jour de réunion	2. Numéro de l'élément de données PM-105	
3. Description / but 3.0-1 L'ordre du jour d'une réunion présente un aperçu du but, des objectifs et des points dont on doit discuter officiellement à la réunion.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Cette DÉD s'intègre à la DÉD PM-106 , Procès-verbal de réunion		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 L'ordre du jour des réunions doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. 10.0-2 L'ordre du jour des réunions doit comprendre, à tout le moins, les éléments ci-dessous. 10.1 Généralités 10.1.0-1 Identification de la réunion, numéro, portée, but et objectifs 10.1.0-2 Endroit de la réunion, date, heure, emplacement, participants prévus et niveau de sécurité 10.2 Points à aborder 10.2.0-1 Mot d'ouverture 10.2.0-2 Examen de l'ordre du jour 10.2.0-3 Examen du procès-verbal de la réunion précédente 10.2.0-4 S'il s'agit d'une Réunion d'examen de l'avancement des travaux (REAT), les points ci-dessous doivent figurer à l'ordre du jour 10.2.0-4.0-1 Examen du rapport de l'avancement des travaux 10.2.0-4.0-2 Examen du calendrier du projet – État des activités actuelles (en cours et terminées) – Nouvelles estimations de la durée – Répercussions sur les dates critiques et les jalons 10.2.0-4.0-3 Examen du registre de suivi des mesures (RSM) 10.2.0-4.0-4 Examen des risques importants 10.2.0-5 S'il ne s'agit pas d'une REAT, les points ci-dessous doivent figurer à l'ordre du jour. 10.2.0-5.0-1 Examen des progrès réalisés depuis la dernière réunion 10.2.0-5.0-2 Examen des points par secteur de responsabilité : génie et techniques, soutien logistique intégré (SLI), environnement, santé et sécurité (ESS), autres 10.2.0-5.0-3 Examen du RSM qui se rapporte au secteur de responsabilité 10.2.0-6 Points de la discussion ouverte 10.2.0-7 Date et lieu de la prochaine réunion 10.2.0-8 Mot de la fin 10.3 Exigences spéciales 10.3.0-1 Cette section doit décrire l'exigence quant aux permis de visite, aux autorisations de sécurité, aux arrangements en matière de sécurité, aux installations et tout autre renseignement pertinent, par exemple une consigne sur la distribution à temps de la documentation du Canada ou		

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

de l'entrepreneur ou encore le matériel à présenter à la réunion.

1.6 DÉD PM-106 Procès-verbal de réunion

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Procès-verbal de réunion	2. Numéro de l'élément de données PM-106	
3. Description / but 3.0-1 Le procès-verbal de réunion précise les discussions importantes et il décrit les décisions prises à la réunion.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Cette DÉD s'intègre à la DÉD PM-105 , Ordre du jour de réunion		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Les procès-verbaux des réunions doivent être préparés selon le format de l'entrepreneur. Le format du premier procès-verbal présenté devra être approuvé par le Canada et, une fois l'autorisation accordée, il devra être utilisé pour tous les autres procès-verbaux présentés. 10.0-2 Le procès-verbal d'une réunion doit comprendre, à tout le moins, les renseignements ci-dessous. 10.0-2.0-1 Identification de la réunion, numéro, portée, but et objectifs 10.0-2.0-2 Liste de tous les participants, y compris leur titre, leur responsabilité et leurs coordonnées 10.0-2.0-3 Points des discussions, y compris un compte rendu sommaire des débats et des discussions; tous les points à l'ordre du jour doivent être pris en compte 10.0-2.0-4 Registre des décisions prises, responsabilité des mesures à prendre et des problèmes et date prévue de l'achèvement des mesures à prendre et des problèmes 10.0-2.0-5 Date, heure et emplacement proposés pour la prochaine réunion 10.0-2.0-6 Bloc-signature des représentants responsables de l'entrepreneur et du Canada 10.0-2.0-7 Copies de toutes les données et de l'information présentées à la réunion 10.0-3 Les procès-verbaux des réunions doit comporter un avertissement selon lequel le procès-verbal n'est qu'un compte rendu des discussions et qu'il ne constitue pas une approbation des modifications au contrat		

1.7 DÉD PM-107 Registre de suivi des mesures (RSM)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Registre de suivi des mesures (RSM)	2. Numéro de l'élément de données PM-107	
3. Description / but 3.0-1 Le RSM consiste en un compte rendu détaillé, daté et à jour des mesures de l'entrepreneur et du Canada accompagné d'une description des mesures et décisions correspondantes.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le RSM doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. Le format du premier RSM présenté devra être approuvé par le Canada et, une fois l'autorisation accordée, il devra être utilisé pour tous les autres RSM. 10.0-2 Le RSM doit renfermer un compte rendu détaillé des mesures à prendre et des problèmes; il doit comporter à tout le moins les éléments ci-dessous. 10.0-2.0-1 Date d'ouverture 10.0-2.0-2 Numéro d'identification 10.0-2.0-3 Description du problème/de la mesure à prendre 10.0-2.0-4 Références faites à la réunion quant à des documents, des procès-verbaux, des rapports ou des activités 10.0-2.0-5 Description du problème/de la mesure à prendre 10.0-2.0-6 Personne qui a présenté le problème/la mesure à prendre 10.0-2.0-7 Délai pour l'achèvement et date réelle de clôture 10.0-2.0-8 Propriétaire du problème/de la mesure à prendre 10.0-2.0-9 Mesure requise/décision 10.0-2.0-10 État (ouvert ou fermé)		

1.8 DED PM-108 Listes de la propriété intellectuelle (PI)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Listes de la propriété intellectuelle (PI)	2. Numéro de l'élément de données PM-108	
3. Description / but 3.0-1 Les listes de PI présentent une liste complète de toute la propriété intellectuelle, d'amont et d'aval, utilisée par l'entrepreneur et les sous-traitants pour la conception, l'élaboration et la constitution du PÉIS. Les listes comprennent en outre la PI d'amont qui a trait au PÉIS, qui n'appartient pas à l'entrepreneur et à laquelle il ne peut pas autoriser l'accès par le Canada.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Les listes de PI doivent être préparées selon le format de l'entrepreneur. 10.0-2 Les listes de PI doivent indiquer la PI d'amont et d'aval de manière séparée. 10.0-3 Les listes de PI doivent comprendre les renseignements ci-dessous dans le cas d'une PI d'aval. 10.0-3.0-1 Numéro du document 10.0-3.0-2 Niveau de révision 10.0-3.0-3 Titre du document 10.0-3.0-4 Numéro d'enregistrement de la PI le cas échéant (par exemple le numéro du brevet) 10.0-3.0-5 Date d'émission 10.0-3.0-6 Auteur (nom et adresse de la société) 10.0-3.0-7 Propriétaire actuel (s'il ne s'agit pas de l'auteur) 10.0-3.0-8 Droits concédés au MDN par une licence le cas échéant 10.0-4 Les listes de PI doivent comporter les renseignements ci-dessous pour la PI d'amont à laquelle l'entrepreneur peut offrir un accès. 10.0-4.0-1 Numéro du document 10.0-4.0-2 Niveau de révision 10.0-4.0-3 Titre du document 10.0-4.0-4 Numéro d'enregistrement de la PI le cas échéant 10.0-4.0-5 Date d'émission 10.0-4.0-6 Auteur (nom et adresse de la société) 10.0-4.0-7 Propriétaire actuel (s'il ne s'agit pas de l'auteur) 10.0-4.0-8 Droits concédés au MDN par une licence le cas échéant 10.0-5 Les listes de PI doivent comprendre la PI d'amont qui a trait au système du PÉIS qui n'appartient pas à l'entrepreneur et à laquelle celui-ci ne peut pas donner accès au Canada. Pour toute PI d'amont de ce type, les renseignements ci-dessous doivent être fournis. 10.0-5.0-1 Numéro du document (si disponible/diffusable) 10.0-5.0-2 Niveau de révision (si disponible/diffusable)		

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

10.0-5.0-3 Titre du document (si disponible/diffusable)

10.0-5.0-4 Numéro d'enregistrement de la PI le cas échéant

10.0-5.0-5 Date d'émission (si disponible/diffusable)

10.0-5.0-6 Auteur (nom et adresse de la société)

10.0-5.0-7 Propriétaire actuel (s'il ne s'agit pas de l'auteur)

10.0-6 Une courte description de la PI d'amont doit être donnée au sujet des éléments dont l'information demandée au point 10.0-5 n'est pas fournie.

1.9 DÉD PM-109 Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (ÉESS)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité (ÉESS)	2. Numéro de l'élément de données PM-109	
3. Description / but 3.0-1 Le ÉESS (évaluation environnementale) de diligence raisonnable cerne et décrit les répercussions, sur l'environnement, la santé et la sécurité, du projet, du système, de l'équipement, du matériel et/ou le service fourni par l'entrepreneur pendant toutes les phases du cycle de vie (conception, ingénierie et fabrication, essai et évaluation, production et livraison, fonctionnement et maintenance, démilitarisation et élimination) ainsi que les mesures d'atténuation nécessaires pour réduire ou supprimer les risques importants pour l'environnement, la santé et la sécurité.		
4. Date d'approbation Janvier 2009	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Le ÉESS doit se conformer aux normes et spécifications suivantes, en conformité avec les exigences ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"> •7.0-1.0-1 A-EN-007-000/FP-001 Manuel d'évaluation environnementale du MDN •7.0-1.0-2 <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i> (LCPE), Annexe 1 <http://www.ec.gc.ca/lcpe-cepa/default.asp?lang=Fr&n=24374285-1&offset=14&toc=show#1> •7.0-1.0-3 Accélération de la réduction/élimination des toxiques <http://admmat.mil.ca/dglepm/dleps/documents/DLEPS6_ARETSubstancesList_f.pdf> •7.0-1.0-4 Inventaire national des rejets de polluants <http://www.ec.gc.ca/pdb/npri/npri_home_e.cfm> •7.0-1.0-5 Liste de substances du défi <http://www.chemicalsubstanceschimiques.gc.ca/challenge-defi/list-fra.php> 		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables Figure 1 – Figure 5 de l'annexe CC, appendice 2	
10. Consignes de préparation 10.1 Format 10.1.0-1 Le ÉESS doit respecter le format de l'entrepreneur et la description qui figure aux présentes, conformément aux exigences de l'environnement d'information électronique (EIE). 10.2 Contenu 10.2.0-1 Le ÉESS doit respecter les principes et directives qui figurent dans le <i>Manuel d'évaluation environnementale du MDN</i> (A-EN-007-000/FP-001), mais il doit présenter l'information requise de la façon indiquée par la présente DÉD. Le ÉESS doit décrire les répercussions du projet, du système, de l'équipement, du matériel et (ou) des services fournis par l'entrepreneur sur l'environnement, la santé et la sécurité pendant tout le cycle de vie de même que les mesures d'atténuation nécessaires pour réduire ou éliminer les risques importants pour l'environnement, la santé et la sécurité. Le ÉESS doit aborder les points ci-dessus de manière détaillée dans les parties et sections ci-après. 10.2.1 PARTIE I – Information d'enregistrement		

10.2.1.0-1. Titre – Le titre doit indiquer le système principal visé par le rapport (ÉIS) et un court paragraphe doit figurer sous le titre et fournir une description, le but et le rôle principal du système fourni.

10.2.1.0-2 Base/unité – Cette section doit indiquer le site spécifique qui est touché par l'équipement, le matériel et/ou les services de soutien.

10.2.1.0-3 Enregistrement – Cette section doit préciser l'identificateur d'enregistrement du ÉESS – Pour le PÉIS, le numéro d'enregistrement est DGGPET 1484.

10.2.1.0-4 Emplacement du projet – Cette section doit indiquer les emplacements physiques touchés par l'équipement, le matériel et/ou les services de soutien fournis, et/ou l'information qui correspond à ce qui est précisé dans les exigences du contrat.

10.2.1.0-5 Résumé de la description du projet – Cette section doit présenter une courte description du système, de l'équipement, du matériel et/ou des services qui sont fournis, aux paragraphes ci-dessous.

10.2.1.0-5.0-1 Description générale du système. Cette section doit donner une description du rôle, du but, du concept de fonctionnement, des caractéristiques de conception et des capacités du système au chapitre du rendement, pour toute la durée de vie de celui-ci. Les matériaux de construction importants, les produits et les activités qui contribuent aux répercussions sur l'ESS doivent être précisés.

10.2.1.0-5.0-2 Sous-système important. Cette section doit indiquer les principaux sous-composants du système et décrire leur but, leur fonction et/ou leur rôle, y compris les étapes ou les phases correspondantes, par exemple le fonctionnement et la maintenance. Les matériaux de construction principaux/importants les produits et les activités qui contribuent aux répercussions sur l'ESS doivent être précisés.

10.2.1.0-6 Personne-ressource de l'évaluation – Ce paragraphe donne le nom, le titre du poste, le nom de la société, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel de l'auteur du rapport.

10.2.2 PARTIE II - Évaluation des répercussions sur l'environnement, la santé et la sécurité

10.2.2.0-1 Conception – Cette section doit présenter une vue d'ensemble de l'origine du projet, du système, de l'équipement du matériel et/ou du service ou de l'activité qui fait l'objet de l'évaluation ainsi que des répercussions de la conception sur l'environnement, la santé et la sécurité. Les solutions de rechange aux activités envisagées doivent figurer à cette section, y compris les motifs de la non-adoption.

10.2.2.0-2 Évaluation des principaux sous-systèmes – Cette section doit présenter, sous forme de tableau, l'information ci-dessous (la figure 1 donne un exemple de tableau de ce type).

10.2.2.0-2.0-1 Liste des aspects de l'ESS (un exemple de liste des aspects possibles est présenté à la pièce jointe A) et des dangers associés à chaque sous-système et composant principal, pour chaque phase du cycle de vie (ingénierie et fabrication, essai et évaluation, production et livraison, fonctionnement et maintenance, démilitarisation et élimination)

10.2.2.0-2.0-2 Indication claire précisant si chaque composant principal et ses articles consommables provoquent l'un des dangers ci-dessous pour l'ESS

10.2.2.0-2.0-2.0-1 Rayonnement ionisant (emplacement et niveaux d'exposition) (pour chaque activité, le danger quant au rayonnement doit être pris en compte dans les situations normales et non normales)

10.2.2.0-2.0-2.0-2 Rayonnement électromagnétique (emplacement et fréquences)

10.2.2.0-2.0-2.0-3 Bruit (emplacement intensité)

10.2.2.0-2.0-2.0-4 Vibration (emplacement et fréquence)

10.2.2.0-2.0-2.0-5 Gaz dangereux

10.2.2.0-2.0-2.0-6 Liquides dangereux

10.2.2.0-2.0-2.0-7 Matières solides dangereuses (source, concentration ou quantité)

10.2.2.0-2.0-2.0-8 Autres – Tout autre danger associé à l'équipement en question (par exemple les métaux lourds, l'amiante, les substances de la Liste d'accélération de la réduction/élimination des toxiques, de l'Inventaire national des rejets de polluants et de la liste du MDN des produits à risque élevé)

10.2.2.0-2.0-3 Identification de la ou des substances qui posent problème avec le numéro de registre CAS et identification des listes de contrôle (Inventaire national des rejets de polluants, Liste d'accélération de la réduction/élimination des toxiques, Défi, annexe 1 de la LCPE, etc.)

10.2.2.0-2.0-4 Importance (montant ou niveau) du danger repéré, y compris la conformité aux exigences réglementaires

10.2.2.0-2.0-5 Justification de l'utilisation de tous les produits réglementés et de ceux qui renferment des substances mentionnées dans la Liste d'accélération de la réduction/élimination des toxiques

(http://admmat.mil.ca/dglepm/dleps/documents/DLEPS6_ARETSUBSTANCESLIST_f.pdf),

l'Inventaire national des rejets de polluants (http://www.ec.gc.ca/pdb/npri/npri_home_e.cfm) et

(ou) la Liste des substances du Défi (http://www.chemicalsubstanceschimiques.gc.ca/challenge-defi/list_eng.html) ainsi que des produits qui contiennent des métaux lourds (les métaux lourds

sont précisés dans l'annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE) (<http://www.ec.gc.ca/lcpe-cepa/default.asp?lang=En&n=24374285-1&offset=14&toc=show#1>).

10.2.2.0-2.0-6 Répercussions éventuelles associées sur l'environnement, la santé et la sécurité des dangers indiqués

10.2.2.0-2.0-7 Mesures d'atténuation ou mesures préventives nécessaires à la réduction ou l'élimination des répercussions ou des risques cernés

10.2.2.0-2.0-8 Exigences quant à la vérification de la conformité (la vérification de la conformité consiste à déterminer si les mesures d'atténuation ont été mises en œuvre)

10.2.2.0-2.0-9 Plans complémentaires (ces plans vérifient l'exactitude d'une évaluation environnement (EE) et/ou déterminent l'efficacité de toute mesure d'atténuation). Établissement du type et de la nature des plans complémentaires nécessaires

10.2.2.0-2.0-10 Mention des fiches signalétiques (FS) correspondantes pour chaque substance dangereuse identifiée

10.2.2.0-3 Tableau des produits dangereux. Cette section doit contenir la liste de tous les produits qui sont soumis à la Loi sur les produits dangereux qui exigent une FS et qui ont été identifiés au paragraphe 10.2.2.0-2.0-2. Cette liste doit comprendre la description/le nom du produit, le numéro de pièce du produit, le nom et l'adresse du fabricant, le Code OTAN des fabricants (NSCM)/Code d'entité commerciale et gouvernementale (CAGE) du fabricant, le numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO, le cas échéant) et l'identificateur unique du Système d'information de la gestion des ressources de la Défense (SIGRD) (s'il existe), toutes les classes du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) (par exemple A [Catégorie A - Gaz comprimés], B5 [Catégorie B - Matières inflammables et combustibles, Division 5 : Aérosols inflammables]), la classe complète du transport de marchandises dangereuses (par exemple 2.3 [Catégorie 2 - Gaz comprimés, Division 3 : gaz toxiques]) et le renvoi à l'identificateur de la FS de la figure 5. La FS de ces produits doit être adjointe au ÉESS, à la figure 5, et comporter de manière claire l'identificateur visé par le renvoi à la partie supérieure droite de la page. Un exemple de cette

liste est présenté à la figure 2.

10.2.2.0-4 Mercure. Cette section doit contenir la liste de l'information qui se rapporte à tous les cas de mercure associés aux sous-systèmes et composants principaux ou à une activité du projet. La liste doit comporter les renseignements ci-dessous sous forme de tableau (la figure 3 présente un exemple de renseignements sous forme de tableau).

10.2.2.0-4.0-1 NNO de l'équipement (dans le cas d'un équipement qui contient du mercure)

10.2.2.0-4.0-2 Description de l'équipement

10.2.2.0-4.0-3 NNO ou identificateur unique du SIGRD de l'article qui contient du mercure (s'il y a lieu)

10.2.2.0-4.0-4 Fabricant de l'article qui contient du mercure

10.2.2.0-4.0-5 Date de fabrication de l'article qui contient du mercure

10.2.2.0-4.0-6 Numéro de pièce du fabricant de l'article qui contient du mercure

10.2.2.0-4.0-7 Code NSCM/CAGE des articles qui contiennent du mercure

10.2.2.0-4.0-8 Description de l'article qui contient du mercure

10.2.2.0-4.0-9 Forme du mercure (par exemple liquide, vapeur, amalgame, haloïde métallisé)

10.2.2.0-4.0-10 Quantité de mercure (masse en kg)

10.2.2.0-4.0-11 Volume de mercure (L) et teneur en ppm (10.2.2.0-4.0-10 ou 10.2.2.0-4.0-11 est requis, mais les deux peuvent être fournis)

10.2.2.0-4.0-12 Emplacement du ou des articles qui contiennent du mercure

10.2.2.0-4.0-13 Quantité d'articles contenant du mercure par équipement signalé

10.2.2.0-4.0-14 Quantité totale de mercure dans l'équipement signalé (pour la masse en kg et volume/teneur)

10.2.2.0-5 Consultation

10.2.2.0-5.0-1 Interne. Cette section doit indiquer toutes les consultations internes correspondantes effectuées pour produire l'ÉESS.

10.2.2.0-5.0-2 Externe. Cette section doit indiquer toutes les consultations externes correspondantes effectuées pour produire l'ÉESS.

10.2.2.0-6 Documentation

10.2.2.0-6.0-1 Règlements et politiques. Cette section doit préciser tous les règlements et les politiques du Canada.

10.2.2.0-6.0-2 Autres références. Cette section doit mentionner les références et le matériel utilisé pour produire l'ÉESS.

10.2.2.0-7 Visites des lieux – Cette section doit donner des détails des motifs et des résultats des visites effectuées; si des visites n'ont pas lieu, elle doit porter le titre « Aucune visite n'est nécessaire ».

10.2.2.0-8 Environnement existant – Cette section doit préciser les listes de l'environnement envisagé et donner une description adéquate du ou des environnements touchés.

10.2.2.0-9 Effets sur l'environnement – Cette section doit présenter une matrice complète pour chacune des activités correspondantes (et des sous-activités associées) qui fait appel au système, pour toutes les phases du cycle de vie (conception, ingénierie et fabrication, essai et évaluation, production et livraison, fonctionnement et maintenance, démilitarisation et élimination). Dans le cas des composants qui présentent un danger lié au rayonnement ionisant, chaque activité doit être envisagée dans les situations normales et non normales.

10.2.2.0-10 Afin de cerner les éventuels effets sur l'environnement, la santé et la sécurité, chaque matrice doit être produite de la façon indiquée ci-dessous.

10.2.2.0-10.0-1 La colonne de gauche doit donner la liste des composants du système et des activités. À la partie supérieure, on doit retrouver les éléments importants de l'écosystème (EIE) qui ont trait au domaine se rapportant au secteur d'étude.

10.2.2.0-10.0-2 Examiner chaque endroit où un composant se croise avec un élément environnemental pour chaque cycle de vie et déterminer si une incidence importante risque de se produire. La figure 4 présente un exemple de matrice. Les EIE de la matrice ne servent que de guide au sujet de composants environnementaux types. Adapter la matrice selon les besoins, conformément aux EIE propres au site.

10.2.2.0-11 Résumé des dangers et des impacts – Cette section doit présenter par écrit les résultats des études sur l'incidence des aspects/dangers sur l'environnement, la santé et la sécurité pendant les différentes phases du cycle de vie. Chaque sous-système ou activité doit être pris en compte sur le plan de son incidence sur l'environnement ou de ses risques à cet égard, selon ce qui est indiqué aux figures 1 et 4. Toutes les substances/activités réglementées doivent être évaluées; il s'agit de déterminer leur conformité et de cerner les points qui posent problème, de même que les mesures d'atténuation à cet effet. Chaque sous-système ou activité doit être indiqué à l'aide des en-têtes suivants (des sous-titres peuvent être entrés pour chaque phase du cycle de vie, sous-système/activité).

10.2.2.0-11.0-1 Description du sous-système/du composant/de l'activité : Il s'agit d'une description du sous-système, de l'équipement, du composant, du matériel, du service ou de l'activité et de son interaction avec l'environnement.

10.2.2.0-11.0-2 Aspect ESS : Indiquer les aspects ESS (se reporter à la pièce jointe A) associés au sous-système/au composant/à l'activité pendant toutes les phases du cycle de vie (se reporter à la figure 1)

10.2.2.0-11.0-3 EIE touchées : Indiquer les EIE associés au sous-système/au composant/à l'activité pendant toutes les phases du cycle de vie (se reporter à la figure 4)

10.2.2.0-11.0-4 Impact du composant/de l'activité : Prévision des effets sur l'environnement qui découlent de chaque interaction et de l'impact correspondant, ainsi que des impacts, le cas échéant, qui exigent des mesures d'atténuation

10.2.2.0-11.0-5 Mesures d'atténuation : Indiquer les mesures d'atténuation nécessaires qui conviennent. L'atténuation consiste en l'élimination, en la réduction ou en la maîtrise des effets nocifs sur l'environnement, ce qui comprend le rétablissement à la suite de dommages causés à l'environnement par un remplacement, une restauration, une indemnité ou d'autres moyens.

10.2.2.0-11.0-6 Importance : Évaluer/déterminer l'impact sur l'environnement une fois que les mesures d'atténuation sont en place. L'AE doit établir si les effets sur l'environnement sont nocifs, probables et importants.

10.2.2.0-11.0-7 Surveillance de la conformité: Déterminer la surveillance qui est nécessaire et la personne ou le bureau responsable qui s'acquittera de cette tâche.

10.2.2.0-11.0-8 Plans complémentaires : Prévoir les effets cumulatifs/résiduels, le cas échéant, et la nécessité de mesures de suivi. Déterminer les plans complémentaires et les motifs qui les justifient.

10.2.3 PART III – Conclusion

10.2.3.0-1 Cette section doit résumer les principales constatations du ÉESS et indiquer les principales mesures d'atténuation prises ou nécessaires pour assurer un développement durable, en plus de préciser les principales mesures complémentaires qui s'avèrent nécessaires.

10.2.4 Figures et pièces jointes

10.2.4.0-1 Figure 1 – Tableau d'évaluation des principaux sous-systèmes

10.2.4.0-2 Figure 2 – Tableau des produits dangereux

10.2.4.0-3 Figure 3 – Articles contenant du mercure

10.2.4.0-4 Figure 4 – Matrice des effets sur l'environnement

10.2.4.0-5 Figure 5 - FS (la figure 5 doit contenir la FS de tous les produits dangereux indiqués aux sections 10.2.2.0-2.0-2 et 10.2.2.0-3.)

10.2.4.0-6 Pièce jointe A – Liste des éventuels aspects pour l'environnement, la santé et la sécurité (ESS)

10.2.5 Toutes les figures sont présentées à la section 5, Figures.

10.2.6 Pièce jointe A – Liste des éventuels aspects pour l'ESS

10.2.6.0-1 Un aspect ESS est une activité, un produit ou un service qui peut interagir avec l'environnement, la santé des humains ou la sécurité. La liste qui figure aux présentes n'est pas complète : il ne s'agit que d'un exemple des éléments qu'on peut envisager pour préparer un ÉESS. Les aspects et leurs risques sont ceux associés à l'activité, le produit ou le service particulier qui est précisé. Des règlements ou des normes peuvent s'appliquer à l'effet EHS en question.

10.2.6.0-2 1. Substances de la Liste d'accélération de la réduction/élimination des toxiques

10.2.6.0-3 2. Adhésifs et produits d'étanchéité

10.2.6.0-4 3. Conditionnement d'air / fluides frigorigènes

10.2.6.0-5 4. Amiante

10.2.6.0-6 5. Batteries

10.2.6.0-7 6. Volume et poids des composantes

10.2.6.0-8 7. Annexe 1 de la LCPE, Substances

10.2.6.0-9 8. Problème concernant les substances de l'industrie

10.2.6.0-10 9. Nettoyage et agents de nettoyage

10.2.6.0-11 10. Enduits et peinture

10.2.6.0-12 11. Gaz comprimés et fluides

10.2.6.0-13 12. Contamination / décontamination

10.2.6.0-14 13. Démilitarisation et élimination

10.2.6.0-15 14. Élimination

10.2.6.0-16 15. Source de courant et d'énergie

10.2.6.0-17 16. Dangers des rejets – espaces clos

10.2.6.0-18 17. État de l'équipement

10.2.6.0-19 18. Émissions de gaz d'échappement

10.2.6.0-20 19. Systèmes d'extinction d'incendie

10.2.6.0-21 20. Dommages causés par le tir et les opérations

10.2.6.0-22 21. Revêtements de plancher et plaques de coque

10.2.6.0-23 22. Consommation de carburant

10.2.6.0-24 23. Carburants, fluides et lubrifiants

10.2.6.0-25 24. Produits consommables dangereux

10.2.6.0-26 25. Métaux lourds

10.2.6.0-27 26. Dangers causés par des températures élevées

10.2.6.0-28 27. Rayonnement ionisant – normal et anormal

10.2.6.0-29 28. Travail du métal (fer et aluminium) (thermite)

10.2.6.0-30 29. Lasers

10.2.6.0-31 30. Matériel présentant un danger éventuel pour l'environnement

10.2.6.0-32 31.	Sources de mercure
10.2.6.0-33 32.	Ouvrages en métal
10.2.6.0-34 33.	Modifications
10.2.6.0-35 34.	Substances de l'Inventaire national des rejets de polluants
10.2.6.0-36 35.	Bruit, vibrations et pression au sol
10.2.6.0-37 36.	Rayonnement non ionisant – lasers, UV, radio, radar.
10.2.6.0-38 37.	Sécurité de l'opérateur
10.2.6.0-39 38.	Substances appauvrissant la couche d'ozone
10.2.6.0-40 39.	Métaux précieux
10.2.6.0-41 40.	Biphényles polychlorés
10.2.6.0-42 41.	Radars
10.2.6.0-43 42.	Recyclage et réutilisation
10.2.6.0-44 43.	Activité/matériel/substance réglementé
10.2.6.0-45 44.	Caoutchoucs, plastiques, polymères et matériaux composites
10.2.6.0-46 45.	Blindage
10.2.6.0-47 46.	Déversements et rapports sur les déversements
10.2.6.0-48 47.	Entreposage – carburants, fluides et lubrifiants
10.2.6.0-49 48.	Pneus
10.2.6.0-50 49.	Déchets – solides, liquides et gazeux
10.2.6.0-51 50.	Déchets – solides, liquides et gazeux dangereux

1.10 DÉD PM-110 Rapport des biens du gouvernement

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Rapport des biens du gouvernement	2. Numéro de l'élément de données PM-110	
3. Description / but 3.0-1 Le rapport des biens du gouvernement présente l'état de l'ÉFG et l'IFG.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur OCCP BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le rapport des biens du gouvernement doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. 10.0-2 Le rapport doit présenter l'inventaire de l'ÉFG et de l'IFG. 10.0-3 le rapport doit comprendre les renseignements ci-dessous sur les biens du gouvernement que l'entrepreneur a en sa possession. 10.0-3.0-1 Pour chaque article d'ÉFG : 10.0-3.0-1.0-1 Numéro d'article de l'ÉFG 10.0-3.0-1.0-2 Numéro de sérié attribué par l'entrepreneur (le cas échéant) 10.0-3.0-1.0-3 Description de l'article 10.0-3.0-1.0-4 Numéro de pièce du fabricant / numéro de référence du fabricant 10.0-3.0-1.0-5 NSCM 10.0-3.0-1.0-6 NNO 10.0-3.0-1.0-7 Nomenclature 10.0-3.0-1.0-8 Estimation de la valeur de l'article 10.0-3.0-1.0-9 Emplacement de l'article 10.0-3.0-1.0-10 État de l'article 10.0-3.0-1.0-11 Date prévue du prochain réétalonnage ou de la prochaine révision (le cas échéant) 10.0-3.0-2 Pour chaque élément de l'IFG : 10.0-3.0-2.0-1 Numéro d'élément de l'IFG 10.0-3.0-2.0-2 Description de l'élément 10.0-4 Le rapport doit présenter la liste des articles et éléments manquants devant être fourni par le gouvernement. La liste doit préciser le type de bien du gouvernement et le numéro d'article, la quantité manquante ou en retard et la date de réception prévue.		

1.11 DÉD PM-111 Rapport annuel du rendement de la R et R

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Rapport annuel du rendement de la R et R	2. Numéro de l'élément de données PM-111	
3. Description / but 3.0-1 L'entrepreneur doit respecter le manuel A-LM-184-001/JS-001 pour préparer le rapport annuel du rendement de la R et R.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GSLI BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Format. Il est préférable que les présentations par voie électronique soient en format Microsoft Word (Office 2003). 10.0-2 L'entrepreneur doit préparer, dans son propre format, et livrer un rapport annuel du rendement de la R et R qui contient, mais pas limité à, un résumé des activités ci-dessous. 10.0-3 Par sous-traitant ou fournisseur : 10.0-4 Par NNO, y compris : 10.0-5 Nombre d'articles réparés 10.0-6 Moyenne du délai d'exécution et retard à cet égard 10.0-7 Moyenne du coût de réparation et écarts à ce sujet 10.0-8 Coût normal des réparations 10.0-9 Coût total des réparations 10.0-10 Pour des composants sélectionnés de R et R, les recommandations quant au changement de prix convenu.		

1.12 DÉD PM-112 Proposition d'ASL en service

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Proposition d'ASL en service	2. Numéro de l'élément de données PM-112	
3. Description / but 3.0-1 Ces données sont nécessaires car elles présentent une proposition en vue de la réalisation d'une analyse du soutien logistique (ASL) en service.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GSLI BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 La proposition d'ASL en service doit comprendre les informations ci-dessous. 10.0-1.0-1 But et portée 10.0-1.0-2 Références applicables 10.0-1.0-3 Gestion et ressources 10.0-1.0-3.0-1 Organisation et responsabilités 10.0-1.0-3.0-2 Utilisation d'outils informatiques 10.0-1.0-3.0-3 Liens de télécommunication avec le MDN 10.0-1.0-4 Surveillance du soutien logistique 10.0-1.0-4.0-1 Les paramètres à surveiller comprennent ceux ci-dessous. 10.0-1.0-4.0-1.0-1 Collecte de données – utilisation, mise à jour et fourniture 10.0-1.0-4.0-1.0-2 Détection d'erreurs dans les données et correction de ces erreurs 10.0-1.0-4.0-1.0-3 Analyse des données 10.0-1.0-5 Tâches de mise à jour de l'analyse du soutien logistique 10.0-1.0-5.0-1 Mise à jour des valeurs des paramètres de F et M (surtout ceux utilisés pour la planification de la maintenance) 10.0-1.0-5.0-2 Mise à jour du programme de maintenance préventive (en s'assurant que les tâches sont nécessaires et suffisantes et que les intervalles entre les tâches sont optimaux). 10.0-1.0-5.0-3 Mise à jour des décisions sur l'analyse du type de réparation (dans le cas de changements quant aux éléments de coût pertinents) 10.0-1.0-5.0-4 Mise à jour de l'analyse des pièces de rechange (en cas de changements dans les taux d'utilisation, le délai d'exécution des réparations et d'autres facteurs importants) 10.0-1.0-6 Proposition financière 10.0-1.0-6.0-1 Période de rendement; 10.0-1.0-6.0-2 Qualifications et capacité 10.0-1.0-6.0-3 Taux quotidiens 10.0-1.0-6.0-4 Dépenses remboursables		

2 INGÉNIERIE SYSTÈME

2.1 DÉD SE-101 Plan de gestion de la systémique (PGS)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Plan de gestion de la systémique (PGS)	2. Numéro de l'élément de données SE-101	
3. Description / but 3.0-1 Le PGS décrit les politiques, plans et processus de génie de l'entrepreneur pour l'établissement de calendrier, la planification, l'organisation, la direction, l'exécution, le contrôle et la coordination de toutes les tâches de génie réalisées en vertu du contrat et précisés dans le programme de génie de l'entrepreneur.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) Ingénieur en chef BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Le PGS est un plan subordonné du PGP. 7.0-2 Le programme de gestion de la configuration (GC) décrit dans le plan de GC (PGC) appuie les activités décrites dans le PGS. 7.0-3 La qualité du processus et les résultats qui découlent de l'exécution des activités décrites dans le PGS doit être assurée à l'aide des processus décrits dans le PAQ. 7.0-4 Le Plan de gestion de la documentation technique (PGDT) est un plan auxiliaire du PGS. Il décrit le processus qui sert à gérer la documentation qui découle de l'exécution des travaux de génie. 7.0-5 Le PGS respecte la norme ISO/IEC 15289, références : 7.4, 10.18, 10.20, 10.79.		
8. Auteur Ingénieur en chef PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.1 Documents sources 10.1.0-1 La publication correspondante des données mentionnées aux présentes, y compris leurs dates d'approbation et les dates de tout avis de modification applicable et de toute révision, doivent être conformes aux informations qui figurent dans le contrat. 10.2 Format 10.2.0-1 Le format de l'entrepreneur qui est conforme aux exigences de l'EIE. 10.3 Généralités 10.3.0-1 Le PGS doit se conformer aux exigences des lignes directrices génériques sur le contenu des plans, section 7.4 de la norme ISO/IEC 15289. 10.3.0-2 Le PGS doit respecter les exigences de la norme ISO/IEC 15289, sections 10.18, 10.20 et 10.79 telles qu'adaptées en fonction des exigences de l'ÉDT. 10.3.0-3 Le PGS doit contenir l'information ci-dessous qui correspond au génie. 10.3.0-3.0-1 Organisation 10.3.0-3.0-2 Rôles et responsabilités 10.3.0-3.0-3 Processus de gestion du génie 10.3.0-3.0-4 Processus du génie		

10.3.0-3.0-5 Processus d'examen

10.4 Contenu spécifique

10.4.1 Organisation

10.4.1.0-1 Le PGS doit décrire l'organisation de génie de l'entrepreneur ainsi que des sous-traitants, le cas échéant. Le PGS doit décrire clairement la relation entre l'entrepreneur et les organisations de génie des sociétés avec lesquelles l'entrepreneur collabore et est associé, s'il y a lieu.

10.4.2 Rôles et responsabilités

10.4.2.0-1 Le PGS doit décrire les rôles et les responsabilités de tous les groupes qui prennent part au processus de génie ainsi que la relation entre l'entrepreneur et les sous-traitants. Le PGS doit également décrire les relations opérationnelles internes de la section de génie de la société, notamment l'intégration avec l'organisation d'ensemble de gestion du projet, et les relations opérationnelles externes avec les sous-traitants, en rapport avec le contrat.

10.4.3 Gestion du génie

10.4.3.0-1 Le PGS doit décrire les outils et les processus de gestion de travaux de génie de l'entrepreneur afin de s'assurer que les travaux de génie sont réalisés conformément au plan.

10.4.4 Processus de génie

10.4.4.0-1 Le PGS doit décrire la façon dont l'entrepreneur exécutera les activités (descriptions des processus) en rapport avec les exigences quant aux travaux de génie précisées dans l'ÉDT. Plus particulièrement, le PGS doit indiquer les processus et les normes à utiliser pour chacun des secteurs de service de génie de l'ÉDT :

10.4.4.0-1.0-1 Systémique

10.4.4.0-1.0-2 Ergonomie (HFE)

10.4.4.0-1.0-3 Génie matériel

10.4.4.0-1.0-4 Génie logiciel

10.4.4.0-1.0-5 Génie spécialisé, notamment les essais, la fiabilité, disponibilité et maintenabilité (FDM), la compatibilité électromagnétique (CÉM) et la sécurité

10.4.4.0-1.0-6 Sécurité

10.4.4.1 Programme de FDM

10.4.4.1.0-1 Le PGS doit décrire le programme de FDM de l'entrepreneur pour l'ÉIS. Le processus de FDM doit préciser les activités à réaliser pour respecter les exigences en matière de fiabilité, de facilité d'entretien, de test intégré (BIT) et de rendement pendant la durée de vie.

10.4.4.1.0-2 Le programme de FDM doit porter sur les éléments ci-dessous.

10.4.4.1.0-2.0-1 Matériel, logiciels et micrologiciels

10.4.4.1.0-2.0-2 Cycle de vie complet du système

10.4.4.1.0-3 Le programme de FDM doit indiquer les risques ou particuliers liés à la FDM ou les problèmes associés à la solution de l'entrepreneur, en plus de décrire les mesures d'atténuation prévues.

10.4.4.1.0-4 La description du processus de FDM doit préciser les renseignements ci-dessous pour chaque activité.

10.4.4.1.0-4.0-1 Description de l'objectif particulier de l'activité et raison du choix de cette activité

10.4.4.1.0-4.0-2 Description de la façon dont l'activité sera exécutée

10.4.4.1.0-4.0-3 Produit ou résultat spécifique prévu de l'activité

10.4.4.1.0-4.0-4 Place de l'activité dans le programme global (par exemple calendrier et dépendances)

10.4.4.1.0-4.0-5 Normes (commerciales, militaires et/ou de la société), le cas échéant, qui vont orienter ou régir l'activité

10.4.4.1.0-5 Le programme de FDM doit également décrire les aspects ci-dessous.

10.4.4.1.0-5.0-1 Façon dont les activités de FDM sélectionnées seront intégrées aux processus de conception et de fabrication du produit

10.4.4.1.0-5.0-2 Utilisation des résultats des activités de FDM pour appuyer d'autres activités, par exemple la planification logistique, l'analyse de la soutenabilité, l'analyse de la sécurité, etc.

10.4.4.1.0-5.0-3 Dans le cas des articles non destinés au développement ou commerciaux sur étagère qui composant une partie du système ou tout celui-ci, le programme de FDM de ces produits peut se borner à la conception et la validation de l'intégration, le cas échéant, ou aux modifications nécessaires, en plus de l'assurance que le processus de fabrication conserve les caractéristiques de FDM inhérentes et intégrées à la conception.

10.4.5 Examens

10.4.5.0-1 Le PGS doit décrire les examens techniques que l'entrepreneur prévoit effectuer en appui aux travaux en rapport avec l'ÉDT. La présentation des divers examens doit comprendre des descriptions détaillées des méthodes d'examen, des critères d'entrée, des tâches d'examen et de critères de sortie de chaque examen en question.

10.4.6 Gestion du rendement

10.4.6.0-1 L'entrepreneur doit décrire les mesures proposées quant au rendement du génie ainsi que le processus correspondant de mesure et d'analyse.

3 SOUTIEN LOGISTIQUE

3.1 DÉD LS-101 Données techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Données techniques d'approvisionnement supplémentaire (DTAS)	2. Numéro de l'élément de données LS-101	
3. Description / but 3.0-1 On a besoin de données pour identifier de manière unique, pour le catalogage, chaque élément de la liste d'approvisionnement (auquel on n'a pas encore attribué de numéro nomenclature OTAN (NNO)).		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GSLI BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Les DTAS doivent comprendre des données suffisantes pour définir clairement chaque élément en vue d'un catalogage. 10.0-2 Les DTAS doivent comprendre les données ci-dessous. 10.0-2.0-1 Nom de l'élément 10.0-2.0-2 Numéro de référence (numéro de pièce du fabricant) 10.0-2.0-3 Code CAGE 10.0-3 Les DTAS doivent comprendre, selon le cas, les données ci-dessous 10.0-3.0-1 Configuration – dessin de l'élément; dessin de l'ensemble ou du câblage ou schéma; liste des pièces illustrées 10.0-3.0-2 Spécification technique, y compris les normes correspondantes 10.0-3.0-3 Caractéristiques physiques, comme les dimensions, les tolérances, les matériaux, les processus obligatoires, le fini de surface et l'enduit protecteur 10.0-3.0-4 Caractéristiques électriques 10.0-3.0-5 Données sur le rendement, y compris sur les conditions environnementales et de fonctionnement dans lesquelles l'élément doit fonctionner 10.0-3.0-6 Exigences quant au montage (le cas échéant) 10.0-3.0-7 Caractéristiques spéciales qui contribuent au caractère unique de l'élément 10.0-3.0-8 Données du catalogue commercial 10.0-4 Les DTAS doivent figurer dans le même ordre que la liste d'approvisionnement qu'elles accompagnent 10.0-5 Les DTAS doivent indiquer les limites, s'il y a lieu, quant à l'utilisation ou la publication des données fournies		

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

3.2 DÉD LS-102 Liste de candidats de la gestion de l'obsolescence (LCGO)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Liste de candidats de la gestion de l'obsolescence (LCGO)	2. Numéro de l'élément de données LS-102	
3. Description / but 3.0-1 La liste de candidats de la gestion de l'obsolescence doit préciser les composants de l'ÉIS-S qui sont jugés critiques quant à la disponibilité ou la facilité d'entretien de la suite et qui, s'ils n'étaient plus disponibles, entraîneraient l'échec de la mission.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GSLI BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 La liste de candidats de la gestion de l'obsolescence doit préciser les composants de l'ÉIS-S qui sont les plus susceptibles de devenir obsolètes, qui sont jugés critiques quant à la disponibilité ou la facilité d'entretien de la suite et qui, s'ils n'étaient plus disponibles, entraîneraient l'échec de la mission. 10.0-2 La liste de candidats de la gestion de l'obsolescence doit être préparée selon le format de l'entrepreneur. À tout le moins, l'information ci-dessous doit être indiquée pour chaque pièce de la liste. 10.0-2.0-1 Numéro de nomenclature OTAN 10.0-2.0-2 Numéro de pièce 10.0-2.0-3 Nomenclature 10.0-2.0-4 Fabricant 10.0-2.0-5 Toute autre information jugée essentielle à l'identification de la pièce 10.0-3 L'autorité technique doit approuver la liste de candidats de la gestion de l'obsolescence.		

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

3.3 DÉD LS-103 Rapports des questions de gestion de l'obsolescence (RQGO)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Rapport des questions de gestion de l'obsolescence (RQGO)	2. Numéro de l'élément de données LS-103	
3. Description / but 3.0-1 Le rapport des questions de gestion de l'obsolescence doit préciser les détails d'une question en suspens concernant les LRU ou les pièces qui présentent le risque le plus important sur le plan de l'obsolescence.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 L'entrepreneur doit présenter un rapport des questions de gestion de l'obsolescence préparé selon le format de l'entrepreneur. Le rapport des questions de gestion de l'obsolescence doit préciser les détails d'une question en suspens concernant les LRU ou les pièces qui présentent le risque le plus important sur le plan de l'obsolescence. Le rapport doit être remis à l'autorité technique lorsque la situation se présente et il fournit les données justificatives et les recommandations ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"> 10.0-1.0-1 Description détaillée du développement de l'industrie qui a mené à l'obsolescence et l'incidence de cette situation sur la soutenabilité de l'ÉIS-S. 10.0-1.0-2 Dans la plupart des cas, au moins trois options (voir ci-dessous) et leur analyse seront envisagées. Lorsqu'un entrepreneur estime que l'option 1 ou 2 est la meilleure solution et que l'option 3 exigerait un développement d'envergure ou entraînerait un retard inutile de la présentation du rapport des questions de GO, l'entrepreneur ne doit présenter que les options 1 et 2 avec le rapport initial des questions de GO. L'option 3 sera mise en œuvre lorsque l'autorité technique jugera cette solution nécessaire. L'analyse doit comprendre, selon le cas pour chaque option, l'incidence sur l'équipement de soutien, les répercussions sur les éléments du SLI, les exigences quant à l'amélioration pour le RASL, les conséquences sur les plans des pièces de rechange et la R et R (le cas échéant) ainsi qu'une estimation du coût de chaque option. Les trois options de l'analyse sont indiquées ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"> 10.0-1.0-2.0-1 Un achat pour la durée de vie ou un achat pour une durée particulière du soutien 10.0-1.0-2.0-2 Un nouveau fournisseur de l'article 10.0-1.0-2.0-3 Nouvelle conception ou remplacement de l'article désuet par un article semblable ou amélioré 10.0-1.0-3 L'incidence de l'obsolescence sur les améliorations du système soumis à l'étude 10.0-1.0-4 Le moment auquel la décision est impérative 10.0-1.0-5 Recommandation de l'entrepreneur 		

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

3.4 DÉD LS-104 Catalogue des pièces de rechange de l'ÉIS

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Catalogue des pièces de rechange de l'ÉIS		2. Numéro de l'élément de données LS-104
3. Description / but 3.0-1 Ces données servent à déterminer les pièces de rechange et l'équipement de soutien, afin de faciliter la commande d'éléments de remplacement.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) OCCP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS		9. Formulaires applicables S.O.
10. Consignes de préparation 10.0-1 Cette publication, qui est préparée selon le format de l'entrepreneur, doit comprendre, pour chaque article utilisé par le MDN (notamment l'équipement principal, les pièces de rechange, les composants électroniques, l'équipement de soutien, l'équipement de formation, les OÉES et l'ÉFG), les éléments ci-dessous. 10.0-1.0-1 Photo d'identification 10.0-1.0-2 Numéro de nomenclature OTAN 10.0-1.0-3 Nomenclature 10.0-1.0-4 Application 10.0-1.0-5 Prix unitaire 10.0-2 Ces données doivent être présentées en format électronique standard Microsoft Office.		

3.5 DÉD LS-105 Liste de candidats de la réparation et révision (R et R)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Liste de candidats de la réparation et révision (R et R)	2. Numéro de l'élément de données LS-105	
3. Description / but 3.0-1 Ces données sont nécessaires car elles fournissent une information de planification de la R et R pour chaque article qui exige des travaux de la sorte, dès que l'information en question est connue.		
4. Date d'approbation S.O.	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GSLI BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Ce rapport doit présenter les données ci-dessous pour chaque article qui exige une réparation et une révision. 10.0-1.0-1 Numéro d'article (numéro séquentiel unique de chaque article) 10.0-1.0-2 Nom de l'article (DED 182) 10.0-1.0-3 Numéro de référence (numéro de pièce du fabricant) (DED 337) 10.0-1.0-4 Code NSCM/CAGE (DED 046) 10.0-1.0-5 Numéro de nomenclature OTAN (le cas échéant) (DED 253) 10.0-2 Pour chaque article qui exige une réparation et une révision, présenter une liste de données techniques qui précise les données techniques dont l'atelier de réparation et de révision a besoin. Il peut notamment s'agir de la description des tâches à exécuter, des plans de réparation, des méthodes d'essai et des consignes concernant les modifications à apporter. 10.0-3 Dans les cas où le capacité de réparation et de révision doit être mise en place, le coût de ce travail. 10.0-4 Tous les articles désignés à titre de candidats de la R et R doivent être résumé dans la liste de candidats de la R et R préparée selon le format de l'entrepreneur.		

3.6 DÉD LS-106 Études des systèmes de soutien de rechange

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Étude des systèmes de soutien de rechange	2. Numéro de l'élément de données LS-106	
3. Description / but 3.0-1 Des données sont nécessaires pour formuler une recommandation dès le début au sujet d'une méthode de soutien qui respecte les exigences en matière de capacité de soutien à un coût minime.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GSLI BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Cette étude doit comprendre les points ci-dessous. 10.0-1.0-1 Introduction 10.0-1.0-1.0-1 But 10.0-1.0-1.0-2 Références applicables 10.0-1.0-1.0-3 Processus de mise à jour 10.0-1.0-1.0-4 Définitions et acronymes 10.0-1.0-2 Réalisation de l'étude 10.0-1.0-2.0-1 Méthode de l'étude 10.0-1.0-2.0-2 Options de soutien envisagées. 10.0-1.0-3 Fonctions de l'équipement/du système 10.0-1.0-3.0-1 Déterminer les fonctions exécutées par l'équipement/le système et la conséquence de la défaillance de celles-ci 10.0-1.0-4 Évaluation des options de soutien 10.0-1.0-4.0-1 Discussion de chaque option de soutien envisagée et évaluation de sa faisabilité, de son efficacité et de son coût 10.0-1.0-4.0-2 Déterminer les conséquences sur le personnel de chaque option de soutien envisagée 10.0-1.0-4.0-3 Examen minutieux des répercussions de l'exigence quant à un équipement d'essai automatique 10.0-1.0-5 Conclusions et recommandations 10.0-1.0-5.0-1 Conclusions 10.0-1.0-5.0-2 Recommandations		

3.7 DÉD LS-107 Rapports d'analyse des tendances et de la fiabilité

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Rapports d'analyse des tendances et de la fiabilité	2. Numéro de l'élément de données LS-107	
3. Description / but 3.0-1 L'entrepreneur doit remettre des rapports d'analyse de la fiabilité et des tendances pour informer l'autorité technique au sujet des données de gestion de l'ÉIS-S et de l'analyse de la réparation et révision (R et R) afin de cerner les tendances des défaillances qui exigent une enquête.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GSLI BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 MIL-HDBK-338B		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 L'entrepreneur doit passer en revue les données techniques et les données relatives à la conception et à la maintenance et présenter des rapports d'analyse de la fiabilité et des tendances. Ces rapports doivent indiquer les effets sur le matériel et les logiciels et ils doivent être préparés selon la MIL-HDBK-338B. 10.0-2 Le rapport d'analyse de la fiabilité et des tendances doit être produit selon le format de l'entrepreneur et contenir à tout le moins les éléments ci-dessous. 10.0-2.0-1 Identification de l'équipement touché 10.0-2.0-2 Analyse et prévision de la fiabilité et de la facilité de maintenance 10.0-2.0-3 Mode de défaillance du matériel et analyse des effets 10.0-2.0-4 Toutes les références et les hypothèses employées dans le rapport 10.0-2.0-5 Conclusions et recommandations découlant du rapport 10.0-3 Un rapport d'analyse des tendances doit être produit selon le format de l'entrepreneur et il peut contenir toute information jugée utile par l'entrepreneur pour le soutien du cycle de vie de l'ÉIS-S. L'information peut être tirée de n'importe quelle partie du travail, y compris celle effectuée par des sous-traitants. Le rapport doit contenir à tout le moins les éléments ci-dessous. 10.0-3.0-1 Identification de l'équipement touché 10.0-3.0-2 Toutes les références et les hypothèses employées dans le rapport 10.0-3.0-3 Conclusions et recommandations découlant du rapport		

3.8 DED LS-108 Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC)	2. Numéro de l'élément de données LS-108	
3. Description / but 3.0-1 Ces données servent à fournir les données de l'AMDE, de l'AMDoE, de l'Analyse de la criticité et de l'AMAF. Ces données peuvent être présentées/consultées sur support électronique.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GSLI BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Donner accès aux données de l'analyse des défaillances et (sur demande) permettre le transfert électronique de fichier pour les points ci-dessous (selon le cas) 10.0-2 Information d'en-tête 10.0-2.0-1 Numéro de contrôle de l'ASL (DED 199) 10.0-2.0-2 Nom d'article (DED 182) 10.0-2.0-3 Équipement/système parent (également DED 182) 10.0-2.0-4 Taux de défaillance de la pièce (DED 140) 10.0-2.0-5 Code de la phase de mission 10.0-2.0-6 Phase de la mission/mode opérationnel 10.0-2.0-7 Méthode de détection des défaillances 10.0-2.0-8 Dispositions de conception de correction 10.0-2.0-9 Dispositions de mesure d'exploitation de correction 10.0-3 Analyse des modes de défaillances et de leurs effets (AMDE)/ Analyse des modes de dommage et de leurs effets (AMDoE) 10.0-3.0-1 Fonction (numéro séquentiel) 10.0-3.0-2 Défaillance de fonction (numéro séquentiel) 10.0-3.0-3 Indicateur de mode de défaillance (mode de défaillance ou mode de dommage; description de mode) (DED 134) 10.0-3.0-4 Ratio de mode de défaillance (DED 136) 10.0-3.0-5 Temps moyen entre défaillances du mode de défaillance technique (DED 097) 10.0-3.0-6 Code de gravité du risque pour la sécurité (de catastrophique à mineur) (DED 362) 10.0-3.0-7 Mode de défaillance/dommage 10.0-3.0-8 Cause de défaillance 10.0-3.0-9 Effets de la défaillance/du dommage (local, élément immédiatement supérieur, fin) 10.0-3.0-10 Classification du mode de défaillance (technique ou opérationnel) 10.0-4 Analyse de la criticité 10.0-4.0-1 Numéro de criticité du mode de défaillance (DED 133) 10.0-4.0-2 Taux de défaillance de la pièce (DED 140)		

- 10.0-4.0-3 Ratio du mode de défaillance (DED 136)
- 10.0-4.0-4 Probabilité des effets de la défaillance (DED 130)
- 10.0-4.0-5 Durée de fonctionnement (DED 269)
- 10.0-4.0-6 Numéro de criticité de l'article (DED 178)
- 10.0-5 Analyse de la maintenance axée sur la fiabilité (AMAF)
 - 10.0-5.0-1 Résultats de la logique de la MAF
 - 10.0-5.0-2 Disposition de la MAF
 - 10.0-5.0-3 Code de tâche (427)
 - 10.0-5.0-4 Type de tâche (433)
 - 10.0-5.0-5 Intervalle de maintenance (208)
 - 10.0-5.0-6 Intervalle de maintenance de base (238)

3.9 DÉD LS-109 Publications techniques

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Publications techniques	2. Numéro de l'élément de données LS-109	
3. Description / but 3.0-1 Des données sont requises pour fournir l'information nécessaire en vue de la définition, de l'acquisition et de la gestion des publications techniques.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GSLI BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Les publications techniques doivent respecter les normes et spécifications ci-dessous, conformément aux exigences ci-après. 7.0-1.0-1 C-01-100-100/AG-005 Acceptation de publications provenant du commerce et de gouvernements étrangers comme publications adoptées. 7.0-1.0-2 C-01-100-100/AG-006 Spécification – Rédaction, mise en page et production de publications techniques. 7.0-1.0-3 A-LM-505-010/JS-001 Instruction de gestion du matériel – Exigences en matière de langues officielles – Documentation technique 7.0-1.0-4 ISO 9660 Traitement de l'information – Structure de volume et de fichier des disques optiques compacts à mémoire fixe (CD-ROM) destinés à l'échange d'information. 7.0-2 Les publications techniques sont mentionnées dans le plan de maintenance.		
8. Auteur GSLI BP PÉIS	9. Formulaires applicables L'entrepreneur doit produire les formulaires suivants : DND 590, 591 et 642.	
10. Consignes de préparation 10.1 Aide-mémoire de l'ÉIS-S / (versions française et anglaise) 10.1.0-1 L'aide-mémoire de l'ÉIS-S (versions française et anglaise distinctes) doivent présenter un survol de l'ÉIS-S sous forme de guide court, complet et compact. 10.1.0-2 On s'en sert après la formation initiale. Il doit décrire et présenter la configuration et l'utilisation de l'équipement, y compris le dépannage de base. 10.1.0-3 L'aide-mémoire doit être à l'épreuve des intempéries car il est destiné à une utilisation sur le terrain. 10.1.1 Format 10.1.1.0-1 L'aide-mémoire doit comporter un arrière-plan gris clair et un fini non réfléchissant. Il sera utilisé dans diverses situations sur le terrain, dont on doit tenir compte pour la sélection des matériaux. 10.1.1.0-2 L'aide-mémoire doit être d'une taille relativement petite, soit environ 18 cm de largeur sur 20 cm de hauteur sur 1 cm d'épaisseur, car le soldat doit le porter sur lui sur le terrain. 10.1.2 Contenu 10.1.2.0-1 L'aide-mémoire doit résumer, à l'aide de texte et d'illustrations, le montage, la configuration, l'utilisation et la maintenance de base (dépannage) de l'ÉIS-S. 10.1.2.0-2 L'aide-mémoire doit mentionner le manuel de l'utilisateur de l'ÉIS-S à titre de référence		

principale qui donne plus de détails sur l'utilisation, la maintenance et la gestion des systèmes de l'ÉIS.

10.1.2.0-3 L'aide-mémoire doit résumer les questions touchant l'ESS, y compris les procédures de base de manutention et d'élimination de ces documents.

10.2 Manuel de l'utilisateur de l'ÉIS-S

10.2.0-1 Le manuel de l'utilisateur doit porter sur tout l'ÉIS-S dont on fait l'acquisition et donner des renseignements détaillés sur l'utilisation, le soin et la maintenance, l'entreposage ainsi que la sécurité du personnel et de l'équipement.

10.2.1 Format

10.2.1.0-1 Le manuel de l'utilisateur doit être bilingue (français et anglais).

10.2.1.0-2 Les versions française et anglaise doivent figurer selon le format recto verso et à l'envers l'une par rapport à l'autre. Ainsi, un côté débute par la version française et l'autre côté par la version anglaise.

10.2.1.0-3 Le manuel doit comporter trois couvertures rigides :

10.2.1.0-3.0-1 La page de titre du manuel doit être la page de couverture de la version anglaise du manuel.

10.2.1.0-3.0-2 La deuxième couverture rigide doit être de couleur différente de la couverture supérieure et elle sert à séparer les versions anglaise et française. Cette couverture rigide doit figurer immédiatement après le contenu (dernière page) de la version anglaise.

10.2.1.0-3.0-3 La troisième couverture rigide doit être la page de titre de la version française.

10.2.1.0-4 Les couvertures anglaise et française doivent comporter les renseignements ci-dessous.

10.2.1.0-4.0-1 Numéro de configuration de document du MDN (fourni par le Canada) au coin supérieur droit.

10.2.1.0-4.0-2 Image de l'équipement correspondant.

10.2.1.0-4.0-3 Titre du document.

10.2.1.0-4.0-4 Nom de l'article (par exemple ÉIS-S de base) et nomenclature.

10.2.1.0-4.0-5 NNO.

10.2.1.0-4.0-6 Date de la version.

10.2.2 Contenu

10.2.2.0-1 Le manuel de l'utilisateur doit porter sur tous les aspects touchant l'utilisation, le soin et la maintenance, l'entreposage ainsi que la sécurité du personnel et de l'équipement de l'ÉIS-S. À tout le moins, le manuel doit préciser les renseignements ci-dessous.

10.2.2.0-1.0-1 Brève description technique

10.2.2.0-1.0-2 Résumé des données (par exemple les spécifications de l'ÉIS-S et les LRU, s'il y a lieu)

10.2.2.0-1.0-3 Procédures de configuration et de montage de l'ÉIS-S

10.2.2.0-1.0-4 Description des commandes

10.2.2.0-1.0-5 Essai avant l'utilisation ou inspection

10.2.2.0-1.0-6 Procédures d'utilisation

10.2.2.0-1.0-7 Maintenance et soin par l'utilisateur, y compris la maintenance préventive de l'utilisateur, la maintenance corrective restreinte et le remplacement des articles consommables.

10.2.2.0-1.0-8 Diagnostic de base et/ou localisation des pannes

10.2.2.0-1.0-9 Entreposage

10.2.2.0-1.0-10 Sécurité, notamment du personnel et de l'équipement

10.2.2.0-1.0-11 Questions touchant les marchandises dangereuses associées à l'utilisation et au

soin de l'ÉIS-S, y compris les procédures nécessaires pour la manutention et l'élimination de ce matériel

10.2.2.0-1.0-12 Outils employés pour la maintenance de l'utilisateur

10.2.2.0-1.0-13 Références du ou des manuels techniques (par exemple les publications sur l'équipement COTS OEM/militaire sur étagère (MOTS) requises pour effectuer une maintenance corrective en profondeur)

10.2.2.0-2 Le manuel de l'utilisateur doit être organisé de la façon indiquée ci-dessous.

10.2.2.0-2.0-1 Les pages initiales doivent renfermer les renseignements ci-dessous.

10.2.2.0-2.0-1.0-1 Résumé de tous les AVERTISSEMENTS qui figurent dans le document

10.2.2.0-2.0-1.0-2 Résumé de toutes les MISES EN GARDE qui figurent dans le document

10.2.2.0-2.0-1.0-3 Tableau des données de sécurité contenant un résumé de toutes les questions liées à la sécurité

10.2.2.0-2.0-1.0-4 Table des matières

10.2.2.0-2.0-1.0-5 Liste des figures

10.2.2.0-2.0-1.0-6 Liste des tableaux

10.2.2.0-2.0-1.0-7 Comment utiliser le manuel (description générale de l'organisation du manuel, etc.)

10.2.2.0-2.0-2 Chapitre 1 – Renseignements généraux

10.2.2.0-2.0-2.0-1 Ce chapitre doit comprendre les éléments ci-dessous

10.2.2.0-2.0-2.0-1.0-1 Nom de l'équipement et numéros de modèle

10.2.2.0-2.0-2.0-1.0-2 But de l'équipement

10.2.2.0-2.0-2.0-1.0-3 Fabricant

10.2.2.0-2.0-2.0-1.0-4 Renvoi à la nomenclature (au besoin)

10.2.2.0-2.0-2.0-1.0-5 Liste des abréviations

10.2.2.0-2.0-2.0-1.0-6 Image ou figure de l'ÉIS-S

10.2.2.0-2.0-3 Chapitre 2 – Description de l'équipement

10.2.2.0-2.0-3.0-1 Ce chapitre doit comporter l'information ci-dessous

10.2.2.0-2.0-3.0-1.0-1 Caractéristiques générales : poids, dimensions, taille, performances, etc.

10.2.2.0-2.0-3.0-1.0-2 Description des composants de l'ÉIS-S : adjoindre une image de l'ÉIS-S avec un tableau et une liste détaillée du contenu de tous les composants avec renvoi au contenu des photos. Chaque élément détaillé doit être décrit à un niveau élevé.

10.2.2.0-2.0-4 Chapitre 3 – Consignes d'utilisation

10.2.2.0-2.0-4.0-1 Ce chapitre doit renfermer les renseignements ci-dessous.

10.2.2.0-2.0-4.0-1.0-1 Consignes d'utilisation des divers contenus de l'ÉIS-S

10.2.2.0-2.0-4.0-1.0-2 Tableaux indiquant les modes d'utilisation par rapport aux paramètres correspondants de l'équipement et remarques

10.2.2.0-2.0-4.0-1.0-3 Figures ou photos qui facilitent la description de l'utilisation (au besoin)

10.2.2.0-2.0-5 Chapitre 4 – Configuration de l'équipement et procédures d'interconnexion

10.2.2.0-2.0-5.0-1 Ce chapitre doit comprendre l'information ci-dessous.

10.2.2.0-2.0-5.0-1.0-1 Détails de la façon d'assembler/monter l'équipement en vue d'une utilisation pour toutes les configurations

10.2.2.0-2.0-5.0-1.0-2 Figures ou photos qui facilitent la description de la procédure (au besoin)

10.2.2.0-2.0-6 Chapitre 5 – Procédures de dépannage de l'ÉIS-S

10.2.2.0-2.0-7 Chapitre 6 – Maintenance de l'utilisateur et nettoyage de l'ÉIS-S

10.2.2.0-2.0-8 Retrait et installation des pièces

10.2.2.0-2.0-9 Index

10.3 Manuels techniques

10.3.0-1 Afin de réduire au minimum le coût, l'entrepreneur doit utiliser le ou les manuels techniques commerciaux COTAS/MOTS existants ou d'un gouvernement étranger pour les sous-systèmes correspondants ou les composants qui composent l'ÉIS-S. L'entrepreneur doit faire le lien entre le ou les manuels techniques et le manuel de l'utilisateur.

10.3.0-2 Toutes les publications techniques fournies à titre de manuels commerciaux existants ou d'un gouvernement étranger doivent être en français et en anglais et respecter l'un des formats suivants : deux colonnes, pages en regard l'une de l'autre ou numéros de publication distincts. Elles doivent respecter les exigences du numéro courant du document C-01-100-100/AG-005.

10.3.0-3 Si la version française ou anglaise n'est pas disponible, l'entrepreneur doit faire traduire le document dans la deuxième langue et fournir le manuel en format commercial. L'entrepreneur doit certifier que le contenu technique de la version traduite est exact sur le plan technique. Des certificats doivent être remis à cet égard.

10.3.0-4 Les droits qui ont été accordés à l'État/au MDN en vertu des modalités du contrat correspondant doivent être clairement indiqués sur la page frontispice de la publication.

10.4 Nouveaux manuels du MDN

10.4.0-1 Toutes les nouvelles publications doivent être produites en français et en anglais.

10.4.0-2 Le format choisi doit être conforme au numéro courant du document C-01-100-100/AG-006. L'entrepreneur doit certifier que le contenu technique de la version traduite est exact sur le plan technique.

10.4.0-3 L'entrepreneur doit valider la version anglaise définitive des Instructions techniques des Forces canadiennes (ITFC) au sujet de l'exactitude technique, de la classification/désignation de sécurité qui convient et des questions touchant la santé et la sécurité (HAZMAT, SIMDUT, etc.).

10.4.0-4 Les manuels anglais validés doivent être disponibles pour la formation des membres du cadre initial d'instructeurs (FMCII).

10.5 Livraison

10.5.0-1 Un aide-mémoire doit être remis avec chaque ÉIS-S.

10.5.0-2 Un manuel de l'utilisateur doit être remis avec chaque ÉIS-S.

10.5.0-3 Le ou les manuels techniques de la maintenance avancée doivent être remis aux ateliers de maintenance.

10.5.0-4 Pour chaque publication finale produite ou modifiée, l'entrepreneur doit fournir les fichiers maîtres en lecture seule. À l'aide du ou des fichiers complets de document maîtres, l'entrepreneur doit fournir un fichier en format de document portable (PDF) qui doit contenir toute la publication (avec les changements adjoints le cas échéant). Ce ou ces fichiers est le fichier « maître en lecture seule » qui sert à l'impression, la reproduction et la visualisation. Toutes les pages du fichier PDF doivent être orientées de manière à ce qu'on n'ait pas à les tourner lorsqu'on les visualise. Ce fichier doit renfermer une vignette à chacune des pages. Le fichier maître en lecture seule ne remplace pas les fichiers de document maîtres ou les fichiers d'image maîtres. L'entrepreneur doit veiller à ce qu'un contrôle de la qualité soit effectué du fichier en lecture seule (PDF) en vue de vérifier si le contenu correspond au contenu et à la mise en page du fichier de document maître et de la copie à reproduire. Les exigences au sujet des hyperliens du fichier en lecture seule doivent être

précisées dans la ou les différentes tâches. En cas d'apport de changements, un second fichier PDF qui ne contient que les feuilles modifiées doit également être fourni.

10.5.0-5 L'entrepreneur doit remettre les fichiers électroniques sur disque CD-ROM conformément à la norme ISO 9660. Les fichiers ne doivent pas être condensés (ZIP ou autre) sauf en conformité avec les indications qui figurent aux présentes. Le numéro IDDN, le titre de la publication, le ou les numéros de fichier correspondants et le type, le numéro du contrat et le numéro de tâche ou demande doivent être inscrits sur le disque CD-ROM.

10.5.0-6 Le cas échéant, les fichiers électroniques et les publications techniques en format papier doivent être livrés en même temps.

10.5.0-7 L'entrepreneur doit fournir une copie informatique en format MS Word ou PDF de la version préliminaire anglaise et des manuels validés anglais.

10.6 Langues officielles

10.6.0-1 Toutes les publications techniques bilingues doivent respecter les exigences en matière de langues officielles, conformément aux lignes directrices du document A-LM-505-010/JS-001, Exigences en matière de langues officielles – Documentation technique. Tous les changements aux publications bilingues doivent être traduits et remis en même temps que ceux dans l'autre langue.

10.6.0-2 La qualité de la langue de la traduction doit être conforme et équivalente au texte source et elle doit convenir à la capacité type de l'utilisateur/le technicien quant à la langue (se reporter au document C-01-100-100/AG-006).

10.6.0-3 L'entrepreneur doit soumettre tout le matériel traduit au processus de vérification de l'exactitude de la traduction (VET) avant la production d'une copie à reproduire.

10.6.0-4 La VET doit être réalisée aux installations de l'entrepreneur.

10.6.0-5 L'entrepreneur est responsable de la VET lorsqu'il signe le certificat de VET certifiant l'exactitude du texte traduit.

10.7 Certificats

10.7.0-1 Les publications techniques doivent être accompagnées des certificats de conformité ci-dessous (se reporter au document C-01-100-100/AG-006, partie 12, section 2).

10.7.0-1.0-1 Validation (DND 590) en vue d'une présentation à l'AT

10.7.0-1.0-2 VET

10.7.0-1.0-3 Copie à reproduire (DND 642)

10.7.0-1.0-4 Conformité (DND 591)

10.8 Page couverture

10.8.0-1 L'entrepreneur doit insérer une page couverture de l'ITFC dans toutes les publications (existantes, révisées et nouvelles).

4 GESTION DE LA CONFIGURATION

4.1 DÉD CM-101 Plan de gestion de la configuration (PGC)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Plan de gestion de la configuration (PGC)	2. Numéro de l'élément de données CM-101	
3. Description / but 3.0-1 Le PGC de l'entrepreneur décrit le programme de GC de celui-ci, son organisation, de quelle façon cette activité sera réalisée et les méthodes, procédures et contrôles qui servent à garantir une identification efficace de la configuration, un contrôle des changements, un rapport sur l'état et des vérifications de la configuration totale, y compris le matériel, les logiciels et les micrologiciels. Le but principal consiste à fournir à l'État des éléments de base en vue d'un examen, d'une évaluation et d'une surveillance du programme de GC et des composants proposés.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Le PGC respecte les normes ci-dessous. 7.0-1.0-1 Norme du MDN D-01-002-007/SG-001 Partie 5 – Exigences pour la préparation des PGC 7.0-1.0-2 MIL-STD 973 Gestion de la configuration 7.0-1.0-3 ANSI/EIA 649 Norme consensuelle pour la GC		
8. Auteur GC BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le PGC doit fournir, dans un seul document, toutes les politiques, les procédures, les descriptions organisationnelles et les événements prévus qui ont trait à la GC. Il doit décrire le ou les élément(s) de configuration (ÉC) auxquels il se rapporte, les procédures pour l'application de la GC, toutes les tâches de GC, les participants de la GC et leurs rôles. 10.0-2 L'entrepreneur doit mettre constamment à jour son PGC pendant toute la durée du contrat. 10.0-3 Le PGC doit être préparé selon le format de l'entrepreneur et il doit renfermer les renseignements ci-dessous.		
10.1. Page de titre 10.1.0-1 Le document doit comprendre une page de titre qui comporte, selon le cas : le numéro du document; le numéro de volume; l'indicateur de version/révision; les indications de sécurité ou les autres restrictions quant à la manutention du document; la date; le titre du document; le nom, l'abréviation et tout autre identificateur du système, du sous-système ou de l'article auquel le document se rapporte; le numéro du contrat; le numéro d'article de la LDEC; l'organisation pour laquelle le document a été préparé; le nom et l'adresse de l'organisation qui a préparé le document; la description de distribution. Pour les données qui figurent dans une base de données ou sous une autre forme, cette information doit figurer sur les étiquettes externes et internes ou être indiquée à l'aide de méthodes d'identification équivalentes.		
10.2 Registre des examens et historique		

10.3 Table des matières

10.3.0-1 Le document doit contenir une table des matières qui précise le numéro, le titre et le numéro de page de chaque paragraphe, figure, tableau et appendice comportant un titre. Pour les données figurant dans une base de données, cette information doit comprendre une table des matières interne ou externe qui renferme des pointeurs donnant accès à chaque paragraphe, figure, table et appendice ou à leurs équivalents, ou encore des consignes sur la façon d'accéder à ces éléments.

10.4 Section 1 - Introduction

10.4.0-1 But et portée

10.4.0-2 Description des éléments de configuration (ÉC)

10.4.0-3 Caractéristiques spéciales

10.4.0-3.0-1 Hypothèses sous-jacentes

10.4.0-3.0-2 Stratégie

10.4.0-4 Politiques et normes touchant la GC

10.4.0-5 Documents de référence

10.4.0-6 Définitions

10.4.0-7 Jalons

10.5 Section 2 - Organisation

10.5.0-1 Structure de gestion de projet

10.5.0-2 Structure de GC

10.5.0-2.0-1 Personnel de la GC et responsabilités correspondantes

10.5.0-2.0-2 Composition et fonctions/responsabilités du conseil de contrôle de la configuration

10.5.0-3 Contrôle des sous-traitants/fournisseurs

10.6 Section 3 – Procédures de gestion de la configuration

10.6-1 Identification de la configuration

10.6-1.0-1 ÉC

10.6-1.0-2 Système de diffusion technique

10.6-1.0-3 Dossier de diffusion technique

10.6-1.0-4 Nomenclature

10.6-1.0-5 Numérotation de la documentation

10.6-1.0-6 Identification du matériel

10.6-1.0-7 Identification des micrologiciels

10.6-1.0-8 Identification des logiciels

10.6-1.0-8.0-1 Identification de la configuration du développement

10.6-1.0-9 Article non destiné au développement et commercial

10.6-1.0-10 Référence fonctionnelle (FBL)

10.6-1.0-11 Base allouée (ABL)

10.6-1.0-12 Référence de produit

10.6-2 Contrôle de la configuration

10.6-2.0-1 Procédures

10.6-3 Documentation sur l'état de la configuration (DÉC)

10.6-3.0-1 Capacités de DÉC

10.6-3.0-2 Description de la base de données

10.6-3.0-3 Procédures de base de données

10.6-3.0-4 Production de rapports

10.6-4 Vérifications de la configuration

10.7 Section 4 – Examens techniques

10.8 Section 5 – Gestion d’interface

10.8.0-1 Documentation

10.8.0-2 Contrôle d’interface

10.9 Section 6 – Gestion des données techniques

10.9.0-1 PGDT

10.9.0-2 EIE

10.10 Section 7 – Acquisition et transfert du SOSA

10.10.0-1 Transfert des responsabilités de la GC

10.10.0-2 Transfert d’information

10.10.0-3 Plan de transition

4.2 DÉD CM-102 Proposition de modification technique (PMT)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Proposition de modification technique (PMT)	2. Numéro de l'élément de données CM-102	
3. Description / but 3.0-1 Demande d'autorisation de l'entrepreneur en vue de l'apport de changements à la base de produits approuvée.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 La PMT doit être conforme à la norme MIL-STD 973, appendice D.		
8. Auteur GC BP PÉIS	9. Formulaires applicables Figure 6 de l'annexe CC, appendice 2	
10. Consignes de préparation 10.0-1 La PMT doit être présentée à l'aide du modèle de PMT fourni avec la présente DÉD. 10.0-2 La PMT doit décrire entièrement et justifier le changement technique demandé. 10.1 Description des champs du modèle de PMT 10.1.1 DATE 10.1.1.0-1 (AA/MM/JJ). Entrer la date de présentation de la PTM. 10.1.2 ACTIVITÉ D'APPROVISIONNEMENT 10.1.2.0-1 Code du projet 10.1.3 Bloc 1 10.1.3.0-1 NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR. Entrer le nom, d'adresse et les coordonnées du responsable de l'entrepreneur qui présente la PMT. 10.1.4 Bloc 2 10.1.4.0-1 CLASSE DE PMT. Entrer la classe de PMT : « Classe I » ou « Classe II ». La classification des changements est déterminée conformément aux paragraphes précisés dans la norme MIL-STD-973: 10.1.4.0-1.0-1 Classe I : Sous réserve de l'approbation par le gouvernement (paragraphe 5.4.2.2.1.) 10.1.4.0-1.0-2 Classe II : Sous réserve de l'approbation par le gouvernement pour la classification uniquement (paragraphe 5.4.2.4.). Une copie du changement de classe II complète est remise au Canada. 10.1.5 Bloc 3 10.1.5.0-1 CODE DE JUSTIFICATION. (Référence MIL-STD 973) 10.1.5.0-1.0-1 B – Interface 10.1.5.0-1.0-2 C – Compatibilité 10.1.5.0-1.0-3 D – Lacune 10.1.5.0-1.0-4 O – Soutien opérationnel ou logistique 10.1.5.0-1.0-5 P – Arrêt de la production 10.1.5.0-1.0-6 R – Réduction de coût 10.1.5.0-1.0-7 S – Sécurité 10.1.5.0-1.0-8 V – Ingénierie de la valeur		

10.1.6 Bloc 4

10.1.6.0-1 PRIORITÉ. Recommandation de l'entrepreneur en vue du traitement.

10.1.6.0-1.0-1 E – Urgence. Modification cruciale nécessaire en vue de la correction d'une situation qui risque d'entraîner un danger grave pour le personnel ou l'équipement ou qui peut mettre gravement en péril la sécurité nationale. La PMT doit être traitée dans les 24 heures.

10.1.6.0-1.0-2 U – Urgent. Modification urgente nécessaire pour remédier à une situation qui entraîne une diminution de l'efficacité de la mission. La PMT doit être traitée dans les cinq jours.

10.1.6.0-1.0-3 R – Modification normale. La PMT doit être traitée dans les 30 jours.

10.1.7 Bloc 5

10.1.7.0-1 DÉSIGNATION de la PMT. Model/Type. – Entrer la désignation du modèle ou du type de l'ÉC pour lequel la proposition est produite. Pour les ÉCL, entrer le numéro d'identification ÉCL.

10.1.7.0-2 Code CAGE. – Code CAGE de l'activité qui est à l'origine de la PMT.

10.1.7.0-3 Désignation du système. – La désignation du système ou de l'ÉC de niveau supérieur ou nomenclature assignée par le MDN si elle est connue.

10.1.7.0-4 Numéro de la PMT. - Format « PMT -Y-NNN ».

10.1.7.0-4.0-1 Y - C (entrepreneur) ou P (bureau de pour 100 - Canada) indiquant le demandeur.

10.1.7.0-4.0-2 NNN – Numéro de série unique de chaque changement.

10.1.7.0-5 Type – P (préliminaire) ou F (officiel).

10.1.7.0-6 Rev – Entrer l'indicateur de révision afin d'identifier la version.

10.1.8 Bloc 6

10.1.8.0-1 ÉLÉMENT DE BASE TOUCHÉ. Entrer un « X » dans la ou les cases, selon le ou les éléments de base touchés.

10.1.9 Bloc 7

10.1.9.0-1 AUTRES ÉLÉMENTS DE CONFIG. SYSTÈME TOUCHÉS. Entrer un « X » dans la case « yes » (oui) ou « no » (non), selon le cas, afin d'indiquer si un effet est produit sur d'autres systèmes ou ÉC qui exigera la présentation de PMT de classe I associées. Donner les détails aux blocs 25 et 27.

10.1.10 Bloc 8

10.1.10.0-1 SPÉCIFICATIONS TOUCHÉES. Si des spécifications mentionnées dans le contrat sont touchées par la PMT, on doit entrer leur identité (code CAGE de l'activité de conception), le numéro du document, la lettre de révision et l'avis de modification (AM) (ou avis de révision (NOR) et le numéro de l'AM (ou de la NOR) présentée avec la PMT.

10.1.11 Bloc 9

10.1.11.0-1 DESSINS TOUCHÉS. Indiquer tous les dessins ou documents touchés par le changement. Des copies des dessins montant les changements proposés doivent être présentées avec la PMT, en vue de l'évaluation de l'incidence du changement en question. Joindre une liste distincte au besoin.

10.1.12 Bloc 10

10.1.12.0-1 TITRE DU CHANGEMENT. Entrer un court titre afin d'identifier le composant ou le système touché par le changement. Entrer le CODE OU LA DÉSIGNATION DU SYSTÈME D'ARMES dans le bloc 10.a.

10.1.13 Bloc 11

10.1.13.0-1 NUMÉRO DU CONTRAT ET ARTICLE(S) D'EXÉCUTION. Entrer le numéro du

contrat et indiquer les éléments de référence du contrat, des annexes, des appendices et des pièces jointes, les numéros d'article d'exécution touchés par le changement.

10.1.14 Bloc 12

10.1.14.0-1 AGENT DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT. Entrer le nom, le code et le numéro de téléphone de l'agent des contrats d'approvisionnement qui correspond à l'ÉC indiqué au bloc 13.

10.1.15 Bloc 13

10.1.15.0-1 NOMENCLATURE DES ÉLÉMENTS DE CONFIGURATION. Entrer le nom et la désignation de type assignés par le gouvernement, le nom de l'ÉCL et le numéro s'il y a lieu, oui encore le nom et le numéro du ou des ÉC touchés par la PMT.

10.1.16 Bloc 14

10.1.16.0-1 EN PRODUCTION. La case « yes » (oui) doit être cochée si les livraisons du ou des contrats ne sont pas terminées. La case « no » (non) doit être cochée si les livraisons sont terminées. Ce bloc ne s'applique pas toujours aux logiciels. S'il ne s'applique pas, l'indiquer.

10.1.17 Bloc 15

10.1.17.0-1 ENSEMBLE DE PLUS INFÉRIEUR TOUCHÉ. Pour le matériel, un nom descriptif complet qui convient à l'ÉC doit être indiqué ici; ne pas entrer d'indication du type « nombreuses pièces ». Le numéro de pièce doit également être entré. De plus, les NNO correspondants doivent être entrés.

10.1.17.0-2 Pour les éléments de configuration logicielle (ÉCL), entrer le nom et l'identificateur de chaque ÉC de niveau inférieur et de chaque module logiciel touchés.

10.1.18 Bloc 16

10.1.18.0-1 DESCRIPTION DU CHANGEMENT. La description du changement proposé doit comprendre le but et elle doit être suffisamment détaillée pour décrire correctement ce qu'il faut faire. Elle doit être formulée en termes définitifs de sorte que si elle est répétée dans le document contractuel qui autorise le changement, elle produit l'autorisation souhaitée. On doit donner une description indiquant quelle partie de l'article ou du système est changée. On doit fournir des dessins et des croquis supplémentaires, dans la mesure du possible, afin de décrire clairement le changement proposé. Si le changement proposé est une solution provisoire, on doit l'indiquer. Si on manque de place, utiliser des pages supplémentaires pour donner les détails, mais indiquer une vue d'ensemble dans ce bloc. On doit également préciser si la révision constitue une deuxième présentation, si elle remplace la PMT existante en entier ou si elle fournit certaines pages qui modifient celles de la PMT initiale.

10.1.19 Bloc 17

10.1.19.0-1 BESOIN DU CHANGEMENT. Donner une explication de la nécessité du changement et indiquer l'avantage pour le Canada (amélioration des performances, de la portée, de la fiabilité, de la maintenabilité, etc.). La nature de la défectuosité, de la panne, de l'incident, de la défaillance, etc. qui justifie la nécessité du changement doit être décrite en détail.

10.1.20 Bloc 18

10.1.20.0-1 APPLICABILITÉ DE LA PRODUCTION PAR NUMÉRO DE SÉRIE. Pour le matériel, indiquer la date prévue de l'adjonction du changement à la chaîne de fabrication. Mentionner en outre le numéro de série prévu ou le numéro de lot qui prévaudra une fois que le changement aura été mis en œuvre.

10.1.20.0-2 Pour les ÉCL, indiquer le numéro de version de l'ÉCL auquel le changement sera apporté. Le cas échéant, on doit également indiquer l'applicabilité de l'ÉC de l'article final et du

véhicule (aéronef, char, navire, etc.) auquel on propose d'adoindre la capacité représentée par la nouvelle version du logiciel. Si l'incidence de la PMT justifie la distribution d'une nouvelle version du logiciel, le bloc 18 de la proposition de PMT doit comprendre une recommandation à cet égard. Les numéros de série peuvent être utilisés au lieu des numéros de version, si l'AT correspondante approuve cette méthode.

10.1.21 Bloc 19

10.1.21.0-1 RÉPERCUSSIONS SUR LE CALENDRIER DE LIVRAISON ET DE LA PRODUCTION. Indiquer le calendrier de livraison et de production des articles qui comprennent le changement en question et préciser si le changement entraîne un écart par rapport au calendrier de production et de livraison actuellement fixé. S'il n'y a aucune incidence sur le calendrier de livraison, indiquer ce fait.

10.1.22 Bloc 20

10.1.22.0-1 MODERNISATION. S'applique dans les cas où le changement doit être réalisé pour les articles acceptés par une modernisation.

10.1.22.0-1.0-1 a. APPLICABILITÉ DE L'ARTICLE RECOMMANDÉ. Indiquer les numéros de lot ou les numéros de série du ou des articles à moderniser suite au changement.

10.1.22.0-1.0-2 b. CLASSE DE NAVIRE/VÉHICULE TOUCHÉE. Si l'ÉC livré est installé dans une ou plusieurs classes de navire/véhicule, entrer l'identification de ces classes. Ne s'applique pas si la procédure de formulaire court de PMT est précisée dans le contrat.

10.1.22.0-1.0-3 c. CALENDRIER ESTIMÉ DE LIVRAISON D'ENSEMBLE. Préciser le calendrier prévu de livraison d'ensemble en fonction de la quantité et la date. Si le gouvernement va avoir besoin d'outils spéciaux pour la modernisation, entrer une référence au bloc 20.b afin de mentionner les dates de disponibilité des outils, des gabarits et de l'équipement d'essai nécessaire pour les ensembles, en vue de l'apport du changement.

10.1.22.0-1.0-4 d. EMBLACEMENT OU NUMÉROS DES NAVIRES/VÉHICULES TOUCHÉS. Préciser le ou les emplacements où la modernisation doit être effectuée. Si elle doit être exécutée dans les navires (ou les véhicules dont le numéro de série n'est pas indiqué au bloc 23), entrer le numéro de coque des navires (ou le numéro des véhicules). Ne s'applique pas si la procédure de formulaire court de PMT est précisée dans le contrat.

10.1.22.0-1.0-5 e. Pour les ÉCL, ce bloc doit s'appliquer si le changement fait partie d'un changement de matériel ou d'équipement et si la mise en œuvre du changement d'ÉCL respecte un calendrier de modernisation de matériel ou encore si la version mise en service du logiciel doit être remplacée. Si le changement d'ÉCL fait partie d'un changement de matériel ou d'équipement de plus grande envergure et si l'apport du changement d'ÉCL est conforme à un calendrier de modernisation de matériel, cette information sera incluse ici directement ou par l'intermédiaire d'une référence.

10.1.23 Bloc 21

10.1.23.0-1 COÛTS/ÉCONOMIES ESTIMÉS EN VERTU DU CONTRAT. Indiquer le total des coûts/économies prévus de la PMT pour le contrat.

10.1.24 Bloc 22

10.1.24.0-1 COÛTS/ÉCONOMIES TOTAUX NETS ESTIMÉS. Indiquer le total des coûts/économies prévus pour la PMT de base et toutes les PMT associées, notamment les autres coûts/économies pour le gouvernement. Ne s'applique pas si la procédure de formulaire court de PMT est précisée dans le contrat.

10.1.25 Bloc 23

10.1.25.0-1 SIGNATURE AUTORISÉ DE L'ACTIVITÉ PRÉSENTÉE. Un responsable autorisé de l'activité mentionné au bloc de l'activité d'approvisionnement doit signer ce bloc et indiquer son titre au bloc 23b. On indique ainsi que la PMT est officiellement sanctionnée.

10.1.26 Bloc 24

10.1.26.0-1 Ce bloc est à l'usage du gouvernement. [Note : Le bureau d'administration du contrat passera en revue tous les changements techniques. Il recommandera l'approbation ou le refus des PMT de classe I en cochant le bloc 24.a et en entrant une donnée dans le bloc 24.d. Il sera d'accord ou non avec la classification des changements techniques de classe II en cochant le bloc 24.c en conséquence et en entrant des données dans les blocs 24.d, e et f. Si le gouvernement exige l'approbation des changements techniques de classe II avant la mise en œuvre par l'entrepreneur, l'activité d'approbation désignée coche le bloc 24.b en conséquence et entre une donnée dans le bloc 24d. Pour les PMT de classe I, l'agent des contrats du gouvernement cochera le bloc 24.g en conséquence et il entrera des données dans les blocs 24.h, i et j.]

10.1.27 PMT (page 2 sur 6)

10.1.27.0-1 EFFETS SUR L'IDENTIFICATION DE LA CONFIGURATION

FONCTIONNELLE/ALLOUÉE. Cette page ne doit être remplie que si le changement proposé influe sur la spécification du système ou la ou les spécifications du développement de l'article. Si une spécification de fonction produit distincte est utilisée, les répercussions des changements proposés sur cette spécification, une fois que la RÉ a été établie, doivent être décrites à la page 3 du formulaire de PMT ou dans des pièces jointes mentionnées à cet égard.

10.1.28 Bloc 25

10.1.28.0-1 AUTRES SYSTÈMES TOUCHÉS. Insérer des données si la case « yes » (oui) est cochée au bloc 7.

10.1.29 Bloc 26

10.1.29.0-1 AUTRES ENTREPRENEURS/ACTIVITÉS TOUCHÉS. Indiquer les autres entrepreneurs ou activités du gouvernement qui seront touchés par ce changement technique.

10.1.30 Bloc 27

10.1.30.0-1 ÉLÉMENTS DE CONFIGURATION TOUCHÉS. Entrer le nom et le numéro de tous les ÉC, de l'équipement de formation des utilisateurs et de l'équipement de soutien touchés.

10.1.31 Bloc 28

10.1.31.0-1 EFFETS SUR LES ATTRIBUTIONS DE PERFORMANCE ET LES INTERFACES PRÉCISÉES DANS LA SPÉCIFICATION DU SYSTÈME. Décrire les changements dans les attributions de performance et les interfaces fonctionnelles/matérielles définies dans la spécification du système.

10.1.32 Bloc 29

10.1.32.0-1 EFFETS SUR L'EMPLOI, SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ, FORMATION, EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE OU LOGICIEL. Pour le matériel, décrire les effets du changement proposé sur l'emploi, le déploiement, la logistique et/ou les besoins en personnel et en formation qui ont été précisés dans les spécifications approuvées du système et/ou de l'ÉC, y compris les changements ou effets sur l'exploitabilité du système. Plus particulièrement, une entrée doit décrire tout effet sur l'interopérabilité.

10.1.32.0-2 Pour les ÉCL, l'information ci-dessous doit être entrée, selon le cas, en fonction du degré de développement de la conception de l'ÉCL au moment de la présentation de la PMT.

10.1.32.0-2.0-1 Indiquer tout changement nécessaire aux paramètres ou aux valeurs de la base de données, ou encore aux procédures de gestion de la base de données.

10.1.32.0-2.0-2 Indiquer et expliquer les éventuels effets prévus du changement proposé sur le temps d'exploitation acceptable de l'ordinateur et l'utilisation du temps de cycle.

10.1.32.0-2.0-3 Donner une estimation de l'effet net sur le stockage des logiciels.

10.1.32.0-2.0-4 Préciser et expliquer toute autre incidence pertinente du changement proposé sur l'utilisation du système.

10.1.33 Bloc 30

10.1.33.0-1 EFFETS SUR LES SPÉCIFICATIONS DE L'ÉLÉMENT DE CONFIGURATION.

L'effet du changement proposé sur les performances doit être décrit du point de vue quantitatif, car il se rapporte aux paramètres qui figurent dans les spécifications de développement de l'ÉC.

10.1.34 Bloc 31

10.1.34.0-1 EXIGENCES ET ÉTAT DU DÉVELOPPEMENT. Pour le matériel, si le changement technique proposé exige une révision d'envergure du programme de développement (par exemple de nouveaux prototypes, un examen de la conception supplémentaire, des tests à refaire), la nature du nouveau programme de développement doit être décrite en détail, y compris l'état des programmes déjà commencés.

10.1.34.0-2 Pour les ÉCL, l'entrepreneur doit indiquer la séquence prévue des activités de conception et d'essai de logiciel qui seront nécessaires. Les PMT produites après la conception préliminaire et qui touchent la FBL et/ou l'ABL doivent préciser, selon le cas, les exigences importantes concernant la refonte du logiciel, le recodage, la répétition des essais, les changements aux environnements de génie/d'essai de logiciel, une installation spéciale, une adaptation, une vérification et un essai dans un environnement réel. De plus, l'incidence spécifique de ces facteurs sur les calendriers approuvés doit être précisée. L'incidence du changement logiciel sur la conception matérielle et sur les câbles d'entrée-sortie doit également être décrite.

10.1.35 Bloc 32

10.1.35.0-1 COMPROMIS ET SOLUTIONS DE RECHANGE. Un résumé des diverses solutions envisagées doit être adjoint, ainsi qu'une analyse indiquant les motifs de l'adoption de la solution proposée par la PMT.

10.1.36 Bloc 33

10.1.36.0-1 DATE À LAQUELLE ON A BESOIN DE L'AUTORISATION CONTRACTUELLE. Entrer la date à laquelle on aura besoin de l'autorisation contractuelle pour préserver le calendrier établi.

10.1.37 PMT (page 3 sur 6)

10.1.37.0-1 EFFETS SUR L'IDENTIFICATION, LA LOGISTIQUE ET L'UTILISATION DE LA CONFIGURATION DE PRODUIT. Certains renseignements qui doivent figurer à cette page ont peut-être été exigés aux pages 1 et 2 ou ne s'appliquent pas aux logiciels. Si cette information a déjà été donnée, un renvoi à ces renseignements convient.

10.1.37.0-1.0-1 Pour le matériel, si des facteurs d'interopérabilité logistique spécifiques sont touchés, l'entrepreneur doit fournir des renseignements décrivant l'éventuelle incidence sur la configuration opérationnelle sur une page jointe.

10.1.37.0-1.0-2 Pour les ÉCL, les environnements de génie et d'essai de logiciel ne sont en général pas touchés par les changements apportés à la configuration de produit d'un ÉCL. Au bloc 39, l'entrepreneur doit donner de l'information sur l'état de la refonte du logiciel et l'initiative de nouveau test. Un examen de l'intention des blocs 37, 38, 42, 43, 44 et 46 doit également être prévu, afin de décrire les répercussions de l'ÉCL à cet égard.

10.1.38 Bloc 34

10.1.38.0-1 EFFET SUR L'IDENTIFICATION DE LA CONFIGURATION DE PRODUIT OU LE CONTRAT. Les effets des spécifications de produit d'ÉC approuvées doivent être précisés à l'aide de la mention des AM, des NOR ou d'autres pièces jointes qui décrivent en détail les changements de texte proposés. Les effets sur les performances, le poids, le moment, etc., qui sont abordés dans la ou les pièces jointes, doivent être indexés à l'aide d'une identification adéquate adjacente au facteur touché. Les effets sur les dessins, s'ils ne sont pas indiqués à la page 1, doivent être décrits de façon générale à l'aide d'une pièce jointe mentionnée. Cette pièce jointe peut consister en une liste de NOR joints si la présentation d'un NOR pour chaque dessin touché est exigée par le contrat. Indiquer les données techniques présentées qui ne sont pas prises en compte dans la LDEC, à l'aide d'une pièce jointe mentionnée. Préciser le changement de nomenclature s'il y a lieu.

10.1.39 Bloc 35

10.1.39.0-1 EFFET SUR LES ÉLÉMENTS DU SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ (SLI). On doit indiquer les effets du changement technique sur le soutien logistique de l'article en cochant les cases correspondantes. Ces effets doivent être expliqués en détail dans une pièce jointe indexée d'après l'identification qui convient et être adjacente au sujet en question. L'information requise doit préciser la méthode à employer pour déterminer les plans de soutien logistique intégré et les articles qui seront nécessaires au soutien de la nouvelle configuration, ainsi que la modernisation des articles livrés précédemment en fonction de la même configuration. Les aspects ci-dessous doivent être abordés, selon le cas.

10.1.39.0-1.0-1 Effets sur le calendrier et le contenu du plan de SLI

10.1.39.0-1.0-2 Effet sur le concept et les plans de maintenance pour les niveaux de maintenance et les procédures

10.1.39.0-1.0-3 Les tâches d'ASL à exécuter et les données de l'ASL qui doivent être mises à jour où qu'elles se trouvent dans le contrat.

10.1.39.0-1.0-4 Prolongement/révision du plan de soutien provisoire

10.1.39.0-1.0-5 Pièces de rechange qui sont changées, modifiées, désuètes ou adjointes, y compris les données d'approvisionnement détaillées pour les pièces de rechange de soutien provisoires. (Si on n'entre pas les données détaillées de l'approvisionnement, le traitement de la PMT sera retardé.)

10.1.39.0-1.0-6 Manuels techniques révisés ou nouveaux

10.1.39.0-1.0-7 Besoins d'installations révisées ou nouvelles et plan d'évacuation de site

10.1.39.0-1.0-8 Matériel de soutien (MS) nouveau, révisé, désuet ou supplémentaire, procédures d'essai et logiciels. Pour les articles de MS et les appareils de formation qui exigent un changement, préciser un renvoi aux PMT correspondantes, et pour toute PMT associée qui n'est pas fournie avec la PMT de base, donner une courte description du ou des changements proposés au MS et des appareils de formation

10.1.39.0-1.0-9 Données qualitatives et quantitatives sur les besoins en personnel qui précisent les ajouts ou les retraits d'opérateurs sur les plans des compétences du personnel, des connaissances et des nombres nécessaires au soutien de l'ÉC modifié par le changement en question

10.1.39.0-1.0-10 Nouveaux besoins en formation des opérateurs sur les plans de l'équipement, des appareils de formation et des logiciels d'instruction pour les cours d'opérateur. Cette information doit préciser les cours particuliers, l'équipement, les manuels techniques, le personnel, etc. nécessaires à l'établissement du cours aux installations de l'entrepreneur ou du gouvernement.

10.1.39.0-1.0-11 Données qualitatives et quantitatives sur les besoins en personnel qui précisent les ajouts ou les retraits de personnel de maintenance sur les plans des compétences du personnel, des connaissances et des nombres nécessaires au soutien de l'ÉC modifié par le changement en question.

10.1.39.0-1.0-12 Nouveaux besoins en formation sur la maintenance sur les plans de l'équipement de formation, des appareils de formation et des logiciels d'instruction pour les cours de maintenance. Cette information doit préciser les cours particuliers, l'équipement, les manuels techniques, le personnel, etc. nécessaires à l'établissement du cours aux installations de l'entrepreneur ou du gouvernement.

10.1.39.0-1.0-13 Tout effet sur la maintenance du contrat qui augmente la portée ou la limite en dollars établie dans le contrat.

10.1.39.0-1.0-14 Effets sur le conditionnement, la manutention, l'entreposage et la transportabilité découlant des changements quant au matériel, aux dimensions, à la fragilité et aux conditions environnementales ou de fonctionnement inhérentes.

10.1.40 Bloc 36

10.1.40.0-1 EFFET SUR L'UTILISATION OPÉRATIONNELLE. On doit indiquer les effets du changement technique de l'utilisation de l'ÉC en cochant les facteurs correspondants et en donnant des détails à l'aide de pièces jointes. Les valeurs quantitatives doivent être employées dans la mesure du possible, mais elles sont nécessaires en cas d'incidence sur la fiabilité et la durée de vie. La surviabilité englobe la surviabilité nucléaire.

10.1.41 Bloc 37

10.1.41.0-1 AUTRES QUESTIONS. Les effets du changement technique proposé doivent être indiqués dans une pièce jointe indexée en fonction de l'identification qui doit être adjacente au facteur touché.

10.1.41.0-1.0-1 Interfaces qui ont une incidence sur les articles adjacents ou associés (sortie, entrée, connexions de raccordement, etc.).

10.1.41.0-1.0-2 ÉFG ou IFG changé, modifié ou désuet.

10.1.41.0-1.0-3 Contraintes matérielles. Retrait ou modification de la position d'articles, remise en état structurelle, augmentation ou diminution des dimensions globales.

10.1.41.0-1.0-4 Logiciel (sauf les logiciels opérationnels, de maintenance et de formation) qui exigent l'apport d'un changement au code existant et/ou aux ressources ou encore un ajout d'un nouveau logiciel.

10.1.41.0-1.0-5 Remise en état nécessaire d'autre équipement non inclus précédemment, qui aura une incidence sur la configuration opérationnelle existante.

10.1.41.0-1.0-6 Procédures d'essai de système supplémentaires ou modifiées nécessaires.

10.1.41.0-1.0-7 Tout changement nouveau ou supplémentaire qui a un effet sur les garanties existantes.

10.1.41.0-1.0-8 Changements ou mises à jour concernant le programme de contrôle des pièces de rechange.

10.1.41.0-1.0-9 Effets sur les prévisions du cycle de vie de l'article de configuration ou du programme, y compris les prévisions des coûts/économies de l'utilisation et du soutien du ou des articles touchés pendant la durée définie du contrat et les prévisions des coûts/économies à réaliser dans le cadre de la production future et des achats de pièces de rechange du ou des articles touchés.

10.1.42 Bloc 38

10.1.42.0-1 SOLUTIONS DE RECHANGE. On doit adjoindre un résumé des diverses solutions de rechange envisagées, notamment le recours à des méthodes d'exploitation ou de maintenance révisées, des exigences révisées quant à l'inspection ou l'entretien, des calendriers révisés du remplacement de pièces, etc. L'entrepreneur doit présenter une analyse des solutions de rechange, cerner les avantages et les désavantages propres à chaque méthode réalisable et indiquer les raisons de l'adoption de la solution proposée par la PMT. Dans les cas où l'analyse de l'entrepreneur aborde de nouveaux concepts ou une nouvelle technologie, les données justificatives (notamment l'ASL si le contrat l'exige) doivent être présentées avec la proposition dans le but d'authentifier l'analyse des compromis.

10.1.43 Bloc 39

10.1.43.0-1 ÉTAT DU DÉVELOPPEMENT. Le cas échéant, l'entrepreneur doit formuler des recommandations sur les tests, les installations, les prototypes, les vérifications d'ajustement, etc. supplémentaires qui vont servir à justifier la modification proposée. Ces recommandations doivent préciser l'objectif du test et le ou les véhicules d'essai à utiliser. L'entrepreneur doit indiquer l'état du développement des principaux éléments de l'ÉFG qui seront utilisés, conjointement avec le changement et la disponibilité de l'équipement en ce qui concerne le point d'adjonction estimé à la production.

10.1.44 Bloc 40

10.1.44.0-1 RECOMMANDATIONS AU SUJET DE LA MODERNISATION. Le cas échéant, l'entrepreneur doit présenter des recommandations en matière de modernisation au sujet de la modification technique avec les données justificatives, les répercussions à cet égard, ainsi qu'une courte description de la mesure requise. Dans les cas où une modernisation n'est pas recommandée, on doit donner une explication du raisonnement à cet effet. On doit préciser toute pièce jointe qui doit servir à décrire l'efficacité recommandée de la modernisation (voir le bloc 20a).

10.1.45 Bloc 41

10.1.45.0-1 HEURES DE TRAVAIL PAR UNITÉ POUR L'INSTALLATION DES ENSEMBLES DE MODERNISATION. Entrer des données dans les blocs 40.a à 40.s afin d'indiquer l'ampleur du travail à prévoir pour les diverses activités d'installation des ensembles de modernisation. Estimer les heures de travail en vue de l'installation des ensembles de modernisation si le système d'armes fait l'objet d'une révision.

10.1.46 Bloc 42

10.1.46.0-1 HEURES DE TRAVAIL POUR LES ESSAIS DU SYSTÈME APRÈS LA MODERNISATION. Entrer les heures de travail nécessaires à l'essai du système ou de l'élément après l'installation de l'ensemble de modernisation.

10.1.47 Bloc 43

10.1.47.0-1 CETTE MODIFICATION DOIT ÊTRE EFFECTUÉE. Dans les cas où des modifications techniques approuvées au préalable doivent être apportées selon un ordre particulier par rapport à la modification, cet ordre doit être précisé.

10.1.48 Bloc 44

10.1.48.0-1 L'ENTREPRENEUR DOIT-IL FOURNIR UN SERVICE TECHNIQUE SUR LE TERRAIN? Cocher la case correspondante. Si la réponse est « oui », joindre le programme proposé en vue de la participation de l'entrepreneur.

10.1.49 Bloc 45

10.1.49.0-1 PÉRIODE HORS SERVICE. Estimer la durée totale depuis le retrait de l'équipement jusqu'à ce qu'il soit remis en service après la modernisation.

10.1.50 Bloc 46

10.1.50.0-1 INCIDENCE DE LA PMT ET DES PMT APPROUVÉES PRÉCÉDEMMENT POUR L'ÉLÉMENT. L'entrepreneur doit résumer l'incidence cumulative sur les performances, le poids, la charge électrique, etc. de la PMT et des PMT approuvées précédemment dans les cas où les limites de conception sont presque atteintes ou dépassées. Les conséquences du refus de la PMT peuvent être précisées dans ce bloc ou dans une pièce jointe mentionnée.

10.1.51 Bloc 47

10.1.51.0-1 DATE À LAQUELLE L'AUTORISATION CONTRACTUELLE EST REQUISE. L'entrepreneur doit indiquer la date à laquelle l'autorisation contractuelle doit être accordée afin qu'il puisse aller de l'avant et ainsi assurer l'efficacité estimée qui est précisée dans la PMT en plus de fournir le SLI concurrent et les articles propres au soutien logistique. L'entrepreneur doit se pencher sur les objectifs décisionnels en prévoyant un délai supplémentaire pour l'examen, l'envoi postal et les autres exigences connexes de manutention et de traitement.

10.1.52 PMT (page 4 sur 6)

10.1.52.0-1 La page 4 présente le résumé du coût/des économies totaux nets qui sont estimés d'une PMT. Aux blocs 48.a à 48.d, chaque facteur de coût associé à la PMT doit être pris en compte et on doit déterminer si le coût, ou une partie de celui-ci, est récurrent ou non récurrent en vertu du contrat en question. Entrer le coût/les économies aux colonnes 1 et 4, selon le cas, en utilisant les données des colonnes « unit » (unité) et « quantity » (quantité) s'il y a lieu. Les économies doivent figurer entre parenthèses. Les autres coûts/économies, pour le gouvernement, qui découlent de l'approbation de la PMT doivent être entrés à la colonne 6 dans la mesure où l'entrepreneur peut déterminer ces coûts. Cette estimation de la répercussion des coûts sera utilisée pour la planification et la réduction des coûts ou pour une analyse des coûts de la PMT quant aux économies nettes qui en découleraient. Des propositions de coût fixe doivent être présentées, de pair avec la répartition correspondante des coûts.

10.1.53 Bloc 48

10.1.53.0-1 INCIDENCE SUR LE COÛT TOTAL NET ESTIMÉ. (Utiliser des parenthèses pour les économies).

10.1.53.1 Bloc 48.a

10.1.53.1.0-1 COÛTS/ÉCONOMIES DE PRODUCTION. Entrer l'estimation des coûts/économies de la production de l'ÉC qui découle de l'apport du changement. Indiquer les coûts de la reformulation de l'ÉC à la ligne « engineering, engineering data revisions » (génie, révision des données de génie) si l'élément est en cours de production. Entrer les coûts/économies prévus du cycle de vie qui correspondent à la production prévue et aux achats de pièces de rechange de l'élément qui ne figurent pas encore au contrat, à la ligne « CONFIGURATION ITEM /ÉCL » (ÉLÉMENT DE CONFIGURATION/ÉCL) à la colonne 6. Entrer le total partiel des coûts de production (coûts récurrents et non récurrents) à la cinquième colonne.

10.1.53.2 Bloc 48.b

10.1.53.2.0-1 COÛTS DE LA MODERNISATION. Entrer l'estimation des coûts de la modernisation de l'élément, qui comprend les coûts de l'installation et des essais. Dans les cas où le personnel du gouvernement exécute les activités d'installation et/ou d'essai ou participe à celle-ci, les coûts estimés doivent être entrés à la colonne 6 des lignes correspondantes. Indiquer les coûts de conception de l'ensemble de modernisation et de la révision des données qui se rapportent uniquement à la modernisation lorsque l'ÉC est en cours de production. Indiquer tous les coûts de la nouvelle conception et de la révision des données si l'élément n'est pas en production. Les coûts

des modifications à apporter à l'ÉFG existant et des essais subséquents doivent également être mentionnés. Entrer le total partiel des coûts de la modernisation à la cinquième colonne. Si les activités et les coûts de la modernisation, ou une partie de celles-ci, doivent être reportés et adjoints au contrat à un moment ultérieur, indiquer à la colonne 6 la partie reportée des coûts qui correspond à chaque ligne du bloc 51b.

10.1.53.3 Bloc 48.c

10.1.53.3.0-1 COÛTS/ÉCONOMIES DU SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ. Entrer le coût estimé des divers éléments du SLI qui se rapportent à l'élément pris en compte par la PMT. À la ligne « interim support » (soutien provisoire), les coûts estimés doivent être entrés en fonction de la période comprise entre l'installation/exploitation initiale de l'élément (aéronef, char, etc.) conformément à la modification apportée par la PMT et le moment auquel le gouvernement dispose de la capacité de soutien. Ces coûts du soutien provisoire doivent comprendre les estimations des coûts des pièces de rechange recommandées/fournies par l'entrepreneur, de l'équipement de soutien spécial, de l'équipement de formation et du programme de formation du personnel. À la ligne « maintenance manpower » (effectif de maintenance), enter les coûts/économies estimés du soutien de maintenance prévu au contrat pour le restant des contrats de maintenance existants. Entrer le total partiel des coûts/économies du SLI à la colonne 5. Entrer la partie d'exploitation et de soutien des coûts/économies du cycle de vie à la ligne du total partiel, à la colonne 6.

10.1.53.4 Bloc 48.d

10.1.53.4.0-1 AUTRES COÛTS/ÉCONOMIES. Si d'autres coûts prévus au contrat ne figurent pas dans les catégories de production, de modernisation ou de SLI, entrer le total de ces coûts au bloc 48.d, à la colonne 5. Si le gouvernement doit supporter d'autres coûts qui ne relèvent pas des les catégories de production, de modernisation ou de SLI ou qui ne se trouvent pas dans le bloc 48.g, « coordination changes by Government » (changements à la coordination par le gouvernement), entrer le total de ces coûts au bloc 48.d, à la colonne 6.

10.1.53.5 Bloc 48.e

10.1.53.5.0-1 TOTAL PARTIEL DES COÛTS/ÉCONOMIES. Entrer les totaux partiels des colonnes 1, 4, 5 et 6 à cette ligne. Le total partiel de la colonne 5 doit être la somme des colonnes 1 et 4. Ce total partiel prévu au contrat doit ensuite être entré à la ligne correspondante de la colonne 6, à la page 1 du bloc 21.

10.1.53.6 Bloc 48.f

10.1.53.6.0-1 CHANGEMENTS À LA COORDINATION AVEC D'AUTRES ENTREPRENEURS. Cet aspect ne porte que sur les changements d'interface des éléments autres que l'ÉFG; les changements à l'ÉFG sont décrits au bloc 48.b. Si ces changements à la coordination sont pris en compte par des PMT connexes, les coûts estimés à cet égard doivent être entrés au bloc 48.f, quand ils sont disponibles.

10.1.53.7 Bloc 48.g

10.1.53.7.0-1 CHANGEMENTS À LA COORDINATION PAR LE GOUVERNEMENT. Entrer dans ce bloc une estimation des coûts, pour le gouvernement, des changements à l'interface qui doivent être apportés aux éléments livrés (aéronef, navire, installations, etc.), dans la mesure où ces coûts ne sont pas pris compte au bloc 48.b.

10.1.53.8 Bloc 48.h

10.1.53.8.0-1 COÛTS/ÉCONOMIES TOTALES NETTES ESTIMÉES. Entrer la somme de tous les coûts/estimations à la colonne 6 et au bloc 22 à la page 1.

10.1.54 PMT (MATÉRIEL) (page 5 sur 6)

10.1.54.0-1 Cette partie n'est requise que pour les PMT touchant le matériel.

10.1.55 Bloc 49

10.1.55.0-1 TABLEAU DES ÉTAPES CRITIQUES. Entrer les symboles (voir la légende du formulaire), qui correspondent à l'activité, afin d'indiquer le découpage du temps des diverses livraisons d'éléments, d'équipement de soutien, d'équipement de formation et de documentation qui comprend les PMT de base et associées. Enter les autres symboles et les indications afin de préciser le début ou la fin des actions importantes. Toutes les dates correspondent au nombre de mois après l'approbation contractuelle de la PMT de base.

10.1.56 PMT (LOGICIELS) (page 6 sur 6)

10.1.56.0-1 Cette partie n'est requise que pour les PMT touchant les logiciels.

10.1.57 Bloc 50

10.1.57.0-1 TABLEAU DES ÉTAPES CRITIQUES. Entrer les symboles (voir la légende du formulaire), qui correspondent à l'activité, afin d'indiquer le découpage du temps des diverses livraisons d'éléments, d'équipement de formation et de documentation qui comprend les PMT de base et associées. Enter les autres symboles et les indications afin de préciser le début ou la fin des actions importantes. Toutes les dates correspondent au nombre de mois après l'approbation contractuelle de la PMT de base.

4.3 DÉD CM-103 Demande de dérogation (DDD)/demande de renonciation (DDR)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Demande de dérogation (DDD)/demande de renonciation (DDR)	2. Numéro de l'élément de données CM-103	
3. Description / but 3.0-1 Une DDD décrit une modification proposée (avant la fabrication) par rapport à la documentation de la configuration au sujet d'un nombre particulier d'articles ou pour une période précise. Une DDD permet à l'État de déterminer l'incidence sur les performances, la disponibilité opérationnelle, le soutien logistique ou les autres aspects touchés. Normalement, la nouvelle configuration des articles en question sera permanente. 3.0-2 Une DDR sert à obtenir une autorisation de fournir un matériel non conforme qui ne respecte pas la documentation de la configuration prescrite, mais qui convient à une utilisation « telle quelle » ou après une réparation. Une DDR permet à l'État d'évaluer et d'autoriser l'acceptation d'un élément qui n'est pas conforme aux exigences contractuelles.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 La DDD et la DDR doivent être conformes à la norme MIL-STD 973, appendice E.		
8. Auteur GCBP PÉIS	9. Formulaires applicables Figure 7 de l'annexe CC, appendice 2	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Format et contenu – Le format de l'entrepreneur est acceptable. Le contenu doit être conforme à l'appendice E de la norme MIL-STD 973. 10.0-2 La DDD/DDR doit décrire entièrement et justifier la demande. 10.1 Description des champs du modèle de DDD/DDR 10.1.1 Bloc 1 10.1.1.0-1 DATE (AA/MM/JJ). Entrer la date de la présentation de la DDD/DDR. 10.1.2 Bloc 2 10.1.2.0-1 Numéro de l'activité d'approvisionnement 10.1.3 Bloc 3 10.1.3.0-1 Code d'adresse de l'activité du ministère de la Défense (Department of Defense Activity Address Code, DoDAAC). Entrer le DoDAAC de l'activité d'approvisionnement. 10.1.4 Bloc 4 10.1.4.0-1 Nom et adresse de l'auteur. Entrer le nom, l'adresse et les coordonnées de l'autorité qui présente la DDD/DDR. 10.1.5 Bloc 5 10.1.5.0-1 DÉROGATION ou RENONCIATION. Entrer un « X » dans la case correspondante. 10.1.6 Bloc 6 10.1.6.0-1 CLASSIFICATION. Entrer un « X » dans la case correspondante. 10.1.6.0-1.0-1 Mineur. La dérogation ou renonciation concerne une différence qui n'a pas trait aux facteurs majeurs ou cruciaux. 10.1.6.0-1.0-2 Majeur. La dérogation ou renonciation consiste en une différence qui a trait à (a)		

la santé, (b) le rendement, (c) interchangeabilité, la fiabilité, la surviabilité, la maintenabilité ou la durabilité de l'élément ou de ses pièces de rechange, (d) l'utilisation applicable ou l'exploitation, (e) le poids et la taille ou (6) l'apparence (s'il s'agit d'un facteur qui joue un rôle).

10.1.6.0-1.0-3 Critique. La dérogation ou renonciation concerne une différence qui touche à la sécurité.

10.1.7 Bloc 7

10.1.7.0-1 Désignation de la DÉROGATION / RENONCIATION.

10.1.7.0-1.1 Bloc 7.a

10.1.7.0-1.1.0-1 Modèle/type. Entrer la désignation du modèle ou du type de l'ÉC auquel se rapporte la demande. Pour les ÉCL, entrer le numéro d'identification.

10.1.7.0-1.2 Bloc 7.b

10.1.7.0-1.2.0-1 Code CAGE. Entrer le code CAGE de l'activité qui est à l'origine de la dérogation ou de la renonciation.

10.1.7.0-1.3 Bloc 7.c

10.1.7.0-1.3.0-1 Désignation du système. La désignation du système ou de l'ÉC de niveau supérieur ou la nomenclature assignée par le gouvernement doit être entrée, si elle est connue.

10.1.7.0-1.4 Bloc 7.d

10.1.7.0-1.4.0-1 Numéro de la dérogation ou de la renonciation.

10.1.7.0-1.4.0-1.0-1 Numéro - Format « AAA-Y-NNN ».

10.1.7.0-1.4.0-1.0-2 AAA = DDD ou DDR (dérogation ou renonciation).

10.1.7.0-1.4.0-1.0-3 Y = C (entrepreneur) ou P (bureau de projet - gouvernement) indiquant l'auteur.

10.1.7.0-1.4.0-1.0-4 NNN – Numéro de série unique de chaque demande.

10.1.8 Bloc 8

10.1.8.0-1 Configuration de base touchée. Cocher la case correspondante de la configuration de base.

10.1.9 Bloc 9

10.1.9.0-1 Autre système/configuration touché. Cocher la case correspondante. Si oui, indiquer les données sommaires au bloc 20.

10.1.10 Bloc 10

10.1.10.0-1 TITRE DE LA DÉROGATION/RENONCIATION. Entrer un court titre descriptif de la dérogation ou de la renonciation.

10.1.11 Bloc 11

10.1.11.0-1 NUMÉRO DU CONTRAT ET ARTICLE. Entrer le numéro du contrat et indiquer les parties correspondantes du contrat, des annexes, des appendices et des pièces jointes, des numéros des articles touchés par la dérogation ou la renonciation.

10.1.12 Bloc 12

10.1.12.0-1 AGENT DU CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT. Entrer le nom et le numéro de téléphone de l'agent du contrat d'approvisionnement de l'entrepreneur qui s'applique au ou aux éléments du bloc 9.

10.1.13 Bloc 13

10.1.13.0-1 Nomenclature de l'élément de configuration. Entrer le nom et type assignés par le gouvernement, s'il y a lieu, ou le nom et le numéro autorisés de l'ÉC auquel la dérogation ou la renonciation s'applique.

10.1.14 Bloc 14

10.1.14.0-1 Classification des défauts (CD).

10.1.14.1 Bloc 14.a

10.1.14.1.0-1 Numéro de CD. Entrer le numéro de CD attribué, le cas échéant.

10.1.14.2 Bloc 14.b

10.1.14.2.0-1 Numéro du défaut. Si une CD s'applique, entrer le numéro du ou des défauts qui correspondent aux caractéristiques par rapport auxquelles la dérogation ou la renonciation est souhaitée.

10.1.14.3 Bloc 14.c

10.1.14.3.0-1 Classification des défauts. Si une CD s'applique, cocher la case qui indique la classification qui convient au numéro du ou des défauts entrés au bloc 14.b.

10.1.15 Bloc 15

10.1.15.0-1 Nom de la pièce ou de l'ensemble de plus bas niveau touché. Indiquer le nom descriptif correspondant de la ou des pièces, mais ne pas utiliser des indications comme « plusieurs petites pièces ».

10.1.16 Bloc 16

10.1.16.0-1 Désignation du numéro de pièce ou du type. Entrer le numéro de la ou des pièces indiquées au bloc 15 ou la désignation/nomenclature du type s'il y a lieu.

10.1.17 Bloc 17

10.1.17.0-1 APPLICABILITÉ. Si des numéros de lot ont été assignés, entrer le ou les numéros du ou des lots correspondants pour lesquels la dérogation ou la renonciation est demandée. Un lot peut également être défini d'après les numéros de série des éléments touchés.

10.1.18 Bloc 18

10.1.18.0-1 Dérogation/renonciation récurrente. Indiquer si la même dérogation ou renonciation a été déjà demandée et approuvée en cochant d'un « X » la case correspondante. Si c'est le cas, indiquer la situation précédente en question en précisant le numéro de la demande et la mesure corrective à prendre au bloc 24. De plus, si c'est le cas, donner la raison pour laquelle la répétition n'a pas été prévenue par une mesure corrective précédente et/ou l'apport d'un changement à la conception.

10.1.19 Bloc 19

10.1.19.0-1 EFFET SUR LE COÛT/PRIX. Entrer la réduction estimée ou le rajustement de prix. Si aucun changement n'est prévu, préciser ce fait en donnant la raison. La demande de dérogation ou de renonciation doit comprendre l'examen particulier qui sera remis au gouvernement si le ou les articles non conformes sont acceptés par celui-ci.

10.1.20 Bloc 20

10.1.20.0-1 EFFET SUR LE CALENDRIER DE LIVRAISON. Préciser les effets du calendrier de livraison du contrat qui vont découler de l'approbation ou de la désapprobation de la demande de dérogation ou de renonciation.

10.1.21 Bloc 21

10.1.21.0-1 Conséquence sur le soutien logistique intégré, l'interface ou le logiciel. Si la dérogation/renonciation a une incidence sur le soutien logistique intégré ou l'interface, décrire les effets en question dans une pièce jointe et mentionner cette pièce dans ce bloc. Joindre tout document supplémentaire qui est nécessaire et indiquer la présence de ce ou ces documents dans le bloc.

10.1.22 Bloc 22

10.1.22.0-1 DESCRIPTION DE LA DÉROGATION/RENONCIATION. Décrire la nature de la différence proposée par rapport aux exigences techniques. Les dessins des systèmes/sous-systèmes comportant les inscriptions doivent être adjoints au besoin afin de mieux expliquer la dérogation/renonciation.

10.1.23 Bloc 23

10.1.23.0-1 NÉCESSITÉ DE LA DÉROGATION/RENONCIATION. Donner une explication de la raison pour laquelle il est impossible ou déraisonnable de respecter la documentation de la configuration dans les limites du calendrier de livraison précisé. Adjoindre une explication de la proposition d'une dérogation ou d'une renonciation plutôt que d'un changement permanent à la conception.

10.1.24 Bloc 24

10.1.24.0-1 MESURE CORRECTIVE PRISE. Décrire la mesure prise pour corriger le cas de non-conformité afin d'empêcher que cette situation se reproduise à l'avenir.

10.1.25 Bloc 25

10.1.25.0-1 ACTIVITÉ DE PRÉSENTATION. Indiquer le nom de la personne autorisée à présenter la dérogation ou la renonciation et faire signer la dérogation ou la renonciation en indiquant également la date.

10.1.26 Bloc 26

10.1.26.0-1 APPROBATION/ DÉSAPPROBATION. À être produit et signé par l'autorité du gouvernement qui doit prendre la décision au sujet de l'acceptation ou du refus de la dérogation ou de la renonciation.

4.4 DÉD CM-104 Avis de modification (AM)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Avis de modification (AM)	2. Numéro de l'élément de données CM-104	
3. Description / but 3.0-1 L'AM sert à communiquer et à consigner les changements aux spécifications. L'AM indique les changements précis concernant une spécification qui sera distribuée aux utilisateurs une fois que l'AM aura été approuvé.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 L'AM doit être conforme à la norme MIL-STD 973, appendice F. 7.0-2 L'AM se rapporte au manuel de catalogage de la DLA H4/H8.		
8. Auteur GC BP PÉIS	9. Formulaires applicables Figure 8 de l'annexe CC, appendice 2	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Format et contenu – Le format de l'entrepreneur est acceptable. Le contenu doit être conforme à l'appendice F de la norme MIL-STD 973. 10.0-2 L'AM doit décrire en entier les changements. 10.0-3 L'information ci-après doit être incluse et décrite. 10.0-3.1 Bloc 1 10.0-3.1.0-1 Date. Entrer la date de présentation de l'avant-midi. 10.0-3.2 Bloc 2 10.0-3.2.0-1 Numéro de l'activité d'approvisionnement 10.0-3.3 Bloc 3 10.0-3.3.0-1 DoDAAC 10.0-3.4 Bloc 4 10.0-3.4.0-1 Nom et adresse de l'auteur 10.0-3.5 Bloc 5 10.0-3.5.0-1 Type d'AM. Indiquer à l'aide d'un « X » dans le bloc correspondant s'il s'agit d'un AM proposé. Si l'AM est présenté au gouvernement en vue d'une approbation technique définitive, avant la distribution d'après le contrat, les deux blocs doivent demeurer vides. Le gouvernement entrera la donnée dans le bloc d'approbation suite à la mise en œuvre de l'approbation ou du contrat. 10.0-3.6 Bloc 6 10.0-3.6.0-1 Code CAGE. Entrer le code CAGE de l'activité de conception au sujet de la spécification précisée au bloc 7. Le manuel de catalogage de la DLA H4/H8 contient ces codes. 10.0-3.7 Bloc 7 10.0-3.7.0-1 Numéro de la spécification. Entrer le numéro d'identification, y compris la lettre de la révision, de la spécification qui est modifiée. 10.0-3.8 Bloc 8 10.0-3.8.0-1 Code CAGE. Entrer le code CAGE de l'activité de préparation de l'AM. 10.0-3.9 Bloc 9		

10.0-3.9.0-1 Numéro de l'AM. Entrer le numéro d'identification de l'AM présenté. Les numéros d'AM sont produits de manière séquentielle pour chaque spécification et révision, à partir du nombre « 1 ».

10.0-3.10 Bloc 10

10.0-3.10.0-1 Désignation du système. Entrer le type, le modèle, la série (ou le numéro de nomenclature) du système (ou de l'article d'équipement principal s'il ne s'agit pas d'un système) touché.

10.0-3.11 Bloc 11

10.0-3.11.0-1 Numéro de la PMT correspondante. Entrer le numéro complet de la PMT (y compris les codes d'identification et les révisions) qui désigne la modification technique correspondante.

10.0-3.12 Bloc 12

10.0-3.12.0-1 Numéro du contrat. Entrer le numéro complet du ou des contrats touchés par l'AM, le cas échéant.

10.0-3.13 Bloc 13

10.0-3.13.0-1 Autorisation contractuelle. Il ne doit y avoir aucune donnée dans ce bloc dans le cas d'un AM proposé. S'il s'agit d'un AM approuvé, entrer le numéro du document de modification du contrat qui sert à mettre en œuvre le changement au contrat. Si un ordre de modification unilatérale est utilisé pour l'autorisation initiale, le numéro de celui-ci doit figurer dans ce bloc.

10.0-3.14 Bloc 14

10.0-3.14.0-1 Nomenclature de l'équipement de configuration. Entrer la nomenclature (nom et numéro) de l'ÉC visé par la modification. Normalement, cette donnée est différente de celle du bloc 10.

10.0-3.15 Bloc 15

10.0-3.15.0-1 Applicabilité

10.0-3.15.0-1.0-1 Pour le matériel, entrer les numéros de série des éléments auxquels l'AM s'applique. Ceux-ci comprennent en général les articles de production correspondants, ainsi que les éléments approuvés en vue d'un programme de modernisation ou de modification

10.0-3.15.0-1.0-2 Pour les ÉCL, entrer la révision ou la version du ÉCL auquel s'applique la modification. Si une nouvelle version est justifiée en raison de l'adjonction de la PMT, le numéro de cette nouvelle version doit être entré ici.

10.0-3.16 Bloc 16

10.0-3.16.0-1 Pages touchées par l'AM. Les données de cette section doivent donner des renseignements sur les pages touchées par l'AM présenté. Entrer la liste de toutes les pages qui sont modifiées par l'AM et indiquer si les pages sont remplacées ou ajoutées (en entrant un « S » ou un « A » dans la colonne) ou supprimées (en imprimant le mot « deleted » après le numéro de la page en question). Utiliser une ligne distincte pour chaque catégorie de changement de page. Une fois que le gouvernement a approuvé l'AM, entrer la date d'approbation (tirée du bloc 18) dans ce bloc.

10.0-3.17 Bloc 17

10.0-3.17.0-1 Résumé des pages précédentes modifiées

10.0-3.17.1 Bloc 17.a

10.0-3.17.1.0-1 Numéro de l'AM. Pour tous les AM présentés précédemment, entrer le numéro d'identification de chacun de ceux-ci en commençant par le numéro du premier AM à la partie supérieure de la colonne.

10.0-3.17.2 Bloc 17.b

10.0-3.17.2.0-1 Numéro de la PMT. Entrer le numéro d'identification (y compris la désignation et le

code d'identification) de chaque PMT touchée par chaque AM produit précédemment pour cette révision de la spécification.

10.0-3.17.3 Bloc 17.c

10.0-3.17.3.0-1 Pages. Énumérer les pages modifiées par chaque AM produit précédemment pour cette spécification. Utiliser une ligne distincte pour chaque catégorie de changement de page.

10.0-3.17.4 Bloc 17.d

10.0-3.17.4.0-1 Date de présentation. Dans le cas d'un AM proposé, entrer la date de présentation de chaque AM présenté précédemment en regard du numéro de l'AM correspondant au bloc 17.

Pour l'AM approuvé, entrer la date de présentation de chaque AM présenté précédemment, qui a été approuvé, en regard du numéro de l'AM correspondante au bloc 17.

10.0-3.17.5 Bloc 17.e

10.0-3.17.5.0-1 Type de modification. Préciser si les pages sont remplacées ou ajoutées (en entrant un « S » ou un « A » dans la colonne).

10.0-3.17.6 Bloc 17.f

10.0-3.17.6.0-1 Date d'approbation. Pour chaque AM présenté précédemment et approuvé, entrer la date d'approbation de celui-ci à la même ligne que le numéro de l'AM au bloc 17.

10.0-3.18 Bloc 18

10.0-3.18.0-1 Activité du gouvernement. L'agent de passation de contrats du gouvernement, ou un représentant dûment désigné, appose la signature d'approbation et la date à ce bloc et il entre un « X » dans la case correspondante, afin d'indiquer que l'AM est approuvé. La signature indique la conformité technique avec le contenu du formulaire et des pages de changement joints. Une fois que le bloc 18 a été signé et que la case d'approbation a été annotée, l'état de l'AM proposé devient approuvé.

4.5 DÉD CM-105 Avis de révision (NOR)

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Avis de révision (NOR)	2. Numéro de l'élément de données CM-105	
3. Description / but 3.0-1 Un NOR décrit les changements à apporter à la documentation technique (dessins, listes associées ou autres documents correspondants) contrôlée par un autre entrepreneur ou par un organisme du gouvernement suite à l'approbation d'une PMT. 3.0-2 Un NOR sert à déterminer le gardien de chaque dessin, liste associée ou tout autre document correspondant qui est autorisé à apporter les modifications nécessaires à la documentation.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Le NOR fait suite à l'approbation d'une PMT. 7.0-2 Le NOR doit respecter la norme MIL-STD 973, appendice G.		
8. Auteur GC BP PÉIS	9. Formulaires applicables Figure 9 de l'annexe CC, appendice 2	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Format et contenu – Le format de l'entrepreneur est acceptable. Le contenu doit être conforme à l'appendice G de la norme MIL-STD 973. 10.0-2 Le NOR doit décrire en entier les changements. 10.0-3 L'information ci-après doit être incluse et décrite. 10.1 Bloc 1 10.1.0-1 Date. Entrer la date de présentation du NOR. Normalement, cette date est identique à celle de la présentation de la PMT. 10.2 Bloc 2 10.2.0-1 Numéro de l'activité d'approvisionnement 10.3 Bloc 3 10.3.0-1 DoDAAC 10.4 Bloc 4 10.4.0-1 Nom et adresse de l'auteur. Entrer le nom et l'adresse de la personne qui présente le NOR proposé. 10.5 Bloc 5 10.5.0-1 Code CAGE. Entrer le code CAGE de l'auteur de l'activité de conception du dessin/document précisé au bloc 8. 10.6 Bloc 6 10.6.0-1 Numéro du NOR. L'auteur doit assigner un numéro ou entrer un numéro de document et une nouvelle lettre de révision à titre de numéro du NOR. Si le contrat exige de désigner le NOR d'après le numéro de la PMT, l'auteur doit joindre un code d'identification (par exemple xxx-l). 10.7 Bloc 7 10.7.0-1 Code CAGE. Entrer le code CAGE de l'activité dont le NOR est assigné. 10.8 Bloc 8 10.8.0-1 Numéro du document. Entrer le numéro du dessin, de la norme, de la liste ou du ou des		

autres documents à réviser.

10.9 Bloc 9

10.9.0-1. Titre du document. Entrer le titre du document auquel le NOR s'applique.

10.10 Bloc 10

10.10.0-1 Lettre de la révision

10.10.1 Bloc 10.a

10.10.1.0-1 Actuelle. Indique la révision existante du document pour laquelle le NOR est préparé.

10.10.2 Bloc 10.b

10.10.2.0-1 Nouvelle. Indique la lettre de révision proposée pour la révision visée par le NOR.

Habituellement, cette lettre faite suite à la lettre en cours, en ordre alphabétique, sauf si on sait que des NOR en attente n'ont peut-être pas été adjointes.

10.10.2.0-2 NOTE : Le gouvernement peut changer la lettre de la nouvelle révision proposée par l'entrepreneur afin de maintenir la séquence adéquate des révisions approuvées.

10.11 Bloc 11

10.11.0-1 Numéro de la PMT. Entrer le numéro de la PMT qui décrit la modification technique qui exige la révision du document précisée par le NOR.

10.12 Bloc 12

10.12.0-1 Élément de configuration (ou système) auquel la PMT s'applique. Entrer la désignation assignée du système (s'il y a lieu). Sinon, entrer le nom et la désignation de type de l'ÉC auquel la PMT s'applique (voir les blocs 8a, 8c et 16 de la PMT).

10.13 Bloc 13

10.13.0-1 Description de la révision. Décrire en détail la révision, en précisant le texte exact des phrases ou des paragraphes à ajouter ou qui doivent remplacer les phrases ou les paragraphes correspondants du document actuel. Préciser les dimensions, les tolérances et les autres exigences quantitatives qui doivent remplacer les exigences actuelles. Joindre un imprimé annoté au besoin afin d'expliquer clairement la révision souhaitée. Utiliser le format « de – à » pour décrire la modification. En cas de manque d'espace, utiliser des pages supplémentaires.

10.14 Bloc 14

10.14.0-1 Section réservé au gouvernement.

10.14.1 Bloc 14.a

10.14.1.0-1 État du document. L'activité d'approbation du gouvernement consiste à entrer un « X » dans la première case, si le fabricant peut continuer à utiliser le document existant modifié par le NOR en question. Si c'est le cas, une copie du NOR approuvé sera remise à l'entrepreneur qui présente la PMT et au gardien du document principal. L'activité d'approbation du gouvernement entre un « X » dans la seconde case si l'entrepreneur n'est pas autorisé à apporter la modification proposée par le NOR présenté tant que le document révisé n'a pas été reçu. L'activité d'approbation du gouvernement entre un « X » dans la troisième case qui indique au gardien d'apporter le changement et de distribuer des copies du document révisé. La liste de distribution peut être entrée au bloc 14, dans une pièce jointe mentionnée oui dans une lettre d'accompagnement.

10.14.2 Bloc 14.b

10.14.2.0-1 Activité autorisée à apporter le changement. Le nom de l'activité autorisée à approuver la PMT et les NOR associés, pour le gouvernement est entré par cette activité.

10.14.3 Blocs 14.d, 14.e et 14.f

10.14.3.0-1. Titre, signature et date. Si la PMT mentionnée est approuvée et si le NOR est également approuvé sans changement ou correction, un représentant autorisé du gouvernement qui

approuve l'activité appose sa signature dans ce bloc, en précisant également la date de l'approbation.

10.15 Bloc 15

10.15.0-1 Activité.

10.15.1 Bloc 15.a

10.15.1.0-1 Activité qui effectue la révision. Le nom de l'activité (gardien) qui a pour tâche de réviser le document principal est entré par l'activité d'approbation.

10.15.2 Blocs 15.b. et 15.c

10.15.2.0-1 Révision terminée et date. Un représentant autorisé du gardien doit apposer sa signature dans ce bloc afin de certifier que la révision décrite par le NOR a été effectuée, en précisant également la date de l'exécution. L'original signé doit être renvoyé au gouvernement ou conservé par l'activité qui détient le document principal.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

4.6 DÉD CM-106 Rapport de document sur l'état de la configuration (DÉC)

DESCRIPTION DES DONNÉES		Formulaire DND
1409		
1. Titre Rapport de document sur l'état de la configuration (DÉC)	2. Numéro de l'élément de données CM-106	
3. Description / but 3.0-1 Le rapport de DÉC décrit l'information nécessaire pour gérer efficacement les ÉC et faire connaître les activités de GC, y compris l'état des différences, des renonciations et les modifications techniques.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Le rapport de DÉC doit respecter la norme MIL-STD 973, section 5.5. 7.0-2 Le rapport de DÉC mentionne toutes les PMT, les DDD, DDR, les AM et les NOR.		
8. Auteur GC BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le rapport de DÉC doit respecter le format de l'entrepreneur. 10.0-2 Le rapport de DÉC doit indiquer, à tout le moins, l'identification de chaque ÉC et énumérer toutes les PMT, les DDD, les DDR, les AM et les NOR nouveaux, en attente et passés, en précisant également leur état en fonction de chaque ÉC. Le rapport doit comprendre, mais n'est pas limité à, les renseignements ci-après. 10.0-2.0-1 Un index de PMT indiquant les PMT (numéro, révision, correction, date de soumission, titre, type, classe état et renvoi à la PMT soumis par un sous-traitant, s'il y a lieu) et l'ÉC, la pièce et le document touchés. 10.0-2.0-2 Un index des dérogations (indiquant le numéro, la date de soumission, le titre l'état et le renvoi à la dérogation soumise par un sous-traitant, s'il y a lieu) et leur applicabilité. 10.0-2.0-3 Un index des renonciations (indiquant le numéro, la date de soumission, le titre l'état et le renvoi aux renonciations soumises par un sous-traitant, s'il y a lieu) et leur applicabilité. 10.0-2.0-4 Un index indiquant tous les AM concernant une spécification. Pour chaque spécification, l'index de l'entrepreneur doit comprendre le numéro de la spécification, la révision, le titre, le numéro de l'AM, la PMT associée, la date de présentation et de l'approbation ainsi que l'information des autres PMT/SCN éventuels. 10.0-2.0-5 Un index indiquant les NOR (numéro, date de soumission, numéro de document, titre et révision du document touché, PMT associée, date d'autorisation de la révision et date d'achèvement de la révision).		

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

4.7 DÉD CM-107 Document de la description de la version du logiciel (DDVL)

DESCRIPTION DES DONNÉES		Formulaire DND
1409		
1. Titre Document de la description de la version du logiciel (DDVL)		2. Numéro de l'élément de données CM-107
3. Description / but 3.0-1 Le DDVL précise et décrit la version de logiciel qui comprend un ou plusieurs ÉCL. Il sert à diffuser et à contrôler les versions de logiciel, ainsi que d'en faire le suivi. Le DDVL s'applique à l'édition originale du logiciel, aux modifications de module ou aux éditions subséquentes, de même qu'aux variantes du logiciel propre à un site particulier.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GC BP PÉIS		9. Formulaires applicables S.O.
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le DDVL doit être préparé selon le format de l'entrepreneur. 10.0-2 Ce document doit être mis à jour et présenté à nouveau suite à la production d'une nouvelle édition du logiciel du ÉCL associé. 10.0-3 Le DDVL doit comprendre les éléments ci-après. 10.1. Page de titre 10.1.0-1 Le document doit comporter une page de titre qui précise, selon le cas : le numéro du document; le numéro du volume; l'indicateur de la version/révision; les indications de sécurité ou les autres restrictions concernant la manutention du données; la date; le titre du document; le nom, l'abréviation et tout autre identificateur du système, du sous-système ou de l'équipement auquel le document s'applique; le numéro du contrat, le numéro de l'élément de la LDEC; l'organisation pour laquelle le document a été préparé; le nom et d'adresse de l'organisation qui l'a préparé; la description de la distribution. Dans le cas de données d'une base de données ou d'une autre forme, cette information doit être mentionnée sur des étiquettes externes et internes ou à l'aide de méthodes d'identification équivalentes. 10.2 Examens et historique des textes 10.3 Table des matières 10.3.0-1 Le document doit contenir une table des matières qui indique le numéro, le titre et le numéro de page de chaque paragraphe, figure, tableau et appendice qui comporte un titre. Dans le cas des données contenues dans une base de données ou autrement, cette information doit consister une table des matières interne ou externe qui contient des pointeurs ou des consignes pour l'accès à chaque paragraphe, figure, tableau et appendice ou à leurs équivalents. 10.4 Portée 10.4.0-1 Cette section doit comporter les paragraphes ci-après. 10.4.0-1.0-1 Identification. Ce paragraphe doit contenir une identification complète du système et du logiciel auxquels le document s'applique, y compris, selon le cas, le ou les numéros		

d'identification, le ou les titres, la ou les abréviations, le ou les numéros de révision et le ou les numéros d'édition.

10.4.0-1.0-2 Vue d'ensemble du système. Ce paragraphe doit préciser brièvement le but du système et du logiciel auquel le document s'applique. Il doit décrire la nature générale du système et du logiciel, en plus de résumer l'historique du développement, de l'exploitation et de la mise à jour du système, les organismes de développement et de soutien et d'indiquer les autres documents pertinents.

10.4.0-1.0-3 Vue d'ensemble du document. Ce paragraphe doit résumer le but et le contenu du document et décrire toute question de sécurité ou de confidentialité associée à l'utilisation de celui-ci.

10.5 Documents mentionnés

10.5.0-1 Cette section doit indiquer le numéro, le titre, la révision et la date de tous les documents mentionnés dans le document. Elle doit également préciser la provenance de tous les documents qu'on ne peut pas se procurer par le biais des activités de stockage normales du gouvernement.

10.6 Description de la version

10.6.0-1 Cette section doit comprendre les paragraphes ci-dessous.

10.6.0-1.0-1 Inventaire des éléments produits. Ce paragraphe doit indiquer, à l'aide des numéros d'identification, des titres, des numéros de version et des numéros de révision, selon le cas, tous les supports matériels (par exemple les listes, les bandes et les disques) et les documents associés qui composent la version du logiciel qui est produite. Il doit indiquer les questions de sécurité et de confidentialité correspondantes de ces éléments, les mesures de protection concernant leur manutention, notamment les questions touchant l'électricité statique et les champs magnétiques, ainsi que les consignes et les restrictions au sujet des dispositions concernant la reproduction et les permis.

10.6.0-1.0-1.0-1 Support. Ce paragraphe doit décrire le support sur lequel la version produite du ÉCL a été stockée. Il doit préciser le nombre de copies qui ont été produites et donner des renseignements d'identification du support.

10.6.0-1.0-1.0-2 Soutien. Ce paragraphe doit préciser les outils matériels et logiciels, commerciaux ou réalisés, qui sont nécessaires à la production et la mise à jour du logiciel (compilateur, environnement, etc.) et à l'installation du programme exécutable dans le système cible (matériel, environnement, etc.). Le paragraphe doit en outre décrire la procédure détaillée de constitution du programme exécutable ou mentionner un document externe dans lequel la procédure de constitution est décrite.

10.6.0-1.0-2 Énumération du contenu du logiciel. Ce paragraphe doit indiquer, à l'aide des numéros d'identification, des titres, des abréviations, des dates, des numéros de version et des numéros d'édition, selon le cas, tous les fichiers informatiques qui composent la version du logiciel qui est produite. Toute question correspondante portant sur la sécurité et la confidentialité doit être incluse.

10.6.0-1.0-3 Changements installés. Décrire les changements qui ont été mis en œuvre dans la version actuelle du logiciel, par rapport à la version précédente. Ces changements peuvent comprendre les améliorations ainsi que la correction des défauts. Ce paragraphe doit indiquer, selon le cas, les rapports des problèmes, les propositions de changements et les avis de modification associés à chaque changement. Il ne s'applique pas à l'édition initiale du logiciel.

10.6.0-1.0-4 Configuration de la plate-forme cible. Préciser la configuration requise de la plate-forme visée avant l'installation et l'exécution de la version du logiciel ou mentionner un

document de spécification de matériel.

10.6.0-1.0-5 Données sur l'adaptation. Dans le cas de l'édition initiale du logiciel, décrire les données propres au site ou les personnalisations que comprend cette version du logiciel, en fonction de la plate-forme cible ci-dessus. Pour les éditions subséquentes, décrire les changements apportés aux données propres au site.

10.6.0-1.0-6 Compatibilité de l'interface. Ce paragraphe doit indiquer les autres systèmes et les ÉCL touchés par les changements inclus dans cette version. Il doit en outre préciser quelle(s) version(s) du ou des ÉCL reliés par l'interface est ou sont compatibles avec la version actuelle du logiciel.

10.6.0-1.0-7 Documents connexes. Indiquer tout autre document qui correspond à la version du logiciel qui est produite, mais qui n'est pas inclus dans l'édition. Préciser le titre des documents, leurs numéros, le numéro de la version, la date de la version et la source de publication.

10.6.0-1.0-8 Résumé des changements. Ce paragraphe doit décrire les conséquences sur l'utilisation, le cas échéant, des changements indiqués au point 3.3 ci-dessus.

10.6.0-1.0-9 Consignes d'installation. Ce paragraphe doit présenter l'information ci-après ou mentionner la référence correspondante, selon le cas.

10.6.0-1.0-9.0-1 Consignes d'installation de la version du logiciel.

10.6.0-1.0-9.0-2 Description des autres changements à apporter à cette version en vue d'une utilisation, y compris les données de l'adaptation en fonction du site qui ne sont pas incluses dans la version du logiciel.

10.6.0-1.0-9.0-3 Sécurité, confidentialité ou mesures de sécurité qui se rapportent à l'installation.

10.6.0-1.0-9.0-4 Procédures servant à déterminer si la version a été installée correctement.

10.6.0-1.0-9.0-5 Point de contact en cas de difficulté durant l'installation du logiciel.

10.6.0-1.0-10 Problèmes possibles et erreurs connues. Ce paragraphe doit indiquer les problèmes possibles et les erreurs connues, s'il y a lieu, de la version du logiciel au moment de la production, les mesures prises pour régler les problèmes ou les erreurs ainsi que les consignes (adjointes au texte ou mentionnées à l'aide d'une référence) qui servent à reconnaître, prévenir, corriger ou traiter chacun de ces cas. L'information présentée doit convenir au destinataire prévu du DDVL (par exemple un organisme utilisateur peut avoir besoin de conseils sur la façon d'éviter les erreurs ou un organisme de soutien peut avoir besoin d'information en vue de la correction des erreurs).

10.7 Notes supplémentaires

10.7.0-1 Toute information supplémentaire sur la version du logiciel, qui faciliter la compréhension par l'installateur ou l'utilisateur (par exemple les acronymes, les définitions l'information générale et la raison).

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

4.8 DÉD CM-108 Plan de vérification de la configuration (PVC)

DESCRIPTION DES DONNÉES		Formulaire DND
1409		
1. Titre Plan de vérification de la configuration (PVC)		2. Numéro de l'élément de données CM-108
3. Description / but 3.0-1 Le PVC décrit les exigences quant à la procédure de réalisation de la vérification de la configuration. Il est fourni conformément aux exigences du PGC.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Le PVC doit être conforme à la norme MIL-STD 973, section 5.6. 7.0-2 Le PVC est un sous-ensemble du PGC.		
8. Auteur GC BP PÉIS		9. Formulaires applicables S.O.
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le PVC doit respecter le format de l'entrepreneur. 10.0-2 Le PVC doit fournir, à tout le moins, une vue d'ensemble des procédures de vérification respectées pour la vérification en question et contenir au moins les éléments et le matériel de référence ci-après. 10.0-2.0-1 Type de vérification (VCP ou VCF) 10.0-2.0-2 Date et lieu de la vérification et liste des participants 10.0-2.0-3 Identification de la documentation proposée du matériel/logiciel à vérifier 10.0-2.0-4 Indication des documents de référence à employer pour effectuer la vérification 10.0-2.0-5 Procédures de vérification à utiliser 10.0-2.0-6 Numéro de série de l'ÉC à vérifier 10.0-2.0-7 Désignation de la ou des dérogations approuvées et de la ou des renonciations approuvées ou proposées qui se rapportent à l'ÉC à vérifier dont le numéro de série est proposé 10.0-2.0-8 Information sur l'autorisation de sécurité, au besoin		

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

4.9 DÉD CM-109 Rapport de vérification de la configuration (RVC)

DESCRIPTION DES DONNÉES 1409		Formulaire DND
1. Titre Rapport de vérification de la configuration (RVC)		2. Numéro de l'élément de données CM-109
3. Description / but 3.0-1 Le RVC est un document qui décrit en détail les résultats de la vérification. Il est fourni conformément aux exigences du PGC.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 Le RVC doit être conforme à la norme MIL-STD 973, section 5.6. 7.0-2 Le RVC s'intègre au PVC, DÉD CM-108 . 7.0-3 Le RVC doit être conforme au PGC, DÉD CM-001 .		
8. Auteur GC BP PÉIS		9. Formulaires applicables S.O.
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le RVC doit respecter le format de l'entrepreneur. 10.0-2 Le RVC doit présenter, à tout le moins, les résultats des vérifications et un résumé des mesures en suspens qui sont nécessaires pour régler les anomalies repérées dans l'ÉC vérifié. Il doit contenir notamment les éléments ci-dessous. 10.0-2.0-1 Identification du matériel/logiciel et de la documentation vérifiés 10.0-2.0-2 Indication des documents de référence employés durant la vérification 10.0-2.0-3 Description du plan de vérification 10.0-2.0-4 Liste du personnel en cause 10.0-2.0-5 Mesures cernées, personnes responsables assignées à chaque mesure et date prévue de l'achèvement de chaque mesure		

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

4.10 DÉD DM-101 Plan de gestion de la documentation technique (PGDT)

DESCRIPTION DES DONNÉES		Formulaire DND 1409
1. Titre Plan de gestion de la documentation technique (PGDT)	2. Numéro de l'élément de données DM-101	
3. Description / but 3.0-1 Le PGDT est un document qui décrit la gestion, l'organisation, les procédures, les calendriers et le plan détaillé que l'entrepreneur doit utiliser pour satisfaire aux exigences en vue du développement et de l'offre des données techniques. Il est fourni conformément aux exigences du PGC.		
4. Date d'approbation Juin 2011	5. Bureau de première responsabilité (BPR) GC BP PÉIS	6. Application du GIDEP S.O.
7. Application / interrelation 7.0-1 S.O.		
8. Auteur GC BP PÉIS	9. Formulaires applicables S.O.	
10. Consignes de préparation 10.0-1 Le PGDT doit être conforme au format de l'entrepreneur et il doit contenir des détails suffisants afin de satisfaire entièrement aux besoins en information. 10.0-2 Le PGDT doit décrire le plan de l'entrepreneur sur la préparation, l'offre et le contrôle de toutes les données techniques nécessaires à l'acquisition, l'utilisation, la gestion et le soutien du système/de l'équipement. Le plan doit définir clairement le but visé de chaque élément de données et expliquer les interfaces ainsi que les chevauchements entre les éléments de données. Il doit notamment comprendre les éléments indiqués ci-dessous. 10.0-2.0-1 Description du système ou de l'équipement auquel le PGDT s'applique 10.0-2.0-2 Description de la gestion, de l'organisation et des responsabilités du personnel des données techniques de l'entrepreneur de même que leur rapport avec d'autres domaines au sein de l'organisation de l'entrepreneur 10.0-2.0-3 Indication de chaque élément de données 10.0-2.0-4 Format numérique proposé pour la présentation de l'élément de données (texte, graphiques et données de production) 10.0-2.0-5 Support, autrement dit l'accès en ligne, par exemple le système d'information intégrée de l'entrepreneur (SIIE), et le support matériel, par exemple le disque optique, la bande magnétique ou le disque 10.0-2.0-6 Calendrier de livraison qui précise les étapes correspondantes pour la préparation, la validation, la traduction (au besoin) et la livraison des éléments de données 10.0-2.0-7 Description des méthodes de contrôle de chaque élément de données 10.0-2.0-8 Description de la méthode avec laquelle l'entrepreneur compte déterminer la propriété intellectuelle et les questions de propriété 10.0-2.0-9 Méthode d'identification et d'intégration des éléments de données du processus d'ASL et des autres études correspondantes 10.0-2.0-10 Décrire la méthode de l'entrepreneur qui sert à s'assurer que le MDN sera autonome sur le plan des données techniques pendant le cycle de vie du système/de l'équipement.		

5 FIGURES

5.1 Figure 1 – Tableau de l'incidence de l'ESS du sous-système principal

Type de danger pour l'ESS

- A- Rayonnement ionisant
- B- Rayonnement électromagnétique
- C- Bruit
- D- Vibrations
- E- Gaz dangereux
- F- Liquides dangereux
- G- Matières solides dangereuses
- H- Autres

Phase du cycle de vie

- 1- Génie et fabrication
- 2- Essai et évaluation
- 3- Production et développement
- 4- Maintenance et exploitation
- 5- Démilitarisation et élimination

[illegible]

1. Sous-système principal – Entrer le sous-système correspondant auquel le danger indiqué est associé. Tous les sous-systèmes mentionnés dans les éléments de base alloués qui doivent être inclus à titre de sous-systèmes.

2. Importance – Cette colonne doit indiquer l'évaluation du danger afin de déterminer son importance (par exemple, pour le bruit, indiquer le nombre de décibels).

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annex CC, Appendix 2

5.3 Figure 3 – Articles contenant du mercure

Sér	Information Demandée	Détails des items contenant du mercure			
		Item 1	Item 2	Item 3	Item 4...
1	NNO de l'équipement (pour l'équipement qui contient du mercure)				
2	Description de l'équipement				
3	NNO et identificateur unique du Système d'information de la gestion des ressources de la Défense (SIGRD) de l'item contenant du mercure (s'il existe)				
4	Fabricant de l'item contenant du mercure				
5	Date de fabrication de l'item contenant du mercure				
6	Numéro de pièce du fabricant de l'item contenant du mercure				
7	Code OTAN des fabricants (NSCM) /Code d'entité commerciale et gouvernementale (CAGE) d'items contenant du mercure				
8	Description de l'item contenant du mercure				
9	La forme du mercure				
10	Quantité de mercure (kg masse)				
11	Volume de mercure (L) et sa concentration en ppm [produire soit la masse (Série 11) ou le volume/concentration de mercure, mais pas les deux]				
12	L'emplacement des items contenant du mercure				
13	Quantité d'items contenant du mercure pas équipement rapporté				
14	Quantité totale de mercure à l'intérieur de l'équipement rapporté (pour kg masse et volume/concentration)				

5.4 Figure 4 – Matrice des effets sur l'environnement

Sous-système/activité de PROJET	Composant écosystème																	
	(Rajouter/Enlever du tableau ci-dessous comme nécessaire)																	
	Montrer les effets potentiels avec un «X»																	
	Physique							Biologique					Social					
	Atmosphère	Eau de surface	Eau de terre	Sols	Terrain	Vibration	Bruit	Animaux terrestres	Habitat terrestre	Animaux aquatiques	Habitat aquatique	Végétation	Héritage/historique	Récréation/Esthétique	Population/santé	Économie	Services	Utilisation de terre
Entrer chance sous-système e.g. dispositif/composant, activité, condition (normale/abnormale), etc, le cas échéant																		

5.5 Figure 5 – Fiches signalétiques (FS)

[illegible]

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

5.6 Figure 6 – Modèle de PMT

ENGINEERING CHANGE PROPOSAL (Page 1 of 6)					DATE YYMMDD)		PROCURIN ACTIVIT	
1 ORIGINATOR NAME AND					2 CLASS OF ECP			
					3 JUSTIFICATION		4 PRIORITY	
5 ECP					6 BASELINE AFFECTED			
a. MODEL/TYP		b CAGE		c SYSTEM DESIGNATION		<input type="checkbox"/> FUNCTIONAL <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
d ECP			e TYP		f RE		7 OTHER SYS. CONFIG. ITEMS AFFECTED	
						<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
8 SPECIFICATIONS AFFECTED- TEST PLANS AFFECTED					9 DRAWINGS			
	CAGE	SPEC/DOC	REV	SC	CAGE	NUMBE	REV	NO
a. SYSTE								
b ITE								
c TEST								
10 TITLE OF CHANGE					10. WEAPON SYSTEM CODE DESIGNATION			
11 CONTRACT No. AND LINE ITEM(S)					12 PROCURING CONTRACTING OFFICER			
13 CONFIGURATION ITEM NOMENCLATURE					TEL			
					14 IN		TIO	
						<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
15 LOWEST ASSEMBLY AFFECTED								
NOMENCLATUR			PART			NSN		
16 DESCRIPTION OF CHANGE								
17 NEED FOR								
18 PRODUCTION EFFECTIVITY BY SERIAL NUMBER					19 EFFECT ON PRODUCTION DELIVERY SCHEDULE			
20 RETROFI								
a. RECOMMENDED ITEM EFFECTIVITY					b SHIP/VEHICLE CLASS AFFECTED			
c ESTIMATED KIT DELIVERY SCHEDULE					d LOCATIONS OR SHIP/VEHICLE NUMBERS AFFECTED			
21 ESTIMATED COSTS/SAVINGS UNDER CONTRACT					22 ESTIMATED NET TOTAL COSTS/SAVINGS			
23 SUBMITTING ACTIVITY					23. TITL			
a. AUTHORIZED SIGNATURE								
24 APPROVAL/DISAPPROVA								
a. CLASS I			b CLASS II			c CLASS II		
<input type="checkbox"/> APPROVAL <input type="checkbox"/> RECOMMENDED			<input type="checkbox"/> RECOMMENDED			<input type="checkbox"/> CONCUR IN CLASSIFICATIO OF <input type="checkbox"/> DO NOT CONCUR CLASSIFICATIO OF CHANG		
d GOVERNMENT ACTIVITY			e.			f. (YYMMDD)		
g APPROVAL			h. GOVERNMENT ACTIVITY			i.		
<input type="checkbox"/> APPROVE <input type="checkbox"/> DISAPPROVE						j. (YYMMDD)		

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

ENGINEERING CHANGE PROPOSAL (Page 2 of 6)

EFFECTS ON FUNCTIONAL/ALLOCATED CONFIGURATION IDENTIFICATION

25. OTHER SYSTEMS AFFECTED

26. OTHER CONTRACTORS/ACTIVITIES AFFECTED

27. CONFIGURATION ITEMS AFFECTED

28. EFFECTS ON PERFORMANCE ALLOCATIONS AND INTERFACES IN SYSTEM SPECIFICATION

29. EFFECTS ON EMPLOYMENT, INTEGRATED LOGISTICS SUPPORT, TRAINING, OPERATIONAL EFFECTIVENESS OR SOFTWARE

30. EFFECTS ON CONFIGURATION ITEM SPECIFICATIONS

31. DEVELOPMENTAL REQUIREMENTS AND STATUS

32. TRADE-OFFS AND ALTERNATIVE SOLUTIONS

33. DATE BY WHICH CONTRACTUAL AUTHORITY IS NEEDED

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annexe CC, Appendice 2

ENGINEERING CHANGE PROPOSAL (Page 3 of 6)

EFFECTS ON PRODUCT CONFIGURATION IDENTIFICATION, LOGISTICS AND OPERATIONS

(X)	FACTOR	ENC L	PAR	(X)	FACTOR	ENCL	PAR
	34. EFFECT ON PRODUCT CONFIGURATION IDENTIFICATION OR CONTRACT				36. EFFECT ON OPERATIONAL EMPLOYMENT		
	a. PERFORMANCE				a. SAFETY		
	b. WEIGHT BALANCE STABILITY (<i>Aircraft</i>)				b. SURVIVABILITY		
	c. WEIGHT-MOMENT (<i>Other Equipment</i>)				c. RELIABILITY		
	d. CDRL, TECHNICAL DATA				d. MAINTAINABILITY		
	e. NOMENCLATURE				e. SERVICE LIFE		
					f. OPERATING PROCEDURES		
	35. EFFECT ON INTEGRATED LOGISTICS SUPPORT (ILS) ELEMENTS				g. ELECTROMAGNETIC INTERFERENCE		
	a. ILS PLANS				h. ACTIVATION SCHEDULE		
	b. MAINTENANCE CONCEPT, PLANS AND PROCEDURES				i. CRITICAL SINGLE POINT FAILURE ITEMS		
	c. LOGISTICS SUPPORT ANALYSIS				j. INTEROPERABILITY		
	d. INTERIM SUPPORT PROGRAMS						
	e. SPARES AND REPAIR PARTS				37. OTHER CONSIDERATIONS		
	f. TECH MANUALS/PROGRAMMING TAPES				a. INTERFACE		
	g. FACILITIES				b. OTHER AFFECTED EQUIPMENT/GFE/ GFI		
	h. SUPPORT EQUIPMENT				c. PHYSICAL CONSTRAINTS		
	i. OPERATOR TRAINING				d. COMPUTER PROGRAMS AND RESOURCES		
	j. OPERATOR TRAINING EQUIPMENT				e. REWORK OF OTHER EQUIPMENT		
	k. MAINTENANCE TRAINING				f. SYSTEM TEST PROCEDURES		
	l. MAINTENANCE TRAINING EQUIPMENT				g. WARRANTY/GUARANTEE		
	m. CONTRACT MAINTENANCE				h. PARTS CONTROL		
	n. PACKAGING, HANDLING, STORAGE, TRANSPORTABILITY				i. LIFE CYCLE COSTS		
38. ALTERNATE SOLUTIONS							
39. DEVELOPMENTAL STATUS							
40. RECOMMENDATIONS FOR RETROFIT							
41. WORK-HOURS PER UNIT TO INSTALL RETROFIT KITS				42. WORK-HOURS TO CONDUCT SYSTEM TESTS AFTER RETROFIT			
a. ORGANIZATION b. INTERMEDIATE c. DEPOT d. OTHER							
43. THIS CHANGE MUST BE ACCOMPLISHED <input type="checkbox"/> BEFORE <input type="checkbox"/> WITH <input type="checkbox"/> AFTER THE FOLLOWING CHANGES				44. IS CONTRACTOR HELD SERVICE ENGINEERING REQUIRED? <input type="checkbox"/> YES <input type="checkbox"/> NO		45. OUT OF SERVICE TIME	
46. EFFECT OF THIS ECP AND PREVIOUSLY APPROVED ECPs ON ITEM				47. DATE CONTRACTUAL AUTHORITY NEEDED FOR PRODUCTION RETROFIT _____			

ENGINEERING CHANGE PROPOSAL (Page 4 of 6)**48. ESTIMATED NET TOTAL COST IMPACT (Use parentheses for savings)**

FACTOR	COSTS/SAVINGS UNDER CONTRACT					OTHER COSTS/ SAVINGS TO THE GOVERNMENT
	NON- RECURRING	UNIT	QUANTITY	TOTAL (Recurring)	TOTAL	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
a. PRODUCTION COSTS/SAVINGS						
CONFIGURATION ITEM/CSCI						
FACTORY TEST EQUIPMENT						
SPECIAL FACTORY TOOLING						
SCRAP						
ENGINEERING, ENG. DATA REVISION						
REVISION OF TEST PROCEDURES						
QUALIFICATION OF NEW ITEMS						
SUBTOTAL OF PROD. COSTS/SAVINGS						
b. RETROFIT COSTS						
ENGINEERING DATA REVISION						
PROTOTYPE TESTING						
KIT PROOF TESTING						
RETROFIT KITS FOR OPERATIONAL SYSTEMS						
SPECIAL TOOLING FOR RETROFIT						
CONTRACTOR FIELD SERVICE ENGINEERING						
GOVT PERSONNEL INSTALLATION						
TESTING AFTER RETROFIT						
MODIFICATION OF GFE						
QUALIFICATION OF GFE						
SUBTOTAL OF RETROFIT COSTS/ SAVINGS						
c. INTEGRATED LOGISTICS SUPPORT COSTS/SAVINGS						
SPARES/REPAIR PARTS REWORK						
NEW SPARES AND REPAIR PARTS						
SUPPLY/PROVISIONING DATA						
SUPPORT EQUIPMENT						
RETROFIT KITS FOR SPARES						
OPERATOR TRAINING COURSES						
MAINTENANCE TRAINING COURSES						
REV. OF TECH MAN/PROGRAMMING TAPES						
NEW TECH MAN/PROGRAMMING TAPES						
TRAINING/TRAINERS						
INTERIM SUPPORT						
MAINTENANCE MANPOWER						
COMPUTER PROGRAMS/ DOCUMENTATION						
SUBTOTAL OF ILS COSTS/SAVINGS						
d. OTHER COSTS/SAVINGS						
e. SUBTOTAL COSTS/SAVINGS						
SUBTOTAL UNDER CONTRACT						
f. COORDINATION OF CHANGES WITH OTHER CONTRACTORS						
g. COORDINATION CHANGES BY GOVERNMENT						
h. ESTIMATED NET TOTAL COSTS/SAVINGS						

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annex CC, Appendix 2

ENGINEERING CHANGE PROPOSAL (HARDWARE) (Page 5 of 6)

MILESTONE CHART

49. DATE AUTHORIZATION TO PROCEED
RECEIVED BY CONTRACTOR →



START OF DELIVERY



COMPLETE DELIVERY



PROGRESS

	No. MONTHS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
C O N F I G U R A T I O N I T E M	PRODUCTION																																				
	TECH MANUALS																																				
	RETROFIT																																				
	SPARES/REPAIR PARTS																																				
S U P P O R T E Q U I P M E N T	PRODUCTION																																				
	TECH MANUALS/PROG. TAPES																																				
	RETROFIT																																				
	REPAIR PARTS																																				
T R A I N I N G	OPERATOR																																				
	MAINTENANCE																																				
	No. OF MONTHS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annex CC, Appendix 2

ENGINEERING CHANGE PROPOSAL (SOFTWARE) (Page 6 of 6)

MILESTONE CHART

50. DATE AUTHORIZATION TO PROCEED
RECEIVED BY CONTRACTOR →



START OF DELIVERY



COMPLETE DELIVERY



PROGRESS

	No. MONTHS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	
C O N F I G U R A T I O N I T E M	SOFTWARE ENGINEERING																																					
	SOFTWARE DOCUMENTATION																																					
	SOFTWARE REPLICATION																																					
	SOFTWARE DISTRIBUTION																																					
S U P P O R T E Q U I P M E N T	SOFTWARE ENGINEERING ENVIRONMENT UPGRADE																																					
	SOFTWARE TEST ENVIRONMENT UPGRADE																																					
T R A I N I N G	OPERATOR																																					
	MAINTENANCE																																					
	No. OF MONTHS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annex CC, Appendix 2

5.7 Figure 7 – Formulaire de demande de dérogation/renonciation

REQUEST FOR DEVIATION / WAIVER (RFD/RFW)				1. DATE (YYMMDD)		Form Approved OMB No. 0704-0188	
<small>Public reporting burden for this collection of information is estimated to average 2 hours per response, including the time for reviewing instructions, searching existing data sources, gathering and maintaining the data needed, and completing and reviewing the collection of information. Send comments regarding this burden estimate or any other aspect of this collection of information, including suggestions for reducing this burden, to Department of Defense, Washington Headquarters Services, Directorate for Information Operations and Reports, 1215 Jefferson Davis Highway, Suite 1204, Arlington, VA 22202-4302, and to the Office of Management and Budget, Paperwork Reduction Project (0704-0188), Washington, DC 20503.</small> PLEASE DO NOT RETURN YOUR COMPLETED FORM TO EITHER OF THESE ADDRESSES. RETURN COMPLETED FORM TO THE GOVERNMENT ISSUING CONTRACTING OFFICER FOR THE CONTRACT/PROCURING ACTIVITY NUMBER LISTED IN ITEM 2 OF THIS FORM.						2. PROCURING ACTIVITY NUMBER	
						3. DODAAC	
4. ORIGINATOR		b. ADDRESS (Street, City, State, Zip Code)		5. (X one)		<input type="checkbox"/> DEVIATION <input type="checkbox"/> WAIVER	
a. TYPED NAME (First, Middle Initial, Last)				6. (X one)		<input type="checkbox"/> MINOR <input type="checkbox"/> CRITICAL <input type="checkbox"/> MAJOR <input type="checkbox"/> CRITICAL	
7. DESIGNATION FOR DEVIATION / WAIVER				8. BASELINE AFFECTED		9. OTHER SYSTEM/CONFIGURATION ITEMS AFFECTED	
a. MODEL/TYPE	b. CAGE CODE	c. SYS DESIG	d. DEV/WAIVER NO	<input type="checkbox"/> FUNCTIONAL <input type="checkbox"/> ALLOCATED <input type="checkbox"/> PRODUCT		<input type="checkbox"/> YES <input type="checkbox"/> NO	
10. TITLE OF DEVIATION / WAIVER							
11. CONTRACT NO. AND LINE ITEM				12. PROCURING CONTRACTING OFFICER			
				a. NAME (First, Middle Initial, Last)			
				b. CODE			
				c. TELEPHONE NO			
13. CONFIGURATION ITEM NOMENCLATURE				14. CLASSIFICATION OF DEFECT			
				a. CD NO			
				b. DEFECT NO			
				c. DEFECT CLASSIFICATION			
				<input type="checkbox"/> MINOR <input type="checkbox"/> MAJOR <input type="checkbox"/> CRITICAL			
15. NAME OF LOWEST PART / ASSEMBLY AFFECTED				16. PART NO. OR TYPE DESIGNATION			
17. EFFECTIVITY				18. RECURRING DEVIATION / WAIVER			
				<input type="checkbox"/> YES <input type="checkbox"/> NO			
19. EFFECT ON COST / PRICE				20. EFFECT ON DELIVERY SCHEDULE			
21. EFFECT ON INTEGRATED LOGISTICS SUPPORT, INTERFACE OR SOFTWARE							
22. DESCRIPTION OF DEVIATION / WAIVER							
23. NEED FOR DEVIATION / WAIVER							
24. CORRECTIVE ACTION TAKEN							
25. SUBMITTING ACTIVITY							
a. TYPED NAME (First, Middle Initial, Last)		b. TITLE		c. SIGNATURE			
26. APPROVAL / DISAPPROVAL		a. RECOMMEND		APPROVAL		DISAPPROVAL	
b. APPROVAL		c. GOVERNMENT ACTIVITY					
<input type="checkbox"/> APPROVED <input type="checkbox"/> DISAPPROVED							
d. TYPED NAME (First, Middle Initial, Last)		e. SIGNATURE				f. DATE SIGNED (YYMMDD)	
g. APPROVAL		h. GOVERNMENT ACTIVITY					
<input type="checkbox"/> APPROVED <input type="checkbox"/> DISAPPROVED							
i. TYPED NAME (First, Middle Initial, Last)		j. SIGNATURE				k. DATE SIGNED (YYMMDD)	

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annex CC, Appendix 2

5.8 Figure 8 – Formulaire de Avis de Modification (AM)

SPECIFICATION CHANGE NOTICE (SCN)			1. DATE (YYMMDD)	Form Approved OMB No. 0704-0188	
<small>Public reporting burden for this collection of information is estimated to average 2 hours per response, including the time for reviewing instructions, searching existing data sources, gathering and maintaining the data needed, and completing and reviewing the collection of information. Send comments regarding this burden estimate or any other aspect of this collection of information, including suggestions for reducing this burden, to Department of Defense, Washington Headquarters Services, Directorate for Information Operations and Reports, 1215 Jefferson Davis Highway, Suite 1204, Arlington, VA 22202-4302, and to the Office of Management and Budget, Paperwork Reduction Project (0704-0188), Washington, DC 20503.</small> PLEASE DO NOT RETURN YOUR COMPLETED FORM TO EITHER OF THESE ADDRESSES. RETURN COMPLETED FORM TO THE GOVERNMENT ISSUING CONTRACTING OFFICER FOR THE CONTRACT/PROCURING ACTIVITY NUMBER LISTED IN ITEM 2 OF THIS FORM.			2. PROCURING ACTIVITY NO.		
			3. DODAAC		
			4. ORIGINATOR		
a. TYPED NAME (First, Middle Initial, Last)			5. SCN TYPE		
b. ADDRESS (Street, City, State, Zip Code)			<input type="checkbox"/> PROPOSED <input type="checkbox"/> APPROVED		
			6. CAGE CODE		7. SPEC. NO.
			8. CAGE CODE		9. SCN NO.
10. SYSTEM DESIGNATION		11. RELATED ECP NO.	12. CONTRACT NO.		13. CONTRACTUAL AUTHORIZATION
14. CONFIGURATION ITEM NOMENCLATURE			15. EFFECTIVITY		
<small>This notice informs recipients that the specification identified by the number (and revision letter) shown in Item 7 has been changed. The pages changed by this SCN are those furnished herewith and carry the approval date of the related ECP listed in Item 11. The pages of the page numbers and dates listed in Items 16 and 17, combined with non-listed pages of the original issue of the revision shown in Item 7, constitute the current approved version of this specification.</small>					
16. PAGES AFFECTED BY THIS SCN			TYPE OF CHANGE*		APPROVAL DATE (YYMMDD)
PAGE(S) a			b		c
17. SUMMARY OF PREVIOUSLY CHANGED PAGES					
SCN NO. a	RELATED ECP NO. b	PAGE(S) c	DATE SUBMITTED (YYMMDD) d	TYPE OF CHANGE* e	APPROVAL DATE (YYMMDD) f
* "S" indicates supersedes earlier page. "A" indicates added page. "D" indicates deletion.					
18. a. GOVERNMENT ACTIVITY			c. SIGNATURE		d. DATE SIGNED (YYMMDD)
b. TYPED NAME (First, Middle Initial, Last)					

DD Form 1696, APR 92

Previous editions are obsolete

RFP - N° de la DP
W8476-112965/B

Amendment No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
004RA

Client Reference No. - N° de réf. du client
W8476-112965

File No. - N° du dossier
004RA W8476-112965

Volume 3, Annex CC, Appendix 2

5.9 Figure 9 – Formulaire de Avis de révision (NOR)

NOTICE OF REVISION (NOR) THIS REVISION DESCRIBED BELOW HAS BEEN AUTHORIZED FOR THE DOCUMENT LISTED.		1. DATE (YYMMDD)	Form Approved OMB No. 0704-0188
<p>Public reporting burden for this collection of information is estimated to average 2 hours per response, including the time for reviewing instructions, searching existing data sources, gathering and maintaining the data needed and completing and reviewing the collection of information. Send comments regarding this burden estimate or any other aspect of this collection of information, including suggestions for reducing this burden to Department of Defense, Washington Headquarters Services Directorate for information Operations and Reports, 1215 Jefferson Davis Highway, Suite 1204, Arlington, VA 22202-4302 and to the Office of Management and Budget. Paperwork Reduction Project (0704-0188) Washington, DC 20503.</p> <p>PLEASE DO NOT RETURN YOUR COMPLETED FORM TO EITHER OF THESE ADDRESSES. RETURN COMPLETED FORM TO THE GOVERNMENT ISSUING CONTRACTING OFFICER FOR THE CONTRACT / PROCURING ACTIVITY NUMBER LISTED IN ITEM 2 OF THIS FORM.</p>		2. PROCURING ACTIVITY NUMBER	
		3. DODAAC	
4. ORIGINATOR	b. ADDRESS (Street, City, State, Zip Code)	5. CAGE CODE	6. NOR NO.
a. TYPED NAME (First, Middle Initial, Last)		7. CAGE CODE	8. DOCUMENT NO.
9. TITLE OF DOCUMENT		10. REVISION LETTER	11. ECP NO.
		a. CURRENT	b. NEW
12. CONFIGURATION ITEM (OR SYSTEM) TO WHICH ECP APPLIES			Sheet of
13. DESCRIPTION OF REVISION			
14. THIS SECTION FOR GOVERNMENT USE ONLY			
a. (X one)	(1.) Existing document supplemented by this NOR may be used in manufacture.		
	(2.) Revised document must be received before manufacture may incorporate this change.		
	(3.) Custodian of master document shall make above revision and furnish revised document.		
b. ACTIVITY AUTHORIZED TO APPROVE CHANGE FOR GOVERNMENT		c. TYPED NAME (First, Middle Initial, Last)	
d. TITLE	e. SIGNATURE	f. DATE SIGNED (YYMMDD)	

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, annexe CD

ANNEXE CD DU VOLUME 3

MODALITÉS DES ACCORDS DE PRÊT
POUR LES ENTREPRENEURS

DU
SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES (SOSA)
POUR
L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (ÉIS)

23 JANVIER 2013



ACCORD DE PRÊT

Portant sur le prêt d'équipement du ministère de la Défense nationale par le biais du Bureau de surplus, ventes, artefacts et prêts

Numéro du prêt du Bureau du
SVAP

INSTRUCTION À L'INTENTION DE L'ENTREPRENEUR :

1. Présentez la copie originale au Bureau de surplus, ventes, artefacts et prêts.
2. Les éléments ci-après doivent être exclus de l'accord : matières consommables, équipement destiné à des sous-traitants et équipement disponible sur le marché.

Numéro du contrat :	Description du contrat :
S'il y a lieu, date à laquelle l'équipement est demandé :	Date d'expiration :
Adresse de l'entrepreneur :	Adresse de livraison de l'équipement :

Le présent accord de prêt est passé par les parties suivantes :

Le ministre de la Défense nationale (prêteur) et _____
Nom de l'entreprise de l'entrepreneur (emprunteur)

Constate

- Conformément aux modalités mentionnées ci-après, les parties conviennent de ce qui suit :
1. Par les présentes, le prêteur prête à l'entrepreneur et celui-ci emprunte tout l'équipement énuméré aux annexes A, B et C des présentes, ci-après appelé « l'équipement » dans les modalités, équipement qui s'applique au type de travail de défense à être exécuté par l'emprunteur en vertu du présent accord de prêt.
2. Les annexes « A, B et C » font par les présentes partie de l'accord.
- En foi de quoi les parties signent la présente déclaration.

Ministre de la Défense nationale (prêteur) Recommandé par : Autorité de demande d'achat du ministère de la Défense nationale PFO Nom et titre Signature Date Approuvé par : Chef de la section – Surplus, ventes, artefacts et prêts pour le ministère de la Défense Nom Signature Date	Entrepreneur (emprunteur) Par : Nom et titre Signature Date SCEAU
---	---

MODALITÉS DE L'ACCORD DE PRÊT

Modalités s’appliquant au travail de défense prévu au contrat

Type de prêt et comptabilisation

1. Tout l'équipement remis en vertu de l'accord de prêt contractuel _____ doit être comptabilité conformément aux procédures automatisées du Système d'approvisionnement des Forces canadiennes (SAFC), en conformité avec le document A-LM-007-014/AG-001 et/ou A-LM-184/JS-001.
2. Tout l'équipement prêté à titre d'outillage spécial de production/équipement spécial d'essais (OSP/ESE) doit être comptabilisé de façon manuelle ou automatisée. Peu importe la façon employée, l'entrepreneur doit conserver une piste de vérification acceptable pour le MDN. En outre, tout mode de comptabilisation automatisé ou manuel du matériel doit au préalable être approuvé par le MDN. Les dossiers de comptabilité de l'approvisionnement du matériel du MDN doivent être conservés séparément des autres dossiers de l'entreprise.

Conditions générales

3. L'équipement prêté à l'entrepreneur ne doit être utilisé que pour l'exécution du travail de défense précisé dans le contrat ou de tout autre travail de défense autorisé par écrit par TPSGC à l'occasion.
4. Aucun travail commercial ne doit être réalisé à l'aide de cet équipement.
5. L'entrepreneur doit veiller à ce que chaque article de l'équipement soit clairement désigné à titre de propriété du gouvernement du Canada. De plus, l'entrepreneur doit s'assurer que chaque article porte en tout temps une étiquette, volante ou non, clairement visible qui indique le numéro d'identification qui correspond à celui qui figure dans le document de distribution remis; il est également responsable d'apporter tout changement à ce numéro que le MDN pourrait demander à l'occasion.
6. Le ou les représentants de l'État doivent être autorisés à inspecter l'équipement à l'endroit où il est entreposé ou utilisé en tout temps, et l'entrepreneur doit offrir toute aide raisonnable à cette fin.
7. L'entrepreneur ne doit payer aucun frais de location à l'État pour l'équipement emprunté afin d'exécuter du travail de défense canadien.
8. Le ministère de la Défense nationale (MDN) paiera ou remboursera à l'entrepreneur les coûts raisonnables qu'il aura assumés afin de prendre possession de l'équipement et de le déplacer en direction et à partir de son usine ou de tout autre endroit autorisé, y compris les frais de main-d'œuvre et du matériel en rapport avec l'emballage et le transport de l'équipement.

Initiales : ADA : _____ Entrepreneur : _____ SVAP : _____

Prise d’inventaire et liquidation

9. L’entrepreneur doit effectuer une prise d’inventaire entièrement manuelle de tout le matériel prêté par le MDN et précisé dans l’accord de prêt contractuel ainsi que de l’OSP/ESE au moins une fois tous les deux ans, conformément au chapitre 8 du volume 3 du document A-LM-007-014/AG-001 et (ou) A-LM-184/JS-001.

10. La liste détaillée de l’équipement fourni par le gouvernement et de l’OSP/ESE doit être présentée à l’autorité de demande d’achat (ADA) dans les 30 jours civils suivant la fin de la prise d’inventaire.

Conjointement avec le calendrier de la prise d’inventaire, l’entrepreneur doit examiner l’accord de prêt contractuel et l’OSP/ESE afin de déterminer si les stocks comprennent :

- des articles excédentaires par rapport aux besoins à la suite du retrait de l’élément final du relevé des avis de sélection et des demandes prioritaires de réparation (RASDPR);
- des articles redondants en raison d’un avis de modification, d’une amélioration de produit, etc.

12. L’entrepreneur doit demander la permission de l’autorité de demande d’achat avant de liquider et (ou) de transférer le matériel qui respecte les critères ci-dessus et il doit préparer et administrer la documentation nécessaire, conformément aux chapitres correspondants du document A-LM-007-014/AG-001 et (ou) A-LM-184/JS-001. En cas de transfert ou de liquidation de matériel appartenant au MDN précisé dans les comptes de l’accord de prêt contractuel ou de l’OSP/ESE, les frais de manutention, le cas échéant, feront l’objet d’un taux distinct négocié avec TPSGC.

Perte ou dommage

13. L’entrepreneur doit signaler au représentant de l’assurance de la qualité de la Défense nationale (RAQDN) tous les cas de perte ou de dommage concernant le matériel qui appartient au MDN et dont il a la garde dans les deux jours ouvrables suivant la confirmation de la situation en question. Si l’entrepreneur est autorisé par l’autorité de demande d’achat à réparer l’équipement endommagé qui appartient au MDN, il doit aviser le RAQDN avant le début de toute réparation afin que le gouvernement puisse vérifier comme il se doit la qualité de la réparation. En cas de perte ou de dommage de matériel en transit, il faut prendre les mesures prévues au chapitre 7 du volume 3 du document A-LM-007-014/AG-001 et (ou) A-LM-184/JS-001.

14. En cas de perte ou de dommage, l’entrepreneur doit réparer ou remplacer, ou faire remplacer, l’équipement à la satisfaction du ministre ou rembourser à l’État la valeur totale de l’équipement indiquée aux annexes A, B et C.

15. « Facultatif » : À la discrétion de l’emprunteur, celui-ci peut assurer l’équipement contre les pertes et dommages causés par des incendies et tout autre risque pendant que l’équipement relève de son contrôle, mais aucune portion de la prime ne sera payée par l’État.

Résiliation et retour de l'équipement

16. Le MDN peut résilier le prêt, ou une partie de celui-ci, en tout temps et demander le retour de l'équipement visé par cette résiliation.

17. Sauf en cas d'indication contraire envoyée par le MDN par écrit à l'entrepreneur, celui-ci doit retourner l'équipement à la destination indiquée dans le document d'approvisionnement à la fin de l'accord de prêt. Si l'entrepreneur termine le travail de défense avant la fin de l'accord de prêt, il doit demander au MDN de lui communiquer les instructions à suivre pour le retour de l'équipement. Lorsque l'équipement est prêt à être retourné au MDN, l'entrepreneur doit rédiger un rapport d'état et aviser le RAQDN concerné de prendre des dispositions en vue de toute inspection et évaluation nécessaires de l'état de l'équipement.

État et maintenance de l'équipement

18. L'entrepreneur convient que l'équipement prêté en vertu du présent accord est fourni « tel quel » par l'État. Ainsi, l'État, ses ministres, agents, fonctionnaires et employés ainsi que les membres des Forces canadiennes ne doivent pas être réputés avoir donné, en raison du prêt d'équipement à l'entrepreneur, des garantie quant à l'état, à la qualité ou aux fonctions de l'équipement prêté dans un but particulier. De plus, l'État, ses ministres, agents, fonctionnaires et employés ainsi que les membres des Forces canadiennes n'assument aucune responsabilité quant aux résultats obtenus ni à la capacité ou à l'incapacité de l'entrepreneur à utiliser l'équipement prêté pour quelque raison que ce soit.

19. L'entrepreneur doit indemniser et mettre à couvert l'État, ses ministres, officiers, fonctionnaires, représentants et employés ainsi que les membres des Forces canadiennes contre tout dommage et coût et contre toute réclamation, demande, perte, dépense, action, cause d'action, action en justice et toute autre procédure pouvant être entreprise par qui que ce soit ou pouvant résulter de blessures causées (y compris de blessures causant la mort) ainsi que contre la perte et le dommage de biens de tierces parties pouvant être causés par l'exploitation, par l'utilisation ou par le transport de l'équipement par l'entrepreneur ou par toute mesure prise ou action exécutée en vertu du présent prêt.

20. La maintenance de l'équipement doit être conforme aux normes du MDN, dont l'entrepreneur reconnaît avoir une copie en sa possession.

21. L'entrepreneur doit prendre soin comme il se doit de l'équipement à ses propres frais, notamment en assurer la maintenance et la calibration, pendant toute la durée du prêt et il sera responsable des pertes et dommages causés par tout manquement de sa part à cet égard, sauf en cas d'incendie ou d'usure normale.

Inscription des marchandises contrôlées

22. Si l'entrepreneur est avisé que l'équipement prêté comprend des marchandises contrôlées, en vertu de la *Loi sur la production de défense*, l'accès à ces marchandises contrôlées sera alors réservé aux personnes ou entreprises qui sont enregistrées, ou exemptes de l'enregistrement, en vertu du Programme d'inscription pour les marchandises contrôlées (PIMC). Par conséquent, l'entrepreneur doit prouver qu'il respecte les exigences du PIMC pour que l'équipement lui soit fourni. Si jamais son enregistrement ou son exemption est résilié, il devra immédiatement en informer l'ADA. L'entrepreneur devra alors prendre des dispositions afin d'annuler les demandes d'équipement en attente qui comprennent des marchandises contrôlées et retourner tout l'équipement de ce type qu'il pourrait avoir en sa possession.

Initiales : ADA : _____ Entrepreneur : _____ SVAP : _____

ANNEXE A

L'équipement énuméré à l'annexe A comprend les articles automatisés, qui sont gérés par le biais du SAFC.

Quantité	Numéro de stock	Description de l'équipement	CDM	Coût unitaire

Initiales : ADA : _____ Entrepreneur : _____ SVAP : _____

ANNEXE B

L'équipement énuméré à l'annexe B comprend les articles qui exigent l'approbation du Département des États-Unis et il ne sera adjoint au prêt qu'une fois que cette approbation aura été reçue.

Quantité	Numéro de stock	Description de l'équipement	CDM	Coût unitaire

Initiales : ADA : _____ Entrepreneur : _____ SVAP : _____

ANNEXE C

L'équipement énuméré à l'annexe C comprend les articles non automatisés, les machines-outils, les outils spéciaux, l'équipement d'essai, l'outillage et l'équipement de manutention au sol.

Quantité	Numéro de stock	Description de l'équipement	CDM	Coût unitaire

Initiales : ADA : _____ Entrepreneur : _____ SVAP : _____

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

ANNEXE CE AU VOLUME 3

RÉFÉRENCES, ACRONYMES ET LEXIQUE

POUR LE

SOUTIEN OPTIMISÉ DES SYSTÈMES D'ARMES (SOSA)

POUR

L'ÉQUIPEMENT INTÉGRÉ DU SOLDAT (ÉIS)

14 MARS 2013

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

MODIFICATIONS

Révision	Date	Description

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

TABLE DES MATIÈRES

1.	RÉFÉRENCES	4
1.1	Instructions techniques et manuels des Forces Canadiennes.....	4
1.2	Documents et Fichiers de données à fournir à l'Entrepreneur seulement	7
1.3	Documents et Fichiers de données contrôlés par DAPES	8
1.4	Instructions pour les soutiens de gestion de l'ESS du DGGPET	9
1.5	Organisation internationale de normalisation.....	9
1.6	Normes militaires, manuels et dessins des États-Unis.....	10
1.6.1	Spécifications militaires.....	11
1.7	STANAG de l'OTAN.....	12
1.8	Normes de la Défense du Royaume-Uni	12
1.9	Normes fédérales des États-Unis	12
1.10	Normes commerciales	13
1.11	Autres publications	16
2.	ACRONYMES	19
3.	LEXIQUE	45

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

1. RÉFÉRENCES

Nom du document	Titre et description du document
1.1 Instructions techniques et manuels des Forces Canadiennes	
A-AD-100-100/AG-000	Politiques et modalités administratives régissant les publications de la Défense nationale
A-DS-100-100/AG-002	Guide de rédaction, de mise en page et de production des publications administratives, opérationnelles et tactiques
A-EN-007-000/FP-001	Manuel d'évaluation environnementale du MDN
A-GG-040-004/AG-001	Programme de sécurité générale
A-LM-007-014/AG-001	Manuel d'approvisionnement des Forces canadiennes
A-LM-184-001/JS-001	Instructions spéciales – Entrepreneurs de réparation et de révision
A-LM-505-001/AG-001	Guide – Soutien logistique intégré
A-LM-505-001/AG-002	Guide – Analyse de soutien logistique
A-LM-505-010/JS-001	Instruction de gestion du matériel – Exigences en matière de langues officielles – Documentation technique
A-LM-505-354/JS-001	Instruction de gestion du matériel – Attribution de la nomenclature militaire au matériel électronique, aéronautique photographique et naval
A-LM-505-630/JS-001	Approvisionnement initial de soutien – IGM 1630
A-P9-050-000/PT-001	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes, Volume 1– Introduction/Description
A-P9-050-000/PT-002	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes, Volume 2 – Évaluation des besoins
A-P9-050-000/PT-003	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes, Volume 3 – Analyse des besoins en instruction

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
A-P9-050-000/PT-004	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes, Volume 4 – Conception des programmes d'instruction
A-P9-050-000/PT-005	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes, Volume 5 – Élaboration des programmes d'instruction
A-P9-050-000/PT-006	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes, Volume 6 – Conduite des programmes d'instruction
A-P9-050-000/PT-007	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes, Volume 7 – Évaluation des apprenants
A-P9-050-000/PT-008	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes, Volume 8 – Validation des programmes d'instruction
B-GL-332-008/FP-002	Encart – Infanterie
B-GL-334-001/FP-002	Instructions permanentes d'opération (IPO) des opérations terrestres
C-01-000-000/DA-002	Système de codification IDDN
C-01-000-001/AG-001	Spécification – Système de création, d'édition et de distribution (SCED)
C-01-000-102/AG-000	Index de documentation de la Défense nationale
C-01-100-100/AG-005	Acceptation de publications provenant du commerce et de gouvernements étrangers comme publications adoptées
C-01-100-100/AG-006	Norme – Rédaction, mise en page et production de publications technique
C-01-100-100/AG-008	Spécification – Guide de rédaction – Documentation technique
C-02-008-001/TS-000	General Safety Lithium Batteries Handling, Storage Preservation and Disposal Instructions (anglais seulement)

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
C-02-040-007/TS-001	Mesures générales de sécurité
C-02-040-009/AG-002	Normes de sécurité générale
C-55-040-001/TS-001	Mesures de sécurité et instructions sur la prévention des incidents – Programme de sécurité des fréquences radioélectriques
CF 1280	Certificat d’inspection et de sortie
CS-108	Dessin - Œillets
CS-110	Dessin - Rondelles
D-01-000-200/SF-001	Specification - Military Nomenclature Assignment and Procedures (anglais seulement)
D-01-002-007/SG-001	Normes régissant les exigences relatives à la préparation de plans de gestion de la configuration
D-01-002-007/SG-006	Norme relative aux critères de sélection des éléments de configuration
D-01-100-214/SF-000	Spécification pour la préparation des documents d’approvisionnement en matériel des Forces canadiennes
D-01-100-215/SF-000	Spécification pour la préparation des avis de changement du matériel (MCN) – Équipement des Forces canadiennes
D-01-300-100/SG-000	Normes de rédaction de spécifications – Contenu technique
D-01-400-001/SG-000	Standard - Engineering Drawing Practices for Class 1 Drawings and Technical Data Lists (anglais seulement)
D-02-002-001/SG-001	Normes des Forces canadiennes – Identification du matériel appartenant aux Forces canadiennes
D-02-006-008/SG-001	The Design Change, Deviation & Waiver Procedure (anglais seulement)
D-71-001-001/SF-002	Spécification pour le numérotage de série des armes de petit calibre

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
D-80-001-055/SF-001	Les étiquettes, vêtements et matériel
D-80-001-500/SF-001	Spécification pour le design de camouflage canadien (DCamC) (régions boisées tempérées)
D-LM-008-001/SF-001	Procédés de conditionnement
D-LM-008-002/SF-001	Spécification pour marquage des articles à entreposer ou à expédier
D-LM-008-022/SG-000	Norme sur l'emballage de la documentation
D-LM-008-036/SF-000	Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant
DND 590	Certificat de validation
DND 591	Certificat de conformité
DND 626	Autorisation des tâches
DND 642	Certificat de texte reproductible
1.2 Documents et Fichiers de données à fournir à l'Entrepreneur seulement	
CF 942 Étiquette	Étiquette d'état du matériel
Document de contrôle d'interface	IS-GPS-164
Document de contrôle d'interface	IS-GPS-153D
DSSPM 251-04	Mesh, 100% Polyester, Warp Knit CADPAT™ Light Sand, sealed for construction only
DSSPM 259-01	Cloth, Twist, Cotton/Nylon, Lightweight, CADPAT (TW) (Disruptive Pattern Temperate) for pattern, motif, size, colour distribution, clarity and colour guidance
DSSPM 267-01	MLCS Sealed Pattern

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
DSSPM 271-07	Cloth, Plain Weave, Nylon, Polyurethane Coated 230 g/m ² , Type II, Sealed for construction and finish for Type II
DSSPM- 281-00	Cloth, Nylon, Polyurethane Coated, 425 g/m ² for construction and hand
DSSPM 281-01	Cloth, Twist, Nylon/Cotton 170 g/m ² , Canadian Average Green (For colour and IRR properties)
Fichier de données de DAPES	Détails des formats de message pour VMF
MIL-STD-6017A	Variable Message Format (VMF)
RTVM	Matrice de vérification de la traçabilité des exigences
1.3 Documents et Fichiers de données contrôlés par DAPES	
CG_CORAL CRC Comms UN-6461-0000-00CSRevArecd28Oct11pdf	CORAL-CR-C Communication Specification
CG_CORAL CRC C UN-6461-0000-00EIRvC.pdf	CORAL-CR-C Electrical Interface
CG_CORAL CRC Drawing UN6461-0000-901F#RevC_recd28Oct11.pdf	CORAL-CRC Drawing
D-80-001-091/SF-001	Tissus de nylon, armure unie, 195 g/m ² et 230 g/m ² » à sa place.
DSSPM 2-2-80-211	Spécification pour le tissu revêtu de nylon ou de polychloroprène d'un poids de 425 g/m ² (sur la demande)
DSSPM 464-10	Modular Load Carriage System (MLCS), Front Chest Rig
DSSPM 466-10	Modular Load Carriage System (MLCS), Chest Rig- Back Yoke
Fichier de données de DAPES	Carte de zone d'évaluation
Fichier de données de DAPES	Fichiers audio

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
Fichier de données de DAPES	Tumbling E Test
MLCS 14	MLCS Paper Pattern
1.4 Instructions pour les soutiens de gestion de l'ESS du DGGPET	
DGGPET I 600-04	<p>Évaluation en environnement, en santé et en sécurité (http://admmat.mil.ca/dglepm/dleps/documents/DLEPS6_instruction_I%20600-04_f.pdf)</p> <p>Centre d'édition du gouvernement du Canada</p> <p>Travaux publics et Services gouvernementaux Canada</p> <p>Ottawa, Canada</p> <p>KIA OS9</p> <p>Web : http://www.tc.gc.ca/fra/lois-reglements/lois-1993ch16.htm</p>
1.5 Organisation internationale de normalisation	
IEEE 802.3	Ethernet
ISO 845	Caoutchoucs et plastiques alvéolaires - Détermination de la masse volumique apparente
ISO 14001	Systèmes de management environnemental
ISO 7214	Plastiques alvéolaires - Polyéthylène - Méthodes d'essai
ISO 9001-2008	Systèmes de management de la qualité – Exigences
ISO 9660	Traitement de l'information – Structure de volume et de fichier des disques optiques compacts à mémoire fixe (CD-ROM) destinés à l'échange d'information
ISO/IEC/IEEE 15288:2008	Ingénierie des systèmes et du logiciel – Processus de cycle de vie du système
ISO/IEC/IEEE 12207:2008	Ingénierie des systèmes et du logiciel – Processus du cycle de vie

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
	du logiciel
ISO/IEC 15289:2006	Ingénierie des systèmes et des logiciels — Contenu des systèmes et produits d'information sur le processus de cycle de vie du logiciel (Documentation)
ISO 9126-1:2001	Ingénierie du logiciel — qualité du produit — Partie 1, modèle de qualité
ISO/IEC 9001:2008	Systèmes de management de la qualité – Exigences, 4 ^e édition
ISO/IEC 90003	Ingénierie du logiciel – Lignes directrices pour l'application de l'ISO 9001:2000 aux logiciels informatiques
1.6 Normes militaires, manuels et dessins des États-Unis	
MIL-HDBK-338B	Electronic Reliability Design Handbook
MIL-HDBK-454	General Guidelines for Electronic Equipment.
MIL-HDBK-470A	Designing And Developing Maintainable Products and Systems
MIL-HDBK-502	Acquisition Logistics Handbook
	Standardization Document Order Desk 700 Robbins Avenue, Building 4D Philadelphia, PA, USA 19111-5094
MIL-HDBK-881	DoD Handbook - Work Breakdown Structure
MIL-HDBK - 46855B	Human Engineering Guidelines for Military Systems Equipment and Facilities
MIL-STD 196	Joint Electronics Type Designation System
MIL STD 461F	Department of Defense Interface Standards: Requirements for the Control of electromagnetic Interference Characteristics of Subsystems and Equipment.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
MIL STD 464A	Electromagnetic Effects, Requirements for Systems.
MIL STD 810F and G	Environmental Engineering Considerations and Laboratory Tests
MIL-STD 973	Configuration Management
MIL STD 1388-2B	DOD Requirements For A Logistic Support Analysis Record
MIL STD 1472F	Human Engineering
MIL STD 1474D	Department of Defence Design Criteria Standard - Noise Limits
MIL STD 1686C	Electrostatic Discharge Control Program for Protection of Electrical and Electronic Parts, Assemblies and Equipment.
MIL-STD-1916	DOD Preferred Methods of Acceptance of Product
MIL-STD-2045-47001Dch1	Connectionless Data Transfer Application Layer Standard
MIL-STD-2500B	DOD Interface Standard National Imagery Transmission Format (version 2.1) for the National Imagery Transmission Format Standard.
1.6.1 Spécifications militaires	
MIL-B-18E	Batteries, Non-Rechargeable, Dry
MIL-F-495	Finish, Chemical, Black, for Copper Alloys
MIL-L-46000	Lubricant, semi-fluid, automatic weapons
MIL-PRF-372D	Rifle Bore Cleaner Cleaning Compound, Solvent
MIL-PRF-680B	Solvents
MIL-PRF-2104H	Performance Specification: Lubricating Oil, Internal Combustion Engine, Combat/Tactical Service
MIL-PRF-14107	Lubricating oil, Weapons, Low Temperature

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
MIL-PRF-32033	Lubricating oil, general purpose, preservative (water-displacing, low temperature)
MIL-PRF-32052(CR)	Performance Specification Batteries, Rechargeable, Sealed
MIL-PRF-32271	Performance Specification Batteries, Non-Rechargeable, Lithium
MIL-PRF-46170D	Performance Specification: Hydraulic Fluid, Rust Inhibited, Fire resistance, Synthetic Carbon Base
MIL-PRF-5038J	Performance Specification: Tape, Textile, and Webbing, Textile, Reinforcing, Nylon
MIL-W-17337	Webbing, Textile, Woven Nylon
MIL-W-43668	Webbing, Textile, Textured or Multifilament Nylon
1.7 STANAG de l'OTAN	
STANAG 2104	Avis d'attaque nucléaire amie (STRIKWARN) – Édition 9
STANAG 2290	Édition 2. Système OTAN d'identification unique des articles
STANAG 2895	Extrêmes climatiques et conditions dérivées à utiliser dans la définition des critères de conception et d'essai pour les matériels destinés aux forces de l'OTAN
STANAG 3748	Liquide hydraulique, pétrole (H-515, H-520 et C-635) et poly(alpha-oléfine) (H-537, H-538 et H-544)
STANAG 4545	Format d'imagerie secondaire OTAN (NSIF) – Éd 1, Amd 1
STANAG 4591	OTAN MELPe
1.8 Normes de la Défense du Royaume-Uni	
1.9 Normes fédérales des États-Unis	
A-A-52624A	Antifreeze, Multi-engine type

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
A-A-55301	Authorised replacement for MIL-W-43668 Commercial Item Description : Webbing Textile, Textured or Multifilament Nylon
A-A-55126 B	Commercial Item description: Fastener tapes, Hook and Loop, Synthetic
Allison TES 228	C-4 Heavy-Duty Automatic Transmission Fluid Specification
FAA Human Factors Design Std: 2003	Federal Aviation Administration - Human Factors Design Standards
	General Services Administration Specification Section Room 6662, 7th and D Streets, SW Washington, DC 20407
Standard for Safety of Flammability of Plastic Materials for Parts in Devices and Appliances Testing	UL94
1.10 Normes commerciales	
ANSI/AIM BC4-1999	Linear (One-Dimensional) Bar Code Symbolologies
ANSI/EIA-649-A 2004	National Consensus Standard for Configuration Management
ANSI/GEIA-STD-0009-2008	Reliability Program Standard for System Design, Development and Manufacturing
ASTM D 412	Standard Test Methods for Vulcanized Rubber and Thermoplastic Elastomer - Tension
ASTM D573	Standard Test Method for Rubber - Deterioration in an air oven.
ASTM D 624	Standard Test Method for Tear Strength of Conventional Vulcanized Rubber and Thermoplastic Elastomer

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
ASTM D975-07b	Standard Specification for Diesel Fuel Oils
ASTM D3774	Standard Test Methods for Width of Textile Fabric
ASTM D3776	Standard Test Method for Mass per Unit Area (Weight) of Fabric.
ASTM D4814-04B	Standard Specification for Automotive Spark-Ignition Engine Fuel
ASTM D4964	Standard Test Method for Tension and Elongation of Elastic Fabrics (Constant-rate-of-Extension Type Tensile Testing Machine)
ASTM D4966	Standard Test Method for Abrasion Resistance of Textile Fabrics (Matindale Abrasion tester method).
ASTM D6210	Standard Specification for Fully-Formulated Glycol Base Engine Coolant for Heavy-Duty Engines
CAN/CGSB 3.3	Kerosene
CAN/CGSB 3.5	Unleaded Gasoline
CAN/CGSB 3.517	Diesel Fuel
CAN/CGSB 4GP-85Ma	Nylon Thread (Continuous Multifilament)
CAN/CGSB 4.2-M	Textile Test Methods
CAN/CGSB-43.22-2001	Corrugated Fireboard Products
CAN/CGSB 54.1-M	Stitches and Seams
CAN/CGSB 86.1-2003	Care Labelling of Textiles
CNSSI 4009	National Information Assurance Glossary
Dexron III	Automatic Transmission Fluid
ECMA - 341	ECMA International Standard "Environmental Design Considerations for ICT and CE Products"

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
FIPS 140-2	Security Requirements for Cryptographic Modules
FIPS 180-3	Secure Hash Standard
FIPS 197	Advanced Encryption Standard (AES)
FIPS 198-1	The Keyed-Hash Message Authentication Code (HMAC)
IEC 61000-4-2	Electromagnetic compatibility (EMC) - Part 4-2: Testing and measurement techniques - Electrostatic discharge immunity test
IETF RFC 791	Internet Protocol
IETF RFC 1918	Address Allocation for Private Internets
IETF RFC 2474	Definition of the Differentiated Services Field (DS Field) in the IPv4 and IPv6 Headers
IETF RFC 2475	An Architecture for Differentiated Service
IETF RFC 3260	New Terminology and Clarifications for Diffserv
IETF RFC 4632	Classless Inter-Domain Routing (CIDR): The Internet Address Assignment and Aggregation Plan
IETF RFC 5771	IANA Guidelines for IPv4 Multicast Address Assignments
IETF STD 0005	Internet Protocol (IPV4)
IETF STD 0006	User Datagram Protocol
NIST SP 800-38A	Recommendation for Block Cipher Modes of Operation: Three variants of Cipher test Stealing for CBC Mode
NIST SP 800-38B	Recommendation for Block Cipher Modes of Operation: The CMAC Mode for Authentication
NIST SP 800-38C	Recommendation for Block Cipher Modes of Operation: the CCM Mode for Authentication and Confidentiality
NIST SP 800-38D	Recommendation for Block Cipher Modes of Operation:

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
	Gatois/Counter Mode (GCM) and GMAC
NIST SP 800-57	Recommendation for Key Management
SAE AS 81044	Wire, Electrical, Crosslinked Polyalkene, Crosslinked Alkane-Imide Polymer, or Polyarylene Insulated, Copper or Copper Alloy
SAE JA1000	Reliability Program Standard
SAE JA1010	Maintainability Program Standard
SAE JA1002	Software Reliability Program Standard
UCC/EAN-128	Encoding System Code 128 barcodes
1.11 Autres publications	
	Acoustical Society of America (ASA) S3.2 American National Standard Method for measuring the Intelligibility of Speech over Communications Systems
	Contrat d'Acquisition pour ÉIS
	OHSAS 18001
	Code canadien du travail
	Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)
	Loi canadienne sur l'évaluation environnementale
	Loi sur les produits dangereux
	Loi sur le transport des marchandises dangereuses
	Règlement fédéral sur les halocarbures
	Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail
	Loi sur les espèces sauvages du Canada

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
	Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs
	Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial
	Loi sur le commerce international et interprovincial
	Loi sur la protection de l'environnement en Antarctique
	Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux
	Loi sur les parcs nationaux du Canada
	Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada
	Loi sur le parc marin du Saguenay – Saint-Laurent
	Produits contenant du mercure – Stratégie de gestion du risque, Environnement Canada, 2006
	Règlement sur le Mercure
	Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone
	Règlement sur les urgences environnementales, DORS/2003-307
	Avis obligeant l'élaboration et l'exécution de plans de prévention de la pollution à l'égard des rejets de mercure provenant des interrupteurs au mercure dans les véhicules en fin de vie utile traités par les aciéries, le 29 décembre 2007, Gazette du Canada, vol. 141, n° 52
	Liste d'accélération de la réduction/élimination des toxiques (ARET)
	Inventaire national des rejets de polluants (INRP), 2008, Gazette du Canada, Partie 1, le 16 février 2008

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Nom du document	Titre et description du document
	Standard pancanadien (SP) relatif aux lampes contenant du mercure
	Liste des substances du Défi < http://www.chemicalsubstanceschimiques.gc.ca/challenge-defi/list-fra.php >
	Nokia monitor test download: http://www.softpedia.com/progDownload/Nokia-Monitor-Test-Download-464.html
	DLA Cataloguing Handbook H4/H8
	Liste des marchandises d'exportation du Canada
CAMDN version 1.7	Cadre d'architecture du MDN/des FC
DOAD 4003-1	Gestion des matières dangereuses
O AFC 34-51	Protection contre le Rayonnement Radioélectrique

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

2. ACRONYMES

Acronymes	Définition
AA	Autorité d'approvisionnement
AABCP	Arme anti blindé à courte portée
AABCP (L)	Arme anti blindé à courte portée M72 (légère)
AABCP (M)	Arme anti blindé Carl Gustav de courte portée (moyenne)
AALA	American Association for Lab Accreditation
ABI	Analyse des besoins en instruction
ABL	Base allouée
AC	Autorité contractante
ACASL	Avis de changement de l'analyse du soutien logistique
ACK	Faites l'aperçu / accusé de réception
ACM	Avis de changement de matériel
ACM	Arsenal de combat modulaire
ACRM	Arsenal de combat rapproché modulaire
ADD	Aucune défaillance détectée
adj	Adjudant
ADP	Adjoint de données personnel
ADRG	Représentations graphiques matricielles numérisées ARC
AE	Aéronef
AED	Arme à énergie dirigée
AES	Acceptation en service

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
AIR	Administrateur intermédiaire de réseau
AM	Avis de modification
AMAF	Analyse de la Maintenance axée sur la fiabilité
AM LMA	Avis de modification de la liste du matériel accessoire
AMDE	Analyse des modes de défaillances et de leurs effets
AMDEC	Analyse des modes de défaillances, de leurs effets et de leur criticité
AMDoE	Analyse des modes de dommages et de leurs effets
AMT	Aide-mémoire tactique
AN/PRC	Armée de terre-Marine/Composants du radio portable
ANSI	American National Standards Institute
APC	Accord de prêt contractuel
APj	Administrateur de projet
APTL	Au plus tard le
AQ	Assurance de la qualité
AQG	Assurance de la qualité du gouvernement
ARET	Accélération de la réduction/élimination des toxiques
AS	Aperçu du système
ASA	Acoustical Society of America
ASCII	Code américain normalisé pour l'échange d'information
ASL	Analyse du soutien logistique
ASME	American Society of Mechanical Engineers

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
ASTM	American Society of Testing and Materials
AT	Autorité technique
ATD	Armée de terre de demain
ATE	Équipement automatique d'essai
BAP	Besoins axés sur les performances
BD	Journée champ de bataille
BFC	Base des Forces canadiennes
BIT	Test intégré
BOA	Base d'opérations avancée
Bon	Bataillon
BOP	Base d'opérations principale
BP	Bureau de projet
BPC	Biphényle polychloré
BPR	Bureau de première responsabilité
cc	Courant continu
C4	Commandement, contrôle, communications, informatique
C4I	Commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement
C4ISR	Commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance
CADRG	Représentations graphiques matricielles numérisées ARC condensées
CAGE	Code d'entité commerciale et gouvernementale

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
CAMDN	Cadre d'architecture du MDN
CASEVAC	Évacuation sanitaire
CBC	Enchaînement de blocs de chiffrement
CBRN	Chimique, biologique, radiologique et nucléaire
CCITT (UIT)	Comité Consultatif International Téléphonique et Télégraphique (Union internationale des télécommunications)
CCM	Code d'authentification de message – compteur avec enchaînement de blocs de chiffrement
CCT	Clé de chiffrement du trafic
CCV	Coût du cycle de vie
CD	Classification des défauts
CDM	Code de démilitarisation
CDT	Conception et développement techniques
CE	Communications et électroniques
CE	Centre d'excellence
CÉ	Copie électronique
CEF	Concept d'emploi de la force
CÉM	Compatibilité électromagnétique
CETFC	Commande d'Emballage pour le Transport – Forces canadiennes
CF-31	Panasonic Toughbook CF-31 (Ordinateur portable)
CFB	Mode de chiffrement à rétroaction
CI	Communauté d'intérêts

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
CIC	Centre d'instruction au combat
CIS	Centre d'instruction du secteur
CIUSA	Concepteur d'interface-utilisateur et de système d'aide
CMAC	code d'authentification de message en mode chiffré
CMR	Compte du matériel réparable
CMST	Conditionnement, manutention, stockage et transport
CODEC	Codeur/décodeur
COI	Capacité opérationnelle initiale
COMSEC	Sécurité des communications
CONEM	Contrôle d'émission
CONOPS	Concept de l'opération
COT	Capacité opérationnelle totale
COTS	Commercial sur étagère
CP	Copie papier
CP	Connaissance de position
CPAP	Contrôle des premiers articles de production
CPM	Calendrier de projet maître
CPV	Circuit de passe-voix
CQ	Contrôle de la qualité
CRA	Compte rendu administratif
CS	Sensibilité au brouillage conduit

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
CS	Connaissance de la situation
CSA	Association canadienne de normalisation
CSPSND	Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense
CST	Essais de la cryptographie et de la sécurité
CTR	Compter
CVS	Cycle de vie d'un système
DAAT	Direction des Acquisitions de l'Armée de terre
DAFC	Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes
DAPES	Direction – Administration du programme de l'équipement du soldat
DAR	Données au repos
DAS	Débit d'absorption spécifique
dB	Décibel
dBA	Valeur de décibels A
dBc	Valeur de décibels C
DBRT	Direction des Besoins en ressources terrestres
DCamC ^{MC}	Dessin de camouflage canadien (marque de commerce)
DCamC ^{MC} (RBT)	Dessin de camouflage canadien (régions boisées tempérées)
DCI	Document de contrôle d'interface
DCU	Dispositif de commande utilisateur
DDAT	Direction - Doctrine de l'Armée de terre
DDC	Demande de changement

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
DDCE	Définition des défaillances et aux critères d'évaluation
DDD	Demande de dérogation
DDE	Délai d'exécution
DDR	Demande de renonciation
DDVL	Document de la description de la version du logiciel
DÉC	Documentation sur l'état de la configuration
DÉD	Description des éléments de données
DÉS	Décharge électrostatique
DET	Données en transit
Dét MR	Détachement mobile de réparation
DGGPET	Directeur général - Gestion du Programme d'équipement terrestre
DIAT	Directeur – Instruction de l'Armée de terre
DMMRSys	Durée maximale de mission pour le rétablissement du système
DMMRSvc	Durée maximale de mission pour le rétablissement du service
DMR	Durée moyenne des réparations
DMT	Demande de modification technique
DNAT	Données numériques d'altitude de terrain
DOAD	Directives et ordonnances administratives de la Défense
DOCA	Directeur – Opérations de la chaîne d'approvisionnement
DoDAAC	Department of Defense Activity Address Code
DP	Directeur de projet

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
DP	Demande de proposition
DPEAS	Descriptions et procédures d'essais d'acceptation du système
DPFC	Dépôt des publications des Forces canadiennes
DPEQ	Description et procédures des essais pour la qualification
DPIT	Dispositif portatif d'imagerie thermique
DTAS	Données techniques d'approvisionnement supplémentaire
EAES	Examen d'attribution des exigences système
EAS	Essais d'acceptation du système
ÉBO	Énoncé des besoins opérationnels
ÉC	Élément de configuration
ÉCL	Élément de configuration logiciel
ECP	Examen de la conception préliminaire
ECS	Examen de la conception du système
ECU	Unité cryptographique de destination
ÉD	Élément de données
ÉDA	État détaillé d'approvisionnement
ÉDT	Énoncé des travaux
ÉDT - A	ÉDT pour l'acquisition
ÉE	Émissions effectué
ÉE	Évaluation environnementale
ÉÉCF	École d'électronique et des communications des Forces canadiennes

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
EEÉ ou E3	Effets de l'environnement électromagnétique
ÉEMD	Équipement d'essai, de mesure et de diagnostic
EÉPP	Examen de l'état de préparation à la production
ÉESS	Évaluation sur l'environnement, la santé et la sécurité
ÉEST	Étude d'enquête spéciale et technique
ÉFG	Équipement fourni par le gouvernement
ÉFQ	Étude finale des qualifications
ÉGÉ	Équipe de gestion de l'équipement
ÉGÉMFC	École du génie électrique et mécanique des Forces canadiennes
EHE	Erreur horizontale estimée
EIÉ	Environnement d'information électronique
ÉIÉ	Élément important d'écosystème
ÉIM	Élément important de maintenance
ÉIS	Équipement intégré du soldat
ÉIS-A	Acquisition de l'ÉIS
ÉIS-ÉO	Équipement intégré du soldat - Équipement opérationnel
ÉIS-MS	Équipement intégré du soldat - Matériel de soutien
ÉIS-S	Équipement intégré du soldat – Suite
ÉIS-SC	Équipement intégré du soldat – Suite de communication
ÉIS-SÉ	Équipement intégré du soldat – Suite électronique
ÉM	Électromagnétique

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
EM	Expert en la matière
ÉMR	Équipe mobile de réparation
EMSEC	Sécurité des émissions
ÉO	Électronique et optronique
ÉP	Évaluation de Performance
ÉPI	Équipement de protection individuelle
EPT	Examen de préparation au test
ÉR	Émissions rayonnées
E-S	Entrée-sortie
ÉSN	Élément de soutien national
ESRI	Environmental Systems Research Institute
ESS	Environnement, santé et sécurité
F et M	Fiabilité et maintenabilité
FBL	Référence fonctionnelle
FBS	Piqûre en carré
FC	Forces canadiennes
FCC	Commission fédérale des communications
FDC	Fraction des défaillances constatées
FDI	Fraction des défaillances isolées
FDM	Fiabilité, disponibilité et maintenabilité
FHPP	Fonction d'hébergement du périphérique physique

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
FMCI	Formation des membres du cadre initial d'instructeurs
FNTI	Format national de transmission d'images
FO	Force opérationnelle
FOAM	Force opérationnelle adaptée à la mission
FS	Fiche signalétique
FW	Micro logiciels
GAQ	Gestionnaire de l'assurance de la qualité
GC	Gestion/Gestionnaire de la configuration
GCM	Galois Counter Mode
GCRM	Gestionnaire du cycle de vie du matériel
GD	Gestion des données
GeoPDF	Format de document portable géo référencé
GeoTIFF	Fichier d'image étiqueté géo référencé
GFP	Gestionnaire des finances de projet
GIDEP	Programme d'échange entre le gouvernement et l'industrie
Go	Gigaoctet
GO	Gestion de l'obsolescence
GP	Gestion de projet
GPg	Gestionnaire de programme
GPj	Gestionnaire de projet
GPP	Gestionnaire principal de projet

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
GPS	Système de positionnement global
GPT	Gestion des problèmes techniques
GRR	Guide de référence rapide
GS	Gestion du système
GSLI	Gestionnaire du SLI
GTÉI	Groupe de travail de l'élaboration de l'instruction
GUI	Interface graphique
HAZMAT	Matière dangereuse
HERO	Danger d'exposition au rayonnement électromagnétique
HFE	Ergonomie
HL	niveau d'audition
HLS	Habillez le soldat
HMAC	Keyed-Hash Message Authentication Code
Hz	Hertz
I&A	Identification et authentification
IC	Instruction collective
IC	Industrie Canada
ICQ	Inspection de contrôle de la qualité
ICSO	Image commune de la situation opérationnelle
ID SGPM	Identification de la structure des groupes professionnels militaires
IDDN	Index de documentation de la Défense nationale

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
IEC	International Engineering Consortium
IEEE	Institute of Electrical and Electronic Engineers
IÉM	Interférence électromagnétique
IÉO	Intégrateur d'équipement d'origine
IETF	Internet Engineering Task Force
IFG	Information fournie par le gouvernement
IGS	Instructeur de la gestion des systèmes
II	Instruction individuelle
II&É	Instruction individuelle et d'éducation
IIM	Ingénieur intermédiaire de matériel
IIS	Ingénieur intermédiaire de système
IISF	Ingénieur intermédiaire en logiciels/micro logiciels
IISS	Ingénieur intermédiaire de système logiciel
IMESEP	Intervalle moyenne entre séances d'entretien préventif
IMP	Ingénieur en matériel principal
INFOSEC	Sécurité des systèmes d'information
INRP	Inventaire national des rejets de polluants
IP	Protocole Internet
IPE	Ingénieur principal des essais
IPES	Ingénieur principal d'essai des logiciels
IPO	Instructions permanentes d'opération

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
IPS	Ingénieur principal de système
IPSS	Ingénieur principal de système logiciel
IR	Infrarouge
IRC	Indicateur de rendement clé
ISO	Organisation internationale de normalisation
ISS	Ingénieur subalterne de système
ISSS	Ingénieur subalterne de système logiciel
ITAR	International Traffic in Arms Regulations
ITFC	Instruction technique des Forces canadiennes
IU	Interface utilisateur
IVV	Intégration de la vérification et de la validation
JDT	Jeu de documents techniques
JO	Jour ouvrable
JPEG	Groupe mixte d'experts en photographie
KEK	Clé de chiffrement de clés
KHz	KiloHertz
LACV	Liste d'articles consommables et en vrac
LBÉSR	Liste des besoins d'équipement de soutien recommandé
LBPT	Liste des besoins quant aux publications techniques
LCGO	Liste de candidats de la GO
LCPE	Loi canadienne sur la protection de l'environnement

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
LDEC	Liste des données essentielles au contrat
LÉP	Liste des événements principaux
LERS	Liste d'exception du rendement du SOSA
LMVN	Lunette monoculaire de vision nocturne
LOCREP	Compte rendu des positions
LPRR	Liste des pièces de rechange recommandées
LRP	Liste des réparations permises
LoRU	Plus petite unité remplaçable
LRU	Élément remplaçable sur place
LVÉ	Liste de vérification de l'équipement
LVERS	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
m	mètre
MAAC	Mois après l'adjudication du contrat
MABDS	Module antibrouillage à disponibilité sélective
MADC	Mois après le début du contrat
MaxMTTRSvc	Durée de mission maximale pour le rétablissement du service
MaxMTTRSys	Durée de mission maximale pour le rétablissement du système
MBITR	Radio multi spectre de communication inter/intra équipe
MDN	Ministère de la Défense nationale
MÉI	Méthodes d'échange de l'information
MFD	Date de fabrication

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
MGRS	Système de référence de carroyage militaire
MHz	Mégahertz
MIL-PRF	Spécification militaire de rendement des États-Unis
MIL-STD	Norme militaire des États-Unis
MMN	Modèle militaire normalisé
MOTS	Équipement militaire sur étagère
MP	Mesure à prendre
MR	Militaire du rang
MS	Microsoft
MS	Matériel de soutien
MSG	Message
MT	modification technique
MTDT	Mission de tir. Demande de tir.
MTU	Unité de transmission maximale
MTVE	Matrice de traçabilité et de vérification des exigences
MU	Manuel de l'utilisateur
NAR	Niveau d'analyse de réparation
NARTE	National Association of Radio and Telecommunications Engineers
NBC	Nucléaire, biologique et chimique
NCA	Norme de chiffrement avancée
NE	Niveau d'effort

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
NEMA	National Electrical Manufacturers Association
NIAG	Groupe consultatif industriel OTAN
NIMA	National Imagery and Mapping Agency
NIST	National Institute of Standards in Technology
nm	Nanomètre
NNO	Numéro de nomenclature OTAN
NOR	Avis de révision
NORAD	Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord
NPA	Niveau de pression acoustique
NPF	Numéro de pièce du fabricant
NRSP	Non réparable sur place
NSCM	Code OTAN des fabricants
NSIF	Format d'imagerie secondaire OTAN
NVLAP	National Voluntary Laboratory Accreditation Program
NVLAP	Niveau de vérification
O Ops	Officier des opérations
O Trans	Officier des transmissions
OAD	Opérations adaptables et dispersées
OCCP	Officier de contrôle et coordination du projet
OÉES	Outils et équipement d'essai spécialisés
OEM	Fabricant d'équipement d'origine

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
OFB	Chiffrement à rétroaction de sortie
OMT	Ordre de modification technique
ONGC	Office des normes générales du Canada
OPCOM	Commandement opérationnel
ORBAT	Ordre de bataille
OREN	Objectif de rendement
OSP/ÉSE	Outillage spécial de production/équipement spécial d'essais
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OTAR	Remise à la clé en direct
OTAZ	Mise à zéro par radiocommunication
P/Bo	Porteuse-bruit
PALS	Système des courroies pour les poches détachables
PAQ	Programme d'assurance de la qualité
PDC	Point de contact
PDF	Format de document portable
PEAS	Plan d'essais d'acceptation du système
PEHD	Polyéthylène haute densité
PÉIS	Projet d'équipement intégré du soldat
PEPS	Méthode du premier entré, premier sorti
PES	Planification et exploitation de système
PES – Suite	Suite de planification et d'exploitation de système

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
PFC	Panne de fonction critique
PFE	Panne de fonction essentielle
PFNE	Panne de fonction non essentielle
PFV	Produit sous forme vectorielle
PGC	Plan de gestion de la configuration
PGC	Planification de gestion des clés
PGDT	Plan de gestion de la documentation technique
PGP	Plan de gestion de projet
PGS	Plan de gestion de la systématique
PI	Propriété intellectuelle
PIMC	Programme d'inscription donnant accès aux marchandises contrôlées
PMC	Proposition de modification de contrat
PMT	Proposition de modification technique
PO	Poste d'observation
POC	Procédures opérationnelles courantes
PPFDM	Plan du programme de Fiabilité, disponibilité et maintenabilité
PPP	Pixels par pouce
PPP	Points par pouce
PProd	Plan de production
PRC	Planification du réseau de communication
PRR	Examen de préparation de la production

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
PSLI	Plan de soutien logistique intégré
PTA	Moyenne pour les sons purs
PTT	Détenteur d'alternat
PVAC	Programme de validation de l'algorithme de chiffrement
PVC	Plan de vérification de la configuration
PVQ	Plan de vérification et qualification
QG	Quartier général
QGDN	Quartier général de la Défense nationale
R et A	Radio et amplificateurs
R et R	Réparation et révision
RADHAZ	Dangers dus aux rayonnements
RAI	Réunion d'approvisionnement initial
RAPR	Rapport d'analyse des pièces de rechange
RAPSIT	Rapport de situation
RAQ	Représentant de l'assurance de la qualité
RAQDN	Représentant de l'assurance de la qualité de la Défense nationale
RAQFC	Région de l'assurance de la qualité des Forces canadiennes
RASDPR	Relevé des avis de sélection et des demandes prioritaires de réparation
RASL	Relevé d'analyse du soutien logistique
RBT	Régions boisées tempérées
RDDC	Recherche et développement pour la défense Canada

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
RDT	Rapport de défectuosité technique
RE	Règles d'engagement
REAT	Réunion d'examen de l'avancement des travaux
RÉD	Réseau étendu de la Défense
RÉM	Rayonnement électromagnétique
RÉNS	Rapport d'état non satisfaisant
RET	Réunion d'examen technique
RF	Radiofréquence
RGAD	Récepteur GPS avancé de la Défense
RGC	Régiment du génie de combat
RH	Ressources humaines
RIR	Réflectance dans l'infrarouge
RMR	Demande de matériel réparable
RNR	Réparation non rentable
RP	Référence de production
RPÉ	Réparabilité
RPT	Rapport sur les problèmes techniques
RQGO	Rapport des questions de GO
RSDL	Lotion de décontamination réactive pour la peau
RSM	Registre de suivi des mesures
RST	Représentent des services techniques

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
RTF	Format de texte enrichi
RTP	Rédacteur technique principal
RTS	Rédacteur technique subalterne
RV	Rendez-vous
RVC	Rapport de vérification de la configuration
SAFC	Système d'approvisionnement des Forces canadiennes
SAL SEA	Simulateur d'armes légères pour simulateur d'effets d'armes
SC	Spécialiste de la configuration
SE	Système d'exploitation
SE	Systémique
SEA	Simulateur d'effets d'armes
SEAT	Services d'enquête et d'appui techniques
SEP	Spécification des exigences de performance
SGC	Système de gestion du combat
SGESS	Système de gestion de l'environnement, la santé et la sécurité
SGÉT	Système de gestion de l'équipement terrestre
SGSST	Système de gestion en santé et sécurité au travail
SICÉT	Système d'information sur la configuration de l'équipement tactique
SICT	Systèmes d'information et de communications terrestres
SIE	Spécialiste intermédiaire d'essais
SIGRD	Système d'information de la gestion des ressources de la Défense

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
SITIE	Système d'information technique intégré de l'entrepreneur
SIIÉFC	Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des FC
SIMDUT	Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail
SIS	Spécialiste intermédiaire en logiciels
SISAM	Système d'information – Soutien et acquisition du matériel
SL	Soutien logistique
SLC	Soutien logistique du combat
SLI	Soutien logistique intégré
SMR	Code de source, de maintenance et de récupérabilité
SMTc	Système modulaire de transport des charges
SNDM	Système national de distribution du matériel
SOM	Scénario opérationnel militaire
SOSA	Soutien optimisé des systèmes d'armes
SPAU	Spécification de performance pour l'acceptation par l'utilisateur
SPQ	Spécialiste principal de la qualité
SPQS	Spécialiste principal de qualité des logiciels
SPS-GCVM	Spécialiste principal du soutien au GCVM
SPSLI	Spécialiste principal du soutien logistique intégré
SPT	Spécifications de performance technique
SR	Susceptibilité rayonnée
SRB	Système de réduction du bruit

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
SRE	Structure de répartition de l'équipement
SRPD	Spécifications – Système de rédaction, de publication et de distribution
SRT	Structure de répartition de travail
SS SGCVM	Spécialiste subalterne du soutien au GCVM
SSCFT	Système de Soutien du Commandement de la Force Terrestre
SSE	Spécialiste subalterne d'essais
SSLII	Spécialiste de soutien logistique intégré intermédiaire
SSM	Spécialiste subalterne de matériel
SSQ	Spécialiste subalterne de la qualité
SSS	Spécialiste subalterne en logiciels
STANAG	Accord de normalisation OTAN
STD	Norme
SW	Logiciel
TI	Technologie de l'information
TIFF	Fichiers d'image étiquetés
TIS	Technologue intermédiaire de systèmes
TL	Télémètre laser
TMD	Temps moyen entre défaillances
TMDC	Temps moyen entre défaillances critiques
TMRS	Temps moyen de remise en service
TPS	Technologue principal de systèmes

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
TRADOC	Training and Doctrine Command
TRANSEC	Sécurité des transmissions
TRM	Test des rimes modifiées
TTP	Tactiques, techniques et procédures
UAR	Unité d'accès au réseau
UCT	Unité centrale de traitement
UDA	Unité de distribution de l'alimentation
UDP	Protocole de datagramme utilisateur
UHF	Ultra haute fréquence
UL	Laboratoire des assureurs
USB	Bus série universel
UTM	Projection de Mercator transverse
VBL	Véhicule blindé léger
VBS	Logiciel de formation par simulation Virtual Battle Space
VCF	Vérification de la configuration fonctionnelle
VCM	Vert canadien moyen
VCP	Vérification des configurations physiques
VEEP	Vérification, à l'entretien et à l'entretien préventif
VET	Vérification de l'exactitude de la traduction
VIP	Dignitaires

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Acronymes	Définition
VMF	Format de message variable
VQ	Vérification et qualification
VS	Véhicule spatial
VSS	Vérificateur subalterne de logiciel

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

3. LEXIQUE

Termes	Définition
Accessoires	Câbles d'interface qui permettent à la suite électronique de l'Équipement intégré du soldat d'être utilisée avec l'équipement fourni par le gouvernement, comme le définit les SPT.
Accident	Événement ou suite d'événements non planifiés qui cause la mort, une blessure, une maladie professionnelle, les dommages à l'équipement ou au bien ou la perte de celui-ci ou des dommages à l'environnement.
Adjudant-maître	Grade des FC. Les adjudants-maîtres travaillent normalement au sein d'une unité d'infanterie en qualité de sergent-major de cie, le militaire du rang supérieur de la cie qui est le conseiller immédiat du cmdt de la cie.
Administrateur de système	Rôle de gestion de système assigné à un utilisateur, qui dispose ainsi de droits d'accès évolués aux fonctions d'administrateur du système. Personne à laquelle on a assigné le rôle et les privilèges d'accès d'un utilisateur administrateur de système. Il s'agit en général d'un transmetteur ou d'un spécialiste de la maintenance au premier ou au deuxième échelon de l'ÉIS-S.
Affichage du signal audio de la suite de l'Équipement intégré du soldat	Présente les communications vocales faites par radio au moyen de haut-parleurs intégrés et génère des communications vocales par radio au moyen d'un ou de plusieurs microphones. L'affichage du signal audio présente aussi les sons produits par les alarmes, alertes et avertissements et offre aux soldats un dispositif de protection antibruit tout en leur permettant de continuer à entendre et à distinguer tous les sons et bruits qui les entourent.
Alarme	Indication de toute source précisant qu'une attaque biologique, radiologique ou nucléaire ou un largage autre qu'une attaque peut s'être produite (OTAN).
Alerte	Signal d'avertissement d'un danger réel ou éventuel, par exemple une attaque aérienne (CEMAT). Signal d'avertissement d'un danger réel ou menaçant, par exemple une attaque aérienne (OTAN). Période pendant laquelle les troupes sont en attente en réaction à une alarme (OTAN). Préparation en vue d'une action, de la défense ou de la protection (OTAN).
Amélioration de produit	Changements ou ajouts aux logiciels ou aux composants système qui

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	<p>sont nécessaires pour satisfaire aux exigences de l'utilisateur qui sont précisées par les sources ci-dessous :</p> <p>A. Exigences opérationnelles initiales qui ne sont pas entièrement respectées durant l'approvisionnement de cycle 1 en raison de la non-disponibilité de technologie des solutions commerciales, de la capacité de chargement ainsi que des fonctions de détection et de l'intégration;</p> <p>B. Commentaires du milieu opérationnel sur les améliorations à apporter au produit et les mises au point, d'après les leçons retenues par les utilisateurs durant l'utilisation;</p> <p>C. Modifications nécessaires en vue d'une adaptation aux changements de l'environnement opérationnel et du déploiement.</p>
Appareil GPS militaire	Appareil GPS qui peut suivre et décoder le code P(Y) chiffré.
Appel radio Charlie Charlie	L'appel radio Charlie Charlie est un groupe particulier d'indicatifs d'appel grâce auquel on n'a pas à désigner tous les destinataires d'un appel radio lorsqu'on envoie un message au groupe.
Appréciation de combat	Estimation faite en cas de contact ou de contact imminent avec l'ennemi, qui est immédiatement converti en ordres destinés aux commandants subalternes.
Arme anti blindé à courte portée (AABCP) M72 légère (L)	La M72 est une arme anti blindé légère qui peut être utilisée par un seul soldat pour détruire des véhicules de combat et des fortifications ennemis. L'utilisateur ouvre un tube télescopique, qui arme automatiquement le lanceur et élève le dispositif de visée. L'utilisateur place le tube sur son épaule, il vise puis il appuie sur la détente pour lancer une roquette à vol libre.
arme anti blindé, courte portée (AABCP) Carl Gustaf moyenne (M)	<p>L'arme Carl Gustav est un fusil antichar sans recul de section. Il existe deux versions de cette arme : l'ancienne M2 est l'arme réglementaire de la plupart des unités régulières et la nouvelle M3 légère est utilisée par l'infanterie légère. L'armée canadienne dispose de deux types de munitions : explosif brisant antichar (HEAT) et explosif brisant à double fin (HEDP) pour les bunkers et les positions fortifiées. Elle est normalement utilisée par une équipe de deux personnes : la première personne transporte l'arme et tire, tandis que l'autre charge les munitions. L'arme comporte des dispositifs de visée métalliques, mais on utilise en général le viseur télescopique 3x. On peut tirer avec l'arme Carl Gustav en position debout, agenouillée ou couchée. En position couchée, on se sert habituellement d'un petit bipied pour faciliter la stabilisation de l'arme.</p>

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
Armée nationale du ZEFRA	Armée nationale du pays fictif ZEFRA.
Arsenal de combat modulaire (ACM)	Couche de base d'un transport de charge. Conjointement avec le Système amélioré de vêtements adaptés (SAVA), l'Ensemble de vêtements intégrés (EVI) ou les vêtements de combat pour climat tempéré ou aride, l'ACM offre le transport de charge pour les besoins immédiats du combat pendant une période de huit heures ou moins.
Article d'intérêt pour la maintenance	Un article qui, en raison de son utilisation ou de ses caractéristiques inhérentes, peut tomber en panne ou exiger un remplacement ou un ajustement pendant l'utilisation normale ou la maintenance d'un article final.
Attirail de combat	Le soldat transporte les munitions, les armes, le vêtement adapté et l'équipement minimal essentiel dont il doit disposer immédiatement pour le combat.
Attirail de déplacement	Comprend les trois attirails (attirail de combat, attirail de guerre et attirail de route) et l'équipement supplémentaire utilisés dans un théâtre d'opérations particulier. L'attirail de déplacement permet un soutien d'une durée indéterminée dans ce théâtre d'opérations. Les articles qui ne sont pas nécessaires immédiatement dans l'attirail de route et l'attirail inférieur sont conservés/transportés dans l'échelon de la sous-unité A, l'échelon de l'unité A ou B ou dans le camp de la base.
Attirail de guerre	Le soldat est habillé et équipé pour exécuter une mission particulière pendant une période pouvant aller jusqu'à 24 heures. Le soldat transporte tous les articles nécessaires pour une période d'opération d'au moins huit heures et il est également en mesure de transporter des articles pendant une période maximale de 24 heures.
Attirail de route	Le soldat transporte des vêtements et de l'équipement, y compris des fournitures de combat, pour au moins une opération de 24 heures et il peut également transporter les articles nécessaires à une opération de 48 heures. Il est préférable de transporter des fournitures de combat correspondant à une opération de 72 heures.
Bande d'exploitation secondaire	Bande de fréquence de rechange dans laquelle la suite de l'Équipement intégré du soldat doit fonctionner. Il peut s'agir de l'une des bandes suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • 902 – 928 MHz; • 1210 – 1415 MHz;

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	<ul style="list-style-type: none"> 2360 – 2473 MHz.
BIT actif	Le BIT actif est un type de BIT qui interrompt périodiquement le fonctionnement du système principal en raison de l'envoi de stimulus de test dans le système.
BIT automatique	Le BIT automatique est un sous-ensemble du BIT qui est lancé automatiquement lorsque l'alimentation électrique du sous-système est activée. Il effectue des tests et une surveillance de façon continue ou itérative, il ne perturbe pas le fonctionnement normal du système (après les tests initiaux à la mise sous tension) et il s'exécute à l'insu de l'utilisateur, sauf si une défectuosité relevant de l'utilisateur est détectée et signalée. Il détecte et localise chaque panne en fonction du niveau correspondant de maintenance.
BIT continu	Il s'agit d'un type de BIT qui surveille constamment le fonctionnement du système afin de repérer les éventuelles erreurs.
BIT de démarrage	Sous-ensemble du BIT qui est lancé lorsque l'alimentation électrique du sous-système est activée et qui se termine avant que l'équipement soit prêt au fonctionnement normal. Il s'agit d'une séquence de test unique et automatique qui détecte et localise chaque panne en fonction du niveau de maintenance correspondant.
BIT interrupteur	Il s'agit d'une procédure de test intégrée qui interrompt le ou les processeurs du système afin d'interroger un groupe particulier de modes de défaillance.
BIT lancé	Il s'agit d'un sous-ensemble du BIT qui est lancé par un événement quelconque ou par l'opérateur; il peut interrompre le fonctionnement normal. Une intervention de l'opérateur peut être nécessaire. Il détecte et localise chaque panne en fonction du niveau de maintenance correspondant.
BIT passif	Type de BIT qui est non perturbateur et qui ne nuit pas au système principal.
BIT périodique	Type de BIT qui est lancé à intervalles réguliers. Il peut par exemple s'agir d'un logiciel BIT qui s'exécute pendant le temps mort prévu du processeur.
Bloc-batteries non rechargeable de domaine énergétique	Toutes les batteries non rechargeables d'un même type requises pour faire fonctionner un domaine énergétique à un moment ou à un autre. Les blocs-batteries doivent aussi comprendre tous les dispositifs de chargement et de stockage nécessaires pour respecter les exigences de l'Équipement intégré du soldat.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
Bloc-batteries rechargeable de domaine énergétique	Batteries rechargeables d'un même type par domaine énergétique. Ce bloc-batteries doit aussi comprendre tous les dispositifs de chargement et de stockage nécessaires pour respecter les exigences de l'Équipement intégré du soldat.
Branchement à chaud	Capacité d'un système d'accepter, lorsqu'il est sous tension (donc à chaud) et en fonctionnement, l'adjonction d'une pièce (ajout ou remplacement) dans le système. On n'a pas dans ce cas à arrêter le système pour insérer la pièce, sans une interruption importante du fonctionnement du système.
Câble d'interface du Coral-CR-C	Permet de relier par câble et d'assurer la connexion de certains éléments de la suite électronique de l'Équipement intégré du soldat avec le capteur du Coral-CR-C afin de répondre aux exigences du progiciel d'essai en matière de capteurs. (Volume 2, Annexe CB, Appendice 1.)
Câble d'interface pour récepteur GPS avancé de la Défense	Permet de relier par câble et d'assurer la connexion entre certains éléments de la suite électronique de l'Équipement intégré du soldat et le récepteur GPS avancé de la Défense afin de répondre aux exigences du progiciel d'essai en ce qui concerne le GPS en mode militaire. (Volume 2, Annexe CB, Appendice 1.)
Cache	Endroit où une force militaire d'une taille quelconque, jusqu'à concurrence d'une compagnie, peut se dissimuler afin de se reposer et de se réapprovisionner avant la reprise des opérations.
Calques	Groupe d'information semblable présenté ensemble à l'écran. Par exemple, un calque de « l'ennemi » comprend une représentation graphique de tous les ennemis entrés dans le système. Plusieurs calques peuvent être présentés en même temps.
Capacité opérationnelle totale	Capacité intégrale d'employer une capacité nouvelle ou améliorée et pour laquelle une infrastructure, une instruction, une dotation et un soutien adéquats sont en place, pour la nouvelle capacité et pour l'organisation qui l'utilise. La COT est unique pour chaque projet et elle est précisée dans l'Énoncé des besoins opérationnels (EBO) du projet. Le parrain définit les besoins plus détaillés et quantifiables de la COT au fur et à mesure que le projet évolue.
Capitaine de Véhicule blindé léger (capt VBL)	Il s'agit d'un poste d'une compagnie de carabiniers, normalement occupé par un officier qui détient le grade de capitaine et qui contrôle les VBL de la cie lorsque la cie est débarquée, afin que la puissance de tir des véhicules puisse être utilisée durant le combat.
Caporal	Soldat plus expérimenté qu'un soldat ordinaire d'une section de

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	carabiniers qui peut occuper un poste de mitrailleur d'arme légère ou de grenadier M203.
Caporal-chef	Grade des FC. Les caporaux-chefs travaillent normalement au sein d'une unité d'infanterie à titre de commandant adjoint d'une section ou de commandant d'un détachement.
Carabine d'assaut C8	La carabine d'assaut C8 est une version compacte du fusil C7 réglementaire. La C8 est munie d'une crosse télescopique et d'un canon raccourci. La C8 est distribuée aux équipages de véhicules blindés et aux troupes qui prennent part à des missions spéciales.
Charges de combat individuelles	Afin d'évaluer le transport de charge, on établit des charges de combat individuelles à titre de charges théoriques et de charges propres à la mission. Les charges théoriques servent à s'assurer que les essais des nouveaux équipements sont conformes, afin que le nouvel équipement dispose d'un emplacement réservé sur le soldat, en vue d'une évaluation pour les essais. De plus, on garantit ainsi que la gestion des biens du soldat comprend une mesure cohérente (poids et volume) pour les essais. Les charges propres à la mission sont du ressort du commandant de la mission et elles répondent aux besoins de transport de charge, afin d'assurer la réussite de la mission.
Chemin de relais	Concaténation de k relais consécutifs ($k \geq 1$) entre les appareils mobiles ÉIS-CS.
CI vocale	Canal radio virtuel désigné qui est associé à un ensemble d'utilisateurs du système et qui offre un moyen d'établir une communication bidirectionnelle entre les utilisateurs à l'aide d'un seul haut-parleur à n'importe quel moment.
CI vocale – Principale sélectionnée	La CI vocale principale sélectionnée a été choisie par l'utilisateur à titre de groupe vocal à envoyer à l'affichage du signal audio. L'utilisateur peut entendre le signal audio de cette CI vocale principale dans l'oreille utilisée à cette fin. Lorsque l'utilisateur active le commutateur de transmission vocale – commande de la CI vocale principale, la voix de l'utilisateur est transmise par l'entremise de la CI vocale principale active.
CI vocale – Secondaire sélectionnée	La CI vocale secondaire sélectionnée a été choisie par l'utilisateur à titre de groupe vocal à envoyer à l'affichage du signal audio. L'utilisateur peut entendre le signal audio de ce groupe vocal dans l'oreille utilisée à cette fin, qui n'est pas celle du groupe vocal principal. Lorsque l'utilisateur active le commutateur de transmission vocale – commande de la CI vocale secondaire, la voix de l'utilisateur

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	est transmise par l'entremise de la CI vocale secondaire active.
CI vocale – Sélectionnable	CI allouée à l'utilisateur par le gestionnaire du système et qui sert de CI vocale active ou de CI vocale inactive (non disponible), ce choix se faisant à l'aide d'une fonction sélectionnée par l'utilisateur.
Cible / zone de cible	Région géographique, complexe, installation, unité spécifique, personne ou groupe qu'on prévoit engager par un tir, des opérations d'information ou les deux, dans le but de saisir, détruire, supprimer, neutraliser ou persuader. En bref, il s'agit de l'objet visé par une action particulière.
Commandant adjoint de peloton	Personne qui détient normalement un grade d'adjudant.
Commandant adjoint de section	Il s'agit normalement d'un cplc.
Commandant de peloton	Personne qui détient normalement un grade de lieutenant.
Commandant de section	Il s'agit normalement d'un sergent.
Communautés d'intérêts (CI)	Groupe d'utilisateurs qui utilisent une information commune. À moins d'indications contraires, les CI comprennent les communications vocales et de données. Un groupe d'utilisateurs qui ne se partagent que des données communes est un CI de données. Un groupe d'utilisateurs qui ne se partagent que des communications vocales est une CI vocale.
Communications	Dans le domaine de l'équipement intégré du soldat, il s'agit du transfert de messages ou de l'échange d'information ou d'idées par la parole, l'image ou des moyens électroniques.
Compagnie de carabiniers débarquée	Il s'agit d'un quartier général de compagnie, d'un détachement d'armes et de trois pelotons de carabiniers débarqués. Le quartier général de compagnie comprend un commandant de compagnie (major), un commandant adjoint de compagnie (capitaine), un sergent-major de compagnie (adjum) et un détachement de transmissions composé de deux transmetteurs (caporaux). Le détachement des armes comprend quatre personnes, soit un commandant de détachement (cplc), un commandant adjoint (cpl) et deux cpl/sdt qui font fonctionner les armes d'appui. En plus, on compte un quartier-maître de compagnie (adj) et deux magasiniers. Des membres d'autres armes et services, comme l'artillerie et les services médicaux, peuvent être affectés au besoin; ceux-ci doivent être appuyés par l'équipement intégré du soldat.
Compatibilité	Convenance de produits, processus ou services qui s'utilisent de

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	concert dans des conditions particulières pour satisfaire à des exigences correspondantes sans provoquer des interactions inacceptables.
Compatibilité du PÉIS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Capacité de deux articles, composants d'équipement ou matériels ou plus d'exister ou de fonctionner dans le même système ou environnement sans interférence mutuelle. 2. En informatique, capacité d'exécuter un programme donné dans deux types d'ordinateur différents sans modifier le programme ou les ordinateurs. 3. Capacité qui permet l'installation d'un sous-système (installation d'entreposage) ou d'une unité fonctionnelle (par exemple un matériel ou un logiciel) en remplacement du système ou de l'unité fonctionnelle désigné à l'origine de manière relativement transparente, sans perte d'information et sans la production d'erreurs.
Compatible	Conforme, capable de coexister (avec), mutuellement tolérant (d'un équipement, etc.), pouvant être utilisé de concert (avec).
Compétence limitée	Degré de compétence qui est normalement nécessaire pour exécuter sous supervision les fonctions et les tâches qui permettent de réaliser des progrès par la pratique et l'expérience.
Composant	Sert à former, composer ou constituer une unité ou un ensemble.
Confidentielle sans classification (CSC)	Classification de sécurité associée à l'échange d'information au niveau tactique. Synonyme d'ITSC.
Configuration normale	Suite électronique de l'Équipement intégré du soldat au complet.
Configuration simple	Sous-ensemble de la suite électronique complète qui comprend les dispositifs de la suite de communication, l'affichage du signal audio et les batteries nécessaires pour alimenter ces dispositifs. Cette configuration simple offre des services de communication vocale à l'utilisateur de la suite de l'Équipement intégré du soldat.
Connaissance approfondie	Maîtrise d'une théorie et/ou de faits qui exige en général une formation poussée et/ou une vaste expérience.
Connaissance de base	Connaissance générale d'une théorie et/ou de faits qu'on peut acquérir rapidement.
Connaissance de la situation (CS)	Connaissance combinée des forces amies, des forces hostiles, de l'environnement et d'autres aspects de l'espace de combat.
Connaissance détaillée	Degré de compréhension d'une théorie et/ou de faits qui exigent une formation poussée et/ou une vaste expérience.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
Connecteur ou connecteur électrique	Dispositif (matériel ou logiciel) qui unit (attache) deux pièces d'équipement afin de permettre la communication vers et depuis cet équipement. Autrement dit, les connecteurs effectuent la connexion.
Connecteur protégé / non protégé	Un connecteur non protégé est un connecteur auquel le soldat n'a accès qu'à des fins de maintenance, pour connecter et déconnecter l'équipement se trouvant dans le vêtement. Ces connecteurs ne sont normalement pas directement exposés aux conditions météorologiques extérieures. Un connecteur protégé est un connecteur auquel le soldat a accès pour connecter et déconnecter l'équipement qui se trouve à l'extérieur du vêtement.
Connexion	Méthode servant à réunir deux liens à une limite ou une interface commune. Dans le cas d'une connexion électrique (par exemple audio, RF, alimentation), on utilise un connecteur (mâle et femelle). Pour une connexion électromagnétique, on peut se servir d'un signal RF, en situation rapprochée, en induisant une forme de RF.
CONTACT	Indicateur de l'observation immédiate et importante de l'ennemi ou d'un tir ennemi. Le message initial est CONTACT WAIT OUT (contact attendez). Toutes les communications radio dans une CI cessent jusqu'à ce que l'expéditeur du CONTACT ait produit un rapport de suivi. Le deuxième message respecte le format pour l'envoi du message indiquant quand, où, qui, comment et qu'est-ce que la SC de rapport effectue.
CS bleue	Résultat des procédés qui fournit de l'information sur les dispositifs des forces amies et sur l'ensemble de la géométrie du champ de bataille (c'est-à-dire les limites, les mesures de contrôle, etc.). Elle donne également aux commandants la visibilité des ressources, ce qui lui indique la situation précise des ressources humaines, matérielles et d'information de leurs propres forces et des autres forces amies.
CS brune	Résultat des procédés qui fournit de l'information sur tous les aspects de l'environnement où se déroulent les opérations. Elle se compose principalement d'information relative au terrain et à la météorologie, mais elle pourrait également inclure de l'information sur les dangers environnementaux et NBC, l'espace, les rapports géo spatiaux, le spectre électromagnétique, la politique, l'économie, la sociologie et les lois.
CS rouge	Produit des processus qui fournissent de l'information sur l'emplacement, les dispositifs, la situation et les intentions de l'ennemi.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
Danger	Situation réelle ou potentielle qui peut causer une blessure, une maladie ou la mort du personnel, des dommages à un système, un équipement ou un bien ou la perte de ceux-ci ou encore des dommages à l'environnement
Détection des défaillances	Processus qui sert à détecter la présence de défaillances.
Disponibilité	Probabilité qu'un article exécute la fonction prévue à un moment précisé ou pendant une durée précisée ou probabilité qu'un article soit en état de fonctionnement au début d'une mission, lorsque la mission est appelée à un moment aléatoire.
Disponibilité intrinsèque	Également appelée disponibilité inhérente. Probabilité qu'un article se trouve en état de fonctionnement au début d'une mission, lorsque la mission est appelée à un moment aléatoire; la durée en cause ne comprend que le temps de fonctionnement et le temps effectif de réparation. La disponibilité intrinsèque exclut toute la maintenance prévue, prête ou en attente, les retards administratifs et les délais logistiques. Elle ne comprend que les effets de la conception de l'article et son application, et elle ne prend pas en compte les effets de l'environnement opérationnel et de soutien.
Disponibilité opérationnelle	Probabilité qu'un article se trouve en état de fonctionnement au début d'une mission, lorsque la mission est appelée à un moment aléatoire; la durée en cause comprend tout le temps de fonctionnement et le temps de panne, qui inclut la maintenance corrective, la maintenance préventive, le retard administratif et les délais d'attente logistiques.
Dispositif de chargement et de stockage de batteries	Pochette ou support servant à ranger les batteries d'un domaine énergétique. Ce dispositif doit être fourni au besoin pour répondre aux exigences de la suite de l'Équipement intégré du soldat.
Dispositif de relais	Appareil mobile ÉIS-CS qui est conforme à la spécification et dont les fonctions sont : 1. envoyer les données de l'utilisateur et peut-être de l'information de contrôle entre d'autres stations; 2. exécuter les processus qui appuient indirectement le relais mobile multisauts.
Dispositif pour fonction particulière	Dispositif de la suite électronique qui permet de réaliser une fonction précise.
Documents techniques	Le Manuel d'exploitation, le Manuel d'entretien et le Guide de référence au sujet du fonctionnement de l'Équipement intégré du soldat.
Domaine énergétique	Ensemble formé d'un bloc-batteries et d'un ou de plusieurs dispositifs reliés au moyen de câbles ou de raccords qui fournissent une source

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	d'alimentation.
Données	Information représentée d'une manière convenable à un traitement automatique (OTAN).
Données non structurées	Information d'ordinateur qui n'a pas de modèle de données. Toute donnée qui n'est pas conforme à un dictionnaire de données prédéfini. Par exemple, messages de texte, images non mises en forme d'après un modèle de données.
Données structurées	Information qui a été organisée afin de permettre l'identification et la séparation du contexte de l'information de son contenu. Par exemple, une image numérique qui comprend des métadonnées décrivant la taille de l'image, la complexité de la couleur, la définition de l'image, le moment auquel l'image a été créée, etc.
Durabilité	Capacité d'un article de « survivre » jusqu'à la fin de son cycle de vie prévu, s'il n'est pas soumis à des conditions de stress excessif.
Durée maximale de mission pour le rétablissement du service (DMMRSvc)	Durée maximale accordée pour le rétablissement de la connexion vocale et de données pendant une mission. Comprend la détection et la localisation des pannes, le remplacement et la reconfiguration du LRU défectueux, l'ajustement, l'étalonnage et les vérifications. On estime que le service est rétabli lorsque le nœud ÉIS-S est entièrement fonctionnel et dispose d'un accès vocal et de données complet au réseau d'ÉIS-S.
Durée maximal de mission pour le rétablissement du système (DMMRSys)	Durée maximale accordée pour le rétablissement d'un article défectueux de l'ÉIS-S pendant une mission. Comprend la détection et la localisation des pannes, le remplacement du LRU défectueux et la confirmation de la réparation.
Durée moyenne des réparations (DMR)	Durée moyenne ou prévue de la réparation d'un équipement. On peut l'estimer d'après la durée totale de la maintenance corrective divisée par le nombre total de mesures de maintenance corrective exécutées durant une période donnée. Comprend en général la localisation des pannes, le retrait et le remplacement du ou des articles et la vérification.
Échelle de distance	Sur une carte, règle servant à convertir les distances sur la carte en distances réelles au sol.
Écouteurs intra-auriculaires	La partie jetable d'un écouteur attachés à l'affichage du signal audio de l'ÉIS-S et insérés directement dans le conduit auditif. Ils peuvent aussi servir de bouchons contre le bruit environnant. Il existe deux principaux types d'écouteurs intra-auriculaires : les écouteurs

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	universels et les écouteurs sur mesure. Les écouteurs universels offrent des manchons d'une ou plusieurs tailles qui s'adaptent à divers canaux auditifs et qui sont en général faits de caoutchouc silicone, d'élastomère ou de mousse, en vue d'une isolation du bruit extérieur. Les écouteurs sur mesure sont adaptés aux oreilles de chaque personne. Un moule des canaux auditifs est effectué et le fabricant se sert de ces moules pour créer des bouchons en caoutchouc silicone ou en élastomère moulés sur mesure qui offrent un plus grand confort et une meilleure isolation du bruit extérieur.
Écouteurs intra-auriculaires sur mesure	Écouteurs intra-auriculaires adaptés aux oreilles de chaque personne. Le fabricant prend le moule du conduit auditif externe et conçoit sur mesure l'embout en caoutchouc de silicone ou en élastomère, qui sera ainsi plus confortable et qui assourdira davantage le bruit.
Écouteurs intra-auriculaires universels	Écouteurs offerts avec des embouts d'une ou de plusieurs tailles afin de convenir à tous les conduits auditifs externes. Les embouts sont habituellement fabriqués en caoutchouc de silicone, en élastomère ou en mousse afin d'assourdir les bruits.
Élément de base	Article ou équipement unique qui peut être remplacé au besoin.
Élément de système	Membre d'un ensemble d'éléments qui constitue un système. Remarque : Un élément de système est une pièce discrète d'un système qui peut être mise en œuvre afin de satisfaire à des exigences précisées. Un élément de système peut être un matériel, un logiciel, des données, des humains, des processus (par exemple des processus offrant un service aux utilisateurs), des procédures (par exemple des instructions de l'opérateur), des installations ou des matières.
Élément remplaçable sur place (LRU)	Article de soutien essentiel retiré et remplacé au plus bas niveau afin de rétablir la condition de l'ÉIS-S à un état opérationnel.
Ensemble de chargeur de batteries	Équipement servant à charger l'ensemble de batteries rechargeables de l'Équipement intégré du soldat.
Ensemble d'écouteurs intra-auriculaires universels	Ensemble d'écouteurs à utiliser avec l'affichage du signal audio de la suite de l'Équipement intégré du soldat. Chaque ensemble comprend deux écouteurs, un pour chaque oreille. Si les écouteurs sont offerts en différentes tailles, un ensemble comprendra alors une paire d'écouteurs de chaque taille.
Ensemble de câbles d'interface radio pour le SSCFT	Permet la liaison par câble et la connexion de certains éléments de la suite électronique de l'Équipement intégré du soldat avec les radios PRC-152, PRC-148 et PRC-117 du Système d'aide au commandement terrestre afin de répondre aux exigences du progiciel

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	d'essai (Appendice 1 de l'Annexe CB) en la matière. Si un seul et même câble peut être utilisé pour assurer l'interface avec les trois radios, « l'ensemble des câbles d'interface radio pour le SSCFT » ne doit consister qu'en un seul câble. S'il faut au contraire disposer de différents câbles pour assurer l'interface avec chaque radio, « l'ensemble de câbles d'interface radio entre la suite de l'Équipement intégré du soldat et le SSCFT » doit comprendre les trois câbles différents.
Ensemble de liens	Dans le domaine de l'équipement intégré du soldat, il s'agit du système de liens qui interconnecte différents points du système. Il est représenté par l'infrastructure du soldat avec tous ses fils, câbles et la voie RF.
Ensemble de vêtement intégré	Système de vêtement unique et entièrement intégré qui protège le soldat des FC dans des conditions environnementales variant du temps humide et froid à un froid extrême. Il se fonde sur le principe de l'organisation en couches, permettant ainsi au soldat de régler la température du corps et l'accumulation de chaleur à des niveaux de confort par l'ajout et le retrait de couches ou par l'utilisation d'un système de ventilation.
Ensemble des batteries de l'ÉIS	Ensemble complet des blocs-batteries nécessaires au fonctionnement d'une suite de l'Équipement intégré du soldat durant toute une journée au champ de bataille.
Ensemble des batteries non rechargeables de l'ÉIS	Ensemble complet des batteries non rechargeables de tous les domaines énergétiques de la suite de l'Équipement intégré du soldat nécessaires au fonctionnement d'une suite durant toute une journée au champ de bataille.
Ensemble des batteries rechargeables de l'ÉIS	Ensemble complet des batteries rechargeables de tous les domaines énergétiques de la suite de l'Équipement intégré du soldat nécessaires au fonctionnement d'une suite durant toute une journée au champ de bataille.
Ensemble des pochettes de l'ÉIS du SMTC	Pochettes de l'ÉIS rattachées au SMTC servant à transporter tous les blocs-batteries des domaines énergétiques ainsi que la suite électronique au complet. L'entrepreneur établira le nombre et les types de pochettes nécessaires pour transporter la suite électronique, les batteries et les accessoires conformément aux exigences de la SPT.
Ensemble musette et sacs	Cet ensemble se porte par-dessus la VT et il peut être enlevé rapidement en vue d'un combat rapproché. Conjointement avec le vêtement extérieur du SAVA/EVI ou le vêtement de combat pour

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	climat tempéré ou aride, l'ensemble musette et sacs fournit le soldat pendant une période de 24 à 48 heures ou pendant une période moins longue en cas de transport de charges propres à la mission. Cet ensemble comprend : 1. une musette conçue en fonction d'un volume particulier et porté à titre de sac à dos; elle peut être adjointe au havresac; 2. deux sacs d'accessoires conçus en fonction d'un volume particulier et fixés à la VT, à la musette ou à l'havresac; 3. deux grands sacs d'accessoires conçus en fonction d'un volume particulier et fixés à la VT, à la musette ou au havresac.
Entité	Tout objet géo référencé affichable qui peut être superposé sur la carte.
Entropie	Stochasticité procurée par des moyennes ou des événements purement aléatoires et indéterministes.
Environnement ambiant normalisé	Conditions normalisées, extérieures ou d'un espace clos (par exemple la température et l'humidité), qui caractérisent l'air ou un autre élément dans lequel se trouve un article. Lorsque ce terme est précisé, utiliser les valeurs ci-dessous. Température : 25 ± 10 °C Humidité relative : 20 à 80 % Pression atmosphérique : pression du site.
Équipement auxiliaire	Il s'agit des articles achetés par le PÉIS et qui ne font pas partie du système ÉIS-S de base, mais qui sont nécessaires au fonctionnement du système. Ceci s'applique plus particulièrement à la suite PES pour la gestion de système.
Équipement de soutien	Tous les logiciels et tout le matériel informatique nécessaires au soutien de la suite de l'Équipement intégré du soldat.
Équipement de soutien recommandé	Tous les logiciels et tout le matériel informatique que l'entrepreneur recommande pour assurer le soutien de l'ÉIS-S afin de respecter les exigences de cet énoncé des travaux.
Équipement du soldat	Tous les articles portés, transportés et consommés par une utilisation individuelle dans le champ de bataille, dans un environnement tactique.
Équipement intégré du soldat (ÉIS)	L'ÉIS comprend toutes les variantes de l'ÉIS-S, les accessoires et le matériel auxiliaire, ainsi que le soutien logistique intégré.
Équipement intégré du soldat (réseau ÉIS)	Le réseau ÉIS est le réseau de communication qui comprend tous les nœuds ÉIS-S et toutes les CI qui sont configurées pour communiquer entre elles.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
Équipement intégré du soldat Suite de communication (ÉIS-SC)	L'équipement intégré du soldat – Suite de communication est une trousse de communication de soldat débarqué qui s'articule autour d'une radio de soldat portable qui permet des communications vocales et de données tactiques non classifiées.
Équipement principal	Tout l'équipement de la suite de l'Équipement intégré du soldat, sauf les accessoires.
État de charge (EDC)	Capacité disponible d'une batterie, qui est exprimée à titre de pourcentage de la capacité nominale.
État de santé (EDS)	Il s'agit d'un facteur de mérite (FDM) qui indique l'état général d'une batterie, d'un bloc-batteries ou parfois d'une cellule, ainsi que la capacité de celui-ci d'offrir la performance précisée par rapport aux conditions initiales spécifiées et mesurées lors de la fabrication. Les unités de l'EDS sont les points de pourcentage (100 p. 100 = état de la batterie qui correspond aux spécifications de cette batterie). Il tient compte de facteurs comme l'acceptation de la charge, la résistance interne, la tension, l'autodécharge, etc. Pendant la durée de vie d'une batterie, la performance ou l'état de santé se détériore normalement de manière graduelle en raison des modifications physiques et chimiques inévitables qui se produisent comme conséquence des conditions d'entreposage, de l'utilisation et de l'âge, jusqu'à ce que la batterie ne soit plus utilisable de manière efficace.
État opérationnel normal	État qui permet à l'utilisateur d'interagir avec la carte et les entités affichées sur la carte.
Fausse alarme	Indication d'une panne inexistante.
Federal Information Processing Standards (FIPS)	Ce sont des normes publiques élaborées par le gouvernement fédéral des États-Unis à l'intention des organismes gouvernementaux non militaires et des entrepreneurs du gouvernement.
Fiabilité	Capacité d'un article d'exécuter la fonction prévue pendant l'intervalle précisé dans les conditions spécifiées.
Fiabilité de base	Capacité d'un article à exécuter les fonctions requises sans panne ou défectuosité, pendant la durée de vie prévue. La fiabilité de base a trait à toutes les pannes, peu importe si leur incidence sur le fonctionnement du système est minime.
Fiabilité de mission	Probabilité qu'un article exécute les fonctions requises pendant la durée d'un profil de mission précisé. La fiabilité de mission n'a trait qu'aux défaillances qui peuvent empêcher l'achèvement d'une mission (d'après la définition de l'utilisateur des fonctions système

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	qui sont essentielles à la mission).
Fichier de formes ESRI	Il s'agit d'un format de données vectoriel géo spatial populaire pour les systèmes d'information géographique. Il est produit et réglementé par l'ESRI à titre de spécification (principalement) ouverte pour l'interopérabilité des données et d'autres logiciels. Les fichiers de formes décrivent spatialement des éléments géométriques : points, polygones et polygones.
Fonction essentielle de système	Opération principale ou de base qu'un système doit pouvoir exécuter.
Formation	Inclut, comme l'indique la Figure 3-1 de l'énoncé des travaux de l'acquisition, tous les livrables relatifs à la formation énumérés à l'Annexe CF.
FRAG O	Il s'agit d'un ordre d'utilisateur, qui est communiqué au besoin et grâce auquel on n'a pas à recommuniquer l'information qui figure dans un ordre d'opération de base. Il peut être envoyé en sections.
Fusil d'assaut C7A2	Le fusil C7A2 est une adaptation canadienne d'un fusil M16A1E1 des États-Unis. Cette arme est dotée d'une lunette de visée 3,5x qui se pose sur le logement de la bretelle de transport. Les munitions sont de calibre 5,56 mm x 45 (OTAN). Outre la lunette de visée, le fusil C7A1 peut recevoir un lance-grenades M203A1 de 40 mm, un pointeur laser AN PAQ 4 et un viseur de nuit à intensificateur d'image (Kite Sight).
GEOTIFF	Il s'agit d'une norme de métadonnées du domaine public qui permet le géo référencement de l'information à intégrer à un fichier d'image étiqueté (TIFF). L'information supplémentaire éventuelle comprend la projection cartographique, les systèmes de coordonnées, les ellipsoïdes, les points de référence et tous les éléments nécessaires à l'établissement de la référence spatiale exacte pour le fichier.
Gravité d'accident catastrophique	Peut entraîner la mort, l'invalidité permanente ou des dommages irréversibles ou réversibles à l'environnement qui sont contraires aux lois ou aux règlements.
Gravité d'accident critique	Peut causer une invalidité partielle permanente, des blessures ou une maladie professionnelle qui peut entraîner l'hospitalisation ou encore des dommages réversibles à l'environnement qui sont contraires aux lois ou aux règlements.
GUI	Interface graphique. Il s'agit des logiciels de l'interface utilisateur qui présente des icônes et des indications visuelles afin que l'utilisateur puisse sélectionner des éléments et cliquer à l'aide d'un pointeur.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	Cette interface est indépendante et elle ne comprend pas les contrôles physiques nécessaires au déplacement du pointeur et à l'activation de la sélection des icônes.
Haptique	Qui a trait au sens du toucher; tactile.
Hautement qualifié	Degré de compétence qu'on ne peut généralement acquérir qu'à l'aide d'une instruction considérable et une vaste expérience pratique.
Havresac	Le havresac peut être porté avec la VT. L'ensemble musette et sacs peut être fixés au havresac conjointement avec le SAVA, le vêtement de combat pour climat tempéré et la VT. Le havresac fournit le soldat au combat pendant une période de 48 heures. La capacité de transport supplémentaire inhérente du havresac permet de prolonger le soutien jusqu'à 72 heures.
Heure H	<p>Moment auquel une suite d'événements est censée avoir lieu en vue d'une mesure. Les événements sont indiqués en ordre chronologique selon qu'ils précèdent (H-) ou suivent (H+) un événement clé qui a lieu à un moment spécifique d'une journée particulière. C'est une échelle mobile qui n'a pas nécessairement trait à un moment particulier, jusqu'à ce que tous les aspects de la planification aient fait l'objet d'une enquête au sujet de leur incidence sur la mission et les tâches assignées.</p> <p>Par exemple, l'heure H est l'heure précise à laquelle un hélicoptère atterrit sur un objectif dans le cadre d'une opération aérienne mobile et les troupes débarquent afin de débiter les opérations au sol. L'heure H a lieu au jour J.</p>
Incorporé	Ce terme signifie qu'une capacité qui n'est pas fournie par le constructeur pour l'ÉIS a été adjointe à l'élément afin que si la capacité est disponible, l'ÉIS est en mesure d'utiliser l'article fourni séparément.
Indicatif d'appel	Désignateur qui identifie une station dans un réseau de radios.
Information tactique sans classification (ITSC)	Classification de sécurité associée à l'échange d'information au niveau tactique. Synonyme de CSC.
Installation Ethernet	Il s'agit d'un lieu parfois associé à une zone active qui offre un accès à Internet par l'entremise d'un RL câblé, à l'aide d'un routeur. On trouve en général une installation Ethernet aux endroits où une infrastructure Ethernet câblée est en place. On la retrouve également dans les cafés et dans d'autres établissements publics un peu partout en Amérique du Nord et en Europe; dans ce cas, une zone active se

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	retrouve en général au même endroit.
Intégration pour le PÉIS	Pour le PÉIS : 1. L'état de l'ensemble ou du processus de réunion en un élément complet et harmonieux. 2. En informatique, permet aux données d'un dispositif ou logiciel d'être lues ou manipulées par un autre élément.
Intégrer	Compléter (un élément imparfait) par l'adjonction de pièces; combiner (les pièces) en un ensemble.
Interface / connecteur / protocoles communs (3C)	Concept et mise en œuvre en vertu desquels tous les connecteurs qui relient tous les dispositifs sont identiques du point de vue des interfaces électriques et mécaniques et l'ensemble de protocoles utilisé pour les communications entre les dispositifs est commun à tous ceux-ci. Il s'agit d'une architecture unifiée qui offre une communauté de base. Le pivot d'expansion permet l'adjonction d'une connexion avec le système global et des adaptateurs servent à connecter l'ancien équipement ou l'équipement qui ne met pas en œuvre la même interface.
Interférence électromagnétique	Perturbation électromagnétique, intentionnelle ou non, qui interrompt, détériore ou restreint les performances efficaces d'un équipement électronique ou électrique, ou encore qui fait obstruction à celui-ci.
Jour J	Il s'agit du jour de l'exécution d'une opération à des fins de planification. Les événements sont désignés chronologiquement selon qu'ils précèdent (J-) ou suivent (J+) un événement clé qui doit avoir lieu une journée particulière. C'est une échelle mobile qui n'a pas nécessairement trait à une date spécifique, jusqu'à ce que tous les aspects de la planification aient fait l'objet d'une enquête au sujet de leur incidence sur la mission et les tâches assignées. Par exemple, J est le jour auquel un hélicoptère devant atterrir sur un objectif dans le cadre d'une opération aérienne mobile a lieu en vue de l'exécution d'une opération terrestre.
Lance-grenades C7A2 M203A1 de 40 mm	Le lance-grenades C7A2 M203A1 de 40 mm est un fusil d'assaut C7A2 sur lequel est posé un lance-grenades de 40 mm.
Largeur de bande occupée	Largeur de bande de fréquence : en dessous de la fréquence minimale et au-dessus de la fréquence maximale, l'énergie moyenne générée est dans chaque cas égale à 0,5 % de l'énergie totale générée.
Lien	Dans le domaine de l'équipement intégré du soldat, il s'agit des éléments d'un système de communication qui transportent des

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	données ou l'alimentation électrique vers et depuis un système. Il peut être, dans un matériel, un câble ou un fil, ou de nature électromagnétique dans les RF. Un lien comprend un ou des connecteurs au besoin.
Lien de relais	Lien radio d'appareil mobile ÉIS-CS entre une paire de dispositifs d'ÉIS-SC. Le trafic peut être envoyé dans les deux sens entre les dispositifs.
Lieutenant (Lt)	Grade des FC. Dans une unité d'infanterie, le lieutenant occupe en général le poste de cmdt de peloton.
Limites de performance normale	L'ÉIS-S fonctionne dans les limites précisées par le fabricant et conformément aux exigences fonctionnelles spécifiées par le MDN. La spécification du fabricant peut définir les effets qui peuvent être négligeables et donc acceptables. De plus, une certaine détérioration temporaire et mineure de la performance qui a trait à la qualité de l'image, la clarté du message ou le temps de réponse est acceptable, pourvu que l'image soit visible ou que le message soit lisible et compréhensible et produit suffisamment rapidement pour le pas avoir d'incidence sur la fonction globale. Toute détérioration de l'exactitude des données est inacceptable.
Localisation des pannes	Dans les cas où une panne a été établie, il s'agit du processus qui détermine l'emplacement de cette panne dans la mesure nécessaire pour effectuer la réparation.
Logement de parachute	Le logement de parachute est destiné à contenir et à protéger le havresac HLS. Ce logement est une exigence de sécurité essentielle à la mission qui simplifie et accélère l'enfilage et l'évacuation en vol du personnel des FC qui exécute tous les types de parachutage opérationnel, notamment à haute et à basse altitudes, le saut en chute libre et le saut à ouverture automatique.
Logiciel d'application	Logiciel destiné à aider l'utilisateur à exécuter une tâche particulière. Ces programmes sont également appelés logiciels ou applications. À titre d'exemple, mentionnons les logiciels de traitement de texte, les tableurs, les diffuseurs de médias et les applications de base de données.
Logiciel de gestion de bataille de l'Équipement intégré du soldat sur un portable des FC	Sous-ensemble du logiciel de la suite électronique de l'Équipement intégré du soldat installé sur un portable des FC et dont les commandants se servent pour réaliser des tâches non tactiques qui n'exigent aucun déplacement, comme la planification de mission.
Maintenabilité	Capacité d'un article de demeurer dans un état précisé, ou d'être

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	rétabli à cet état, à l'intérieur d'une période spécifiée, lorsque la maintenance est effectuée dans les conditions précisées par un personnel qualifié, à l'aide des procédures et des ressources prescrites.
Maintenance corrective	Mesures de maintenance exécutées afin de rétablir un article défectueux à un état précisé.
Maintenance de l'opérateur	Sous-ensemble de maintenance préventive effectué par l'opérateur du système dans l'environnement opérationnel de manière périodique, de sorte que le système soit en état de fonctionner. Se borne habituellement aux contrôles du système, aux inspections et au nettoyage.
Maintenance préventive	Maintenance systématique et/ou planifiée destinée à réduire le risque de défaillance.
Maintenance préventive	Maintenance effectuée à des intervalles prédéterminés ou correspondant à des critères imposés, en vue de réduire la probabilité des défaillances ou la détérioration des performances d'un article.
Major	Grade des FC. Les majors travaillent normalement au sein d'une unité d'infanterie en qualité de commandant de cie, mais ils peuvent également être des officiers d'état-major.
Matériel didactique et documentation d'instruction	Il s'agit du matériel nécessaire à l'instruction, l'apprentissage et les tests. Il comprend : les plans de leçon, les modules d'EAO, les objets d'apprentissage, les documents de référence, les MTEI, les documents des étudiants, le matériel d'étude des étudiants, les scénarios d'instruction, les contrôles du rendement (COREN), les contrôles de compétences (COCOM). La documentation d'instruction officielle comprend : les descriptions des groupes professionnels militaires (DGPM), les normes de qualification (NORQUAL) et les plans d'instruction (PLANIN).
Milieu urbain	Environnement des villes ou des régions très développées. Les trois caractéristiques distinctives des zones urbaines sont les suivantes : terrain physique complexe fabriqué par les humains, population importante et grande densité de population et infrastructure dont la région dépend. Fait contraste aux régions rurales, qui sont des zones à population dispersée, et aux banlieues, qui sont des régions moyennement développées. En milieu urbain, les communications font l'objet de tout un éventail d'incidences par rapport aux régions rurales et aux banlieues, en raison du blocage ou de l'ombrage des transmissions, des trajets multiples et du bruit RF ambiant accru.
Mitrailleuse légère C9A2	La mitrailleuse C9A2 est une version améliorée de la mitrailleuse

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	légère C9 qui est dotée d'une lunette de visée. Elle est entièrement automatique, à gaz et alimentée par bande ou par chargeur. Dans la section des fusils, la mitrailleuse C9A2 sert à fournir un tir de protection en vue de la manœuvre des troupes d'assaut qui se portent à l'offensive et pour couvrir les approches de l'ennemi en défense. Les munitions sont de type 5,56 x 45 mm (OTAN). Cette mitrailleuse peut être munie d'une lunette de visée et du viseur de nuit à intensificateur d'image (Kite sight).
Mitrailleuse polyvalente C6	<p>La mitrailleuse C6 est une mitrailleuse polyvalente (MP) et elle est distribuée à grande échelle aux unités d'armes de combat. Il s'agit d'une mitrailleuse à gaz entièrement automatique refroidie à l'air, alimentée par bande qui a une cadence de tir comprise entre 650 et 1 000 coups par minute. Le calibre est 7,62 x 51 mm OTAN.</p> <p>L'Armée de terre utilise cette arme dans de multiples rôles. Dans l'infanterie, la MP C6 peut être portée par des soldats à pieds et servir aussi bien au tir d'appui qu'au tir soutenu. Elle peut être montée sur toute une gamme de véhicules, notamment le VBL III, le Coyote et le Léopard C2. Sur ces véhicules, la MP C6 est montée à côté de la pièce principale en tant que mitrailleuse coaxiale et elle sert tant au tir d'appui à l'infanterie que pour la défense rapprochée du véhicule même.</p> <p>Pour le tir soutenu, la MP C6 est montée sur un trépied. On utilise le viseur C2 en combinaison avec la tige de visée pour engager des cibles que le brouillard, la fumée ou la noirceur empêchent de voir. La MP C6 est suffisamment légère pour être portée et utilisée par des soldats dans toute une gamme d'opérations, y compris les patrouilles, la progression, la défense improvisée, les opérations retardatrices et le désengagement. On la transporte habituellement à l'aide d'une bretelle passée autour de l'épaule et on déploie le bipied pour tirer. De cette manière, elle peut être mise en action rapidement et efficacement.</p>
Module	Groupe de sous-modules qui sont liés physiquement ou électroniquement.
Niveaux d'instruction de l'Armée de terre	<p>Niveau 1 - Individuel</p> <p>Niveau 2 - Section</p> <p>Niveau 3 - Peloton</p> <p>Niveau 4 - Compagnie</p> <p>Niveau 5 - Équipe de Combat</p> <p>Niveau 6 - Groupement Tactique</p> <p>Niveau 7 - Groupe Brigade</p>
Nombre de blocs-batteries	Nombre de blocs-batteries non rechargeables nécessaires au

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
non rechargeables de domaine énergétique	<u>fonctionnement</u> du système pendant une journée complète au champ de bataille par dispositif énergétique, comme l'a déterminé l'analyse exigée à l'Appendice 11 de l'Annexe CB – Exigences des procédures de test pour la consommation énergétique. Le terme « journée au champ de bataille » est défini à l'Appendice 3 de l'Annexe CB – Profils de mission et sommaire de mode opérationnel.
Nombre de blocs-batteries rechargeables de domaine énergétique	Nombre de blocs-batteries rechargeables nécessaires au fonctionnement du système pendant une journée complète au champ de bataille par dispositif énergétique sans qu'il soit nécessaire de recharger des batteries, comme l'a déterminé l'analyse exigée à l'Appendice 11 de l'Annexe CB du volume 2 – Exigences des procédures de test pour la consommation énergétique.
Opérations adaptables et dispersées (OAD)	<p>Opérations adaptables et dispersées — Dans le cadre d'opérations adaptables et dispersées, on emploie des forces terrestres extrêmement adaptables et dispersées en termes de temps, d'espace et de but dans tout l'espace de bataille, dans le but de créer et d'exploiter des occasions, de maîtriser la cadence des opérations et de confondre l'adversaire dans sa compréhension de l'espace de bataille. Essentiellement, les opérations adaptables et dispersées permettent de mener des actions coordonnées et interdépendantes dans l'ensemble du spectre, grâce à l'utilisation d'équipes très dispersées dans l'espace de bataille moral, physique et informationnel, ordonnées et reliées à l'intérieur d'un modèle opérationnel destiné à atteindre un état final donné. Les principes fondamentaux des opérations dispersées, élaborés à partir des concepts de manœuvre consistant à repérer, fixer et frapper les menaces, consistent notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • envisager différentes situations avant le contact avec l'ennemi; • exécuter des manœuvres pour prendre des positions avantageuses; • agir sur l'adversaire à l'aide de capacités létales ou non létales tout en restant au-delà de la portée de ses armes; • détruire l'ennemi, au besoin, à l'aide d'effets de précision et d'effets de zone; • mener des engagements rapprochés, au besoin, au moment et à l'endroit de son choix; et • passer d'une opération à une autre sans perdre sa concentration ni son élan.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	Ces principes fondamentaux sont appliqués dans toutes les sphères — morale, physique et informationnelle — de l'espace de bataille. Les opérations adaptables et dispersées appellent des forces terrestres de manœuvre réseautées et intégrées, assurant et recevant en appui des effets intégrés IIMP, qui tour à tour se dispersent et se regroupent sur de grandes distances pour identifier, influencer et vaincre les menaces de l'ensemble du spectre dans l'intégralité de l'espace de bataille multidimensionnel. La dispersion, dans ce contexte, est fonction du temps, de l'espace et du but.
Ordinateur portable CF31	Ordinateur renforcé Panasonic.
P(EAS)	Configuration de la suite de l'Équipement intégré du soldat (ÉIS-S) une fois que l'examen de préparation au test et la vérification de la configuration fonctionnelle ont été réalisés avec succès.
P (soumission)	Configuration de l'ÉIS-S qui a été présentée par l'entrepreneur au moment de la soumission et qui est évaluée par le BP du PÉIS.
P(Prod)	Configuration de la suite de l'Équipement intégré du soldat (ÉIS-S) une fois que l'étude finale des qualifications et la vérification des configurations physiques ont été réalisées avec succès.
Panne critique	Une panne critique est un événement qui entraîne la perte ou la détérioration, sous les limites de performance normales, d'une fonction critique, conformément à la définition qui figure dans la définition de panne et les critères de notation.
Panne de fonction essentielle (PFE)	Il s'agit d'un événement qui entraîne la perte ou la détérioration, sous les limites de performance normales, d'une fonction critique, selon la définition qui figure dans la définition de panne et les critères de notation.
Panne de fonction non essentielle (PFE)	Événement qui entraîne la perte ou la détérioration, sous les limites de performance normales, de toute fonction de base qui n'est pas désignée à titre de fonction critique ou cruciale, conformément à la définition qui figure dans la définition de panne et les critères de notation, ou encore qui a un effet négligeable sur une fonction de base et qui a une incidence logistique.
Peloton de carabiniers débarqué	Il s'agit d'un quartier général de peloton, d'un détachement d'armes et de trois sections de carabiniers débarqués. Le quartier général de peloton comprend un commandant de peloton (lieutenant), un commandant adjoint de peloton (adjudant) et un transmetteur de peloton (caporal). Le détachement d'armes comprend six personnes : un commandant de détachement (cplc), un commandant adjoint (cpl)

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	et quatre cpl/sdt qui font fonctionner les armes d'appui.
Perte de fonction temporaire – auto-rétablissement	Perte de fonction temporaire ou détérioration de la performance au-delà des limites de la performance normale et qui cesse après la fin de la perturbation et dont l'équipement se rétablit et revient à sa performance normale sans aucune intervention de l'opérateur.
Perte de fonction temporaire – rétablissement part l'opérateur	Perte de fonction temporaire ou détérioration de la performance au-delà des limites de la performance normale et qui cesse après la fin de la perturbation et dont la correction exige une intervention de l'opérateur.
Perte permanente de fonction	Perte d'une fonction ou détérioration des performances dont le rétablissement est impossible en raison des dommages au matériel ou aux logiciels ou encore à la perte de données.
Pistolet Browning de 9 mm	Le pistolet Browning de 9 mm est porté par les officiers et les soldats comme arme courte pouvant être dégainée rapidement et être utilisée même dans les espaces clos. Ce pistolet se compose d'un canon, d'une glissière, d'une culasse, d'une carcasse et d'un chargeur de 13 cartouches.
Planificateur supérieur de système (PSS)	Rôle de gestion de système assigné à un utilisateur, qui dispose ainsi de droits d'accès évolués aux fonctions d'administration du système, ainsi que de droits d'accès à l'outil de planification du réseau de communication. Personne à laquelle on a assigné le rôle et les privilèges d'accès d'un PSS.
Plateforme du système modulaire de transport des charges (SMTC).	Veste portée par le soldat à laquelle sont rattachées les pochettes de l'Équipement intégré du soldat et les pochettes de combat du SMTC (fournies par le gouvernement). La plateforme du SMTC comprend un brêlage de poitrine avant et un brêlage de poitrine arrière. Il existe un brêlage avant de petite taille et un autre de taille moyenne tandis que le brêlage arrière n'est offert qu'en une seule taille.
Plus petite unité remplaçable (LoRU)	Pièce ou assemblage utilisé pour réparer le matériel remplaçable en première ligne lorsque ce matériel a fait défaut et a été retiré de la suite de l'Équipement intégré du soldat pour être réparé.
Point de contact	Identification de la ou des personnes et de la ou des organisations associées à la ou aux ressources et moyens de communication avec celles-ci. Un PDC peut être une personne ou un service qui fait office de coordonnateur ou de point central de l'information sur une activité ou un programme.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
Police nationale du ZEFRA	Police nationale du pays fictif ZEFRA.
Politique sur l'utilisation de l'alimentation	Ensemble de règles activées par les processus de gestion de l'alimentation dans le but d'optimiser l'utilisation de l'alimentation du système. La politique précise les composants, les dispositifs ou les sous-systèmes dont l'état fonctionnel doit changer, par exemple : actif, au repos, hibernation en faveur d'une utilisation minimale de l'alimentation. L'établissement de politiques établies de gestion de l'alimentation est un problème propre à l'optimisation en situation de contrainte.
Principale bande d'exploitation	Principale bande de fréquence dans laquelle la suite de l'Équipement intégré du soldat doit être utilisée, soit : 225 - 450 MHz.
Produit commercial sur étagère (COTS)	Produit offert dans le commerce au public et qui n'exige aucune modification ou maintenance spéciale pendant la durée de sa vie.
Profil de mission	Description temporelle des événements et des environnements auxquels un article est soumis depuis le lancement jusqu'à la fin d'une mission précisée. Il indique les tâches, les événements, les durées, les conditions de fonctionnement et les environnements de chaque phase d'une mission.
Profil de vie	Description temporelle des événements et des environnements auxquels un article est soumis depuis sa fabrication jusqu'à son utilisation finale ou le retrait des stocks opérationnels, qui comprend un ou plusieurs profils de mission. Il est habituellement décrit par le résumé du mode opérationnel.
Programme de formation	Toutes les activités de travail de l'entrepreneur et du MDN et les livrables associés à l'analyse, la conception, le développement, la tenue, la formation individuelle et l'éducation.
Qualification	Processus qui consiste à démontrer si une entité est en mesure de satisfaire aux exigences précisées.
Qualifié	Degré de compétence nécessaire pour pouvoir exécuter les fonctions et les tâches de manière indépendante et sûre.
Quartier-maître de compagnie	Personne désignée d'une compagnie de carabiniers, habituellement un adjudant qui travaille pour le cmdtA de la cie, qui a pour tâche de veiller à ce que les fournitures de combat soient fournies à la compagnie à partir du système d'approvisionnement.
Rapport et compte rendu non structuré	Rapport et compte rendu dont le contenu des champs est stocké à l'extérieur d'une base de données formatée de nombres et de lettres.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
Rapport et compte rendu structuré	Rapport et compte rendu dont le contenu des champs est représenté d'une manière qui permet un calcul portant sur ce contenu. Certaines zones de texte libre d'un rapport et d'un compte rendu structuré peuvent être non structurées.
Reconstitution	Action de se constituer de nouveau ou à nouveau pour revenir à un état précédent en procédant à la réparation et révision.
Relais	Envoi de données de l'utilisateur et peut-être de l'information de contrôle entre les appareils mobiles ÉIS-SC par l'entremise d'une ou de plusieurs stations de relais, à l'aide du spectre alloué. Le relais a pour but d'améliorer la couverture, la distance, la production et la capacité du réseau de communication de l'ÉIS-S. La fonction de relais peut inclure le routage de réseau.
Remise en état	Réparation et améliorations.
Remplacement à chaud	Décrit les fonctions de l'adjonction et du retrait de composants système sans qu'on ait à arrêter le système. Plus particulièrement, le remplacement à chaud consiste en le remplacement de composants sans une interruption importante du système. Pour permettre un remplacement à chaud, un système doit accepter le branchement à chaud.
Réseau de pairs débarqué	Réseau de radios dynamique formés de deux nœuds ÉIS-SC ou plus, qui permet l'échange d'information entre les nœuds ÉIS-SC.
Risque d'accident	Expression de l'incidence et de la possibilité d'un accident sur le plan de la gravité de l'éventuel accident et la probabilité que celui-ci se produise.
Royal Canadian Dragoons	Régiment de blindé des Forces canadiennes.
Royal Canadian Horse Artillery	Régiment d'artillerie des Forces canadiennes.
Royal Canadian Regiment	Régiment d'infanterie des Forces canadiennes.
Sac de compression imperméable (SCI)	Ce sac a pour but de comprimer le système de sac de couchage complet en service afin de permettre le transport dans l'havresac HLS. La caractéristique imperméable permet la fixation à l'extérieur de l'ensemble musette et sacs ou un rangement non protégé à l'extérieur en cas de conditions météorologiques défavorables.
Section	Les sections de bataillon d'infanterie légère sont composées de huit personnes (un sergent commandant de section, un cplc commandant

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	<p>adjoint de section et six cpl/sdt).</p> <p>Les sections de bataillon d'infanterie mécanisée comprennent jusqu'à 10 personnes (un sergent commandant de section, un cplc commandant adjoint de section et huit cpl/sdt).</p> <p>La section se trouve à bord d'un véhicule VBL III. Trois personnes doivent demeurer près que du véhicule afin que celui-ci soit toujours fonctionnel. Sept soldats sont donc disponibles pour les opérations exécutées à une certaine distance du véhicule.</p>
Section de carabiniers débarquée	Il s'agit de deux groupes de quatre personnes appelés groupes d'assaut. Chaque groupe d'assaut comprend un carabinier, un grenadier, un mitrailleur et un commandant. Un sous-officier qui détient le grade de sergent commande la section ainsi que le groupe d'assaut 1, tandis que le groupe d'assaut 2 est commandé par un sous-officier subalterne (normalement un cplc).
Sécurité de système	Application de principes, critères et techniques de génie et de gestion afin d'en arriver à un risque d'accident acceptable, d'après les contraintes quant à l'efficacité opérationnelle et la pertinence, la durée et le coût, pendant toutes les phases du cycle de vie du système.
Sergent	Grade des FC. Les sergents travaillent normalement au sein d'une unité d'infanterie en qualité de commandant de section dans un peloton de carabiniers.
Signal d'avertissement	Signal de fonction qui fait fonctionner un appareil d'appareil audio ou visuel, dans le but d'attirer l'attention (OTAN).
Silence électromagnétique	Restriction imposée quant à l'utilisation d'équipement afin de prévenir l'émission de signaux électromagnétiques.
Silence électronique	Restriction imposée quant à l'utilisation d'équipement afin de prévenir l'émission de signaux électromagnétiques importants.
Soldat	Grade des FC. Soldat de base entraîné qui travaille comme carabinier au sein d'une section de carabiniers d'une unité d'infanterie. Un sdt peut également travailler en qualité de mitrailleur d'arme légère ou de grenadier M203 si l'organisation compte un nombre insuffisant de caporaux.
Soldat débarqué	Il s'agit en général d'un fantassin qui fait partie d'une section de carabiniers débarquée. Il peut devoir exécuter des tâches spécifiques en qualité de carabinier, de grenadier, de mitrailleur ou de commandant. D'autres membres des FC peuvent également être des soldats débarqués, par exemple des officiers observateurs avancés et des détachements d'artillerie, des groupes de contrôle aérien avancé,

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	des adjoints médicaux, etc.
Sous-module	Groupe d'éléments de base qu'on peut sélectionner ou utiliser séparément.
Sous-système	Groupe de modules qui contribuent à des fonctions données et/ou à des capacités.
Soutien de l'Équipement intégré du soldat	Ensemble des logiciels, du matériel informatique et des documents nécessaires à l'utilisation et à l'entretien des logiciels et du matériel informatique de l'Équipement intégré du soldat pendant les déploiements et en garnison.
Soutien mutuel	Soutien que les unités se fournissent l'une l'autre contre un ennemi, en raison des tâches qui leur sont assignées, de leur position relative les unes par rapport aux autres et par rapport à l'ennemi et leurs capacités inhérentes. (AAP-6). Ce concept est utilisé à partir de l'équipe de tir de deux personnes qui offre un soutien mutuel ascendant dans la structure, aux équipes de tir au sein d'un groupe d'assaut, de groupes d'assaut d'une section, de sections d'un peloton, de pelotons d'une compagnie et de compagnies d'un bataillon d'infanterie.
Soutien optimisé des systèmes d'armes (SOSA)	Application d'un contrat de soutien en service à long terme qui fait le lien entre l'ancienne méthode de contrat à court terme et la nouvelle méthode du Cadre contractuel pour la prestation de soutien en service (CCPSS) qui est fortement encouragée au sein du groupe du SMA(Mat) du MDN.
Suite de l'Équipement intégré du soldat	Ensemble de l'équipement porté par les soldats débarqués, peu importe la forme, dont les logiciels, l'équipement électronique, les câbles, la solution de transport de charge modulaire, les batteries et toutes les autres composantes nécessaires pour respecter les caractéristiques techniques du Projet d'équipement intégré du soldat.
Suite de l'équipement intégré du soldat – Affichage tactique (affichage tactique d'ÉIS)	Petit affichage visuel qui présente la connaissance de base de la situation.
Suite de l'équipement intégré du soldat – Réseau de communication	Le réseau de communication de l'ÉIS-S est un réseau de radios dynamique autoformé qui est établi par deux ÉIS-SC ou plus et qui permet l'échange d'information entre les soldats. Les radios du réseau de communication de l'ÉIS-S sont initialisées d'après les paramètres de fonctionnement communs (par exemple les fréquences, les intervalles de temps, les clés de chiffrement, etc.) d'un plan de

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	communication.
Suite de Planification et exploitation de système (PES-suite)	Logiciel installé sur un portable des FC et utilisé pour gérer la sécurité, effectuer la planification réseau et gérer les autres tâches préalables aux missions à l'appui de la configuration du système.
Suite d'intégration du SSCFT (SSCFT-SI)	Cette suite est une trousse de communication de soldat débarqué qui s'articule autour d'une radio de soldat portative pour les communications vocales et de données de type SECRET; les véhicules, les quartiers généraux et les commandants débarqués d'appui du SSCFT disposent de radios compatibles.
Suite électronique de l'Équipement intégré du soldat	Tous les dispositifs électroniques matériels et câbles de la partie principale de l'Équipement intégré du soldat, y compris les logiciels et micro logiciels, à l'exclusion des batteries, de la solution de transport de charge modulaire et des écouteurs intra-auriculaires universels.
Système d'armes	Ensemble d'une ou plusieurs armes avec tout l'équipement associé, le matériel, les services, le personnel et les moyens de livraison et de déploiement (le cas échéant) requis pour une autosuffisance.
Système de soutien du commandement de la force terrestre (SSCFT)	Il s'agit du système C4ISR utilisé par les Forces canadiennes pour assurer les communications de l'Armée de terre dans un théâtre d'opérations. Le SSCFT est un système de systèmes et il comprend des réseaux de communication pour les véhicules, les quartiers généraux mobiles, les quartiers généraux fixes et les soldats. De plus, le SSCFT fournit des applications et des services qui appuient les opérations de l'Armée de terre. Le SSCFT fonctionne à titre de système réseau à autorisation SECRET pour les opérations nationales canadiennes.
Système d'exploitation	Interface entre le matériel et l'utilisateur qui est responsable de la gestion et de la coordination des activités ainsi que du partage des ressources d'un ordinateur qui fait office d'hôte des logiciels qui tournent dans l'ordinateur.
Système habilitant	Système qui appuie un système d'intérêt pendant les stades de son cycle de vie, mais qui ne contribue pas nécessairement de manière directe à son fonctionnement pendant l'opération.
Système modulaire de transport des charges (SMTC)	Tous les vêtements qui accompagnent la suite de l'Équipement intégré du soldat, y compris la plateforme du SMTC et ses pochettes, permettant au soldat de transporter la suite électronique et les blocs-batteries (rechargeables et non rechargeables) de tous les domaines énergétiques.

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
Taux de fausse alarme	Fréquence des fausses alarmes pendant une période précise (par exemple une durée particulière, des cycles, etc.). Il s'agit du nombre de fausses alarmes divisé par le nombre total de pannes détectées.
Temps moyen entre défaillances (TMD)	Mesure de la durée prévue (moyenne) pendant laquelle un système fonctionne continuellement en respectant les limites spécifiées dans les conditions précisées. On peut l'estimer en divisant les unités (heures, milles, coups, etc.) accumulées pendant une période précisée dans les conditions prescrites par le nombre de défaillances pendant la période. Il s'agit d'une mesure de base de la fiabilité des articles réparables. La « valeur minimale acceptable » est la limite de confiance inférieure de cette valeur, qui est en général une LCI de 90 %.
Temps moyen entre défaillances critiques (TMDC)	Mesure de la fiabilité de la mission ou fonctionnelle. Semblable au temps moyen entre défaillances, sauf que les défaillances critiques sont comptées. Il s'agit d'une mesure du délai prévu entre les défaillances critiques. La « valeur minimale acceptable » est la limite de confiance inférieure de cette valeur, qui est en général une LCI de 90 %.
Terrain complexe	Terrain dont les caractéristiques ont une incidence sur la visibilité directe, restreignent les manœuvres et séparent le soldat du véhicule. Remarque : les zones urbaines, la jungle, les montagnes et les forêts constituent un terrain complexe.
Terrain découvert	Terrain comprenant peu d'arbres ou peu de végétation.
Test intégré (BIT)	Capacité intégrale de l'équipement qui fournit une fonction de test embarquée qui détecte, diagnostique ou localise les pannes de système. La détection de pannes et peut-être la capacité de localisation sert à la surveillance périodique ou continue de la santé opérationnelle d'un système et en vue de l'observation et peut-être du diagnostic à titre de préparatif à la maintenance.
Testabilité	Capacité de déterminer l'état d'un article (utilisable, inutilisable, détérioré) et de localiser les pannes dans l'article de manière exacte et rapide.
Textile électronique / électro-textile / textile-el	Il s'agit de tissus qui peuvent comporter des dispositifs électroniques actifs et passifs, de conducteurs simples jusqu'à une plate-forme informatique complexe. L'utilisation de fils faisant preuve de capacités intrinsèques différents, de gravures ou de dépôts de différents types pour permettre les fonctions informatiques, de détection et de transmission d'information qui se retrouvent dans les

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	textiles intelligents.
Textiles intelligents	Matériel et structures utilisées pour les vêtements de combat, l'équipement individuel et la protection, qui détectent les conditions environnementales et les stimuli, et réagissent à ceux-ci ou informent à leur sujet, ou qui répondent ou sont activés afin d'exécuter une fonction.
Troupe	Utilisée normalement dans les unités de blindés ou du génie; synonyme de peloton du point de vue de la structure.
Trousse de formation	Tous les logiciels et le matériel requis pour former les soldats en ce qui a trait à la gestion et au fonctionnement de l'Équipement intégré du soldat.
Utilisateur d'une suite de l'Équipement intégré du soldat	Soldat ou autre personne qui utilise une suite pour réaliser une tâche.
Véhicule blindé léger (VBL)	Il s'agit du principal véhicule de transport de l'infanterie dans le champ de bataille. Son canon intégré de 25 mm monté sur la tourelle offre un appui-feu direct à la section lorsqu'il est débarqué. Le véhicule exige trois personnes pour pouvoir fonctionner de manière indépendante (le chauffeur, le canonnier et le commandant d'équipage) et il peut transporter sept autres soldats dans le compartiment de l'équipage.
Vérification	Confirmation, par la fourniture de preuves objectives, que les exigences précisées sont respectées.
ZEFRA	Pays utilisé pour la patrouille de peloton débarqué du scénario fictif du PÉIS.
Zone de danger	Zone associée à un champ de tir où les navires le personnel, l'équipement et les aéronefs non autorisés ne peuvent pas se trouver pour cause de sécurité, en raison d'un tir avec des armes ou encore de la présence dans le sol de mines non explosées ou d'autres munitions.
Zone d'opérations	Région géographique qui fait partie d'un secteur de responsabilité et qui est assigné à un commandant subalterne. Ce commandant est autorisé à planifier et à exécuter des opérations tactiques dans cette zone.
Zulu	Préfixe de véhicule vide. On l'insère devant l'indicatif d'appel pour indiquer que les soldats assignés au véhicule sont débarqués. Dans une unité munie de VBL d'infanterie dans le champ de bataille, un indicatif d'appel ZULU est un véhicule qui conserve son chauffeur, un

RFP - N° de la DP W8476-112965/B	Amendment No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 004RA
Client Reference No. - N° de réf. du client W8476-112965	File No. - N° du dossier 004RA W8476-112965	Volume 3, Annexe CE

Termes	Définition
	artilleur et le commandant de tourelle (trois personnes), de sorte que le véhicule puisse se déplacer dans le champ de bataille et que le canon de 25 mm soit en mesure d'engager les objectifs en appui aux troupes débarquées.